

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL.

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

Georges FARDIS, Directeur

XLVI^e ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

THE ARCHIVES OF THE DIPLOMATY OF THE UNITED STATES
1789-1800

ARCHIVES DIPLOMATIQUES ET DE DROIT INTERNATIONAL

1800-1810

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

George F. Smith, Director

THE ARCHIVES OF THE DIPLOMATY OF THE UNITED STATES

1811-1820

PARIS

REPRODUCED BY

A DIVISION OF

REPRODUCED BY THE REPRODUCING ORGANIZATION LIMITED

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

TOME 100.

N^{OS} 10-11-12.

Vol. IV. — 1906.

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — ROUMANIE

Convention de commerce additionnelle du 8 Octobre/25
Septembre 1904 au traité de commerce, de douane et
de navigation du 21 Octobre 1893.

(Ratifiée le 12/25 avril 1905 ; entrée en vigueur le 1^{er} mars 1906).

TEXTE ORIGINAL.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, d'une part, et
Sa Majesté le Roi de Roumanie, d'autre part, désirant soumettre à une
révision le Traité de commerce, de douane et de navigation en vigueur
entre l'empire d'Allemagne et la Roumanie du 21 octobre 1893, ont
résolu de conclure une Convention additionnelle audit Traité, et ont
nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

M. Alfred von Kiderlen-Waechter, Son Conseiller intime actuel,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté
le Roi de Roumanie.

Et Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Jean J. C. Bratianu, Son Ministre, Secrétaire d'Etat au Dépar-
tement des Affaires Etrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs
trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — Le Traité de commerce, de douane et de navigation du
21 octobre 1893 est modifié de la manière suivante :

I. Article 5.

Cet article est modifié comme suit :

« ART. 5. — Les parties contractantes s'engagent à n'entraver
nullement le commerce réciproque de deux Pays par des prohibitions
à l'importation, à l'exportation ou au transit.

« Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- » 1^o Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre ;
- » 2^o Pour des raisons de sûreté publique ;
- » 3^o Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles ;
- » 4^o En vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production intérieure des marchandises similaires, ou de la vente ou du transport à l'intérieur des marchandises similaires de production nationale ».

I. Article 6.

Le numéro 1 de l'alinéa 2 de cet article est rédigé comme suit :

« 1^o Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres États limitrophes pour faciliter le trafic local en dedans d'une zone, correspondant au district-frontière de chacun des deux pays, mais qui ne dépassera pas quinze kilomètres de largeur de chaque côté de la frontière ».

III. Article 7.

Les tarifs mentionnés dans l'alinéa 2 de cet article sont remplacés par les tarifs B et C ci-joints.

IV. Article 12.

Les trois premiers alinéas de cet article sont remplacés par les stipulations suivantes :

« Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce, ou, en cas d'absence de ceux-ci, que les produits de la nation la plus favorisée ».

V. Nouvel article.

L'article suivant est inséré après l'article 12 :

« ART. 12 *a.* — En cas qu'il surgisse entre les Parties contractantes un litige à l'égard de l'interprétation ou de l'application des tarifs B

et C annexés à la présente Convention additionnelle y compris les dispositions additionnelles relatives à ces deux tarifs, ainsi que des tarifs conventionnels stipulés entre les Parties contractantes et des Etats tiers, ce litige sera réglé, sur la demande de l'une ou de l'autre Partie, par l'arbitrage.

« Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque litige de manière que chaque Partie nomme un arbitre parmi les ressortissants compétents de son pays et que les deux Parties choisissent pour surarbitre un ressortissant d'un tiers pays ami. Les Parties contractantes se réservent de s'entendre, d'avance et pour une certaine période, sur la personne du surarbitre à désigner.

« Le cas échéant, et sous la réserve d'une entente spéciale à cet effet, les Parties contractantes soumettront également à l'arbitrage d'autres litiges sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, que ceux désignés à l'alinéa 1^{er}. »

ART. 2. — Le Protocole final du Traité de commerce, de douane et de navigation du 21 octobre 1893 est modifié de la manière suivante :

I. A l'article 4.

Est ajouté l'alinéa suivant :

« Il est entendu que, s'il y a des doutes sur la nationalité d'un conscrit, celui-ci, avant que sa nationalité ne soit établie, ne pourra être contraint à se soumettre ni à des prestations militaires ni surtout à la visite médicale requise pour la conscription. »

Nouvelles dispositions à l'article 5.

Sont insérées les dispositions suivantes :

« A l'ART. 5. — Sous la réserve prévue à l'article 1^{er}, I, article 5, numéro 3 de la présente Convention, le Gouvernement Impérial d'Allemagne admettra le transit de viande fraîche ou préparée, produite en Roumanie et expédiée de ce pays en droiture, contre l'observation des mesures prophylactiques vétérinaires, requises par les lois, règlements ou ordonnances en vigueur ou à émettre par les autorités allemandes.

« Sous la même réserve la viande, produite en Roumanie, qui pourra être considérée comme préparée dans le sens de la loi allemande sur l'inspection de la viande du 3 juin 1900, sera admise à l'entrée en Allemagne conformément aux dispositions prévues par ladite loi.

III. A l'article 7.

Ces stipulations sont remplacées par ce qui suit :

« A l'ART. 7. — 1^o Il est convenu que, dans le cas de réclamations d'intéressés de l'une des deux Parties contractantes, demandant le traitement selon le tarif conventionnel de l'autre Etat ou concernant l'interprétation de dispositions de ce tarif, une décision déjà émise par les autorités compétentes en dernière instance ne pourra servir de

motif à écarter toute possibilité de discussions ultérieures sur l'objet de la réclamation et n'empêchera pas, le cas échéant, une nouvelle décision de l'autorité en question, pourvu, toutefois, que la réclamation soit présentée par voie diplomatique et avec appui de déclarations d'experts ou d'autre autorité compétente dans un délai de six mois à partir du jour où la première décision aura été officiellement notifiée aux intéressés. La décision prise sur recours ne pourra viser que le cas en question pour lequel elle sera sans appel. Toutefois les parties contractantes auront la faculté de provoquer pour le cas en question et les cas futurs une correcte interprétation ou application des stipulations de la présente Convention selon l'article 12 *u*.

« 2° En vue des dispositions en vigueur en Allemagne concernant le service des renseignements officiels en matière de douane, le Gouvernement roumain est prêt à adopter, aussitôt que faire se pourra, des dispositions par lesquelles les importateurs seront à même d'obtenir, par voie officielle, des renseignements à l'égard du traitement douanier des marchandises à leur entrée en Roumanie. »

IV. *Nouvelles dispositions à l'article 12 a.*

Sont insérées les dispositions suivantes :

« A l'ART. 12 *a*. A l'égard de la procédure dans les cas où l'arbitrage a lieu d'après les deux premiers alinéas de l'article 12 *a*, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

« Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siègera dans le territoire de la Partie contractante défenderesse, au second cas dans le territoire de l'autre Partie contractante, et ainsi de suite alternativement dans l'un et dans l'autre territoire. La Partie sur le territoire de laquelle siègera le tribunal désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal.

« Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

« Les Parties contractantes s'entendront, ou le cas échéant ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties contractantes ne soulève d'objection ; dans ce cas la disposition de l'alinéa 1^{er} peut être modifiée.

« Pour la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chacune des Parties contractantes, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser au Gouvernement respectif, prêteront leur assistance de la même manière que sur les réquisitions des tribunaux civils du pays. »

ART. 3. — Le Protocole du 21 octobre 1893 dressé à l'occasion de la signature du Traité de commerce, de douane et de navigation de la même date est supprimé.

ART. 4. — La présente Convention additionnelle entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où les deux Parties contractantes se seront mises d'accord à cet effet. L'entrée en vigueur de la présente Convention additionnelle n'aura cependant pas lieu avant le 1^{er} janvier 1905 (19 décembre 1904), ni après le 1^{er} juillet (18 juin) 1906.

Après la mise en vigueur de la Présente Convention additionnelle, le Traité actuel de commerce, de douane et de navigation, conclu le 21 octobre 1893, avec les modifications et additions y apportées par ladite Convention additionnelle, exercera ses effets jusqu'au 31/18 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant l'échéance de ce terme son intention de faire cesser les effets du Traité, ce dernier, avec les modifications et additions susdites, continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

ART. 5. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest, le 8 octobre/25 septembre mil neuf cent quatre.

(L.S.) Signé : VON KIDERLIN-WAECHTER,

(L.S.) Signé : Jean J. C. BRATIANU.

Tarif B.

Droits à l'entrée du territoire douanier allemand.

Le tarif général allemand mentionné dans le présent tarif est le tarif de douane du 25 décembre 1902 tel qu'il a été fixé par la loi de l'Empire allemand en date dudit jour.

Numéros du Tarif général allemand	Désignation des marchandises	Bases	Droits en unités allemandes et françaises			
			mk.	pf.	fr.	c.
1	Seigle	100 kilog.	5	00	6	25
2	Froment et épeautre	<i>Idem.</i>	5	50	6	87
3	Orge :					
	— de malterie	<i>Idem.</i>	4	00	5	00
	— autre	<i>Idem.</i>	1	30	1	625
4	Avoine	<i>Idem.</i>	5	00	6	25
6	Millet (<i>panicum</i> , millet d'Italie)	<i>Idem.</i>	1	50	1	875
7	Maïs et dari	<i>Idem.</i>	3	00	3	75

		mk. pf.	fr. c.
ex 11	Haricots comestibles, secs (mûrs).... 100 kilog.	2 50	3 125
	Pois, secs (mûrs)..... <i>Idem.</i>	1 50	1 875
ex 13	Colza et navette..... <i>Idem.</i>	2 00	2 50
ex 14	Graine de pavot, mêmes têtes de pavot mûres, graine de tournesol..... <i>Idem.</i>	2 00	2 50
	15 Graine de lin, graine de chanvre..... »	Exempts.	Exempts.
ex 33	Plantes potagères, fraîches:		
	— Choux rouges, choux blancs..... <i>Idem.</i>	2 50	3 125
	— Artichauts, melons, champignons, rhubarbe, asperges, tomates ... »	Exempts.	Exempts.
	— Aubergines, cornes grecques..... »	Exempts.	Exempts.
	36 Artichauts, melons, champignons, rhubarbe, asperges, tomates en morceaux, pelés, pressés, séchés à l'étuve ou autrement, cuits ou frits ou ayant subi une autre prépara- tion simple 100 kil.	10 00	12 50
ex 37	Aubergines, cornes grecques et autres plantes potagères, y compris les raves des champs servant comme telles, en morceaux, pelées ou dé- cortiquées, pressées, séchées à l'étuve ou autrement, cuites ou frites ou ayant subi une autre pré- paration simple, en tant qu'elles ne rentrent pas dans les n ^{os} 34 à 36 du Tarif général; haricots comes- tibles non mûrs et pois non mûrs, séchés; haricots comestibles et pois (mûrs et non mûrs), cuits ou frits ou ayant subi une autre prépa- ration simple; de même, semences pour la consommation, pulvérisées, cuites ou frites ou ayant subi une autre préparation simple 100 kilog.	4 00	5 00
ex 45	Raisins de table (grappes et baies de raisins) frais :		
	— importés en colis postaux pesant jusqu'à 5 kilogrammes inclusi- vement..... »	Exempts.	Exempts.
	— importés autrement..... 100 kilogr.	4 00	5 00
ex 46	Noix (Walnüsse) et noisettes, non mûres (vertes) ou mûres, même écalées, moulues ou autrement ré- duites en morceaux ou préparées simplement..... <i>Idem.</i>	2 00	2 50
	(Ex. 47/49). Autres fruits.		
ex 47	Frais :		
	— Pommes, poires, coings :		
	— non emballés :		
	— du 25 septembre au 25 no- vembre »	Exempts.	Exempts.

		mk.	pf.	fr.	c.
	— du 26 novembre au 24 septembre	100 kilogr.	2 00	2 50	
	— emballés	<i>Idem.</i>	5 00	6 25	
	— Abricots, pêches	<i>Idem.</i>	2 00	2 50	
	— Prunes de toutes espèces, cerises, griottes, nèfles.....	<i>Idem.</i>	2 00	2 50	
48	Séchés à l'étuve ou autrement (même coupés en morceaux et pelés :				
	— Pommes et poires, y compris leurs déchets utilisables	<i>Idem.</i>	4 00	5 00	
	— Abricots, pêches.....	<i>Idem.</i>	4 00	5 00	
	— Pruneaux de toutes espèces :				
	— non emballés ou emballés exclusivement en tonneaux ou en sacs d'un poids brut d'au moins 80 kilogrammes.	<i>Idem.</i>	5 00	6 25	
	— emballés autrement	<i>Idem.</i>	10 00	12 50	
	— Autres fruits	<i>Idem.</i>	4 00	5 00	
49	Moulus, écrasés, en poudre ou réduits autrement en morceaux, même salés, cuits sans sucre (purée de fruits, marmelade sans addition de sucre) ou ayant subi une autre préparation simple ; fermentés	<i>Idem.</i>	4 00	5 00	
	(74/76). Bois de construction ou à usages industriels, non spécialement désigné dans le tarif général.				
74	Brut ou travaillé uniquement en travers, à la hache ou à la scie, avec ou sans écorce :				
	— dur.....	{ 100 kilogr. } ou { Mètre cube. }	0 12 1 08	0 15 1 35	
	— tendre.....	{ 100 kilogr. } ou { Mètre cube. }	0 12 0 72	0 15 0 90	
75	Équarri dans le sens de la longueur ou autrement dégrossi ou débité en morceaux à la hache ; mêmes copeaux débités par la fente et copeaux destinés à la clarification des liquides débités d'une autre manière que par la fente :				
	— dur.....	{ 100 kilogr. } ou { Mètre cube. }	0 24 1 92	0 30 2 40	
	— tendre.....	{ 100 kilogr. } ou { Mètre cube. }	0 24 1 44	0 30 1 80	
76	Scié dans le sens de la longueur ou autrement préparé, non raboté :				
	— dur.....	{ 100 kilogr. } ou { Mètre cube. }	0 80 6 40	1 00 8 00	
	— tendre	{ 100 kilogr. } ou { Mètre cube. }	0 80 4 80	1 00 6 00	

Remarque aux nos 74 à 76. — Les bois de construction ou à usages industriels étuvés à la vapeur, imprégnés ou autrement préparés chimiquement, sont soumis, en outre, à une surtaxe qui s'élève :

En cas de la liquidation des droits d'après le volume, par mètre cube, à 2^{mk}40
 En cas de la liquidation des droits d'après le poids, par 100 kilogrammes :
 Pour le bois dur à 0 30
 Pour le bois tendre à .. 0 40

mk. pf. fr. c.

80 Traverses pour chemins de fer, travaillées à la hache, même sciées tout au plus sur une des faces longitudinales, non rabotées :

— en bois dur	{ 100 kilogr. }	0 24	0 30
	{ Mètre cube. }	1 92	2 40
— en bois tendre	{ 100 kilogr. }	0 24	0 30
	{ Mètre cube. }	1 44	1 80

Remarque. — Les traverses pour chemins de fer étuvées à la vapeur, imprégnées ou autrement préparées chimiquement, sont frappées d'une surtaxe qui s'élève :

En cas de la liquidation des droits d'après le volume par mètre cube, à 1^{mk}20
 En cas de la liquidation des droits d'après le poids, par 100 kilogrammes :
 Pour le bois dur à 0 15
 Pour le bois tendre à 0 20

82 Moyeux, jantes, rais, ainsi que pièces de bois visiblement ébauchées pour ces articles { 100 kilogr. } 0 75 0 93
 { Mètre cube. } 6 00 7 50

83 Bois de tonnellerie (douves et fongailles), même pièces de bois visiblement ébauchées pour ces articles (douvains), non teints, non rabotés :

— en chêne	{ 100 kilogr. }	0 20	0 25
	{ Mètre cube. }	1 60	2 00
— en bois dur autre que le bois de chêne	{ 100 kilogr. }	0 30	0 375
	{ Mètre cube. }	2 40	3 00
— en bois tendre	{ 100 kilogr. }	0 30	0 375
	{ Mètre cube. }	1 80	2 25

Remarque. — Le simple planage ou le rabotage des faces latérales restent sans influence sur la tarification des bois de tonnellerie.

86 Bois destiné à la fabrication de la pâte de bois mécanique ou de la pâte de bois chimique (cellulose), ayant en longueur 1^m20 au plus et un diamètre maximum de 0^m24 au petit bout, sous surveillance de son utilisation.

» Exempt Exempt

(103/107). *Bêtes vivantes.*

		mk.	pf.	fr.	c.
103	Bêtes bovines.....	{100 kilogr. de poids vif.	{14 40	18 00	
104	Bêtes ovines.....	{100 kilogr. de poids vif.	{14 40	18 00	
105	Bêtes caprines.....	»	Exemptes.	Exemptes.	
106	Porcs.....	{100 kilogr. de poids vif.	{14 40	18 00	
107	Volailles :				
	— Oies.....	»	Exemptes.	Exemptes.	
	— Poules de toutes sortes et autres volailles.....	100 kilogr.	4 00	5 00	
ex 108	Viande, à l'exclusion du lard de porc, et viscères comestibles de bête (les volailles exceptées), préparés sim- plement.....	<i>Idem.</i>	35 00	43 75	
<i>Remarque.</i> — 1° Les bêtes non vivantes, propres à la consommation, sont à tarifier comme viande fraîche de bêtes. 2° La viande sans os, fraîche ou préparée simplement (même les langues, mais non les viscères comestibles), ainsi que les jambons de porc (épaules et cuisses) salés ou fumés sont soumis, en outre, à une surtaxe de 15 p. 100.					
ex 110	Volailles :				
	— tuées, même dépecées, non pré- parées.....	<i>Idem.</i>	15 00	18 75	
	— lardées ou préparées d'une autre manière.....	<i>Idem.</i>	20 00	25 00	
ex 115	— Poissons vivants ou non, frais même congelés :				
	Carpes non vivantes.....	<i>Idem.</i>	10 00	12 50	
	— Autres que carpes.....	»	Exempts.	Exempts.	
126	Graisse de porc fondue et graisses similaires (saindoux fondu, graisse d'oie fondue, moelle de bœuf, oléo- margarine et autres graisses simi- laires à la graisse de porc fondue).	100 kilogr.	10 00	12 50	
117	Graisse de porc et d'oie, brute (non fondue, non pressée), excepté le lard de porc et la panne (saindoux en pannes) ; en outre, cretons pour la consommation.....	<i>Idem.</i>	5 00	6 25	
ex 128	Panne de porc (saindoux en pannes)..	<i>Idem.</i>	7 00	8 75	
136	Oufs de volailles et de gibier à plume, crus ou seulement cuits dans la coque, même teints, peints ou décorés autrement.....	<i>Idem.</i>	2 00	2 50	
137	Jaune d'œufs, liquide, même salé ou additionné d'autres ingrédients pour en assurer la conservation : jaune d'œufs, séché, même en poudre ; œufs cassés, sans coque (mélange de jaune d'œufs et de blanc d'œufs)	100 kilogr.	2 00	2 50	

		mk.	pf.	fr.	c.
	138 Blanc d'œufs, liquide, même salé ou additionné d'autres ingrédients pour en assurer la conservation,..... »		Exempt.	Exempt.	
	144 Laine de mouton (même pelade), brute, même lavée..... »		Exempte.	Exempte.	
	147 Plumes à lit, même nettoyées ou apprêtées (barbes, etc.)..... 100 kilogr.	2	00	2	50
ex	180 Vin et moût frais de raisins, même stérilisés, en fûts ou wagons-réservoirs, contenant en esprit de vin, au poids, 14 p. 100 ou moins..... <i>Idem.</i>	20	00	25	00
ex	192 Son, même son de maïs pressé (tourteaux de maïs), exclusivement propres à l'alimentation des bestiaux... »		Exempts.	Exempts.	
ex	239 Huiles minérales de graissage ; même résidus de la distillation des huiles minérales, goudronneux, paraffinés ou poisseux (analogues à la poix), ces derniers en tant qu'ils surnagent sur l'eau ; l'huile de résine..... 100 kilogr.	6	00	7	50
	Benzine lourde d'un poids spécifique d'au-dessus de 0 kilogr. 75 jusqu'à 0 kilogr. 77 inclusivement, destinée à l'emploi aux moteurs, provenant d'usines indigènes ou importée de l'étranger, sous contrôle..... <i>Idem.</i>	2	00	2	50
	Huile solaire (Gasol) d'un poids spécifique d'au-dessus de 0 kilogr. 83 jusqu'à 0 kilogr. 88 inclusivement, destinée à l'emploi aux moteurs ou à la carburation de gaz à l'eau, provenant d'usines indigènes ou importée de l'étranger, sous contrôle..... <i>Idem.</i>	3	00	3	75
	251 Paraffine molle..... <i>Idem.</i>	8	00	10	00
ex	257 Glycérine brute ou purifiée..... »		Exempte.	Exempte.	
ex	329 Couleurs minérales : — Craie lavée ; et craie finement pulvérisée à la brosse ou autrement... 100 kilogr.	0	40	0	50
	— Ocre, calcinée, moulue ou lavée, sèche ou en pâte, non mélangée d'autres couleurs..... <i>Idem.</i>	0	25	0	31
	375 Colle de toute espèce (à l'exception de la colle albuminoïde), solide ou liquide..... <i>Idem.</i>	3	00	3	75
	Gélatine, même colorée..... <i>Idem.</i>	4	00	5	00
ex	413 Laine de mouton (même pelade) ; poils de chèvre domestique ; poils de lièvre ; poils de bêtes bovines, de chien, de porc et autres gros poils analogues, non spécialement dé-				

		mk.	pf.	fr.	c.
	nommés au Tarif général; tous ces poils sérancés, blanchis, teints, même bouclés ou moulus,.....	»	Exempts	Exempts.	
ex 617	Parties (lames et carreaux) pour parquets, non marquetées, brutes, non collées, non plaquées.....	100 kilogr.	5 00	6 25	
ex 623	Fûts (ainsi que bois de tonnellerie rabotés) et autres ouvrages de tonnellerie bruts.....	Idem.	3 00	3 75	

Tarif C.

Droits à l'entrée en Roumanie.

Le tarif général roumain mentionné dans le présent tarif est le tarif des douanes voté par la Chambre des députés dans la séance du 19 avril/2 mai 1904 et par le Sénat dans la séance du 18 avril/1^{er} mai 1904.

En tant que la taxe d'un article dépend de la taxation d'un autre article prévu dans le tarif C, cette taxe sera calculée d'après le taux admis par la Convention et non d'après la taxe du tarif général roumain.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES AU TARIF CONVENTIONNEL

En tant qu'il n'y a pas de dispositions spéciales, sont considérés comme matériaux fins : l'ambre, l'écaille, la nacre, l'ivoire, le jais véritable, l'écume de mer, les métaux précieux, tous les métaux dorés et les fils dorés ou argentés, les pierres fines ou demi-fines, les dentelles, broderies, de même que tous les articles de soie, ainsi que les tissus et entrelacements mélangés avec de la soie en proportion de 30 p. 100 ou plus.

		Droits en Lei ou Fr.
73	Peaux tannées de gros bétail, dites <i>toval</i> , cuirs dits <i>blancs</i> , vachette, <i>teletin</i> , cuirs de veau dits <i>spalt</i> , <i>vax</i> , pour tout emploi, ainsi que toutes peaux tannées de gros bétail, excepté les vernis 100 kilogr.	125
64	Peaux tannées de brebis, béliet, agneau, porc, chèvre, chevreau, dites <i>chamois</i> , maroquin, basane, sous n'importe quelle forme.....	Idem. 140
<i>Remarque.</i> — Les cuirs dits <i>chevreau</i> seront taxés à 120 lei.		
65	Peaux fines pour gants, de chevreuils, parchemins, peaux vernies de toute espèce et de toute couleur, et autres peaux non dénommées.....	Idem. 175

Remarque aux articles 61 à 67. — Les divers modes de tonnage n'ont pas d'influence sur la tarification.

		Lei ou Fr.
68	Courroies de transmission de force, plates ou rondes.....100 kilogr.	160
73	Objets en cuir fin, tels que : pochettes, porte-monnaies, portes-cigares et tous autres objets en peaux de l'article 65 (excepté les gants), même combinés avec d'autres matières communes.....	<i>Idem.</i> 250
74	Tous objets en cuir, combinés avec des matières fines ou avec des métaux précieux.....	<i>Idem.</i> 500
82	Peaux fourrées de cerf, chevreuil, chien, mouton, agneau, chèvre, chevreau, chat domestique, lièvres, lapins de toute espèce, raton (laveur), opossum et de rat musqué :	
	a. Non dressées.....	<i>Idem.</i> 50
	b. Dressées.....	<i>Idem.</i> 100
83	Peaux fourrés d'ours, loup, blaireau, marmotte, renards rouges et blancs, dos de renards dits <i>shoufar</i> , peaux de loutre commune d'eau douce, petit-gris, chat sauvage, lièvres de Russie, noirs, blancs, imitant la zibeline dits <i>carsac</i> , <i>karakulasch</i> , vison (<i>nœrz</i>), valaby, astrakan — hors le mort-né (<i>Breitschwanz</i>), loup de Sibérie, ours noir, agneau du Thibet, castor (<i>biber</i>), <i>hara-kule</i> , <i>nutria</i> , cygne, pélican, plongeon et de tous autres oiseaux à fourrure, ainsi que toute autre fourrure non dénommée :	
	a. Non dressées.....	1 kilogr. 1 50
	b. Dressées.....	<i>Idem.</i> 3
84	Peaux fourrées, d'astrakan mort-né (<i>Breitschwanz</i>), renard bleu et noir, loutre de mer, martre, hermine, chinchilla, loutre du Kamtchatka, zibeline russe et de martre, zibeline du Canada :	
	a. Non dressées.....	<i>Idem.</i> 40
	b. Dressées.....	<i>Idem.</i> 20
<i>Remarque aux articles 83 et 84. — Les peaux fourrées dressées, imitant les peaux frappées de droits plus élevés, à l'exception des peaux d'astrakan, acquitteront les droits des peaux originales et non pas ceux des peaux qu'elles imitent.</i>		
96	Fils de laine blanchis ou teints, à 2 bouts. 100 kilogr.	95
98	Fils de laine blanchis ou teints, à 3 ou plusieurs bouts.....	<i>Idem.</i> 115
101	Tissus et étoffes à mailles de laine, d'un poids au-dessous de 800 à 600 grammes par mètre carré.....	<i>Idem.</i> 150

		Lei ou Fr.
102 Tissus et étoffes à mailles de laine, au-dessous de 600 à 400 grammes par mètre carré.....	100 kilogr.	175
103 Tissus et étoffes à mailles de laine, au-dessous de 400 à 200 grammes par mètre carré.....	<i>Idem.</i>	200
104 Tissus et étoffes à mailles de laine, au-dessous de 200 grammes par mètre carré.....	<i>Idem.</i>	275
110 Bonneterie de laine :		
a. Gants.....	<i>Idem.</i>	400
b. Bas et chaussettes, flanelles, caleçons, gilets, bonnets, capuchons et tous objets à mailles non décorés, non combinés avec d'autres matières.....	<i>Idem.</i>	300

Remarque. — Aucune distinction n'est faite quant aux gants, bas et chaussettes, si ces objets sont seulement taillés, ou taillés et cousus, ou joints à la machine, ou façonnés au métier.

Des accessoires insignifiants comme boutons et débords, même en soie, sont admis pour les objets de bonneterie sans être considérés comme décorations dans le sens de l'article 111.

111 Tout article de bonneterie de laine, excepté les gants, bas et chaussettes, taillé, ou taillé et cousu, ou combiné avec d'autres matières, ou décoré à la main, ou brodé, ou avec dentelles et autres...	<i>Idem.</i>	} Taxe double de l'article 110. 250
112 Passementerie, rubans, boutons, de laine	<i>Idem.</i>	
114 Fils et étoffes tissés ou à mailles de toute sorte, passementerie et dentelles de laines, mélangés avec toute autre matière, hormis la soie, en tant qu'ils contiennent de la laine dans une proportion inférieure à 25 p. 100 du poids....	<i>Idem.</i>	} Taxe des articles 93 à 113, avec une réduction de 20 p. 100.

Remarque à l'article 165. — Les fils, tissus, la bonneterie et la rubannerie de soie, mélangés avec toute autre matière textile, seront traités aux articles 153 à 161, 164 et 165 sans aucune réduction, en tant qu'ils contiennent 50 p. 100 ou plus de soie

Remarque à l'article 166. — La passementerie et les cordonnets de soie seront traités à cet article, chaque fois que la partie visible ou au moins 3 quarts de la partie visible seront de soie, sans tenir compte de la proportion des matières qu'ils contiennent à l'intérieur.

167 Dentelles de soie	<i>Idem.</i>	1800
-----------------------------	--------------	------

168 Fils, tissus, bonneterie et rubanerie de toute matière, textile, mélangés avec de la soie, la soie étant dans une proportion inférieure à 50 p. 100.....	<i>Idem.</i>	Taxes des articles 153 à 161 et 164 à 166, avec réduction de 50 p. 100.
<i>Remarque.</i> — La passementerie et les cordonnets suivront le régime de cet article chaque fois que moins de 3 quarts de la partie visible sera de soie, sans tenir compte des matières qu'ils contiennent à l'intérieur.		
332 Fil à coudre en écheveaux, cartes, bobines ou en pelotes, de tous textiles végétaux, excepté le coton.....	<i>Idem.</i>	Taxe des fils retors, blanchis ou teints, avec une surtaxe de 30 p. 100.
346 Cordes et ficelles de chanvre, lin ou de ramie, retorses en un nombre quelconque de bouts, blanchies ou teintes, au-dessus d'un millimètre de diamètre....	<i>Idem.</i>	Taxe des cordes et ficelles écrues, avec une surtaxe de 25 p. 100.
358 Tissus de coton de toute sorte, excepté ceux spécialement dénommés, écrus, non teints, pesant au-dessus de 180 grammes par mètre carré :		
a. Ayant en chaîne et en trame cumulativement jusqu'à 35 fils par centimètre carré.....	<i>Idem.</i>	55
b. Ayant 36 jusqu'à 55 fils par centimètre carré.....	<i>Idem.</i>	65
c. Ayant plus de 55 fils par centimètre carré	<i>Idem.</i>	100
359 Tissus de coton de toute sorte, excepté ceux spécialement dénommés, écrus, non teints, pesant de 180 à 100 grammes par mètre carré :		
a. Ayant jusqu'à 40 fils par centimètre carré	<i>Idem.</i>	60
b. Ayant 41 jusqu'à 70 fils par centimètre carré.....	<i>Idem.</i>	75
c. Ayant plus de 70 fils par centimètre carré.....	<i>Idem.</i>	120
ex 360 Tissus de coton de toute sorte, excepté ceux spécialement dénommés, écrus, non teints, pesant de 100 à 70 grammes par mètre carré :		
a. Ayant jusqu'à 50 fils par centimètre carré	<i>Idem.</i>	70
b. Ayant 51 jusqu'à 80 fils par centimètre carré	<i>Idem.</i>	90
362 Tissus des articles 358 à 361, blanchis...	<i>Idem.</i>	Taxe des tissus écrus, avec une surtaxe de 20 p. 100.
363 Les mêmes, teints en une seule couleur..	<i>Idem.</i>	Taxe des tissus écrus, avec une surtaxe de 20 p. 100.
364 Les mêmes, imprimés ou teints en deux ou plusieurs couleurs	<i>Idem.</i>	Taxe des tissus écrus, avec une surtaxe de 20 p. 100.

		Lei ou Fr.
366 Peluches et velours de coton, lissés ou non, de toute sorte, en une seule couleur... 100 kg.		120
369 Les mêmes, teints ou imprimés en plusieurs couleurs.....	<i>Idem.</i>	150
374 Rubanerie de tous textiles végétaux, tissée ou tressée, de toute sorte, même veloutée, telle que : rubans proprement dits, cordonnets, soutaches et autres, blancs ou teints en une seule couleur, soit au mètre, soit à la pièce.....	<i>Idem.</i>	160
375 La même, tissée ou imprimée en plusieurs couleurs.....	<i>Idem.</i>	160
376 Passementerie, boutonnerie de tous textiles végétaux, même mélangés, en tant qu'elles ne tombent pas sous les prévisions des articles 114, 166 et 168.....	<i>Idem.</i>	180
377 Etoffes à mailles de tous textiles végétaux, même mélangés et combinés entre eux, écrués, non teintes :		
a. Pesant plus de 300 grammes par mètre carré.....	<i>Idem.</i>	130
b. De 300 à 150 grammes par mètre carré.....	<i>Idem.</i>	160
c. Moins de 150 grammes par mètre carré.....	<i>Idem.</i>	180
378 Les mêmes, blanchies ou teintes.....	<i>Idem.</i>	<div> Taxe des étoffes à mailles écrués, avec une surtaxe de 20 lei. </div>
379 Bonneterie de tous textiles végétaux, même mélangés et combinés entre eux, teinte ou non :		
a. Flanelles, caleçons et tous autres objets tricotés non dénommés.....	<i>Idem.</i>	200
b. Bas et chaussettes.....	<i>Idem.</i>	215
c. Gants.....	<i>Idem.</i>	280
<i>Remarque.</i> — Aucune distinction n'est faite quant aux gants, bas et chaussettes, si ces objets sont seulement taillés, ou taillés et cousus, ou joints à la machine, ou façonnés au métier. Des accessoires insignifiants comme boutons et débords, même en soie, sont admis pour les objets de bonneterie sans être considérés comme décorations dans le sens de l'article 380.		
380 Les mêmes, excepté les gants, bas et chaussettes, taillés, ou taillés et cousus, ou décorés à la main, ou brodés ou avec dentelles.....	<i>Idem.</i>	<div> Taxe double des objets de bonneterie de l'article 379. Taxe triple de l'étoffe la plus imposée, dont se compose l'endroit de la confection. </div>
ex 381 Confections de laine.....	<i>Idem.</i>	

ex 385	Si la confection de laine est doublée d'une étoffe où il entre de la soie.....	100 kg.	Taxe de la confection, avec une surtaxe de 10 p. 100.
ex 386	Si la confection de laine est garnie de fourrure, plumes, dentelles ou de broderies.....	Idem.	Taxe de la confection, avec une surtaxe de 30 p. 100.
ex 389	Cravates pour hommes :		
	b. De toute étoffe de soie ou d'autres textiles mélangés avec la soie....	1 kilogr.	24
405	Tissus de toute sorte, soit au mètre, soit à la pièce, avec destinations spéciales, tels que : rideaux, couvertures, draperies, fichus et autres semblables :		
	a. Non brodés ni ourlés.....	100 kg.	Taxe du tissu, avec une surtaxe de 30 p. 100.
	b. Ourlés ou brodés à la machine.....	Idem.	Taxe double du tissu.
406	Tissus de toute sorte, brodés à la main, avec applications, combinés de tissus différents, pour former soit des étoffes au mètre, soit des objets tels que : rideaux, couvertures, draperies, fichus et autres.....	Idem.	Taxe triple du tissu sur lequel on a fait ou appliqué le travail.
409	Toiles goudronnées ou imprégnées de quelque manière que ce soit, dans le but de les rendre imperméables, pour bâches à recouvrir les produits et les marchandises, ainsi que les toiles de linoléum.....	Idem.	60
	<i>Remarque.</i> — Les boucles, anneaux et crochets en bois ou en métal, attachés aux bâches, ne changent pas leur tarification.		
ex 426	Papier colorié à la surface (Buntpapier), en plusieurs couleurs ; le même en une couleur et glacé, marbré, maroquiné..	Idem.	28
430	Confections de papier et de carton :		
	a. Sacs, poches et tubes confectionnés avec des matériaux de l'article 423	Idem.	80
	b. Enveloppes, sacs, poches en papier, pour correspondance ou emballage, boîtes de carton et tubes pour emballage, porte-bouquets, abat-jour, tous même combinés avec des bois communs, mais non décorés, non vernis, de même que tout ouvrage en papier ou carton non spécialement dénommé, tous confectionnés avec les matériaux des articles 424, 425 et 426.....	Idem.	200
	c. Les mêmes, confectionnés avec du papier ou du carton des articles 427 et 428.....	Idem.	300

431 Autres articles en papier :

Lai ou Fr.

- a. Cartes postales illustrées, découpées ou en feuilles ; faux-cols, manchettes et plastrons de papier, ou de papier recouvert sur un ou sur les deux côtés d'étoffe de coton, blanche, teinte ou imprimée, même avec des imitations de coutures produites par la pression, le tout pesé avec les boîtes ou les cartons dans lesquels ils sont importés.... *Idem.* 200
- b. Albums pour photographies, brochés, cartonnés ou reliés *Idem.* 250
- c. Toutes les confections indiquées à l'article 430, décorées de couleurs différentes, vernies, combinées avec différentes matières ; dos de calendriers, cahiers, carnets, block-notes, registres, livres de copie de lettres, albums et autres, tous brochés, cartonnés ou reliés, cartes de visite, étiquettes, comptes, factures, lettres de change.... *Idem.* 400

Remarque 2 à l'article 443. — Les catalogues et listes de prix, illustrés ou non, en langue roumaine ou étrangère, même cartonnés, sont exempts.

- ex 446 Lithographies, chromolithographies, oléographies, autres que celles religieuses ou représentant des sujets historiques, imprimés sur papier, carton, toile, ou sur toute autre matière, en feuilles ou réunies en volumes, brochées, cartonnées ou reliées..... *Idem.* 100
- 462 Tout autre objet en caoutchouc, combiné ou non avec d'autres matières et ayant une destination technique, médicale ou professionnelle, même vulcanisé..... *Idem.* 50
- 463 Objets en caoutchouc vulcanisé, même combinés avec d'autres matières communes, tels que : peignes, vaporisateurs, règles, presse-papiers, tampons, articles de parures et tous autres objets semblables..... *Idem.* 240 00
- 525 Faïence, majolique, blanches ou colorées en une seule couleur, même avec des-sins imprimés en relief..... *Idem.* 15 00
- 526 Les mêmes, polychromes, décorés de dessins de plusieurs couleurs, même combinées avec d'autres matières communes *Idem.* 20 00

		Lei ou Fr.
531	Perles, boutons, bracelets, colliers, tours de cou, en faïence ou porcelaine, même combinés avec d'autres matières.....	100 kilogr. 60 00
548	Perles, boutons, bracelets, tours de cou, colliers, anneaux, en verre de toute sorte, même combinés avec d'autres matières communes.....	<i>Idem.</i> 60 00
561	Instruments d'optique, de précision, de chimie, d'observation, de physique et autres non dénommés, pour usage didactique ou exercice des professions, y compris les appareils photographiques.....	Kilogramme. 0 50
586	Fer laminé en barres rondes ou quadrangulaires, de tout diamètre, largeur et épaisseur, ainsi que la machine pour les tréfileries.....	100 kilogr. 3 00
588	Fer laminé de forme spéciale, tel que : fer à T, double T, V, Z, cornières, fer demi-rond, fer pour châssis et tout fer laminé autrement que rond ou en forme quadrangulaire droite.....	<i>Idem.</i> 5 00
590	Tôles et plaques en fer laminé, même ondulées, étirées par le laminage, sans autre ouvraison, ayant une épaisseur :	
	a. Jusqu'à 2 millimètres.....	<i>Idem.</i> 5 00
	b. Au-dessous de 2 à 1/2 millimètre ...	<i>Idem.</i> 6 00
	c. Plus minces que 1/2 millimètre.....	<i>Idem.</i> 8 00
596	Tuyaux en fonte de tout diamètre, ainsi que leurs raccords, bruts, même enduits de poix ou goudronnés :	
	a. Les parois ayant une épaisseur de 7 millimètres ou davantage.....	<i>Idem.</i> 3 00
	b. Les parois ayant moins de 7 millimètres.....	<i>Idem.</i> 6 00
599	Objets en fonte non dénommés, bruts, simplement fondus, non ouvrés, limés ou non, même ornementés à la fonte, avec accessoires en fer forgé, ou combinés avec du bois :	
	a. Pesant plus de 50 kilogrammes la pièce.....	<i>Idem.</i> 4 00
	b. De 50 à 5 kilogrammes la pièce.....	<i>Idem.</i> 7 00
	c. Au-dessous de 5 kilogrammes.....	<i>Idem.</i> 10 00
600	Les mêmes, tournés ou passés à la meule, polis, vernis, étamés, galvanisés, plombés, coloriés ou émaillés :	
	a. Pesant plus de 50 kilogrammes la pièce.....	<i>Idem.</i> 10 00
	b. De 50 à 5 kilogrammes la pièce.....	<i>Idem.</i> 15 00

		Lei ou Fr.
	c. Au-dessous de 5 kilogrammes la pièce.....	100 kilogr. 20 00
602	Tuyaux en fer laminé et leurs raccords, tous bruts, non ouvrés, sans filetage, sans trous à rivets.....	<i>Idem.</i> 7 00
603	Les mêmes, tournés, filetés ou avec des trous à rivet	<i>Idem.</i> 9 00
605	Ouvrages et objets en fer laminé, non dénommés, même combinés avec de la fonte ou du bois, bruts ou limés, ou grossièrement peints :	
	a. Pesant plus de 100 kilogrammes la pièce.....	<i>Idem.</i> 8 00
	b. De 100 à 25 kilogrammes la pièce..	<i>Idem.</i> 9 00
	c. De 25 à 3 kilogrammes la pièce.....	<i>Idem.</i> 15 00
	d. De 3 à 1/2 kilogramme la pièce.....	<i>Idem.</i> 25 00
	e. Au-dessous de 1/2 kilogramme la pièce	<i>Idem.</i> 35 00
<p><i>Remarque aux articles 596, 599 et 605.</i> Le dégrossissement opéré en vue de constater l'absence de défauts dans l'objet, l'enlèvement de bavures et jets de coulée, le planage des cassures et le découpage des masselottes, le décapage de quelques parties, l'application d'une couche rugueuse de peinture à l'huile ou de goudron, ainsi que l'enduit au graphite, restent sans influence sur la tarification des objets en fonte ou en acier.</p>		
606	Les mêmes, passés à la meule, polis, tournés, émaillés, galvanisés, étamés, cuivrés, combinés avec du laiton, cuivre, bronze, ou avec d'autres matières non dénommées, finement peints, vernis :	
	a. Pesant plus de 25 kilogrammes la pièce.....	<i>Idem.</i> 24 00
	b. De 25 à 3 kilogrammes la pièce....	<i>Idem.</i> 30 00
	c. De 3 à 1/2 kilogramme la pièce.....	<i>Idem.</i> 40 00
	d. Au-dessous de 1/2 kilogramme la pièce	<i>Idem.</i> 50 00
607	Les mêmes, nickelés, argentés, dorés, combinés ou non avec d'autres matières fines :	
	a. Pesant plus de 10 kilogrammes la pièce.....	<i>Idem.</i> 60 00
	b. De 10 à 2 kilogrammes la pièce.....	<i>Idem.</i> 90 00
	c. De 2 à 1/2 kilogramme la pièce	<i>Idem.</i> 130 00
	d. Au-dessous de 1/2 kilogramme la pièce.....	<i>Idem.</i> 200 00

Remarque aux articles 605, 610 et 612.
Le dégrossissement au ciseau opéré en vue de constater l'absence de défauts dans l'objet, le taraudage, le perçage des trous à rivet, le

forage des trous avec ou sans filets, restent sans influence sur la tarification des objets prévus aux articles 605, 610 et 612.

Lai ou Fr.

Remarque aux articles 602 à 612. — Le décapage de quelques parties, l'application d'une couche rugueuse à l'huile ou au goudron, ainsi que l'enduit au graphite, restent sans influence sur la tarification des objets en fer prévus aux articles 602 à 612.

ex 623 Fils de fer ou d'acier :

a De 1/2 millimètre de diamètre ou davantage 100 kilogr. 8 00

630 Fil à ronces pour enclos, galvanisé *Idem.* 12 00

ex 632 Câbles et cordes en fil de fer, même peints, galvanisés, étamés :

a. En fil ayant 1 millimètre 1/2 de diamètre ou davantage *Idem.* 12 00

634 Objets en fil de fer non spécialement dénommés :

a. En fil ayant 1 millimètre 1/2 de diamètre ou davantage *Idem.* 40 00

b. En fil au-dessous de 1 millimètre 1/2 de diamètre *Idem.* 48 00

c. En fil de tout diamètre, peint, galvanisé, étamé *Idem.* 60 00

d. En fil de tout diamètre, argenté, nickelé, doré, combiné avec d'autres matières communes *Idem.* 70 00

637 Cadenas, serrures, tous autres fermeurs de porte, de fenêtre, de malle, de boîte, d'armoire et autres, avec leurs clefs, charnières, gonds et toute autre pièce ayant les mêmes fonctions, ornements pour trous de clé et poignée :

a. simples, seulement limés, asphaltés ou grossièrement peints *Idem.* 40 00

b. polis, galvanisés, étamés, cuivrés, vernis, finement peints *Idem.* 55 00

c. nickelés, combinés avec du bronze, nickel, ou avec d'autres matériaux communs *Idem.* 70 00

d. argentés, dorés *Idem.* 100 00

638 Mors, agrafes de harnais, gourmettes, tout objet en fer pour harnachements, étriers, éperons, patins, passés à la meule, polis, galvanisés, étamés *Idem.* 60 00

641 Charrues, herses, rouleaux, cultivateurs, binots, scarificateurs, fers de charrue, parties de herses et d'autres appareils d'agriculture *Idem.* 4 00

643 Instruments de sondage pour mines, pétrole, et pour tout sondage dans la terre *Idem.*

{ Régime des articles 605 et 606, suivant la nature de la marchandise et le poids.

		Lei ou Fr.
646	Limes et râpes, striées, prêtes à être employées :	
	<i>a.</i> Ayant plus de 35 centimètres de longueur ... 100 kilogr.	20 00
	<i>b.</i> De 35 à 16 centimètres de longueur <i>Idem.</i>	40 00
	<i>c.</i> Moins de 16 centimètres de longueur..... <i>Idem.</i>	60 00
647	Instruments en fer ou en acier pour métiers et industries, même combinés avec du bronze, avec ou sans manche, hormis ceux spécialement dénommés, ainsi que les pelles et les bèches..... <i>Idem.</i>	20 00
648	Les mêmes, finement travaillés, polis, nickelés..... <i>Idem.</i>	30 00
649	Scies :	
	<i>a.</i> Lames, sans dents..... <i>Idem.</i>	20 00
	<i>b.</i> à dents taillées, même combinées avec du fer ou du bois..... <i>Idem.</i>	40 00
650	Fraises, filières, ciseaux, tourne-vis, fers de rabot, poinçons finis en acier, vilbrequins pour le bois et le fer, clés dites <i>françaises</i> , tenailles, excepté celles de forgerons, étaux pesant moins de 1 kilogramme, alènes, tire-bouchons, compas en fer, équerres, mètres, cisailles pour ferblantiers, tondeuses pour moutons, sécateurs, tous montés ou non, avec ou sans manche, même polis et nickelés..... <i>Idem.</i>	40 00
ex 651	Coutellerie et ciseaux non dénommés :	
	<i>b.</i> Polis, non montés ou montés sur bois fin, os, zinc, laiton, cuivre ou sur autres matières communes <i>Idem.</i>	100 00
702	Métaux de toute sorte, en feuille ou en poudre :	
	<i>a.</i> Pour cuivrer, bronzer, nickeler, aluminiser..... <i>Idem.</i>	40 00
	<i>b.</i> Pour argenter..... <i>Idem.</i>	200 00
	<i>c.</i> Pour dorer..... <i>Idem.</i>	400 00
703	Fils ronds ou plats de tout métal commun, employés dans la passementerie, broderie, tissage, parure, soit simples, soit retors sur matières textiles (excepté la soie) ou sur cordes..... <i>Idem.</i>	40 00
	<i>Remarque.</i> — Sont compris dans cet article, les fils de métaux cimentés ou recouverts de fausse argenture (<i>unecht versilbert</i>).	
704	Les mêmes, argentés, dorés ou retors sur soie..... <i>Idem.</i>	80 00

		Lei ou Fr.
742	Machines à coudre et généralement toutes les machines employées à la confection de vêtements, chapeaux et chaussures <i>Idem.</i>	20 00
743	Locomobiles et machines agricoles de toute espèce, quel que soit le matériel qui les compose..... <i>Idem.</i>	4 00
745	Machines dynamo-électriques, électromoteurs, convertisseurs, transformateurs, répartisseurs, électro-aimants et induits, pesant par pièce :	
	a. 2,000 kilogrammes ou davantage... 100 kilogr.	12 00
	b. Au dessous de 2,000 à 200 kilogrammes..... <i>Idem.</i>	24 00
	c. Au-dessous de 200 kilogrammes.... <i>Idem.</i>	35 00
746	Accessoires des machines dynamo-électriques..... <i>Idem.</i>	35 00
ex 750	Pendules suspendues et de table, ainsi que leurs parties :	
	a. Simples, en matières communes, sans ciselures..... <i>Idem.</i>	150 00
<p><i>Remarque.</i> Les pendules dites « de la Forêt Noire », avec montant en bois portant le mécanisme, et les pendules à système américain, les unes et les autres dans des cages, soit en bois même peint, passé au mordant ou sculpté, soit en fer-blanc, en laiton ou en autres métaux communs, même peints, polis ou nickelés, toutes ces pendules non combinées avec de la nacre, de l'ivoire, de l'écaille, des métaux précieux, des pierres fines ou demi-fines, seront taxées à 75 lei.</p> <p>Seront comprises ici, comme pendules à système américain, les pendules d'un travail commun, dont le mécanisme se trouve entre des platines à claire-voie (Gitterplatinen), y compris les pendules dans lesquelles le pendule est remplacé par un balancier.</p>		
ex 765	Pianos à queue et orchestrions..... <i>Idem.</i>	35 00
	Pianos droits et harmoniums..... <i>Idem.</i>	25 00
769	Jouets en bois, en plomb, en pierre, ces matières pouvant être combinées entre elles, même avec du fer ou peintes, mais non combinées avec d'autres matières, sans mécanique..... <i>Idem.</i>	50 00
770	Les mêmes, avec mécanique ou combinés avec des matières communes..... <i>Idem.</i>	50 00
771	Jouets en papier, carton, faïence, porcelaine, verre, caoutchouc, celluloïd ou en cuivre, même combinés avec d'autres matières communes ou avec mécanique <i>Idem.</i>	50 00

		Lei ou Fr.
772 Les mêmes, combinés avec des matières fines.....	100 kilogr.	150 00
775 Ammoniaque liquide, potasse caustique, oxyde de fer, oxyde de plomb (litharge), oxyde d'étain, bioxyde d'étain, oxyde de cuivre, oxyde de zinc, litophone, zincolithe, oxyde de magnésium (magnésie calcinée).....	<i>Idem.</i>	6 00
813 Tous les alcoolats et préparations avec alcool ou éther, non dénommés, employés comme médicaments.....	kilogramme.	3 00
826 Parfumeries chimiques artificielles telles que: vaniline, coumarine, héliotropine, yonon et autres matières similaires....	<i>Idem.</i>	20 00
<i>Remarque à l'article 835. — L'indigo synthétique ne sera pas soumis à des droits autres ou plus élevés que l'indigo naturel.</i>		
837 Couleurs d'aniline, ainsi que les autres couleurs dérivées du goudron de houille, même quand elles portent le nom des couleurs végétales ou minérales	100 kilogr.	50 00

ALLEMAGNE — SERBIE.

Convention additionnelle du 29/16 novembre 1904 au traité de commerce et de douane entre l'Allemagne et la Serbie du 21/9 août 1892.

(Ratifiée le 22 février 1906; entrée en vigueur le 1^{er} mars 1906).

TRADUCTION FRANÇAISE

(Voir texte original allemand à la suite, page 51).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire d'Allemagne, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Serbie, d'autre part, désireux de soumettre à une révision le Traité de commerce et de douane du 21/9 août 1892, entre l'Empire d'Allemagne et la Serbie, actuellement en vigueur, ont décidé de conclure un Traité additionnel au précédent et ont nommé, à cet effet, pour Plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Son Excellence le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, baron de Richthofen,

Et Sa Majesté le Roi de Serbie :

Son Excellence Michael G. Militchévitch, Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté près de l'Empereur d'Allemagne, qui, après s'être

communiqué leurs pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

ART. 1^{er}. — Le Traité de commerce et de douane du 21/9 août 1892 est modifié comme suit :

I. *Article 4.*

Après l'alinéa 2 de l'article 4 prendra place l'alinéa suivant :

« Les voyageurs de commerce munis d'une carte de légitimation seront bien admis à transporter avec eux des échantillons de marchandises, mais pas de marchandises ».

II. *Nouvel article.*

Après l'article 4 prendra place l'article suivant :

Article 4 a. — Les marchandises sujettes aux droits servant d'échantillons ou de modèles, transportées dans l'un des deux Etats contractants par des voyageurs de commerce de l'autre Etat, devront être admises en franchise de droits, pourvu qu'il ait été satisfait aux formalités suivantes, exigibles pour la garantie de leur réexportation ou en vue de leur admission dans un entrepôt.

» 1^o Le bureau des douanes, par lequel les échantillons ou les modèles sont importés, évalue le montant des droits y afférents. Le voyageur de commerce doit déposer, en espèces sonnantes, audit bureau de douane, le montant ainsi calculé, ou fournir une caution acceptable.

» 2^o En vue de l'identification des échantillons ou modèles, ceux-ci sont revêtus, dans la mesure du possible, de timbres, de cachets ou de plombs. Exceptionnellement, ces derniers peuvent être apposés sur les récipients qui recouvrent immédiatement les pièces à identifier, toutes les fois que le bureau de douanes estime que cette façon de procéder présente des garanties suffisantes.

» Les signes de reconnaissance qui ont été officiellement apposés pour sauvegarder l'identité des échantillons ou modèles en provenance de l'un des deux Etats et destinés à y être réexpédiés, doivent être réciproquement reconnus par les deux parties contractantes, en ce sens que les signes apposés par l'autorité douanière du pays d'exportation puissent servir également dans l'autre Etat comme preuve d'identité. Les bureaux de douane des deux Etats peuvent toutefois apposer d'autres signes de reconnaissance, si cela est estimé nécessaire.

3^o Une déclaration en douane devra être dressée et elle devra contenir les renseignements suivants :

» «. Une liste des échantillons et des modèles introduits par le voyageur de commerce, avec indication de la nature des marchandises et autres données propres à faciliter leur identification.

» *b.* Un état des droits afférents aux échantillons ou modèles et une note indiquant si le montant en a été déposé ou si caution a été fournie.

» *c.* Une description des marques de reconnaissance (timbres, cachets ou plombs) apposées sur les échantillons ou modèles, ou éventuellement sur les enveloppes les renfermant.

» *d.* L'indication du délai à expiration duquel le montant des droits déposé par le voyageur de commerce devra être considéré comme acquis à la douane ou la caution encaissée, aucune preuve n'ayant été fournie d'autre part concernant la réexportation des modèles ou échantillons ou leur mise en entrepôt dans le délai. Le délai ne doit pas dépasser douze mois.

« 4^o La déclaration en douane et l'apposition des marques d'identité n'entraîneront pas d'autres débours que le versement des droits de timbre.

« 5^o Les échantillons ou modèles peuvent être réexportés indifféremment par la station douanière à laquelle ils ont été présentés à l'entrée ou par tout autre bureau autorisé à recevoir en douane les échantillons ou modèles.

« 6^o Si, avant l'expiration du délai dont il est question à l'alinéa 3 *d*, les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau compétent, aux fins de réexportation ou de mise en entrepôt, le bureau doit se convaincre, par un examen rigoureux, que les marchandises en question sont exactement celles qui ont fait l'objet de la déclaration d'entrée. Si l'affaire ne soulève aucun doute, le bureau dresse un certificat de réexportation ou de mise en entrepôt et procède, soit au remboursement des droits de douane déposés lors de l'importation, soit aux formalités nécessaires à la levée de la caution fournie. »

III. Article 5.

L'article 5 est rédigé comme suit :

« Article 5. — Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver par aucune interdiction d'importation, d'exportation ou de transit le commerce réciproque des deux pays. Des exceptions à cette règle ne sont admises que dans les cas suivants :

« 1^o Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;

« 2^o Pour des raisons de sûreté publique ;

« 3^o Par égard à la police sanitaire ou en vue de la protection des animaux, ainsi que des plantes utiles contre les maladies et autres dangers ;

« 4^o En vue de l'exécution de la législation intérieure, en tant qu'elle interdit ou limite la production, le transport, la vente ou la consommation de certains articles. »

IV. *Article 6.*

Les tarifs B et C, nommés dans les alinéas 1 et 2 de cet article sont remplacés par les tarifs B annexés (droits à l'importation en Serbie) et C (droits à l'importation dans la zone douanière allemande).

V. *Nouvel article.*

L'article suivant est inséré après l'article 7 :

« *Article 7 a.* — Les marchandises de toute nature, en provenance ou à destination de l'un des deux États doivent réciproquement être exemptées, sur le territoire de l'autre, de tout droit de transit, soit que ce transit soit effectué sans intermédiaire, soit que les marchandises aient à être, au cours du transit, déchargées, entreposées ou rechargées. »

VI. *Article 8.*

L'article 8 est rédigé de la manière suivante :

« *Article 8.* — Une dispense momentanée des droits d'entrée et de sortie sera concédée, des deux parts, pour les objets énumérés ci-après, à la condition qu'ils soient réexportés dans un délai déterminé à l'avance et qu'il n'y ait aucun doute sur leur identité :

« 1^o Marchandises (à l'exception des denrées de consommation) en provenance du libre trafic de l'une des parties contractantes, à destination de marchés ou de foires tenus sur le territoire de l'autre, ou d'une vente incertaine en dehors du trafic des foires ou marchés, et appelées non pas à être versées dans le libre trafic, mais à être entreposées, sous contrôle officiel de la douane, dans des entrepôts publics, ou à être introduites comme échantillons par des voyageurs de commerce.

« 2^o Enveloppes de toutes sortes usitées dans le commerce, ainsi que couvertures protectrices et autres accessoires d'emballage, rouleaux de tisserands, rouleaux de bois ou de carton et similaires, expédiés de l'une des deux zones douanières dans l'autre pour servir à l'exportation de marchandises, ou renvoyées, après avoir été officiellement employées aux fins susdites, sur le territoire du premier Etat. »

VII. *Article 9.*

Dans l'alinéa 1, on insérera, après les mots : « ainsi seront », les mots : « si du moins aucun autre arrangement n'a été pris ».

VIII. *Nouvel article.*

L'article suivant est inséré après l'article 9 :

« *Article 9 a.* — Les droits intérieurs perçus, pour le compte de l'État, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des parties contractantes, ne frapperont, sous aucun prétexte, les produits de l'autre partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce.

Les produits de l'une des Parties contractantes ne pourront, à leur entrée sur le territoire de l'autre, être frappés des droits dont il s'agit que si ces produits sont également fabriqués à l'intérieur et y supportent les mêmes droits. »

IX. *Nouvel article.*

L'article suivant est ajouté à l'article 9 a :

« *Article 9 b.* — Sur les chemins de fer, il ne sera fait de différence entre les habitants des territoires des Parties contractantes, ni quant aux prix du transport, ni quant au temps et au mode de l'expédition. Notamment les envois de marchandises expédiées de Serbie à destination d'une localité allemande, ou expédiées à travers l'Allemagne, ne doivent pas supporter sur les voies allemandes de tarifs plus élevés que ceux en vigueur pour des produits de même nature, allemands ou étrangers, dans la même direction ou sur le même parcours. Il en sera de même sur les lignes serbes, en ce qui concerne les expéditions allemandes à destination d'une localité serbe ou transitant à travers la Serbie.

« Les exceptions ne devront être tolérées que pour les transports à prix réduits effectués pour des services publics ou des œuvres de bienfaisance. »

X. *Nouvel article.*

Après l'article 9 b sera inséré l'article suivant :

« *Article 9 c.* — Les routes et autres voies publiques, les canaux, les écluses, les bacs, les ponts ordinaires et les ponts tournants, les ports et les pontons, les installations destinées à la désignation et à l'éclairage des courants d'eau, les bouées, les grues et les bascules, les entrepôts, les installations et appareils servant au sauvetage et à la mise en sûreté des cargaisons et ainsi de suite, établis sur le territoire de l'un des deux États contractants pour le service public et dans l'intérêt du commerce, en général, pourront être utilisés par les ressortissants de l'autre État, sous les mêmes conditions et moyennant les mêmes redevances que les nationaux, sans qu'il y ait

lieu de distinguer s'ils sont administrés par l'État, ou bien, avec autorisation de l'État, par des particuliers.

« Exception faite pour les installations servant à l'éclairage et pour les bouées, à l'égard desquelles prévalent des dispositions particulières, les taxes et redevances ne seront dues qu'après utilisation effective des appareils et installations. »

XI. *Nouvel article.*

Après l'article 9 *c* est inséré l'article suivant :

« *Article 9 d.* — Les bateaux allemands et leurs cargaisons doivent bénéficier en Serbie, et les bateaux allemands ainsi que leurs cargaisons doivent bénéficier en Allemagne d'un régime identiquement pareil à celui qui est fait aux navires nationaux, quels que soient le lieu de provenance et la destination des bateaux d'une part, et de la cargaison, d'autre part.

« Tout privilège et toute exemption qui pourraient être concédés, à cet égard, par l'une des parties contractantes à une puissance tierce, devraient l'être immédiatement, et sans condition, à l'autre Partie.

« Il sera dérogé toutefois aux dispositions ci-dessus en ce qui concerne les faveurs particulières qui pourraient être accordées, maintenant ou dans l'avenir, aux produits de la pêche nationale dans l'un ou dans l'autre État. »

XII. *Nouvel article.*

Après l'article 9 *d* on insérera l'article suivant :

« *ART. 9 e.* — La nationalité des bateaux doit être reconnue des deux parts d'après les lois et ordonnances propres à chaque pays sur la base des documents et patentes délivrés aux capitaines, propriétaires de bateaux et bateliers par les autorités compétentes. »

XIII. *Nouvel article.*

A la suite de l'article 9 *e* sera inséré l'article suivant :

« *ART. 9 f.* — Les bateaux allemands qui abordent dans un port serbe et, inversement, les bateaux serbes qui abordent dans un port allemand pour y compléter leur cargaison ou pour en déposer une partie pourront, sous réserve de l'observation des lois et règlements de l'État sur le territoire duquel ils font escale, conserver à bord la partie de leur cargaison destinée à un autre port du même État, ou à un autre pays étranger, ou la remporter après escale, sans être tenus de payer pour elle aucune autre taxe que les droits de surveillance calculés au même taux que ceux versés dans les mêmes conditions par la batellerie nationale. »

XIV. *Nouvel article.*

A l'article 9 f l'article suivant sera inséré :

« ART. 9 g. — Doivent être exempts dans les ports des deux États contractants de tous droits d'inscription en douane et de tonnage :

« 1^o Les navires qui entrent et ressortent avec un chargement de lest ;

« 2^o Les navires en provenance d'un port de l'un des deux États à destination d'un ou de plusieurs ports du même État, et qui peuvent justifier du paiement de ces droits déjà effectué par eux dans un port de même nationalité ;

« 3^o Les navires qui viennent volontairement ou forcés avec un chargement dans un port et le quittent sans avoir conclu aucune transaction commerciale.

« Au cas d'abordage forcé, ne sont pas regardés comme affaires commerciales le déchargement et le rechargement des marchandises pour permettre la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire si le premier est inutilisable, les dépenses nécessaires pour renouveler l'approvisionnement de l'équipage et la vente des marchandises avariées, si l'administration des douanes en a accordé l'autorisation. »

XV. *Nouvel article.*

L'article suivant est intercalé après l'article 9 g :

« ART. 9 h. — Au cas d'échouage ou de naufrage du navire d'une des Parties contractantes aux côtes ou aux rivages de l'autre, le navire et son chargement jouiront des mêmes faveurs et exemptions que la législation de chacun des pays intéressés accorde à ses propres navires dans la même situation. On devra prêter au commandant et à l'équipage aide et assistance, aussi bien pour leur personne que pour le navire et son chargement. Les mesures relatives au sauvetage devront être prises conformément aux lois du pays. Il sera toutefois permis aux consuls et agents consulaires intéressés, au cas où des navires, ayant échoué ou fait naufrage à la côte ou au rivage, sont réparés, réapprovisionnés ou vendus, de surveiller les transactions y afférentes. Tout ce qui aura pu être sauvé du navire ou de son chargement, ou, au cas de vente, le produit fourni par ces objets, sera restitué au propriétaire ou à ses représentants, et pour le sauvetage, ne seront pas payés des frais plus élevés que ceux dus pour le même cas par les indigènes.

« Les parties contractantes conviennent en outre de ne soumettre les marchandises sauvées à aucune taxe, à moins qu'elles ne passent dans la consommation du pays. »

XVI. *Nouvel article.*

L'article suivant est intercalé après l'article 9 *h* :

« ART. 9 *i*. — En ce qui concerne les droits et autres taxes analogues, perçus comme indemnité dans les ports, bassins, docks, rades et baies des pays contractants, et sous tout autre rapport, les navires et marchandises allemands en Serbie et les navires et marchandises serbes en Allemagne, seront traités comme les navires et marchandises indigènes et comme ceux appartenant à la nation la plus favorisée. »

XVII. *Nouvel article.*

L'article suivant est intercalé après l'article 9 *i* :

ART. 9 *h*. — S'il existe entre les Parties contractantes un conflit au sujet de l'interprétation ou de l'application des tarifs du présent Traité (tarifs B et C), des dispositions additionnelles à ces tarifs, ainsi que des taux des tarifs conventionnels établis entre les Parties contractantes et d'autres Etats, ce conflit sera, sur la demande de l'une ou de l'autre Partie, réglé par sentence arbitrale.

« Le tribunal arbitral sera formé pour chaque cas litigieux de façon que chaque Partie constitue parmi les ressortissants de son pays une personnalité compétente comme arbitre et que les deux Parties choisissent comme tiers arbitre un ressortissant d'un Etat ami. Les deux Parties se réservent de se mettre d'accord d'avance et pour un délai déterminé sur la personne du tiers arbitre à désigner dans chaque cas.

« Le cas échéant et sous réserve d'une entente spéciale, les Parties contractantes soumettront à un jugement arbitral d'autres conflits que ceux désignés à l'alinéa 1 au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Traité. »

ART. 2. — Le procès-verbal de clôture du Traité commercial et douanier du 21/9 août 1892 est modifié ainsi qu'il suit :

I. *Nouvelles dispositions à l'article 3.*

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 3 :

« On est d'accord que les ressortissants allemands en Serbie sont, comme locataires d'immeubles, exemptés de loger les soldats.

« De même, il est convenu que les allemands en Serbie sont exemptés de la taxe du train des équipages (komora), en tant qu'ils ne sont pas soumis comme propriétaires de choses immobilières en Serbie au paiement de ces taxes.

« Les dispositions de l'alinéa 1 de cet article ne sont en aucune façon modifiées par les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 3. »

II. *Nouvelles dispositions à l'article 4 a.*

La disposition suivante est ajoutée :

« Add. ART. 4 a. — Le Gouvernement royal de Serbie s'engage à ne pas abréger pendant la durée de ce Traité additionnel le délai actuellement de trois mois, pendant lequel les échantillons peuvent être réexportés exempts de droits (comp. alinéa 3, lettre d de l'art. 4 a). »

III. *Nouvelles dispositions à l'article 5.*

Les dispositions suivantes sont ajoutées :

« Add. ART. 5. — Sous la réserve prévue dans l'article 3, § 2, alinéa 3 du présent Traité additionnel, le Gouvernement impérial allemand admettra le transit de viandes fraîches ou préparées, d'origine serbe et expédiées immédiatement de Serbie, sous la condition de l'observation des mesures préventives vétérinaires, rendues nécessaires par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou qui seraient édictées par les autorités allemandes.

« Sous la même réserve, la viande d'origine serbe qui peut être considérée dans l'esprit de la loi allemande du 3 juin 1900 sur l'inspection des viandes, comme préparée, sera admise à l'importation en Allemagne d'après les dispositions de cette loi. »

IV. *A l'article 6.*

Dans l'alinéa 2 sont supprimés les numéros 1 à 9 et 11.

VI. *A l'article 6 et 7.*

Dans l'alinéa 2, lettre a, les mots « dix kilomètres » sont remplacés par les mots « quinze kilomètres ».

VI. *Nouvelles dispositions aux articles 9 et 9 a.*

Les dispositions suivantes sont ajoutées :

« Aux articles 9 et 9 a. Eu égard aux taux des droits du nouveau tarif douanier serbe, qui comprennent l'impôt de l'obrt perçu jusqu'ici indépendamment des taxes, cet impôt ne sera plus à l'avenir perçu sur les marchandises importées de l'Allemagne en Serbie.

« Comme, en outre, en Serbie la taxe de bascule n'existe pas, ne seront perçus parmi les droits secondaires que ceux énumérés dans les alinéas 1, 3 et 4, de l'article 9 du présent Traité.

« Les produits qui sont créés ou réparés en Allemagne, mais non en Serbie, ne peuvent être soumis à la Trocharina perçue pour le compte

de l'Etat ou des communes que dans la mesure où ils sont déjà soumis à cet impôt lors de la conclusion du présent Traité additionnel.

« Pour le reste, les marchandises importées d'Allemagne en Serbie, pour lesquelles sont accordées dans le tarif conventionnel serbe des réductions ou des limitations des taux douaniers, ne sont soumises en Serbie à nulles autres taxes intérieures, que celles-ci soient perçues pour le compte de l'Etat ou des communes ou par des corps constitués. »

VII. *Nouvelles dispositions à l'article 9 k.*

Les dispositions suivantes sont ajoutées :

« A l'article 9 k. Les deux Parties contractantes sont convenues au sujet de la procédure à suivre dans les cas donnant lieu, d'après le premier et le deuxième alinéa de l'article 9 k, à une solution arbitrale, de ce qui suit : pour le premier conflit le tribunal arbitral siégera sur le territoire de la partie défenderesse ; au second conflit, sur le territoire de l'autre partie, et ainsi de suite, à tour de rôle, sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat, dans une ville que désignera la partie respective. Celle-ci a la charge de fournir les locaux, les scribes et le personnel de service dont le tribunal aura besoin.

« Le tiers arbitre est président du tribunal qui prend ses décisions à la majorité des voix.

« Les Parties contractantes s'entendront, dans chaque cas particulier ou une fois pour toutes, sur la procédure à suivre par le tribunal arbitral. A défaut d'un pareil accord, le tribunal lui-même aurait à fixer cette procédure. Celle-ci peut se faire par écrit, si aucune des deux Parties ne s'y oppose ; en ce cas on peut déroger à la disposition de l'alinéa 1.

« Pour la convocation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chaque Partie contractante prêteront au tribunal arbitral, sur sa requête adressée au Gouvernement respectif, leur assistance de la même manière qu'elles la prêtent, sur la requête des tribunaux civils du pays. »

ART. 3. — Le présent Traité additionnel entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de six mois du jour où les deux parties contractantes se seront entendues à ce sujet. La mise en vigueur du présent Traité additionnel ne se fera pas avant le 1^{er} janvier 1906 et pas après le 1^{er} juillet 1906.

Après la mise en vigueur du présent Traité additionnel, le Traité de commerce douanier actuel du 21/9 août 1892 avec les modifications et additions apportées par ce Traité additionnel restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1917.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes ne ferait connaître douze mois avant ce dernier terme son intention de faire cesser l'application du Traité, le Traité, y compris les amendements et additions précités, demeurera en vigueur pendant le délai d'un an depuis le jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes le dénoncera.

ART. 4. — Le présent Traité devra être ratifié et les ratifications en être échangées à Berlin aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont contresigné le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Berlin, le 29/16 novembre 1904.

(LL. SS.) *Signé* : BARON DE RICHTHOFEN.

M. G. MILITCHEVITCH.

Tarif B.

Droits à l'entrée en Serbie.

Le Tarif général serbe cité dans le présent tarif est le Tarif général du 31 mars/13 avril 1904.

Numéros du Tarif général serbe.	Désignation des marchandises.	Bases	Droits dinars (1)
108	Amidons en tous genres, même gommé d'amidon (dextrine, léogomme, <i>gom-melin</i>), gluten, colle de farine et autres matières d'apprêt : amidon de riz et dextrine	100 kilogr.	17 00
à 121	— Autres	<i>Idem.</i>	20 00
	<i>Remarque.</i> — Seront appliqués aux bières allemandes tous les dégrèvements dans le traitement douanier et fiscal qui seront accordés aux autres bières étrangères de toute provenance.		
123	Vinaigres de toutes sortes :		
	1. en tonneaux	<i>Idem.</i>	6 20
	2. dans d'autres récipients	<i>Idem.</i>	7 50
144	Denrées alimentaires préparées chimiquement, par exemple, somatose, pepsine, tropone, plasmon	<i>Idem.</i>	150 00
107	Autres savons en tous genres, durs ou mous, par exemple, savons de toilette et savons analogues, même parfumés ; en poudre ou en pâte, savon avec addition d'ingrédients cosmétiques ou médicaux, dénommé <i>savon médicinal</i> ...	<i>Idem.</i>	40 00
ex 208	Glette jaune et rouge de toutes formes ...	<i>Idem.</i>	5 00
215	Vitriol :		
	1. Vitriol martial (vitriol vert, sulfate de fer) cristallisé ou en solution ; chlorure de fer	<i>Idem.</i>	0 50

(1) Le *dinar* = 1 franc. Il se divise en 100 *para* ou centimes

		Bases	Droits Dinars
	2. Cuivre vitriolé (matte bleue, vitriol bleu, sulfate de cuivre) et vitriol de Salzbourg (alliage de sulfate de fer et de sulfate de cuivre) chlorure de zinc et sulfate de zinc.....	100 kilogr.	1 50
ex 237	Indigo, naturel et artificiel, de toute forme, même carmin d'indigo.....	<i>Idem.</i>	50 00
	<i>Remarque.</i> — L'indigo synthétique ne doit être soumis à aucune taxe différente ou plus élevée que l'indigo naturel.		
238	Couleurs organiques artificielles :		
	1. Alizarine, aniline et couleurs semblables.....	<i>Idem.</i>	10 00
	2. Autres.....	<i>Idem.</i>	40 00
ex 247	Craie, crayons noirs et crayons de couleurs :		
	a. sans enveloppe ou simplement enveloppés de papier.....	<i>Idem.</i>	10 00
	b. avec monture de bois blanc commun, non poli.....	<i>Idem.</i>	55 00
	c. avec monture d'autres bois, de roseau ou de pâte. même combinés avec d'autres matières en tant qu'ils ne sont pas soumis de ce fait à des taxes plus élevées.....	<i>Idem.</i>	80 00
ex 277	Tissus unis :		
	1. Tissus pesant plus de 120 grammes au mètre carré et contenant par mètre carré dans la chaîne et la duite :		
	a. jusqu'à 50 fils.....	<i>Idem.</i>	80 00
	b. plus de 50 à 80 fils.....	<i>Idem.</i>	100 00
	c. au-delà de 80 fils.....	<i>Idem.</i>	130 00
	2. Tissus pesant de 60 à 120 grammes au mètre carré et contenant dans la chaîne et la duite :		
	a. jusqu'à 50 fils.....	<i>Idem.</i>	130 00
278	Velours, peluche et tissus semblables....	<i>Idem.</i>	170 00
281	Dentelles en tous genres, même brodées (ätzspitzen).....	<i>Idem.</i>	600 00
282	Broderies sur fond d'étoffe de coton :		
	1. Points de chaînette (crochets), broderies à la main ou à la machine, même avec application :		
	— en soie.....	<i>Idem.</i>	700 00
	— en autres matières.....	<i>Idem.</i>	600 00
ex 2.	Points plats exécutés à la machine à broder ordinaire ou à la machine à navette, même avec application :		
	a. en soie.....	<i>Idem.</i>	700 00
	b. en autres matières.....	<i>Idem.</i>	600 00

	Bases	Droits dinars
284 Passementeries, boutonneries, même avec dessous ou intérieurs en bois, en os ou en métal.....	100 kilogr.	125 00
ex 313 Fil d'estrme jusques et y compris le n° 16 métrique :		
ex 2. à deux et plusieurs bouts :		
b. blanchi, teint, imprimé ou apprêté d'une autre manière.....	<i>Idem.</i>	120 00
214 Fil d'estame au-dessus du n° 16 métrique à un ou plusieurs bouts :		
1. écu.....	<i>Idem.</i>	60 00
2. blanchi, teint, imprimé.....	<i>Idem.</i>	80 00
315 Fil de laine cardée et autres fils de laine non dénommés ailleurs (vigogne, etc.), en tant qu'ils ne sont pas compris dans les n°s 311 à 314 :		
1. à un bout :		
a. écus.....	<i>Idem.</i>	50 00
b. blanchis, teints, imprimés.....	<i>Idem.</i>	60 00
315 2. à deux et plusieurs bouts :		
a. écus.....	<i>Idem.</i>	70 00
b. blanchis, teints, imprimés.....	<i>Idem.</i>	80 00
ex 316 Fils disposés pour la vente au détail (sur bobines, en pelotes, écheveaux, etc.) :		
2. blanchis, teints, imprimés.....	<i>Idem.</i>	110 00
ex 321 Autres tissus. excepté ceux qui sont dénommés ailleurs :		
2. pesant plus de 300 jusqu'à 700 grammes le mètre carré.....	<i>Idem.</i>	200 00
3. pesant jusqu'à 300 grammes le mètre carré.....	<i>Idem.</i>	250 00
322 Velours, peluche et tissus veloutés et peluchés (avec poil coupé ou non coupé)	<i>Idem.</i>	250 00
ex 335 Tissus épais de soie :		
2. en demi-soie	<i>Idem.</i>	450 00
ex 336 Velours et peluche, tissus veloutés et peluchés :		
2. en demi-soie	<i>Idem.</i>	550 00
ex 345 Couvertures de voyage et autres couvertures en tissus communs, ayant subi une préparation chimique, ou imprégnées ou imbibées d'huile, de goudron ou de corps gras.....	<i>Idem.</i>	70 00

REMARQUES GÉNÉRALES A LA SECTION V DU TARIF.

1. Le droit est prévu pour les produits bruts, à moins de disposition contraire inscrite dans le tarif. Les marchandises lessivées, à demi-lessivées, blanchies, mercerisées ou nitrées sont soumises à une surtaxe de 15

p. 100, et si elles sont teintées, tissées en plusieurs couleurs, cylindrées ou imprimées, à une surtaxe de 20 p. 100.

2. Les tissus façonnés supportent une surtaxe de 10 p. 100.

3. Les tissus brodés et analogues à la gaze acquittent une surtaxe de 15 p. 100.

4. Les filés, tissus, tricotés et autres articles de passementerie faits en plusieurs matières propres à être filés, à l'exception de la soie, sont tarifés, à moins de dispositions contraires du tarif, d'après l'élément constituant soumis au droit le plus élevé. Les mélanges, qui ne dépassent pas 5 p. 100 du poids total, n'entrent pas en ligne de compte dans la tarification.

5. Les fils tressés qui contiennent un mélange de soie dans la proportion de 25 p. 100 du poids total, sont soumis à une surtaxe de 30 p. 100 en plus du droit qui frappe la matière principale. Si la proportion de soie dépasse 25 p. 100, les fils tressés sont traités comme des fils de soie.

Les tissus de toute sorte, qui contiennent un mélange de soie, sont tarifés comme suit :

a. Si la soie constitue jusqu'à 10 p. 100 du poids total, surtaxe de 20 p. 100 en plus du droit de la matière principale.

b. Si la soie constitue plus de 10 p. 100, jusqu'à 50 pour 100 du poids total : droits des tissus mi-soie.

c. Si la soie constitue plus de 50 p. 100 du poids total : droits des tissus de soie.

8. Les articles en filés et les feutres, qui ne sont pourvus que d'ourlets ou de coutures simples et d'accessoires communs ne sont pas tarifés comme articles cousus, mais frappés d'une surtaxe de 15 p. 100 en plus du droit sur l'article en filé ou le feutre ; les articles de même nature en tricot sont traités comme la bonneterie coupée et cousue.

Sauf les exceptions prévues, les articles en filés, ajustés ou coupés sur mesure, mais sans travail de couture, sont tarifés comme les articles en filés importés en pièces comme marchandises au mètre, en supportant toutefois une surtaxe de 5 p. 100.

10. Les perles en verre, en porcelaine ou en métal, et les baleines combinées avec les fils au moyen du tissage ou insérées d'une manière quelconque dans le tissu, n'exercent aucune influence sur la tarification.

11. Les articles en filés confectionnés d'autre manière que par la couture, sont tarifés comme articles cousus.

12. Les articles cousus en filés faits de plusieurs matières différentes sont tarifés d'après la matière qui domine, sur le côté extérieur de l'article dont il s'agit, dans le sens de la longueur.

Les doublures, les boutons, les passements, les rubans, les garnitures, les bordures, les parties brodées restent en dehors de la tarification.

		Bases	Droits Dinars
	14. Dans l'évaluation du poids des tissus, il est déduit 15 p. 100 pour la teinture et l'apprêt.		
ex 374	Cuir, simplement tanné d'une manière quelconque ; cuir de toute sorte, autrement travaillé, graissé, teint et ainsi de suite :		
	4. Cuir de Russie, cuir ciré, maroquin, chagrin, chevreau et autres cuirs, à l'exception de ceux dénommés ailleurs, même laqués :		
	a. d'un poids de plus de 3 kilogrammes, par pièce	100 kilogr.	80 00
	b. d'un poids de 1 à 3 kilogrammes par pièce	<i>Idem.</i>	100 00
	c. d'un poids de moins de 1 kilogramme par pièce.....	<i>Idem.</i>	120 00
ex 459	Cartes postales illustrées, découpées ou en cahiers entiers.....	<i>Idem.</i>	150 00
468	Lingerie en papier, soit recouverte en tout ou en partie de tissus de coton ou autres tissus, soit doublée ou renforcée de tissus et filés d'une nature quelconque .	<i>Idem.</i>	70 00
	<i>Remarque.</i> —Dans la lingerie en papier, les piqûres artificielles imitées par l'impression ne doivent pas être considérées comme véritables coutures.		
475	Images sur papier confectionnées au moyen de l'impression ou par tout autre procédé de polygraphie (oléographie, lithographie, xylographie, chromolithographie, zincographie et ainsi de suite) tirés sur papier, carton ou tissus (à l'exception du papier à images), même avec couvertures molles ou brochées	<i>Idem.</i>	50 00
	<i>Remarque 1.</i> — Les objets énumérés sous les nos 473 et 474 du tarif, s'ils sont importés sous couverture rigide supportent un droit de douane de 20 dinars par 100 kilogrammes.		
ex 506	ex 1. Isolateurs en porcelaine combinés avec le fer.....	<i>Idem.</i>	30 00
ex 536	3. Fer laminé quadrangulaire, rond, demi-circulaire, creux ou à côtes, et en général tout fer laminé pour la construction ; fer en rubans...	<i>Idem.</i>	2 50
	4. Fer à façon en T, en H, en Z, en L, en croix et ainsi de suite.....	<i>Idem.</i>	2 50

Relatif
au groupe 2
(livres, images,
tableaux).

	Bases	Droits dinars
ex 539 Tubes en fer de toutes sortes, excepté les tubes pour chaudières à vapeur et pièces réfrigérantes, même bouts de tuyaux de raccord :		
ex 1. forgés, tordus ou tirés :		
a. non travaillés ou travaillés d'une façon ordinaire.....	100 kilogr.	8 50
ex 549 Scies, lames de scies et limes	<i>Idem.</i>	10 00
Ciseaux ou couteaux à émonder les arbres, les haies, les rosiers et les vignes, tondeuses, ciseaux à découper les métaux, et autres couteaux et ciseaux non dénommés ailleurs et servant à des usages industriels ou agricoles.....	<i>Idem.</i>	7 50
ex 557 Pointes de Paris et clous, même gros clous bruts, ainsi que pointes non dénommées ailleurs, coupées ou forgées :		
1. travaillés d'une façon ordinaire, sans combinaison avec d'autres métaux.	<i>Idem.</i>	7 00
<i>Remarque.</i> — Les clous à ferrer sont soumis aussi à la taxe de 7 dinars.		
563 Serrures et clefs :		
1. dans la composition desquelles n'entrent pas d'autres métaux communs ou alliages de métaux communs.....	<i>Idem.</i>	25 00
2. avec tiges de clefs, plaques de verrou et similaires en autres métaux communs ou alliages de métaux communs.....	<i>Idem.</i>	50 00
ex 568 Articles de coutellerie, fondus, pressés, forgés, en fer seul ou avec addition de bois, porcelaine, verre, os, corne, d'imitations d'ivoire ou d'écaille.....	<i>Idem.</i>	60 00
ex 574 1. Aiguilles à coudre même avec chas d'or.....	<i>Idem.</i>	120 00
2. Aiguilles pour machines à coudre, à tricoter, à broder, et autres machines.....	<i>Idem.</i>	50 00
ex 3. Epingles	<i>Idem.</i>	50 00
575 Articles de fonte non dénommés ailleurs, même combinés avec le bois :		
1. bruts ou travaillés d'une façon ordinaire :		
a. pesant plus de 100 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	6 00

	Bases	Droits Dinars
b. pesant plus de 50 kilogrammes jusqu'à 100 kilogrammes la pièce	100 kilogr.	8 00
c. pesant plus de 5 jusqu'à 50 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	10 00
d. pesant jusqu'à 5 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	12 00
2. finement travaillés :		
a. pesant plus de 100 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	12 00
b. pesant plus de 50 jusqu'à 100 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	16 00
c. pesant plus de 5 jusqu'à 50 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	20 00
d. pesant jusqu'à 5 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	24 00
577 Articles en fer forgé, non dénommés ou compris ailleurs, même combinés avec le bois :		
1. bruts ou travaillés d'une façon ordinaire :		
a. pesant plus de 100 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	10 00
b. pesant plus de 25 jusqu'à 100 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	14 00
c. pesant plus de 3 jusqu'à 25 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	18 00
d. pesant jusqu'à 3 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	24 00
2. finement travaillés :		
a. pesant plus de 100 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	16 00
b. pesant plus de 25 jusqu'à 100 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	20 00
c. pesant plus de 3 jusqu'à 25 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	27 00
d. pesant jusqu'à 3 kilogrammes la pièce	<i>Idem.</i>	40 00

Au
groupe XIV 2^a
(fer et
articles en fer).

Remarque 2. — En ce qui regarde l'ouvrage, on distingue parmi les produits en fer ceux ouvrés finement, et ceux ouvrés grossièrement.

On considère comme *ouvrés grossièrement* — par opposition aux bruts (non ouvrés) — tous les articles limés, fraisés, tournés, polis, bleuis par le recuit, simplement teints et comme tels rivés, vissés ou liés entre eux d'une façon similaire. Sont tarifés encore comme articles grossièrement ouvrés ceux qui reçoivent immédiatement après leur confectionnement un aspect uni et brillant.

Sont considérés comme articles *finement ouverts* ceux qui sont finement teints, peints, vernis, laqués, émaillés, oxydés, polis, recouverts de métaux communs ou alliages de métaux communs (à l'exception du cuivre, du nickel, de l'aluminium et des alliages de cuivre, de nickel et d'aluminium).

	Bases	Droits Dinars
613 Fils et feuilles (planches) de cuivre :		
1 bruts ou travaillés d'une façon ordinaire :		
a. d'une épaisseur de 5 millimètres et plus.....	100 kilogr.	20 00
b. d'une épaisseur de moins de 5 millimètres.....	<i>Idem.</i>	30 00
2. finement travaillés :		
a. d'une épaisseur de 5 millimètres et plus.....	<i>Idem.</i>	30 00
b. d'une épaisseur de moins de 5 millimètres.....	<i>Idem.</i>	40 00
617 Articles de chaudronnerie (chaudrons, alambics et autres appareils distillatoires), à l'exception des chaudières pour machines à vapeur :		
1. bruts.....	<i>Idem.</i>	80 00
2. travaillés d'une façon ordinaire.....	<i>Idem.</i>	100 00
3. finement travaillés.....	<i>Idem.</i>	130 00
<p>A ajouter aux groupes XIV₂ b, c, d, e, f, g. <i>Remarque 2.</i> — Pour les objets des groupes b, c, d, e, f, g, il faut tenir compte de la remarque 2 au groupe 2 a, d'après le travail dont ils ont été l'objet.</p>		
ex 625 Fils de métaux communs ou d'alliages de ces mêmes métaux :		
1. dorés.....	<i>Idem.</i>	300 00
2. argentés.....	<i>Idem.</i>	250 00
ex 626 Fils léoniques dorés ou argentés lorsque la trame est faite :		
a. de soie.....	<i>Idem.</i>	500 00
b. d'autres matières textiles.....	<i>Idem.</i>	400 00
ex 627 Articles léoniques en tissus dorés ou argentés, même avec trame de soie....	<i>Idem.</i>	600 00
ex 639 Machines à coudre.....	<i>Idem.</i>	5 00
641 Machines ou instruments non dénommés ou compris ailleurs.....	<i>Idem.</i>	6 00
642 Machines dynamos, électro-moteurs, transformateurs et autres moteurs électriques ainsi que les accessoires ou parties d'icelles :		
1. pesant plus de 3.000 kilogrammes par machine.....	<i>Idem.</i>	15 00

	Bases	Droits Dinars
2. pesant plus de 500 kilogrammes et jusqu'à 3.000 kilogrammes par machine.....	100 kilogr.	22 00
3. pesant 500 kilogrammes et moins par machine.....	<i>Idem.</i>	30 00
643 Transformateurs, condensateurs, accumulateurs, électrodes et parties des mêmes.....	<i>Idem.</i>	20 00
ex 645 Câbles et autres conducteurs non dénommés pour courants électriques :		
1. avec des enveloppes protectrices de métal, de fils métalliques, de feuilles métalliques et autres.....	<i>Idem.</i>	20 00
2. avec des enveloppes protectrices en papier, amiante, caoutchouc, gutta-percha ou autres matières similaires.....	<i>Idem.</i>	20 00
ex 3. avec des enveloppes protectrices en matières tissées :		
b. autres que la soie.....	<i>Idem.</i>	30 00
ex 646 Appareils télégraphiques et téléphoniques, objets pour l'installation de l'acoustique d'appartement, microphones, éléments de piles galvaniques sèches ou thermiques.....	<i>Idem.</i>	60 00
Appareils de mesurage (ampères, watts, volts), compteurs pour courants, commutateurs, appareils de sûreté et de résistance, rhéostats et commutateurs de toutes sortes.....	<i>Idem.</i>	75 00
<i>Remarque.</i> — Les appareils à mesurer, les compteurs, les commutateurs, les appareils de sûreté et de résistance qui servent d'accessoires aux machines dénommées au N° 642 et qui sont importées en même temps seront tarifés avec les machines au même taux que celui fixé pour celles-ci.		
647 Lampes électriques :		
1. Lampes à arc	<i>Idem.</i>	60 00
2. Lampes à incandescence.....	<i>Idem.</i>	120 00
648 Boules et poires montées pour lampes électriques.....	<i>Idem.</i>	120 00
Autres accessoires pour l'éclairage électrique, tels que montures pour lampes électriques, commutateurs, appareils de sûreté et d'isolation, robinets convertisseurs, etc.....	<i>Idem.</i>	75 00

		Bases	Droits Dinars
659	Instruments et appareils : mathématiques, géométriques, chimiques, physiques, chirurgicaux; manomètres, vacuomètres, micromètres, indicateurs, aréomètres, hydromètres, globes terrestres	100 kilogr.	125 00
ex 660	1. Pianos, harmoniums et instruments semblables à touches.....	Par pièce.	100 00
	2. Harmonicas.....	100 kilogr.	135 00
ex 7.	Harmonicas de bouche.....	<i>Idem.</i>	60 00
ex 665	Pendules; pendules de la Forêt-Noire, pendules suspendues de toute espèce; en outre, pendules à système américain.....	<i>Idem.</i>	120 00
670	Jouets pour enfants :		
	1. en bois :		
	a. bruts, seulement découpés, rabotés, ou tournés, non teints, non peints et non combinés avec d'autres matières.....	<i>Idem.</i>	60 00
	b. finement travaillés, teints, laqués, polis, peints, même en combinaison avec des matières ordinaires.....	<i>Idem.</i>	60 00
	c. en combinaison avec des matières fines.....	<i>Idem.</i>	60 00
	d. en combinaison avec les matières les plus fines.....	<i>Idem.</i>	120 00
	2. en caoutchouc mou :		
	a. simplement en caoutchouc combiné avec des matières ordinaires.....	<i>Idem.</i>	60 00
	b. en combinaison avec des matières fines.....	<i>Idem.</i>	60 00
	c. en combinaison avec les matières les plus fines.....	<i>Idem.</i>	120 00
	3. toutes autres espèces de jouets :		
	a. sans combinaison avec d'autres matières.....	<i>Idem.</i>	60 00
	b. en combinaison avec d'autres matières :		
	a. avec des matières ordinaires ou fines.....	<i>Idem.</i>	60 00
	β. avec les matières les plus fines...	<i>Idem.</i>	120 00

Remarques générales au tarif.

I. Dans le tarif douanier, on distingue les combinaisons des articles avec des matières ordinaires, fines ou très fines.

1. Sont considérées comme matières fines :

Le cuivre, le caoutchouc, la mousseline et la toile cirée, la toile à relier; l'os et la corne;

les matières artificielles à découper (à l'exception des imitations désignées sous le n° 2) ; les métaux ordinaires ornementés et nickelés, ainsi que les alliages de ces métaux ; l'écume de mer et ses imitations ; les imitations d'ivoire, d'écaille et de nacre ; les imitations d'ambre faites en verre ; la lave, les fils métalliques et les fils tissés léoniques non purs ; les tissus, à l'exception de ceux qui sont désignés au n° 2 ; les perles artificielles ; les broderies d'autres étoffes que la soie.

2. Sont considérées comme matières très fines :

L'ivoire, l'écaille et la nacre naturels, l'ambre naturel et ses imitations, à l'exception de celles qui sont faites en verre ; l'agate naturelle ou imitée ; les objets en soie, en dentelles, en broderies sur soie, les fleurs et les feuilles artificielles, les plumes pour la mode, les perruques, tous les autres objets faits en cheveux naturels ; les pierres demi-précieuses, les métaux communs recouverts d'une couche d'or ou d'argent purs, les fils métalliques et tissus léoniques purs, ainsi que les objets fabriqués avec ces fils, enfin les objets faits en fils métalliques et tissés léoniques, non purs.

Les articles en combinaison avec des métaux précieux ou des pierres précieuses seront taxés d'après les dispositions spéciales du tarif.

3. Toutes les autres matières seront tarifées comme matières *ordinaires*.

II. Les autres objets accessoires qui servent simplement à fixer ou à relier les différentes parties de ces objets, tels que : clous, rivets, vis, crochets, fermoirs, crampons, pinces, anneaux, ferrures, gonds, verrous, serrures (avec clefs), rubans, fils, cordons, courroies, cordelettes, et autres ornements accessoires, tout ce qui sert à rembourrer ou à doubler, ne sont pas compris dans la tarification.

III. Quand différentes surtaxes entreront en même temps en ligne de compte, on prendra comme point de départ le tarif fondamental primitivement établi.

IV. Si le taux douanier d'une marchandise dépend du taux d'une autre marchandise inscrite dans le traité, le premier taux sera fixé d'après le droit établi par le traité et non d'après le taux du tarif général.

Tarif C.

Droits à l'entrée du territoire douanier allemand.

Le tarif général allemand mentionné dans le présent tarif est le tarif de douane du 25 décembre 1902 tel qu'il a été fixé par la loi de l'Empire allemand en date dudit jour.

Numéros du Tarif général allemand.	Désignation des marchandises	Bases	Droits en unités allemandes et françaises			
			mk.	pf.	fr.	c.
1	Seigle	100 kilogr.	5	00	6	25
2	Froment et épeautre	<i>Idem.</i>	5	50	6	87
ex 3	Orge, à l'exception de l'orge de mal- terie.....	<i>Idem.</i>	1	30	1	625
4	Avoine.....	<i>Idem.</i>	5	00	6	25
7	Maïs et dari.....	<i>Idem.</i>	3	00	3	75
11	Haricots comestibles, secs (mûrs).....	<i>Idem.</i>	2	50	3	125
	Pois, lentilles, secs (mûrs).....	<i>Idem.</i>	1	50	1	875
ex 28	Lin, chanvre (nettoyés).....	»	Exempts.		Exempts.	
ex 33	Fèves, pois (cosses), frais	»	Exempts.		Exempts.	
ex 37	Plantes potagères, y compris les raves des champs servant comme telles, en morceaux, pelées ou décorti- quées, pressées, séchées à l'étuve ou autrement, cuites ou frites ou ayant subi une autre préparation simple, en tant qu'elles ne rentrent pas dans les n ^{os} 34 à 36 du tarif général; haricots comestibles non mûrs et pois non mûrs, séchés; haricots co- mestibles et pois (mûrs et non mûrs), cuits ou frits ou ayant subi une autre préparation simple	100 kilogr.	4	00	5	00
ex 45	Raisins de table (grappes de raisins) frais :					
	importés en colis postaux pesant jusqu'à 5 kilogrammes inclusi- vement.....	»	Exempts.		Exempts.	
	importés autrement.....	100 kilogr.	4	00	5	00
ex 46	Noix (Walnüsse) et noisettes, non mûres (vertes) ou mûres, même éca- lées, moulues ou autrement réduites en morceaux ou préparées simple- ment.....	<i>Idem.</i>	2	00	2	50

(Ex 47-49). *Autres fruits.*

mk. pf. fr. c.

ex 47 Frais :

— Pommes, poires, coings :

— non emballés :

— du 1^{er} septembre au 30 no-

vembre »

Exempts. Exempts.

— du 1^{er} décembre au 31 août. 100 kilogr.

2 00 2 50

— emballés..... *Idem.*

5 00 6 25

— Abricots, pêches..... *Idem.*

2 00 2 50

— Prunes de toutes espèces, cerises,

griottes..... *Idem.*

2 00 2 50

— Nèfles, baies de genièvre »

exemptes. exemptes

ex 48 Séchés à l'étuve ou autrement (même coupés en morceaux ou pelés) :

— Pruneaux de toutes espèces :

— non emballés ou emballés exclu-

sivement en tonneaux ou en

sacs d'un poids brut d'au

moins 50 kilogrammes 100 kilogr.

4 00 5 00

— emballés autrement..... *Idem.*

8 00 10 00

— Baies de genièvre..... *Idem.*

4 00 5 00

ex 49 Moulus, écrasés, en poudre ou réduits

autrement en morceaux, même salés,

cuits sans sucre (marmelade) ou

ayant subi une autre préparation

simple ; fermentés *Idem.*

4 00 5 00

(74/76). *Bois de construction ou à usages industriels, non spécialement désigné dans le tarif général.*

74 Brut ou travaillé uniquement en travers, à la hache ou à la scie, avec ou sans écorce :

— dur	{ 100 kilogr. } ou { Mètre cube. }	0 12	0 15
		ou 1 08	ou 1 35
— tendre	{ 100 kilogr. } ou { Mètre cube. }	0 12	0 15
		ou 0 72	ou 0 90

75 Equarri dans le sens de la longueur ou autrement dégrossi ou débité en morceaux à la hache ; même copeaux débités par la fente et copeaux destinés à la clarification des liquides débités d'une autre manière que par la fente :

— dur	{ 100 kilogr. } ou { Mètre cube. }	0 24	0 30
		ou 1 92	ou 2 40
— tendre.....	{ 100 kilogr. } ou { Mètre cube. }	0 24	0 30
		ou 1 44	ou 1 80

		mk.	pf.	fr.	c.
76	Scié dans le sens de la longueur ou autrement préparé, non raboté :				
— dur	<div> <div>100 kilogr.</div> <div>ou</div> <div>Mètre cube.</div> </div>	0	80	1	00
— tendre	<div> <div>100 kilogr.</div> <div>ou</div> <div>Mètre cube.</div> </div>	0	80	1	00
81	Blocs pour le pavage en bois	100 kilogr.	1	00	1 25
83	Bois de tonnellerie (douves et fonçailles), même pièces de bois visiblement ébauchées pour ces articles (douvains), non teints, non rabotés :				
— en chêne	<div> <div>100 kilogr.</div> <div>ou</div> <div>Mètre cube.</div> </div>	0	20	0	25
— en bois dur autre que le bois de chêne	<div> <div>100 kilogr.</div> <div>ou</div> <div>Mètre cube.</div> </div>	0	30	0	375
— en bois tendre	<div> <div>100 kilogr.</div> <div>ou</div> <div>Mètre cube.</div> </div>	0	30	0	375
107	Volailles vivantes :				
— Oies	»	Exemptes.	Exemptes.		
— Poules de toutes sortes et autres volailles	100 kilogr.	4	00	5	00
ex 108	Viande, à l'exclusion du lard de porc, et viscères comestibles de bêtes (les volailles exceptées) :				
— fraîche, même congelée	Idem.	35	00	43	75
— préparés simplement	Idem.	35	00	43	75
ex 110	Volailles :				
— tuées, même dépecées, non préparées	Idem.	15	00	18	75
— lardées ou préparées d'une autre manière	Idem.	20	00	25	00
ex 126	Graisse de porc et d'oie fondue	Idem.	10	00	12 50
127	Graisse de porc et d'oie, brute (non fondue, non pressée), excepté le lard de porc et la panne (saindoux en pannes) ; en outre, cretons pour la consommation	Idem.	5	00	6 25
134	Beurre, frais, salé ou fondu (graisse de beurre)	Idem.	20	00	25 00
136	Oufs de volailles et de gibier à plumes, crus ou seulement cuits dans la coque, même teints, peints ou décorés autrement	Idem.	2	00	2 50
147	Plumes à lit, même nettoyées ou apprêtées (ébarbées, etc.)	Idem.	Exemptes.	Exemptes.	
152	Cocons de soie	»	Exemptes.	Exemptes.	

		mk.	pf.	fr.	c.
ex 153	Cuirs et peaux pour la tannerie, bruts (verts, salés, passés en chaux, séchés), même sans poils (cuires) et fendus, même non ouvrés davantage, ainsi que les parties des cuirs et peaux de cette sorte, par exemple, flancs, panses, gorges, parties de la tête et du cou	100 kilogr.	Exempts.	Exempts.	
484	Câbles, cordages, cordes, ficelles (ouvrages de cordier non tressés, formés uniquement par la torsion du fil de carét [gros fil simple servant à faire les cordages]), en matières textiles de la section 5 D du tarif général, sans mélange de coton ou de matières textiles d'origine animale :				
	— d'un diamètre de 5 millimètres et plus	»	10 00	12 50	
	— d'un diamètre de plus de 1 millimètre, mais de moins de 5 millimètres, même conditionnées pour la vente au détail	<i>Idem.</i>	22 00	27 50	
544	Peaux de mouton ou de chèvre, sans poil, corroyées entièrement ou à moitié, non encore teintées ou apprêtées autrement, même peaux d'agneau et de chevreau, non fendues ou fendues	<i>Idem.</i>	3 00	3 75	

(TEXTE ORIGINAL ALLEMAND).

Zusatzvertrag zum-Handels und Zollvertrag zwischen dem Deutschen Reich und Serbien.

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen, im Namen des Deutschen Reichs, einerseits und Seine Majestät der König von Serbien, andererseits von dem Wunsche geleitet, den zwischen dem Deutschen Reiche und Serbien bestehenden Handels-und Zollvertrag vom $\frac{21}{9}$. August 1892 einer Revision zu unterziehen, haben beschlossen, einen Zusatzvertrag zu diesem Vertrag abzuschliessen, und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt :

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preussen :

Allerhöchstihren Wirklichen Geheimen Rat, Staatssekretär des Auswärtigen Amts, Oswald Freiherrn von Richthofen und.

Seine Majestät der König von Serbien :

Allerhöchstihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Deutschen Kaiser, König von Preussen, Michael G. Militchewitch, welche, nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter and gehöriger Form befundenen Vollmachten, über nachstehende Artikel übereingekommen sind :

Artikel 1. — Der Handels-und Zollvertrag vom $\frac{21.}{9.}$ August 1892 wird in nachstehender Weise abgeändert :

I. *Artikel IV.*

Hinter Absatz 2 des Artikels IV wird nachstehender neuer Absatz eingefügt :

» Die mit einer Gewerbelegitimationskarte versehenen Handlungsreisenden dürfen wohl Warenmuster, aber keine Waren mit sich führen «.

II. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IV wird nachstehender Artikel eingefügt :

» *Artikel IVa.* — Die als Proben oder Muster dienenden zollpflichtigen Gegenstände, die in das-eine der beiden Länder von den Handlungsreisenden des anderen Landes eingebracht werden, sollen zollfrei zugelassen werden, falls den nachfolgenden, zur Sicherung ihrer Wiederausfuhr oder Einlieferung in eine Niederlage erforderlichen Förmlichkeiten entsprochen wird :

1. Das Zollamt, über das die Proben oder Muster eingehen, ermittelt den Betrag des darauf haftenden Zolles. Der Handlungsreisende hat diesen Betrag bei dem Zollamte bar zu hinterlegen oder annehmbare Sicherstellung zu leisten.

2. Zum Zwecke der Festhaltung der Identität werden die einzelnen Proben oder Muster, soweit es angeht, durch Anbringung von Stempeln, Siegeln oder Bleien bezeichnet. Ausnahmsweise können die letzteren auf Behältnissen, welche mit den umschlossenen Gegenständen in unmittelbarer Berührung stehen, angebracht werden, wenn nach Ansicht des Eingangszollamts dieses Verfahren vollständige Sicherheit gewährt.

Die Erkennungszeichen, die zur Wahrung der Identität der aus einem der beiden Länder ausgeführten und zur Wiedereinfuhr in dasselbe bestimmten Proben oder Muster amtlich angelegt worden sind, sollen gegenseitig anerkannt werden, und zwar in dem Sinne, dass die von der Zollbehörde des Ausfuhrlandes angelegten Zeichen auch in dem anderen Lande zum Beweise der Identität dienen. Die beiderseitigen Zollämter dürfen jedoch weitere Erkennungszeichen anlegen, falls dies notwendig erscheint.

3. Es ist ein Abfertigungspapier auszustellen, welches enthalten sollf :

a) ein Verzeichnis der eingebrachten Proben oder Muster, in welchem die Gattung der Ware und solche Merkmale sich angegeben finden, die zur Festhaltung der Identität geeignet sind ;

b) eine Angabe über den aus den Proben oder Mustern haftenden Zoll und darüber, ob er hinterlegt oder sichergestellt worden ist ;

c) eine Angabe über das Erkennungszeichen (Stempel, Siegel oder Blei), das an den Proben oder Mustern oder gegebenenfalls an den Behältnissen angebracht worden ist ;

d) die Frist, nach deren Ablaufe der hinterlegte Zollbetrag zu verrechnen oder der Zoll aus der bestellten Sicherheit einzuziehen ist, sofern nicht nachgewiesen wird, dass die Proben oder Muster innerhalb der Frist wieder ausgeführt oder in eine Niederlage eingeliefert worden sind. Die Frist darf zwölf Monate nicht überschreiten.

4. Für die Erteilung des Abfertigungspapiers und die Bezeichnung der Musterstücke zur Festhaltung der Identität werden Kosten mit Ausnahme des Stempels nicht erhoben.

5. Die Proben oder Muster können sowohl über das Eingangszollamt als auch über jedes andere zur Abfertigung von Proben oder Mustern befugte Zollamt wieder ausgeführt werden.

6. Werden vor Ablauf der gestellten Frist (3 d) die Proben oder Muster einem zur Abfertigung befugten Amte zum Zwecke der Wiederausfuhr oder der Einlieferung in eine Niederlage vorgeführt, so hat dieses Amt sich durch eine Prüfung davon zu überzeugen, ob ihm dieselben Gegenstände vorgeführt worden sind, für welche das Abfertigungspapier beim Eingang erteilt worden ist. Soweit in dieser Hinsicht keine Bedenken entstehen, bescheinigt das Amt die Wiederausfuhr oder die Einlieferung in die Niederlage und erstattet den bei der Einfuhr hinterlegten Zoll oder trifft wegen Freigabe der bestellten Sicherheit die erforderliche Verfügung. «

III. Artikel V.

Der Artikel erhält nachstehende Fassung :

» Artikel V. — Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen beiden Ländern durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen sind nur zulässig :

1. in Beziehung auf Kriegsbedarf unter ausserordentlichen Umständen ;

2. aus Rücksichten auf die öffentliche Sicherheit ;

3. aus Rücksichten der Gesundheitspolizei oder zum Schutze von Tieren oder Nutzpflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge ;

4. behufs Durchführung, der inneren Gesetzgebung, soweit durch diese die Erzeugung, die Beförderung, der Vertrieb oder der Verbrauch gewisser Gegenstände verboten oder eingeschränkt wird. »

IV. Artikel VI.

Die in den Absätzen 1 und 2 dieses Artikels genannten Tarife B und C werden durch die anliegenden Tarife B (Zölle bei der Einfuhr nach Serbien) und C (Zölle bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet) ersetzt.

V. Neuer Artikel.

Hinter Artikel VII wird nachstehender Artikel eingefügt :

» Artikel VII a. — Waren aller Art, welche von einem der beiden Gebiete kommen oder dahin gehen, sollen wechselseitig in dem anderen Gebiete von jeder Durchfuhrabgabe frei sein, sei es, dass sie unmittelbar durchgeführt werden, sei es, dass sie während der Durchfuhr abgeladen, eingelagert oder wieder aufgeladen werden müssen. «

VI. Artikel VIII.

Der Artikel erhält nachstehende Fassung :

» Artikel VIII. — Eine zeitweilige Befreiung von Eingangs- und Ausgangsabgaben wird beiderseits für folgende Gegenstände unter der Bedingung, dass dieselben binnen einer im voraus bestimmten Frist zurückgeführt werden, und dass deren Identität ausser Zweifel ist, zugestanden :

1. für Waren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), welche aus dem freien Verkehr im Gebiete des einen vertragschliessenden Teiles in das Gebiet des anderen auf Märkte oder Messen oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- oder Marktverkehr versendet, in dem Gebiete des anderen Teiles aber nicht in den freien Verkehr gesetzt, sondern unter Kontrolle der Zollbehörde in öffentlichen Niederlagen gelagert oder als Muster von Geschäftsreisenden eingebracht werden ;

2. für handelsübliche Umschliessungen aller Art sowie Schutzdecken und andere Verpackungsmittel, auch Webebäume, Holz- und Papprollen und dergleichen, die aus dem einen Gebiete in das andere zum Zwecke der Ausfuhr von Waren eingeführt, oder, nachdem sie nachweislich dazu gedient haben, aus dem anderen Gebiete wieder zurückgebracht werden. «

VII. Artikel IX.

In Absatz 1 wird hinter den Worten : » so werden « eingefügt :
», soweit nichts anderes vereinbart ist, «.

VIII. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IX wird nachstehender Artikel eingefügt :

» *Artikel IX a.* — Die für Rechnung des Staates, der Gemeinden oder von Korporationen erhobenen inneren Abgaben, welche die Herstellung, die Erzeugung oder den Verbrauch einer Ware im Gebiete eines der vertragschliessenden Teile belasten oder belasten werden, sollen unter keinem Vorwand die Erzeugnisse des anderen Teiles in stärkerer oder lästiger Weise treffen, als die einheimischen Erzeugnisse der gleichen Art.

Die Erzeugnisse des einen vertragschliessenden Teiles können bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles nur dann mit solchen Abgaben belastet werden, wenn diese Erzeugnisse im Inland ebenfalls hergestellt werden und derselben Abgabe unterworfen sind. «

IX. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IX a wird nachstehender Artikel eingefügt :

Artikel IX b. — Auf Eisenbahnen soll weder hinsichtlich der Beförderungspreise noch der Zeit und Art der Abfertigung ein Unterschied zwischen den Bewohnern der Gebiete der vertragschliessenden Teile gemacht werden. Insbesondere sollen für die aus Serbien nach einer deutschen Station oder durch Deutschland beförderten Gütersendungen auf den deutschen Bahnen keine höheren Tarife angewendet werden, als für gleichartige deutsche oder ausländische Erzeugnisse in derselben Richtung und aus derselben Verkehrsstrecke. Das gleiche soll auf den serbischen Bahnen für Gütersendungen aus Deutschland gelten, die nach einer serbischen Station oder durch Serbien befördert werden.

Ausnahmen sollen nur zulässig sein, soweit es sich um Transporte zu ermässigten Preisen für öffentliche oder milde Zwecke handelt. »

X. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IX b wird nachstehender Artikel eingefügt :

« *Artikel IX c.* — Die Benutzung der Chausseen und sonstigen Strassen, Kanäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lotsenwesens, der Krane und Wageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern und dergleichen mehr, soll, insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr und den Handel im allgemeinen bestimmt sind, gleichviel, ob sie vom Staate, oder mit staatlicher Genehmigung von Privatpersonen verwaltet werden, den Angehörigen des anderen vertragschliessenden Teiles unter gleichen

Bedingungen und gegen Zahlung gleicher Gebühren wie den Angehörigen des eigenen Staates gestattet werden.

Solche Gebühren dürfen, vorbehaltlich der beim Beleuchtungs und Lotsenwesen zulässigen abweichenden Bestimmungen, nur bei wirklicher Benutzung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.»

XI. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IX c wird nachstehender Artikel eingefügt :

« *Artikel IX d.* — Die deutschen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Serbien und die serbischen Schiffe und ihre Ladungen sollen in Deutschland völlig auf dem Fusse der inländischen Schiffe und Ladungen behandelt werden, gleichviel, von wo die Schiffe ausgelaufen oder wohin sie bestimmt sind, und gleichviel, woher die Ladungen stammen oder wohin sie bestimmt sind.

Iedes Vorrecht und jede Befreiung, welche in dieser Beziehung von einem der vertragschliessenden Teile einer dritten Macht eingeräumt werden sollte, soll gleichzeitig und bedingungslos auch dem anderen Teile zustehen.

Von den vorstehenden Bestimmungen wird jedoch eine Ausnahme gemacht in betreff derjenigen besonderen Begünstigungen, welche den Erzeugnissen des inländischen Fischfanges in dem einen oder dem anderen Lande jetzt oder in Zukunft gewährt werden sollten. »

XII. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IX d wird nachstehender Artikel eingefügt :

« *Artikel IX e.* — Die Nationalität der Schiffe soll beiderseits nach den jedem Lande eigentümlichen Gesetzen und Verordnungen auf Grund der durch die zuständigen Behörden den Kapitänen, Schiffseignern oder Schiffen ausgestellten Urkunden und Patente anerkannt werden. »

XIII. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IX e wird nachstehender Artikel eingefügt :

« *Artikel IX f.* — Die deutschen Schiffe, welche nach einem serbischen Hafen, und umgekehrt die serbischen Schiffe, welche nach einem deutschen Hafen kommen, um daselbst nur ihre Ladung zu vervollständigen oder einen Teil derselben zu löschen, sollen, vorausgesetzt, dass sie sich nach den Gesetzen und Vorschriften des betreffenden Staates richten, den nach einem anderen Hafen desselben oder eines anderen Landes bestimmten Teil ihrer Ladung an Bord behalten und ihn wieder ausführen können, ohne gehalten zu sein, für diesen letzteren Teil ihrer Ladung irgend eine Abgabe zu bezahlen ausser den Aufsichtsabgaben, welche übrigens nur nach dem für die inländische Schifffahrt bestimmten Satze erhoben werden dürfen. »

XIV. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IX f wird nachstehender Artikel eingefügt :

« *Artikel IX g.* — Von Tonnengeldern und Abfertigungsgebühren sollen in den Häfen eines jeden der beiden Länder völlig befreit sein :

1. die Schiffe, welche von irgend einem Orte mit Ballast ein- und damit wieder auslaufen ;

2. die Schiffe, welche aus einem Hafen des einen der beiden Länder nach einem oder mehreren Häfen desselben Landes kommen und sich über die in einem anderen Hafen desselben Landes bereits erfolgte Zahlung jener Abgaben ausweisen können ;

3. die Schiffe, welche freiwillig oder notgedrungen mit Ladung nach einem Hafen kommen und denselben wieder verlassen, ohne irgend welches Handelsgeschäft vorgenommen zu haben.

Im Falle des durch Not veranlassten Einlaufens sollen das Löschen und Wiedereinladen der Waren behufs Ausbesserung des Schiffes, das Ueberladen auf ein anderes Schiff im Falle der Unbrauchbarkeit des ersten, die zur erneuten Verproviantierung der Schiffsmannschaft notwendigen Aufwendungen und der Verkauf der beschädigten Waren, wenn die Zollverwaltung hierzu die Genehmigung erteilt hat, als Handelsgeschäfte nicht angesehen werden. »

XV. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IX g wird nachstehender Artikel eingefügt :

« *Artikel IX h.* — Im Falle des Strandens oder des Schiffbruchs eines Schiffes eines der vertragschliessenden Teile an den Küsten oder Ufern des anderen sollen Schiff und Ladung dieselben Begünstigungen und Befreiungen geniessen, welche die Gesetzgebung jedes der betreffenden Länder den eigenen Schiffen in gleicher Lage bewilligt. Es soll jederlei Hilfe und Beistand dem Führer und der Mannschaft sowohl für ihre Person, wie für das Schiff und dessen Ladung geleistet werden. Die auf die Rettung bezüglichen Massregeln sollen den Landesgesetzen gemäss getroffen werden. Es soll jedoch den betreffenden Konsuln und Konsularagenten gestattet sein, im Falle Schiffe, welche an der Küste oder am Ufer gestrandet sind oder Schiffbruch gelitten haben, ausgebessert, neu verproviantiert oder verkauft werden, die hierauf bezüglichen Geschäfte zu überwachen. Alles, was von dem Schiffe und dessen Ladung gerettet worden ist, oder, im Falle des Verkaufs, der für diese Gegenstände erzielte Erlös soll den Eigentümern oder deren Vertretern zurückgegeben werden, und es sollen für die Rettung keine höheren Kosten bezahlt werden, als diejenigen, zu welchen die Inländer im gleichen Falle verpflichtet sein würden.

Die vertragschliessenden Teile kommen ausserdem dahin überein, dass die geborgenen Waren keiner Zollabgabe unterliegen sollen, es sei denn, dass sie in den inländischen Verbrauch übergehen. »

XVI. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IX h wird nachstehender Artikel eingefügt :

Artikel IX i. — Hinsichtlich der Abgaben und sonstigen ähnlichen Gebühren, welche in den Häfen, Bassins, Docks, Rheden und Buchten der vertragschliessenden Länder als Entgelt erhoben werden, und in jeder anderen Beziehung sollen die deutschen Schiffe und Waren in Serbien und die serbischen Schiffe und Waren in Deutschland ebenso behandelt werden, wie die inländischen Schiffe und Waren und diejenigen, welche der meistbegünstigten Nation angehören. »

XVII. *Neuer Artikel.*

Hinter Artikel IX i wird nachstehender Artikel eingefügt :

« *Artikel IX k.* — Wenn zwischen den vertragschliessenden Teilen über die Auslegung oder Anwendung der Tarife des gegenwärtigen Vertrags (Tarife B und C), Zusatzbestimmungen zu diesen Tarifen, sowie der Zollsätze der von den vertragschliessenden Teilen mit dritten Staaten vereinbarten Vertragstarife eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll sie auf Verlangen des einen oder des anderen Teiles durch Schiedsspruch erledigt werden.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall derart gebildet, dass jeder Teil aus den Angehörigen seines Landes eine geeignete Persönlichkeit zum Schiedsrichter bestellt und dass die beiden Teile einen Angehörigen eines befreundeten dritten Staates zum Obmann wählen. Die beiden Teile behalten sich vor, sich im voraus und für einen bestimmten Zeitraum über die Person des im gegebenen Fall zu ernennenden Obmannes zu verständigen

Eintretendenfalls und vorbehaltlich besonderer Verständigung werden die vertragschliessenden Teile auch andere als die im Absatz 1 bezeichneten Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung des gegenwärtigen Vertrags zum schiedsgerichtlichen Austrag bringen. »

Artikel 2.

Das Schlussprotokoll zum Handels und Zollvertrag vom $\frac{21}{9}$ August 1892 wird in nachstehender Weise abgeändert :

I. *Neue Bestimmungen zu Artikel III.*

Die nachstehenden Bestimmungen werden eingefügt :

« *Zu Artikel III.* — Man ist darüber einig, dass die deutschen Reichsangehörigen in Serbien als Mieter von unbeweglichen Sachen von der Einquartierung befreit sind.

Ebenso besteht Einverständnis darüber, dass die Deutschen in Serbien von der Fuhrparksteuer (Komora) befreit bleiben sollen, sofern sie nicht als Eigentümer unbeweglicher Sachen in Serbien zur Entrichtung dieser Steuer verpflichtet sind.

Durch die Bestimmung in Absatz 2 des Artikels III werden die Bestimmungen in Absatz 1 dieses Artikels in keiner Weise berührt. »

II. *Neue Bestimmung zu Artikel IVa.*

Die nachstehende Bestimmung wird eingefügt :

» *Zu Artikel IVa.* — Die Königlich Serbische Regierung verpflichtet sich, die zur Zeit aus drei Monate festgesetzte Frist, binnen welcher die zollfreie Wiederausfuhr der Muster erfolgen kann (vgl. Ziffer 3, litera d des Artikels IVa), während der Dauer dieses Zusatzvertrags nicht zu verkürzen. «

III. *Neue Bestimmungen zu Artikel V.*

Die nachstehenden Bestimmungen werden eingefügt :

» *Zu Artikel V.* — Unter dem in Artikel I, III, Absatz 2, Ziffer 3 des gegenwärtigen Zusatzvertrags vorgesehenen Vorbehalt wird die Kaiserlich Deutsche Regierung die Durchfuhr von frischem oder zubereitetem Fleisch, das serbischen Ursprungs ist und von dort unmittelbar versandt wird, bei Beobachtung der veterinären Vorbeugungsmassregeln, welche durch die bestehenden oder von den deutschen Behörden zu erlassenden Gesetze, Anweisungen und Verordnungen erforderlich werden, zulassen.

Unter dem gleichen Vorbehalt wird Fleisch, serbischen Ursprungs, das im Sinne des deutschen Gesetzes über die Fleischschau vom 3. Juni 1900 als zubereitet angesehen werden kann, zur Einfuhr in Deutschland nach Massgabe der Bestimmungen dieses Gesetzes zugelassen werden. «

IV. *Zu Artikel VI.*

In Absatz 2 fallen die Nummern 1 bis 9 und 11 weg.

V. *Zu Artikel VI und VII.*

In Absatz 2 litera a werden die Worte » zehn Kilometer « durch » fünfzehn Kilometer « ersetzt.

VI. *Neue Bestimmungen zu Artikel IX und IX a.*

Die nachstehenden Bestimmungen werden eingefügt :

» *Zu Artikel IX und IX a.* — Mit Rücksicht darauf, dass die Sätze des neuen serbischen Zolltarifs die bisher neben den Zöllen

erhobene Obrtsteuer mitumfassen, wird diese Steuer in Zukunft nicht mehr von den aus Deutschland nach Serbien eingeführten Waren erhoben werden.

Da ferner das Wagegeld in Serbien beseitigt ist, werden von Rebengebühren nur noch die in Ziffer 1, 3 und 4 von Artikel IX des bestehenden Vertrags benannten Gebühren zur Erhebung gelangen.

Erzeugnisse, welche zwar in Deutschland aber nicht in Serbien hervorgebracht oder hergestellt werden, können der für Rechnung des Staates oder der Gemeinden erhobenen Troscharina nur insoweit und in der Höhe unterworfen werden, als sie beim Abschluss des gegenwärtigen Zusatzvertrags dieser Abgabe bereits unterliegen.

Im übrigen unterliegen die aus Deutschland nach Serbien eingeführten Waren, für welche im serbischen Vertragstarif Ermässigungen oder Bindungen des Zollsatzes vereinbart sind, in Serbien keinerlei weiteren inneren Abgaben irgend welcher Art, mögen dieselben für Rechnung des Staats oder von Gemeinden oder von Körperschaften erhoben werden. «

VII. *Neue Bestimmungen zu Artikel IX k.*

Die nachstehenden Bestimmungen werden eingefügt :

» *Zu Artikel IX k.* — Über das Verfahren in den Fällen, in denen auf Grund des ersten und zweiten Absatzes des Artikels IX k ein schiedsgerichtlicher Austrag stattfindet, wird zwischen den vertragschliessenden Teilen folgendes vereinbart :

Beim ersten Streitfall hat das Schiedsgericht seinen Sitz im Gebiet des beklagten Teils, beim zweiten Streitfall im Gebiet des anderen Teils und so abwechselnd in dem einen oder dem anderen Gebiete, in einer Stadt, die von dem betreffenden vertragschliessenden Teil bestimmt wird. Dieser hat für die Stellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf.

Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichts, das nach Stimmenmehrheit entscheidet.

Die vertragschliessenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein für allemal über das Verfahren des Schiedsgerichts verständigen. In Ermangelung einer solchen Verständigung wird das Verfahren von dem Schiedsgericht selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der vertragschliessenden Teile Einspruch erhebt; in diesem Falle kann von der Bestimmung des Absatzes 1 abgewichen werden.

Hinsichtlich der Ladung and der Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen werden die Behörden jedes der vertragschliessenden Teile, auf das vom Schiedsgericht an die betreffende Regierung zu richtend Ersuchen, in derselben Weise Rechtshilfe leisten wie auf die Ersuchen der inländischen Zivilgerichte. «

Artikel 3.

Der gegenwärtige Zusatzvertrag soll in Kraft treten mit Ablauf einer Frist von sechs Monaten von dem Tage ab, an dem die beiden ver-

tragschliessenden Teile sich zu diesem Zwecke verständigt haben werden. Das Inkrafttreten des gegenwärtigen Zusatzvertrags soll jedoch nicht vor dem 1. Januar 1906 und nicht nach dem 1. Juli 1906 erfolgen.

Nach der Inkraftsetzung des Zusatzvertrags soll der bestehende Handels- und Zollvertrag vom 21./9. August 1892 mit den durch den Zusatzvertrag herbeigeführten Aenderungen und Ergänzungen bis zum 31. Dezember 1917 wirksam bleiben.

Im Falle keiner der vertragschliessenden Teile zwölf Monate vor dem Eintritt des letzteren Termins seine Absicht, die Wirkungen des Vertrags aufhören zu lassen, kundgibt, soll dieser nebst den erwähnten Aenderungen und Ergänzungen bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage ab gelten, wo ihn der eine oder der andere der vertragschliessenden Teile kündigt.

Artikel 4.

Der gegenwärtige Zusatzvertrag soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin sobald als möglich ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Zusatzvertrag unterzeichnet und ihre Siegel begedrückt.

Se geschehen zu Berlin in doppelter Ausfertigung, den $\frac{29}{16}$. November Eintausend neunhundert und vier.

(L. S.) gez. : Frhr. v. Richthofen (L. S.) gez. : M. G. Militchevitch.

Tarif B.

Zölle bei der Einfuhr nach Serbien.

Der in diesem Tarife genannte serbische allgemeine Tarif ist der
Allgemeine Zolllarif vom $\frac{31. \text{ März}}{13. \text{ April}}$ 1904.

108 Stärke aller Art, auch Stärk-		
gummi (Dextrin, Leiogomme,		
Gommelin), Kleber, Schlichte		
(Kleister) und andere Appre-		
turstoffe : Reisstärke und Dex-		
trin.....	1 dz	17
andere	»	20
zu 121		
Anmerkung. — Auf die deut-		
schen Biere sollen alle Erleichte-		
rungen in der Zoll und Steuerbe-		
handlung Anwendung finden, die etwa		
anderen ausländischen Biersorten		
jeglichen Ursprungs eingeräumt wer-		
den sollten.		

Zollsatz
in Dinar.

			Dinar
123	Essig aller Art :		
	1. in Fässern.	1 dz	6,20
	2. in anderen Behältnissen.	»	7,50
144	Chemisch zubereitete Nahrungsmittel, z. B. Somatose, Pepsin, Tropon, Plasmon,	»	150
187	Sonstige Seifen aller Art, hart oder weich, z. B. Toiletten und ähnliche Seifen, auch wohlrie- chend; gepulvert oder teigartig; Seife mit Zusätzen von kosme- tischen oder medizinischen Mit- teln, sogenannte medizinische Seifen.	»	40
aus 208	Gelbe und rote Bleiglätte in jeder Form.	1 dz	5
215	Vitriol :		
	1. Eisenvitriol (grüner, Vitriol Eisensulfat, schwefelsaures Eisenoxydul, schwefelsau- res Eisenoxyd), krystalli- fiert oder in Lösung; Eisen- chlorid.	»	0,50
	2. Kupfervitriol (Blaustein, blauer Vitriol, Kupfersul- fat) und Salzburger Vitriol (Wischung von Eisen- und Kupfersulfat); Zinkchlorid und Zinksulfat.	»	1,50
aus 237	1. Indigo, natürlicher und künst- licher, in jeder Form, auch Indigokarmin.	»	50
	<i>Anmerkung.</i> — Synthetischer Indigo soll keinem anderen oder höheren Zollsätze als natürlicher Indigo unterliegen.		
238	Künstliche organische Farben :		
	1. Allizarin-, Anilin- und ähn- liche Farben.	»	10
	2. Andere.	»	40
aus 247	1. Kreide, Blei- und Farbstifte :		
	a) ohne Umhüllung oder nur mit Papier umhüllt	»	10
	b) mit Fassung aus gemei- nem, nicht poliertem, weissem Holz.	»	55
	c) mit Fassung aus ande- rem Holz, Rohr oder Papier-masse, auch in Verbindung mit ande- ren Stoffen, soweit sie nicht deswegen unter höhere Zollsätze fallen	»	80

aus 277 Glatte Gewebe :

Dinar

1. Gewebe im Gewichte von mehr als 120 g auf 1 qm und in der Kette und dem Schuss auf 1 qcm enthaltend :		
a) bis 50 Fäden.....	1 dz	80
b) von mehr als 50 bis 80 Fäden.....	»	100
c) über 80 Fäden.....	»	130
aus 2. Gewebe im Gewichte von mehr als 60 bis 120 g auf 1 qm, in der Kette und dem Schuss auf 1 qcm enthaltend :		
a) bis 50 Fäden.....	»	130
278 Samt, Plüsch und ähnliche Gewebe.....	»	170
281 Spitzen aller Art, auch gestickte (Aetzspitzen).....	»	600
282 Stickereien auf baumwollenem Grundstoffe :		
1. Kettenstichstickereien (Crochets), Hand- oder Maschinenstickereien, auch mit Applikation :		
a) bei Verwendung von Seide .	»	700
b) bei Verwendung von anderen Stoffen.....	»	600
2. Plattstichstickereien, auf der gewöhnlichen Stick-oder Schiffchenmaschine hergestellt, auch mit Applikation :		
a) bei Verwendung von Seide..	»	700
b) bei Verwendung von anderen Materialien.....	»	600
284 Posamentierwaren, Knopfmacherwaren, auch mit Unterlagen oder Einlagen von Holz, Bein und Metall.....	»	125
aus 313 Kammgarn bis einschliesslich Nr. 16 metrisch :		
aus 2. zwei-und mehrdrähtig :		
b) gebleicht, gefärbt, bedruckt oder auf andere Weise verdelt.....	»	120
314 Kammgarn über Nr. 16 metrisch, ein- oder mehrdrähtig :		
1. roh.....	»	60
2. gebleicht, gefärbt, bedruckt ..	»	80

		Dinar
315	Streichgarn und andere nicht besondersgenannte wollengarne (Vigogne usw.), soweit sie nicht unter Nr 311 bis 314 fallen :	
	1. eindrätig :	
	a) roh.....	1 dz 50
	b) gebleicht, gefärbt, bedruckt.	» 60
	2. zwei- und mehrdrätig :	
	a) roh.....	» 70
	b) gebleicht, gefärbt, bedruckt.	» 80
aus 316	Garne in Aufmachungen für den Einzelverkauf (auf Spulen, in Knäueln, Strähnen usw.) :	
	2. gebleicht, gefärbt, bedruckt...	» 110
aus 321	Andere Gewebe mit Ausnahme der besonders genannten :	
	2. im Gewichte von mehr als 300 bis 700 g auf 1 qm.....	» 200
	3. im Gewichte bis zu 300 g auf 1 qm.....	» 250
322	Samt, Plüsch, samt- und plüschartige Gewebe (mit aufgeschnittenem oder nicht aufgeschnittenem Flor)	» 250
aus 335	Dichte Gewebe aus Seide :	
	2. halbseidene.....	» 450
aus 336	Samt und Plüsch, samt- und plüschartige Gewebe :	
	2. halbseidene.....	» 550
aus 345	2. Wagendecken und andere Decken aus groben Geweben, chemisch behandelt oder mit Öl, Teer oder Fettmischungen überstrichen oder getränkt.....	» 70

ALLGEMEINE BEMERKUNGEN ZUM V. TARIFABSCHNITTE.

1. Der Zoll ist, wo nichts anderes im Tarif bestimmt ist, für rohe Erzeugnisse vorgesehen. Gelaugte, halbgebleichte, gebleichte, mercerisierte oder nitrierte Waren unterliegen einem Zuschlage von 15 Prozent, gefärbte, bunt gewebte, gepresste oder bedruckte einem solchen von 20 Prozent.

2. Gemusterte Gewebe zahlen einen Zuschlagszoll von 10 Prozent.

3. Broschierte und gazebindige Gewebe unterliegen einem Zollzuschlag von 15 Prozent.

4. Gespinnste Gewebe, Wirk- und Posamentierwaren, aus mehreren Spinnstoffen, mit Ausnahme von

Seide, hergestellt, kommen — soweit im Tarif nichts anderes vorgesehen ist — nach demjenigen Stoffe zur Verzollung, welcher dem höchsten Zollsatz unterliegt. Beimischungen, welche 5 Prozent des Gesamtgewichts nicht übersteigen, bleiben auf die Verzollung ohne Einfluss.

5. Garne, welche eine Beimischung von Seide bis zu 25 Prozent des Gesamtgewichts enthalten, unterliegen einem Zuschlag von 30 Prozent zum Zoll des Grundstoffes; beträgt der Gehalt von Seide mehr als 25 Prozent, so werden die Garne wie seidene verzollt.

Gewebe aller Art, welche eine Beimischung von Seide enthalten, werden wie folgt verzollt:

- a) wenn die Seide bis zu 10 Prozent des Gesamtgewichts ausmacht: mit einem Zuschlag von 20 Prozent zum Zoll des Grundstoffes;
- b) wenn die Seide mehr als 10 bis zu 50 Prozent des Gesamtgewichts ausmacht: wie halbseidene;
- c) wenn die Seide mehr als 50 Prozent des Gesamtgewichts ausmacht: wie seidene.

8. Gespinnstwaren und Filze, die nur mit einfachen Säumen, mit einzelnen Nähten und mit gewöhnlichen Zutaten versehen sind, werden nicht wie genähte Waren verzollt, sondern nur mit einem Zuschlag von 15 Prozent zu dem Zolle für die Gespinnstware oder den Filz belegt; derartige Netzwaren werden wie geschnittene und genähte Wirkwaren behandelt.

Soweit nicht Ausnahmen vorgesehen sind, werden abgepasste oder zugeschnittene Gespinnstwaren ohne Näharbeit wie die im Stück als Meterware eingehenden Gespinnstwaren, jedoch mit einem Zuschlag von 5 Prozent verzollt.

10. Glas-, Porzellan- oder Metallperlen, Fischbeinstäbe, eingewebt, eingelegt oder sonst mit den Gespinnstwaren verbunden, bleiben auf die Verzollung ohne Einfluss.

11. Gegenstände aus Gespinnstwaren, die in anderer Weise als durch Nähen hergestellt sind, werden wie genähte Gegenstände verzollt.

12. Genähte Gegenstände aus Gespinnstwaren, welche aus mehreren verschiedenen Stoffen bestehen, kommen nach demjenigen Stoffe zur Verzollung, welcher auf der Aussen- seite, des betreffenden Gegenstandes der Ausdehnung nach vorherrscht.

Futter, Knöpfe, Posamenten, Bänder, Besätze, Verbrämungen, gestickte Teile usw. bleiben bei der Verzollung ausser Betracht.

14. Bei der Berechnung des Gewichtes von Geweben kommen auf die Färbung und Appretur 15 Prozent in Abzug.

aus 374 Leder, bloss gegerbt (auf irgend welche Art); Leder aller Art, weiter zugerichtete: gefettet, gefärbt usw.:		Dinar.
4. Juchten, Wachs-, Saffian-, Chagrin-, Chevreau- und anderes Leder, ausgenommen anderweit genanntes, auch lackiert:		
a) bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 3 kg.:	1 dz	80
b) bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 1 bis 3 kg.	»	100
c) bei einem Gewicht des Stückes bis zu 1 kg.	»	120
aus 459 Ansichtspostkarten, zugeschnitten oder in ganzen Bogen.	»	150
468 Papierwäsche, auch ganz oder teilweise mit baumwollenen oder anderen Geweben überzogen oder mit Unterlagen oder Einlagen von Geweben und Gespinsten aller Art	»	70
<i>Anmerkung.</i> — Bei Papierwäsche sind durch Pressung nachgeahmte künstliche Nähte nicht als wirkliche Nähte anzusehen.		
475 Bilder auf Papier, durch Druck oder ein anderes Vervielfältigungsverfahren (Oleographie, Lithographie, Xylographie, Chromo-lithographie, Zinkographie usw.) hergestellt, auf Papier, Pappe oder Gewebe aufgezogen — mit Ausnahme des Bilderpapiers —, auch in weichem Einband und broschiert.	»	50

Zur Gruppe 2. » Bücher, Bilder, Gemälde.«

Anmerkung 1. — Die in den Tarifnummern 473 und 474 aufgezählten Gegenstände zahlen, wenn sie in festem Einband eingehen, einen Zollsatz von 20 Dinar für den Doppelzentner.

			Dinar.
aus 506	aus 1. Porzellanisolatoren in Verbindung mit Eisen.....	1 dz	30
aus 536	3. Quadratisch, rund, halbrund, hohl oder gerippt gewalztes Eisen, überhaupt alles gewalzte Eisen für Bauzwecke; Bandisen	»	2 50
	4. Fassoneisen (T-, H-, Z-, L-, +-Eisen usw.)	»	2 50
aus 539	Eiserne Röhren aller Art, mit Ausnahme der Röhren für Dampfkessel und Kühlanlagen, auch Röhrenverbindungsstücke:		
	aus 1. geschmiedet, gewalzt oder gezogen:		
	a. unbearbeitet oder gewöhnlich bearbeitet.....	»	8 50
aus 549	Sägen, Sägeblätter und Feilen..	»	10
	Baum-, Hecken-, Rosen-, Rebscheren bzw. -messer, Schafscheren, Blehscheren und sonstige anderweit nicht genannte Messer und Scheren für den gewerblichen und landwirtschaftlichen Gebrauch.....	»	7 50
aus 557	Drahtstifte und Nägel, auch grosse (Gerüstnägel), sowie anderweit nicht genannte Stifte, geschnitten, geschmiedet:		
	1. gewöhnlich bearbeitet, ohne Verbindung mit anderen Metallen	»	7
	Anmerkung. Unter den Zollsatz von 7 Dinar fallen auch Hufnägel.		
563	Schlösser und Schlüssel:		
	1. ohne Verbindung mit anderen unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle	»	25
	2. mit Schlüsselrohren, Riegelplatten, Schlüssellochdecken und dergleichen aus anderen unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle.....	»	50
aus 568	Messerschmiedewaren, gegossen, gepresst, geschmiedet, nur aus Eisen oder in Verbindung mit Holz, Porzellan, Glas, Bein, Horn, Elfenbein- oder Schildpattnachahmungen	»	60
aus 574	1. Nähnadeln, auch solche mit goldenen Ohr.....	»	120

		Dinar.
2.	Nadeln für Näh-, Strick-Stick und andere Maschinen.....	1 dz 50
aus 3.	Stecknadeln.....	» 50
575	Anderweit nicht genannte Waren aus Gusseisen, auch in Verbin- dung mit Holz :	
1.	roh oder gewöhnlich bear- beitet :	
a.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 100 kg.	» 6
b.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 50 bis 100 kg.....	» 8
c.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 5 bis 50 kg.....	» 10
d.	bei einem Gewicht des Stückes bis zu 5 kg.....	» 12
2	fein bearbeitet :	
a.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 100 kg	» 12
b.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 50 bis 100 kg.....	» 16
c.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 5 bis 50 kg.....	» 20
d.	bei einem Gewicht des Stückes bis zu 5 kg.....	» 24
577	Waren aus Schmiedeeisen, ander- weit nicht genannt oder inbegrif- fen, auch in Verbindung mit Holz :	
1.	roh oder gewöhnlich bear- beitet :	
a.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 100 kg	» 10
b.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 25 bis 100 kg.....	» 14
c.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 3 bis 25 kg.....	» 18
d.	bei einem Gewicht des Stückes bis zu 3 kg.....	» 24
2.	fein bearbeitet :	
a.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 100 kg	» 16
b.	bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 25 bis 100 kg.....	» 20

Dinar.

c. bei einem Gewicht des Stückes von mehr als 3 bis 25 kg	1 dz	27
d. bei einem Gewicht des Stückes bis zu 3 kg	»	40

Zur Gruppe
XIV, 2 a :
• Eisen und
Eisenwaren.

Anmerkung 2. Hinsichtlich der Bearbeitung unterscheidet man bei den Erzeugnissen aus Eisen solche, die gewöhnlich, und solche, die fein bearbeitet sind.

Als gewöhnlich bearbeitet—zum Unterschied von roh (nicht bearbeitet)—betrachtet man alle gefeilten, gefrästen, abgedrehten, geschliffenen, durch Ausglühen gebläuten, einfach gefärbten und als solche vernieteten, verschraubten oder in ähnlicher Weise in sich verbundenen Waren. Als gewöhnlich bearbeitete Waren kommen auch diejenigen zur Verzollung, welche unmittelbar nach der Fertigstellung ein glattes und blankes Aussehen erhalten.

Als fein bearbeitet werden solche Waren betrachtet, welche fein gefärbt, bemalt, verniert, lackiert, emailliert, oxydiert, poliert, mit unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle (mit Ausnahme von Kupfer, Nickel und Aluminium sowie Legierungen von Kupfer, Nickel und Aluminium) überzogen sind.

613 Draht und Blech (Platten) aus Kupfer :

1. roh oder gewöhnlich bearbeitet :		
a. 0,5 mm und darüber stark	»	20
b. unter 0 5 mm stark	»	30
2. fein bearbeitet :		
a. 0,5 mm und darüber stark	»	30
b. unter 0,5 mm stark	»	40

617 Kesselschmiedearbeiten (Kessel, Brennblasen und andere Destillierapparate), mit Ausnahme der Kessel für Dampfmaschinen:

1. roh.....	»	80
2. gewöhnlich bearbeitet.....	»	100
3. fein bearbeitet.....	»	130

Anmerkung 2. — Für die Waren der Gruppen b, c, d, e, f und g gilt hinsichtlich ihrer Bearbeitung die Anmerkung 2 zu Gruppe 2a.

Zu den
Gruppen XIV2
b,c,d,e,f, und, g.

			Dinar.
aus	625 Draht aus unedlen Metallen oder Legierungen unedler Metalle :		
	1. vergoldet.....	1 dz	300
	2. versilbert.....	»	250
aus	626 Vergoldete und versilberte leonische Gespinnste, wenn der Kern besteht :		
	a. aus Seide.....	»	500
	b. aus anderen Spinnstoffen	»	400
aus	627 Leonische Waren aus vergoldeten und versilberten Gespinnsten, auch mit seidennem Kern.....	»	600
aus	639 Nähmaschinen.....	»	5
	641 Maschinen und Apparate, anderweit nicht genannt oder inbegriffen.....	»	6
	642 Dynamomaschinen, Elektromotoren, Umformer und andere elektrische Motoren nebst Zubehör und Teile derselben :		
	1. bei einem Gewicht der Maschine von mehr als 30 dz.	»	15
	2. bei einem Gewicht der Maschine von mehr als 5 bis zu 30 dz.....	»	22
	3. bei einem Gewicht der Maschine von 5 dz oder weniger.....	»	30
	643 Transformatoren, Kondensatoren, Akkumulatoren, Elektroden und Teile derselben.....	»	20
aus	645 Kabel und andere nicht genannte Leiter für den elektrischen Strom :		
	1. mit Schutzhüllen aus Metall, Draht, Blech usw.....	»	20
	2. mit Schutzhüllen aus Papier, Asbest, Kautschuk, Gutta-percha und deren Ersatzstoffen.....	»	20
	aus 3. mit Schutzhüllen aus Spinnstoffen :		
	b) aus anderen als aus Seide.	»	30
aus	646 Telegraphische und telephonische Apparate, Gegenstände für die Installation von Hausläutewerken, Mikrophoné, galvanische, Trocken und Thermoelemente	»	60

		Dinar.
Messapparate (Ampère-, Watt-, Voltmesser), Zähler (Strommesser), Schalter, Sicherungen, Widerstandsapparate (Rheostate), Kommutatoren aller Art.	1 dz.	75
<i>Anmerkung:</i> Messapparate, Zähler, Schalter, Sicherungen, Widerstandsapparate und Kommutatoren, welche Zubehör zu den in Nr. 642 aufgeführten Maschinen sind und mit diesen zusammen eingehen, werden mit den Maschinen zu den für die letzteren vorgeschriebenen Sätzen verzollt.		
647 Elektrische Lampen :		
1. Bogenlampen.....	»	60
2. Glühlampen.....	»	120
648 Montierte Kugeln und Birnen für elektrische Lampen.....	»	120
Anderes Zubehör für elektrische Beleuchtung, wie Fassungen für elektrische Lampen, Schalter, Sicherungen, Isolationsgegenstände, Schalthähne usw ..	»	75
659 Instrumente und Apparate : mathematische, geometrische, physikalische, chemische, chirurgische ; Manometer, Vakuummeter, Mikrometer, Indikatoren, Aräometer, Hydrometer, Erdgloben.....	»	125
aus 660 1. Klaviere, Harmoniums und ähnliche Instrumente mit Tasten.....	1 Stück	100
2. Harmonikas.....	1 dz	135
aus 7. Mundharmonikas.....	»	60
aus 665 Pendel-, Schwarzwälder-, und andere Wanduhren aller Art, ferner Uhren nach amerikanischem System.....	»	120
670 Kinderspielzeug :		
1. aus Holz :		
a) roh, bloß gehobelt, geschnitten oder gedrechselt, nicht gefärbt, nicht angestrichen und ohne Verbindung mit anderen Stoffen.	»	60
b) fein bearbeitet, gefärbt, lackiert, poliert, bemalt, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen....	»	60

c) in Verbindung mit feinen Stoffen.....	1 dz	Dinar. 60
d) in Verbindung mit feinsten Stoffen.....	»	120
2. aus weichem Kautschuk :		
a) nur aus Kautschuk in Verbindung mit gewöhnlichen Stoffen.....	»	60
b) in Verbindung mit feinen Stoffen.....	»	60
c) in Verbindung mit feinsten Stoffen.....	»	120
3. alles andere Kinderspielzeug :		
a) ohne Verbindung mit anderen Stoffen.....	»	60
b) in Verbindung mit anderen Stoffen :		
α. mit gewöhnlichen und feinen Stoffen.....	»	60
β. mit feinsten Stoffen..	»	120

ALLGEMEINE BEMERKUNGEN ZUM TARIF.

I. Im Sinne des Zolltarifs unterscheidet man Verbindungen der Waren mit gewöhnlichen, feinen und feinsten Stoffen :

1. Als feine Stoffe betrachtet man :

Leder, Kautschuk, Wachsmusselin und Wachstaf, Buchbinderleinwand; Bein und Horn ; künstliche Schnitzstoffe (mit Ausnahme der unter 2 aufgeführten Nachahmungen) ; verzierte und vernickelte unedle Metalle und Legierungen unedler Metalle ; Meerscham und Nachahmungen davon ; Nachahmungen von Elfenbein, Schildpatt und Perlmutter; Nachahmungen von Bernstein aus Glas ; Lava ; unechte leonische Drähte und Gespinste ; Gewebe (mit Ausnahme der unter 2 aufgeführten) ; unechte Perlen ; Stickereien auf anderen Stoffen als auf Seide.

2. Als feinste Stoffe betrachtet man :

Echtes Elfenbein, echtes Schildpatt, echtes Perlmutter, echten Bernstein und dessen Nachahmungen, mit Ausnahme derer aus Glas, Gagat, echt oder nachgeahmt ; Seidenwaren, Spitzen, Stickereien auf Seide, künstliche Blumen und Blätter, zugerichtete Schmuckfedern, Perückenmacherwaren und andere Erzeugnisse aus Menschenhaar ; Halbedelsteine, echt vergoldete oder versilberte unedle Metalle, echte leonische Drähte und Gespinste sowie Waren daraus, ferner Waren aus unechten leonischen Drähten und Gespinsten.

Waren in Verbindung mit edlen Metallen oder Edelsteinen sind den nach besonderen Bestimmungen des Tarifs zu verzollen.

3. Alle anderen Stoffe werden bei der Verzollung als gewöhnliche behandelt.

II. Unwesentliche Nebenbestandteile, welche blos zur Befestigung und Verbindung der einzelnen Bestandteile von Waren dienen, z. B. Nägel, Nieten, Schrauben, Haften, Schliessen, Klammern, Haken, Reifen, Beschläge, Gewinde, Riegel, Schlösser (mit Schlüsseln), Bänder, Fäden, Schnüre, Riemen, Stricke, ferner unwesentliche Verzierungen, innere Ausfütterungen oder Bodenbeläge sind bei der zollamtlichen Behandlung unbeachtet zu lassen.

III. Sofern verschiedenartige Zollzuschläge gleichzeitig zur Berechnung kommen, wird bei jedem derselben von dem ur-

sprünglichen Grundzollbetrag ausgegangen.

- IV. Insoweit der Zollsatz einer Ware vom Zollsatz einer anderen, im Vertragstarif aufgeführten Ware abhängig ist, wird der erstere Zollsatz nach dem durch den Vertrag festgesetzten Satz und nicht nach dem Satz des allgemeinen Tarifs berechnet.

Tarif C.

Zölle bei der Einfuhr in das Deutsche Zollgebiet

Der in diesem Tarife genannte deutsche allgemeine Tarif ist der Zolltarif vom 25. Dezember 1902 in seiner durch das deutsche Reichsgesetz vom gleichen Tage bestimmten Fassung.

Nummer des deutschen allgemeinen Tarifs	Bezeichnung der Waren	Zollsatz für 1 Doppelzentner
		Mark
aus 1	Roggen	5
	2 Weizen und Spelz	5,50
aus 3	Gerste mit Ausnahme von Malzgerste	1,30
	4 Hafer	5
	7 Mais und Dari	3
	11 Speisebohnen, trockene (reife)	2,50
	Erbsen, Linsen, trockene (reife)	1,50
aus 28	Flachs, Hanf, gereinigt	frei
aus 33	Bohnen, Erbsen (Schoten), frisch	frei
aus 37	Küchengewächse, einschliesslich der als solche dienenden Feldrüben, zerkleinert, geschält, gepresst, getrocknet, gedarrt, gebacken oder sonst einfach zubereitet, soweit sie nicht unter Nr. 34 bis 36 des allgemeinen Tarifs fallen; unreife Speisebohnen und unreife Erbsen, getrocknet; Speisebohnen und Erbsen (reife und unreife), gebakten oder sonst einfach zubereitet	4
aus 45	Weintrauben (Weinbeeren) frisch, zum Tafelgenuss :	
	eingehend in Postsendungen von einem Gewichte bis 5 kg. einschliesslich	frei
	auf andere Weise eingehend	4
aus 46	Wal- und Haselnüsse, unreife (grüne) oder reife, auch ausgeschält, gemahlen oder sonst zerkleinert oder einfach zubereitet	2

(aus 47/49) Anderes Obst :

aus 47 frisch :

Apfel, Birnen, Quitten :

unverpackt :

vom 1. September bis 30. November

frei

vom 1. Dezember bis 31 August

2

verpackt

5

Aprikosen, Pfirsiche

2

Pflaumen aller Art, Kirschen, Weichseln

2

Mispeln, Wachholderbeeren

frei

aus 48 getrocknet, gedarrt (auch zerschnitten oder geschält) :

Pflaumen aller Art :

unverpackt oder nur in Fässern oder Säcken

bei mindestens 50 kg Rohgewicht

4

in anderer Verpackung

8

Wachholderbeeren

4

aus 49 gemahlen, zerquetscht, gepulvert oder in sonstiger Weise zerkleinert, auch eingesalzen, ohne Zucker eingekocht (Mus) oder sonst einfach zubereitet ; gegoren.

4

(74/76). Bau- und Nutzholz, im allgemeinen Tarif nicht besonders genannt :

74 Unbearbeitet oder lediglich in der Querrichtung mit der Axt oder Säge bearbeitet, mit oder ohne Rinde :

hart

0,12
oder
für 1 Festmeter
1,08

weich

für
1 Doppelzentner
0,12
oder
für 1 Festmeter
0,72

75 In der Längsrichtung beschlagen oder anderweit mit der Axt vorgearbeitet oder zerkleinert ; auch gerissene Späne und in anderer Weise als durch Reissen hergestellte Klärspäne :

hart

für
1 Doppelzentner
0,24
oder
für 1 Festmeter
1,92

weich

für
1 Doppelzentner
0,24
oder
für 1 Festmeter
1,44

76 In der Längsrichtung gesägt oder in anderer Weise
vörrichtet, nicht gehobelt :

hart.....	<div> <div>für 1 Doppelzentner</div> <div>0,80</div> <div>oder</div> <div>für 1 Festmeter</div> <div>6,40</div> </div>
weich.....	<div> <div>für 1 Doppelzentner</div> <div>0,80</div> <div>oder</div> <div>für 1 Festmeter</div> <div>4,80</div> </div>

81 Holzpflasterklötze 1

83 Fassholz (Fassdauben und Fassbodenteile), auch zu
solchem erkennbar vorgearbeitetes Holz (Stabholz),
ungefärbt, nicht gehobelt :

von Eichenholz	<div> <div>0,20</div> <div>oder</div> <div>für 1 Festmeter</div> <div>1,60</div> </div>
von anderem harten Holze.....	<div> <div>für 1 Doppelzentner</div> <div>0,30</div> <div>oder</div> <div>für 1 Festmeter</div> <div>2,40</div> </div>
von weichem Holze	<div> <div>für 1 Doppelzentner</div> <div>0,30</div> <div>oder</div> <div>für 1 Festmeter</div> <div>1,80</div> </div>

107 Federvieh lebend :

Gänse	frei
Hühner aller Art und sonstiges Federvieh.....	<div> <div>für 1 Doppelzentner</div> <div>4</div> </div>

aus 108 Fleisch, ausschliesslich des Schweinespecks, und
geniessbare Eingeweide von Vieh (ausgenommen
Federvieh) :

frisch, auch gefroren.....	35
einfach zubereitet.....	35

aus 110 Federvieh :

geschlachtet, auch zerlegt, nicht zubereitet.....	15
gespickt oder sonst einfach zubereitet	20

aus 126 Schmalz von Schweinen und Gänsen 10

127 Schweine- und Gänsefett, roh (uneingeschmolzen,
unausgepresst), mit Ausnahme des Schweine-
specks und der Flomen (Fliesen, Liesen) ; ferner
Grieben zum Genusse

5

131 Butter, frisch, gesalzen oder eingeschmolzen (But-
terschmalz)..... 20

136 Eier von Federvieh und Federwild, roh oder nur in
der Schale gekocht, auch gefärbt, bemalt oder in
anderer Weise verziert.....

2

147	Bettfedern, auch gereinigt oder zugerichtet (geschlissen usw.).....	frei
152	Seidengehäuse (Seidenkokons).....	frei
aus 153	Felle und Häute zur Lederbereitung, roh (grün, gesalzen, gekalkt, getrocknet), auch enthaart (Blössen) und gespalten, jedoch nicht weiter bearbeitet, sowie Teile von solchen Fellen und Häuten, z. B. Flanken, Wammen, Kehlen, Hals- und Kopfteile	frei
484	Taue, Seile, Stricke, Bindfaden (lediglich durch Zusammendrehen von Seilfäden [starken eindräh-tigen Seilergarnen] hergestellte nicht schnur-artige Seilerwaren) aus Spinnstoffen des Abschnit-tes 5D des allgemeinen Tarifs ohne Beimischung von Baumwolle oder tierischen Spinnstoffen :	
	im Durchmesser von 5 Millimeter oder darüber	10
	im Durchmesser von mehr als 1, aber weniger als 5 Millimeter, auch in Aufmachungen für den Einzelverkauf	22
544	Enthaarte halb- oder ganzgare, noch nicht gefärbte oder weiter zugerichtete Schaf- und Ziegenfelle, auch Lamm- und Zickelfelle, ungespalten oder gespalten	3

AUTRICHE-HONGRIE. — BELGIQUE.

Traité de Commerce et de Navigation du 12 février 1906.

(Ratifié le 5 mars 1906).

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, d'autre part,

Animés du désir de resserrer les liens d'amitié et d'étendre les relations commerciales et maritimes existant entre leurs Etats respectifs, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. le Baron de Borchgrave, Grand Officier de l'Ordre de Léopold, décoré de la croix civique de première classe, Chevalier de première classe de l'Ordre Impérial de la Couronne de fer, Chevalier de l'Ordre Impérial de Léopold, etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, et Roi Apostolique de Hongrie :

M. Agenor Comte Goluchowski de Goluchowo, Son Conseiller intime et Chambellan, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, etc., Grand

Cordon de l'Ordre Royal Belge de Léopold, etc., Ministre de la Maison Impériale et Royale des Affaires étrangères,

Lesquels, après avoir trouvé leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique : les ressortissants des Parties contractantes ne seront pas soumis à raison de leur commerce et de leur industrie dans les ports, villes et lieux quelconques des Etats respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des droits, taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ni plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux, et les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques, dont jouiraient en matière de commerce ou d'industrie les ressortissants de l'une des Parties contractantes, seront communs à ceux de l'autre.

Les stipulations de cet article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans les territoires de chacune des Parties contractantes et applicables aux ressortissants de tout autre Etat.

ART. 2. — Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique.

Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et aux réquisitions militaires imposées aux nationaux et ils auront réciproquement droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur dans les pays respectifs.

ART. 3. — Les produits du sol et de l'industrie de la Belgique qui seront importés en Autriche-Hongrie et les produits du sol ou de l'industrie de l'Autriche-Hongrie qui sont importés en Belgique, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports. Nommément, toute faveur, toute immunité et toute réduction du tarif des droits d'entrée que l'une des Parties contractantes accordera à une tierce Puissance, sera, immédiatement et sans condition, étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas :

1^o Aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter les rapports de frontière, ni aux réductions ou franchises de droits de douane qui ne s'appliquent qu'à certaines frontières déterminées ou aux habitants de certaines parties du territoire ;

2^o Aux obligations imposées à l'une des Parties contractantes par des engagements d'une union douanière contractée déjà, ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

ART. 4. — Les produits du sol et de l'industrie de l'Autriche-Hongrie énumérés dans le tarif *A* annexé au présent traité n'acquitteront pas en Belgique, à leur entrée par terre ou par mer, des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés par ledit tarif. De même, les produits du sol et de l'industrie de la Belgique énumérés au tarif *B* annexé au présent traité n'acquitteront pas en Autriche-Hongrie, à leur entrée par terre ou par mer, des droits autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés par ledit tarif.

Dans le trafic entre les territoires des Parties contractantes, l'application des tarifs de faveur du présent traité aux marchandises y énumérées qui ont une certaine importance économique pour le pays exportateur, ne pourra être subordonnée à la production d'un certificat d'origine que dans le cas où cette formalité serait exigée par une nécessité importante de la politique commerciale.

ART. 5. — Certaines marchandises étant soumises en Autriche-Hongrie à des droits plus élevés à l'entrée par terre qu'à l'entrée par mer, il est entendu que pour aucune de ces marchandises, ces différences de droits ne seront aggravées et qu'aucun nouveau droit différentiel favorisant les importations par mer ne sera établi pour de nouveaux articles sans l'assentiment de la Belgique. De son côté, la Belgique, qui n'a aucun droit différentiel favorisant les importations par mer, n'en établira pas non plus à l'avenir.

ART. 6. — A l'exportation vers la Belgique, il ne sera perçu en Autriche-Hongrie, et à l'exportation vers l'Autriche-Hongrie, il ne sera perçu en Belgique, d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

ART. 7. — Le transit des marchandises venant de la Belgique ou y allant sera exempt en Autriche-Hongrie et le transit des marchandises venant de l'Autriche-Hongrie ou y allant sera exempt en Belgique de tout droit de transit, sans préjudice du régime spécial concernant la poudre à tirer et les armes de guerre.

ART. 8. — Les parties contractantes s'engagent à ne pas entraver les rapports commerciaux entre leurs territoires par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit.

Il ne pourra y avoir d'exception à cette règle que :

a. Pour les monopoles d'État actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

b. Par égard à la sûreté publique et à la police sanitaire et vétérinaire, notamment dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux régissant la matière ;

c. Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre.

La réserve faite à l'alinéa *b* s'étend également aux mesures prohi-

bitives prises dans le but d'empêcher, dans l'intérêt de l'agriculture, la propagation d'insectes ou d'organismes nuisibles.

ART. 9. — Le transit des armes, ainsi que celui des munitions et des matières explosibles pour lesquelles le transit n'est pas interdit, sera soumis au moins d'entraves possible.

Si le transit desdits objets est assujéti à une autorisation spéciale, l'autorité compétente devra statuer dans le plus bref délai possible sur l'octroi de cette autorisation.

ART. 10. — Les droits intérieurs de production, de fabrication ou de consommation, qui grèvent ou grèveraient dans les territoires de l'une des Parties contractantes les produits nationaux, soit pour le compte de l'État, soit pour le compte des provinces, des administrations municipales ou des corporations, ne pourront frapper, sous aucun prétexte, ni d'un taux plus élevé, ni d'une manière plus onéreuse, les produits similaires provenant des territoires de l'autre Partie contractante.

Si l'une des parties contractantes juge nécessaire d'établir un nouveau droit d'accise ou de consommation ou un supplément de droit sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans les tarifs annexés au présent traité, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit ou d'un supplément de droit égal ou correspondant.

Le présent article ne vise pas les droits d'entrée. L'Autriche-Hongrie consent à ce qu'il ne soit pas appliqué en Belgique aux droits d'accise perçus sur le vin pour autant que ce produit soit exempt de droits d'entrée.

ART. 11. — Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés à exercer un commerce ou une industrie dans les territoires de l'une des Parties contractantes où ils ont leur domicile et qu'ils y acquittent les impôts et taxes légales, pourront, dans les territoires de l'autre Partie contractante, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achats chez les négociants ou chez les producteurs, ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons, chez des négociants ou d'autres personnes qui font le commerce des marchandises qui leur sont offertes.

Aussi longtemps que lesdits négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs établis en Belgique voyageant en Autriche-Hongrie pour le compte d'une maison belge seront exempts du paiement d'un droit de patente ou de l'impôt sur le revenu de l'exercice du commerce ou de l'industrie sus-mentionné, par réciprocité, il en sera de même pour les négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs établis en Autriche-Hongrie, voyageant en Belgique pour le compte d'une maison autrichienne ou hongroise, le droit de la nation la plus favorisée restant d'ailleurs réciproquement sauvegardé.

Les industriels (commis-voyageurs) munis d'une carte de légitimation pourront porter avec eux des échantillons, mais pas de marchandises.

Les cartes de légitimation seront délivrées d'après le formulaire ci-joint (annexe C).

Les Parties contractantes se feront réciproquement connaître quelles sont les autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation et elles se communiqueront les dispositions légales auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les objets passibles d'un droit de douane, à l'exception des articles de consommation qui seront importés comme échantillons seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets soient réexportés dans un délai fixé à l'avance et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les territoires des Parties contractantes à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les ouvrages en métaux précieux qui, après l'accomplissement des formalités relatives à l'importation temporaire et moyennant le versement d'un cautionnement correspondant à la valeur commerciale de la marchandise, sont importés par les voyageurs de commerce uniquement en vue d'être exhibés comme échantillons et qui ne peuvent conséquemment entrer dans la libre circulation seront, à la demande des intéressés, dispensés de l'obligation du poinçonnage pour la garantie du contrôle des ouvrages en métaux précieux. Le cautionnement versé pourra être confisqué en cas de non-réexportation des échantillons dans les délais prescrits.

ART. 12.— Sous la réserve des dispositions à résulter éventuellement d'un arrangement ultérieur spécial sur la matière, les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés d'assurance, domiciliées dans les territoires de l'une des Parties contractantes et à condition qu'elles y aient été valablement constituées conformément aux lois et règlements, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans les territoires de l'autre Partie contractante, et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre. La question de savoir si et dans quelle mesure ces sociétés pourront acquérir dans les territoires de l'autre Partie contractante des biens-fonds ou tout autre capital, sera réglée d'après les lois en vigueur dans ces territoires.

Quant à l'admission à l'exercice de leur commerce ou leur industrie dans les territoires de l'autre partie contractante, cette admission reste soumise aux lois et prescriptions qui existent dans ces territoires.

En ce cas, ces sociétés jouiront dans les territoires de l'autre Partie contractante des mêmes droits que ceux qui sont ou seraient accordés aux sociétés analogues légalement reconnues d'une tierce Puissance.

ART. 13. — Le traitement réservé au pavillon national pour tout ce qui concerne les navires ou leur cargaison sera réciproquement garanti aux navires des Parties contractantes soit en Autriche-Hongrie, soit dans le Royaume de Belgique.

Il est fait exception à cette stipulation en ce qui concerne le cabotage et la pêche nationale dans les territoires respectifs.

ART. 14. — Les Parties contractantes se réservent de régler le plus tôt possible par la conclusion d'une Convention la protection réciproque des brevets d'invention, des marques de fabrique et de commerce, des dessins industriels et des modèles, des noms et des raisons sociales de leurs ressortissants.

Jusqu'à la conclusion de cet arrangement, les dispositions actuellement en vigueur relativement à la disposition réciproque de la propriété industrielle (article 1^{er} du présent Traité et Déclaration entre l'Autriche-Hongrie et la Belgique du 12 janvier 1880 concernant les marques de fabrique et de commerce) sont maintenues.

ART. 15. — Les consuls et autres agents consulaires belges en Autriche-Hongrie jouiront de tous les privilèges, exemptions ou immunités dont jouissent les consuls et autres agents de même qualité de la nation la plus favorisée.

Il en sera de même en Belgique pour les consuls et autres agents consulaires de l'Autriche-Hongrie.

En ce qui concerne l'exemption des impositions directes, il est entendu que celle-ci est limitée aux consuls de carrière, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants de la Partie contractante dans les territoires de laquelle ils remplissent leurs fonctions, qu'ils ne fassent aucun commerce et qu'ils n'exercent aucune industrie ni profession quelconque. Cette exemption ne s'applique pas toutefois aux contributions imposées à raison de la possession de biens immeubles.

ART. 16. — Les consuls et autres agents consulaires de l'une des Parties contractantes, résidant dans les territoires de l'autre, y pourront faire arrêter ou renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les marins ou toute autre personne qui, faisant, à quelque titre que ce soit, partie des équipages d'un navire national, en auraient déserté dans un des ports appartenant à l'autre Partie contractante.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls et autres agents consulaires, jusqu'à ce que ces consuls ou agents consulaires aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seront mis en liberté, après un avis donné au consul trois jours à l'avance, et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins ou autres gens de l'équipage sont exceptés de l'application des stipulations du présent article, lorsqu'ils sont ressortissants de la Partie contractante dans les territoires de laquelle la désertion s'est effectuée.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul ou de l'agent consulaire qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître aura rendu son jugement et qu'après que ce jugement aura eu son effet.

ART. 17. — Le présent traité s'étend aux pays qui appartiennent actuellement ou appartiendront à l'avenir au territoire douanier de chacune des Parties contractantes.

ART. 18. — S'il s'élevait entre les Parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application des tarifs A et B annexés au présent traité, y compris les dispositions additionnelles relatives à ces tarifs, ou sur l'application en fait de la clause de la nation la plus favorisée à l'égard de l'exécution des autres tarifs conventionnels, le litige, si l'une des Parties contractantes en fait la demande, sera réglé par voie d'arbitrage.

Pour chaque litige le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante : chacune des Parties contractantes nommera comme arbitres parmi ses ressortissants deux personnes compétentes qui s'entendront sur le choix d'un surarbitre, ressortissant d'un Etat tiers ami. Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période à déterminer, la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de surarbitre.

Le cas échéant, et sous la réserve d'une entente spéciale à cet effet, les Parties contractantes soumettront aussi à l'arbitrage les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation et de l'application d'autres clauses du présent Traité que celles prévues à l'alinéa premier.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage dans les cas prévus à l'alinéa premier et troisième du présent article, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans les territoires de la Partie contractante défenderesse ; au second cas, dans les territoires de l'autre Partie, et ainsi de suite, alternativement dans les territoires de chacune des Parties contractantes. Celle des parties sur les territoires de laquelle siégera le tribunal désignera le lieu du siège, elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront, soit dans chaque cas d'arbitrage, soit pour tous les cas, sur la procédure à suivre par le tribunal. A défaut de cette entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties n'élève d'objections. Dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les commissions rogatoires émanant de ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au gouvernement compétent, leur

assistance de la même manière qu'elles la prêtent lorsqu'il s'agit de réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899 sera appliqué.

ART. 19. — Le présent Traité entrera en vigueur le 1^{er} mars 1906 et restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917.

Les Parties contractantes se réservent toutefois la faculté de dénoncer douze mois avant le 19 décembre 1915 le présent Traité, auquel cas il cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 1916. Si aucune des Parties contractantes ne faisait usage de cette faculté et n'avait notifié douze mois avant le 31 décembre 1917 son intention d'en faire cesser les effets, le Traité demeurerait exécutoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aurait dénoncé.

ART. 20. — Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Vienne le plus tôt possible. (1)

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, le 12 février 1906.

(L.S.) BORCHGRAVE.

(L.S.) GOLUCHOWSKI.

Tarif A.

Droits à l'entrée en Belgique.

Numéros du tarif des douanes belges en vigueur au moment de la conclusion du traité.	Désignation des marchandises.	Bases.	Droits.	
			fr.	c.
ex 1	Amidon.....	»		Libre.
ex 2	Animaux vivants :			
	— Espèce ovine :			
	— Béliers, brebis et moutons.....	Tête.	2	00
	— Agneaux.....	Idem.	1	00
	— Volailles.....	»		Libres.

(1) L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 5 Mars 1906.

ex 5	Bières en cercles.....	Hectolitre.	fr. c. 5 00
ex 6	Bois de chêne en grume ou non scié..	Mètre cube.	1 00
	Bois de chêne refendus pour douves, merrains et caisses.....	<i>Idem.</i>	1 00
ex 17	Riz pelé.....	»	Libre.
ex 24	Fils de lin ou d'autres filaments végé- taux non spécialement tarifés.....	»	Libres.
ex 26	Farines autres que la farine d'avoine..	100 kilogr.	2 00
ex 27	Lingerie en tissu de lin avec ourlets à jour faits à la machine, sans autre ornement ni broderie.....	Valeur.	15 p. 100
ex 37	Laine.....	»	Libre.
	Chanvre brut.....	»	Libre.
ex 40	Meubles en bois courbé.....	Valeur.	10 p. 100
ex 46	Papiers autres qu'à meubler, y com- pris le carton.....	100 kilogr.	4 00
ex 48	Peaux, brutes.....	»	Libres.
ex 53	Sels de source (sels de Carlsbad et autres analogues).....	»	Libres.
	Chlorure de chaux.....	»	Libre.
	Chlorure de baryum.....	»	Libre.
	Chryolite factice.....	»	Libre.
	Permanganate de potasse.....	»	Libre.
	Potasse caustique.....	»	Libre.
	Lessive caustique, sans savon.....	»	Libre.
	Oxyde d'étain.....	»	Libre.
ex 54	Produits divers pour l'industrie, dési- gnés ci-après : Bandes en tissu de laine, pour presses à filtrer ; tissus dits <i>Etreindelles</i> en poils grossiers pour presses à huile ; tissus de laine feutrés pour fabriques de faïence et de porce- laine ; tissus en feutre de laine et tissus feutrés pour papeterie ; tissus de laine foulés destinés à la fabrika- tion de filtres pour le travail des couleurs d'aniline.....	Valeur.	5 p. 100
	<i>Remarque.</i> — Les importateurs doivent justifier à la satisfaction de la douane que les produits sont réellement destinés à l'usage indiqué.		
ex 62	Extraits de matières à tanner.....	»	Libres.
ex 64	Feutre de laine.....	Valeur.	10 p. 100

Remarque. — Sont compris sous ce
numéro les feutres de laine recouverts
d'un enduit imperméable destinés à la
fabrication des chaussures ; les lanières de
feutre de laine pouvant servir à différents

usages, notamment à la confection de chaussures et de paillassons ; les plaques de feutre de laine simplement découpées pour dessous de selles et doublures de vêtements ; les plateaux de feutre de laine simplement découpés pour la fabrication de chapeaux.

ex 64	Tresses de jonc, de sparte, d'écorce et de fibre de palmier.....	<i>Idem.</i>	10 p. 100
ex 65	Graines, non compris les graines oléagineuses.....	»	Libres.
ex 67	Gibier tué.....	100 kilogr.	15 00
	Volaille tuée.....	<i>Idem.</i>	30 00

Tarif B

Droits à l'entrée en Autriche-Hongrie

Numéros du tarif austro- hongrois	Désignation des marchandises	Bases	Droits couronnes
ex 35.	Raisins frais de table, en colis postaux	»	Exempts
ex 37 a-c	Fruits non dénommés ailleurs, frais :		
	1. Pommes, poires et coings :		
	a. en vrac.....	»	Exempts
	b. en sac :		
	a. d'au moins 50 kilogrammes poids brut :		
	— du 1 ^{er} septembre au 30 novembre.....	»	Exempts
	— du 1 ^{er} décembre au 31 août. 100 kilogr.		2 00
	β de moins de 50 kilogrammes	<i>Idem.</i>	2 00
	2. Prunes :		
	a. Prunes (du prunier domestique) :		
	— du 1 ^{er} septembre au 30 novembre.....	»	Exempts
	— du 1 ^{er} décembre au 31 août... 100 kilogr.		2 40
	3. Autres fruits non spécialement dénommés (à l'exception des abricots, des pêches, des cerises, des griottes, des fraises et des autres prunes).....	»	Exempts

Remarque. Les pommes, les poires et les coings importés sans récipients ou en sacs d'au moins 50 kilogrammes poids brut, dans des wagons à compartiments, seront considérés, suivant le cas, comme fruits non emballés ou comme fruits

en sacs, à la condition que les wagons n'aient pas plus de huit compartiments.

Couronnes

Les compartiments des wagons peuvent être recouverts ou revêtus de paille ou de papier, ou même préparés avec des couches de paille.

ex 56a-e	Plantes vivantes (même en pots ordinaires en baquets ou similaires):		
	— Palmiers; lauriers; azalées des Indes; plants forestiers.....	»	Exempts
ex 73.	Volaille de toute espèce (excepté le gibier à plumes):		
	b. abattue, même vidée, plumée ou privée des extrémités.....	100 kilogr.	16 00
ex 76.	Huîtres.....	<i>Idem.</i>	40 00
	Homards.....	<i>Idem.</i>	60 00
ex 95.	Acide stéarique (stéarine).....	<i>Idem.</i>	14 00
103	Huile de lin et autres huiles grasses non spécialement dénommées, en tonneaux, en outres ou en vessies, à l'exception des vernis à l'huile.....	<i>Idem.</i>	7 50
ex 104.	Huile de maïs, de pavot, de sésame, d'arachide, de faine et de tournesol, en tonneaux, en outres ou en vessies	<i>Idem.</i>	15 00
	<i>Remarque</i> aux nos 103 et 104. — Les huiles de ricin et d'arachides, pour usages techniques, en fûts et futailles, en outres et vessies, dénaturés sous contrôle des bureaux de douane spécialement autorisés à cet effet.....		
		<i>Idem.</i>	2 00
ex 132.	Extrait de viande:		
	— Solide.....	<i>Idem.</i>	72 00
	— liquide.....	<i>Idem.</i>	36 00
ex 183.	Fils de coton, à un bout, écrus:		
ex e.	— au-dessus du n° 80 jusqu'au n° 90 anglais.....	<i>Idem.</i>	33 00
	— au-dessus du n° 90 anglais.....	<i>Idem.</i>	28 00
ex 184.	Fils de coton, doublés, écrus:		
ex d, et e.	— Au-dessus du n° 60 anglais.....	<i>Idem.</i>	28 00
ex 220.	Laine peignée.....	»	Exempte
	<i>Remarque.</i> Dans le n° 220 rentre la laine peignée pesant plus de 8 grammes par mètre. La laine peignée en forme de fils grossiers demi-achevés rentre dans le n° 225.		
ex 225.	Fils peignés, non spécialement dénommés:		
ex c.	— blanchis, teints, imprimés, simples:		
	1. jusqu'au n° 45 métrique....	100 kilogr.	29 00
ex d.	— blanchis, teints, imprimés, doublés ou à plusieurs bouts:		
	1. jusqu'au n° 45 métrique.....	<i>Idem.</i>	38 00

			Couronnes
	Remarque au n° 225 b. — Fils doublés, dits <i>lasting</i> , du n° 40 jusqu'au n° 65 métrique, pour le tissage du <i>lasting</i> , moyennant permis et l'accomplissement des conditions et des mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance		»
			Exempts
ex 226.	Fils cardés et fils non spécialement dénommés du genre des fils cardés :		
ex c.	1. teints, simples.....	100 kilogr.	25 00
	Remarque au n° 226. — Les fils légèrement colorés dans le but de les distinguer pour le tissage (fils mâchurés intentionnellement) sont tarifés comme non colorés. Ces fils se distinguent des fils teints par leurs couleurs mates, qui disparaissent par un lavage à l'eau tiède (15 degrés centigrades).		
	Remarque aux n°s 325 et 226. —		
	1. Les fils composés de deux mèches d'une couleur différente (fils chinés à un bout), qui ont reçu une certaine torsion par le selfactor, sont considérés comme simples et tarifés d'après le n° 225 e 1 ou le n° 226 c 1.		
	2. Fils façonnés ou fils de fantaisie du n° 225 b, d et e 2, ainsi que du n° 226 b et c 2.....	100 kilogr.	25 00
	Sous cette dénomination sont compris des fils doublés ou à plusieurs bouts, écrus, blanchis, teints, imprimés ou mêlés, dont le filage est, à des distance précises, interrompu par des nœuds, des mailles, des spirales, etc.		
	Les fils, tordus fortement, qui forment de tels nœuds ou mailles en se touchant et se redressant s'ils sont tendus, n'y sont pas compris et sont tarifés d'après leur espèce.		
ex 244	Soie artificielle, même retorse :		
	a. blanche écrue, non teinte		Exempte.
ex 274	Corsets en tissu de coton ou de lin bordés de dentelles de coton ou de lin dont la largeur ne dépasse pas 2 centimètres.....	100 kilogr.	} Droit du tissu formant la partie dominante augmenté de 40 p. 100.
	Remarque au n° 274. — Les lacets en soie pure ou en demi soie, ainsi que les points de feston disposés sur un seul rang, restent sans influence sur la tarification des corsets.		
ex 329	Cuir à cardes, ainsi que dos à cardes et rubans à cardes pour la fabrication de cardes, moyennant permis et l'accomplissement des conditions et des mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance		
Remarque)		Idem.	20 00

ex 344 Articles industriels :

Coutures

b Courroies de transmission, plates, ainsi que courroies de chasse :

1. en cuir tanné à l'aide d'écorces *Idem.* 58 00

2. en cuir tanné à l'aide de matières minérales ou grasses, ainsi qu'en peaux brutes *Idem.* 68 00

Remarque au n° 344 *b*. — Sont également admis aux droits fixés pour les courroies de transmission les bandes de cuir simplement taillé, destinées à la fabrication des courroies de transmission.

Rentrent de même dans le n° 344 *b*, les lanières de couture, les lanières pour fouets de chasse et les lanières pour continues.

ex *c* Cordons de transmission en cuir taillé, non arrondis, même tournés..... *Idem.* 70 00

ex *d* Manchons pour continues ou bobinoirs, bandes et plaques pour taquets, plaques à volants pour la filature et le tissage, moyennant permis et l'accomplissement des conditions et des mesures du contrôle, à déterminer par voie d'ordonnance 100 kilogr. 65 00

ex 371 Verre creux ayant simplement des bouchons à l'émeri, ou bien le fond et les bords passés à la meule :

a. de couleur naturelle ou blanc (transparent) *Idem.* { 10 00 brut.

ex 375 Verre à glaces et verre en tables, non spécialement dénommés, bruts, non passés à la meule, non polis, non façonnés, non étamés, non colorés :

b. Verre en tables et verre brut coulé, d'une épaisseur de 5 millimètres et moins, chaque table mesurant en pourtour :

1. 240 centimètres ou moins ... *Idem.* { 10 00 brut.

2 plus de 240 jusqu'à 400 centimètres *Idem.* { 11 00 brut.

3. plus de 400 centimètres *Idem.* { 13 00 brut.

376 Verre à glaces et verre en tables, non spécialement dénommés, colorés, non passés à la meule, non polis, non façonnés, non étamés *Idem.* { 24 00 brut.

377 Verres à glaces et verre en tables, non spécialement dénommés, passés à la meule, polis, façonnés, courbés, même colorés ou recouverts :		Couronnes	
a. non biseautés, non étamés.....	Idem.	}	28 00
b. biseautés, mais non étamés; verre à vitraux, même blancs.....	Idem.		brut.
c. étamés	Idem.		29 00
			brut,
			30 00
			brut.
ex 394 a 2. Plaques de marbre ayant 16 centimètres ou moins d'épaisseur, brutes (dégrossies, fendues ou sciées).....		»	Exemptes.
ex 394 b 2. Plaques de pierre calcaire polissable, dite d'Ecaussines, pour billards, simplement adoucies d'un côté, d'une longueur d'au moins 2 mètres et d'une largeur d'au moins 1 mètre, moyennant permis et l'accomplissement des conditions et des mesures de contrôle à déterminer par voie d'ordonnance.....	100 kilogr.		4 00
Remarque aux nos 391, 394, 396, 408 et 409. — Tous les articles faits de pierre dite d'Ecaussines, c'est-à-dire d'une pierre calcaire polissable, sont tarifés comme les articles en marbre.			
ex 478 Armes et parties d'armes .			
ex b — Armes de tir :			
2. Fusils de chambre (carabine Flobert).....	100 kilogr.		50 00
3. Armes à feu portatives parachevées autres, même très finement ouvrees :			
— Fusils.....	Idem.		130 00
— Revolvers.....	Idem.		80 00
ex c — Parties d'armes à feu portatives :			
3. Autres pièces d'armes à feu portatives parachevées, même très finement ouvrees	Idem.		130 00
ex 530 Machines et appareils agricoles, non spécialement dénommés :			
ex c — Autres :			
1. en bois (c'est-à-dire contenant 75 p. 100 ou plus de bois).....	Idem.		15 00
ex 598b Acide muriatique	Idem.		0 80
ex 599a Chlorate de potasse et chlorate de soude	Idem.		10 00

Annexe C.

Carte de Légitimation industrielle pour voyageurs
de commerce.

Valable pour l'année 19

Il est certifié par la présente que le sieur N...
fait le commerce (possède une fabrique) de
sous la raison sociale

est au service de la maison de commerce
en qualité de voyageur de commerce, et que cette maison fait le com-
merce (possède une fabrique) de à

Le sieur N... désirant recueillir des commandes et
faire des achats de marchandises pour le compte de la susdite raison
sociale, ainsi que pour celui des raisons sociales suivantes

en Autriche-Hongrie
en Belgique

Il est certifié, en outre, que l dite raison
sociale acquitte dans son (leur) pays les droits régle-
mentaires pour l'exercice de son (leur) commerce.

Le porteur de la présente carte de légitimation est autorisé à recueil-
lir des commandes et à faire des achats de marchandises, mais exclu-
sivement en voyageant et seulement pour compte de dite
raison . Il pourra porter avec lui des échantillons, mais non
des marchandises. En recueillant des commandes et en faisant des
achats, il aura à se conformer aux règlements en vigueur dans chaque
État pour les voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée, et
il devra toujours être muni de la carte de légitimation.

(Lieu, date, signature et sceau de l'autorité qui délivre la carte.)

(Signalement, domicile et signature du voyageur de commerce.)

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce conclu à la date de ce jour entre la Belgique et l'Autriche-Hongrie, les sous-signés sont convenus de ce qu'il suit :

A l'article 1^{er}.

Les dispositions de l'article 1^{er} relatives à l'établissement et à l'exercice des professions ne seront pas appliquées dans les territoires des Parties contractantes, aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs, au commerce et aux professions exclusivement ambulants.

A l'article 4.

1^o Les droits *ad valorem* fixés par le tarif douanier belge seront calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé, augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu de dédouanement.

Dans le cas où la procédure actuellement en vigueur pour le règlement des contestations sur la valeur de la marchandise et qui est basée sur l'article 2 de l'arrêté royal belge du 13 mai 1882 serait modifiée, les principes suivants seront observés :

a. Si la douane juge insuffisante la valeur déclarée par l'importateur, il sera accordé à celui-ci un délai de cinq jours pour souscrire la déclaration supplémentaire réclamée par la douane ou pour s'en remettre à la décision de l'autorité chargée de trancher le litige.

b. Le fabricant ou le négociant pour le compte duquel l'importation a lieu, pourra, le cas échéant, soumettre par écrit ou présenter en personne ses moyens de défense à l'autorité compétente.

c. Aucune pénalité ne sera infligée si la différence entre la valeur déclarée et la valeur déterminée par la douane ou par l'autorité compétente n'atteint pas 10 p. 100 de cette dernière valeur. Cette règle ne s'appliquera pas au cas où il serait prouvé que l'importateur a déclaré une valeur insuffisante dans l'intention d'éluder frauduleusement les droits. Les droits seront toujours perçus sur l'excédent, quel qu'il soit ;

2^o La Belgique se réserve la faculté de convertir les droits *ad valorem* figurant au tarif A en droits spécifiques équivalents. A cet effet, la Belgique se mettra en rapport avec l'Autriche-Hongrie sur les conversions projetées, en tant qu'elles concernent les articles figurant audit tarif sous les numéros 27, 40, 54 et 64 (tresses). Dans le cas où l'accord sur les taux proposés ne serait pas établi dans un délai de trois mois, à dater du jour de la notification faite à l'Autriche-Hongrie, il sera fait appel au tribunal arbitral dans les conditions prévues à l'article 18 et la conversion ne pourra avoir lieu que conformément à la décision de ce tribunal ;

3^o Dans le cas où la Belgique se déciderait à augmenter les droits

sur les bois de chêne sciés, les droits ne dépasseront pas les taux indiqués ci-après :

2 francs le mètre cube pour les poutres sciées ;

2 francs le mètre cube pour les traverses de voies ferrées ;

6 francs le mètre cube pour les bois sciés autres.

Une surtaxe de un franc par mètre cube pourra être établie sur les bois de chêne teints, injectés ou ayant reçu une préparation chimique quelconque ;

4° Tant que le tarif de douane belge maintiendra, pour certaines marchandises désignées dans le tarif A annexé au présent traité, des droits autres que ceux fixés dans ce dernier tarif, l'importateur aura le choix entre les deux tarifications ;

5° Les Parties contractantes admettront réciproquement en franchise des droits d'entrée et de sortie les effets et le mobilier, y compris les machines et les outils des fabriques portant des traces d'usage, des personnes qui viennent s'établir dans leurs territoires, sous la réserve que les intéressés se conforment au règlement douanier sur la matière et qu'il soit reconnu que les objets sont en rapport avec leur position sociale.

Ne seront pas admis au bénéfice de cette exemption de droits les objets passibles de l'impôt indirect, les articles de consommation, le bétail et, en général, les marchandises et les objets de commerce.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité auquel il se rapporte⁽¹⁾, et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Vienne, le 12 février 1906.

(L. S.) BORCHGRAVE.

(L. S.) GOLUCHOWSKI,

*Certifié par le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères,*

Chevalier VAN DER ELST

BELGIQUE — BOLIVIE.

Dénonciation du Traité d'amitié, de commerce, et de navigation avec la Bolivie.

Par une communication officielle, du 30 août 1905, le Gouvernement bolivien a dénoncé le Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Santiago du Chili, le 17 août 1860, entre la Belgique et la Bolivie.

(1) Echange des ratifications, à Vienne, 5 mars 1906 (V. Monit. belge. 8 mars 1906).

BELGIQUE — BULGARIE.

En vertu d'un échange de notes intervenu entre le gouvernement belge et le gouvernement bulgare, le traitement réciproque de la nation la plus favorisée est applicable dans les relations commerciales entre la Belgique et la Bulgarie jusqu'au 31 décembre 1905. (*Moniteur du 24 septembre 1905*).

BELGIQUE — ÉTATS-UNIS.

Convention concernant l'échange réciproque des colis postaux entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique.

(19 novembre 1904) (1)

Animés du désir d'améliorer les relations entre la Belgique et les États-Unis d'Amérique, les soussignés, M. le baron Moncheur, Ministre de Belgique à Washington, et Robert J. Wynne, Postmaster-General des États-Unis d'Amérique, ont, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, arrêté les dispositions ci-après :

For the purpose of making better postal arrangements between the United States of America and Belgium, the undersigned, Robert J. Wynne, Postmaster-General of the United States of America and Baron Moncheur, Belgian Minister at Washington, by virtue of authority vested in them, have agreed upon the following articles for the establishment of a Parcels-Post system of exchanges between the United States and Belgium.

Article 1^{er}.

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent exclusivement à l'échange des colis postaux, suivant les règles qu'elle établit. Elles ne modifient rien aux arrangements de la Convention postale universelle, lesquels restent en vigueur comme par le passé. Toutes les dispositions qui suivent visent uniquement les dépêches échangées en exécution des articles de la présente Convention.

Article 1.

The provisions of this Convention relate only to parcels of mail matter to be exchanged by the system herein provided for, and do not affect the arrangements now existing under the Universal Postal Convention, which will continue as heretofore ; and all the agreements hereinafter contained apply exclusively to mails exchanged under these articles.

(1) *Moniteur belge*. 14 janvier 1905.

Article 2.

1. Peuvent être échangés aux conditions de la présente Convention, les marchandises et tous autres objets postaux, à l'exclusion des lettres, cartes postales et écrits de toute nature, lorsqu'ils sont admis au transport en trafic interne dans le pays d'origine ; toutefois, les colis ne pourront avoir une valeur supérieure à 250 francs. Les colis ne peuvent dépasser ni le poids de 2 kilogrammes (4 livres 6 onces) ni les dimensions suivantes : longueur maxima dans n'importe quel sens : 105 centimètres (3 pieds 6 pouces), longueur maxima et circonférence réunies : 180 centimètres (6 pieds).

Chaque colis doit être emballé de manière à permettre aux fonctionnaires de la douane et aux agents des postes et du chemin de fer délégués d'en vérifier facilement le contenu.

Sont exclus du transport, outre les articles que se notifieront mutuellement les deux pays :

Les publications qui enfreignent les lois sur la propriété littéraire en vigueur dans le pays de destination ; les poisons et les matières explosibles ou inflammables ; les substances grasses, liquides ou facilement liquéfiables ; les confitures et les pâtes ; les animaux morts ou vivants sauf les insectes et les reptiles complètement desséchés ; les fruits et les végétaux qui se décomposent facilement ; les substances qui exhalent une mauvaise odeur ; les billets, annonces ou circulaires de loteries ; tous les objets obscènes ou immoraux ; les objets qui sont de nature soit à endommager ou à détruire les dépêches, soit à blesser les personnes qui les manient.

Article 2.

1. There shall be admitted to the mails exchanged under this Convention, articles of merchandise and mail matter except letters, postcards, and written matter of all kinds that are admitted under any conditions to the domestic mails of the country of origin, except that no packet may exceed in value \$ 50 or the equivalent of that sum, four pounds six ounces (or two kilograms) in weight, nor the following dimensions : Greatest length in any direction, three feet six inches ; greatest length and girth combined, six feet ; and must be so wrapped or enclosed as to permit their contents to be easily examined by postmasters and customs officers ; and except that the following articles and such others articles as may be mutually agreed upon between the two countries, are prohibited admission to the mails exchanged under this Convention :

Publications which violate the copyright laws of the country of destinations ; poisons, and explosive or inflammable substances ; fatty substances, liquids, and those which easily liquefy ; confections and pastes ; live or dead animals, except dead insects and reptiles when thoroughly dried ; fruits and vegetables which easily decompose, and substances which exhale a bad odor ; lottery tickets, lottery advertisements, or lottery circulars ; all obscene or immoral articles ; articles which may in any way damage or destroy the mails, or injure the persons handling them.

2. Les colis admis par la présente Convention seront exempts de toute visite et de tout stationnement autre que ceux nécessités pour l'accomplissement des formalités en douane, ils seront transportés à destination par les moyens et voies les plus prompts tout en restant soumis aux lois et règlements respectifs du pays où ils voyagent.

2. All admissible articles of merchandise mailed in one country for the other, or received in one country from the other, shall be free from any detention or inspection whatever, except such as is required for collection of customs duties; and shall be forwarded by the most speedy means to their destination, being subject in their transmission to the laws and regulations of each country, respectively.

Article 3.

1. Aucune lettre ni communication ayant le caractère d'une correspondance personnelle ne peut être jointe au colis, y être inscrite ou enfermée.

2. Si une lettre ou une communication de l'espèce est découverte et si elle peut être enlevée au colis, elle sera remise à la poste; si elle ne peut être séparée du colis, celui-ci sera refusé. Toutefois, si les lettres ou des communications de même nature sont transportées par inadvertance, le pays de destination pourra les taxer au double du port, conformément aux stipulations de la Convention postale universelle.

3. Aucun colis ne peut contenir d'autres colis ou objets qui seraient revêtus d'adresses autres que celle qu'il porte. Si de semblables colis ou objets sont découverts dans un colis, ils sont expédiés séparément et taxés comme des envois distincts.

Article 4.

1. L'affranchissement des colis est obligatoire. Les taxes à payer au départ sont les suivantes :

Article 3.

1. A letter or communication of the nature of personal correspondence must not accompany, be written on, or enclosed with any parcel.

2. If such be found, the letter will be placed in the mails if separable, and if the communication be inseparably attached, the whole package will be rejected. If, however, any such should inadvertently be forwarded, the country of destination will collect on the letter or letters double rates of postage according to the Universal Postal Convention.

3. No parcel may contain packages intended for delivery at an address other than that borne by the parcel itself. If such enclosed packages be detected they must be sent forward singly charged with new and distinct Parcels-Post rates.

Article 4.

1. The following rates of postage shall in all cases be required to be fully prepaid with postage stamps of the country of origin, viz :

2. Au départ de la Belgique, pour un colis pesant 2 kilogrammes et moins (4 livres 6 onces) : 1 fr. 75 c.

3. Au départ des Etats-Unis d'Amérique, pour un colis dont le poids n'excède pas une livre (455 grammes) : 12 cents ; pour chaque livre ou fraction de livre, en sus 12 cents.

4. Les colis sont délivrés aux destinataires par les bureaux désignés dans les adresses francs de tous frais de transport ; cependant chaque pays peut, à son gré, percevoir du destinataire, pour factage et frais de formalités en douane, une taxe ne dépassant pas : 25 centimes en Belgique et cinq cents dans les Etats-Unis.

Article 5.

1. Au moment du dépôt d'un colis, le bureau où le colis est remis au transport, délivre à l'expéditeur un récépissé. Au départ des Etats-Unis d'Amérique, il est fait usage du formulaire conforme au modèle 1 ci-annexé.

2. L'expéditeur peut faire enregistrer son colis conformément aux règlements du pays d'origine.

3. Sur demande formulée par l'expéditeur d'un colis enregistré, il lui sera envoyé un avis de réception de son envoi ; chacun des pays pourra exiger, de ce chef, de l'expéditeur le paiement préalable d'une taxe n'excédant pas cinq cents pour les Etats-Unis d'Amérique et vingt-cinq centimes en Belgique.

2. In the United States, for a parcel not exceeding one pound in weight, twelve cents ; and for each additional pound, or fraction of a pound, twelve cents.

4. In Belgium, for a parcel whatever its weight, one franc, seventy-five centimes.

4. The parcels shall be promptly delivered to addressees at the post offices of address in the country of destination, free of charge for postage ; but the country of destination may, at its option, levy and collect from the addressee for interior service and delivery a charge the amount of which is to be fixed according to its own regulations, but which shall in no case exceed five cents in the United States or twenty-five centimes in Belgium for each parcel, whatever its weight.

Article 5.

1. The sender will, at the time of mailing the package, receive a certificate of mailing from the post office where the package is mailed, on a form like Form I annexed hereto.

2. The sender of a package may have the same registered in accordance with the regulations of the country of origin.

3. An acknowledgement of the delivery of a registered article shall be returned to the sender when requested ; but either country may require of the sender prepayment of a fee therefor not exceeding five cents in the United States or twenty-five centimes in Belgium.

4. Les destinataires de colis enregistrés sont avisés de l'arrivée des colis par le bureau de destination.

4. The addressees of registered articles shall be advised of the arrival of a package addressed to them, by a notice from the post office at destination.

Article 6.

1. L'expéditeur doit dresser, pour chaque colis, une déclaration en douane, établie sur formulaire spécial (voir annexe 2 à la présente convention), qu'il collera sur le colis ou y attachera. Cette déclaration doit mentionner la description générale du colis, l'indication précise de son contenu et de sa valeur, la date d'expédition, la signature et le lieu de résidence de l'expéditeur.

2. Les colis sont soumis, dans les pays de destination, à tous droits et à tous règlements de douane qui y sont en vigueur pour assurer la perception des revenus douaniers; les droits de douane régulièrement dus sont perçus à la livraison conformément aux règles douanières du pays de destination.

Article 6.

1. The sender of each parcel shall make a Customs declaration, pasted upon or attached to the package, upon a special form provided for the purpose (see Form 2 annexed hereto) giving a general description of the parcel, an accurate statement of its contents and value, date of mailing and the sender's signature and place of residence, and place of address.

2. The parcels in question shall be subject in the country of destination to all customs duties and all customs regulations in force in that country for the protection of its customs revenues; and the customs duties properly chargeable thereon shall be collected on delivery, in accordance with the customs regulations of the country of destination.

Article 7.

Chaque pays conserve, à son profit, la totalité de l'affranchissement et des frais d'enregistrement et de remise à domicile qu'il perçoit à charge des colis; conséquemment la présente Convention ne donne pas lieu à décomptes spéciaux entre les deux pays.

Article 7.

Each country shall retain to its own use the whole of the postages, registration and delivery fees it collects on said parcels; consequently, this Convention will give rise to no separate accounts between the two countries.

Article 8.

1. Les colis feront l'objet de dépêches distinctes à échanger directement entre les Etats-Unis d'Amérique et la Belgique. Le pays d'origine doit expédier ses dépê-

Article 8.

1. The parcels shall be considered as a component part of the mails exchanged direct between the United States and Belgium, to be despatched to destination by the coun-

ches au pays de destination à ses frais et à l'aide des moyens dont il dispose. Les colis doivent être enfermés, au choix du pays d'origine, soit dans les récipients construits spécialement pour cet usage, soit dans des sacs ordinaires à dépêches, marqués « Parcel post » « colis postaux » et clos solidement à l'aide de cachets à la cire ou autrement conformément aux dispositions qui seront arrêtées de commun accord dans les règles pour l'exécution de la présente Convention.

2. Chaque pays renverra au bureau expéditeur par le plus prochain courrier, tous les sacs et récipients vides, sauf arrangement contraire à intervenir à ce sujet entre les deux administrations.

3. Bien que les envois tombant sous l'application de la présente Convention soient transportés entre bureaux d'échange comme il vient d'être dit ci-dessus, les colis doivent être emballés de façon à garantir leur contenu contre les risques de perte, d'avarie ou de soustraction pendant leur transport a découvert du bureau de départ au bureau d'échange du pays d'origine et du bureau d'échange du pays de destination au bureau d'arrivée.

4. Chaque dépêche doit être accompagnée d'un relevé dressé en double expédition, mentionnant tous les colis expédiés, leur numéro d'ordre, le nom de l'expéditeur, le nom du destinataire et son adresse, le contenu du colis et sa valeur déclarée pour la douane. Ce relevé, conforme au formulaire annexe 3 à la présente Convention, doit être enfermé dans l'un des récipients ou dans l'un des sacs dont se compose la dépêche.

try of origin at its cost and by such means as it provides; but must be forwarded, at the option of the despatching office, either in boxes prepared expressly for the purpose or in ordinary mail sacks, marked « Parcels-Post » « Colis-Postaux » and securely sealed with wax, or otherwise, as may be mutually provided by regulations hereunder.

2. Each country shall promptly return empty to the despatching office by next mail, all such bags and boxes; unless some other arrangement shall be mutually agreed to.

3. Although articles admitted under this Convention will be transmitted as aforesaid between the exchange offices, they should be so carefully packed as to be safely transmitted in the open mails of either country, both in going to the exchange office in the country of origin and to the office of address in the country of destination.

4. Each despatch of a Parcels-Post mail must be accompanied by a descriptive list, in duplicate, of all the parcels sent, showing distinctly the list number of each parcel, the name of the sender, the name of the addressee and his address, and the declared contents and value; and must be enclosed in one of the boxes or sacks of such despatch (see Form 3 annexed hereto).

Article 9.

Les dispositions du présent Arrangement s'appliquent exclusivement aux dépêches à échanger en exécution de la présente Convention, entre le bureau de New-York ainsi que les bureaux de poste qui pourraient être désignés ultérieurement par la direction générale des postes des Etats-Unis, d'une part, et le bureau d'Anvers (Bassins et Entrepôt) ainsi que les bureaux belges qui pourraient être désignés ultérieurement par l'administration des chemins de fer de Belgique, d'autre part.

Article 10.

1. Dès que la dépêche parvient au bureau d'échange destinataire, celui-ci en vérifie le contenu.

2. Si le relevé des colis n'est pas joint, il est dressé d'office.

3^e Toutes les erreurs d'inscriptions découvertes lors de la vérification sont reconnues, par un second employé, redressées et annotées pour être signalées au bureau expéditeur par bulletin de vérification envoyé sous enveloppe spéciale.

4. Si un colis inscrit au relevé n'est pas parvenu, le manquant est attesté par un second employé, puis l'inscription est biffée et le fait signalé immédiatement.

5. S'il est constaté qu'un colis est insuffisamment affranchi, il n'est pas suppléé à l'insuffisance d'affranchissement, mais le fait est signalé par bulletin de vérification.

6. S'il est constaté à l'arrivée qu'un colis est avarié ou mal conditionné, l'irrégularité est signalée en détail au bureau de départ.

Article 9.

The stipulations of this Convention apply exclusively to the mails herein provided for and to be exchanged between the office of New-York and such other offices within the United States, as may be designated hereafter by the Postmaster General of the United States, and the office of Antwerp and such other offices in Belgium as may be designated hereafter by the Administration of the Belgian State Railroads.

Article 10.

1. As soon as the mail shall have reached the office of destination, that office shall check the contents of the mail.

2. In the event of the parcel bill not having been received, a substitute should be at once prepared.

3. Any errors in the entries on the parcel bill which may be discovered, should, after verification by a second officer, be corrected and noted for report to the despatching office on a form « Verification Certificate », which should be sent in a special envelope.

4. If a parcel advised on the bill be not received, after the non-receipt has been verified by a second officer, the entry on the bill should be canceled and the fact reported at once.

5. If a parcel be observed to be insufficiently prepaid, it must not be taxed with deficient postage, but the circumstance must be reported on the verification certificate form.

6. Should a parcel be received in a damaged or imperfect condition, full particulars should be reported on the same form.

7. Si celui-ci ne reçoit ni bulletin de vérification ni avis d'irrégularité, il considère la dépêche comme régulière sous tous les rapports et comme valablement livrée.

7. If no verification certificate or note of error be received, a parcel mail shall be considered as duly delivered; having been found on examination correct in all respects.

Article 11.

1. Tout colis qui ne peut être livré à son adresse ou qui est refusé doit être renvoyé sans frais au bureau d'échange expéditeur, trente jours après son arrivée au bureau de destination; le pays d'origine peut réclamer à l'expéditeur, pour le renvoi du colis, une taxe équivalente à celle payée au départ. Toutefois, les colis prohibés aux termes de l'article 2 et ceux qui ne réunissent pas les conditions de dimensions, poids et valeur prescrites par le même article ne doivent pas obligatoirement être renvoyés au pays d'origine et il peut en être disposé sans recours, conformément aux lois et règlements de douane du pays de destination.

2. Les colis contenant des articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent être détruits immédiatement ou, s'il est possible, vendus sans avis préalable ni formalités judiciaires au profit de l'ayant droit; procès-verbal de la vente doit être adressé par le bureau de destination à celui de départ.

3. Toute demande de renvoi d'un colis doit être appuyée du montant du port dû pour la réexpédition de l'envoi au bureau d'origine calculé d'après les taxes postales ordinaires.

Article 12.

L'administration de chacun des pays contractants n'est responsa-

Article 11.

1. If a parcel cannot be delivered as addressed, or is refused, it must be returned without charge directly to the despatching office of exchange, at the expiration of thirty days from its receipt at the office of destination: and the country of origin may collect from the sender for the return of the parcel, a sum equal to the postage when first mailed: Provided, however, that parcels prohibited by article 2 and those which do not conform to the conditions as to size, weight and value, prescribed by said article, shall not necessarily be returned to the country of origin, but may be disposed of, without recourse, in accordance with the customs laws and regulations of the country of destination.

2. When the contents of a parcel which cannot be delivered are liable to deterioration or corruption, they may be destroyed at once, if necessary, or if expedient, sold, without previous notice or judicial formality, for the benefit of the right person: the particulars of each sale being noticed by one post office to the other.

3. An order for redirection or reforwarding must be accompanied by the amount due for postage necessary for the return of the article to the office of origin, at the ordinary parcel rates.

Article 12.

The Post Office Department of either of the contracting countries

ble ni de la perte ni de l'avarie d'un colis et, par conséquent ni l'expéditeur, ni le destinataire ne sont fondés à réclamer aucune indemnité; cependant chaque pays est libre d'indemniser l'expéditeur d'un colis égaré ou avarié sur son territoire.

will not be responsible for the loss or damage of any parcel, and no indemnity can consequently be claimed by the sender or addressee in either country; but either country is at liberty to indemnify the sender of a parcel which has been lost or damaged.

Article 13.

Le directeur général des postes des Etats-Unis d'Amérique et l'administration des chemins de fer de l'Etat pour la Belgique, sont autorisés à arrêter de commun accord telles mesures d'ordre et de détail ultérieures qu'ils jugeraient nécessaires à l'exécution de la présente Convention. Ils peuvent, après entente préalable, décider l'admission, sous certaines conditions, de colis contenant un ou plusieurs des objets prohibés en vertu de l'article 2.

Article 13.

The Postmaster-General of the United States of America, and the Administration of the Belgian State Railroads, shall have authority to jointly make such further regulations of order and detail as may be found necessary to carry out the present convention from time to time; and may by agreement, prescribe conditions for the admission to the mails of any of the articles prohibited by Article 2 of this Convention.

Article 14.

La présente Convention entrera en vigueur et ses dispositions seront applicables à partir du premier jour de février 1905. Elle restera en vigueur jusqu'à ce que les deux parties contractantes y mettent fin de commun accord, mais elle peut être dénoncée en tout temps sur le désir de l'une d'elles et moyennant avis donné à l'autre, six mois à l'avance.

Fait en double et signé à Washington, le dix-neuvième jour de novembre mil neuf cent quatre.

Article 14.

This Convention shall take effect and operations thereunder shall begin on the first day of february 1905, and shall continue in force until terminated by mutual agreement; but may be annuled at the desire of either Department upon six months previous notice given to the other.

Done in duplicate, and signed at Washington, the nineteenth day of november, one thousand nine hundred and four.

(L. S.) Baron Moncheur,
Belgian Minister at Washington.

Robert J. Wynne,
(L. S.) Postmaster-General of the United States of America.

In testimony whereof I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed.

By the President :

Secretary of State.

Washington, November 19, 1904.

Parcels-Post.

A parcel addressed as under has been posted here this day.

Office
Stamp.

This certificate is given to inform the sender of the posting of a parcel, and does not indicate that any liability in respect of such parcel attaches to the Postmaster General.

A.

**Service des colis postaux
entre les États-Unis d'Amérique et la Belgique.**

Timbre à date.

Lieu de destination.

Déclaration en douane.

NATURE DU COLIS. (Boîte, panier, sac, etc.)	CONTENU.	VALEUR.	POUR CENT.	TOTAL des frais de douane.
	Total...			

Signature et adresse de l'expéditeur }

Date de la remise à la poste..... 190 .

A l'usage exclusif de l'office postal et à remplir par le bureau d'échange :

Feuille récapitulative n°....; Taxes payées n°....; Inscription n°....

BELGIQUE. — FRANCE.

Convention rétablissant la ligne frontière entre les communes belges de l'Escaillère et de Rièzes et les communes françaises de Régniowez et de la Neuville-aux-Tourneurs.

(8 Novembre 1905) (1).

Sa Majesté le roi des Belges et le Président de la République française, considérant que la description de la limite telle qu'elle résulte de l'article 41, § 2, et l'article 42 du procès-verbal descriptif annexé au traité de Courtrai du 28 mars 1820 (4^e section) n'est plus exacte, par suite des redressements opérés à diverses époques au cours de la rivière dite l'Eau-Noire, et ayant fait procéder aux études nécessaires, ont résolu de consacrer par une convention les résultats de ces travaux. A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges,

M. A. Leghait, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Président de la République française, et

Le Président de la République française,

M. Maurice Rouvier, sénateur, président du Conseil, ministre des affaires étrangères de la République française,

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}

Sont approuvées :

1^o Le rapport de la commission internationale nommée pour le rétablissement de la ligne frontière entre les communes belges de l'Escaillère et de Rièzes et les communes françaises de Régniowez et de La Neuville-aux-Tourneurs ;

2^o Le plan terrien à l'échelle de 1 à 2.500 mètres, dressé pour être annexé au dit rapport qui a été signé à Maubert-Fontaine, le 15 novembre 1897.

ART. 2.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris, aussitôt que faire se pourra.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 8 novembre 1905.

(L. S.) A. LEGHAIT.

(L. S.) ROUVIER.

(Suit le texte du rapport).

L'échange des ratifications a été opéré à Paris, le 6 décembre 1905.

Certifié par le secrétaire général
du ministère des affaires étrangères,

Chevalier VAN DER ELST.

(1) Moniteur belge, 29 Décembre 1905.

BELGIQUE. — LUXEMBOURG

Convention concernant la délimitation de la frontière belge Luxembourgeoise entre Tintange et Bigonville, d'une part, et entre Villers-la-Bonne-Eau et Harlange, d'autre part, ainsi que les cessions réciproques de territoire.

(23 Août 1904). (1).

Sa Majesté le roi des Belges et son altesse royale le grand-duc de Luxembourg, ayant, par suite du déplacement du lit de la Sûre, reconnu, d'une part, l'utilité d'une vérification de la frontière belge-Luxembourgeoise, décrite dans l'article 36 du procès-verbal descriptif annexé au traité de Maestricht du 7 août 1843, et ayant, d'autre part, constaté l'opportunité de reviser la même frontière entre les bornés n° 190 et 197, ont fait procéder à des études préliminaires et ont résolu d'en consacrer les résultats par une convention.

A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :

MM. Michotte de Welle, son ministre résident, chargé d'affaires de Belgique à Luxembourg ;

Son Altesse royale le grand-duc de Luxembourg :

M. P. Eyschen, son ministre d'Etat, président du gouvernement grand-ducal à Luxembourg ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Sont approuvés :

1^o A. Le procès-verbal de la délimitation entre Tintange (Belgique) et Bigonville (Luxembourg), dressé à Martelange, le 24 septembre 1901.

B. Le plan à l'échelle de 1/2500 intercalé dans le dit procès-verbal.

(1) Convention ratifiée. Promulguée en Belgique par la loi du 25 juin 1905. (Monit. 10 juillet 1905).

Session de 1904-1905.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi. Séance du 31 janvier 1905.

Annales parlementaires. — Dépôt du rapport. — Séance du 30 mars 1905, p. 383. — Adoption. Séance du 14 avril 1905, p. 1309.

Sénat.

Documents parlementaires. — Dépôt du rapport. Séance du 30 mai 1905, p. 484.

Annales parlementaires. — Adoption. Séance du 8 juin 1905, p. 554.

2° A. Le procès-verbal de la délimitation entre Villers-la-Bonne-Eau (Belgique) et Harlange (Luxembourg), dressé à Witz, le 8 juillet 1903.

B. Les cessions de territoire telles qu'elles ont été arrêtées dans un procès-verbal signé à Witz, le 8 juillet 1903;

C. Le plan à l'échelle de 1/2500, joint aux dits procès-verbaux.

Les procès-verbaux et plans sus-visés demeureront annexés à la présente convention dont ils font partie intégrante.

ART. 2. — L'abornement pour la délimitation telle qu'elle est décrétée dans le procès-verbal descriptif du 8 juillet 1903 se fera conformément aux dispositions actuellement en vigueur entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg.

ART. 3. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Luxembourg aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Lxembourg, le vingt-trois août mil neuf cent quatre.

(L. S.) MICHOTTE DE WELLE.

(L. S.) EYSCHEN.

Convention relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail conclue, le 15 avril 1905, entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg.

(15 avril 1905. Échange des ratifications, 25 octobre 1905.) (1)

Sa Majesté le roi des Belges et son altesse royale le grand-duc de Luxembourg, également animés du désir d'assurer aux ressortissants

(1) Loi belge approuvant la Convention : 10 sept. 1905.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs, texte du projet de loi et texte de la Convention. Séance du 2 juin 1905, n° 291. — Rapport. Séance du 28 juin 1905, n° 225.

Annales parlementaires. — Dépôt du projet de loi. Séance du 2 juin 1905, p. 4523. — Dépôt du rapport. Séance du 28 juin 1905, p. 1765. — Discussion et adoption. Séance du 4 août 1905, p. 2085.

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport. Séance du 9 août 1905, n° 144.

Annales parlementaires. — Dépôt du rapport. Séance du 9 août 1905, p. 754. — Discussion. Séance du 10 août 1905, p. 788. — Adoption. Séance du 11 août 1905, p. 794.

de leurs Etats respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :.....

ARTICLE PREMIER.

Les ouvriers belges victimes d'accidents du travail dans le grand-duché de Luxembourg, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets luxembourgeois. Par réciprocité, les ouvriers Luxembourgeois victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets belges.

ARTICLE 2.

Il sera cependant fait exception à la règle précédente lorsqu'il s'agira d'ouvriers, sans distinction de nationalité, qui seront occupés passagèrement, c'est-à-dire pendant six mois au plus, sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais qui sont attachés à une entreprise située sur le territoire de l'autre Etat, auquel cas la législation de ce dernier Etat sera seule applicable.

ARTICLE 3.

Les dispositions de l'article 48, n° 2, et de l'article 49, alinéa 4, de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 sont suspendues expressément au profit des ayants droit de nationalité belge.

ARTICLE 4.

Les dispositions des articles 1 à 3 de la présente Convention seront semblablement applicables aux personnes que les lois de chacun des Etats contractants assimilent aux ouvriers, en ce qui concerne la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ARTICLE 5.

Les exceptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sur les accidents du travail sont étendus aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi luxembourgeoise. Réciproquement, les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation grand-

ducale sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation et qui seront passées ou délivrés aux fins d'exécution de la loi belge.

ARTICLE 6.

Les autorités belges et luxembourgeoises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ARTICLE 7.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles, le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après la publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le 15 avril 1905.

(L. S.) DE FAVEREAU.

(L. S.) Le comte D'ANSEMBOURG.

L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 25 octobre 1905.

Certifié par le secrétaire général
du ministère des affaires étrangères,
Chevalier VAN DER ELST.

BELGIQUE. — PAYS-BAS.

Convention en vue de l'amélioration de l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures.

(Signée le 5 avril 1905). (1)

Sa Majesté le roi des Belges et sa Majesté la reine des Pays-Bas, ayant pris connaissance de l'arrangement tendant à améliorer l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures, signé à Flessingue, le 27 octo-

(1) Monit. Belge, 7 janvier 1906.

bre 1904, par les délégués belges et néerlandais, ont résolu de consacrer cet arrangement par une convention diplomatique et ont nommé à cet effet pour plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi des Belges :

Le baron Guillaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté la reine des Pays-Bas :

Le vice-amiral A.-G. Ellis, son ministre des affaires étrangères *ad interim*,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Est approuvé l'arrangement ci-annexé en copie, signé, en textes français et néerlandais, à Flessingue, le 27 octobre 1904, par les commissaires permanents des deux pays pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut et à ses embouchures.

Il sera considéré comme inséré mot à mot dans la présente convention et comme faisant partie intégrante de cette dernière.

ARTICLE 2.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à La Haye, le 5 avril 1905.

(L. S.) GUILLAUME.

(L. S.) ELLIS.

Convention pour l'amélioration de l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures.

Le gouvernement belge et le gouvernement néerlandais, voulant améliorer l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures, ont désigné, pour régler les conditions des installations à établir et des changements à apporter aux feux existants :

Le gouvernement belge :

MM. N. ALLO
et L. ROGER ;

Le gouvernement néerlandais :

MM. C. J. DE VRIESE

et J. W. A. F. VAN MAREN BENTZ VAN DEN BERG,

commissaires permanents des deux pays pour la surveillance commune de la navigation et des services de pilotage, etc., dans l'Escaut et à ses embouchures,

lesquels, s'étant réunis à Flessingue en vertu des pouvoirs respectifs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

L'établissement et les modifications des feux dont la nomenclature suit ont été jugés nécessaires :

1^o Mouiller une bouée lumineuse près du point d'intersection des alignements des feux du Frédéric et du Reigersbergschen Polder ;

2^o Mouiller une bouée lumineuse à la hauteur de la bouée plate noire n^o 31, dans la courbe de Walsoorden ;

3^o Mouiller une bouée lumineuse à la hauteur de la bouée plate noire n^o 5, à cône tronqué, dans la passe de Terneuzen ;

4^o Modifier le caractère du feu du bateau-phare « Vielingen », de manière qu'à deux éclats rouge succède un éclat blanc ;

5^o Augmenter l'intensité du feu du bateau-phare « Wandelaar » ;

6^o Remplacer la bouée conique rouge n^o 2, à cône, des « Wielingen », par une bouée lumineuse ;

7^o Remplacer la bouée plate noire n^o 8, à cône tronqué, des « Wielingen », par une bouée lumineuse ;

8^o Renforcer les feux du Nieuwe Sluis et changer le feu supérieur par un feu à éclairs, qui soit en même temps visible de tous les points de la passe ;

9^o Changer le feu supérieur du Noordzeeboulevard, à Flessingue, en un feu fixe avec occultations ;

10^o Placer une bouée lumineuse dans le Sardyngeul ;

11^o Mouiller une bouée lumineuse à la hauteur de la bouée sphérique n^o 5, de l'Oostgat ;

12^o Remplacer la bouée conique rouge n^o 1, à sphère, de l'Oostgat, par une bouée lumineuse ;

13^o Renforcer les feux de Kaapduinen et changer le feu supérieur en un feu fixe avec occultations ;

14^o Renforcer le feu de Zoutelande.

ARTICLE 2.

Les améliorations seront réalisées dans l'ordre indiqué à l'article 1^{er}.

Celles dont l'exécution simultanée sera reconnue possible seront effectuées en même temps.

Toutes les bouées lumineuses seront sonores pour autant qu'il existe un système qui, répondant à cette condition, convient pour une rivière.

ARTICLE 3.

Le gouvernement belge se chargera de faire construire, placer et entretenir la bouée lumineuse à mouiller à l'intersection des alignements des feux du Frédéric et du Reigersbergschen Polder.

Les modifications à apporter à l'éclairage des bateaux-phares « Wielengen » et « Wandelaar » seront exécutées par ses soins.

La construction, le placement et l'entretien des autres bouées lumineuses, ainsi que les changements aux feux établis sur le territoire néerlandais, seront exécutés par les soins du gouvernement des Pays-Bas, qui fera aussi construire deux bouées lumineuses de réserve et une lanterne de réserve pour les dites bouées.

ARTICLE 4.

Les plans et devis estimatifs de tous les travaux et constructions prévus à l'article 1^{er}, à l'exclusion de ceux nommés *sub* 1^o, 3^o, 4^o, 5^o et 9^o de cet article, seront soumis à l'approbation des commissaires permanents et arrêtés de commun accord.

ARTICLE 5.

Tous les travaux et installations, sous réserve des exceptions stipulées à l'article 4, feront autant que possible l'objet de contrats et ceux-ci ne seront admis qu'après qu'ils auront été approuvés par les deux gouvernements.

ARTICLE 6.

Les commissaires belges auront le droit d'inspecter et de surveiller les travaux et constructions à faire exécuter par l'administration néerlandaise pour compte de la Belgique, ainsi que l'entretien de ces installations.

ARTICLE 7.

Les deux gouvernements s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour que les bouées lumineuses soient mises à bref délai en place et pour que les modifications de feux soient effectuées promptement.

ARTICLE 8.

Tous les frais à faire par le gouvernement des Pays-Bas pour les installations et travaux dont la dépense incombe à la Belgique, savoir ceux dont question à l'article 5, et pour leur entretien, seront payés par le gouvernement belge et ce à des époques à fixer par les conditions d'entreprise.

Ces paiements auront lieu un mois après la remise par le gouvernement néerlandais au gouvernement belge de déclarations accompagnées des comptes justificatifs.

ARTICLE 9.

Le gouvernement néerlandais veillera à ce que les feux et les bouées lumineuses, dont question à l'article 5, soient conservés en bon état de service. Il ne pourra ni les enlever, ni les détourner de leur destination sans le consentement de la Belgique, sauf en cas de guerre ou de danger éventuel de guerre.

Les feux à modifier et les bouées à placer par les soins du gouvernement néerlandais pour le compte de l'Etat belge resteront la propriété du gouvernement des Pays-Bas aussi longtemps qu'ils seront employés à leur destination, mais, en cas de modifications qui amène la suppression ou la mise hors d'usage de l'un ou de l'autre de ces objets, ces derniers seront restitués à la Belgique.

ARTICLE 10.

Les commissaires des deux pays auront la faculté d'apporter, d'un commun accord, à l'éclairage, les modifications qui deviendraient nécessaires par suite de changements dans la direction des passes.

ARTICLE 11.

Le gouvernement néerlandais s'étant chargé de placer, déplacer, réparer et alimenter les bouées lumineuses qu'il fera construire pour compte de la Belgique, il lui sera dû, par le gouvernement belge, pour le couvrir de ses frais, une redevance fixe de douze cents florins P. B., par bouée et par an et pour le temps que les engins de l'espèce auront été mouillés. Ces paiements auront lieu sur déclaration de l'administration néerlandaise.

ARTICLE 12.

La présente convention ne deviendra exécutoire qu'après avoir été approuvée par les gouvernements respectifs.

Ainsi fait à Flessingue, le 27 octobre 1904, en double expédition, dont une en français et une autre en néerlandais.

Les commissaires permanents belges,

ALLO.

L. ROGER.

Les commissaires permanents néerlandais,

C. J. DE VRIESE.

VAN DEN BERG.

(L. S.) GUILLAUME.

(L. S.) ELLIS.

L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 28 décembre 1905.

Certifié par le secrétaire général
du ministre des affaires étrangères,
Chevalier VAN DER ELST.

Convention concernant les limites entre la Belgique et les Pays-Bas.

(23 mars 1905). (1)

Le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges et le gouvernement de Sa Majesté la reine des Pays-Bas, considérant, d'une part, que le chemin vicinal de Wouw à Huybergen a été élargi sur le territoire néerlandais et que cette construction a entraîné le déplacement de la borne-frontière n° 246, et considérant, d'autre part, que l'axe de l'ancien chemin vicinal de Wouw à Huybergen formait la limite entre les deux pays, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

De la borne n° 245, la limite, se dirigeant d'abord au sud, puis au sud-ouest, suit l'axe du chemin de Wouw à Huybergen jusqu'à sa rencontre avec le chemin de Bergen-op-Zoom à Calmpthout, où se trouve une petite borne à l'angle nord-ouest de la parcelle 12 *aA* de Calmpthout.

A partir de ce point, la limite suit l'ancien axe du chemin de Wouw à Huybergen qui a été élargi sur le territoire néerlandais, jusqu'à son premier tournant à l'est, où la borne n° 246, à la séparation des parcelles 166 et 155 *A* de Huybergen, a été enfouie.

La présente disposition remplace l'article 104, § 2, du procès-verbal descriptif (2^e section) annexé au traité du 8 août 1843.

ARTICLE 2.

Le procès-verbal signé à Anvers/Bois-le-Duc, le 4/8 mai 1904, et le plan y annexé, dressé le 7 mars de la même année, sont approuvés ; ils demeureront annexés à la présente déclaration et auront la même force et valeur que s'ils y étaient insérés en entier.

En foi de quoi les soussignés, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges à La Haye et ministre des affaires étrangères *ad interim* de Sa Majesté la reine des Pays-Bas, dûment autorisés, ont signé la présente déclaration et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double à La Haye, le 23 mars 1905.

(L. S.) GUILLAUME.

(L. S.) ELLIS.

(1) Monit. belge, 15 avril 1905.

Procès-verbal.

Le 20 février 1904 se sont assemblés à la borne-frontière n° 246 :

A. *Pour les Pays-Bas :*

- 1° F.-G. Stüchi, ingénieur-vérificateur du cadastre à Bois-le-Duc ;
- 2° J.-P.-J. van Agtmaal, bourgmestre de la commune de Huybergen, tous deux en vertu de la missive du commissaire de la reine dans la province du Brabant septentrional, en date du 16 janvier 1904, n° 12 ;
- 3° A.-C. Oosterman, géomètre du cadastre à Bréda, sur invitation de l'ingénieur-vérificateur, cité *sub* 1° ;

B. *Pour la Belgique :*

- 1° F.-A. Snacken, contrôleur du cadastre à Anvers ;
- 2° J. Van Marsenille, géomètre du cadastre à Eeckeren, tous deux en vertu de la dépêche du gouverneur de la province d'Anvers, en date du 31 décembre 1903, n° 377 ;

Chargés, conformément aux dispositions de l'article 7 du règlement pour l'entretien et la conservation des bornes-frontières, arrêté entre la Belgique et les Pays-Bas, le 28 juin 1847 — approuvé pour les Pays-Bas par arrêté royal du 14 décembre 1849, *Recueil officiel*, n° 61 — de prendre des mesures en vue de fixer la limite des deux Etats à l'endroit désigné par la borne frontière n° 246, laquelle, par suite de l'élargissement et de l'empierrement de la route de Huybergen à Wouw, est devenue nuisible à la circulation.

Attendu qu'il avait été convenu préalablement, par correspondance, de maintenir la borne-frontière n° 246 à son emplacement habituel, et de lever tout obstacle à la circulation en la faisant baisser verticalement jusqu'à enfouissement complet, on examina les moyens proposés pour fixer à la surface du sol, par signes ou repères visibles, le cours de la frontière et l'emplacement de la borne désormais souterraine.

De la part des Pays-Bas fut proposé l'emploi d'une grille de fer ou d'un objet semblable destiné à indiquer l'emplacement de la borne-frontière ou encore l'emploi de deux petites bornes repères placées de manière que le milieu de la distance qui les sépare marque le point de la frontière.

Le moyen proposé en premier lieu fut écarté pour la raison que la circulation des véhicules constituerait un danger permanent pour la grille, à moins que celle-ci ne fut fixée par maçonnerie, ce qui occasionnerait des frais, lesquels furent jugés n'être pas suffisamment justifiés.

On se mit d'accord sur le placement de deux petites bornes repères et la formation d'un croquis coté sur lequel serait indiquée, par rapport à ces deux repères, la situation tant de la borne n° 246 que de la frontière.

Passant à l'exécution, le sol fut creusé autour de la dite borne-frontière jusqu'à ce que son enfouissement complet devint possible.

Fixation par maçonnerie proposée dans les préliminaires de la part de la Belgique fut jugée sans utilité en présence de la nature ferme du sous-sol.

Ensuite il fut procédé au placement des deux bornes repères. Elles sont en petit granit et ont une longueur de 0^m70 dont la partie ciselée seule, soit 0^m18, émerge du sol. Elles ont en équarrissage les dimensions de 0^m15 sur 0^m15.

A cause de l'heure avancée de la journée, le mesurage pour la fixation des repères ne fut plus possible le 29 février. Il fut convenu que les sieurs Oosterman et Van Marsenille procéderaient à ce travail un jour à fixer ultérieurement, et qu'ils dresseraient un plan des lieux coté, lequel sera annexé au présent procès-verbal.

Le bourgmestre de Calmphtout, convoqué en temps utile, ne s'est pas présenté.

Bois-le-Duc, le 8 mai 1904.
L'Ingénieur-vérificateur du cadastre,
F.-G. STÜCHI.

Huybergen, le 8 mai 1904.
Le bourgmestre,
J.-P.-J. VAN AGTMAAL.

Bréda, le 3 mai 1904.
Le géomètre du cadastre,
A.-C. OOSTERMAN.

Anvers, le 4 mai 1904.
Le contrôleur du cadastre,
F.-A. SNACKEN.

Eeckeren, le 4 mai 1904.
Le géomètre du cadastre,
VAN MARSENILLE.

Certifié :
Le directeur général,
ARENDT.

DANEMARK. — RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY.

Traité d'amitié et Convention consulaire entre le Danemark et la République du Paraguay.

(Signé le 18 juillet 1903. Échange des ratifications, à Paris, le 30 septembre 1904.)

TEXTES ORIGINAUX (1).

VENSKABS OG KONSUL KONVENTION.

Hans Majestæt Kongen af Danmark og Hans Ekscellence Præsidenten for Republiken Paraguay have, i Onsket om at befæste det venskabelige Forhold, der stadig har bestaaet imellem begge Lande,

CONVENCION DE AMISTAD Y CONSULAR.

Su Excelencia el Señor Presidente de la República del Paraguay y Su Majestad el Rey de Dinamarca, animados del deseo de estrechar las relaciones de amistad que han subsistido siempre entre

(1) Voir traduction française à la suite, p. 126.

og at fast slaa bestemte Regler om deres respektive Konsulers Forrettigheder og Myndighed i de to Lande, besluttet at indgaa en Konvention i dette Ojemed og have til den Ende udnævnt til deres befuldmægtigede :

Hans Majestæt Kongen af Danmark Greve Ferdinand Einar Julius Gottlieb Reventlow, Kommandør af Dannebrog og Dannebrogsmænd, Allerhøjstsammes overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Paris.

Hans Ekscellence Præsidenten for Republiken Paraguay: Hr. Eusebio Machain, overordentlig Gesandt og befuldmægtiget Minister i Paris for Paraguay.

Hvilke efter gensidig at have meddelt hinanden deres Fuldmagter, som befandtes i god og behørig Form, ere blevne enige om følgende Artikler :

Artikel 1.

Der skal være fuldstændigt og oprigtigt Venskab mellem Kongeriget Danmark og Republiken Paraguay og mellem begge Staters Undersaatter og Borgere uden Hensyn til Personer eller Steder. De høje kontraherende Parter skulle af al Magt drage Omsorg for den stadige Opretholdelse og Bevaring af denne venskabelige og gode Forstaaelse.

Artikel 2.

Danske Undersaatter i Paraguay og Paraguays Borgere i Danmark skulle gensidig nyde de samme borgerlige Rettigheder og Garantier, som vedkommende Lands egne Børn, og skulle være dets Love og Jurisdiktion underkastede,

ambos países, y reconociendo la conveniencia de determinar las prerrogativas y atribuciones que deben gozar en ambos países sus respectivos Cónsules, han resuelto celebrar con tal objeto una Convención, y al efecto han nombrado por sus Plenipotenciarios á saber :

Su Excelencia el Señor Presidente de la República del Paraguay :

El Señor Don Eusebio Machain, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario del Paraguay en Paris.

Su Majestad el Rey de Dinamarca : El Señor Conde Ferdinand Einar Julius Gottlieb Reventlow, Comendador del Dannebrog y decorado de la cruz de honor del mismo orden, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en Paris.

Los cuales después de haberse reciprocamente comunicado sus Plenos Poderes que hallaron en buena y debida forma, convinieron en los artículos siguientes :

Artículo 1º

Habrà perfecta y sincera amistad entre la Republica del Paraguay y el Reino de Dinamarca y entre los ciudadanos de ambos Estados sin excepci3n de personas 3 de lugares. Las atlas partes contratantes usarán sus mejores esfuerzos á fin de que esta amistad y buena inteligencia sean constantes y perpetuamente mantenidos.

Artículo 2º

Los paraguayos en Dinamarca y los dinamarqueses en el Paraguay gozarán reciprocamente de los mismos derechos civiles y garantías que los nacionales y estarán sometidos á las leyes y jurisdicci3n del país.

Artikel 3.

Danske Undersaatter i Paraguay og Paraguays Borgere i Danmark kunne ikke i Tilfælde af Retstvistigheder søge anden Hjælp end den, Lovene i de respektive Lande hjemle deres egne Børn, og skulle som de underkaste sig Domstolernes endelige Afgørelser, uden at der i noget Tilfælde skal kunne iværksættes nogen diplomatisk Reklamation i den Anledning.

Artículo 3º

Los paraguayos en Dinamarca y los dinamarqueses en el Paraguay no podrán emplear en sus cuestiones contenciosas otros recursos que los que conceden á los nacionales las leyes de los respectivos países, debiendo precisamente conformarse, como éstos, con las resoluciones definitivas de los Tribunales y Juzgados de Justicia y sin que en ningún caso puedan entablarse por ellos ninguna reclamación diplomática.

Artikel 4.

Diplomatisk Intervention angaaende danske Undersaatters Retstvistigheder i Paraguay, og omvendt, skal overhovedet ikke kunne finde Sted, uden i Tilfælde af Rettens Fornægtelse, eller saafremt de dømmende Myndigheder i Strid med Lovene trække Sagens Afslutning og Afgørelse i Langdrag, og den skal ene og alene have Lovenes Opfyldelse til Formaal.

Artículo 4º

La intervención diplomática respecto de las cuestiones contenciosas que tengan los paraguayos en Dinamarca ó los dinamarqueses en el Paraguay no tendrá lugar absolutamente, sino en caso de que los Juzgados ó Tribunales se negasen á administrarles justicia, con arreglo á las leyes, ó retardasen con violación de ellas, la resulta y terminación de los juicios y esto con el solo y único objeto de que las leyes sean cumplidas.

Artikel 5.

De høje kontraherende Parter skulle have Ret til at have Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler i Byer, Havne eller paa andre Pladser paa den anden Stats Territorium, idet de dog gensidig forbeholde sig Retten til herfra at undtage saadanne enkelte Pladser, som de maatte bestemme, dog at denne Undtagelse ikke skal gælde den anden høje kontraherende Part, medmindre den ligeledes bringes til Anvendelse overfor alle andre Nationer.

Artículo 5º

Les altas partes contratantes tendrán derecho de mantener Consules Generales, Consules y Vice Consules en las ciudades, puertos y lugares del territorio de la otra, reservándose reciprocamente el derecho de exceptuar cualquier punto que estimasen conveniente, bien entendido que esa reserva no surtirá efecto alguno respecto á uno de los Estados contratantes, si ella no fuese igualmente aplicada á todas las demás naciones.

Artikel 6.

Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler skulle, forinden de modtages og anerkendes som saadanne, forelægge deres Patent mod Anmodning om at erholde Exequatur.

Artículo 6º

Los Cónsules Generales, Consules ó Vice Cónsules para ser admitidos y reconocidos como tales, deberán presentar la patente de su nombramiento solicitando el correspondiente exequatur.

Artikel 7.

I Tilfælde af Generalkonsulers, Konsulers eller Vicekonsulers Fraværelse eller andet lovligt Forfald, eller naar der iøvrigt maatte vise sig en umiddelbar Trang dertil, kunne de diplomatiske Agenter eller, i Mangel deraf, Generalkonsuler eller Konsuler udnævne Vicekonsuler eller Konsularagenter ad interim og skulle da andrage hos Regeringen i det Land, i hvilket de bo, om saadanne Agenteres Anerkendelse.

Artículo 7º

En caso de ausencia ú otro impedimento légitimo de los Cónsules Generales, Consules y Vice Consules propietarios ó el de inmediata conveniencia, podrán los Agentes diplomáticos y en su defecto, los Cónsules Generales ó Consules, nombrar Vice Cónsules ó Agentes consulares provisorios, solicitando del Gobierno en cuyo territorio residen, el reconocimiento de dichos Agentes.

Artikel 8.

Begge Regeringer forbeholde sig at nægte at give Exequatur, dersom den udnævnte Person ikke maatte anses for passende. Naar en Konsul, der har opnaaet Exequatur, af en eller anden Grund skulde blive personlig mindre vel set eller paa aden Maade ubekvem, kan den Regering, hos hvilken han er ansat, anmode den udnævrende Regering om hans Afløsning.

Artículo 8º

Ambos Gobiernos se reservan el derecho de rehusar el exequatur, si el nombrado no fuese persona grata. Si concedido el exequatur, el Cónsul nombrado dejase de ser persona grata ó presentase otros inconvenientes, el Gobierno ante el cual se halla acreditado, podrá solicitar del Gobierno que lo hubiese nombrado, su retiro ó cambio.

Artikel 9.

Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler kunne udnævnes saavel blandt Borgerne i den Stat, i hvis Tjeneste de skulle staa, som blandt Borgerne i den Stat, i hvilken de skulle have deres Sæde som ogsaa blandt fremmede.

Artículo 9º

El nombramiento de Cónsules Generales, Consules y Vice Consules, podrá recaer no solamente en ciudadanos del país á que deben servir sino en ciudadanos de aquel en que tengan que residir y aun en otros extranjeros.

Artikel 10.

Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler have Ret til at drive Handel eller hvilkensomhelst anden Næringsvej.

Artículo 10º

Los Cónsules Generales, Cónsules y Vice Cónsules, podrán dedicarse al comercio y ejercer cualquier otra profesión.

Artikel 11.

Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler have ingen diplomatisk Karakter; de nyde derfor ikke de de diplomatiske Agenter tilkomende Fritagelser, ej heller andre Rettigheder, Prærogativer eller Undtagelser end dem, der have Hjemmel i denne Overenskomst, og som ere i Brug paa Stedet.

Artículo 11º

Los Cónsules Generales, Cónsules y Vice Cónsules no tienen caracter diplomático, por tanto no gozarán de las inmunidades acordadas a los Agentes diplomáticos ni de otros derechos, prerrogativas ó exenciones que los que les acuerda la presente convención y los que sean de práctica en el lugar.

Artikel 12.

Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler skulle med Hensyn til Udøvelsen af deres Embedsgering være fuldstændig uafhængige af de stedlige Myndigheder, men skulle, hvad deres personlige og Ejendoms - Forhold angaar, og overhovedet med Hensyn til alt, hvad ikke staar i Forbindelse med deres konsulære Funktioner, ligesom andre Privatfolk være underkastede Lovene i det Land, hvor de opholde sig.

Artículo 12º

Los Cónsules Generales, Cónsules y Vice Cónsules serán completamente independientes de las autoridades locales en todo lo concerniente al ejercicio de sus funciones; en cuanto a sus personas y propiedades, en todo aquello que no se relacione con dichas funciones, estarán sometidos, a las leyes del país en que residen, como las de los demás particulares.

Artikel 13.

. Naar Generalkonsuler, Konsuler eller Vicekonsuler ere Borgere i det Land, som har udnævnt dem, kan der ikke paalægges dem nogen offentlig Tjeneste eller personlig Byrde, og de ere fritagne for direkte personlige Afgifter og for enhver anden ekstraordinær Afgift. Eje de fast Ejendom eller drive de borgerlig Næring, skulle de dog svare direkte Skat af Ejendommen eller Næringen. Hvis

Artículo 13º

Cuando los Cónsules Generales, Cónsules ó Vice Cónsules sean ciudadanos del Estado que los nombre, no podrá imponérseles ninguna carga ó servicio publico y estarán exentos de contribuciones personales directas y de toda otra contribución extraordinaria; en el caso de poseer bienes inmuebles, ó ejercer alguna profesión estarán, sin embargo, obligados a pagar los derechos

de derimod ere Borgere i det Land, i hvilket de udøve deres Funktion, saa blive de med Hensyn til Byrder, Forpligtelser og almindelige Afgifter at behandle som andre Undersaatter i den Stat, til hvilken de høre.

Artikel 14.

Konsulatsarkiverne skulle altid være ukrænkelige, og de stedlige Myndigheder kunne ikke under noget Paaskud undersøge eller beslaglægge Dokumenter, som høre til disse Arkiver. Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler skulle være forpligtede til at holde de Papirer, som høre til disse Arkiver, fuldstændig adskilte fra dem, der vedrøre deres Handel, Industri eller private Forhold.

Artikel 15

Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler have Ret til over Yderdøren til Konsulatet eller Vicekonsulatet at lade anbringe det Lands Vaaben, som de repræsentere, med følgende Paaskrift: Konsulat for..... Paa offentlige Festdage og ved andre Lejligheder, hvor det er Skik og Brug, kunne de paa det Hus, hvor Konsulatet har sit Sæde, hejse den Nations Flag, i hvis Tjeneste de staa, og de have Ret til at føre samme Flag paa de Baade eller andre Fartøjer, som de i Havnen anvende under Udførelsen af deres Bestilling.

Artikel 16.

Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler have Ret til, indenfor deres Myndigheds Grænser, og

directos que recaigan sobre los mencionados bienes ó sobre la profesión, Pero, si dichos agentes fuesen ciudadanos del país para donde fuésen nombrados, serán considerados en lo que respecta á cargas, obligaciones y contribuciones generales como los demás ciudadanos del Estado á que pertenezcan.

Artículo 14º

Los Archivos Consulares serán inviolables en todo tiempo, y las autoridades territoriales no podrán bajo ningún pretexto examinar ni tomar los papeles pertenecientes á dichos Archivos. Los Cónsules Generales, Cónsules ó Vice Cónsules deberán tener los papeles pertenecientes á los Archivos consulares completamente separados de aquellos que se relacionen á su comercio, industrias ó asuntos particulares.

Artículo 15º

Los Cónsules Generales, Consules y Vice Cónsules podrán colocar sobre la puerta exterior del Consulado ó Vice Consulado, el Escudo de Armas de la Nación de que fueran Agentes con la siguiente inscripción: Consulado de..... En los días de solemnidades públicas, y en otros casos acostumbrados, podrán enarbolar en la casa consular la bandera de la Nación á que sirven y podrán hacerlo también en los botes ó embarcaciones que los condujeran dentro del puerto, en ejercicio de las funciones de su cargo.

Artículo 16º

Los Cónsules Generales, Cónsules y Vice Cónsules en los casos de su competencia, y hasta donde

saa vidt Opholdsstatens Love tillade det, paa deres Kontorer, paa Parternes Bopæl eller om Bord paa Skibe, der tilhøre deres Nation, ad modtage Erklæringer, som afgives af Fører, Mandskab, Passagerer eller handlende eller af enhver anden Person, der er Borger i det Land, hvis Repræsentant de ere.

Artikel 17.

Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler kunne selv begive sig eller sende en Fuldmægtig om Bord i deres Nations Skibe, naar disse have opnaaet fri Praktika, og der æske Forklaring af Fører og Mandskab, undersøge Skibspapirerne og modtage Forklaringer med Hensyn til Rejsen og Begivenheder undervejs, samt opsætte Manifesterne og være behjælpelige med Skibets Ekspedition.

De have endvidere, for saa vidt Opholdsstatens Love tillade saadant, Ret til at ledsage Foreren eller Personer, hørende til Mandskabet, for Domstole eller administrative Myndigheder i det Distrikt, hvor de have deres Sæde, for at tjene dem som Tolk ved de Forhandlinger, de have at føre, og ved Fremsættelsen af de Begæringer, de ønske at fremkomme med.

Artikel 18.

I Sager, der angaa Havarier, som Skib fra den ene eller den anden af de to Nationer har lidt paa Rejsen, hvad enten det frivilligt eller vi majore indkommer til det andet Lands Havne, kunne Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler kun intervenere i det Omfang, som maatte være hjemlet i hvert Lands Love.

lo permitan las leyes del país, tendrán derecho de recibir, en sus cancillerías, en el domicilio de las partes y á bordo de las naves de su Nación, las declaraciones que deban prestar los Capitanes, tripulantes, pasajeros, comerciantes y cualquier otro ciudadano de la Nación de que fueren agentes.

Artículo 17º

Los Cónsules Generales, Cónsules y Vice Cónsules podrán trasladarse ó enviar un delegado á bordo de las naves de su Nación que estén en libre práctica, interrogar á los Capitanes ó tripulantes, examinar los papeles de mar, recibir las declaraciones acerca del viaje y sus incidentes, redactar los manifiestos y facilitar el despacho de los mencionados buques.

Podrán también, hasta donde lo permitan las leyes del país, acompañar á los Capitanes ó individuos de la tripulación ante los Tribunales ú oficinas administrativas de la circunscripción en que residen, para servirles de intérpretes en los negocios de que tengan que ocuparse ó en las demandas que tengan que interponer.

Artículo 18º

Tratándose de averías sufridas durante la navegación de los buques de ambos Estados, ya sea que estos entren voluntariamente, ó ya sea que arriben por fuerza mayor á puertos de uno de los dos países, los Consulados Generales, Consulados, ó Vice Consulados, no tendrán otra intervención que la que les acuerde las leyes respectivas de cada país.

Artikel 19.

Handelsskibe fra den ene af de to Stater ere ikke i den anden unddragne den stedlige Myndighed, og det er dem ikke tilladt at give Asyl om Bord til Forbrydere.

Generalkonsuler, Konsuler og Vicekonsuler skulle derimod være eneberettigede til at afgøre de Tvistigheder, som kunne opstaa mellem Fører, Befalingsmænd og Besætning paa deres Nations Handelsskibe om indgaaede Hyrekontrakter og Lønspørgsmaal, saavel som til uden Indblanding fra Lokalmyndighedernes Side at opretholde den indre Orden om Bord, med mindre Mandskabets eller Skibsførerens Opførsel maatte forstyrre Ro og Orden i Landet.

Det er dog vel forstaaet, at Konsulernes Kendelser og Afgørelser ikke berøve de stridende Parter Retten til ved deres Hjemkomst at indbringe Sagen for vedkommende Domstol i deres eget Land.

Artikel 20.

Konsularembedsmaendene kunne kræve de stedlige Myndigheders Hjælp til Arrest, Forvaring og Bevogtning af Desertører fra deres Nations Handelsskibe. I den Anledning ville de have at henvende sig skriftlig til vedkommende Myndigheder, som ikke ville kunne afslaa Desertørens Udlevering, naar Begæringen er ledsaget af Skibsregistret, Skibsbemandingslisten eller andre Dokumenter, som godtgøre, at den eftersøgte Person hører til Skibets Besætning og er forpligtet til at blive i dets Tjeneste. Herfra undtages dog det Tilfælde, at Desertøren er Undersaat eller Borger i det Land, hvor Udleveringen begæres.

Artículo 19º

Los buques mercantes de uno de los dos Estados no se hallan en el otro exentos de la jurisdicción local; no les es permitido asilar á su bordo á criminales.

Pero los Cónsules Generales, Cónsules ó Vice Cónsules conocerán por si solos de las cuestiones que se susciten entre el capitán, los oficiales y tripulantes en los buques mercantes de su Nación relativas á contratos de enganches ó salarios. También mantendrán los mencionados Agentes Consulares el orden interior á bordo sin intervención de las autoridades locales, á menos que la conducta del capitán ó de la tripulación alteren la tranquilidad y el orden del país. Estas sentencias y decisiones no perjudicarán, sin embargo, á las partes contenciosas para que de vuelta á su propio país puedan elevar el caso ante el Juzgado competente.

Artículo 20º

Los Agentes Consulares podrán requerir el auxilio de las autoridades locales para el arresto, detención y custodia de los desertores de los buques mercantes de su Nación. El pedido se hará por escrito á las autoridades competentes y no se rehusará la entrega del desertor siempre que se acompañe el registro del buque, rol de la tripulación u otros documentos que comprueben que el individuo reclamado forma parte de la tripulación del buque y que está obligado á continuar el servicio de éste solo exceptuando el caso, en que el desertor es ciudadano ó súbdito del país, en donde la entrega se requiere. Arrestados los desertores serán puestos á dis-

Naa saadanne Desertører ere blevne paagrebne, stilles de til Konsularembedsmandens Disposition, og kunne de paa de reklamerendes Begæring og Bekostning forblive i offentlig Fængsel, indtil de kunne blive sendte om Bord paa deres Skib eller et andet af samme Nationalitet; dog, hvis dette ikke kan ske inden 15 Dage, efter at de ere blevne stillede til Konsularembedsmandens Disposition, blive de at sætte i Frihed og kunne ikke fængsles for samme Sag.

Det er iøvrigt selvforstaaet, at dersom en Desertør findes at have begaaet nogen Forbrydelse, Forseelse eller Lovovertrædelse i Land, kan hans Udlevering opsættes, indtil den paagældende Doms-tol har afsagt Dom, og denne er bleven fuldbyrdet.

Artikel 21.

I Tilfælde af, at en af den ene Stats Borgere afgaar ved Døden i den anden Stat, uden at efterlade nogen Arving eller Testamenteksekutor, tilfalder det vedkommende Konsularembedsmand at optræde i alle Sager om Godssets Bevaring i Overensstemmelse med Lovene i det Land, hvor han bor.

Artikel 22.

Generalkonsuler, Konsuler og Vice-konsuler behøve som fødte Repræsentanter for deres fraværende Landsmænd ingen Fuldmagt til at varetage og beskytte deres Rettigheder og Interesser, men skulle have en saadan for at erholde deres Penge udbetalte eller andre Effekter overleverede.

posición de los Agentes Consulares y podrán continuar en las prisiones públicas á solicitud y expensas de los que lo reclamen, hasta ser enviados á los buques á que correspondan ó á otros de la misma Nación, pero si el envío no se efectuase dentro de los quince días desde aquel en que fuesen puestos á disposición del Agente Consular, serán puestos en libertad y no podrán ser arrestados por la misma causa.

Se entiende por si, que habiendo el desertor cometido á tierra algun crimen, delito ó contravención, podrá su entrega suspenderse hasta que el Juzgado competente haya pronunciado sentencia y ésta haya sido ejecutada.

Artículo 21º

Siempre que en el territorio de uno de los dos Estados falleciese un ciudadano del otro, sin dejar heredero ó albacea, le corresponde al Agente Consular respectivo, la representación en todas las diligencias para la seguridad de los bienes conforme á las leyes del país en que resida.

Artículo 22º

Los Cónsules Generales, Cónsules y Vice Cónsules, como representantes natos de sus compatriotas ausentes no necesitan de poder especial para cuidar y proteger sus derechos é intereses, pero no podrán percibir, sin poder, dineros ó efectos de los mismos.

Artikel 23.

Generalkonsuler, Konsuler og Vice-konsuler kunne paatalé ethvert Brud paa bestaaende Traktater overfor Myndighederne i det Distrikt, i hvilket de bo, og kunne, hvis det skulde vise sig nødvendigt, henvende sig til den øverste Regering ved Mellemkomst af den diplomatiske Agent, eller direkte, hvis en saadan ikke findes.

Artículo 23º

Los Cónsules Generales, Consules ó Vice Cónsules podrán reclamar contra cualquiera infracción de los tratados existentes dirigiéndose al efecto á las autoridades de la circunscripción en que residiesen acudiendo en caso necesario al Superior Gobierno por medio del Agente Diplomático y en defecto de éste, podrá hacerlo directamente.

Artikel 24.

Generalkonsuler, Konsuler og Vice-konsuler kunne legalisere alle af Myndigheder og Embedsmænd i deres Land udstedte Dokumenter.

En Fortegnelse over Konsulatsgebyrerne skal være opslaaet paa Kontoret.

Artículo 24º

Los Cónsules Generales, Consules y Vice Cónsules podrán legalizar toda clase de documentos emanados de las autoridades ó funcionarios de su Nación. Tendrán á la vista en su oficina la tarifa de los derechos Consulares y de Cancilleria.

Artikel 25.

Nærværende Konvention gælder ikke for Island og Grønland.

Artículo 25º

La presente Convención no es válida para Islandia ni Groenlandia.

Artikel 26,

Nærværende Konvention skal gælde for de kontraherende Parter i 10 Aar, regnede fra den Dag, paa hvilken Ratifikationerne udveksles. Hvis ingen af de høje kontraherende Parter bekendtgør for den anden inden 6 Maaneder før Udløbet af dette Tidsrum sin Hensigt om dens Ophør, bliver den i Kraft indtil Udløbet af 6 Maaneder at regne fra den Dag, da den ene af de høje kontraherende Parter Opsigelse kommer til den andens Kundskab.

Artículo 26º

La presente Convención obligará á los dos países contratantes por el término de diez años, contados desde el día que se efectúe el cange de la ratificación. Pero si ninguna de las altas partes contratantes, anunciare á la otra, seis meses antes de espirar este plazo su voluntad de hacerla caducar, continuará en vigor hasta seis meses después del día en que llegue á conocimiento de una de las altas partes contratantes, la denuncia hecha por la otra.

Artikel 27.

Nærværende Konvention skal ratificeres af de to Staters Regeringer, og Ratifikationerne ville saa snart som muligt være at udveksle i Paris.

Til Bekræftelse heraf have begge Staters befuldmægtigede undertegnet nærværende Konvention i to Eksemplarer og forsynet den med deres Segl.

Sket i Paris den 18 de Dag i Juli Maaned i Aaret 1903.

(L. S.) (undert.) F. Reventlow.

(L. S.) (undert.) E. Machain.

Artículo 27º

La présente Convención será ratificada por los Gobiernos de los dos Estados y las ratificaciones serán canjeadas en Paris en el mas breve tiempo posible.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios de una y otra Nación firman y sellan por duplicado la presente Convención en la ciudad de Paris á los 18 días del mes de Julio del año 1903.

(L. S.) (Firmado) E. Machain.

(L. S.) (Firmado) F. Reventlow.

Ratifié le 30 Septembre 1904.

TRADUCTION FRANÇAISE.

DANEMARK. — PARAGUAY.

18 juillet 1903 (1).

Traité d'amitié et Convention consulaire.

Son Excellence le Président de la République du Paraguay et Sa Majesté le Roi de Danemark, animés du désir de rendre plus étroites les relations d'amitié qui ont toujours existé entre les deux pays et, reconnaissant l'utilité de déterminer les prérogatives et attributions que doivent avoir dans les deux pays leurs consuls respectifs, ont résolu de conclure, dans ce but, un traité, et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Son Excellence le Président de la République du Paraguay : Don Eusebio Machain, Envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire du Paraguay à Paris,

Sa Majesté le Roi de Danemark : le Comte Ferdinand-Einar-Julius Gottlieb Reventlow, commandeur du Dannebrog et décoré de la croix d'honneur du même ordre, son Envoyé extraordinaire et ministre Plénipotentiaire à Paris.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura parfaite et sincère amitié entre la République du Paraguay et le Royaume de Danemark et entre les citoyens des deux états, sans exception de personnes ou de lieux. Les

(1) Échange des ratifications, à Paris le 30 septembre 1904.

Hautes Parties contractantes feront tous leurs efforts pour que cette amitié et cette bonne intelligence soient constantes et inaltérablement maintenues.

Article 2. — Les Paraguayens au Danemark et les Danois au Paraguay jouiront réciproquement des mêmes droits et garanties que les nationaux et seront soumis aux lois et à la juridiction du Pays.

Article 3. — Les Paraguayens au Danemark et les Danois au Paraguay ne pourront user dans leurs affaires litigieuses d'autres recours que ceux accordés aux nationaux par les lois de leurs pays respectifs et devront comme eux se soumettre strictement aux décisions définitives des tribunaux et juridictions, sans pouvoir en aucun cas former à leur sujet de réclamation diplomatique.

Article 4. — L'intervention diplomatique relative aux affaires contentieuses des Paraguayens au Danemark et des Danois au Paraguay n'aura jamais lieu que dans le cas où les juridictions ou tribunaux se refuseraient à leur rendre justice, conformément aux lois, ou retarderaient, en violation de ces lois, la solution des différends, et cela dans le seul et unique but de faire exécuter les lois.

Article 5. — Les Hautes Parties contractantes auront le droit d'avoir des consuls généraux, des consuls et des vice-consuls dans les villes, ports et localités du territoire de l'autre nation, en se réservant mutuellement le droit d'excepter tout point qu'elles jugeront convenable, étant bien entendu que cette réserve ne produira aucun effet, vis-à-vis de l'un des États contractants, si elle ne s'applique pas également à toutes les autres nations.

Article 6. — Les consuls généraux, consuls ou vice-consuls devront, pour être admis et reconnus comme tels, présenter leurs lettres de nomination en demandant l'exequatur.

Article 7. — En cas d'absence ou autre empêchement légitime des consuls généraux, consuls et vice-consuls titulaires, ou en cas de nécessité immédiate, les agents diplomatiques et, à leur défaut, les consuls généraux ou consuls, pourront nommer des vice-consuls ou des agents consulaires provisoires, à condition de demander au gouvernement sur le territoire duquel ils se trouvent, la reconnaissance desdits agents.

Article 8. — Les deux gouvernements se réservent le droit de refuser l'exequatur si l'agent nommé n'est pas *persona grata*. Si, une fois l'exequatur accordé, le consul cesse d'être *persona grata* ou que son maintien présente des inconvénients, le gouvernement près duquel il est accrédité pourra solliciter sa révocation ou son changement.

Article 9. — On pourra désigner les consuls généraux, consuls et vice-consuls, non seulement parmi les nationaux du pays qu'ils doivent représenter, mais aussi parmi les nationaux du pays où ils ont à résider, ainsi que parmi tous autres étrangers.

ARTICLE 10. — Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls pourront se livrer au commerce et exercer toute autre profession.

ARTICLE 11. — Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls n'ont pas le caractère diplomatique, et par conséquent ne jouiront pas des immunités accordées aux agents diplomatiques, ni d'autres droits, prérogatives ou exemptions que ceux accordés par la présente convention et ceux qui sont en usage dans le pays.

ARTICLE 12. — Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls seront complètement indépendants des autorités locales pour tout ce qui concerne l'exercice de leurs fonctions; mais quant à leurs personnes et leurs propriétés, en tout ce qui ne se réfère pas aux dites fonctions, ils seront soumis aux lois du pays dans lequel ils résident, comme les autres particuliers.

ARTICLE 13. — Quand les Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls seront citoyens de l'Etat qui les nomme, on ne pourra leur imposer ni charge ni service publics et ils seront exempts de contributions personnelles directes ou de toute autre contribution extraordinaire; s'ils possèdent des biens immeubles ou exercent quelque profession, ils seront néanmoins obligés de payer les impôts directs qui frappent ces biens ou cette profession. Mais si lesdits agents sont citoyens du pays dans lequel ils sont nommés, ils seront considérés, en ce qui concerne les charges, obligations et contributions générales, comme les autres citoyens de l'Etat auquel ils appartiennent.

ARTICLE 14. — Les archives consulaires seront inviolables en tout temps, et les autorités territoriales ne pourront sous aucun prétexte examiner ni prendre les papiers appartenant aux dites archives. Les Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls devront tenir les papiers appartenant aux archives consulaires complètement séparés de ceux qui se rapportent à leur commerce, leur industrie ou leurs affaires particulières.

ARTICLE 15. — Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls pourront placer sur la porte extérieure du consulat ou du vice-consulat, l'écusson aux armes de la nation dont ils sont les agents avec l'inscription: Consulat de..... Dans les jours de solennités publiques, et dans les autres cas habituels, ils pourront arborer sur l'hôtel consulaire le pavillon de la nation qu'ils servent; ils pourront faire de même sur les barques et embarcations qui les conduisent dans le port, dans l'exercice des fonctions de leur ministère.

ARTICLE 16. — Les Consuls généraux, Consuls et Vices-Consuls, dans les limites de leur compétence, et autant que le permettent les lois du pays, auront le droit de recevoir dans leurs chancelleries, au domicile des parties, et à bord des navires de leur nation, les déclarations que doivent faire les capitaines, les équipages, les passagers, les

commerçants, ou tout autre citoyen de la nation dont ils sont les agents.

ARTICLE 17. — Les Consuls généraux, Consuls et Vice-Consuls pourront se transporter ou envoyer un délégué à bord des navires de leur nation, après leur admission à la libre pratique, interroger les capitaines ou les équipages, examiner les papiers de mer, recevoir les déclarations relatives au voyage et à ses incidents, rédiger les manifestes et faciliter l'expédition des dits bâtiments.

Ils pourront aussi, autant que le permettent les lois du pays, accompagner les capitaines ou les hommes de l'équipage devant les tribunaux ou les services administratifs de la circonscription de leur résidence, pour leur servir d'interprètes dans les affaires dont ils ont à s'occuper ou dans les demandes où ils ont à intervenir.

ARTICLE 18. — Quant aux avaries éprouvées pendant la navigation par les bâtiments des deux Etats, que ceux-ci viennent volontairement ou soient amenés par force majeure aux ports de l'un des deux pays, les Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls n'interviendront qu'autant que le permettent les lois respectives de chaque pays.

ARTICLE 19. — Les navires marchands de l'un des deux Etats ne sont pas dans l'autre soustraits à la juridiction locale ; il ne leur est pas permis de donner asile à leur bord à des criminels.

Mais les Consuls généraux, Consuls ou Vice-Consuls connaîtront exclusivement des questions soulevées entre le capitaine, les officiers et l'équipage sur les navires marchands de leur nation, relativement aux contrats d'enrôlement et aux salaires. Les dits agents consulaires maintiendront l'ordre intérieur à bord sans l'intervention des autorités locales, à moins que la conduite du capitaine ou de l'équipage n'altèrent la tranquillité et l'ordre du pays. Ces jugements et décisions n'empêcheront pas néanmoins les parties de soumettre l'affaire au juge compétent, une fois de retour dans leur propre pays.

ARTICLE 20. — Les agents consulaires pourront requérir l'aide des autorités locales pour l'arrestation, la détention et la garde des déserteurs des bâtiments marchands de leur nation. La demande sera adressée par écrit aux autorités compétentes et la remise du déserteur ne pourra être refusée, si la demande est accompagnée du registre de bord, du rôle d'équipage et des autres documents établissant que l'individu réclamé fait partie de l'équipage du bâtiment et qu'il est obligé de continuer le service, excepté dans le cas où le déserteur est citoyen ou sujet du pays où la remise est demandée. Les déserteurs arrêtés seront mis à la disposition des agents consulaires et pourront rester dans les prisons publiques, à la requête et aux frais de ceux qui le demandent, en attendant leur envoi dans les bâtiments auxquels ils appartiennent ou dans les autres navires de la même nation. Mais si cet envoi n'est pas effectué dans les 15 jours après qu'ils ont été mis à la disposition de l'agent consulaire, ils seront mis en liberté et ne pourront être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que si le déserteur a commis à terre quelque crime,

délit ou contravention, sa remise pourra être suspendue jusqu'à ce que le juge compétent ait prononcé son jugement et que la sentence ait été exécutée.

ARTICLE 21. — Si sur le territoire de l'un des deux Etats, il meurt un citoyen de l'autre sans laisser d'héritier ni d'exécuteur testamentaire, il appartient à l'agent consulaire respectif de prendre toutes les mesures pour la préservation des biens conformément aux lois du pays où il réside.

ARTICLE 22. — Les Consuls généraux, consuls et vice-consuls, comme représentants naturels de leurs compatriotes absents, n'ont pas besoin de pouvoir spécial pour défendre leurs droits et prendre soin de leurs intérêts, mais ils ne pourront, sans pouvoir, percevoir leurs deniers ou effets.

ARTICLE 23. — Les Consuls généraux, consuls ou vice-consuls pourront réclamer contre toute infraction aux traités existants en s'adressant à cet effet aux autorités de la circonscription où ils résident et en recourant en cas de nécessité au gouvernement supérieur par l'intermédiaire d'un agent diplomatique et, à défaut de celui-ci, ils pourront recourir directement.

ARTICLE 24. — Les Consuls généraux, consuls et vice-consuls pourront légaliser toutes sortes de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur nation. Ils auront à la vue de tous dans leurs bureaux le tarif des droits consulaires et de Chancellerie.

ARTICLE 25. — La présente convention n'est valable ni pour l'Islande, ni pour le Groënland.

ARTICLE 26. — La présente convention oblige les deux pays contractants pendant le délai de 10 ans, comptés depuis le jour où a été effectué l'échange des ratifications. Mais, si aucune des Hautes Parties contractantes n'a annoncé à l'autre, six mois avant l'expiration de ce délai, son intention de l'annuler, il restera en vigueur jusqu'à six mois après le jour où parvient à la connaissance de l'une des Hautes Parties contractantes la dénonciation faite par l'autre.

ARTICLE 27. — La présente convention sera ratifiée par les gouvernements des deux Etats et les ratifications seront échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires de l'une et de l'autre nation signent et scellent en double la présente convention en la ville de Paris, le 18 juillet 1903.

(L. S.) Signé : E. MACHAIN.

(L. S.) Signé : F. REVENTLOW.

ALLEMAGNE-RUSSIE

Convention sur les chemins de fer du 6 décembre 1904

(Echange des ratifications le 3 février 1905)

PAR LA GRACE DE DIEU, NOUS, NICOLAS II, EMPEREUR ET AUTOCRATE DE TOUTES LES RUSSIES, de Moscou, Kiow, Wladimir, Novogorod, Tsar de Casan, Tsar d'Astrakhan, Tsar de Pologne, Tsar de Sibérie, Tsar de la Chersonese Taurique, Tsar de la Géorgie, Seigneur de Plescow et Grand Duc de Smolensk, de Lithuanie, Volhynie, Podolie et de Finlande; Duc d'Estonie, de Livonie de Courlande et Semigalle, de Samogitie, Bialostock, Carelie, Twer, Jugorie, Perm, Viatka, Bolgarie et d'autres; Seigneur et Grand-Duc de Novgorod-inférieur, de Czernigow, Riasan, Polotzk, Rostow, Jaroslaw, Béloosersk, Oudor, Obdor, Condie, Witepsk, Mstislaw, Dominateur de toute la contrée du Nord; Seigneur d'Ibérie, de la Cartalinie, de la Cabardie et de la province d'Arménie; Prince Héritaire et Souverain des Princes de Circassie et d'autres Princes montagnards; Seigneur du Turkestan; Successeur de Norvège, Duc de Schleswig-Holstein de Storman, de Dithmarsen et d'Oldenbourg, etc., etc., etc.

Savoir faisons par les présentes qu'à la suite d'un commun accord entre Nous et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, Nos Plénipotentiaires ont conclu et signé à Berlin le ^{23 novembre}_{6 décembre} 1904 une convention concernant la jonction du chemin de fer Varsovie-Kalisch avec la ligne prussienne Skalmierzice-Ostrowo laquelle porte mot pour mot ce qui suit :

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand agissant en l'espèce, pour la Prusse et à la demande de cet Etat, guidés par le désir de favoriser le développement du commerce et du trafic entre les deux Empires par l'établissement d'une jonction entre les chemins de fer prussiens de l'Etat près de Skalmierzice et la ligne Varsovie-Kalisch, et en vue de régler, d'un commun accord, les conditions dans lesquelles se fera cette jonction, ont nommé les plénipotentiaires suivants, à savoir :

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies : Monsieur Schabounévitch, Son Conseiller d'Etat actuel, sous-chef de la division d'exploitation de l'administration des chemins de fer, Monsieur Lipine, Son Conseiller d'Etat Actuel et Ingénieur, Monsieur Miller, son Conseiller d'Etat et Ingénieur, Monsieur Dernow, son Colonel d'Etat-Major, Monsieur von Nottbeck, Son Colonel d'Etat-Major, Monsieur Prang, Son Conseiller de Collège et Chef de Section, Monsieur Kroupensky, Son Conseiller d'Etat, premier secrétaire de l'Ambassade Impériale de Russie à Berlin,

et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse : Monsieur Kirchhoff, Son Conseiller intime supérieur actuel de régence et Direc-

teur ministériel, M. Krönig, Son Conseiller intime supérieur de régence, Monsieur Joeden, Son Conseiller intime supérieur des finances, Monsieur Hoffman, Son Conseiller intime supérieur et ingénieur en chef des chemins de fer, Monsieur Ottendorf, Son Conseiller intime supérieur des finances, Monsieur Kindermann, Son Conseiller intime de régence, Monsieur Goetsch, Son Conseiller de légation,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, et sous la réserve de la ratification ultérieure, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1

La Compagnie des chemins de fer Varsovie-Vienne domiciliée en Russie, s'est engagée à prolonger jusqu'à la frontière prussienne près de Skalmierzice sa ligne de Varsovie-Lodz-Kalisch, à voie large de 1 mètre 524 (voie russe de 5 pieds anglais), et d'y établir une jonction avec la ligne prussienne Ostrowo-Skalmierzice, à voie normale de 1 mètre 435, de l'administration des chemins de fer de l'Etat Prussien.

Les Hauts Gouvernements des deux Etats ci-dessus désignés sont convenus d'autoriser cette jonction et de la seconder mutuellement.

ARTICLE 2

La dite jonction à traction par locomotives sera créée pour le moment entre les deux lignes par l'établissement d'une voie unique de la largeur des voies de la ligne Varsovie-Kalisch aboutissant à la gare prussienne de de Skalmierzice et d'une voie unique de la largeur normale des chemins de fer prussiens de l'Etat aboutissant à la gare de Kalisch de la ligne de Varsovie-Kalisch. Il sera tenu compte, dans l'acquisition du terrain de l'éventualité de l'établissement d'une seconde voie de part et d'autre.

La partie de la ligne de jonction située sur le territoire russe, de Kalisch à la frontière, c'est-à-dire, les voies à établir tant en largeur russe qu'en largeur normale prussienne seront exécutées, avec tous les raccords et passages par la Compagnie des chemins de fer Varsovie-Vienne et à ses frais.

Une gare spéciale pourvue de toutes les installations nécessaires au service du changement de ligne sera établie à proximité de la frontière, près de Szczypiorno, à une distance maximum de un kilomètre 75 de la frontière, en vue de la remise d'une administration à l'autre, du transbordement et de l'expédition en douanes des marchandises à destination de la Russie.

Le Gouvernement Impérial Russe veillera à ce que la Compagnie des chemins de fer Varsovie-Vienne exécute les obligations prises en conséquence.

Le Gouvernement Royal Prussien, de son côté se déclare prêt à faire construire et pourvoir de tout le nécessaire et à ses frais la gare de Skalmierzice et la partie prussienne de la ligne de jonction de Skalmierzice à la frontière, dans la mesure nécessaire à l'effet de l'établissement de la jonction.

ARTICLE 3

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit d'arrêter les plans en ce qui concerne son propre territoire.

Le point de jonction de la partie russe et de la partie prussienne de la ligne Kalisch-Skalmierzice désignées à l'article 2 et le plan et le profil de la jonction des deux parties seront fixés et arrêtés par les deux Gouvernements d'après les travaux préparatoires à faire en commun par les ingénieurs des deux pays. Le pont à construire à la frontière sera également soumis à l'examen commun des deux Parties.

ARTICLE 4

Les travaux pour la nouvelle jonction sur les territoires des deux Etats seront achevés dans le plus bref délai possible et autant que faire se pourra à la même époque et simultanément.

ARTICLE 5

En ce qui concerne le service des voyageurs, le transfèrement du service d'une administration à l'autre à la frontière se fera dans ce sens que les trains de voyageurs de la Compagnie Varsovie-Vienne avec les voyageurs venant de Russie et leurs bagages seront conduits sur la voie russe plus large jusque dans la gare prussienne de Skalmierzice et les trains de voyageurs des chemins de fer prussiens de l'Etat avec leurs bagages, sur la voie prussienne normale jusque dans la gare russe de Kalisch.

En ce qui concerne le service des marchandises, les deux Hauts Gouvernements sont convenus de faire effectuer à la gare de Szczypioro la remise, le transbordement et l'expédition en douane des marchandises allant en Russie et à la gare de Skalmierzice les opérations correspondantes pour les marchandises allant en Prusse. En conséquence et en vue de la remise, du transbordement et de l'expédition douanière des marchandises à destination d'une des gares du pays voisin, les trains de marchandises prussiens seront conduits sur la voie normale prussienne jusque dans la gare russe de Szczypioro et les trains de marchandises russes sur la voie russe plus large jusque dans la gare prussienne de Skalmierzice.

Afin de faciliter les transactions, le Gouvernement prussien consent que les marchandises à destination de la localité de Kalisch, à moins que les prescriptions douanières russes ou d'autres raisons n'exigent leur déchargement à Szczypioro, soient transportées, sans transbordement, jusqu'à Kalisch, dans les wagons allemands, et que les marchandises expédiées de la localité de Kalisch dans la direction de la Prusse soient chargées à la gare de Kalisch dans des wagons allemands.

Toutes les dispositions ultérieures à prendre touchant la réglementation du service, l'expédition des personnes et des marchandises seront arrêtées entre les administrations des deux chemins de fer par une convention spéciale, avec l'approbation des autorités respectives des deux pays.

Cette convention établira également les conditions de l'emploi du matériel et du personnel d'une des administrations par l'autre et le mode de fixation de la quote-part afférente à chaque administration dans la répartition des recettes provenant du transport des voyageurs et des marchandises.

A défaut d'entente sur un point quelconque les deux administrations auront à se soumettre aux décisions des deux Hauts Gouvernements prises en commun après un accord préalable entre eux.

ARTICLE 6.

Les Hauts Gouvernements auront soin d'établir aux gares terminus les installations nécessaires pour pouvoir effectuer, dans le plus court espace de temps et aux moindres frais possibles, les transbordements de marchandises rendus nécessaires par la différence de largeur des voies.

ARTICLE 7.

L'entretien et la surveillance de la voie russe plus large sur territoire prussien et des autres installations de transbordement nécessitées sur territoire prussien seront à la charge de l'administration prussienne; l'entretien et la surveillance de la voie normale prussienne sur territoire russe et des autres installations de transbordement nécessitées sur territoire russe, seront à la charge de la compagnie Varsovie-Vienne.

Aucune indemnité ne sera payée par une administration à l'autre pour le parcours et l'emploi des installations réciproques.

ARTICLE 8.

Sans préjudice du droit de souveraineté et de surveillance des Hauts Gouvernements sur les sections de voie situées dans leurs territoires respectifs et sur l'exploitation et le service de ces sections, le service des trains d'une administration qui entrent dans la gare de l'autre administration restera soumis à la haute surveillance du Gouvernement du pays où l'administration a son domicile.

ARTICLE 9.

Les horaires pour le passage des trains jusque dans la gare voisine seront fixés d'un commun accord par les deux administrations.

Le tarif russe sera appliqué au service des voyageurs et marchandises allant dans la direction de l'Allemagne jusqu'à Skalmierzice, et le tarif allemand au service des voyageurs et marchandises allant dans la direction de la Russie jusqu'à Kalisch ou à Szczypiorno.

ARTICLE 10.

Les deux Hauts Gouvernements s'engagent, de plus à veiller à ce que :

1) les administrations qui exploitent les lignes situées sur les deux territoires, organisent un service de trains de correspondance à la gare frontière, suffisant pour assurer le trafic régulier des personnes et des marchandises, et établissent des règlements, dispositions et installations conformes à l'intérêt des relations réciproques ;

2) l'organisation d'une expédition directe de personnes et de marchandises entre les lignes désignées à l'article premier de la présente Convention et les lignes adjacentes, si les deux Hauts Gouvernements devaient juger que cette organisation est nécessaire dans l'intérêt des relations réciproques, ne rencontre aucune opposition de la part des administrations des chemins de fer intéressés.

ARTICLE 11.

Les dispositions qui existent ou dont il y aura lieu de convenir encore pour la police et la surveillance des passeports et des étrangers dans la circulation sur voie ferrée, seront appliquées aux stations de transbordement qui font l'objet de la présente Convention.

ARTICLE 12.

Les formalités de la révision douanière et de l'expédition des bagages des voyageurs, et des marchandises d'arrivée et de sortie seront convenues ultérieurement et plus en détail par les commissaires des deux administrations.

ARTICLE 13.

La réglementation du service des postes et des télégraphes est réservée à une entente spéciale entre les administrations respectives des postes et des télégraphes.

ARTICLE 14.

Dans tous les cas où les administrations du chemin de fer de l'un ou de l'autre Etat ne pourront s'entendre sur les différents points prévus dans la présente Convention ou en général, sur les moyens d'assurer la continuité du service entre les deux frontières et le développement du commerce de transit, les Gouvernements interviendront d'office et se concerteront sur toutes les mesures nécessaires à prendre.

ARTICLE 15.

Le Gouvernement Royal Prussien aura entière liberté de déférer à l'Empire d'Allemagne tous les droits et devoirs résultant de cette Convention.

ARTICLE 16.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin le plus tôt possible, mais au plus tard dans les deux mois à dater du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, le 6 décembre 1904.

Signé :

(L. S.) Schabounévitch.

(L. S.) Lipine.

(L. S.) Miller.

(L. S.) Dernow.

(L. S.) Nottbeck.

(L. S.) Prang.

(L. S.) Kroupensky.

(L. S.) Kirchhoff.

(L. S.) Krönig.

(L. S.) Joeden.

(L. S.) Hoffman.

(L. S.) Ottendorff.

(L. S.) Kinderman.

(L. S.) Goetsch.

A ces causes, après avoir suffisamment examiné cette convention, Nous l'avons agréée, confirmée et ratifiée, comme par les présentes Nous l'agréons, confirmons et ratifions dans toute sa teneur, promettant sur Notre parole Impériale, pour Nous, nos Héritiers et Successeurs, que tout ce qui a été stipulé dans cette convention sera observé et exécuté inviolablement. En foi de quoi, Nous avons signé de Notre propre main la présente ratification Impériale et y avons fait apposer le sceau de Notre Empire. Donné à Tsarskoé Sélo, le 10 janvier de l'an de grâce mil neuf cent cinq et de Notre règne la onzième année.

L'original est signé de la propre main de Sa Majesté l'Empereur, ainsi :

« NICOLAS »

(L. S.)

(Contresigné :) le Ministre des Affaires Etrangères, Secrétaire d'Etat
Comte Lamsdorff.

PAR LA GRACE DE DIEU, NOUS NICOLAS II, EMPEREUR ET AUTOCRATE de toutes les Russies, de Moscou, Kiw, Wladimir, Novogorod ; Tsar de Casan, Tsar d'Astrakhan, Tsar de Pologne, Tsar de Sibérie, Tsar de la Chersonèse Taurique, Tsar de la Géorgie, Seigneur de Plescow et Drand Duc de Smolensk, de Lithuanie, Volhynie, Podolie et de Finlande ; Duc d'Esthonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de

Samogitie, Bialostok, Carélie, Twer, Jugorie, Perm, Viatka, Bolgarie et d'autres ; Seigneur et Grand Duc de Novgorod-inférieur, de Czernigow, Riasan, Polotzk, Rostow, Jaroslaw, Bélosersk, Oudor, Obdor, Condie, Witepsk, Mstislaw ; Dominateur de toute la contrée du Nord ; Seigneur d'Ibérie, de la Cartalinie, de la Kabardie et de la province d'Arménie ; Prince Héréditaire et Souverain des Princes de Circassie et d'autres Princes Montagnards ; Seigneur du Turkestan ; Successeur de Norvège, Duc de Schleswig-Holstein, de Stormarn, de Dithmarsen d'Oldenbourg, etc., etc., etc.

Savoir faisons par les présentes qu'à la suite d'un commun accord entre Nous et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, Nos Plénipotentiaires ont conclu et signé à Berlin le 23 novembre/6 décembre 1904 une convention concernant la jonction du chemin de fer Herby-Czenstochow avec la ligne prussienne Lublinitz-Herby laquelle porte mot pour mot ce qui suit :

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand agissant en l'espèce, pour la Prusse et à la demande de cet Etat, guidés par le désir de favoriser le développement du commerce et du trafic entre les deux Empires par l'établissement d'une jonction entre la ligne Herby-Czenstochow et les chemins de fer prussiens de l'Etat près de Herby, et en vue de régler, d'un commun accord, les conditions dans lesquelles se fera cette jonction, ont nommé les plénipotentiaires suivants, à savoir :

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies : Monsieur Schabounévitch, Son Conseiller d'Etat Actuel, sous-chef de la division d'exploitation de l'Administration des chemins de fer, Monsieur Lipine, Son Conseiller d'Etat Actuel et Ingénieur, Monsieur Miller, Son Conseiller d'Etat et Ingénieur, Monsieur Dernow, Son Colonel d'Etat-Major, Monsieur von Nottbeck, Son Colonel d'Etat-Major, Monsieur Prang, Son Conseiller de Collège et Chef de Section, Monsieur Kroupensky, Son Conseiller d'Etat, premier secrétaire de l'Ambassade Impériale de Russie à Berlin.

Et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse : Monsieur Kirchhoff, Son Conseiller intime supérieur actuel de régence et Directeur ministériel, Monsieur Krönig, Son Conseiller intime supérieur de régence, Monsieur Joeden, Son Conseiller intime supérieur des finances, Monsieur Nitschmann, Son Conseiller intime supérieur et ingénieur en chef des chemins de fer, Monsieur Ottendorff, Son Conseiller intime supérieur des finances, Monsieur Kindermann, Son Conseiller intime de régence, Monsieur Goetsch, Son Conseiller de légation.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, et sous la réserve de la ratification ultérieure, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1.

En vertu d'une concession accordée par le Gouvernement Impérial Russe, la compagnie d'actionnaires de la ligne de Herby-Czenstochow,

domiciliée en Russie, exploite, sur territoire russe, une ligne à voie étroite lui appartenant, entre Czenstochow et la localité russe de Herby, située près de la frontière commune aux deux Etats.

Du côté prussien, le Gouvernement Royal Prussien exploite, sur son propre territoire et pour son propre compte, entre Lublinitz et la localité prussienne de Herby, située également près de la frontière commune, une ligne secondaire à voie normale, rejoignant à Lublinitz la ligne principale Breslau-Tarnowitz.

La largeur de la ligne Herby-Czenstochow est de 1,067 m. (soit trois pieds six pouces anglais), celle de la voie Lublinitz-Herby est de 1,435 m.

Les Hauts Gouvernements sont convenus d'admettre une jonction entre ces deux lignes. A cet effet, ils permettent le prolongement des voies de la ligne prussienne de l'Etat jusque dans la gare russe de Herby et le prolongement des voies de la ligne de Herby-Czenstochow jusque dans la gare prussienne de Herby, ainsi que l'établissement sur leur territoire de toutes les installations nécessaires pour le transbordement.

ARTICLE 2.

Les points où les deux voies coupent la frontière et le raccordement des parties de ces voies de chaque côté de la frontière seront déterminés, quant au plan et au profil, en commun, par les ingénieurs des deux pays. Chacun des deux Hauts Gouvernements se réserve le droit d'arrêter les détails du plan pour son propre territoire.

ARTICLE 3.

Les deux sections de voie, la section prussienne et la section russe et leurs dépendances, ainsi que les moyens de transport ont été construits de part et d'autre de manière à assurer l'exploitation par locomotives. Les installations pour le transbordement seront exécutées en conséquence.

ARTICLE 4.

Les travaux pour les installations de transbordement sur les territoires des deux Etats seront achevés dans le plus bref délai possible et autant que faire se pourra à la même époque et simultanément.

ARTICLE 5.

En vue de la remise des marchandises expédiées par une des stations à la station du pays voisin, les trains de marchandises de la ligne prussienne entreront par la voie prussienne plus large dans la gare russe de Herby et les trains de marchandises de la ligne Herby-Czenstochow par la voie (russe) plus étroite dans la gare prussienne de Herby.

Pour ce qui concerne le trafic se dirigeant vers la Russie, les trains de voyageurs prussiens doivent entrer dans la gare russe de Herby, de même, quant au trafic dirigé vers la Prusse, les trains de voyageurs russes doivent entrer dans la gare prussienne de Herby.

Toutes les autres dispositions concernant la pratique du service, le transbordement et la remise des marchandises et l'expédition des voyageurs, seront réglées, par les deux administrations, dans une convention spéciale et avec l'approbation des autorités respectives de leur pays.

A défaut d'entente sur un point quelconque, les deux administrations auront à se soumettre aux décisions des deux Hauts Gouvernements, prises en commun après un accord préalable entre eux.

ARTICLE 6.

La construction, l'entretien et la surveillance de la voie russe plus étroite sur territoire prussien et des autres installations de transbordement nécessitées sur territoire prussien seront à la charge de l'administration prussienne; la construction, l'entretien et la surveillance de la voie prussienne plus large sur territoire russe et des autres installations de transbordement nécessitées sur territoire russe, seront à la charge de la Compagnie Herby-Czenstochow.

Aucune indemnité ne sera payée par une administration à l'autre pour le parcours et l'usage des installations réciproques.

ARTICLE 7.

Les Hauts Gouvernements auront soin d'établir aux gares terminus les installations nécessaires pour pouvoir effectuer, dans le plus court espace de temps et aux moindres frais possibles, les transbordements de marchandises rendus nécessaires par la différence de largeur des voies.

ARTICLE 8.

Sans préjudice du droit de souveraineté et de surveillance des Hauts Gouvernements contractants sur les sections de voie situées dans leurs territoires respectifs et sur l'exploitation et le service de ces sections, le service des trains d'une administration qui entrent dans la gare de l'autre administration restera soumis à la haute surveillance du Gouvernement du pays où l'administration a son domicile.

ARTICLE 9.

Les horaires pour le passage des trains dans la gare voisine, sont fixés d'un commun accord par les deux administrations.

Le tarif des personnes et des marchandises sera calculé et fixé, pour la ligne qui effectue le transport, jusqu'au point terminus de la gare de l'autre administration.

ARTICLE 10.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent, de plus, à veiller à ce que :

1) les administrations qui exploitent les lignes situées sur les deux territoires, organisent un service de trains suffisant pour assurer le transbordement régulier des personnes et des marchandises, et établissent des règlements, dispositions et installations conformes à l'intérêt des relations réciproques ;

2) l'organisation d'une expédition directe de personnes et de marchandises entre les lignes désignées à l'article premier de la présente Convention et les lignes adjacentes, si les deux Hauts Gouvernements devaient juger que cette organisation est nécessaire dans l'intérêt des relations réciproques, ne rencontre aucune opposition de la part des administrations des chemins de fer intéressés.

La ligne prussienne Lublinitz-Herby fait partie des chemins de fer de l'Etat et se trouve comme telle sur la liste des lignes qui se sont soumises à l'arrangement international sur le tarif des transports de marchandises par voie ferrée. Le Gouvernement IMPERIAL Russe aura soin de faire effectuer la présentation de la ligne Herby-Czenstochow à l'admission dans la même liste.

ARTICLE 11.

Les dispositions qui existent ou dont il y aura lieu de convenir encore pour la police et la surveillance des passeports et des étrangers dans la circulation sur voie ferrée, seront appliquées aux stations de transbordement qui font l'objet de la présente Convention.

ARTICLE 12.

Les formalités de la révision douanière et de l'expédition des bagages des voyageurs, et des marchandises d'arrivée et de sortie seront convenues ultérieurement et plus en détail par les commissaires des deux administrations.

ARTICLE 13.

La réglementation du service des postes et des télégraphes est réservée à une entente spéciale entre les administrations respectives des postes et des télégraphes.

ARTICLE 14.

Dans tous les cas où les administrations du chemin de fer de l'un ou de l'autre Etat ne pourront s'entendre sur les différents points prévus

dans la présente Convention ou, en général, sur les moyens d'assurer la continuité du service entre les deux frontières et le développement du commerce de transit, les Gouvernements interviendront d'office et se concerteront sur toutes les mesures nécessaires à prendre.

ARTICLE 15.

Le Gouvernement Royal Prussien aura entière liberté de déférer à l'Empire d'Allemagne tous les droits et devoirs résultant de cette Convention.

ARTICLE 16.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans les deux mois à dater du jour de la signature ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, le 6 Décembre 1904.

(Signé)

(L. S.) Schabounévitch.
(L. S.) Lipine.
(L. S.) Miller.
(L. S.) Dernow.
(L. S.) Nottbeck.
(L. S.) Prang.
(L. S.) Kroupensky.

(Signé)

(L. S.) Kirchhoff.
(L. S.) Krönig.
(L. S.) Joeden.
(L. S.) Nitschman.
(L. S.) Ottendorff.
(L. S.) Kindermann.
(L. S.) Goetsch.

A ces causes, après avoir suffisamment examiné cette convention, Nous l'avons agréée, confirmée et ratifiée, comme par les présentes Nous l'agréons, confirmons et ratifions dans toute sa teneur, promettons sur NOTRE parole IMPÉRIALE, pour Nous, Nos Héritiers et Successeurs, que tout ce qui a été stipulé dans cette convention sera observé et exécuté inviolablement. En foi de quoi Nous avons signé de NOTRE propre main la présente ratification IMPÉRIALE et y avons fait apposer le sceau de NOTRE Empire. Donné à Tzarskoé-Sélo, le 10 Janvier de l'an de grâce mil neuf cent cinq et de NOTRE règne la onzième année.

L'original est signé de la propre main de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR ainsi :

« NICOLAS ».

(L. S.).

(Contresigné) : le Ministre des Affaires Etrangères Secrétaire d'Etat
Comte Lamsdorff.

BULGARIE ET RUSSIE.

**Traité de commerce et de navigation entre la Bulgarie
et la Russie, du 23 février 1905,**

ratifié le 16/20 janvier 1906.

Son Altesse royale le Prince de Bulgarie et sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, animés du désir de développer et d'affermir les relations commerciales et maritimes entre les deux États, ont résolu de conclure à cet effet un Traité de commerce et de navigation, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à savoir :

Son Altesse royale le Prince de Bulgarie :

Son Ministre (Plénipotentiaire) Demetrius Stantchoff, Agent diplomatique à Saint-Petersbourg, et M. Boutscho Boëff, professeur ordinaire à l'Université de Sofia ;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Son Secrétaire d'État et Conseiller privé actuel Serge de Witte, Président du Conseil des Ministres, et Son Secrétaire d'État et Conseiller privé actuel Comte Wladimir Lamsdorf, Ministre des Affaires étrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ART. 1^{er}. — Les sujets de l'une des Parties contractantes résidant à demeure fixe ou séjournant passagèrement dans les limites du territoire de l'autre auront, sur le même pied que les nationaux, la faculté d'exercer leur commerce et leur industrie et ne seront pas soumis à des droits autres ni plus élevés que ceux perçus sur les nationaux. Ils jouiront des droits, privilèges, immunités et exemptions qui sont accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Il demeure, toutefois, entendu que les dispositions qui précèdent ne sauraient nullement modifier les effets des lois, règlements et décrets spéciaux concernant le commerce et l'industrie en vigueur dans chacun des États des Hautes Parties contractantes et applicables à tous les étrangers.

ART. 2. — Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront pleine liberté d'acquérir et de posséder sur le territoire de l'autre partie, des biens meubles et des immeubles de quelque nature que ce soit, en tant que l'acquisition et la possession de ces biens sont ou seront, à l'avenir, permises, par les lois du pays, aux sujets de toute autre nation. Ils auront le droit de disposer desdits biens par vente, échange, donation, mariage, testament ou de quelque autre manière que ce soit, ainsi que de les acquérir par voie de succession, dans les mêmes conditions qui sont ou seront établies dans le pays, à l'égard des sujets de toute autre nation, sans être soumis, sous ce rapport, à des taxes, impôts ou

charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront acquittés par les nationaux.

Ils pourront, de même, en se conformant aux lois locales, exporter librement le produit de la vente de leurs propriétés et de leurs biens en général sans être tenus de payer des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux ont à acquitter dans les mêmes circonstances.

Ils jouiront du droit, en se conformant aux lois du pays, de s'adresser aux Autorités judiciaires, aussi bien pour introduire des procès que pour y répondre et ils jouiront, sous ce rapport, de tous les droits et privilèges accordés aux nationaux ; ils auront, sur le même pied que ces derniers, la faculté de s'adresser dans toutes affaires judiciaires, à des avocats, avoués et mandataires de toute catégorie, admis par les lois du pays.

ART. 3. — Les sujets de l'une des Hautes Parties contractantes ne seront astreints, dans les limites du territoire de l'autre, à aucune fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou publique quelconque, à l'exception de la (charge de) tutelle ; ils seront dispensés de tout service personnel, soit dans les armées de terre et de mer, soit dans la réserve ou milice, ainsi que de toute contribution, de tout emprunt forcé, de toute réquisition militaire et de toute charge de quelque nature que ce soit, provoquée par la guerre ou par des circonstances particulières.

Sont, toutefois, exceptées les charges attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien-fonds, ainsi que celles du logement et de toutes autres prestations militaires auxquelles sont astreints les nationaux du pays et les sujets de la nation la plus favorisée en leur qualité de propriétaires, fermiers ou locataires fonciers.

ART. 4. — Les sociétés par actions (anonymes) et les compagnies commerciales, industrielles et financières ayant leur siège dans l'État de l'une des Hautes Parties contractantes, seront, à condition d'y avoir été formées conformément aux lois en vigueur, considérées comme légalement constituées dans l'État de l'autre partie, c'est-à-dire elles auront la faculté de s'adresser aux autorités judiciaires, soit pour introduire des demandes, soit pour y répondre.

Il est toutefois entendu que la disposition qui précède ne saurait préjuger la question de savoir si une semblable société, constituée dans l'État de l'une des deux Puissances, aura l'autorisation d'exploiter un commerce ou une industrie dans les limites de l'État de l'autre, cette autorisation dépendant toujours des règlements qui sont ou seront établis en la matière dans ce dernier État.

Dans tous les cas, lesdites sociétés et compagnies jouiront dans les limites de l'autre État des droits analogues à ceux qui sont ou seront accordés aux mêmes sociétés de toute autre nation étrangère.

ART. 5. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver les relations commerciales réciproques entre les deux nations par des prohibitions quelconques tant à l'importation qu'à l'exportation et elles s'engagent à laisser le transit libre sauf pour des destinations qui sont ou seront fermées au transit.

Il ne sera perçu de droits que sur les marchandises qui constituent ou constitueront, dans l'État d'une des Parties contractantes, l'objet d'un monopole de l'État, ainsi que sur certains articles auxquels, dans l'intérêt de l'hygiène, de la police vétérinaire ou de la sécurité publique, il y aura lieu d'appliquer des mesures prohibitives spéciales.

ART. 6. — Les produits du sol et des manufactures de Russie, importés en Bulgarie, et les produits du sol et des manufactures de la Bulgarie, importés en Russie pour la consommation, la mise en entrepôt, la réexportation et le transit, seront traités, sous tous les rapports, comme les produits de la nation la plus favorisée. Ils ne seront, dans aucun cas ni sous aucun prétexte, soumis à des droits, taxes, contributions directes ou indirectes, autres ou plus élevés que ceux dont sont grevés les produits similaires de toute autre nation.

De même, il ne sera établi, à leur égard, aucun droit additionnel ni aucune prohibition à l'importation, à moins que ces mesures ne soient applicables aux produits similaires de toute autre nation.

En conséquence, tous privilèges, exemptions et réductions de droits à l'importation, spécifiés dans les tarifs généraux ou établis par traités et accordés, par l'une des Parties contractantes, à une tierce puissance, à titre permanent ou temporaire, seront immédiatement étendus, sans condition, sans restriction et sans qu'il y ait lieu à compensation, aux produits du sol et des manufactures de l'autre Partie contractante.

ART. 7. — Les droits perçus à l'intérieur au profit du Gouvernement, des sociétés ou des corporations et dont sont ou seront grevés la production, la fabrication ou la consommation d'un article quelconque dans les limites de l'État de l'une des Parties contractantes, ne seront, sous aucun prétexte, perçus pour un montant plus élevé ou d'une manière plus vexatoire en ce qui concerne les produits de l'autre Partie qu'en ce qui concerne les produits similaires nationaux.

ART. 8. — On ne percevra pas, à l'exportation des produits de l'une des Parties contractantes à destination de l'autre, de droits autres ou plus élevés que ceux payables à l'exportation des produits similaires à destination du pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute exemption accordée, par l'une des Parties contractantes, à une Puissance tierce, relativement à l'exportation, sera étendue, immédiatement et sans condition, à l'autre Partie contractante.

ART. 9. — Les marchandises de toute sorte passant en transit par le territoire de l'une ou l'autre des Parties contractantes par la voie commerciale, ouverte au transit, seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, qu'elles soient transportées directement, ou qu'elles soient, durant leur transport, déchargées, emmagasinées ou chargées à nouveau.

ART. 10. — Ne seront pas considérés comme pouvant modifier les dispositions du présent traité :

1° Les privilèges résultant des stipulations d'une convention doua-

nière conclue ou devant être conclue par l'une des Hautes Parties contractantes avec une tierce Puissance quelconque, de même que les privilèges qui sont accordés actuellement ou le seront, à l'avenir, à d'autres Puissances limitrophes en vue de faciliter l'échange commercial sur une zone limitrophe s'étendant jusqu'à quinze kilomètres.

2^o Les privilèges qui sont accordés actuellement ou pourront, à l'avenir, être accordés, à l'importation ou à l'exportation, aux habitants du Gouvernement d'Arkhangel ainsi qu'aux habitants du littoral du nord et de l'est de la Russie d'Asie (Sibérie).

Il est, de plus, entendu que les articles 6, 8 et 9 du présent traité ne concernent ni les dispositions spéciales, contenues dans le traité conclu entre la Russie et les royaumes de Suède et de Norvège, le 26 avril (8 mai) 1838, ni les dispositions qui concernent ou concerneront le commerce avec les puissances et possessions asiatiques limitrophes de la Russie ; et que lesdites dispositions ne sauraient, en aucun cas, servir de prétexte pour modifier les rapports établis entre les deux Parties contractantes en matière de commerce et de navigation.

ART. 11. — Les commerçants, fabricants et autres industriels qui, par la production d'une pièce probante (carte d'identité) délivrée par les autorités compétentes de leur pays, prouveront qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'État où ils auront établi leur domicile, pourront, soit en personne, soit par des employés ambulants (commis-voyageurs), opérer des achats et même, étant porteurs d'échantillons de marchandises, recevoir des commandes sur le territoire de l'autre Partie contractante. Lesdits commerçants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs jouiront, dans les États des deux Puissances, en ce qui regarde les passeports et le paiement des impôts établis concernant le commerce, des droits accordés aux sujets de la nation la plus favorisée.

Les industriels (commis-voyageurs), munis de pièces probantes, peuvent être porteurs d'échantillons mais non pas de marchandises. Les articles soumis à des droits de douane et importés par lesdites personnes comme échantillons entreront dans les États des deux Parties contractantes et en sortiront sans acquitter de droits, à condition que lesdits articles, s'ils ne sont pas vendus, soient réexportés dans un délai fixé d'avance, par quelque douane que ce soit, et que l'identité des articles importés et réexportés ne puisse être mise en doute.

La réexportation d'échantillons devra, dans les États des deux Parties contractantes, être garantie, à leur importation, soit par le paiement d'un droit de douane correspondant à titre de gage, soit par une caution.

Les deux Parties contractantes se désigneront réciproquement les autorités chargées de délivrer des pièces probantes et se communiqueront réciproquement le modèle de ces pièces ainsi que les règlements auxquels devront se conformer les commis-voyageurs exerçant leur industrie.

Les nationaux de l'une des Parties contractantes visitant les marchés dans les limites de l'État de l'autre, en vue d'y faire du

commerce et d'y vendre leurs produits, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les sujets du pays et ne seront pas soumis à des droits plus élevés que ceux acquittés par ces derniers.

ART. 12. — Les navires bulgares et leurs cargaisons en Russie et les navires russes et leurs cargaisons en Bulgarie jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le pays d'où viennent les navires ou vers lequel ils se dirigent et quel que soit le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison.

Tous privilèges et exemptions accordés, sous ce rapport, par l'une des Parties contractantes, à une tierce Puissance, seront étendus immédiatement et sans condition à l'autre Partie.

Comme exceptions admises aux dispositions qui précèdent, seront considérées :

a. Les faveurs spéciales qui sont ou pourront être accordées aux industries de pêche et aux produits de pisciculture du pays ;

b. Les exemptions qui sont ou pourront être accordées à la marine marchande du pays.

Les dispositions du présent traité ne concernent pas le cabotage, qui reste soumis aux lois qui sont ou seront en vigueur dans l'Etat de chacune des Parties contractantes. Toutefois, les navires russes et bulgares auront la faculté de passer d'un port de l'une des Parties contractantes dans un ou plusieurs ports de la même Partie en vue de décharger, en entier ou en partie, la cargaison introduite à l'étranger, et en vue de charger complètement ou d'achever de charger les marchandises destinées à l'étranger.

ART. 13. — La nationalité du navire sera réciproquement reconnue conformément aux lois et règlements (arrêtés) spéciaux de chacune des deux Puissances, sur la base des documents ou brevets se trouvant sur le navire et ayant été délivrés par les autorités compétentes.

Les certificats de jaugeage, délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus par l'autre en vertu d'accords spéciaux, conclus ou devant être conclus entre les deux Parties contractantes.

ART. 14. — Les navires bulgares entrant dans un port quelconque russe et, de même, les navires russes entrant dans un port quelconque bulgare, en vue seulement de compléter le chargement d'une partie de leur cargaison ou de la décharger, auront le droit, en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans le pays que cela concerne, de laisser à bord du navire la partie de la cargaison destinée à un autre port de ce pays ou d'un autre, et d'exporter cette partie de la cargaison sans payer aucun droit de douane, excepté la taxe perçue pour surveillance, et cela au même taux que celui fixé pour les navires du pays.

ART. 15. — Sont absolument exempts du paiement des droits d'expédition et de transport, dans les ports des deux Parties contractantes :

1^o Les navires qui, étant arrivés de quelque lieu que ce soit sur leur lest, partiront sur leur lest ;

2^o Les navires qui, en passant d'un port à un autre ou à plusieurs autres ports appartenant à la même Partie contractante, produiront un certificat constatant le paiement, par eux, des droits en question dans un port quelconque de cette Partie contractante ;

3^o Les navires qui sont entrés dans le port, avec leur cargaison, volontairement ou par nécessité et qui en sont ensuite sortis sans y avoir fait aucun acte de commerce.

Cette faveur n'est pas étendue aux droits de phare, de pilotage, de remorque, de quarantaine ou autres droits perçus sur tout navire pour services rendus en vue de faciliter les déplacements et acquittés dans la même mesure par les navires nationaux et ceux appartenant à la nation la plus favorisée.

En cas d'entrée forcée dans un port, ne seront pas considérés comme actes de commerce : le déchargement et le rechargement des marchandises en vue de la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire dans le cas où le premier de ces navires serait impropre à la navigation ; les dépenses nécessaires à l'approvisionnement de l'équipage en produits alimentaires et la vente des marchandises avariées sur mer, lorsque cette vente a été autorisée par les autorités douanières.

ART. 16. — Dans le cas où un navire appartenant à l'une des Parties contractantes échouerait ou ferait naufrage sur les côtes de l'autre, ce navire et sa cargaison jouiront des mêmes privilèges et exemptions que ceux accordés dans les mêmes circonstances, par la Législation de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à ses propres navires. En outre, tout secours et toute coopération seront offertes au capitaine et à l'équipage en ce qui concerne les hommes, le navire même et sa cargaison.

De plus, en vertu d'un accord entre les Parties contractantes, les marchandises sauvées ne seront soumises à aucun droit de douane, si elles ne sont pas destinées à la consommation à l'intérieur du pays.

ART. 17. — Les sujets de chacune des Parties contractantes auront, réciproquement et aux mêmes conditions que les sujets du pays, et en acquittant les mêmes droits, la jouissance des chaussées et des voies ordinaires, des canaux, écluses, passages, ponts et passages sous ces ponts, ports et docks, chenals, pilotages, grues, poids, entrepôts, moyens de sauvetage sur eau et moyens de conservation des cargaisons des navires, ainsi que toutes autres installations et tous autres outillages de même nature, s'ils sont destinés à l'usage public et aux besoins du commerce en général, et cela, indistinctement, qu'ils soient gérés par l'État ou que celui-ci en confie la gestion à des particuliers.

Lesdits droits ne seront perçus que pour l'utilisation effective des (installations et des) outillages (en question), sous réserve, toutefois, des dispositions contraires aux présentes concernant la partie relative au pilotage et aux phares.

ART. 18. — Les deux Parties contractantes se réservent la faculté d'établir, comme elles le jugeront bon, des tarifs de transport sur leurs chemins de fer.

Dans tous les cas, en ce qui concerne l'application des tarifs de transport et des (règlements relatifs aux) délais et moyens de transport, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets des deux Parties contractantes. Notamment sur les marchandises expédiées de Russie à destination d'une station quelconque bulgare ou en transit par la Bulgarie, il ne sera pas appliqué, sur les chemins de fer bulgares, de tarifs de transport plus élevés que ceux établis dans la même direction et entre les mêmes stations de chemins de fer bulgares et étrangères. Ce même règlement sera appliqué aux chemins de fer russes concernant les marchandises expédiées de Bulgarie à destination d'une station quelconque russe ou en transit par la Russie. Des exceptions seront seulement admises en faveur des chargements dont le transport à prix réduit sera justifié par un but d'utilité publique ou de bienfait public.

ART. 19. — Le présent Traité entrera en vigueur le 1/14 mars 1905 et restera exécutoire jusqu'au 1/14 mars 1910.

Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration dudit délai, son intention de faire cesser les effets du présent Traité, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une (ou l'autre) des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

ART. 20. — Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Saint-Petersbourg, le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Saint-Petersbourg, le 23 février 1905.

Signé : STANCIOFF.
BOEFF.

Signé : Comte LAMSDORF.
Serge DE WITTE.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation conclu, à la date d'aujourd'hui, à Saint-Petersbourg, entre la Russie et la Bulgarie, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes :

§ 1^{er}. Les dispositions de l'article 1^{er} du traité de commerce, concernant l'établissement et l'exploitation des industries, ne seront pas applicables, en Bulgarie, aux cabaretiers, pharmaciens, courtiers, colporteurs de campagne et aux genres de commerces et d'industries qui s'exercent exclusivement d'une manière ambulante.

§ 2. Le pétrole et les autres huiles minérales rectifiées servant à l'éclairage peuvent acquitter des droits de douane, suivant le désir de ceux qui les importent, soit d'après le poids, à quelle occasion l'on adoptera, comme unité de poids, 100 kilogrammes, soit d'après le volume, à quelle occasion, 125 litres, à une température de 15 degrés d'après un thermomètre de 100 degrés, seront considérés comme équivalents à 100 kilogrammes nets.

§ 3. (Concernant l'article 7 du traité de commerce.)

L'accise et l'octroi peuvent être perçus en Bulgarie sur les marchandises russes, même dans le cas où des marchandises similaires ne se produisent pas en Bulgarie, sous réserve que ces taxes ne soient pas perçues dans une proportion inférieure sur toutes autres marchandises similaires étrangères d'origine non russe.

§ 4. (Concernant l'article 10 du traité de commerce.)

La disposition concernant l'étendue de 20 kilomètres pour la zone limitrophe, disposition prévue par l'article 1^{er} de l'annexe B au traité de commerce de 1897 entre la Bulgarie et la Serbie, ne sera pas considérée comme pouvant modifier les dispositions du présent traité.

§ 5. (Concernant la loi bulgare sur les droits de timbre.)

Est soumis au paiement des droits de timbre un seul manifeste général pour tout le train de bateaux remorqués, et cela d'après le calcul du tonnage total de ce train, tonnage pour la fixation duquel on adoptera le total du tonnage du vapeur remorqueur et de tous les navires remorqués par lui.

On ne percevra les droits de timbre pour chaque traversée que dans le premier port d'escale.

Pour l'extrait du manifeste, il sera perçu un droit de timbre s'élevant à un franc.

Le présent Protocole, formant partie intégrante du traité auquel il se rapporte, sera considéré comme approuvé et ratifié par les deux Gouvernements, sans qu'il soit nécessaire d'une autre ratification spéciale, et cela en vertu de l'échange des ratifications du traité même.

Signé : STANCIOFF.

B. BOEFF.

Signé : Comte LAMSDORF.

Serge DE WITTE.

DANEMARK - RUSSIE.

Convention signée le 16/23 août 1906

Ratifiée le 23 novembre 8/21 décembre 1905, publiée le 6 avril 1906

(Lovtidende A. p. 303).

OVERENSKOMST OM UDVEKSLING AF
POSTANVISNINGER IMELLEM KON-
GERIGET DANMARK OG KEJSER-
RIGET RUSLAND.

ARRANGEMENT CONCERNANT
L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE
ENTRE L'EMPIRE DE RUSSIE ET LE
ROYAUME DE DANEMARK.

Efter fælles Overenskomst og under Forbehold af de behørigge Myndigheders Billigelse have Under tegnede vedtaget følgende Bestemmelser :

Artikel 1.

1. — Imellem Kongeriget Danmark (Inkl. Færøerne og Island) og Kejserriget Rusland oprettes en regelmæssig Udveksling af Postanvisninger.

2. — Denne Udveksling skal finde Sted igennem de af enhver af de paagældende to Postbestyrelser dertil bestemte Posthuse.

3. — Disse Posthuse skulle, ved Hjælp af Fortegnelser, gensidig give hinanden Underretning om de fra det ene Land til det andet udfærdigede Postanvisninger.

Artikel 2.

1. — Postvæsenet paa Afgangsstedet bestemmer, om Postanvisningsbeløbene af Afsenderne skulle angives i Afsendelseslandets eller i Bestemmelseslandets Mønt.

2. — Saafremt et Postanvisningsbeløb er angivet i Afsendelseslandets Mønt, skal det ved Foranstaltning af Postvæsenet paa Afgangsstedet reduceres til Bestemmelseslandets Mønt.

3. — Postbestyrelsen i Afsendelseslandet fastsætter selv Omsætningsforholdet mellem sin egen og Bestemmelseslandets Mønt. Postbestyrelserne i de kontraherende Lande meddele hinanden gensidig det Forhold, de have vedtaget for bemeldte Omsætning, saavel som de Forandringer, der eventuelt indføres i saa Henseende.

Les soussignés ont arrêté, d'un commun accord, sous réserve de l'approbation par les Autorités compétentes, les dispositions suivantes :

Article 1^{er}.

1. — Il est établi entre l'Empire de Russie et le Royaume de Danemark avec les îles Féroë et l'Islande un échange régulier de mandats-poste.

2. — Cet échange aura lieu par l'intermédiaire des bureaux désignés par chacune des deux Administrations respectives.

3. — Ces bureaux s'informeront réciproquement, au moyen de listes, des mandats tirés dans un pays sur l'autre.

Article 2.

1. — L'Office expéditeur détermine, si le montant des mandats-poste doit être déclaré par les déposants en monnaie du pays d'expédition ou en celle du pays de destination.

2. — Si le montant d'un mandat est déclaré en monnaie du pays d'origine, il doit être converti, par les soins de l'Office expéditeur, en monnaie métallique du pays de destination.

3. — L'Administration des postes du pays d'origine détermine elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination. Les Administrations des pays contractants se communiquent réciproquement le taux qu'elles auront adopté pour ladite conversion et les changements qui seront, le cas échéant, introduits ultérieurement à cet égard.

Artikel 3.

1. — Postbestyrelserne i de kontraherende Lande have Ret til efter fælles Overenskomst at fastsætte Maksimumsbeløbet for enhver Postanvisning, der udsstede i de respektive Lande. Dette Maksimumsbeløb kan i intet Tilfælde være under 100 Rubler (192 Kroner).

2. — Ved Ansættelsen af Postanvisningsbeløbene tages Brøker af Kopek eller Ore ikke med i Beregning.

Artikel 4.

1. — Udbetalingen af Postanvisningsbeløbene finder Sted i Bestemmelseslandets Mønt eller i Papirpenge, der ere lovlig gældende i dette Land, i sidste Tilfælde dog imod at Kursforskellen tages i Beregning.

2. — Der er forbeholdt enhver af Postbestyrelserne i de kontraherende Lande Ret til paa sit Omraade at erklære Ejendomsretten til Postanvisninger fra det andet Land for transportabel ved Endossement.

Artikel 5.

1. — Enhver af de to Postbestyrelser fastsætter den Porto, der skal erlægges for de Postanvisninger, som den udsteder til det andet Land.

2. — Denne Porto maa dog ikke være højere end een pCt. af de runde Summer, der udgøre Satserne i Oppebørselsskalaen. Den kan nedsættes efter fælles Overenskomst mellem de to Postbestyrelser. Fritagne for denne Porto ere Tjenesteanvisninger, som i Postanliggender udveksles imellem Postbestyrelserne eller

Article 3.

1. — Les Administrations postales des pays contractants auront le droit de déterminer, d'un commun accord, le maximum du montant de chaque mandat qui sera délivré dans les pays respectifs. Ce maximum ne pourra dans aucun cas être inférieur à 100 roubles (192 couronnes).

2. — Il ne sera pas tenu compte pour établir le montant des mandats des fractions de copeckes ou d'ore.

Article 4.

1. — Le paiement du montant des mandats est effectué en monnaie métallique du pays de destination ou en papier-monnaie ayant cours légal en ce pays, sous réserve, en ce dernier cas, qu'il sera tenu compte de la différence de cours.

2. — Est réservé aux Administrations des pays contractants le droit de déclarer la propriété des mandats-poste provenant de l'autre pays transmissible sur son territoire par voie d'endossement.

Article 5.

1. — Chacune des deux Administrations fixera les taxes à percevoir sur les mandats-poste qu'elle délivrera sur l'autre pays.

2. — Cette taxe ne devra pas, toutefois, dépasser un pour cent des sommes rondes, qui forment les degrés de l'échelle de perception. Elle pourra être diminuée d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées. Seront exempts de cette taxe, les mandats d'office relatifs au service des postes et échangés par

imellem de under disse Bestyrelser sorterende Kontorer.

3. — De to Postbestyrelser meddele hinanden Underretning om den Porto, de have fastsat, og om de Forandringer, der senere maatte foregaa med denne.

4. — Et særligt Gebyr af ikke over 50 Centimer kan af Postvæsenet i Bestemmelseslandet opkræves for et Postanvisningsbeløbs Udbetaling paa Adressatens Bopæl.

5. — Afsenderen af en Postanvisning kan faa udleveret et Bevis for Anvisningens Udbetaling, naar han forud erlægger et, udelukkende Postvæsenet i Afsendelseslandet tilfaldende, fast Gebyr af samme Størrelse som det, der i dette Land oppebæres for Modtagelsesbeviser for anbefalede Brevforsendelser. Samme Gebyr kan, saafremt Afsenderen ikke allerede har erlagt det for en Tilstaaelse for Anvisningens Udbetaling fastsatte særlige Gebyr, forlanges erlagt for Begæringer, som efter Indleveringen maatte fremkomme om Oplysninger angaaende Postanvisningens Skæbne.

6. — Paa de Betingelser og med de Forbehold, som for Brevforsendelsers Vedkommende ere fastsatte ved Verdenspostforeningens Hovedkonvention (for Tiden ved Washington-Konventionens Art. 9), kad Afsenderen af en Postanvisning forlange den tilbage eller lade Forandringer foretage i dens Adressering, saa længe som selve Anvisningens eller Anvisningsbeløbets Udlevering til Adressaten endnu ikke har fundet Sted. Dog kunne Forlangender om at faa Postanvisninger tilbage eller om Forandringer i deres Adressering ikke befordres ad telegrafisk Vej.

les Administrations postales ou entre les bureaux relevant de ces Administrations.

3. — Les deux Administrations se donneront connaissance des taxes qu'elles auront établies et des changements qu'elles y apporteraient ultérieurement.

4. — Un droit spécial ne dépassant pas 50 centimes peut être prélevé par l'Office de destination pour le paiement du montant d'un mandat au domicile du destinataire.

5. — L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de paiement de ce mandat, en acquittant d'avance, au profit exclusif de l'Administration du pays d'origine, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour les avis de réception des correspondances recommandés. Le même droit peut être appliqué aux demandes de renseignements sur le sort de mandats qui se produisent postérieurement au dépôt, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de paiement.

6. — L'expéditeur d'un mandat peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances de la poste aux lettres par la Convention Principale en vigueur de l'Union Postale Universelle (actuellement par l'art. 9 de la Convention de Washington), tant que le bénéficiaire n'a pas pris livraison, soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre. Toutefois les demandes de retrait ou de changement d'adresse ne peuvent pas être transmises par la voie télégraphique.

7. — Postanvisningerne saavel som de for disse Anvisninger udstedte Kvitteringer og de til Afsenderen udleverede Postbeviser kunne ikke belastes med nogensomhelst Afgift eller Porto for vedkommende Afsendere eller Adressater udover den i Henhold til nærværende Artikel oppebaarne Porto.

Artikel 6.

Udveksling af Telegram-Postanvisninger finder ikke Sted.

Artikel 7.

1. — Den Postbestyrelse, som udsteder Postanvisningerne, tilgodeskriver Postbestyrelsen i det Land, i hvilket Udbetalingen skal finde Sted, en Sum, der er lig med det fulde Beløb af de anmeldte Postanvisninger, samt et Gebyr af en halv pCt. ($\frac{1}{2}$ %) af Differencen imellem det fulde Beløb af de anmeldte Postanvisninger og det fulde Beløb af de annullerede og tilbagebetalte Anvisninger. Dog tilgodeskrives intet Kommissions-Gebyr for Tjeneste-Postanvisninger, da disse ere fritagne for Erlæggelsen af den i Art. 5 omtalte Porto.

2. — Det ovennævnte Kommissionsgebyr kan efter fælles Overenskomst imellem de to Postbestyrelser nedsættes i Forhold til Nedsættelsen ifølge nærværende Overenskomst Art. 5 § 2 af den for Postanvisningerne oppebaarne Porto.

Artikel 8.

1. — For de i Postanvisninger omsatte Beløb indestaas ligeoverfor Afsenderne indtil det Ojeblik, hvor de rigtig ere blevne udbetalte til Adressaterne eller til dem, som disse have befuldmægtiget i deres Sted.

7. — Les mandats-poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe perçue en vertu du présent article.

Article 6.

Les mandats télégraphiques ne sont pas admis.

Article 7.

1. — L'Administration postale qui délivrera les mandats créditera l'Administration du pays où le paiement doit se faire, d'une somme égale au total du montant des mandats annoncés et d'un droit d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ p Ct) de la différence entre le montant total des mandats annoncés et celui des mandats annulés et remboursés. Toutefois aucun droit de commission ne sera bonifié pour les mandats d'office, ceux-ci étant exempts des paiements de la taxe prévue à l'article 5.

2. — Le droit de commission prévu ci-dessus peut être abaissé, d'un commun accord, entre les Administrations postales intéressées, conformément à la diminution de la taxe perçue sur les mandats-poste en vertu de l'article 5 § 2 du présent Arrangement.

Article 8.

1. — Les sommes converties en mandats-poste sont garanties aux déposants jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2. — Dog bemærkes, at Begæringer vedrørende en Postanvisnings Udbetaling til Uvedkommende ikkun tilstedes i Løbet af et Aar fra Anvisningens Indleveringsdag at regne. Efter den Tid paahviler der ikke længere Postbestyrrelserne noget Ansvar for Udbetalinger mod falske Kvitteringer.

3. — For poste restante adresserede Forsendelser ophører Ansvar et ligeledes ved Udbetalingen til en Person, som i Overensstemmelse med de i Bestemmelseslandet gældende Regler har godtgjort, at hans Navn og Stilling stemmer med Angivelserne i Anvisningens Adresse.

4. — Man er kommet overens om, at Begæringer vedrørende ikke-udbetalte Postanvisninger ikkun tilstedes inden Udløbet af den ved Udstedelses-Landets Love og Anordninger fastsatte Tid. Eventuel Udfærdigelse af Genparter af ikke-udbetalte Postanvisninger giver ikke Anledning til Opkrævning af nogen Porto.

5. De Beløb, som hver Postbestyrelse har indkasseret imod Postanvisninger, hvis Paalydende Ikke er blevet forlangt udbetalt af rette Vedkommende inden Udløbet af den ved Afsendelseslandets Love og Anordninger fastsatte Tid, tilfalde definitivt den Postbestyrelse, som har udstedt Anvisningerne. Bemeldte Postbestyrelse træffer dog de fornødne Foranstaltninger for at kunne tilbagebetale Afsenderne disse Beløb inden Udløbet af ovennævnte Tidsfrist.

6. — Postbestyrelsen i Afsendelseslandet skal underrettes om alle de Postanvisninger, som ikke maatte være blevne udbetalte til de respektive Adressater inden Udløbet af et halvt Aar efter Indleveringsdagen.

2. — Il est toutefois entendu que la réclamation concernant le paiement d'un mandat à une personne non autorisée n'est admise que dans un délai d'un an à partir de la date du dépôt du mandat. Passé ce terme les Administrations cessent d'être responsables des paiements sur faux acquit.

3. — Pour les envois adressés poste-restante la responsabilité cesse également par le paiement à une personne qui a justifié suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, que ses nom et qualité sont conformes aux indications de l'adresse du mandat.

4. — Il est entendu que la réclamation concernant le non paiement d'un mandat n'est admise que dans le délai fixé par les lois et règlements du pays d'émission. L'émission éventuelle des duplicata des mandats non-payés ne donne lieu à la perception d'aucune taxe.

5. — Les sommes encaissées par chaque Administration en échange de mandats, et dont le montant n'aurait pas été réclamé par les ayants-droit avant l'expiration des délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine, sont définitivement acquises à l'Administration qui a délivré ces mandats. Toutefois cette Administration prend les mesures nécessaires afin de pourvoir au remboursement de ces sommes aux déposants avant l'expiration des délais susvisés.

6. — L'Administration des postes du pays d'origine devra recevoir avis de tous les mandats qui n'auraient pas été payés à leurs bénéficiaires respectifs dans un délai de six mois après la date du dépôt.

Artikel 9.

1. — Ved Udløbet af ethvert Fjerdingaar opstiller den russiske Postbestyrelse en Afregning over de af Postvæsenet i de to Lande indkasserede Beløb og over de Summer, som i Henhold til ovenstaaende Art. 7 skulle tilgodeskrives hverr enkelt Postvæsen.

2. — Til Opgørelse af Saldoen blive de gensidige Tilgodehaven-der omsatte i Francs og Centimer, saaledes at 100 Rubler sætte = 266,68 Francs og 100 Kroner = 138,88889 Francs. Men denne Kurs skal til enhver Tid kunne forandres efter fælles Overenskomst mellem Postbestyrelserne i de kontraherende Lande.

Artikel 10.

1. — Den danske Postbestyrelse undersøger Afregningen, berigtiger den, saafremt der maatte være Anledning dertil, og betaler Saldoens Beløb. hvis denne er i Ruslands Favør, senest en Maaned efter Afregningens Modtagelse.

2. — Saafremt Saldoen er i den danske Postbestyrelses Favør, betaler den russiske Postbestyrelse førstnævnte Postbestyrelse Saldoens Beløb senest en Maaned efter Meddelelsen om Afregningens Anerkendelse eller Berigtigelse.

3. — Salderingen skal finde Sted i effektive Francs paa følgende Maade :

Saafremt Saldoen er i Ruslands Favør, skal den danske Postbestyrelse indbetale denne Saldos Beløb i den af den russiske Postbestyrelse angivne Bankforretning.

Saafremt Saldoen er i Danmarks Favør, skal den russiske Postbestyrelse indbetale denne Saldos Beløb i den af den danske Post-

Article 9.

1. — A l'expiration de chaque trimestre, l'Administration des Postes de Russie fera le compte des sommes encaissées par les Offices des deux pays et des crédits à allouer de part et d'autre, en exécution de l'art. 7 ci-dessus.

2. — Pour établir le solde, les créances opposées seront converties en monnaie de francs, au taux de 100 roubles = 266,68 francs et 100 couronnes = 138,88889 francs. Mais ce cours de change pourra être modifié à toute époque d'un commun accord des Administrations des postes des pays contractants.

Article 10.

1. — L'Administration des Postes du Danemark examinera le compte, le rectifiera, s'il y a lieu, et si le solde est en faveur de la Russie, elle en payera le montant dans un mois, au plus tard, après la réception du compte.

2. — Si le solde s'établit en faveur de l'Administration des postes de Danemark, l'Administration des postes de Russie en payera le montant à celle-ci, au plus tard, dans un mois qui suivra l'avis de l'acceptation ou de la rectification du compte.

3. — Le payement des balances sera fait en francs effectifs de la manière suivante :

Si la balance est en faveur de la Russie, l'Administration des postes de Danemark doit verser le montant de cette balance à la maison de banque indiquée par l'Administration des Postes de Russie.

Si la balance est en faveur de Danemark l'Administration des postes de Russie doit verser le

bestyrelseangivne Bankforretning.

4. — De med Saldoernes Erlægelse forbundne Omkostninger paahvile den betalingspligtige Bestyrelse.

5. — Naar det i Løbet af Fjerdingaaret viser sig, at den ene Bostbestyrelse har en Sum af over 50.000 Francs til gode hos den anden, skal den betalingspligtige Postbestyrelse betale den anden, som à Konto Betaling, det approksimative Beløb af Differencen. A Konto Betalingerne erlægges paa den i ovenstaaende § 3 forskrevne Maade og tilgodeskrives i Afregningen den Postbestyrelse, som har ladet dem erlægge.

montant de cette balance à la maison de banque indiquée par l'Administration des postes de Danemark.

4. — Les frais résultant du paiement des soldes sont à la charge de l'Administration qui effectue le paiement.

5. — Lorsque dans le courant du trimestre il est reconnu qu'une Administration se trouve à découvert vis-à-vis de l'autre d'une somme supérieure à 50,000 francs l'Administration débitrice doit payer à l'autre, à titre d'acompte, le montant approximatif de la différence. Les acomptes seront payés de la manière prescrite dans le § 3 précédent et portés dans le compte au crédit de l'Administration qui les a fait verser.

Artikel 11.

Al Tjeneste-Korrespondance angaaende Udveksling af Postanvisninger mellem Rusland og Danmark, hvad enten den finder Sted imellem de to Landes Centralbestyrelser eller imellem de Posthuse, som udveksle Fortegnelserne, skal føres paa Fransk.

Article 11.

Toute la correspondance d'office concernant l'échange des mandats-poste entre la Russie et le Danemark sera effectuée, entre les Administrations centrales de ces deux pays, ainsi qu'entre les bureaux d'échange des listes, en langue française.

Artikel 12.

1. — Formen og Betingelserne for Udstedelsen af Postanvisningerne fastsættes i ethvert af Landene efter de i dette Land gældende Reglementer.

2. — Den Maade, hvorpaa Udbetalingen af Postanvisningerne skal finde Sted, og Betingelserne for Udbetalingen fastsættes efter de i Bestemmelseslandet gældende Bestemmelser.

Article 12.

1. — La forme et les conditions d'émission des mandats sont déterminés dans chaque pays par les règlements en vigueur dans ce pays.

2. — Le mode et les conditions du paiement des mandats-poste sont réglés par les dispositions en vigueur dans le pays de destination.

Artikel 13.

Enhver af de to Postbestyrelser er bemyndiget til i sit Land at indskrænke Besørgelsen af Postanvisninger til et vist Antal Byer og til midlertidig at standse Udvekslingen af Postanvisninger, saa ofte som Kursen eller andre Omstændigheder kunne give Anledning til Misbrug eller være til Skade for vedkommende Regerings Interesser. Der skal uopholdelig, i fornødent Fald pr. Telegram, gives den anden Postbestyrelse Underretning om denne Standsning.

Artikel 14.

Postbestyrelserne i de to Lande ere bemyndigede til efter fælles Overenskomst at fastsætte de nærmere Forholdsregler til Udførelsen af nærværende Overenskomst og til at forandre disse Regler til enhver Tit efter Tjenestens Krav.

Artikel 15.

Nærværende Overenskomst skal træde i Kraft den 1. Oktober 1905.

Den forbliver gældende indtil Udløbet af et Aar efter den Dag, da en af de to Postbestyrelser har meddelt den anden sin Hensigt at lade den træde ud af Kraft.

Artikel 16.

Nærværende Overenskomst skal ratificeres, saa snart ske kan, ved Udveksling af ministerielle Erklæringer.

Udfærdiget i to Eksemplarer og underskreven i Kjobenhavn den 16de August 1905 og i St. Petersborg den 23de August 1905.

*Generaldirektøren for det danske
Post- og Befordringsvæsen,*

KIØRBOE.

Article 13.

Chaque Administration postale est autorisée à limiter le service de l'échange des mandats-poste dans son pays à un certain nombre de villes et à suspendre temporairement l'échange des mandats-poste chaque fois que le cours du change ou quelque autre circonstance pourrait donner lieu à des abus ou porter préjudice aux intérêts du Gouvernement respectif. Avis de cette suspension doit être donné immédiatement, au besoin, par télégraphe à l'autre Administration.

Article 14.

Les Administrations postales des deux pays sont autorisées à régler d'un commun accord les mesures de détail pour l'exécution de cet Arrangement et à les modifier à toute époque suivant les besoins du service.

Article 15.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} octobre 1905.

Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période d'une année après la date à laquelle l'une des deux Administrations aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Article 16.

Le présent Arrangement sera ratifié par un échange de Déclarations Ministérielles aussitôt que faire se pourra.

Fait en double original et signé à St. Péterbourg le 23. août 1905 et à Copenhague le 16. août 1905.

*Le Directeur Général des Postes
et des Télégraphes de Russie,*

SEVASTIANOFF.

RUSSIE. — GRANDE-BRETAGNE.

Arrangement concernant l'échange des mandats-poste
signé le 16/29 octobre 1904, et à Londres le 17 octobre
1904.

DÉCLARATION.

En vue d'établir l'échange des mandats-poste entre l'Empire de Russie et le Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, le Directeur Général p. i. des Postes et des Télégraphes de Russie et le Maître Général des Postes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ont signé, sous la réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, un Arrangement dont la teneur est mot pour mot comme suit :

ARRANGEMENT

concernant l'échange des mandats-poste entre l'Empire de Russie et le Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

Les soussignés ont arrêté, d'un commun accord, sous réserve de l'approbation par les autorités compétentes, les dispositions suivantes :

ARTICLE 1.

1. Il est établi entre l'Empire de Russie et le Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, y compris les colonies et protectorats britanniques et les bureaux de poste britanniques installés à l'étranger, un échange régulier de mandats-poste.

2. Cet échange aura lieu par l'intermédiaire des bureaux désignés par chacune des deux Administrations respectives.

3. Ces bureaux s'informeront réciproquement, au moyen de listes, des mandats tirés dans un pays sur l'autre.

ARTICLE 2.

1. L'Office expéditeur détermine si le montant des mandats-poste doit être déclaré par les déposants en monnaie du pays d'expédition ou en celle du pays de destination.

2. Si le montant d'un mandat est déclaré en monnaie du pays d'origine, il doit être converti, par les soins de l'Office expéditeur, en monnaie métallique du pays de destination.

3. L'Administration des Postes du pays d'origine détermine elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination. Les Administrations des pays contractants se communiquent réciproquement le taux qu'elles auront adopté pour ladite conversion et les changements qui seront, le cas échéant, introduits ultérieurement à cet égard.

ARTICLE 3.

1. Les Administrations postales des pays contractants auront le droit de déterminer, d'un commun accord, le maximum du montant de chaque mandat qui sera délivré dans les pays respectifs.

Ce maximum ne pourra dans aucun cas être inférieur à 100 roubles (10 livres st.)

2. Il ne sera pas tenu compte pour établir le montant des mandats, des fractions de copecks ou de pence.

ARTICLE 4.

1. Le paiement du montant des mandats est effectué en monnaie métallique du pays de destination ou en papier-monnaie ayant cours légal en ce pays, sous réserve, en ce dernier cas, qu'il sera tenu compte de la différence de cours.

2. Est réservé aux Administrations des pays contractants le droit de déclarer la propriété des mandats-poste provenant de l'autre pays, transmissible sur son territoire par voie d'endossement.

ARTICLE 5.

1. Chacune des deux Administrations fixera les taxes à percevoir sur les mandats-poste qu'elle délivrera sur l'autre pays.

2. Cette taxe ne devra pas, toutefois, dépasser en moyenne un pour cent des sommes rondes, qui forment les degrés de l'échelle de perception. Elle pourra être diminuée d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées. L'Administration des Postes de la Grande-Bretagne, en qualité d'intermédiaire dans l'échange des mandats-poste entre la Russie et les colonies et les protectorats britanniques et les bureaux de postes britanniques installés à l'étranger, prélèvera de ce chef, à titre de bonification, un droit de commission sur le montant de ces mandats, qui ne devra pas dépasser 3 pence par chaque 2 livres sterling du montant du mandat correspondant. Seront exempts de cette taxe les mandats d'office relatifs au service des postes et échangés par les Administrations postales ou entre les bureaux relevant de ces Administrations.

3. Les deux Administrations se donneront connaissance des taxes qu'elles auront établies et des changements qu'elles y apporteraient ultérieurement. L'Administration des Postes de la Grande-Bretagne

donnera également avis à celle de Russie de toute modification des droits de commission prélevés sur les mandats-poste échangés avec les colonies et les protectorats britanniques et les bureaux britanniques à l'étranger.

4. Un droit spécial ne dépassant pas 20 copecks peut être prélevé par l'Office de Russie pour le paiement du montant d'un mandat au domicile du destinataire.

5. Les droits dus pour les demandes de recherches ou de retrait de mandat, ainsi que pour celles de modification d'adresse, seront prélevés conformément aux dispositions de l'Office postal auquel l'une de ces demandes aura été adressée. Toutefois les demandes de retrait ou de modification d'adresse ne pourront être transmis par la voie télégraphique.

6. L'Office postal aura le droit de prélever, pour l'émission d'un duplicata de mandat, une taxe égale à celle perçue dans ce pays pour l'émission d'un duplicata de mandat interne.

7. Les mandats-poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis, à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe perçue en vertu du présent article.

ARTICLE 6.

Les mandats télégraphiques ne sont pas admis.

ARTICLE 7.

1. L'Administration postale qui délivrera les mandats créditera l'Administration du pays, où le paiement doit se faire, d'une somme égale au total du montant des mandats annoncés et un droit d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}\%$) de la différence entre le montant total des mandats annoncés et celui des mandats annulés et remboursés.

2. Le droit de commission prévu ci-dessus peut être abaissé d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées.

ARTICLE 8.

1. Les sommes converties en mandats-poste sont garanties aux déposants jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2. Il est toutefois entendu que la réclamation concernant le paiement d'un mandat à une personne non autorisée n'est admise que dans un délai d'un an à partir de la date du dépôt du mandat. Passé ce terme les Administrations cessent d'être responsables des paiements sur faux acquit.

3. Pour les envois adressés poste restante la responsabilité cesse également par le paiement à une personne qui a justifié, suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, que ses nom et qualité sont conformes aux indications de l'adresse du mandat.

4. Il est entendu que la réclamation concernant le non-paiement d'un mandat n'est admise que dans le délai fixé par les lois et règlements du pays d'émission.

5. Les sommes encaissées par chaque Administration en échange de mandats et dont le montant n'aurait pas été réclamé par les ayants-droit avant l'expiration des délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine sont définitivement acquises à l'Administration qui a délivré ces mandats.

6. L'Administration des Postes du pays d'origine devra recevoir avis de tous les mandats qui n'auraient pas été payés à leurs bénéficiaires respectifs dans un délai d'un an après la date du dépôt.

ARTICLE 9.

1. A l'expiration de chaque trimestre l'Administration des Postes de Russie fera le compte des sommes encaissées par les Offices des deux pays et des crédits à allouer de part et d'autre, en exécution de l'article 7 ci-dessus.

2. Pour établir le solde, les créances opposées seront converties en monnaies de francs, au taux de 100 roubles = 266,68 francs et 10 livres st. = 252,2155 francs. Mais ce cours de change pourra être modifié à toute époque d'un commun accord des Administrations des Postes des pays contractants.

ARTICLE 10.

1. L'Administration des Postes de la Grande-Bretagne examinera le compte, le rectifiera, s'il y a lieu, et, si le solde est en faveur de la Russie, elle en payera le montant, dans un mois, au plus tard, après la réception du compte.

2. Si le solde s'établit en faveur de l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne, l'Administration des Postes de Russie en payera le montant à celle-ci, au plus tard, dans un mois qui suivra l'avis de l'acceptation ou de la rectification du compte.

3. Le paiement des balances sera fait en francs effectifs de la manière suivante : Si la balance est en faveur de la Russie, l'Administration des Postes de la Grande-Bretagne doit verser le montant de cette balance à la maison de banque de Paris indiquée par l'Administration des Postes de Russie. Si la balance est en faveur de la Grande-Bretagne, l'Administration des Postes de Russie doit verser le montant de cette balance par lettre de change, à vue, sur Paris au nom du Postmaster General ou à son ordre.

4. Les frais résultant du paiement des soldes sont à la charge de l'Administration qui effectue le paiement.

5. Lorsque dans le courant du trimestre, il est reconnu qu'une Administration se trouve à découvert vis-à-vis de l'autre d'une somme supérieure à 50.000 francs, l'Administration débitrice doit payer à l'autre, à titre d'acompte, le montant approximatif de la différence. Les acomptes seront payés de la manière prescrite dans le § 3 précédent et portés dans le compte au crédit de l'Administration qui les a fait verser.

ARTICLE 11.

Toute la correspondance d'office concernant l'échange des mandats-poste entre la Russie et la Grande-Bretagne sera effectuée, entre les Administrations centrales de ces deux pays, ainsi qu'entre les bureaux d'échange des listes, en langue française.

ARTICLE 12.

1. La forme et les conditions d'émission des mandats sont déterminées dans chaque pays par les règlements en vigueur dans ce pays.

2. Le mode et les conditions de paiement des mandats-poste sont réglés par les dispositions en vigueur dans le pays de destination.

ARTICLE 13.

Chaque Administration postale est autorisée à limiter le service de l'échange des mandats-poste dans son pays à un certain nombre de villes et à suspendre temporairement l'échange des mandats-posts chaque fois que le cours du change ou quelque autre circonstance pourrait donner lieu à des abus ou porter préjudice aux intérêts du gouvernement respectif. Avis de cette suspension doit être donné immédiatement et, au besoin, par télégraphe à l'autre Administration.

ARTICLE 14.

Les Administrations postales des deux pays sont autorisées à régler d'un commun accord les mesures de détail pour l'exécution de cet arrangement et à les modifier à toute époque suivant les besoins du service.

ARTICLE 15.

Le présent arrangement sera mis en exécution le 1-er (14) Octobre 1904.

Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période d'une année après la date à laquelle l'une des deux Administrations aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

ARTICLE 16.

Le présent arrangement sera ratifié par un échange de déclarations ministérielles aussitôt que faire se pourra.

Fait en double original et signé à St-Petersbourg, le 16/29 Octobre 1904, et à Londres, le 17 Octobre 1904.

En fonctions de Directeur Général des Postes et des Télégraphes de l'Empire de Russie.

(Signé) SÉVASTIANOFF. (L. S.)

Le Maître Général des Postes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

(Signé) STANLEY. (L. S.)

Le soussigné, Ministre des Affaires Étrangères de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR de Russie, dûment autorisé à cet effet, déclare que le dit arrangement est confirmé en tous points par la présente Déclaration destinée à être échangée contre une Déclaration semblable du Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires Étrangères du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

St-Petersbourg, le 9 Décembre 1904.

(Signé) Comte LAMSDORFF. (L. S.)

RUSSIE. — GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Arrangement concernant l'échange des Mandats-poste,
signé à Saint-Petersbourg,
le 17/30 octobre 1904 et à Luxembourg, le 8 octobre 1904.

DÉCLARATION.

En vue d'établir l'échange des mandats-poste entre l'Empire de Russie et le Grand-Duché de Luxembourg, le Directeur général p. i. des Postes et des Télégraphes de l'Empire de Russie et le Directeur Général des Finances du Grand-Duché de Luxembourg ont signé, sous la réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, un Arrangement dont la teneur est mot pour mot comme suit :

ARRANGEMENT

concernant l'échange des mandats-poste entre l'Empire de Russie
et le Grand-Duché de Luxembourg.

Les soussignés ont arrêté, d'un commun accord, sous réserve de l'approbation par les autorités compétentes, les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

1. Il est établi entre l'Empire de Russie et le Grand-Duché de Luxembourg un échange régulier de mandats-poste.
2. Cet échange aura lieu par l'intermédiaire des bureaux désignés par chacune des deux Administrations respectives.
3. Ces bureaux s'informeront réciproquement, au moyen de listes, des mandats tirés dans un pays sur l'autre.

ARTICLE 2.

1. L'Office expéditeur détermine, si le montant des mandats-poste doit être déclaré par les déposants en monnaie du pays d'expédition ou en celle du pays de destination.
2. Si le montant d'un mandat est déclaré en monnaie du pays d'origine, il doit être converti, par les soins de l'Office expéditeur, en monnaie métallique du pays de destination.
3. L'Administration des postes du pays d'origine détermine elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination. Les Administrations des pays contractants se communiquent réciproquement le taux qu'elles auront adopté pour la dite conversion et les changements qui seront, le cas échéant, introduits ultérieurement à cet égard.

ARTICLE 3.

1. Les Administrations postales des pays contractants auront le droit de déterminer, d'un commun accord, le maximum du montant de chaque mandat qui sera délivré dans les pays respectifs. Ce maximum ne pourra dans aucun cas, être inférieur à 100 roubles (266 francs).
2. Il ne sera pas tenu compte, pour établir le montant des mandats, des fractions de copecks ou des sommes inférieures à cinq centimes.

ARTICLE 4.

1. Le paiement du montant des mandats est effectué en monnaie métallique du pays de destination ou en papier-monnaie ayant cours légal en ce pays, sous réserve, en ce dernier cas, qu'il sera tenu compte de la différence de cours.
2. Est réservé aux administrations des pays contractants, le droit de déclarer la propriété des mandats-poste provenant de l'autre pays transmissible sur son territoire par voie d'endossement.

ARTICLE 5.

1. Chacune des deux Assemblées fixera les taxes à percevoir sur les mandats-poste qu'elle délivrera sur l'autre pays.

2. Cette taxe ne devra pas, toutefois, dépasser un pour cent des sommes rondes qui forment les degrés de l'échelle de perception. Elle pourra être diminuée d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées. Seront exempts de cette taxe, les mandats d'office relatifs au service des postes et échangés par les Administrations postales ou entre les bureaux relevant de ces Administrations.

3. Les deux Administrations se donneront connaissance des taxes qu'elles auront établies et des changements qu'elles y apporteraient ultérieurement.

4. Un droit spécial ne dépassant pas 50 centimes peut être prélevé par l'office de destination pour le payement du montant d'un mandat au domicile du destinataire.

5. L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de payement de ce mandat, en acquittant d'avance, au profit exclusif de l'Administration du pays d'origine, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour les avis de réception des correspondances recommandées. Le même droit peut être appliqué aux demandes de renseignements sur le sort de mandats qui se produisent postérieurement au dépôt, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de payement.

6. L'expéditeur d'un mandat peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances de la poste aux lettres, par la Convention principale en vigueur de l'Union postale universelle (actuellement par l'article 9 de la Convention de Washington), tant que le bénéficiaire n'a pas pris livraison, soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre. Toutefois, les demandes de retrait ou de changement d'adresse ne peuvent pas être transmises par la voie télégraphique.

7. Les mandats-poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants ne peuvent être soumis à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds à un droit ou à une taxe quelconques en sus de la taxe perçue en vertu du présent article.

ARTICLE 6.

Les mandats télégraphiques ne sont pas admis.

ARTICLE 7.

1. L'Administration postale qui délivrera les mandats créditera l'Administration du pays où le paiement doit se faire d'une somme

égale au total du montant des mandats annoncés et d'un droit d'un demi pour cent ($1/2\%$) de la différence entre le montant total des mandats annoncés et celui des mandats annulés et remboursés. Toutefois, aucun droit de commission ne sera bonifié pour les mandats d'office, ceux-ci étant exempts des paiements de la taxe prévue à l'article 5.

2. Le droit de commission prévue ci-dessus peut être abaissé d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées, conformément à la diminution de la taxe perçue sur les mandats-poste en vertu de l'art. 5, § 2 du présent Arrangement.

ARTICLE 8.

1. Les sommes converties en mandats-poste sont garanties aux déposants jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2. Il est toutefois entendu que la réclamation concernant le paiement d'un mandat à une personne non-autorisée n'est admise que dans un délai d'un an à partir de la date du dépôt du mandat. Passé ce terme, les Administrations cessent d'être responsables des paiements sur faux acquit.

3. Pour les envois adressés poste restante la responsabilité cesse également par le paiement à une personne qui a justifié, suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, que ses nom et qualité sont conformes aux indications de l'adresse du mandat.

4. Il est entendu que la réclamation concernant le non-paiement d'un mandat, n'est admise que dans le délai fixé par les lois et règlements du pays d'émission. L'émission éventuelle des duplicatas des mandats non payés ne donne lieu à la perception d'aucune taxe.

5. Les sommes encaissées par chaque Administration en échange de mandats et dont le montant n'aurait pas été réclamé par les ayants-droit avant l'expiration des délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine, sont définitivement acquises à l'Administration qui a délivré ces mandats. Toutefois cette Administration prend les mesures nécessaires afin de pourvoir au remboursement de ces sommes aux déposants avant l'expiration des délais susvisés.

6. L'administration des postes du pays d'origine devra recevoir avis de tous les mandats qui n'auraient pas été payés à leurs bénéficiaires respectifs dans un délai de six mois après la date du dépôt.

ARTICLE 9.

1. A l'expiration de chaque trimestre l'Administration des Postes de Russie fera le compte des sommes encaissées par les Offices des deux pays et des crédits à allouer de part et d'autre en exécution de l'art. 7 ci-dessus.

2. Le solde sera établi en monnaie de franc. A cette fin la

conversion de la monnaie russe en francs aura lieu sur le pied de 100 roubles = 266,68 francs. Mais ce cours de change pourra être modifié à toute époque d'un commun accord des Administrations des postes des pays contractants.

ARTICLE 10

1. L'Administration des postes du Luxembourg examinera le compte, le rectifiera, s'il y a lieu, et si le solde est en faveur de la Russie, elle en payera le montant dans un mois, au plus tard, après la réception du compte.

2. Si le solde s'établit en faveur de l'Administration des postes du Luxembourg, l'Administration des postes de Russie en payera le montant à celle-ci, au plus tard, dans un mois qui suivra l'avis de l'acceptation ou de la rectification du compte.

3. Le paiement des balances sera fait en francs effectifs de la manière suivante :

Si la balance est en faveur de la Russie, l'Administration des Postes du Luxembourg doit verser le montant de cette balance à la maison de banque à Paris indiquée par l'Administration des postes de Russie.

Si la balance est en faveur du Luxembourg, l'Administration des postes de Russie doit verser le montant de cette balance à la maison de banque à Bruxelles indiquée par l'Administration des postes du Luxembourg.

4. Les frais résultant du paiement des soldes sont à la charge de l'Administration qui effectue le paiement.

5. Lorsque dans le courant du trimestre il est reconnu qu'une Administration se trouve à découvert vis-à-vis de l'autre d'une somme supérieure à 50.000 francs, l'Administration débitrice doit payer à l'autre, à titre d'acompte, le montant approximatif de la différence. Les acomptes seront payés de la manière prescrite dans le § 3 précédent et portés dans le compte au crédit de l'Administration qui les a fait verser.

ARTICLE 11.

Toute la correspondance d'office concernant l'échange des mandats-poste entre la Russie et le Luxembourg sera effectuée, entre les Administrations centrales de ces deux pays, ainsi qu'entre les bureaux d'échange des listes, en langue française.

ARTICLE 12.

1. La forme et les conditions d'émission des mandats sont déterminées dans chaque pays par les règlements en vigueur dans ce pays.

2. Le mode et les conditions du paiement des mandats-poste sont réglés par les dispositions en vigueur dans le pays de destination.

ARTICLE 13.

Chaque Administration postale est autorisée à limiter le service de l'échange des mandats-poste dans son pays à un certain nombre de villes et à suspendre temporairement l'échange des mandats-poste chaque fois que le cours du change ou quelque autre circonstance pourrait donner lieu à des abus ou porter préjudice aux intérêts du Gouvernement respectif. Avis de cette suspension doit être donné immédiatement et, au besoin, par télégraphe à l'autre Administration.

ARTICLE 14.

Les Administrations postales des deux pays sont autorisées à régler d'un commun accord les mesures de détail pour l'exécution de cet Arrangement et à les modifier à toute époque suivant les besoins du service.

ARTICLE 15.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1 Janvier 1905.

Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période d'une année après la date à laquelle l'une des deux Administrations aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

ARTICLE 16.

Le présent Arrangement sera ratifié par un échange de Déclarations ministérielles aussitôt que faire se pourra.

Fait en double original et signé à St. Pétersbourg le 17/30 Octobre 1904 et à Luxembourg le 8 Octobre 1904.

RUSSIE. — ITALIE.

Convention concernant l'échange des mandats-poste.

(signée le 25 novembre 1904) (1).

DÉCLARATION.

En vue d'établir l'échange des mandats-poste entre l'Empire de Russie et le Royaume d'Italie, le Directeur-Général p. i. des Postes et

(1) Recueil officiel des lois russes, 1905, 1^{re} partie, N° 90.

des Télégraphes de Russie et le Ministre p. i. des Postes et des Télégraphes d'Italie ont signé, sous la réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, un Arrangement dont la teneur est mot pour mot comme-suit :

ARRANGEMENT

concernant l'échange des mandats-poste entre l'Empire de Russie et le Royaume d'Italie.

Les soussignés ont arrêté, d'un commun accord, sous réserve de l'approbation par les Autorités compétentes, les dispositions suivantes :

ARTICLE 1.

1. Il est établi entre l'Empire de Russie et le Royaume d'Italie un échange régulier de mandats-poste.

2. Cet échange aura lieu par l'intermédiaire des bureaux désignés par chacune des deux Administrations respectives.

3. Ces bureaux s'informeront réciproquement, au moyen de listes, des mandats tirés dans un pays sur l'autre.

ARTICLE 2.

1. L'Office expéditeur détermine si le montant des mandats-poste doit être déclaré par les déposants en monnaie du pays d'expédition ou en celle du pays de destination.

2. Si le montant d'un mandat est déclaré en monnaie du pays d'origine, il doit être converti, par les soins de l'Office expéditeur, en monnaie métallique du pays de destination.

4. L'Administration des postes du pays d'origine détermine elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination. Les Administrations des pays contractants se communiquent réciproquement le taux qu'elles auront adopté pour ladite conversion et les changements qui seront, le cas échéant, introduits ultérieurement à cet égard.

ARTICLE 3.

1. Les Administrations postales de pays contractants auront le droit de déterminer, d'un commun accord, le maximum du montant de chaque mandat qui sera délivré dans les pays respectifs. Ce maximum ne pourra dans aucun cas être inférieur à 100 roubles (266 francs).

2. Il ne sera pas tenu compte pour établir le montant des mandats des fractions de copecks ou des sommes inférieures à 5 centimes.

ARTICLE 4.

1. Le paiement du montant des mandats est effectué en monnaie métallique du pays de destination ou en papier-monnaie ayant cours légal en ce pays, sous réserve, en ce dernier cas, qu'il sera tenu compte de la différence de cours.

2. Est réservé aux Administrations des pays contractants le droit de déclarer la propriété des mandats-poste provenant de l'autre pays transmissible sur son territoire par voie d'endossement.

ARTICLE 5.

1. Chacune des deux Administrations fixera les taxes à percevoir sur les mandats-poste qu'elle délivrera sur l'autre pays.

2. Cette taxe ne devra pas, toutefois, dépasser un pour cent des sommes rondes qui forment les degrés de l'échelle de perception. Elle pourra être diminuée d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées. Seront exempts de cette taxe, les mandats d'office relatifs au service des postes et échangés par les Administrations postales ou entre les bureaux relevant de ces Administrations.

3. Les deux Administrations se donneront connaissance des taxes qu'elles auront établies et des changements qu'elles y apporteraient ultérieurement.

3. Un droit spécial ne dépassant pas 20 copecks peut être prélevé par l'Office de Russie pour le paiement du montant d'un mandat au domicile du destinataire.

5. L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de paiement de ce mandat en acquittant d'avance, au profit exclusif de l'Administration du pays d'origine, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour les avis de réception des correspondances recommandées. Le même droit peut être appliqué aux demandes de renseignements sur le sort de mandats qui se produisent postérieurement au dépôt, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de paiement.

6. L'expéditeur d'un mandat peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances de la poste aux lettres par la Convention Principale en vigueur de l'Union Postale Universelle (actuellement par l'art. 9 de la Convention de Washington) tant que le bénéficiaire n'a pas pris livraison, soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre. Toutefois les demandes de retrait ou de changement d'adresse ne peuvent pas être transmises par la voie télégraphique.

7. Les mandats-poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe perçue en vertu du présent article.

ARTICLE 6.

Les mandats télégraphiques ne sont pas admis.

ARTICLE 7.

1. L'Administration postale qui délivrera les mandats créditera l'Administration du pays où le paiement doit se faire, d'une somme égale au total du montant des mandats annoncés et d'un droit d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}\%$) de la différence entre le montant total des mandats annoncés et celui des mandats annulés et remboursés. Toutefois aucun droit de commission ne sera bonifié pour les mandats d'office, ceux-ci étant exempts des paiements de la taxe prévue à l'article 5.

2. Le droit de commission prévu ci-dessus peut être abaissé d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées, conformément à la diminution de la taxe perçue sur les mandats-poste en vertu de l'art. 5 § 2 du présent Arrangement.

ARTICLE 8.

1. Les sommes converties en mandats-poste sont garanties aux déposants jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2. Il est toutefois entendu que la réclamation concernant le paiement d'un mandat à une personne non-autorisée n'est admise que dans un délai d'un an à partir de la date du dépôt du mandat. Passé ce terme les Administrations cessent d'être responsables des paiements sur faux acquit.

3. Pour les envois adressés poste-restante, la responsabilité cesse également par le paiement à une personne qui a justifié suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, que ses nom et qualité sont conformes aux indications de l'adresse du mandat.

4. Il est entendu que la réclamation concernant le non-paiement d'un mandat n'est admise que dans le délai fixé par les lois et règlements du pays d'émission. L'émission éventuelle des duplicata des mandats non-payés ne donne lieu à la perception d'aucune taxe.

5. Les sommes encaissées par chaque Administration en échange de mandats et dont le montant n'aurait pas été réclamé par les ayants-droit avant l'expiration des délais fixés par les lois ou règlement du pays d'origine sont définitivement acquises à l'Administration qui a délivré ces mandats. Toutefois cette Administration prend les mesures nécessaires afin de pourvoir au remboursement de ces sommes aux déposants avant l'expiration des délais susvisés.

6. L'Administration des postes du pays d'origine devra recevoir avis de tous les mandats qui n'auraient pas été payés à leurs bénéficiaires respectifs dans un délai de six mois après la date du dépôt.

ARTICLE 9.

1. — A l'expiration de chaque trimestre l'Administration des Postes de Russie fera le compte des sommes encaissées par les Offices des deux pays et des crédits à allouer de part et d'autre, en exécution de l'art. 7 ci-dessus.

2. Le solde sera établi en monnaie de franc. A cette fin la conversion de la monnaie russe en francs aura lieu sur le pied de : 100 roubles = 266,68 francs. Mais ce cours de change pourra être modifié à toute époque d'un commun accord des Administrations des postes des pays contractants.

ARTICLE 10.

1. L'Administration des postes d'Italie examinera le compte, le rectifiera, s'il y a lieu, et si le solde est en faveur de la Russie, elle en payera le montant dans un mois, au plus tard, après la réception du compte.

2. Si le solde s'établit en faveur de l'Administration des postes d'Italie, l'Administration des postes de Russie en payera le montant à celle-ci, au plus tard, dans un mois qui suivra l'avis de l'acceptation ou de la rectification du compte.

3. Le paiement des balances sera fait en francs effectifs de la manière suivante :

Si la balance est en faveur de la Russie, l'Administration des postes d'Italie doit verser le montant de cette balance à la maison de banque à Paris indiquée par l'Administration des postes de Russie.

Si la balance est en faveur de l'Italie, l'Administration des postes de Russie doit verser le montant de cette balance à la maison de banque à Paris indiquée par l'Administration des postes d'Italie.

4. Les frais résultant du paiement des soldes sont à la charge de l'Administration qui effectue le paiement.

5. Lorsque dans le courant du trimestre, il est reconnu qu'une Administration se trouve à découvert vis-à-vis de l'autre d'une somme supérieure à 50.000 francs, l'Administration débitrice doit payer à l'autre à titre d'acompte, le montant approximatif de la différence. Les acomptes seront payés de la manière prescrite dans le § 3 précédent et portés dans le compte au crédit de l'Administration qui les a fait verser.

ARTICLE 11.

Toute la correspondance d'office, soit entre les Administrations centrales, soit entre les bureaux d'échange désignés pour l'établissement des listes, concernant le service des mandats institué par cet Arrangement, se fera en langue française.

ARTICLE 12.

1. — La forme et les conditions d'émission des mandats sont déterminées dans chaque pays par les règlements en vigueur dans ce pays.

2. — Le mode et les conditions du paiement des mandats-poste sont réglés par les dispositions en vigueur dans le pays de destination.

ARTICLE 13.

Chaque Administration postale est autorisée à limiter le service de l'échange des mandats-poste dans son pays à un certain nombre de villes et à suspendre temporairement l'échange des mandats-poste chaque fois que le cours du change ou quelque autre circonstance pourrait donner lieu à des abus ou porter préjudice aux intérêts du Gouvernement respectif. Avis de cette suspension doit être donné immédiatement et, au besoin, par télégraphe à l'autre Administration.

ARTICLE 14.

Les Administrations postales des deux pays sont autorisées à régler d'un commun accord les mesures de détail pour l'exécution de cet Arrangement et à les modifier à toute époque suivant les besoins du service.

ARTICLE 15.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le $\frac{1}{14}$ Décembre 1904.

Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période d'une année après la date à laquelle l'une des deux Administrations aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Article 16.

Le présent arrangement sera ratifié par un échange de déclarations ministérielles aussitôt que faire se pourra.

Fait en double original et signé à St-Petersbourg, le 29 octobre (11 Novembre) 1904 et à Rome le 23 octobre 1904.

En fonctions de Directeur
Général des Postes et des
Télégraphes de l'Empire de Russie,
(signé) Sévastianof.
(L. S.)

Pour le Ministre des Postes
et des Télégraphes du
Royaume d'Italie,
(signé) Gualtinotti.

Le soussigné, Ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté l'Empereur de Russie, dûment autorisé à cet effet, déclare que ledit Arrangement est confirmé en tous points par la présente Déclaration destinée à être échangée contre une déclaration semblable du Ministre des Affaires Étrangères du Royaume d'Italie.

St-Petersbourg, le 25 Novembre 1904.

(signé) *Comte Lamsdorff*.

(L. S.)

RUSSIE. — PERSE.

Convention relative à l'échange des colis-postaux, signée à Saint-Petersbourg, le 21 décembre 1904/3 janvier 1905, et à Téhéran le 5/18 février 1905.

DÉCLARATION.

Le Directeur Général des Postes et des Télégraphes de l'Empire de Russie et le Gérant intérimaire de l'Administration des Postes de Perse sont convenus de l'arrangement ci-après, relatif à l'échange des colis-postaux entre la Russie et la Perse, arrangement dont la teneur est mot pour mot comme suit :

L'Administration des Postes de Russie représentée par le Conseiller Privé Sévastianoff, Directeur Général des Postes et des Télégraphes de l'Empire de Russie et l'Administration des Postes de Perse, représentée par son Gérant intérimaire, le sieur Fernand Lavers, Secrétaire Général du Ministère des Douanes et des Postes de l'Empire Persan,

Considérant que l'article 17 de la Convention de Washington relative aux colis-postaux, confirme le droit des parties contractantes, de maintenir et de conclure des conventions spéciales, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restreintes, en vue de l'amélioration du service des colis-postaux,

Sont convenues de l'Arrangement ci-après :

ARTICLE PREMIER.

Sur les expéditeurs des colis-postaux échangés entre la Russie et les bureaux persans admis à ce trafic et directement par les frontières russo-persanes, il sera perçu au total comme taxe au poids et comme surtaxe :

a) Au profit de la Russie :

1. Dans l'échange de la Russie d'Europe et du Caucase, 1 franc par colis ;

2. Dans l'échange de la Transcaspie, 0 fr. 75 par colis.

b) Au profit de la Perse :

Dans l'échange avec la Russie d'Europe, le Caucase et la Transcaspie, 0 fr. 50 par colis.

ARTICLE DEUXIÈME.

Aucune taxe ni aucun droit supplémentaire ne seront perçus sur les expéditeurs des colis sus-mentionnés du chef du transport de ces colis par la mer Caspienne.

ARTICLE TROISIÈME.

Les taxes d'assurance et de remboursement, de même que toutes les autres conditions de l'échange, restent fixées conformément aux stipulations de la Convention de Washington relative aux colis postaux.

ARTICLE QUATRIÈME.

Le présent Arrangement qui sera mis en exécution le 19 mars/1^{er} avril 1905, sera ratifié par un échange de Déclarations Ministérielles aussitôt que faire se pourra.

Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois après la date à laquelle l'une des parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Fait en double original et signé à Saint-Petersbourg, le 21 décembre 1904/3 janvier 1905, et à Téhéran le 18/5 février 1905.

Le Directeur Général des Postes et des Télégraphes de l'Empire de Russie (signé) Sévastianoff. Le Secrétaire Général du Ministère des Douanes et des Postes de l'Empire de Perse (signé) F. Lavers. Pour approbation : le Ministre des Douanes et des Postes de l'Empire de Perse (signé) Naus.

Le soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de SA MAJESTÉ L'EMPEREUR de Russie, dûment autorisé à cet effet, déclare que ledit Arrangement est confirmé en tous points par la présente Déclaration destinée à être échangée contre une Déclaration semblable du Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Shah de Perse.

St-Petersbourg, le 21 Mars 1905.

(Signé) : Comte LAMSDORFF.

ITALIE. — SUISSE.

Conventions avec l'Italie concernant le service de la poste, de la douane, du télégraphe et du téléphone, de la police et de la police sanitaire.

Entrées en vigueur le 25 mai 1906.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE.

Après avoir vu et examiné les cinq conventions conclues sous réserve de ratification, à Rome, le 18 janvier et 24 mars 1906 par les plénipotentiaires de la Suisse et de l'Italie, pour régler :

- a. le service postal sur la ligne du Simplon entre Brigue et Domodossola et dans la gare internationale de Domodossola (24 mars 1906).
- b. le service des douanes sur la ligne du chemin de fer du Simplon entre Brigue et Domodossola (24 mars 1906);
- c. les services télégraphique et téléphonique à la gare internationale de Domodossola (10 janvier 1906) ;
- d. le service de police à cette même gare et sur la ligne du Simplon de la frontière suisse à Domodossola (18 janvier 1906) ;
- e. le service de police sanitaire (épidémies et épizooties) à cette même gare (24 mars 1906).

Conventions qui ont été approuvées par le Conseil national le 28 mars 1906 et par le Conseil des Etats le 29 du même mois et dont la teneur suit :

VITTORIO EMANUELE III, PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA, A TUTTI COLORO CHE LE PRESENTI VEDRANNO, SALUTE :

Cinque convenzioni essendo state stipulate fra l'Italia et la Svizzera e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritte a Roma, le prime due, il 18 Gennaio 1906 per regolare il servizio telegrafico-telefonico alla stazione di Domodossola ed il servizio di polizia nella stessa stazione e sulla linea del Sempione, dalla frontiera svizzera a Domodossola; e le altre tre il 24 Marzo stesso anno e concernenti il servizio di polizia sanitaria alla stazione di Domodossola ed i servizi postale e doganale sulla linea del Sempione fra Briga et Domodossola,

Convenzioni del tenore seguente:

Convention entre la Suisse et l'Italie réglant le service postal sur la ligne du Simplon entre Brigue et Domodossola et dans la gare internationale de Domodossola.

(Du 24 mars 1906).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le roi d'Italie, désirant régler par une convention le service postal sur la ligne du Simplon entre Brigue et Domodossola et dans la gare internationale de Domodossola, en exécution des articles 2 et 15 de la convention du 2 décembre 1899 entre la Suisse et l'Italie concernant la jonction du réseau suisse avec le réseau italien à travers le Simplon et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola, et des articles 20 et 21 de la convention postale universelle, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le Conseil fédéral suisse,

Monsieur G. B. Pioda, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le roi d'Italie, et

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Son Excellence M. le comte F. Guicciardini, député au parlement, son ministre des affaires étrangères ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Sous réserve des stipulations contraires du présent arrangement, les rapports postaux entre la Suisse et l'Italie sont régis, à tous égards, par les conventions, arrangements et règlements de l'Union postale universelle, et par la convention de poste du 8 août 1861 entre la Confédération suisse et le royaume d'Italie, avec ses articles additionnels et règlements, en tant que cette convention et ses articles additionnels et règlements n'ont pas été remplacés par les traités de l'Union postale universelle.

ART. 2.

1^o L'échange régulier de correspondances, de colis postaux et d'articles de messagerie expédiés soit directement, soit en transit, sera assuré entre le territoire de la Suisse et le territoire de l'Italie, à travers le Simplon, par l'intermédiaire des offices de poste des deux pays.

2^o Les administrations des postes s'engagent à expédier d'une façon aussi rapide que possible les correspondances, colis postaux et articles de messagerie dont le transport leur est confié. Elles doivent en particulier utiliser en tout temps, pour le transport des objets de correspondance, les moyens les plus rapides dont elles disposent.

ART. 3.

1° La remise des correspondances, colis postaux et articles de messagerie échangés entre la Suisse et l'Italie et transportés par le chemin de fer du Simplon a lieu à Domodossola.

2° L'administration des postes suisses instituera et entretiendra à cet effet une agence à la gare internationale de Domodossola.

3° Conformément à l'article 3 de la convention du 2 décembre 1899 concernant le chemin de fer du Simplon, les locaux nécessaires pour cette agence seront fournis gratuitement à l'administration des postes suisses par les chemins de fer italiens

ART. 4.

1° La remise à Domodossola est effectuée :

a) pour les objets de correspondance : par les bureaux ambulants suisses ou par l'agence des postes suisses de la gare internationale de Domodossola directement aux bureaux ambulants italiens ou au bureau de poste italien de Domodossola et vice-versa ;

b) pour les colis postaux : par l'agence des postes suisses de la gare internationale de Domodossola au bureau de poste italien dans cette gare et vice versa ;

c) pour les articles de messagerie : par l'agence des postes suisses de la gare internationale de Domodossola à l'administration italienne des chemins de fer dans cette localité et vice versa sur la base d'une entente à établir.

2° La remise des envois postaux aux bureaux ambulants italiens, au bureau de poste italien et aux chemins de fer italiens en gare de Domodossola a lieu par le personnel suisse.

La remise des envois postaux aux bureaux ambulants suisses et à l'agence des postes suisses en gare de Domodossola est opérée par le personnel italien.

3° Les employés chargés de ces remises doivent porter des insignes de service.

4° La remise réciproque des colis postaux et des articles de messagerie doit avoir lieu, au moins deux fois par jour, à Domodossola.

ART. 5.

La remise des envois postaux s'effectue par des bordereaux faits en double exemplaire. Un exemplaire appartient à la partie prenant charge, tandis que l'autre est rendu par celle-ci, dûment quittancé, à la partie qui a livré les envois. La responsabilité de cette dernière cesse dès la prise en charge sans observations ou réserves.

ART. 6.

Les administrations postales des deux pays désigneront, d'un commun accord, les autres offices de poste et bureaux ambulants à mettre en relation en vue de l'échange des dépêches de correspondances et des colis postaux par le chemin de fer du Simplon.

Elles régleront également les heures d'expédition et la composition des dépêches de correspondances et des colis postaux, suivant la marche des trains et des courses postales et suivant les exigences du service.

En ce qui concerne l'échange de la messagerie, cet accord interviendra entre l'administration des chemins de fer italiens et l'administration des postes suisses.

ART. 7.

Les deux administrations postales se garantissent réciproquement la liberté du transit pour les envois de leur service intérieur.

Le transit doit avoir lieu en dépêches closes. Par exception, et s'il s'agit d'un petit nombre d'envois, les objets de correspondance et les colis postaux peuvent être remis à découvert.

ART. 8.

Le service postal dans les trains circulant entre Brigue et Domodossola est assuré par l'administration des postes suisses.

Cette administration peut également confier au personnel du chemin de fer le soin du transport des dépêches de correspondances.

ARTICLE 9.

1^o Les objets de correspondance du service intérieur sont transportés gratuitement de part et d'autre.

2^o Pour le transport par le personnel suisse, sur la ligne Domodossola-Iselle-Domodossola, des colis postaux échangés entre les offices de poste italiens situés sur cette ligne, l'administration des postes d'Italie bonifie à l'administration des postes de Suisse 7 centimes par colis.

Toutefois, si l'accompagnement de trains par le personnel postal sur le parcours Domodossola-Iselle-Domodossola est nécessité uniquement par le service des stations italiennes, l'administration des postes d'Italie bonifie à l'administration suisse les frais effectifs de cet accompagnement. Il est cependant loisible à l'administration italienne de confier à son propre personnel l'accompagnement de ces trains. Dans ce cas, elle n'aurait aucune indemnité à payer à l'administration suisse.

3^o Les administrations postales des deux pays se réservent la faculté de transformer d'un commun accord les bonifications mentionnées sous

chiffre 2 en une indemnité annuelle et de modifier celle-ci, également après entente, selon les fluctuations du trafic.

4° L'administration des postes suisses n'exige pas d'autre indemnité de l'administration italienne pour le service postal dans les trains entre Iselle et Domodossola.

5° De leur côté, les administrations italiennes renoncent, vis-à-vis de l'administration postale suisse, à toute indemnité pour le transport sur le parcours italien des wagons-poste suisses, y compris leur chargement, et du personnel d'accompagnement suisse.

Les manœuvres et le remisage des wagons-poste à Domodossola et, au besoin, aux autres stations sont de même effectués gratuitement

6° L'échange des envois postaux aux stations a lieu aux wagons-poste.

7° Les frais du transport entre la gare et le bureau de poste d'une même localité ou entre plusieurs gares dans la même localité sont à la charge de l'administration du pays sur le territoire duquel les gares sont situées.

ARTICLE 10.

1° Les boîtes aux lettres des bureaux ambulants ou diligences suisses qui prolongent leur parcours jusqu'en Italie, doivent être ouvertes au public à toutes les stations, quel que soit l'Etat dont elles dépendent.

2° L'affranchissement des objets de correspondance déposés dans ces boîtes doit avoir lieu au moyen d'estampilles de valeur du pays auquel appartient la station et au tarif applicable dans ce pays.

3° Le personnel postal suisse ne peut distribuer au public, sur le territoire italien, aucun objet de correspondance privée.

ARTICLE 11.

1° Les wagons-poste et les compartiments de voitures ou de fourgons affectés dans les trains au transport des envois postaux et au service postal international entre la Suisse et l'Italie peuvent être visités par les préposés de la douane suisse ou italienne. Cette visite ne peut cependant avoir lieu qu'aux stations terminus de Domodossola et de Brigue.

2° La vérification de la douane ne peut s'effectuer qu'en présence des fonctionnaires postaux de service dans le wagon-poste à visiter ou de l'employé chargé de convoier les dépêches. Elle doit se faire de façon à ne pas gêner les opérations postales et à ne pas retarder la marche des trains.

3° Les préposés de la douane peuvent se faire communiquer les bordereaux de remise ou feuilles de route portant description des dépêches postales, mais ils ne doivent, en aucun cas, ouvrir des envois postaux fermés et étiquetés.

ARTICLE 12.

1° Le gouvernement du royaume d'Italie autorise la Confédération suisse à créer un service de diligences régulier entre les localités suisses de la route du Simplon et la station de chemin de fer italienne d'Iselle pour le transport de correspondances, de paquets et de voyageurs et de leurs bagages.

2° L'administration des postes suisses fait exploiter la course postale, entièrement à ses frais et sous sa responsabilité, par un entrepreneur qu'elle désigne. Elle fixe seule le nombre des courses, l'horaire et l'attelage.

3° L'agent qui accompagne les diligences reçoit, à chaque départ, une feuille de route indiquant son nom, le nombre des dépêches expédiées, les noms des voyageurs, les taxes de voyageurs et de bagages encaissées, le jour et l'heure du départ, ainsi que le temps accordé pour le trajet d'un bureau à l'autre. Le bureau de destination consigne sur cette feuille l'heure exacte de l'arrivée de la diligence, le nombre des dépêches reçues et les causes du retard, s'il y a lieu. La feuille de route, dûment remplie et émargée, est ensuite renvoyée au bureau expéditeur (de départ).

ARTICLE 13.

1° En vue de l'inscription des voyageurs postaux et de leurs bagages, de l'expédition des diligences de la route du Simplon, du transbordement en gare des envois postaux du service intérieur suisse et des autres opérations se rattachant au service des postes suisses dans cette gare, l'administration des postes de Suisse instituera et entretiendra une agence à la gare d'Iselle.

2° L'administration des chemins de fer italiens fournira gratuitement à l'administration des postes suisses, à la gare d'Iselle, un local pour l'installation de cette agence.

ARTICLE 14.

1° Le gouvernement italien accorde le transit en franchise de droits de douane et de tous autres droits, à travers le territoire italien, aux articles de messagerie originaires des localités suisses de la route du Simplon pour la Suisse ou au delà et vice-versa.

2° Les paquets sont, autant que possible, insérés dans des sacs fermés et scellés du cachet ou du plomb de l'office de poste ou bureau ambulant expéditeur. Si un objet ne peut être placé dans un sac, il est expédié isolément.

3° Le transbordement des dépêches de la voiture postale du Simplon dans les wagons-poste et vice-versa, à la gare d'Iselle, a lieu par le personnel suisse.

4° Le personnel suisse accompagnant les diligences est tenu de se soumettre aux ordres des agents de la douane italienne en ce qui concerne la visite des voitures et des envois, mais ces ordres ne doivent pas être de nature à retarder les courses ou envois. Aucun objet postal fermé et étiqueté ne peut être ouvert.

Les agents de la douane italienne ont le droit d'accompagner la voiture postale sur le parcours italien.

5° Les colis postaux et articles de messagerie provenant des localités suisses de la route du Simplon à destination de l'Italie ou au delà et vice-versa sont, sans exception, dédouanés à Domodossola.

6° Les formalités prescrites par la douane italienne pour les transports prévus dans cet article seront remplies par les soins de l'administration des postes suisses.

ARTICLE 15.

En vertu de l'article 5 de la convention de poste du 8 août 1861, entre la Confédération suisse et le royaume d'Italie, le gouvernement du royaume d'Italie exempte la Confédération suisse de tout impôt pour l'exploitation du service de diligence dont mention au chiffre 1^{er} de l'article 12 ci-dessus et pour les équipages et chevaux nécessaires à cette exploitation.

En application du même principe, le gouvernement du royaume d'Italie exonère la Confédération suisse de tout impôt d'Etat pour l'exploitation des agences des postes suisses mentionnées à l'article 3, chiffre 2, et à l'article 13, et pour le matériel et les installations appartenant à cette exploitation. Le gouvernement italien accorde également l'exemption des droits de douanes pour tout le matériel, appartenant à l'exploitation desdites agences et de la course postale, introduit de Suisse en Italie.

ARTICLE 16.

Les opérations douanières pour les envois transportés par les services postaux sont faites à la gare de Domodossola, même pour les envois de et pour les localités situées entre Brigue et Domodossola.

ARTICLE 17.

Les autorités italiennes accorderont aux fonctionnaires et employés des postes suisses, dans l'exercice de leurs fonctions, la même protection qu'aux organes de l'administration des postes d'Italie.

ARTICLE 18.

Dans tout ce qui concerne le service et la discipline, les fonction-

naires et employés des postes suisses de service à Domodossola et à Iselle, ainsi qu'entre Iselle et Domodossola, relèvent exclusivement des autorités suisses.

ARTICLE 19.

Les susdits fonctionnaires et employés et les membres de leurs familles ne seront astreints à aucun service militaire, ni à aucune autre prestation personnelle au profit de l'Etat italien.

ARTICLE 20.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour ou elle serait dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Rome, le 24 mars dix-neuf cent six.

(L. S.) G. B. PIODA.

(L. S) GUICCIARDINI.

Convention entre la Suisse et l'Italie réglant le service des douanes sur la ligne du chemin de fer du Simplon entre Brigue et Domodossola.

(Du 24 mars 1906).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le roi d'Italie, désirant régler par une convention le service des douanes sur la ligne du chemin de fer du Simplon entre Brigue et Domodossola, en exécution des articles 2 et 15 de la convention du 2 décembre 1899 entre la Suisse et l'Italie, concernant la jonction du réseau suisse avec le réseau italien à travers le Simplon et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le Conseil fédéral suisse,

Monsieur G.-B. Pioda, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le roi d'Italie, et

Sa Majesté le roi d'Italie,

Son excellence M. le comte F. Guicciardini, député au parlement, son ministre des affaires étrangères ;
lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Le chemin de fer du Simplon, de la frontière à Domodossola, sera considéré comme route douanière.

Les trains de voyageurs et de marchandises pourront, moyennant l'observation des règles convenues, circuler sur cette route de nuit comme de jour, les jours fériés comme les jours ouvrables.

ARTICLE 2.

Les attributions et les compétences des bureaux de douane italiens de Domodossola, Preglia, Varzo et Iselle et du bureau de douane suisse à Domodossola sont celles qui ont été déterminées par l'article 2 de la convention du 2 décembre 1899 ; mais les administrations respectives auront toujours le droit de les étendre dans l'intérêt général du trafic.

ARTICLE 3.

Les gares de Domodossola, Preglia, Varzo et Iselle et la section du chemin de fer de la frontière à Domodossola sont soumises à la surveillance des autorités douanières italiennes.

Les autorités douanières suisses pourront charger leurs agents d'accompagner les trains sur cette section et de procéder aux opérations douanières pour les bagages que portent avec eux les voyageurs qui partent des gares de Preglia, Varzo et Iselle à destination de la Suisse.

De leur côté, les autorités douanières italiennes auront le même droit sur la section Iselle-Brigue.

Les administrations des chemins de fer accorderont le passage gratuit aux agents chargés de cette escorte.

ARTICLE 4.

Outre le droit de surveiller dans l'enceinte de la gare de Domodossola les magasins et lieux de dépôt des marchandises destinées à entrer dans leur propre pays, les agents douaniers des deux Etats auront, pendant le service, le droit d'accès dans tous les autres magasins et lieux de dépôt situés dans l'enceinte de la dite gare et pourront assister aux opérations de chargement, de déchargement et de pesage faites par les agents du chemin de fer.

ARTICLE 5.

Les bureaux de douane des deux Etats à Domodossola feront leur

service respectif et procéderont aux opérations qui s'y rapportent conformément aux lois et règlements de leur propre pays, en accordant toutes les facilités et simplifications douanières possible pour accélérer les expéditions.

Les expéditions urgentes, celles en transit et celles de simple exportation d'Italie en Suisse seront l'objet de leurs soins particuliers.

ARTICLE 6.

Les bureaux de douane suisses de Domodossola pourront être désignés à l'extérieur par une inscription et par l'écusson de leur pays.

Le personnel de ces bureaux pourra porter l'uniforme et l'armement prescrit dans les règlements, sauf le fusil, dont le port n'est autorisé que pour l'escorte des trains ou, pendant la nuit, pour la garde des marchandises et de la caisse.

ARTICLE 7.

La douane suisse aura le droit de procéder par voie pénale, dans les cas et dans les formes établies par les lois suisses, contre toute violation des prescriptions douanières suisses qui serait commise à la gare de Domodossola ou sur la section de chemin de fer comprise entre cette gare et la frontière.

Les autorités suisses dont relève le bureau de douane suisse de Domodossola auront le droit de procéder à une enquête pour constater les contraventions de ce genre, de maintenir les sequestres et de juger les contraventions d'après les lois suisses.

A l'instance de ces autorités suisses, l'autorité italienne se chargera :

- 1^o de procéder à l'audition de témoins et d'experts ;
- 2^o de procéder à des constatations officielles et à des perquisitions, et d'en attester les résultats ;
- 3^o de notifier aux inculpés les citations et les sentences des autorités suisses.

ARTICLE 8.

Le bureau de douane italien et le bureau de douane suisse à Domodossola se prêteront, sur requête, mutuelle assistance, au moyen de la force armée dont chacun d'eux dispose, sans que des frais quelconques puissent être portés en compte à l'administration de l'Etat dans l'intérêt duquel l'assistance a été requise.

ARTICLE 9.

La visite des bagages des voyageurs et les opérations douanières qui s'y rapportent se feront, si elles n'ont pas lieu en cours de route,

auparavant ou ultérieurement, simultanément par les bureaux de douane des deux Etats, dans la salle commune de la gare de Domodossola affectée à cet usage, et aussitôt après l'arrivée des trains, afin que les voyageurs et leurs bagages puissent continuer leur route par le même train.

ARTICLE 10.

Sur demande faite soit par l'administration des chemins de fer, soit par les voyageurs, la visite des bagages enregistrés pourra être réservée à un bureau de douane de l'intérieur des deux Etats autorisé à cet effet. Dans ce cas, les bagages seront accompagnés des pièces douanières nécessaires, établies par le bureau de douane respectif de Domodossola.

ARTICLE 11.

Pour l'accomplissement des opérations rentrant dans la compétence des bureaux des deux Etats à Domodossola, les marchandises devront passer de l'une à l'autre des administrations douanières sans l'intervention d'expéditeurs ou autres intermédiaires, sauf le concours nécessaire des agents des chemins de fer, auxquels seuls il est aussi réservé d'intervenir pour toutes les autres opérations douanières de la compétence des bureaux de douane italiens et sous réserve des prescriptions de l'article 10 de la convention internationale de Berne, du 14 octobre 1890, sur le transport des marchandises par chemin de fer.

La visite douanière des colis de messageries (marchandises de grande vitesse en colis isolés) sera faite en premier lieu par les employés de l'Etat dont elle sortent et ensuite par ceux de l'Etat dans lequel elles doivent entrer.

ARTICLE 12.

Les plombs et cadenas, etc., que porteront les wagons ou des colis isolés pour garantir les marchandises qui doivent être soumises aux opérations douanières à Domodossola pour le compte des deux Etats ne seront enlevés par les employés du bureau de douane de sortie qu'en présence des employés de l'autre Etat, lesquels, s'il y a lieu, remplaceront immédiatement les plombs, cadenas, etc., enlevés.

ARTICLE 13.

Les trains arrivant de Suisse à destination de l'Italie devront être accompagnés de bordereaux indiquant le nombre des bagages enregistrés et les marchandises chargées dans chaque wagon.

Au premier arrêt sur territoire italien, ces bordereaux devront être remis, avec les autres papiers d'accompagnement prescrits, aux agents

douaniers italiens qui doivent accompagner le train jusqu'à Domodossola.

Les colis de marchandises diverses contenus dans un même wagon peuvent être indiqués sommairement dans les bordereaux susmentionnés ; mais, dans ce cas, l'administration du chemin de fer demeure obligée de présenter au bureau de douane compétent, pour l'accomplissement des opérations douanières, des bordereaux supplémentaires décrivant les marchandises par chaque wagon.

Les bordereaux précités seront établis dans la forme et au nombre prescrits par l'administration douanière à laquelle ils doivent servir.

Les chemins de fer italiens procéderont aux formalités douanières pour les marchandises arrivant à Domodossola par les trains venant de Suisse, après remise faite par les chemins de fer suisses.

ARTICLE 14.

Tous les trains à destination de la Suisse seront accompagnés de bordereaux indiquant toutes les marchandises transportées. Ces bordereaux seront remis immédiatement au bureau des douanes de Brigue, avec tous les papiers d'accompagnement.

Ces trains seront en outre accompagnés d'une liste des wagons plombés par la douane italienne, et la douane suisse de Brigue attestera sur cette liste, en y apposant son timbre à date, l'entrée en Suisse desdits wagons. La liste sera ensuite rendue au chemin de fer, qui la fera tenir à la douane italienne.

Les marchandises expédiées en colis isolés et dirigées sur la Suisse seront accompagnées des bulletins de la douane italienne pour la sortie de l'Etat.

La douane suisse, à la demande de la douane italienne, apposera sur lesdits bulletins son timbre à date, comme cela est prévu pour les listes des wagons plombés.

La douane italienne, aussi bien que la douane suisse, pourront toujours exiger que des wagons ou des compartiments séparés de wagons soient réservés pour les marchandises et bagages destinés à être déchargés dans les gares intermédiaires de Preglia, Varzo et Iselle, ou chargés dans ces mêmes gares à destination de la Suisse.

ARTICLE 15.

La provenance italienne des marchandises et des bagages chargés à Iselle, Varzo et Preglia dans des trains venant de Suisse, sera certifiée par des documents spéciaux de la douane italienne.

ARTICLE 16.

Les opérations douanières pour les envois transportés par les services postaux seront remplies à la gare de Domodossola, même pour les envois concernant les bureaux de poste de Preglia, Varzo et Iselle.

ARTICLE 17.

Dès l'arrivée à la gare internationale de Domodossola jusqu'au départ, les bagages à destination de la Suisse et les marchandises pour lesquelles la douane suisse ferait éventuellement sur place les opérations, sont soumis, en ce qui concerne la reconnaissance, le déchargement, le chargement et la surveillance, aux dispositions de la douane suisse, en ayant égard aux intérêts de la douane italienne.

ARTICLE 18.

La surveillance exercée par chacun des bureaux de douane des deux États sur les magasins, lieux de dépôt ou de stationnement des marchandises à la gare de Domodossola n'a pour objet que de sauvegarder les intérêts du fisc de ces États et ne diminue en aucune façon la responsabilité des administrations de chemins de fer, envers les propriétaires ou destinataires, pour la garde des marchandises.

ARTICLE 19.

L'administration des chemins de fer italiens a l'obligation de prendre toutes les précautions nécessaires pour que les marchandises, les voyageurs et leurs bagages soumis aux formalités de douane ne puissent entrer dans les gares de Domodossola, de Preglia, Varzo et Iselle, ni en sortir, que par les passages qui seront désignés à cet effet dans l'intérêt douanier des deux États.

ARTICLE 20.

Les administrations de chemins de fer sont tenues de prévenir en temps utile les bureaux locaux de douane des deux États, de tout changement ordinaire ou extraordinaire apporté à l'horaire des trains de voyageurs ou de marchandises, ainsi que de la mise en marche de tout train extraordinaire.

ARTICLE 21.

Les administrations de chemins de fer et, en leur nom, leurs bureaux dans les gares, devront empêcher, sous leur responsabilité, qu'aucune marchandise, ni aucuns bagages, ne sortent de la gare sans que les formalités de douane, italiennes et suisses, aient été remplies.

En cas d'observation de cette prescription, lesdites administrations encourront les pénalités prévues par les lois des deux États.

Les administrations de chemins de fer ont de même l'obligation de veiller, sous leur responsabilité, à ce que les marchandises déposées dans des locaux spéciaux pour une destination déterminée, ne soient

pas retirées de ces locaux, pour recevoir une autre destination, sans le consentement exprès des bureaux de douane intéressés.

ARTICLE 22.

Les autorités italiennes accorderont aux employés et agents des douanes suisses, dans l'exercice de leurs fonctions, la même protection qu'aux employés et agents de douane italiens.

ARTICLE 23.

Les employés et agents des douanes suisses de service à Domodossola dépendront exclusivement de l'autorité suisse pour tout ce qui concerne le service et la discipline.

Les susdits employés et agents, ainsi que les membres de leurs familles, ne seront astreints à aucun service militaire, ni à aucune autre prestation personnelle au profit de l'Etat italien.

ARTICLE 24.

Les employés et agents de toutes les administrations suisses de service sur la section Domodossola-Iselle ou dans la gare internationale de Domodossola jouiront, eux et leurs familles, lors de leur premier établissement, de la franchise des droits de douane ou autres pour les meubles, effets et tous objets de leur ménage déjà usagés.

Les uniformes de tout le personnel des administrations suisses et les armes des gardes-frontière suisses stationnés à Domodossola seront de même, à leur entrée en Italie, exempts de tout droit de douane ou autre, ainsi que tous les meubles, outils, ustensiles, formulaires, etc., nécessaires à tous les bureaux suisses établis sur la section de chemin de fer de Domodossola à Iselle et dans la gare de Domodossola.

Les combustibles, les matières à graisser, les pièces de rechange du matériel roulant et des locomotives nécessaires à la traction (y compris l'éclairage, le chauffage et le nettoyage) et à la conduite des trains sur la section de Domodossola à la frontière italo-suisse seront de même exempts de tout droit d'entrée ou autre en Italie.

ARTICLE 25.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où elle serait dénoncée par l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Rome, le 24 mars dix neuf cent six.

(L. S.) G. B. PIODA.

(L. S.) GUICCIARDINI.

Convention entre la Suisse et l'Italie réglant les services télégraphique et téléphonique à la gare internationale de Domodossola.

(Du 18 janvier 1906)

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le roi d'Italie, désirant régler par une convention les services télégraphique et téléphonique dans la gare internationale de Domodossola, en exécution de l'article 15 de la convention du 2 décembre 1899 entre la Suisse et l'Italie concernant la jonction du réseau suisse avec le réseau italien à travers le Simplon et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le Conseil fédéral Suisse,

Monsieur G.-B. Pioda, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le roi d'Italie, et

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Son Excellence M. le marquis A. di San Giuliano, sénateur du royaume, son ministre des affaires étrangères ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

L'administration des télégraphes italiens établira un bureau public de télégraphe et une station publique de téléphone à la gare internationale de Domodossola.

ARTICLE 2.

Le bureau public de télégraphe sera intercalé dans le fil télégraphique n° 19/42, Brigue-Domodossola-Novara, tandis que la station publique de téléphone sera reliée par un lacet téléphonique à la station téléphonique centrale de Brigue.

Dans le cas où une station téléphonique centrale serait établie à Domodossola, ce lacet téléphonique devra servir à la communication téléphonique entre les deux stations téléphoniques centrales de Brigue et de Domodossola, et la station publique de téléphone à la gare internationale de Domodossola sera alors reliée à la station centrale de cet endroit.

ART. 3.

La répartition des frais de la construction et de l'entretien de ces fils télégraphiques et téléphoniques internationaux entre les deux Etats sera réglée par une convention spéciale entre le département des postes et des chemins de fer de la Confédération suisse et le ministère des postes et des télégraphes du royaume d'Italie.

ART. 4.

La correspondance privée du bureau public de télégraphe est soumise au tarif télégraphique du royaume d'Italie ; pour la correspondance privée de la station publique de téléphone, l'arrangement provisoire entre l'Italie et la Suisse du 20 avril, 7 mai 1904 fait règle.

ARTICLE 5.

Les fonctionnaires et employés suisses et italiens de la gare de Domodossola et de la section de chemin de fer de Brigue à Domodossola attachés aux services des postes et des télégraphes, de la police, de la police sanitaire et vétérinaire et de la douane auront le droit d'user gratuitement sur le parcours de Brigue à Domodossola, pour affaires de service, des télégraphes et téléphones des deux Etats et du télégraphe du chemin de fer. Dans la règle, ces télégrammes devront cependant être expédiés sur les fils du télégraphe public.

ARTICLE 6.

Les bureaux télégraphiques du chemin de fer de la section de Brigue à Domodossola ne doivent ni transmettre ni recevoir des télégrammes privés. Ces télégrammes doivent passer par les bureaux publics des deux Etats, suivant la règle générale établie pour le service international des correspondances télégraphiques privées.

ARTICLE 7.

1. Exceptionnellement et si l'on ne peut se servir utilement du télégraphe public le plus rapproché, les bureaux télégraphiques du chemin de fer de Brigue à Domodossola sont autorisés à recevoir et à transmettre des télégrammes privés sur les fils du chemin de fer :
 - a. en cas de recherche de bagages égarés ou perdus ;
 - b. en cas de retards de trains ou à propos de voyageurs ayant fait fausse route ;
 - c. en cas de recherche de billets de chemin de fer perdus ;
 - d. pour commande de billets collectifs ;
 - e. dans les cas graves de maladie ou d'accident
2. Ces télégrammes privés doivent être à l'adresse d'un des services établis dans le rayon de l'une ou de l'autre des gares de Brigue et de Domodossola. Il ne sera pas distribué de télégrammes privés hors des deux gares.
3. Les télégrammes privés seront taxés suivant les prescriptions en vigueur dans les deux pays. Les taxes resteront acquises aux

administrations qui les auront perçues, tant que la convention entre la Suisse et l'Italie du 29 juillet 1879 demeurera en vigueur; après la résiliation de ladite convention elles seront portées en compte aux administrations respectives, selon les dispositions du règlement télégraphique international.

ARTICLE FINAL.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où elle serait dénoncée par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Rome, le 18 janvier dix-neuf cent six.

(L. S.) G. B. PIODA.

(L. S.) A DI SAN GIULIANO.

Convention entre la Suisse et l'Italie, réglant le service de police à la gare internationale de Domodossola

(Du 18 janvier 1906).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le roi d'Italie, désirant régler par une convention le service de police à la gare internationale de Domodossola, et sur la ligne du Simplon à la frontière suisse à Domodossola en exécution de l'article 15 de la convention du 2 décembre 1899 entre la Suisse et l'Italie, concernant la jonction du réseau suisse avec le réseau italien à travers le Simplon, et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le Conseil fédéral suisse,

Monsieur G.-B. Pioda, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le roi d'Italie, et

Sa Majesté le roi d'Italie,

Son Excellence M. le Marquis A. di San Giuliano, sénateur du royaume, son ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

La police de la gare internationale de Domodossola se fera, selon les exigences du service, d'accord entre les autorités de police italienne et de police suisse, les droits de souveraineté de l'Italie étant d'ailleurs réservés.

ARTICLE 2.

La police des étrangers, ainsi que toutes les vérifications relatives à l'identification des personnes recherchées par les deux Etats ou par d'autres Etats étrangers, s'opéreront à la gare de Domodossola ; il ne devra en résulter ni retard ni gêne dans la marche des trains.

ARTICLE 3.

Les agents de police des deux Etats se remettront réciproquement, à l'intérieur de la gare de Domodossola, les individus rapatriés, expulsés ou extradés par un des deux Etats, conformément aux traités en vigueur.

Ils agiront de même à l'égard des individus remis par un autre Etat pour être livrés à la Suisse ou à l'Italie, ou pour être simplement rapatriés.

Les vagabonds étrangers qui doivent être transportés à travers le territoire de l'un des deux pays pour être dirigés sur leur pays d'origine ne seront reçus qu'à la condition que l'Etat qui les renvoie déclare prendre à sa charge les frais de transport et s'engage à recevoir de nouveau ceux qui seraient repoussés à cause de leur qualité d'étrangers ou pour un autre motif.

Les mendiants suisses et italiens arrêtés à la gare de Domodossola ou entre cette gare et la frontière, peuvent être reconduits dans leur pays sans autre formalité.

ART. 4.

A l'exception des mendiants mentionnés à l'article précédent, les individus remis par la police suisse à la police italienne, ou vice-versa, devront être accompagnés d'un ordre de transport semblable à celui qui a été établi en vertu de la convention pour les gares de Chiasso et de Luino.

Cet ordre de transport devra indiquer :

- 1° Le signalement de l'individu remis ;
- 2° Le motif de sa remise (spécifier les crimes ou délits) ;
- 3° l'autorité à laquelle il doit être livré ;
- 4° Le lieu, le jour et l'heure de la remise.

Si la police du gouvernement qui accorde l'extradition croit qu'il est nécessaire de prendre à l'égard du prévenu des précautions spéciales, ce point devra faire l'objet d'une mention particulière dans l'ordre de transport.

ART. 5.

Dans le cas où, pour une raison quelconque, un individu livré par

l'autorité suisse à l'autorité italienne, ou vice-versa, pour être transporté, ne serait pas accepté par les agents auxquels il doit être remis, il sera rendu à l'autorité de la frontière dont émane l'ordre de transport, et celle-ci est tenue de recevoir de nouveau l'individu et d'indemniser l'autre Etat de tous les frais de transport, aller et retour.

ART. 6.

Si les agents de la police suisse découvrent un malfaiteur sur le territoire italien, ils doivent en donner immédiatement connaissance aux agents de la police italienne, afin de les mettre à même de procéder à l'arrestation.

ART. 7.

Le transport des individus remis à la police suisse à Domodossola est effectué jusqu'à la frontière par les agents de la police suisse. L'autorité de police italienne a le droit de surveiller le transport jusqu'à la frontière et doit prêter son concours, si on le lui demande.

L'autorité de police italienne a le même droit de surveiller, pendant le trajet qu'ils ont à parcourir en chemin de fer sur le territoire italien, de la frontière à Domodossola, le transport de tous les individus qui doivent, par les soins de la police suisse, être remis à Domodossola à la police italienne.

ART. 8.

Dans le cas où l'intérêt public le rendrait nécessaire, le gouvernement italien pourra exiger que les fonctionnaires de la police suisse suspendent momentanément toute action et se retirent sur leur propre territoire. Le gouvernement italien donnera immédiatement avis d'une décision de ce genre au gouvernement suisse.

ART. 9.

Sous réserve des dispositions des articles 9 et 13 de la convention du 2 décembre 1899, le service de sûreté publique dans les trains de la ligne Domodossola-Iselle sera fait par les autorités de police suisse et de police italienne, chacune pour son propre compte.

ART. 10.

La surveillance de la ligne et des gares, depuis Domodossola jusqu'à la frontière dans le tunnel du Simplon, se fera exclusivement par les autorités italiennes.

ART. 11.

La déclaration échangée le 11 novembre 1884 et le 12 janvier 1885 entre la Suisse et l'Italie est applicable au service de police prévu par la présente convention.

ARTICLE FINAL.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où elle serait dénoncée par l'une ou l'autre des hautes parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Rome, le 18 janvier, dix-neuf cent six.

(L. S.) G.-B. PIODA.

(L. S.) A. DI SAN GIULIANO.

Convention entre la Suisse et l'Italie, réglant le service de police sanitaire (épidémies et épizooties) à la gare internationale de Domodossola.

(Du 24 mars 1906).

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le roi d'Italie, désirant régler par une convention le service de la police sanitaire (épidémies et épizooties) à la gare internationale de Domodossola, en exécution de l'article 15 de la convention du 2 décembre 1899 entre la Suisse et l'Italie concernant la jonction du réseau suisse avec le réseau italien à travers le Simplon et l'exploitation de la section Iselle - Domodossola, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

Le Conseil fédéral suisse,

Monsieur G.-B. Pioda, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse près de Sa Majesté le roi d'Italie, et

Sa Majesté le roi d'Italie,

Son Excellence M. le comte F. Guicciardini, député au parlement, son ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

§ 1^{er}.*Visite sanitaire des voyageurs et de leurs bagages.*

ARTICLE PREMIER.

Les opérations concernant les visites sanitaires ordonnées par les deux Etats à l'égard des voyageurs et des bagages transportés par la ligne du Simplon, de Suisse en Italie ou d'Italie en Suisse, seront effectuées dans le bâtiment destiné à cet usage à la gare internationale de Domodossola.

ARTICLE 2.

Chacun des deux Etats contractants pourra avoir à la gare du chemin de fer, à ses frais, un médecin chargé de diriger ce service.

ARTICLE 3.

Le personnel de service dans l'établissement de désinfection pourra être nommé d'un commun accord par les deux gouvernements ; dans ce cas, la dépense sera partagée par moitié. Dans le cas contraire, chacun des deux Etats devra entretenir à ses frais son personnel particulier.

ARTICLE 4.

Le médecin suisse et le médecin italien auront en commun l'usage des locaux de l'établissement de désinfection.

Leur compétence respective sera déterminée par la destination des voyageurs et des bagages.

L'usage des étuves et des autres appareils de désinfection sera réglé, d'accord entre les deux médecins, de manière à assurer l'accomplissement le plus rapide du service et à éviter des retards dans la circulation des trains.

ARTICLE 5.

Les dépenses faites pour les désinfections et pour le fonctionnement des appareils (charbon, produits chimiques, etc.) seront supportées par l'Etat dont le médecin les a ordonnées.

ARTICLE 6.

L'infirmierie qui se trouve dans l'établissement de désinfection est destinée à recevoir ou à isoler provisoirement et d'urgence les voya-

geurs que le médecin suisse ou le médecin italien, chacun dans la limite de sa compétence, aura reconnus atteints ou suspects d'une maladie contagieuse épidémique et qu'il aura jugé nécessaire de retenir.

Toutes les fois que le transport des voyageurs malades dans un lazaret aura été reconnu nécessaire, l'autorité sanitaire locale en sera informée par le médecin. Cette autorité sera tenue de faire transporter les malades, le plus tôt possible et avec les précautions requises, dans le lazaret le plus rapproché et de veiller à ce qu'ils y reçoivent le traitement médical et les soins nécessaires.

ARTICLE 7.

Les frais causés par l'isolement des individus dans l'infirmierie de l'établissement de désinfection (traitement, nourriture, médicaments, infirmiers) et par leur transport au lazaret, seront à la charge de celui des deux Etats dont le médecin aura ordonné ces mesures dans l'intérêt de son propre pays.

Pour le paiement des frais de traitement au lazaret qui ne pourront être remboursés par les malades eux-mêmes, on se conformera aux stipulations des conventions existantes pour l'assistance gratuite des malades indigents.

§ 2.

Police vétérinaire.

ART. 8.

Les opérations sanitaires du service de la police vétérinaire qui se font à la frontière et qui sont applicables au bétail vivant, aux viandes et aux produits animaux transportés, par la ligne du Simplon, de Suisse en Italie ou d'Italie en Suisse, seront effectuées sur les quais et dans les bâtiments destinés à cet usage à la gare internationale de Domodossola. Les quais de chargement seront aussi utilisés pour les opérations du chemin de fer ayant trait au bétail.

ART. 9.

Chacun des gouvernements contractants commettra à ses frais, dans cette gare, un ou plusieurs vétérinaires chargés de diriger le service conformément aux lois et prescriptions réglant la matière dans l'Etat dont ils relèvent.

La compétence de ces fonctionnaires sera déterminée par la destination du bétail, des viandes et des produits animaux.

ART. 10.

Il appartient à ces vétérinaires de procéder, conformément à l'article 9, à la visite sanitaire du bétail, des viandes et des produits animaux transitant par la gare internationale de Domodossola, ainsi qu'à la visite des wagons qui les contiennent.

Les vétérinaires de l'un des États contractants n'auront pas le droit d'intervenir dans les opérations effectuées par les vétérinaires de l'autre État dans les limites de leur compétence.

ART. 11.

Le bétail exporté d'Italie devant, à teneur de la loi du 26 juillet 1902, n° 276, être soumis à la visite sanitaire d'un vétérinaire italien avant de pouvoir sortir du royaume, il est convenu que, pour gagner du temps, les deux visites, italienne et suisse, se feront simultanément par les vétérinaires des deux États.

ART. 12.

En cas de maladie infectieuse ou contagieuse du bétail, constatée ou soupçonnée lors des visites prévues aux articles 10 et 11, il sera dressé un procès-verbal par les soins du vétérinaire qui aura fait la constatation. Le procès-verbal indiquera la maladie constatée ou soupçonnée, la provenance des animaux, leur signalement, le nom et le prénom de l'expéditeur et du conducteur, les numéros des certificats d'origine et toutes les autres circonstances dignes d'être notées.

Le vétérinaire qui aura rédigé le procès-verbal devra, dans la journée, en remettre une copie au vétérinaire de l'autre État.

ART. 13.

Si, lors des visites prévues aux articles 10 et 11, on constate un ou plusieurs cas avérés ou suspects de maladie infectieuse ou contagieuse, les animaux malades ou suspects, ainsi que ceux qui ont voyagé dans le même wagon, devront, s'ils viennent de Suisse, être immédiatement refoulés sur Brigue ; s'ils viennent d'Italie, ils seront immédiatement transférés à l'écurie d'isolement, en observant toutes les précautions nécessaires pour empêcher la propagation de la maladie.

En cas de déchargement, le ou les wagons qui ont contenu ces animaux devront être en même temps conduits sur l'emplacement de la gare destiné aux désinfections, pour être aussitôt soumis à une désinfection complète. On désinfectera également les quais de chargement, les emplacements où les animaux ont stationné pour la visite, le chemin qu'il ont parcouru dans la gare, les ponts mobiles, les agrès et tous autres objets ayant servi au transport ou au chargement.

ART. 14.

L'exécution des désinfections et des mesures mentionnées à l'article 13, alinéa 2, de même que la direction de l'écurie d'isolement, sont confiées au vétérinaire italien, sous sa responsabilité.

ART. 15.

Les envois de gros et de petit bétail à destination de la Suisse expédiés des stations situées entre Domodossola et la frontière des deux pays seront examinés, à ces stations, par les vétérinaires stationnés à Domodossola.

§ 3.

*Locaux et installations pour le service sanitaire (épidémies)
et le service de police vétérinaire.*

ART. 16.

A teneur de l'article 3, premier alinéa, de la convention du 2 décembre 1899, le gouvernement fédéral suisse bonifiera au gouvernement italien la moitié des intérêts, à 5 % l'an, du capital affecté aux installations spécialement destinées au service de la police sanitaire des épidémies.

Le gouvernement fédéral suisse bonifiera également au gouvernement italien la moitié des frais d'entretien, d'éclairage et de chauffage des locaux affectés au service de la police sanitaire (épidémies et épizooties).

Les frais d'aménagement, de chauffage et d'éclairage du bureau occupé par les vétérinaires suisses seront supportés par le gouvernement fédéral suisse.

§ 4.

ART. 17.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour ou elle serait dénoncée par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Rome, le 21 mars dix-neuf cent six.

(L. S.) G. B. PRODA.

(L. S.) GUICCIARDINI.

Déclare que les cinq conventions ci-dessus sont ratifiées et ont force de loi dans toutes leurs parties, promettant, au nom de la Confédération suisse, de les observer consciencieusement et en tout temps, en tant que cela dépend de celle-ci.

En foi de quoi, la présente ratification a été signée par le président et le chancelier de la Confédération suisse et munie du sceau fédéral.

Ainsi fait, à *Berne*, le dix mai mil neuf cent et six (10 mai 1906).

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le président
de la Confédération,*

L. FORRER.

(L. L.)

*Le chancelier
de la Confédération,*

RINGIER.

Noi, avendo vedute ed esaminate le sovrascritte convenzioni, approvandole in ogni e singola loro parte, le abbiamo accettate, ratificate e confermate, come per le presenti le accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarle e di farle inviolabilmente osservare. In fede di che, Noi abbiamo di Nostra mano firmato le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro reale sigillo. Date in Roma il di uno del mese di Aprile, l'anno del Signore mille novecentosei.

VITTORIO EMANUELE.

(L. S.)

Per parte di Sua Maestà il Re,

Il Ministro Segretario di
Stato per gli affari esteri,

(L. S.)

GUICCIARDINI.

Arrêté fédéral approuvant les conventions conclues entre la direction générale des chemins de fer fédéraux et la direction générale des chemins de fer italiens de l'Etat pour la gare internationale de Domodossola et l'exploitation de la section Domodossola-Iselle.

(Du 29 mars 1906.)

L'ASSEMBLÉE FÉDÉRALE DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

Vu les conventions conclues le 19 février 1906 pour la gare internationale de Domodossola et l'exploitation de la section Domodossola-Iselle ;

Vu le message du Conseil fédéral du 19 mars 1906 ;

En exécution de l'article 4 de la convention du 2 décembre 1899 entre la Suisse et l'Italie, concernant la jonction du réseau suisse avec le réseau italien à travers le Simplon, la désignation de la gare internationale et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola,

ARRÊTE :

1. Sont approuvées les conventions conclues le 19 février 1906 entre la direction générale des chemins de fer fédéraux et la direction générale des chemins de fer italiens de l'Etat pour la gare internationale de Domodossola et l'exploitation de la section Domodossola-Iselle (*).

*) *Note.* Par lettre du 14 mars 1906, la légation de Suisse à Rome a transmis au Conseil fédéral une déclaration du ministère italien des affaires étrangères, constatant que le gouvernement d'Italie a approuvé les deux conventions susvisées.

2. Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution et de la mise en vigueur du présent arrêté.

Ainsi arrêté par le Conseil national.
Berne, le 28 mars 1906.

Le président, HIRTER.

Le secrétaire, RINGIER.

Ainsi arrêté par le Conseil des Etats.

Berne, le 29 mars 1906.

Le président, A. AMMANN.

Le secrétaire, SCHATZMANN.

Convention entre l'Administration des chemins de fer italiens de l'Etat et l'Administration des chemins de fer fédéraux suisses pour l'exploitation de la gare internationale de Domodossola et pour l'échange du matériel roulant.

(Du 19 février 1906).

A teneur de l'article 4 de la « Convention entre l'Italie et la Suisse concernant la jonction des réseaux italien et suisse à travers le Simplon, la désignation de la gare internationale et l'exploitation de la section de Domodossola à Iselle », conclue à Berne le 2 décembre 1899,

l'Administration des chemins de fer italiens de l'Etat (F. S.), représentée par M. Ing. Comm. Riccardo Bianchi, Directeur général, et l'Administration des chemins de fer fédéraux suisses (C.F.F.), représentée par M. Placide Weissenbach, Président de la Direction générale, sont convenues des conditions suivantes pour l'exploitation de la gare internationale de Domodossola :

I. Conditions générales et techniques.

ARTICLE PREMIER.

Limites et attributions de la gare internationale.

Les constructions et les installations faisant partie de la gare internationale de Domodossola sont représentées dans le plan général et les cinq plans de détail ci-annexés.

La gare internationale a son origine à l'aiguille d'entrée, côté italien, et finit à l'aiguille de sortie, côté suisse.

Sous réserve d'accords ultérieurs éventuels, la gare internationale pourvoit :

aux opérations, écritures, prestations des deux Administrations (C. F. F. et F. S.) relatives au trafic international des voyageurs, des bagages, des finances et valeurs, des marchandises G. V. et P. V., des véhicules, du bétail et des autres objets, soit en service direct, de

chemin de fer à chemin de fer, soit par réexpédition au moyen d'intermédiaires, ainsi qu'à l'échange de ce trafic entre les deux Administrations ;

aux opérations de désinfection éventuelle des voyageurs et à la visite sanitaire du bétail et des viandes pour les deux Etats (épidémies et épizooties) ;

aux opérations, écritures et prestations des F. S. pour le trafic local italien des voyageurs, des bagages, des finances et valeurs, des marchandises G. V. et P. V., des véhicules, du bétail et des autres objets ;

aux opérations douanières italiennes pour le trafic en général ;

aux opérations douanières suisses pour les voyageurs et les bagages, pour les finances et valeurs, les colis postaux et de messageries (marchandises G. V. en colis isolés), tandis que ces opérations s'effectueront à Brigue pour les autres transports ;

au service des postes et télégraphes des deux Etats (Italie et Suisse) ;

au service de la police générale.

Pour les opérations du trafic international et pour la transmission entre les F. S. et les C. F. F., la gare de Domodossola fonctionnera comme gare de transit, sous la dénomination d'*Iselle-transit*, point de jonction des deux réseaux et de soudure des distances et tarifs y relatifs.

Conformément à l'engagement contenu dans la Convention internationale du 2 décembre 1899, les opérations pour l'échange des transports constituant le trafic international, seront réduites à la formule la plus simple.

ART. 2.

Désignation des locaux et des installations pour le service commun, des locaux pour l'usage exclusif de chaque Administration et des locaux pour la police sanitaire et vétérinaire.

La gare internationale de Domodossola fait partie des F. S., qui, à teneur de la présente Convention et pour celles des opérations dont il est question à l'article 1^{er}, en concédent aussi l'usage aux C. F. F.

Dans les plans ci-annexés sont indiquées et limitées :

en couleur rose, les parties à l'usage du service commun ;

en couleur verte, les parties à l'usage exclusif des C. F. F. ou considérées comme telles ;

en couleur jaune, les parties à l'usage exclusif des F. S. ou considérées comme telles ;

en couleur bleue, les parties réservées au service de la police sanitaire (épidémies) et au service de la police vétérinaire.

ART. 3.

Constructions nouvelles.

Les F. S. ont en tout temps le droit de faire construire d'autres bâtiments et installations sur l'aire réservée à leur usage exclusif.

S'il s'agit de bâtiments et installations à exécuter sur l'aire à l'usage du service commun des deux Administrations, ces dernières devront être d'accord ; en cas contraire, c'est le Gouvernement italien qui décidera, après avoir entendu le Conseil fédéral suisse.

Si les C. F. F. désirent que d'autres bâtiments et installations soient établis sur l'aire attribuée à leur usage exclusif, ils en feront demande aux F. S., et, si ces derniers s'y opposent, c'est le Gouvernement italien qui décidera, après avoir entendu le Conseil fédéral suisse.

ART. 4.

Redevance pour l'usage des locaux.

Les locaux et les installations réservés au Gouvernement suisse pour ses propres services, dont il est question à l'article premier, sont fournis gratuitement par les F. S., à l'exception de ceux affectés au logement du personnel et à la police sanitaire et vétérinaire, qui font l'objet de conventions spéciales entre les Gouvernements.

Les C. F. F. paieront aux F. S. les intérêts, calculés à 5 % l'an, du capital de fr. 1,400,000. — (un million quatre cent mille francs) arrêté d'après les plans annexés comme montant des frais de construction de la partie affectée à l'usage du service commun et de la partie affectée à leur usage exclusif.

Dans ce montant dudit capital sont compris les logements du personnel et sont exceptées les parties des locaux, installations, logements, dortoirs, etc., du personnel des machines et des trains pour le service de la traction et de la conduite des trains sur la section Domodossola-Iselle.

ART. 5.

Entretien et renouvellement.

Les F. S. pourvoiront à l'entretien et au renouvellement de tous les ouvrages et de toutes les installations constituant la gare internationale.

Les frais d'entretien et de renouvellement des parties de la gare affectées à l'usage du service commun (art. 2) seront portés aux comptes des dépenses communes (art. 31).

Les C. F. F. auront à rembourser aux F. S. les frais d'entretien et de renouvellement des parties de la gare réservées à leur usage exclusif, sauf l'exception prévue au 3^e alinéa de l'article 4.

Dans tous les cas, ces frais comprennent aussi les primes d'assurance contre l'incendie des bâtiments.

Pour les installations et locaux affectés au service de la police sanitaire (épidémies et épizooties), les frais d'entretien et de renouvellement font l'objet d'une convention spéciale entre les Gouvernements.

ART. 6.

Fourniture et entretien du mobilier, de l'outillage et des approvisionnements.

Les F. S. pourvoiront pour le compte des deux administrations à la fourniture, à l'entretien et au renouvellement du mobilier, de l'outil-

lage, des objets divers, ainsi qu'aux approvisionnements nécessaires au service commun (art. 8).

Par contre, chacune des deux Administrations pourvoira elle-même à la fourniture, à l'entretien et au renouvellement du mobilier, de l'outillage et des approvisionnements qui concernent exclusivement son propre service, ainsi qu'à l'assurance contre l'incendie de ce mobilier, de cet outillage et des objets divers.

La même règle s'appliquera à la fourniture des imprimés, collections d'ordres de service et autres nécessaires aux bureaux de chacune des deux Administrations.

Les Gouvernements pourvoiront à la fourniture, à l'entretien et au renouvellement du mobilier, de l'outillage et des approvisionnements pour les locaux qui sont réservés à leurs services.

ARTICLE 7.

Assurance du matériel roulant et des approvisionnements.

Chacune des deux Administrations pourvoit elle-même à l'assurance contre l'incendie de son matériel roulant et de ses approvisionnements en gare de Domodossola.

II. Règles concernant l'exploitation.

ARTICLE 8.

Service commun aux deux Administrations.

Le service commun aux deux Administrations de chemins de fer dans la gare internationale est effectué par les F. S. pour leur propre compte et pour celui des C. F. F.

Ce service comprend :

- le service du télégraphe ;
- les opérations de passage en douane des voyageurs et celles nécessaires pour les désinfections sanitaire et vétérinaire ;
- la manutention pour le chargement, le déchargement, le transbordement et la visite douanière des bagages et, s'il y a lieu, pour leur magasinage ;
- la manutention pour le chargement, le déchargement et le transbordement des finances et valeurs, marchandises G. V. et P. V., véhicules et autres objets du trafic international, y compris la direction de ces opérations et la garde des colis ;
- les opérations relatives au transport du bétail en trafic international, y compris la désinfection des véhicules ;
- le factage pour les opérations des douanes italienne et suisse, pour les finances et valeurs et pour les colis de messageries (marchandises G. V. en colis isolés) ;
- la formation, l'expédition, la réception et le triage des trains pour le service international ;

les manœuvres des locomotives et des véhicules ;
le service des signaux ;
le nettoyage des wagons à marchandises dans le trafic international ;
la fourniture d'eau pour les besoins du service commun ;
le chauffage, l'éclairage, le nettoyage et la surveillance des parties de la gare affectées à l'usage commun.

ARTICLE 9.

Matières pour les véhicules.

Les matières pour le chauffage des voitures et l'éclairage de celles-ci et des fourgons, de même que pour le graissage des véhicules, seront fournies par les C. F. F. pour les trains se dirigeant vers la Suisse et par les F. S. pour les trains se dirigeant vers l'Italie.

ARTICLE 10.

Service exclusif des F. S.

Le service exclusif des S. F. comprend :

La distribution des billets aux voyageurs et la tenue de la comptabilité qui s'y rapporte ;

Les opérations relatives au départ et à l'arrivée des voyageurs ;

L'enregistrement et l'expédition des bagages au départ, leur livraison à l'arrivée et la tenue de la comptabilité y relative ;

les opérations et les écritures concernant les F. S. au départ et à l'arrivée des transports du trafic international des marchandises et autres objets et pour leur transmission aux C. F. F. ;

les opérations et les écritures relatives au trafic italien local ;

les opérations pour la douane italienne ;

la manutention pour les opérations de la douane italienne ;

la transmission contradictoire, avec les C. F. F., du matériel roulant ;

la conduite et l'entretien des locomotives et l'ensemble du service de leur propre dépôt ;

la formation, l'expédition, la réception et le triage des trains pour le service local et de la section Domossola-Iselle ;

le nettoyage, l'éclairage et le chauffage des voitures et fourgons et le graissage de tous les véhicules dans le service de et pour l'Italie ;

le nettoyage, l'éclairage, le chauffage et le graissage des véhicules pour le service local italien, y compris la désinfection des wagons ayant servi au transport du bétail ;

le nettoyage, le chauffage, l'éclairage et la surveillance des parties de la gare affectées à leur usage exclusif.

ARTICLE 11.

Service exclusif des C. F. F.

Le service exclusif des C. F. F. comprend :

les opérations et les écritures concernant les C. F. F. au départ et à l'arrivée des transports du trafic international des marchandises et autres objets et pour leur transmission aux F. S. ;

les opérations de douane suisse pour les finances et valeurs et pour les messageries (marchandises G. V. en colis isolés) ;

la transmission contradictoire avec les F. S. du matériel roulant ;

le nettoyage, l'éclairage, le chauffage des voitures et fourgons et le graissage de tous les véhicules dans le service de et pour la Suisse ;

la conduite et l'entretien des locomotives et l'ensemble du service de leur propre dépôt ;

le nettoyage, le chauffage, l'éclairage et la surveillance des locaux affectés à leur usage exclusif.

ARTICLE 12.

Frais pour les locaux réservés au Gouvernement.

Les frais d'éclairage et nettoyage des locaux réservés aux services des Gouvernements italien et suisse seront supportés par les Administrations qui en font usage.

ARTICLE 13.

Tenue de la comptabilité.

Les F. S. fourniront les billets de leur propre type ou des types qui seront fixés, pour le service des voyageurs entre Domodossola (Iselle-transit) et la Suisse et au delà, et de Domodossola dans la direction de l'Italie, ainsi que pour le service du tronçon de Domodossola à Iselle.

De même, les F. S. fourniront les cahiers pour les bagages, les fiches les registres de comptabilité et, en général, les imprimés pour le service voyageur et bagages, ainsi que les règlements et les instructions des deux Administrations concernant ce service.

Des accords interviendront entre les deux Administrations pour la vente des billets spéciaux des C. F. F. et pour l'organisation du service des marchandises.

ARTICLE 14.

Opérations en douane.

Dans la gare internationale de Domodossola les opérations et les formalités en douane s'effectueront par les soins des F. S.

Sont seulement exceptés les bagages et les objets que les voyageurs ont avec eux, pour lesquels les voyageurs ont à procéder eux-mêmes au passage en douane.

Les C. F. F. pourvoient aux opérations et aux formalités de la douane suisse pour les finances, les valeurs et les messageries (marchandises G. V. en colis isolés), sauf pour les bagages et effets des voyageurs, comme il est dit ci-dessus.

Chaque Administration perçoit pour ces opérations et formalités les taxes de commission et de factage fixées par ses tarifs et se fait en outre rembourser les frais qu'elle a supportés.

Ces taxes ne pourront pas, à égalité d'opérations et de prestations, être supérieures à celles que les mêmes Administrations appliquent dans les autres gares internationales.

Cette règle est applicable aussi aux opérations et formalités de la douane suisse à Brigue.

ARTICLE 15.

Continuité des transports avec ou sans transbordement.

La continuité des transports sans transbordement à la gare internationale sera assurée seulement pour les wagons complets, soit par le poids (le chargement doit atteindre au moins la moitié de la capacité du wagon), soit par le volume, ou pour les transports considérés comme wagons complets à teneur des tarifs qui leur sont appliqués.

Pour la transmission d'une Administration à l'autre, par voie symbolique, des wagons complets plombés et des autres transports par voie réelle, comme aussi pour les autres conditions, on observera les conventions en vigueur entre les chemins de fer italiens et les chemins de fer suisses.

La transmission s'effectuera du reste conformément à la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer.

ARTICLE 16.

Transmission des transports entre les deux Administrations.

La transmission des bagages entre les deux Administrations sera opérée de manière à en assurer toujours la continuation par les trains correspondants, même si les deux Administrations ne s'entendaient pas pour organiser, d'un réseau à l'autre, un service direct de conducteurs.

La transmission des transports dans les deux sens (d'Italie vers la Suisse et vice-versa) des finances et valeurs et des messageries (marchandises G. V. en colis isolés) sera effectuée après les opérations de douane de sortie de l'Etat auquel appartiendra l'Administration faisant la remise.

Pour les autres transports dans la direction de l'Italie vers la Suisse, la remise par les S. F. et la réception par les C. F. F. seront effectuées après les opérations de douane de sortie d'Italie.

Pour les mêmes transports dans la direction de la Suisse vers l'Italie, les opérations de douane à la sortie de la Suisse seront déjà effectuées à Brigue, mais à l'arrivée de ces transports à Domodossola, les C. F. F. devront établir et présenter un bordereau de chargement selon les prescriptions de la douane italienne. Les C. F. F. procéderont ensuite à la remise aux F. S. chargés de l'accomplissement des opérations douanières italiennes (art. 10).

Le mode de procéder aux transmissions et remises de transports entre les deux Administrations fera l'objet d'une entente spéciale.

ARTICLE 17.

Responsabilité pour les transports.

La responsabilité pour les bagages, les finances et valeurs, les marchandises G. V. et P. V., les véhicules, le bétail et les autres objets transportés en service international, se trouvant en gare de Domodossola et constituant le trafic international (art. 1^{er}), ainsi que pour ceux qui concernent le trafic international du tronçon Domodossola-Iselle, est assumée en commun par les deux Administrations.

Par conséquent, les indemnités à payer pour les dommages que ces objets auraient à subir, pour une cause quelconque, dans la gare internationale, en cas de perte totale ou partielle, seront portées au débit du compte commun des deux Administrations, sous déduction des remboursements qui seraient opérés par des tiers ou par le personnel.

La responsabilité dont il est question ci-dessus commence au moment où les transports entrent dans la gare internationale et finit au moment de leur départ à la sortie de la gare.

La constatation des dommages à porter en compte commun devra s'effectuer d'un commun accord entre le chef de gare et le représentant des C. F. F.

ARTICLE 18.

Taxes de magasinage.

Les deux Administrations s'engagent à appliquer respectivement et à percevoir les taxes de magasinage pour les transports en trafic international et pour ceux du tronçon Domodossola-Iselle qui devraient chômer en gare de Domodossola pour des motifs indépendants des Administrations expéditrices.

Les C. F. F. recevront le 35 % du total de ces taxes.

L'application des taxes de magasinage sera faite par l'Administration qui possède les titres du transport et d'après ses propres tarifs et conditions. Le décompte entre les deux Administrations sera opéré par les services du contrôle.

ARTICLE 19.

Composition des trains.

Les trains pour la direction de l'Italie seront composés d'après les règlements et les instructions des F. S. ; ceux pour le tronçon Domo-

dossola-Iselle et au delà d'après les règlements et les instructions des C. F. F.

Pour les trains internationaux, on observera les accords qui pourront intervenir entre les deux Administrations.

Pour le service des trains sur le tronçon Domodossola-Iselle et au delà, le chef de gare de Domodossola se conformera par conséquent, pour ce qui le concerne, aux ordres que les C. F. F. lui auront donnés, soit par écrit, soit par l'entremise de leurs fonctionnaires. Il fournira à son tour aux C. F. F. ou à leurs fonctionnaires les renseignements qu'on lui demanderait à ce sujet.

ARTICLE 20.

Signaux.

Le règlement des signaux des F. S. sera en vigueur dans la gare internationale de Domodossola.

Le personnel des machines et des trains C. F. F. devra, par conséquent, s'y conformer.

Toutefois, pour le signal d'entrée, côté suisse, de même que pour celui de sortie, côté suisse, on observera, comme sur le tronçon de Domodossola à Iselle, le règlement des signaux C. F. F.

III. — Echange du matériel roulant.

ARTICLE 21

Règles générales pour la circulation du matériel roulant.

Le matériel roulant affecté au trafic international à travers le Simplon doit remplir les conditions fixées par la Convention internationale de Berne sur l'unité technique du matériel pour pouvoir passer d'un réseau à l'autre des F. S. et des C. F. F.

Pour la transmission, sur les C. F. F. et au delà, du matériel des F. S. et du matériel d'autres Administrations italiennes ou étrangères, accepté par eux, et dans le sens inverse pour la transmission du matériel des C. F. F. ou d'autres Administrations, accepté par ces derniers, on appliquera, à la gare internationale de Domodossola, la Convention ou le Règlement en vigueur dans les autres gares internationales entre l'Italie et la Suisse, et actuellement le « *Règlement pour l'usage réciproque du matériel roulant en service entre les Chemins de fer italiens, d'une part, et les Chemins de fer allemands, autrichiens, suisses, belges et hollandais, d'autre part.* »

IV. — Direction de la gare. Personnel. Accidents.

ARTICLE 22.

Direction de la gare. Pouvoir disciplinaire.

Les F. S. exerceront la direction et la surveillance sur l'ensemble de l'exploitation de la gare internationale de Domodossola.

Les F. S. fixeront les règles disciplinaires à observer par le personnel des deux administrations employé aux services extérieurs, mais en dehors des bureaux, des locaux et des installations à l'usage exclusif des C. F. F.

En cas de contravention de la part du personnel des C. F. F., le chef de gare interviendra, soit en s'adressant au représentant des C. F. F., soit en faisant rapport à sa propre Administration.

ARTICLE 23.

Personnel F. S. affecté au service commun.

Les F. S. communiqueront aux C. F. F. l'état du personnel affecté au service commun dans la gare internationale (art. 8), ainsi que les mutations au fur et à mesure qu'elles se produiront.

Ce personnel devra observer les instructions des C. F. F. pour ce qui concerne le service de ces derniers.

Les fonctionnaires supérieurs des C. F. F. pourront donner directement des ordres au chef de gare, mais seulement pour ce qui concerne le service des C. F. F.

ARTICLE 24.

Personnel C. F. F.

Les C. F. F. organiseront comme ils le jugeront opportun et à leurs frais, dans les locaux qui leur sont destinés, les bureaux de leur représentant et ceux qui concernent leur propre service (art. 11).

Les C. F. F. communiqueront aux F. S. l'état du personnel affecté à ces bureaux, avec l'indication du grade et des attributions de chaque agent, et indiqueront aussi au fur et à mesure les mutations qui se produiront.

Le personnel C. F. F., y compris celui des locomotives et des trains aussi longtemps qu'il se trouve dans la gare internationale, relève du chef de gare ou de son remplaçant, en ce qui concerne la police de la gare et les services en dehors des bureaux, locaux et installations affectées à l'usage exclusif des C. F. F. et doit se conformer aux instructions qu'il en reçoit.

ARTICLE 25.

Peines disciplinaires.

Lorsque l'une des Administrations aura à se plaindre de contraventions ou fautes dont se seraient rendus coupables des agents de l'autre Administration, celle-ci donnera à la plainte la suite disciplinaire qu'elle jugera conforme à ses propres règlements. Lorsque l'une des Administrations aura demandé le déplacement d'un agent de l'autre Administration, ce déplacement devra être accordé.

ARTICLE 26.

Dommages causés par le personnel.

Si, par la faute d'agents des F. S., les C. F. F. éprouvaient, à la gare internationale, un dommage quelconque, les C. F. F. auront, vis-à-vis du personnel fautif, les mêmes droits que ceux qui appartiendraient aux F. S. si c'était à ceux-ci que le dommage fût causé.

Il en sera de même pour les F. S. pour les dommages quelconques qu'ils auraient à éprouver par la faute d'agents des C. F. F.

ARTICLE 27.

Responsabilité en cas d'accidents.

Les conséquences d'accidents de toute nature aux tiers, au personnel de service, aux marchandises et autres objets, ainsi qu'aux installations dans les limites de la gare internationale (art. 1^{er}), seront imputées au compte commun, si ces accidents se produisent dans les installations affectées au service commun (art. 2).

Si, par contre, les accidents se produisent dans les installations affectées à l'usage des services exclusifs des deux Administrations, les conséquences seront à la charge de l'Administration à laquelle sont affectées ces installations (art. 2).

ARTICLE 28.

Avaries au matériel roulant,

Les avaries qui se produiraient au matériel roulant, locomotives, voitures, fourgons, wagons, grues roulantes, etc., seront à la charge du service commun, sous réserve de l'action prévue à l'article 26 contre les agents responsables.

V. — Recettes et dépenses communes. Décompte.

ARTICLE 29.

Recettes communes.

Les recettes pour les loyers et les locations éventuelles des parties de la gare internationale affectées à l'usage commun (art. 2), de même que les autres recettes indirectes du service commun (art. 8), seront portées au crédit des deux Administrations et déduites des dépenses communes.

ARTICLE 30.

Dépenses communes.

Les dépenses communes de la gare internationale de Domodossola sont les suivantes :

1^o les frais d'entretien et de renouvellement des parties de la gare affectées au service commun ;

2° les frais pour la fourniture, l'entretien et le renouvellement du mobilier, de l'outillage et objets divers et des matières de consommation pour le service commun ;

3° les traitements, salaires, indemnités supplémentaires et contributions, etc., pour le personnel affecté aux opérations du service commun, d'après l'article 8 ;

4° les frais pour les locomotives, les chevaux et autres moyens de manœuvre ;

5° les frais pour le chauffage, l'éclairage, le nettoyage et la surveillance des parties de la gare affectées au service commun ;

6° toutes les autres dépenses concernant le service commun et les frais généraux.

Les C. F. F. paieront le 35 % du total des dépenses communes, sous déduction des recettes communes.

Quant aux dépenses pour les services exclusifs des deux Administrations (art. 10 et 11), chacune supportera les siennes.

ARTICLE 31.

Décompte des recettes et des dépenses.

Le décompte des recettes et des dépenses communes (art. 28 et 30), celui des dépenses faites pour le compte exclusif des C. F. F., de même que celui des autres prestations mentionnées dans la présente Convention, seront dressés chaque mois par les F. S., qui les présenteront à l'acceptation des C. F. F.

ARTICLE 32.

Paiement des soldes.

Les C. F. F. paieront aux F. S., dans le mois qui suivra la remise du décompte, le montant qui en résultera à leur débit, d'après l'article précédent.

Le paiement s'effectuera en or.

Les différences qui pourraient être constatées lors de la vérification des décomptes ne doivent pas en retarder le paiement ; ces différences seront compensées dans un décompte suivant.

VI. Dispositions finales.

ARTICLE 33.

Litiges.

Les différends qui pourraient s'élever relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention seront jugés par des

arbitres. Chaque partie nommera un arbitre, et les deux arbitres réunis éliront le troisième.

Dans le cas où les deux premiers ne parviendraient pas à s'entendre sur la désignation du troisième arbitre, le président de la Cour d'Appel italienne compétente, si l'Administration italienne est défenderesse, et le président du Tribunal fédéral, si l'Administration suisse est défenderesse, seront invités à proposer trois personnes, parmi lesquelles la partie demanderesse devra choisir le troisième arbitre.

La procédure à suivre par les arbitres sera celle en vigueur dans l'Etat où réside l'Administration défenderesse.

ARTICLE 34.

Entrée en vigueur et révision de la Convention.

La présente Convention entrera en vigueur le jour de l'ouverture à l'exploitation de la ligne de Domodossola à Brigue et durera jusqu'au 31 décembre 1909.

Depuis cette date, elle pourra être dénoncée ou modifiée au gré de l'une ou de l'autre des parties, moyennant avis donné par écrit à l'autre partie au moins six mois à l'avance ; mais, même en ce cas, demeureront en vigueur les clauses de la Convention entre les deux Etats, stipulée à Berne le 2 décembre 1899, qui forme la base du présent Traité et en vertu de laquelle la gare de Domodossola est déclarée gare internationale.

Faute d'entente entre les deux Administrations, les nouvelles conditions de l'exploitation seront arrêtées par le Gouvernement des deux Etats.

ARTICLE 35.

Ratification.

La présente Convention ne deviendra exécutoire qu'après la ratification par les Gouvernements italien et suisse, conformément à l'article 4 de la Convention du 2 décembre 1899.

Berne, le 19 février 1906.

Pour l'Administration
des chemins de fer italiens
de l'Etat :

Le directeur général,
BIANCHI.

Pour la Direction générale
des chemins de fer fédéraux :

Le président,
WEISSENBACH.

Convention entre l'Administration des chemins de fer italiens de l'Etat et l'Administration des chemins de fer fédéraux suisses pour l'exploitation de la ligne dès la gare internationale de Domodossola jusqu'à l'aiguille d'entrée, côté nord, de la gare d'Iselle.

(Du 19 février 1906.)

A teneur de l'article 4 de la « Convention entre l'Italie et la Suisse concernant la jonction du réseau italien avec le réseau suisse à travers le Simplon, la désignation de la gare internationale et l'exploitation de la section d'Iselle à Domodossola », conclue à Berne le 2 décembre 1899,

l'Administration des chemins de fer italiens de l'Etat (F. S.), représentée par M. Ing. Comm. Riccardo Bianchi, Directeur général,

et l'Administration des chemins de fer fédéraux suisses (C. F. F.), représentée par M. Placide Weissenbach, Président de la Direction générale,

sont convenues des conditions et prescriptions suivantes à appliquer à l'exploitation de la section de Domodossola à Iselle :

ARTICLE PREMIER.

Point de jonction des chemins de fer italiens et suisses.

La section de chemin de fer d'Iselle à Domodossola est limitée par l'aiguille d'entrée de la gare d'Iselle, côté nord, et par l'aiguille d'entrée, côté suisse, de la gare internationale de Domodossola. Pour ce qui concerne le service et l'application des tarifs, le point de soudure des réseaux italiens et suisse correspond à l'aiguille d'entrée, côté nord, de la gare d'Iselle ; ce point sera déterminé contradictoirement par les deux administrations contractantes et ne pourra pas être modifié lors de l'établissement de la seconde voie entre Brigue et Iselle.

ARTICLE 2.

Service sur la section Iselle-Domodossola.

Les C. F. F. sont chargés du service des trains (traction et conduite) sur la ligne de Domodossola à Iselle, dans les deux sens, pour le compte des F. S. et aux conditions indiquées ci-après.

Les F. S. assurent directement le service complet des gares, ainsi que la surveillance et l'entretien de la voie sur cette section.

ARTICLE 3.

Service des trains. Fourniture du matériel.

Le service des trains, incombant aux C. F. F., comprend :

a) pour la traction : la fourniture et l'entretien des locomotives, le

personnel nécessaire, l'éclairage, le nettoyage et le graissage des machines ;

b) pour la conduite des trains : le personnel des trains, le service des manœuvres à la machine dans les gares de Preglia, Varzo et Iselle, la fourniture des objets nécessaires pour les signaux, le chauffage, l'éclairage, le nettoyage et le graissage des voitures, fourgons et wagons, la fourniture des imprimés, etc., et tout ce qui est relatif au service des trains.

L'eau nécessaire pour l'alimentation des locomotives à Domodossola, à Varzo et à Iselle sera fournie par les F. S. gratuitement aux C. F. F.

Les C. F. F. fournissent les voitures et fourgons nécessaires pour le trafic à destination ou en provenance de Domodossola. Les parcours effectués par ce matériel sur la section italienne sont bonifiés par les F. S. moyennant compensation en nature.

Pour le matériel roulant sur la section Iselle-Domodossola, on prendra pour norme du calcul de location de parcours le point de jonction fixé à l'article 1^{er}, et, en ce qui concerne la location de séjour : pour les wagons chargés, l'heure à laquelle la remise du transport a lieu à la gare de Domodossola ; pour les wagons transitant vides, la location de séjour commence ou finit à l'heure d'arrivée à cette gare, tandis que, pour les wagons arrivés chargés à Domodossola et déchargés à cette gare, la location de séjour au retour court dès le départ de Domodossola.

ARTICLE 4.

Service des gares.

Le service incombant aux F. S. dans les gares d'Iselle, Varzo et Preglia comprend :

Toutes les opérations relatives à l'expédition et à la réception des voyageurs, bagages, chiens, valeurs, marchandises, véhicules et bétail, le service du télégraphe, les rapports avec le public, la circulation des trains, la direction des manœuvres, la surveillance, l'éclairage, le chauffage et le nettoyage des bureaux et des salles d'attente, l'éclairage des chemins d'accès aux gares et aux voies, la fourniture et l'entretien du mobilier affecté au même service et à celui des gares.

L'exploitation de la gare internationale de Domodossola est réglée par une convention spéciale.

ARTICLE 5.

Service de surveillance et d'entretien.

Le service de surveillance et d'entretien de la section, qui incombe aux F. S., comprend tout ce qui est nécessaire pour assurer la libre marche des trains ; le service des barrières ; l'inspection, l'entretien et le renouvellement du corps de la voie, des ouvrages d'art, des

bâtiments, de la superstructure, de la ligne télégraphique et téléphonique, des haies et clôtures, des appareils mécaniques dans les gares ; la fourniture et l'entretien de l'outillage pour le service de surveillance et d'entretien et pour le signalement des trains en pleine voie et dans les gares ; le déblaiement des neiges et de la glace sur la ligne, en tant que ce déblaiement ne doive pas être exécuté au moyen du chasse-neige, lequel devra être demandé par le chef de gare de Domodossola au représentant des C. F. F. à cette gare.

ARTICLE 6.

Interdiction des trains réguliers par les chemins de fer italiens.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 de la Convention du 16 mai 1903 entre les Gouvernements italien et suisse concernant la circulation de trains militaires sur la section de Domodossola à Iselle, les F. S. s'interdisent d'y faire circuler eux-mêmes aucun train, à l'exception des trains de travaux pour l'entretien de la ligne et des trains de secours à mettre à la disposition des C. F. F. (art. 7 et suivants).

ARTICLE 7.

Train de travaux des F. S.

Pour la mise en marche des trains de travaux, une entente devra intervenir préalablement entre les deux Administrations au sujet des horaires, de la durée des transports de matériaux, etc.

Ces trains seront accompagnés aux frais des F. S. par un agent des C. F. F., qui prendra place sur la locomotive et pilotera leur marche.

Les locomotives et les wagons pour les trains de travaux ainsi que le personnel de service et l'outillage nécessaire, seront fournis par les F. S.

ARTICLE 8.

Trains de secours.

En cas d'accidents sur la ligne de Domodossola à Iselle provoquant une interruption dans l'exploitation et, si en gare de Domodossola, il ne se trouvait pas, par exception, du matériel de réserve et de secours des C. F. F. disponible, les F. S., sur la demande des agents des C. F. F. adressée au chef de gare de Domodossola, mettront à la disposition des C. F. F. les locomotives et aussi, s'il y a lieu, le personnel de secours qui seraient disponibles dans cette gare. Les machines de secours seront desservies par le personnel italien sous la surveillance des agents des C. F. F. et, si cela n'est pas possible, sous la direction d'un agent de la gare de Domodossola connaissant les règlements suisses.

Les frais résultant de ces prestations seront remboursés par les C. F. F. aux F. S., sous réserve des art. 20 et 21 ci-après.

ARTICLE 9.

Matériel roulant.

Les locomotives, voitures, fourgons et wagons circulant entre Domodossola et Iselle pourront être construits suivant le gabarit suisse ; quant à leur état, ils doivent satisfaire aux conditions prescrites par les lois et les règlements italiens.

ARTICLE 10.

Traction.

L'introduction d'un autre mode de traction que celui des locomotives à vapeur fera préalablement l'objet d'une entente spéciale pour l'établissement des installations qui seraient reconnues nécessaires et pour leur exploitation.

ARTICLE 11.

Circulation des wagonnets.

Les F. S. sont autorisés à faire circuler en tout temps sur la ligne leurs propres wagonnets pour les besoins du service, sans en aviser préalablement les C. F. F., mais en observant les règlements en vigueur sur les C. F. F. pour la circulation de ces véhicules.

ARTICLE 12.

Règlements sur le service des trains.

Les règlements suisses sur la circulation, la formation, la composition et la conduite des trains, ainsi que sur leur charge et leur freinage, seront appliqués sur la section de Domodossola à Iselle, sous réserve des modifications que l'autorité compétente italienne demanderait à y faire apporter pour la sécurité de la circulation des trains et pour se conformer à la loi sur les accidents du travail.

Les signaux de toute nature en usage sur les C. F. F. seront seuls employés sur cette section, jusques et y compris le signal d'entrée et le signal de sortie, côté suisse, de la gare de Domodossola.

Pour tout ce qui concerne la circulation des trains, les C. F. F. correspondront directement avec les chefs de gare de la section. Ces agents sont tenus de fournir aux C. F. F. tous les renseignements qui leur seront demandés à ce sujet et d'observer les instructions qui leur seront données.

Les ordres, les règlements, les livrées de marche et les autres instructions concernant le service des trains sur cette section seront envoyés directement aux agents intéressés des stations et de la voie en même temps qu'ils seront adressés à l'Administration des chemins de fer italiens.

ARTICLE 13.

Police du chemin de fer.

La police de la ligne et des gares d'Iselle à Domodossola sera exercée par les agents de l'Administration italienne; celle des trains par les agents des C. F. F., par l'entremise des agents italiens assermentés, d'après les règles en vigueur sur les chemins de fer italiens.

ARTICLE 14.

Tarifs et conditions de transport.

Pour les marchandises en provenance de l'étranger adressées aux gares d'Iselle, Varzo et Preglia, ou partant de ces gares à destination de l'étranger, les opérations de transit et de douane devront s'effectuer à Domodossola; il en résultera des transports supplémentaires, qui seront réglés pour les tarifs et les conditions par les F. S.

ARTICLE 15.

Communication des ordres de service.

Les C. F. F. transmettront en temps utile aux F. S. les dispositions en vigueur, ou qui seront plus tard établies, concernant les signaux et la circulation des wagnnets. A leur tour, les F. S. communiqueront en temps utile aux C. F. F. les dispositions en vigueur, ou qui seront ultérieurement arrêtées, pouvant intéresser le personnel suisse attaché au service de la ligne.

ARTICLE 16.

Personnel de la section.

Le personnel des gares et le personnel de surveillance et d'entretien de la voie font partie et dépendent de l'administration des F. S. Le personnel du service des trains (traction et conduite) sur la ligne fait partie et dépend de l'Administration des C. F. F.

Toutefois, le personnel C. F. F., aussi longtemps qu'il stationnera dans les gares, doit se conformer aux instructions et ordres de service des chefs de gare.

ARTICLE 17.

Langue à utiliser pour le service.

Sur la section de Domodossola à Iselle, on se servira de la langue italienne, soit dans les rapports de service, soit dans les relations avec le public.

Par conséquent, le personnel des trains C. F. F. devra connaître la langue italienne, de manière à bien comprendre les règlements et les instructions des F. S., en tant que cela le concerne, de même que les ordres que les chefs de gare lui donneront en italien. Les ordres que les C.F.F. donneront au personnel des gares et de la voie devront aussi être formulés en italien. De même, les règlements, horaires de service, instructions, etc., en vigueur ou à donner par les C. F. F. et, en général, toutes les communications de service devront être adressés en langue italienne au personnel intéressé de la voie et des gares et aux bureaux locaux du service extérieur.

ARTICLE 18.

Peines disciplinaires.

Lorsque l'une des Administrations aura à se plaindre de contraventions ou fautes dont se seraient rendus coupables des agents de l'autre administration, celle-ci donnera à la plainte la suite disciplinaire qu'elle jugera opportune. Lorsque l'une des Administrations aura demandé pour de justes motifs le déplacement d'un agent de l'autre Administration, ce déplacement devra être accordé.

ARTICLE 19.

Horaires.

Les horaires des trains pour la traversée du Simplon devront, autant que possible, être arrêtés et mis en vigueur en même temps que ceux d'autres lignes dont le trafic se relie à celui des deux Administrations contractantes.

Les horaires des trains réguliers et facultatifs entre Iselle et Domodossola seront élaborés par les C. F. F. après entente avec les F. S. Ils seront publiés par les C. F. F. après avoir reçu l'approbation des F. S.

Les C. F. F. enverront aux F. S., en temps utile pour être distribués, une quantité suffisante d'exemplaires de livrets de marche des trains, rédigés en langue italienne.

Les deux Administrations s'entendront au sujet des trains spéciaux à mettre en marche entre Domodossola et Iselle pour des circonstances exceptionnelles, de même qu'au sujet des trains à organiser entre

Domodossola et Brigue pour accélérer le transport des marchandises, en particulier de celles qui doivent être soumises séparément aux opérations des douanes italienne et suisse dans ces deux gares ; et, en outre, pour le service des marchandises P. V., les dimanches et les jours fériés d'après la loi suisse.

ARTICLE 20.

Responsabilité en cas d'accidents et pour les transports.

La responsabilité des dommages causés à des tiers ou au personnel de service par des accidents ou des catastrophes survenus pendant l'exploitation de la ligne, sera attribuée, sauf les cas de force majeure, à chaque Administration selon la nature de la prestation assumée par l'une ou par l'autre ; c'est-à-dire que les F. S. auront à répondre des conséquences de toutes les éventualités dérivant du service des gares, ainsi que du service de surveillance et d'entretien de la voie, tandis que les C. F. F. devront répondre des conséquences de toutes les éventualités dérivant du service de traction et des trains.

Dans les cas, où il ne serait pas possible d'établir à laquelle des deux Administrations incombe la responsabilité du dommage constaté sur la section commune, les conséquences en seront supportées par parts égales par les deux Administrations.

Les conséquences résultant de force majeure seront supportées par les propriétaires.

Pour le service au delà d'Iselle, dans la direction de la Suisse, la gare d'Iselle sera considérée, au point de vue de la responsabilité, comme gare des C. F. F.

En dérogation à ce qui précède, la responsabilité des C. F. F. pour le transport des bagages et des marchandises de et pour les stations de la section commencera au moment de la remise des colis par le personnel des gares à celui des trains, tandis que, pour les transports transitant sur la section, on appliquera les dispositions des règlements pour le service international.

ARTICLE 21.

Responsabilité pour dommages causés par le personnel ou résultant de l'état défectueux de la voie ou du matériel.

Chaque Administration contractante assumera la responsabilité des dommages qui pourraient résulter pour l'autre du fait de son propre personnel dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que des défauts de la voie ou du matériel, selon la nature de la prestation assumée par l'une ou par l'autre des Administrations sur la section de Domodossola à Iselle.

ARTICLE 22.

Impôts.

L'Administration des chemins de fer italiens prendra à sa propre charge tous les impôts qui pourraient grever l'exploitation de la section.

ARTICLE 23.

Transports en service.

Les transports de toutes les matières nécessaires aux C. F. F. pour l'exploitation de la section Domodossola-Iselle seront effectués sur cette section gratuitement. Les F. S. ne paieront pas de redevances pour les wagons que les C. F. F. utiliseront pour ces transports.

ARTICLE 24.

Redevances pour le service des trains.

Les F. S. paient aux C. F. F. pour l'exécution du service des trains (traction et conduite) sur la section Domodossola à Iselle, conformément aux dispositions de la présente convention, les redevances suivantes :

a) pour la traction des trains..... Fr. 1.65
par chaque kilomètre parcouru de locomotive (locomotive de trains, de double traction, de queue, haut-le-pied, etc.) ;

b pour la conduite des trains..... Fr. —.40
par kilomètre de train effectué, y compris les courses de chasse-neige.

Ces redevances comprennent les prestations de manœuvre par les locomotives des C. F. F. sur la section et dans la gare de Domodossola, si elles sont effectuées par les locomotives des trains et si elles ne dépassent pas la durée de 15 minutes par gare et par train ; si elles durent plus longtemps, elles seront bonifiées en entier par les F. S. aux C. F. F., aux taux de Fr. 6 — l'heure.

Les redevances indiquées ci-dessus ne comprennent pas les locations que les F. S. ont à payer aux C. F. F. ou à d'autres Administrations de chemin de fer, à teneur des conventions spéciales en vigueur, pour la circulation du matériel roulant sur la section de Domodossola à Iselle.

Pour le calcul des redevances indiquées sous lettres *a* et *b* ci-dessus, on prendra pour base la longueur hectométrique de la section de l'aiguille d'entrée de la gare d'Iselle, côté nord, jusqu'au milieu du bâtiment aux voyageurs de la gare de Domodossola ; cette longueur est de 19,069²⁸ km., arrondie à km. 19¹.

Les parties des locaux (réfectoires et dortoirs, etc.) du personnel des machines et des trains et aussi la partie de la remise des locomotives suisse et d'autres installations dans la gare de Domodossola, en tant

qu'elles sont reconnues nécessaires pour le service des trains sur la section de Domodossola à Iselle, seront fournies et entretenues gratuitement par les F. S., les C. F. F. n'ayant rien calculé à ce titre dans la redevance pour ledit service.

ARTICLE 25.

Païement de la redevance.

Les C. F. F. présenteront chaque mois aux F. S. le compte des indemnités à payer conformément à l'article 24, et les F. S. en paieront le montant en or aux C. F. F. dans le mois qui suit sa présentation.

Les différences qui seraient relevées dans le décompte ne devront pas retarder le paiement du solde mensuel ; mais elles seront réglées dans un décompte suivant.

ARTICLE 26.

Cartes de libre parcours.

Les cartes de libre parcours délivrées par les C. F. F. et par les F. S. à leurs propres employés et agents, valables jusqu'à Iselle, seront rendues valables respectivement jusqu'à Domodossola et à Brigue.

En outre, les médecins et vétérinaires chargés du service sanitaire et vétérinaire à la gare internationale de Domodossola recevront des cartes de libre parcours leur permettant de circuler gratuitement sur la section Brigue-Domodossola, lorsqu'ils se trouveront dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 27.

Conditions particulières à la gare d'Iselle.

Les constructions et les installations faisant partie de la gare d'Iselle sont représentée dans le plan général ci-annexé.

Pour la jouissance de la gare d'Iselle, les C. F. F. paieront aux F. S. la moitié des frais d'exploitation, non compris l'entretien des installations et des voies spéciales affectées au service de la traction.

Il est entendu que le stationnement, à la gare d'Iselle, des transports en transit sur la section concernera exclusivement les C. F. F.

ARTICLE 28.

Litiges.

Les différends qui pourraient s'élever relativement à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention seront jugés par des arbi-

tres. Chaque partie nommera un arbitre, et les deux arbitres réunis éliront le troisième. Dans le cas où les deux premiers ne parviendraient pas à s'entendre sur la désignation du troisième arbitre, le Président de la Cour d'Appel italienne compétente, si l'Administration italienne est défenderesse, et le Président du Tribunal fédéral, si l'Administration suisse est défenderesse, seront invités à proposer trois personnes parmi lesquelles la partie demanderesse devra choisir le troisième arbitre. La procédure à suivre par les arbitres sera celle en vigueur dans l'Etat où réside la partie défenderesse.

ARTICLE 29.

Durée de la Convention. Modifications et résiliation.

La présente Convention entrera en vigueur à partir du jour de l'ouverture à l'exploitation de la ligne de Domodossola à Brigue et durera jusqu'au 31 Décembre 1909.

Depuis cette date, elle pourra être dénoncée ou modifiée au gré de l'une ou de l'autre des parties, moyennant avis donné par écrit à l'autre partie au moins six mois à l'avance ; mais, même en ce cas, demeureront en vigueur les prescriptions du Traité international du 25 novembre 1895 et des Conventions internationales du 2 décembre 1899 et du 16 mai 1903, entre les deux gouvernements italien et suisse, de même que de la Convention du 22 février 1896 entre le gouvernement italien et la Compagnie des chemins de fer du Jura-Simplon, qui forment la base de la présente Convention.

Faute d'entente entre les deux Administrations, les conditions nouvelles seront arrêtées par les Gouvernements des deux Etats.

ARTICLE 30.

Réserve de ratification.

La présente Convention, pour être valable, devra obtenir la ratification des Gouvernements italien et suisse, conformément à l'article 4 de la Convention du 2 décembre 1899.

Berne, le 19 février 1906.

Pour l'Administration
des chemins de fer italiens
de l'Etat :
Le directeur général,
BIANCHI.

Pour la Direction générale
des chemins de fer fédéraux :
Le président,
WEISSENBACH.

ANNEXE.

Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'approbation des conventions pour la gare internationale de Domodossola et l'exploitation de la section Domodossola-Iselle.

(Du 19 mars 1906).

Monsieur le Président et Messieurs,

La convention du 2 décembre 1899 entre la Suisse et l'Italie concernant la jonction du réseau Suisse avec le réseau italien par le Simplon, la désignation de la gare internationale et l'exploitation de la section Iselle-Domodossola contient à l'article 4 la disposition suivante : « Les conditions auxquelles devra s'effectuer l'exploitation de la section Domodossola-Iselle et de la gare de Domodossola feront l'objet d'un traité spécial entre les administrations des chemins de fer. Ce traité sera soumis à l'approbation des deux gouvernements.

» A défaut d'entente entre les deux administrations, les conditions qui régleront le service commun seront concertées par les deux gouvernements. »

L'entente prévue entre les administrations intéressées, qui sont aujourd'hui les chemins de fer fédéraux et les chemins de fer italiens de l'Etat, s'est réalisée sous forme de deux conventions portant la date du 19 février 1906 et réglant, l'une l'exploitation de la gare internationale de Domodossola, et l'autre l'exploitation de la section Domodossola-Iselle.

Par requête du 6 mars 1906, la direction générale des chemins de fer fédéraux nous prie de soumettre ces deux conventions à votre approbation. Elle nous informe qu'elles ont déjà reçu en date du 5 du même mois l'approbation du Conseil d'administration des chemins de fer fédéraux, auquel la direction générale avait adressé un rapport dont voici les passages principaux.

I.**Gare internationale de Domodossola.**

En vertu de la convention du 2 décembre, rappelée plus haut, Domodossola a été déclarée gare internationale de sortie, parce que la conformation du terrain ne permettait pas d'établir une gare de cette importance à l'extrémité sud du tunnel, à Iselle, et que, pour cette raison, l'exploitation de la section italienne d'Iselle à Domodossola avait déjà été réservée aux chemins de fer Jura-Simplon dans les conventions de 1895. Toutefois, sur la demande de la Suisse, il a été décidé que les principales opérations de la douane suisse auraient lieu à Brigue. On se trouve donc en présence d'une situation assez particulière, puisqu'à la gare internationale aboutissent des lignes italiennes qui viennent du nord et du midi et dont les recettes sont encaissées par l'administration italienne. Les chemins de fer fédéraux se chargent

seulement, moyennant le remboursement de leurs frais, des services de la traction et de la conduite des trains sur la ligne d'accès nord Iselle-Domodossola. Domodossola n'est donc pas une gare commune dans l'acception ordinaire de ce mot, mais elle en a les fonctions principales, étant une gare de jonction. Partant de ce point de vue, la direction générale n'a pu admettre la prétention émise à l'origine par l'administration italienne, qui demandait que les charges de la gare internationale fussent réparties par moitié. L'administration des chemins de fer italiens finit par reconnaître qu'il était équitable, eu égard aux circonstances spéciales, de réduire la participation des chemins de fer fédéraux au taux de 35 %.

1. *Limites et attributions de la gare internationale.*

La gare internationale a son origine à l'aiguille d'entrée, côté italien, et finit à l'aiguille de sortie, côté suisse. Elle comprend des installations affectées : *a)* au service commun, *b)* au service exclusif des chemins de fer italiens, *c)* au service exclusif des chemins de fer fédéraux, *d)* au service de certaines administrations publiques, le tout suivant le plan qui fait partie intégrante de la convention.

Il y a lieu de remarquer que, conformément à l'article 24 du contrat d'exploitation pour la section Domodossola-Iselle, les chemins de fer fédéraux n'auront à supporter qu'une faible partie des frais relatifs aux installations qui leur sont affectées pour leur service de traction. On évite, par ce moyen, que les chemins de fer fédéraux, qui exploitent la ligne Domodossola-Iselle, ne paient pour l'utilisation de ces installations, une redevance dont ils auraient dû débiter à leur tour l'administration italienne, lors du calcul de l'indemnité de traction pour la section exploitée, ce qui aurait entraîné d'inutiles complications.

Pour déterminer d'une manière exacte la part d'intérêts incombant aux chemins de fer fédéraux pour les installations affectées en tout ou partie à leur usage, on a calculé à part le capital d'établissement des diverses installations et fixé dans chaque cas le pourcent à mettre à la charge des chemins de fer fédéraux. L'estimation de ces valeurs a permis de fixer à fr. 100.000 le capital d'établissement des installations exclusivement affectées au service des chemins de fer fédéraux et à fr. 1.300.000 la part de ces derniers pour les installations affectées à l'usage commun, alors que le coût total d'établissement de la gare de Domodossola est de 5 millions en chiffre rond (Art. 4). Les chemins de fer fédéraux ont donc à payer en tout l'intérêt de 1.400.000 francs à 5 %₀, taux prévu pour la gare de Domodossola dans la convention de 1899.

Pour se rendre exactement compte des charges de la gare de jonction, il faut se rappeler que la gare de Brigue constitue aussi jusqu'à un certain point une partie de la gare commune, puisque c'est dans cette gare que la douane suisse procède à la visite des marchandises. Suivant une communication de la direction du 1^{er} arrondissement des chemins de fer fédéraux, le coût d'établissement de cette partie de la gare s'élève en chiffre rond à 1.400.000 francs. Si l'on ajoute ces frais

d'établissement à ceux des installations de Domodossola qui sont mis à la charge des chemins de fer fédéraux, le capital d'établissement qui grèvera ces derniers est de fr. 2.800.000, somme qu'on peut considérer comme justifiée lorsqu'il s'agit d'une gare internationale de cette importance.

Les deux administrations de chemins de fer doivent se mettre d'accord pour établir de nouvelles installations dans la partie de la gare affectée à l'usage commun ; si elles ne parviennent pas à s'entendre, c'est le gouvernement italien qui décidera, après avoir consulté le Conseil fédéral suisse. Il en est de même lorsque les chemins de fer fédéraux désirent établir de nouvelles installations sur l'aire affectée à leur usage exclusif (art. 3).

Les frais d'entretien et de renouvellement des installations sont répartis suivant le principe applicable aux frais d'exploitation des diverses parties de la gare (art. 5).

2. Règles concernant l'exploitation.

Les chemins de fer italiens de l'Etat se chargent de l'exploitation de la gare commune. Les diverses prestations qui sont indiquées à l'article 8 de la convention sont celles qui sont prévues ordinairement. Les articles 10 et 11 énumèrent aussi les opérations qui incombent à chacune des deux administrations dans les parties de la gare affectées à leur usage exclusif. L'article 9 contient des dispositions spéciales au sujet des véhicules qui sont dirigés, soit d'un côté soit de l'autre, sur la gare internationale.

En exécution de la convention du 2 décembre 1899, l'article 14 prescrit comment s'effectueront les opérations de douane à Domodossola. Comme on l'a vu plus haut, c'est à Brigue qu'aura lieu la visite douanière suisse des marchandises, à l'exception des colis (messageries) arrivés par la poste ou remis à cette dernière, qui seront visités à Domodossola ; il en sera de même des voyageurs et de leurs bagages.

Les conventions générales en vigueur entre les chemins de fer italiens et les chemins de fer suisses et la convention internationale de 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer sont applicables à la transmission des marchandises d'une administration à l'autre à Domodossola (art. 15). L'article 16 contient des prescriptions détaillées sur cette matière ; par une déclaration insérée au procès-verbal, les administrations contractantes ont prévu en outre la conclusion d'une convention spéciale sur cet objet.

La responsabilité résultant des dommages survenus dans la gare commune est assumée en commun par les deux administrations (art. 17).

Les taxes de magasinage sont réparties proportionnellement à la participation des deux administrations aux frais d'exploitation (art. 18).

Les prescriptions en vigueur sur les chemins de fer suisses sont applicables à la composition des trains et aux signaux d'entrée et de sortie du côté nord de la gare (art. 19 et 20).

3. *Echange du matériel roulant* (art. 21).

La convention actuelle sur l'échange du matériel en trafic italo-suisse est applicable à cette matière. Toutefois, comme il est possible que les chemins de fer fédéraux subissent des pertes à cause des différences qu'il y a entre la convention italo-suisse et les prescriptions applicables à l'échange du matériel entre la Suisse et les chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, les chemins de fer italiens de l'Etat ont déclaré qu'ils ne feraient pas supporter ces pertes aux chemins de fer fédéraux seuls, mais qu'ils examineraient comment on pourrait remédier à cet inconvénient à l'aide d'une convention spéciale, analogue à celle qui est applicable à l'échange du matériel entre la France, la Suisse et l'Autriche. Cette déclaration a été insérée au procès-verbal.

4. *Direction de la gare. Personnel. Accidents* (art. 22 à 28).

En leur qualité de propriétaires de la gare, les chemins de fer italiens de l'Etat exerceront la direction et la surveillance sur l'ensemble de l'exploitation de la gare internationale de Domodossola. Les règles disciplinaires à l'égard du personnel sont celles adoptées dans les autres conventions analogues. Les cas de dommage qui se produisent dans le service commun sont à la charge de la communauté, y compris ceux qui effectent le matériel roulant.

5. *Recettes et dépenses communes. Décompte* (art. 29 à 32).

Pour les motifs énoncés plus haut, la participation des chemins de fer fédéraux aux frais d'exploitation de la gare commune, déduction faite des recettes réalisées dans cette dernière, a été fixée à 35 %, alors qu'au début des négociations les chemins de fer italiens demandaient que ces frais fussent partagés par moitié. Cette répartition est équitable. Les chemins de fer fédéraux supporteront les frais d'exploitation occasionnés par les services qui fonctionnent exclusivement pour eux.

6. *Dispositions finales.*

Tous différends qui pourraient s'élever entre parties seront jugés par des arbitres ; chaque partie nommera un arbitre et les deux arbitres réunis éliront le troisième. Au cas où les deux premiers ne parviendraient pas à s'entendre sur le choix du troisième arbitre, le président du tribunal supérieur du pays dont l'administration défenderesse est ressortissante désignera trois personnes parmi lesquelles la demanderesse choisira le troisième arbitre (art. 33).

La convention entrera en vigueur dès la date d'ouverture à l'exploitation de la ligne Domodossola-Iselle et est conclue ferme jusqu'à fin

1909; à partir de cette date, elle peut être dénoncée moyennant un avertissement de six mois; toutefois, les dispositions du traité d'Etat du 2 décembre 1899 demeurent en vigueur. A défaut d'entente entre les deux administrations, les nouvelles conditions de l'exploitation seront arrêtées par les Gouvernements des deux États (art. 34).

La convention ne sera exécutoire qu'après avoir été ratifiée par les deux Gouvernements, conformément à l'art. 4 de la convention du 2 décembre 1899.

II.

Exploitation de la section Domodossola-Iselle.

La section de chemin de fer d'Iselle à Domodossola est limitée par l'aiguille d'entrée de la gare d'Iselle, côté nord, et par l'aiguille d'entrée, côté suisse, de la gare internationale de Domodossola; elle a 19,009 km. de long. Aux termes de la convention du 2 décembre 1899, les chemins de fer fédéraux sont chargés du service des trains (traction et conduite) sur cette section; en revanche, le service des gares, la surveillance et l'entretien de la ligne incombent aux chemins de fer italiens de l'État.

Se basant sur ces dispositions, la convention fixe en détail les prestations qui incombent aux chemins de fer fédéraux, d'une part, et à l'administration italienne, d'autre part; l'art. 3 traite du personnel, de la fourniture du matériel roulant et des matières de consommation, l'art. 4, du service des gares, l'art. 5 de la surveillance et de l'entretien de la ligne.

L'art. 6 prescrit que l'administration italienne ne peut faire circuler sur cette section que des trains militaires, conformément à l'art. 10 de la convention entre la Suisse et l'Italie, du 16 mai 1903, ainsi que des trains de travaux pour l'entretien de la voie et des trains de secours en cas d'accident (art. 7 et 8).

Le matériel roulant utilisé sur cette section peut être construit d'après le profil suisse et doit au surplus être conforme aux conditions prescrites par les lois et règlements italiens (art. 9). L'introduction d'un autre mode de traction que celui des locomotives à vapeur (traction électrique), doit faire préalablement l'objet d'une entente spéciale, parce que l'Italie, propriétaire de la ligne, doit établir les installations nécessaires et parce qu'il y a lieu, d'ailleurs, de prendre de nouveaux arrangements au sujet de la redevance d'exploitation (art. 10).

Des dispositions spéciales traitent de la circulation des wagonnets de service, de l'application des règlements de la police du chemin de fer, de la communication des ordres de service, des attributions disciplinaires à l'égard du personnel, des langues parlées dans le service et des peines disciplinaires (art. 11, 12, 13, 15, 16, 17 et 18).

Comme les marchandises provenant de Suisse et destinées aux stations d'Iselle, de Varzo et de Preglia doivent être visitées en douane à Domodossola, ces envois doivent être réexpédiés de Domodossola à leur lieu de destination. Les chemins de fer italiens de l'État édicteront des prescriptions spéciales à cet effet (art. 14).

Les horaires des trains du Simplon doivent, autant que possible, être fixés et mis en vigueur en même temps que ceux des lignes qui aboutissent à celles des administrations contractantes. Les horaires de la section Iselle-Domodossola sont établis et publiés par les chemins de fer fédéraux, qui doivent s'entendre préalablement à ce sujet avec les chemins de fer italiens de l'État. Les dispositions légales suisses sur l'exploitation des chemins de fer le dimanche et les jours de fête sont aussi applicables à la section Iselle-Domodossola, pour le service international (art. 19).

Les dispositions relatives à la responsabilité en cas de dommages sont conformes à l'art. 11 de la convention du 2 décembre 1899. Domodossola doit être considérée, à cet égard, comme gare de sortie ; les envois destinés aux stations de la section font l'objet d'une clause spéciale (art. 20). Chaque administration est responsable des dommages causés par son personnel, par l'état défectueux de la voie ou du matériel (art. 21).

L'administration des chemins de fer italiens prendra à sa charge tous les impôts qui pourraient grever l'exploitation de la section (art. 23).

L'art. 22 règle le transport gratuit des envois en service sur la ligne.

Aux termes de l'art. 12 de la convention du 2 décembre 1899, les chemins de fer italiens doivent rembourser intégralement aux chemins de fer fédéraux toutes les dépenses occasionnées à ces derniers par l'exploitation de la section. Comme on l'a fait observer plus haut, on a jugé bon d'éviter un double décompte et de ne porter aucune somme en compte pour l'utilisation des installations du service de la traction à Domodossola et à Iselle, pour la fourniture d'eau, etc. ; en revanche, les chemins de fer italiens n'exigent aucune redevance de ce chef. En outre, il a paru préférable d'exiger deux redevances distinctes pour la traction et pour la conduite des trains. Les chemins de fer italiens paieront de ce chef :

a pour la traction des trains fr. 1,65 par kilomètre-locomotive, sans distinguer entre locomotive de trains, de double-traction, de queue, haut-le-pied, etc. ;

b. pour la conduite des trains 40 ct. par kilomètre de train, y compris les courses de chasse-neige.

Les manœuvres qui dépassent la durée de quinze minutes seront bonifiées au taux de fr. 6 l'heure. Ces redevances ne comprennent pas les locations que les chemins de fer italiens ont à payer pour la circulation du matériel roulant sur la section. Pour le calcul des kilomètres de trains et de locomotives, on a admis, comme longueur de la section, un chiffre de 19,1 km. (art. 24 et 25).

Pour *l'usage commun de la station d'Iselle*, les chemins de fer fédéraux ont à payer la moitié des frais d'exploitation, non compris l'entretien des installations et voies spéciales affectées au service de la traction ; en revanche, ils sont libérés de toute participation aux intérêts du capital d'établissement (art. 27).

Pour le règlement des litiges, la durée de la convention et la ratification de cette dernière par les gouvernements, on a adopté les dispositions qui figurent dans la convention relative à la gare de Domodossola.

L'examen des deux conventions nous a permis de constater, d'une part, qu'elles sont strictement conformes aux différents traités passés par la Suisse et l'ancien Jura-Simplon avec l'Italie, d'autre part qu'elle sauvegardent d'une manière suffisante les intérêts de la Confédération en tant que propriétaire des chemins de fer fédéraux.

Les deux conventions ont déjà été approuvées par le Gouvernement italien. Du côté suisse, c'est l'Assemblée fédérale qui est compétente pour les approuver, en vertu de l'art. 13, litt. A, 2, de la loi fédérale du 15 octobre 1897 concernant l'acquisition et l'exploitation de chemins de fer pour le compte de la Confédération, ainsi que l'organisation de l'administration des chemins de fer fédéraux.

Nous vous prions en terminant de bien vouloir donner votre adhésion au projet d'arrêté ci-après et nous saisissons cette occasion de vous renouveler, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 19 mars 1906.

Au nom du Conseil fédéral suisse :
Le président de la Confédération,
 L. FORRER.
Le chancelier de la Confédération,
 RINGIER.

SUISSE. — ROUMANIE.

Convention additionnelle à la convention de Commerce entre la Suisse et la Roumanie.

(Conclue à Bucarest le 29 décembre 1904).

LE CONSEIL FÉDÉRAL

CAROL I.,

DE LA

*Prin gratia lui Dumnezeu
 si vointa natională*

CONFÉDÉRATION SUISSE,

REGE AL ROMANIEI,

la toti de fată si viitori,
 Sănătate !

après avoir vu et examiné la convention additionnelle à la convention de commerce de 1893, conclue sous réserve de ratification, à Bucarest, le 29/16 décembre 1904, par le plénipotentiaire de la Suisse, d'une part, et celui du royaume de Roumanie, d'autre part, convention additionnelle qui a été approuvée par le Conseil national le 16 juin 1905 et par le Conseil des Etats le 29 du même mois et dont la teneur suit :

Védând si cercetând Convențiunea de comerțiu încheiată la București, în 16 Decembrie stil vechiu, 29 Decembrie stil nou 1904, între România și Elveția de către plenipotențiarul Nostru pe deplin și în special împuternicit, cu plenipotențiarul de asemenea investit cu puteri depline din partea Consiliului Federal al Confederațiunii Elvețiene, Convențiunea a cărel coprindere urmează ;

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Roumanie, d'autre part, également désireux d'assurer pour une longue durée les effets de la convention de commerce conclue à Bucarest le $\frac{3 \text{ mars}}{19 \text{ février}}$ 1893 entre la Confédération suisse et le Royaume de Roumanie, ont résolu de conclure, dans ce but, une convention additionnelle et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse :

Monsieur Jean Staub, son Consul général à Bucarest, et

Sa Majesté le Roi de Roumanie,

Monsieur Démètre A. Sturdza, son Président du Conseil des Ministres, Ministre de la Guerre et ad interim du Département des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des stipulations suivantes :

ARTICLE 1.

La convention de commerce conclue à Bucarest le $\frac{3 \text{ mars}}{19 \text{ février}}$ 1893 entre la Confédération suisse et le Royaume de Roumanie, continuera à exercer ses effets jusqu'au 18/31 décembre 1917.

ARTICLE II.

Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention de faire cesser les effets de ladite convention, cette dernière continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

ARTICLE III.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Bucarest, le vingt-neuf décembre nouveau style, seize décembre vieux style, mil neuf cent quatre.

(L. S.) (sig.) JEAN STAUB.

(L. S.) (sig.) D. STURDZA.

Déclare que la convention additionnelle ci-dessus est ratifiée et a force de loi dans toutes ses parties, promettant, au nom de la Confédération suisse, de l'observer consciencieusement et en tout temps, en tant que cela dépend de celle-ci.

En foi de quoi, la présente ratification a été signée par le président et le chancelier de la Confédération suisse et munie du sceau fédéral.

Ainsi fait à *Berne*, le premier juillet mil neuf cent cinq (1^{er} juillet 1905.)

Au nom
du Conseil fédéral suisse,

*Le président
de la Confédération,*

RUCHET.

(L. S.)

*Le chancelier
de la Confédération,*

RINGIER.

Incuviintam conventiunea ce precede, o aprobăm si întărim, promitând de a face să fie executată si păzită în a ei formă si coprindere fără a lăsa ca sa fie călcată în nici un fel sau chip. Drept care, am semnat prezentul art de ratificare si am făcut să i se aplice sigiliul Nostru Regal.

Dată în Bucuresci, în a trei-decea di a lunei lui Aprilie anul Mântuirei una mie nouă sute cinci si, al Domniei Nostre al trei-deci si nouălea.

CAROL.

(L. S.)

*Ministrul Afacerilor Străine
General de Divisie:*

LAHOVARI.

Note. — Les instruments de ratification de la convention additionnelle ci-dessus ont été échangés, en date du 22 juillet 1905, entre M. Staub, consul général de Suisse, à Bucarest, et M. Lahovari, ministre des affaires étrangères de Roumanie.

ARBITRAGES INTERNATIONAUX

AFFAIRES DE MASCATE (1).

(1905).

Contre-Mémoire présenté par le Gouvernement de la République Française et concernant le désaccord entre ce Gouvernement d'une part et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique d'autre part sur le sens et la portée de la déclaration du 10 mars 1862 en ce qui touche les Boutriers Mascatais.

PRÉFACE.

Le Mémoire présenté, le 1^{er} février, au Tribunal arbitral par le Gouvernement de la République, semble avoir répondu par avance à la plupart des arguments du Mémoire britannique.

Il a indiqué, en détail, les règles suivies de longue date pour la délivrance de titres de navigation aux boutriers d'origine mascataise ou supposés tels. Il a énuméré les précautions prises pour éviter des abus en matière de francisation de boutres indigènes. Il a permis de constater que l'opposition tardive du Sultan de Mascate a été la conséquence de suggestions britanniques souvent comminatoires ; il a démontré enfin que la France n'a jamais cessé dans ses rapports avec l'Imanat d'observer l'esprit comme la lettre de la Déclaration du 10 mars 1862. Cette dernière question est en réalité la seule qui devait être soumise au présent arbitrage.

La réplique au Mémoire britannique pourrait donc être très brève. Il a paru toutefois que certains arguments ou certaines affirmations de la Partie adverse ne devaient pas être laissés sans réfutation.

I. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Avant d'établir que les arguments et les faits invoqués par l'Angleterre ne sauraient justifier la rigueur des conclusions du Mémoire britannique, il y a lieu d'abord de soumettre à l'appréciation des arbitres certaines observations d'ordre général.

1. *Titre et rédaction du Mémoire britannique. — Intervention du Sultan de Mascate dans le débat.* — Ainsi que le Tribunal arbitral

(1) V. *Arch. dipl.* 1906, t. 97, n° 1, p. 111 et suiv. ; n° 3, p. 407 et suiv.

n'a pas dû manquer de le constater, le Mémoire britannique, dans la forme comme dans le fond, est par lui-même incompatible avec les principes posés dans la Déclaration du 10 mars 1862 qui proclame l'indépendance de l'Imanat, principes auxquels la France aurait, prétend-on, porté elle-même atteinte en accordant son pavillon à une trentaine de boutriers mascatais ou supposés tels.

Le titre seul de ce Mémoire est déjà significatif : *The Case on behalf of the Government of His Britannic Majesty and of His Highness the Sultan of Muscat*, c'est-à-dire : Mémoire pour le compte du Gouvernement de Sa Majesté Britannique et de Sa Hautesse le Sultan de Mascate.

L'examen de la *Préface*, de l'*Exposé* et de l'*Argument* du Mémoire confirme cette première impression.

En concluant le compromis du 13 octobre 1904, est-il dit dans la *Préface*, « le Gouvernement du Royaume-Uni s'est chargé, à la demande du Sultan de Mascate, de présenter devant la Cour tous faits et conclusions ayant rapport à l'effet produit sur les sujets de Sa Hautesse par l'octroi du pavillon français ».

Or le Sultan lui-même a déclaré à notre agent à Mascate que la première démarche accomplie auprès de lui par le Résident britannique pour qu'il confie officiellement ce mandat à l'Angleterre, a été effectuée le 22 mars 1905.

La première phrase de l'*Argument* du document britannique est non moins caractéristique.

« Les faits cités ci-dessus indiquent les actes des agents français qui forment la *base de la plainte du Sultan et du Gouvernement britannique* ». Enfin les conclusions du Mémoire sont proposées au nom de la *Grande-Bretagne et du Sultan de Mascate*.

Il ressort donc du libellé, comme de la rédaction du Mémoire de la Partie adverse, que ce document est présenté conjointement au Tribunal arbitral par la Grande-Bretagne et par le Sultan de Mascate. Par suite, le Gouvernement britannique s'est cru autorisé à se préoccuper, dans son argumentation, bien plus des rapports existant ou devant exister, suivant lui, entre la France et le souverain de l'Oman que des conséquences que peut avoir l'octroi de titres de navigation français à des sujets mascatais ou supposés tels, en ce qui concerne le respect de la Déclaration franco-anglaise du 10 mars 1862.

Cette conception du litige en cours et cette interprétation du compromis d'arbitrage du 13 octobre 1904 n'ont pas été jugées admissibles par le Gouvernement de la République.

Devançant l'heure où le Tribunal arbitral devait être saisi de notre protestation, M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, a fait remettre, dès le 6 février, à Sa Seigneurie Lord Lansdowne, par l'intermédiaire de M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République à Londres, la communication suivante, par laquelle il déclarait que le Gouvernement français ne pouvait accepter l'introduction du souverain de Mascate dans la discussion :

« *En prenant connaissance du Mémoire britannique relatif aux boutres mascatais, que, pour se conformer aux stipulations du compromis d'arbitrage, Votre Seigneurie a bien voulu faire communiquer à M. Delcassé par son Ambassadeur à Paris, mon*

Gouvernement a constaté, non sans surprise, que, d'après le titre même qu'il porte, ce document est présenté au Tribunal arbitral au nom du Gouvernement britannique et du Sultan de Mascate, et qu'une déclaration dans le même sens figure à la fin de la préface.

« Une pareille rédaction aboutirait à faire du Gouvernement britannique l'avocat et le tuteur légal du Sultan indépendant de Mascate, et mon Gouvernement se trouverait dans l'impossibilité d'admettre une telle prétention. Le Sultan de Mascate n'a aucune qualité pour intervenir dans un litige qui concerne exclusivement l'interprétation de la Déclaration franco-anglaise du 10 mars 1862. Il n'a point été partie contractante à cette Déclaration ni au compromis d'arbitrage du 13 octobre 1904. Chacun de ces deux actes est pour lui *res inter alios acta* et il ne peut prendre aucune part directe ou indirecte aux débats institués devant le Tribunal de La Haye, devant lequel sont seules parties la France et la Grande-Bretagne, en vertu de l'acte même qui a constitué ce Tribunal.

« Je suis donc chargé par mon Gouvernement de vous présenter une observation à ce sujet et de déclarer à Votre Seigneurie que nous ne saurions accepter l'introduction du souverain de Mascate dans la discussion qui doit se produire devant le Tribunal arbitral de La Haye ».

Par une note en date du 15 mars adressée à l'Ambassadeur de la République à Londres, le Gouvernement britannique s'est efforcé de justifier le titre et la rédaction de son Mémoire par le droit « moral » qu'aurait le Sultan à être entendu, soit en présentant un Mémoire lui-même au Tribunal, soit en confiant ses intérêts aux soins de l'une des Parties.

Néanmoins, tenant compte des observations de la France, dont il était difficile de méconnaître le bien fondé, le Cabinet de Londres a annoncé son intention de ne plus faire figurer le nom du souverain de l'Oman dans les documents qui seront présentés ultérieurement à la Cour de La Haye.

Le Gouvernement de la République prend acte avec satisfaction de cet engagement.

En composant son premier Mémoire, il ne pouvait prévoir que la Grande-Bretagne se présenterait conjointement avec le Sultan de Mascate devant le Tribunal. Il lui semblait et il lui semble encore juridiquement incontestable que S. H. Seyyid Feysal n'a aucune qualité pour intervenir dans un litige concernant exclusivement l'interprétation de la Déclaration *franco-anglaise* du 10 mars 1862. Cet acte, auquel l'Imanat n'a jamais été appelé à adhérer, est strictement pour le souverain de l'Oman *res inter alios acta*, ainsi d'ailleurs que le compromis du 13 octobre 1904, instituant le Tribunal arbitral, puisque le Sultan Seyyid Feysal ne l'a pas signé. Dès le début des négociations (mai 1903), qui ont abouti à ce dernier accord, le Gouvernement de la République avait fait déclarer par son Ambassadeur à Londres qu'il n'admettait l'arbitrage que sur les conventions passées entre la France et la Grande-Bretagne ou les déclarations communes aux deux pays et qu'il n'entendait en aucune façon accueillir les demandes d'arbitrage qu'il plairait au Sultan de Mascate de lui adresser.

Le Gouvernement britannique avait en conséquence renoncé à mêler

à l'arbitrage le souverain de l'Oman, comme il en avait manifesté tout d'abord l'intention, et les lettres échangées à cette occasion entre le Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères et M. Paul Cambon ne mentionnent pas S. H. Seyyid Feysal comme l'une des Parties devant intervenir dans le futur arbitrage.

Rien donc ne saurait justifier, en droit, la participation du Sultan de Mascate aux débats du Tribunal.

D'autre part, le Mémoire britannique met constamment en cause le traité du 17 novembre 1844 passé entre la France et l'Imanat de Mascate, bien que cette convention soit pour la Grande-Bretagne *res inter alios acta*.

Le seul fait d'invoquer ce document, d'en discuter l'application, donne l'impression que le Gouvernement anglais se considère comme autorisé, en fait, à exercer un protectorat virtuel sur l'Oman et constitue, à n'en pas douter, une nouvelle atteinte à la Déclaration de 1862.

2. *Prétention de la Grande-Bretagne et du Sultan de vérifier la liste des boutriers francisés originaires de l'Oman.* — Par une sorte de pétition de principe, la Grande-Bretagne considère, dans son Mémoire, comme tranchée *a priori*, en faveur du Sultan de Mascate, la question controversée du statut personnel de tous les boutriers originaires de l'Oman ou supposés tels, qui ont obtenu des titres français de navigation. Elle réclame donc au profit de S. H. Seyyid Feysal le droit d'obtenir de la France une explication écrite des motifs pour lesquels chaque titre de navigation a été accordé, et elle revendique pour elle-même le droit d'examiner et de vérifier la liste des boutriers autorisés à arborer le pavillon tricolore (1).

Le Gouvernement de la République est obligé, sur ces divers points, de faire les réserves les plus expresses.

En dehors des difficultés matérielles qui s'opposeraient, dans un grand nombre de cas, à la production d'explications de cette nature, la France ne saurait reconnaître au Sultan de Mascate l'exercice d'un contrôle sur l'octroi du pavillon tricolore dans les colonies françaises, cette pratique étant basée sur le droit interne de l'État français. La Grande-Bretagne n'est, d'ailleurs, pas qualifiée davantage pour vérifier la liste des boutriers francisés, cette vérification devant entraîner un examen critique de la législation intérieure française.

Le Gouvernement britannique n'est fondé qu'à démontrer qu'en francisant des boutres appartenant à des indigènes, indubitablement sujets mascatais, la France attente à l'indépendance du souverain de l'Imanat.

3. *Publication dans le Mémoire britannique de pièces non officielles.* — Certaines des pièces produites à l'appui de son argumentation par le Gouvernement britannique dans les Appendices de son Mémoire appellent des observations.

Il est ainsi fait état d'un exposé de la question des boutres effectué par M. Paul Cambon à Lord Lansdowne, le 14 août 1901. Ce document

(1) Voir ci-joint l'Exposé du Mémoire britannique *in fine*.

n'offre aucun caractère officiel : il a été laissé sur sa demande au Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères par l'Ambassadeur de la République à Londres, sous la réserve qu'il ne s'agissait ni d'une note, ni d'un memorandum, ni même d'une note verbale, mais d'un simple résumé rédigé pour un usage personnel et qui devait être restitué.

Il y a lieu de s'étonner qu'on en invoque ici les termes, bien plus, que cette pièce soit présentée comme *un exposé des vues du Gouvernement français*, alors que le Marquis de Lansdowne reconnaissait lui-même dans une lettre adressée à Sir E. Monson, le 23 avril 1902, que l'Ambassadeur de France n'avait reçu aucune instruction de lui communiquer ce document.

La pièce annexée à l'Appendice n° 29 suggère des réflexions analogues. Le 30 avril 1902, M. Paul Cambon avait avisé M. Delcassé qu'il avait refusé de conserver un memorandum dans lequel le Secrétaire d'État répondait à l'exposé verbal du 14 août 1901 et paraissait vouloir prendre acte de certaines déclarations de notre part. La publication qui en est faite dans le *Mémoire britannique* donne malgré tout à ce document un caractère officiel. Le Gouvernement de la République doit donc signaler au Tribunal arbitral qu'il s'est abstenu de discuter, à l'époque, ce memorandum, en raison du caractère de communication privée que lui avait laissé, d'accord avec Lord Lansdowne, l'Ambassadeur de France, et que son silence n'a impliqué nullement la reconnaissance du bien fondé des allégations britanniques qui y étaient contenues.

4. *Publication incomplète de pièces dans le Mémoire britannique.* — La comparaison du texte de l'Avis du Sultan de Mascate à ses sujets inséré dans le *Mémoire français* avec celui qu'en reproduit le Gouvernement britannique d'après une communication de Seyyid Feysal à l'agent politique anglo-indien, doit retenir particulièrement l'attention. Les divergences entre la version anglaise et la version française ne résultent pas seulement d'une traduction plus ou moins précise. Les mots : *à partir d'aujourd'hui* (en arabe : « *min hazal' ioum* ») et le dernier paragraphe ainsi conçu : *qu'il soit bien clair pour vous que cet avis a cours à partir du 16 safar*, ne figurent pas dans le texte publié au *Mémoire britannique*.

Cette omission présente un intérêt capital. Il résulte en effet clairement de ces expressions qu'avant la date du 15 juin 1900 les Sultans de Mascate n'avaient jamais interdit à leurs sujets d'accepter des patentes et des pavillons de Puissances étrangères.

II. — DE LA FRANCISATION DES BOUTRES INDIGÈNES.

Thèse britannique. — Rôle des Consuls et des Gouverneurs coloniaux français. — Le Gouvernement britannique affirme, dans son *Mémoire*, que les Consuls de France à Aden, Zanzibar et Mascate et les Gouverneurs des colonies françaises d'Obock, de Madagascar et des Comores ont accordé, de temps à autre, des patentes de navigation et des pavillons aux sujets du Sultan de Mascate (1). Cette pratique se

(1) *Mémoire britannique, Exposé.*

serait maintenue d'après lui, malgré les assurances contraires qu'aurait données, le 20 novembre 1891, M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères de la République, au Comte Lytton, Ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris. La délivrance de titres de cette nature à des boutriers mascatais serait, d'après l'argumentation du Gouvernement anglais, contraire au droit interne français et inconciliable avec les stipulations de l'Acte de Bruxelles du 2 juillet 1890 et du traité franco-mascatais du 17 novembre 1844 (1).

Ainsi présentée la cause paraît entendue : la France aurait manqué sur tous les points à ses devoirs et violé ses engagements ainsi que sa propre législation. Fort heureusement les preuves fournies à l'appui de ces assertions n'en confirment guère la valeur. Les documents cités sont contestables, soit par l'interprétation qu'on en donne, soit par les conclusions qu'on en tire, ou bien les affirmations qu'ils renferment sont réfutées par les faits. L'argumentation qu'ils soutiennent ne résiste donc pas à un examen.

Thèse française. — Rôle exact des Consuls français. — Le Mémoire français (2) a déjà exposé aux arbitres les conditions de francisation des bâtiments indigènes et l'origine fort ancienne de cette mesure d'administration intérieure. Quelques indications complémentaires achèveront d'éclairer le Tribunal arbitral.

Il est absolument inexact de prétendre, d'une façon générale et catégorique, que les Consuls de France délivrent des titres de protection à des boutriers. Un seul cas a pu être relevé, par le Gouvernement britannique, d'une initiative abusive d'un Consul français ; l'incident s'est produit à Aden en 1891. Le Gouvernement de la République l'a loyalement signalé lui-même aux arbitres (3), et le Mémoire britannique attache évidemment beaucoup trop d'importance, quatorze ans après que les faits se sont produits, à une erreur isolée qui a été réparée dès qu'elle a été connue.

Mais si les Consuls n'accordent pas eux-mêmes de patentes de protection, ils sont autorisés, par leurs instructions, à *remplacer* les titres des navires attachés dans le port de leur résidence et à *prolonger* les autres afin de permettre aux capitaines de regagner leur port d'origine où de nouveaux titres seront remis par les autorités compétentes. C'est là ce qui explique la différence entre ces mots *remplacement* ou *prolongation* portés sur certains titres de navigation qui ont attiré l'attention du Gouvernement britannique, et qu'il a signalés dans son Mémoire (4) en termes qui tendraient à mettre en doute le soin avec lequel les Consuls français traitent les questions relatives aux boutres.

Le Gouvernement de la République se plaît, au contraire, à rendre un public hommage à ses fonctionnaires consulaires qui s'acquittent de

(1) Mémoire britannique, Exposé et Argument.

(2) Mémoire français, Chap. I^{er}.

(3) Mémoire français. Chap. III.

(4) Mémoire britannique, Exposé.

leur mission avec une conscience scrupuleuse et un zèle infatigable. Il n'ignore pas les difficultés de leur tâche lorsqu'il s'agit de prévenir les abus qui peuvent toujours naître, malgré la meilleure volonté, en matière de protection dans les pays de capitulations. Il ne peut songer à faire un sérieux grief à ses agents d'avoir omis, en quelques circonstances, comme ne manque pas de le souligner le Mémoire britannique, des mentions même nécessaires ou de les avoir illisiblement écrites.

Ne doit-on pas tenir compte des difficultés provenant de la diversité des dialectes arabes, de la similitude des noms chez beaucoup d'indigènes, de la hâte avec laquelle il faut parfois prolonger ou renouveler les titres de navigation de boutriers qui attendent, la plupart du temps, presque la dernière minute pour se mettre en règle avec l'autorité consulaire ?

Doit-on oublier l'attention particulière que les Consuls ne cessent d'apporter à la stricte observation des dispositions de l'Acte de Bruxelles et à l'identification, parfois très difficile, des individus en raison de la transcription des noms des boutriers (1) ?

On pourrait citer de très nombreux exemples de la conscience que mettent les Consuls de France, dans l'Oman ou à Zanzibar, à remplir leurs obligations professionnelles et à appliquer les instructions du Ministère des Affaires étrangères :

On les accuse de franciser à tort des boutres, d'accorder, en violation du droit international et de la législation française, des patentes de protection, mais on oublie de mentionner les cas très fréquents où ils ont repoussé des sollicitations mal fondées, retiré des titres de navigation en dépit des protestations des intéressés, ou imposé l'exacte exécution des articles de l'Acte de Bruxelles. S'ils avaient accueilli toutes les demandes dont ils ont été saisis, ce n'est pas vingt-six boutriers francisés qu'il y aurait dans l'Oman, c'est par centaines qu'on les compterait.

Exemples de la correction d'attitude des Consuls français. — En 1895, c'est M. Ottavi, Consul de France à Mascate, qui se refuse à inscrire sur la liste des protégés français le Cheikh des Beni Bou Ali, tribu de Sour (2). C'est le même agent qui déclare, dans un rapport en date du 30 juin 1897, qu'il s'est imposé, depuis la prise de possession de son poste, la règle de ne pas accorder de titres de navigation à Mascate et à Sour. C'est M. Laronce, successeur de M. Ottavi, qui retire, le 24 mai 1902, au boutre l'*Ile*, commandé par Abdallah ben Khalfan, le titre de navigation et le rôle d'équipage, les garanties exigées par l'Acte de Bruxelles ne semblant plus respectées. C'est toujours M. Laronce qui, en vertu de ses instructions générales, oppose, au mois d'août 1902, une fin de non-recevoir à une demande de titre de

(1) La comparaison des mêmes noms propres arabes publiés dans les Mémoires français et anglais permet de constater des différences sensibles.

(2) Le fait est confirmé dans le Mémoire britannique.

navigation pour un bouterne nouvellement construit que lui adresse un Arabe résidant à Sour et se réclamant, avec le témoignage de plusieurs indigènes, de la protection française. Et ce personnage, pour marquer son mécontentement, quittait le port de Sour le jour même en arborant le pavillon du Sultan.

La préoccupation des Consuls d'assurer l'observation des prescriptions de l'Acte de Bruxelles n'est pas moins évidente. A la demande des agents du Ministère des Affaires étrangères le lieutenant de vaisseau Martel, commandant de la *Drôme*, apporte ainsi toute son attention, au cours de sa croisière de 1900 dans les mers de l'Oman et le golfe Persique, à l'application de l'article XXXIV de l'Acte de Bruxelles stipulant que le nom du bâtiment indigène et l'indication de son tonnage devront être incrustés et peints à la poupe en caractères latins, tandis que la lettre initiale du port d'attache et le numéro d'enregistrement dans la série des numéros de ce port seront imprimés en noir sur les voiles. Faut-il, après ces exemples, s'arrêter davantage aux critiques formulées contre les Consuls français dans le Mémoire britannique (1) ?

Rôle des autorités coloniales françaises. — L'intervention des Consuls dans le renouvellement ou la prolongation des titres de navigation étant ainsi précisée, il reste à déterminer le rôle des autorités coloniales.

Il convient tout d'abord de remarquer que, contrairement à l'opinion émise dans le Mémoire britannique (2), la loi maritime française n'a rien à faire dans la question. Les lois sur la marine marchande ne sont applicables que dans les eaux territoriales de la France ou pour les navires fréquentant les ports de la métropole. Aucune disposition législative, aucun décret ne les a rendues exécutoires dans les colonies, particulièrement pour le cabotage colonial. Il en résulte qu'un régime spécial, celui de la *francisation coloniale*, s'est établi, par voie administrative, et qu'il appartient aux Gouverneurs des colonies de l'édicter et d'en surveiller le fonctionnement. Dûment autorisés à cet effet par des circulaires ou des instructions ministérielles, ces hauts fonctionnaires ont, de tout temps, réglementé le mode et les conditions de francisation des bâtiments indigènes en tenant compte des circonstances locales.

Dès 1846, comme le prouve l'arrêté pris le 5 février de cette année par le Gouverneur de Mayotte (3), ce système était en vigueur. Au fur et à mesure de l'accroissement du domaine colonial de la France, il a été développé et étendu aux colonies nouvelles, par exemple à Obock (4).

(1) Mémoire britannique, Exposé, p. 17 (v. ci-dessous, p. 277).

(2) Mémoire britannique, Argument, p. 25 (v. ci-dessous, p. 282).

(3) Voir annexe X, A, p. 96 (non reproduite).

(4) Voir annexe X, B, p. 100, l'arrêté du Gouverneur d'Obock en date du 30 octobre 1892 (non reproduite).

Instructions données aux autorités coloniales. — De cette liberté, accordée aux autorités coloniales, il ne faudrait toutefois pas conclure qu'aucun contrôle n'ait été ou ne soit exercé par le Gouvernement de la métropole. Le Mémoire français (1) indique que des directions ont été données fréquemment à ce sujet aux Gouverneurs des colonies françaises en vue de prévenir des abus ou des réclamations.

Comme le rappelle le Mémoire britannique (2) et ainsi qu'il s'y était engagé lors de la ratification partielle de l'Acte de Bruxelles, le Gouvernement de la République a notifié aux autorités coloniales et aux Consuls de France le traité du 2 juillet 1890, autorisant l'application dans les territoires d'Obock des articles 30 à 41. L'arrêté du Gouverneur de cette colonie en date du 30 octobre 1892 en respecte la lettre et l'esprit.

Conditions mises à la francisation coloniale. — Sans doute, les prescriptions édictées par les autorités coloniales présentent un caractère moins étroitement limitatif que les dispositions législatives en vigueur dans la métropole, notamment en ce qui touche la propriété des navires et la composition de l'équipage. Mais la nécessité de développer et de protéger le commerce local et le cabotage justifie assez ces facilités, indispensables d'ailleurs pour l'enrôlement des équipages, dans une région où le statut personnel des individus est très fréquemment mal défini.

Malgré tout, les conditions mises à la francisation coloniale restent encore rigoureuses. A Mayotte, on ne francise actuellement que les boutres appartenant à des Français ou à des protégés français (3). L'administration locale de la côte des Somalis n'accorde que très exceptionnellement aux bâtiments indigènes le droit d'arborer le pavillon tricolore (4). Elle exige, dans ce cas, que le boutre soit la propriété d'une compagnie française, ou d'indigènes établis à demeure sur le territoire de la colonie et y possédant des immeubles. Il est donc à remarquer que les conditions prévues par les arrêtés des 5 février 1846 et 30 octobre 1892 ont été sensiblement aggravées. Enfin à Madagascar (5), d'après les derniers résultats de l'enquête prescrite par le Ministère des Colonies, à la demande du Ministère des Affaires étrangères, le service de l'inscription maritime a toujours refusé aux bâtiments étrangers l'autorisation de porter le pavillon français.

Droits fiscaux en matière de francisation coloniale. — Une fois francisés, les boutres ne jouissent pas, d'ailleurs, dans nos colonies, d'un traitement assez privilégié pour que tous les indigènes recherchent des titres de navigation. La francisation est accompagnée de taxes assez lourdes. Un arrêté du Gouverneur de Mayotte, pris le 26 décembre 1896, a notamment imposé à tout patron de boutre à qui sera délivré un

(1) Mémoire français, Chap. I. p. 12-13 (v. 1906, t. 97, p. 411).

(2) Mémoire britannique. Exposé, p. 10 (v. ci-dessous p. 272).

(3) Voir Annexe XI, A, p. 107 (non reproduite).

(4) Voir Annexe XI, B, p. 107 (non reproduite).

(5) Voir Annexe XI, C, p. 108 (non reproduite).

acte de francisation pour son bâtiment l'obligation de payer 1 franc par tonneau de jauge.

La délivrance du congé de navigation entraîne le versement d'une somme de 15 francs (1). Des mesures fiscales analogues sont appliquées dans les autres colonies, et il faut évidemment y voir la cause de ces affirmations d'Arabes, trop complaisamment reproduites dans le Mémoire britannique, et d'après lesquelles il serait possible d'acheter à Obock un titre français de navigation sous l'apparence frauduleuse d'une acquisition fictive d'immeuble (2).

L'exposé qui précède du régime de francisation en vigueur dans les colonies est la meilleure réponse à ces allégations et constitue une réfutation directe de l'accusation portée contre le Gouvernement de la République d'oublier trop facilement les stipulations de l'acte de Bruxelles (3) :

Malentendus persistants entre la France et la Grande-Bretagne au sujet de la francisation des boutres. Lettre de M. Ribot de 1891.

— Un dernier point doit être examiné au sujet de la francisation des boutres. Est-il exact que, le 20 novembre 1891, M. Ribot, Ministre des Affaires étrangères, ait donné au Comte Lytton l'assurance que la France n'accorderait plus de nouvelles patentes de protection à des boutriers indigènes? Il suffit de se reporter à la lettre écrite à cette date (4), et de la lire, pour que cette interprétation apparaisse comme insoutenable. Dès qu'il a pu se convaincre qu'un malentendu persistant s'était produit à ce sujet, le Gouvernement de la République a précisé le sens d'une notification qui ne semblait cependant prêter à aucune équivoque.

Des communications de l'Ambassade d'Angleterre à Paris adressées au Ministère des Affaires étrangères, les 16 octobre 1897 et 5 août 1899, ayant attribué à la lettre de M. Ribot une portée beaucoup trop générale, M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères, a invité, le 18 août 1899, M. Paul Cambon, Ambassadeur de la République à Londres, à rappeler par écrit au Cabinet britannique le sens précis et nettement limité de la lettre de M. Ribot *qui visait exclusivement la délivrance de patentes par le Vice-Consulat français d'Aden (Colonie anglaise) à des boutriers indigènes*. Cette communication fut faite à Lord Lansdowne, qui en prit note (5).

Déclaration du Commandant du Troude en 1895. — Un malentendu analogue a eu lieu après le passage à Mascate du navire de guerre français le *Troude*. Le Mémoire britannique insiste (6), en termes qui tendent à faire suspecter la bonne foi de la Partie adverse, sur des

(1) Voir Annexe XII, p. 109 (non reproduite).

(2) Mémoire britannique, Appendice n° 9, p. 53-56, et Exposé, p. 14 (ci-dessous, p. 275).

(3) Mémoire britannique, Exposé, p. 14 (ci-dessous, p. 275), et Argument, p. 27 (ci-dessous, p. 283).

(4) Mémoire britannique, Appendice n° 8, Annexe, p. 53 et Exposé, p. 12 (ci-dessous, p. 273).

(5) Voir Annexe XIII, p. 110 (non reproduite).

(6) Mémoire britannique, Exposé, p. 15 (ci-dessous, p. 273), et Appendices n° 15 avec 3 pièces en annexe et nos 16 et 18, p. 61-63 (non reproduite).

déclarations qu'aurait faites le 25 mars 1895, au Major Sadler, le Capitaine de frégate Chevalier, et d'après lesquelles la délivrance à Obock de pavillons et de patentes aux boutres de Sour avait cessé à cette époque. Interrogé sur l'exactitude du propos que lui avait prêté l'agent britannique à Mascate, le Capitaine de frégate Chevalier a opposé, dès le mois de septembre suivant, la dénégation la plus nette à l'allégation du Major Sadler (1).

D'après ses déclarations au Ministre de la Marine, il n'a même pas été question entre lui et l'agent britannique d'autorisations d'arborer le pavillon français ou de délivrance à Obock de papiers de bord. Le Gouvernement britannique, comme le constate le Mémoire anglais, a été avisé en 1897 de cette rectification (2). Ce double malentendu montre la tendance qu'on aurait d'un certain côté à présenter comme de véritables engagements de simples propos échangés à titre d'explications.

III. — CONSÉQUENCES DE LA FRANCISATION DES BOUTRES INDIGÈNES.

Thèse britannique. — Le Gouvernement britannique soutient, dans son Mémoire (3), que si la remise des titres de navigation français à des boutriers mascatais peut conférer à ces indigènes certains privilèges ou droits dans les eaux françaises, elle n'entraîne nullement le bénéfice de ces droits et privilèges en haute mer, dans les eaux territoriales et sur le territoire du Sultan de Mascate. D'après la thèse anglo-indienne, les boutres arborant le pavillon français n'ont, en vertu du droit international ou des traités, aucune raison de revendiquer le traitement réservé aux navires français, et les propriétaires, les capitaines et les équipages ne peuvent réclamer la qualité de protégés français par le fait de la francisation des boutres qu'ils possèdent ou qu'ils montent.

Le traité du 17 novembre 1844, dit-on, est strictement limitatif. Le texte n'en a été développé, modifié ou étendu par aucun usage reconnu ou établi (4). L'abandon des droits de souveraineté qu'il consacre n'est qu'une concession faite en raison de la différence existant entre les conceptions législatives et judiciaires de l'Orient et les idées de loi et de justice de l'Occident. La France n'en saurait tirer argument pour intervenir entre le Sultan et ses sujets en dehors des cas formellement prévus par le traité.

Or il n'est pas question, dans le traité de 1844, de boutriers : il est admis seulement, par l'article 4, que « les sujets de S. H. le Sultan de Mascate qui seront au service des Français jouiront de la même protection que les Français eux-mêmes ». Et, en combinant cette disposition avec le traité anglo-mascatais du 19 mars 1891, et avec la clause de la nation la plus favorisée contenue dans la convention de 1844, le

(1) Voir Annexe XIV, p. 111 (non reproduite).

(2) Mémoire britannique, Appendice n° 18, p. 63 (non reproduite).

(3) Mémoire britannique, Argument, p. 27 (ci-dessous p. 283 et 284).

(4) Mémoire britannique, p. 25 (ci-dessous p. 282).

Gouvernement britannique se croit autorisé à déterminer quels peuvent être les protégés réels de la France dans l'Imanat (1).

Il ne comprend naturellement pas, dans cette énumération très courte, les boutriers francisés, et il conclut ainsi contre les revendications du Gouvernement de la République en ce qui touche la protection des bâtiments indigènes régulièrement autorisés à arborer le pavillon français.

Tel est le point de vue développé dans le Mémoire britannique. Le tribunal arbitral peut-il et doit-il le juger conforme au droit et à l'équité?

Thèse française. — Rappelons tout d'abord que le Gouvernement anglo-indien met en cause, dans cette partie de son argumentation, un acte qui est pour lui *res inter alios acta*. S'il se conformait aux principes juridiques, il chercherait exclusivement à démontrer que la protection des boutriers mascatais francisés est incompatible avec la Déclaration anglo-française du 10 mars 1862, et non pas qu'elle est contraire au traité franco-mascatais du 17 novembre 1844.

Le Gouvernement de la République serait fondé à refuser toute discussion sur ce point, mais il consent à ne pas écarter la controverse.

Statut des boutriers francisés originaires de l'Oman. Politique britannique en matière de protection. — Le Gouvernement britannique considère tous les boutriers originaires de l'Oman comme des sujets du Sultan. Il lui suffit que ces indigènes descendent d'habitants de l'Oman, qu'ils soient nés à Sour, à Mascate ou dans une autre partie de l'Imanat, qu'ils y aient conservé une résidence, pour qu'ils restent toujours soumis à l'autorité exclusive de Seyyid Feysal. Pour lui, la nationalité mascataise ne se perd jamais, et, comme s'il était absolument chez lui à Mascate, il prétend appliquer aux originaires de l'Oman les mêmes règles qu'aux sujets britanniques, c'est-à-dire, en fait, l'ancien système de l'allégeance perpétuelle. D'une manière générale, il s'inspire de ces principes dans ses propres relations avec les pays de capitulations. La tendance actuelle de la Grande-Bretagne est, il faut le reconnaître, de limiter le nombre de ses protégés *de facto* et de ne plus avoir que des protégés *de jure*, c'est-à-dire d'appliquer les traités dans le sens le plus étroit. En adoptant cette attitude, le Gouvernement de S. M. Britannique n'a cependant pas jugé de sa dignité d'abandonner purement et simplement à leur sort les indigènes qui lui avaient confié la protection de leur personne et de leurs biens. Le Règlement de 1863, visé par le Mémoire anglais (2), en mettant fin aux abus provoqués en Turquie par la protection trop étendue des indigènes, a notamment créé deux sortes de protégés : les protégés temporaires et les protégés permanents. Ces derniers comprennent les indigènes qui jouissaient de la protection avant la promulgation du Règlement de 1863 et qui, par suite de la non-rétroactivité de cet acte, ont conservé la jouissance héréditaire de la protection britannique. En Perse, la Grande-Bretagne

(1) Mémoire britannique, Argument, p. 24 (ci-dessous, p. 281).

(2) Mémoire britannique, Argument (ci-dessous, p. 274).

exerce encore sa protection sur les nombreux descendants des personnes originaires de l'Inde.

A Siam, elle admet l'inscription à sa Légation de Chinois qui ne sont pas nés sur un territoire britannique ou placé sous le protectorat anglais, mais qui résident depuis au moins trois ans à Bangkok. Ces Chinois sont alors considérés comme protégés britanniques et ils ont même obtenu que la protection dont ils jouissent au Siam leur soit continuée quand ils se rendent en Chine. Dans l'Imanat de Mascate, enfin, comme l'a indiqué le Mémoire français (1), le Gouvernement britannique ne se fait pas faute de soustraire bon gré mal gré, à la juridiction locale, des indigènes, les Louwatia, incontestablement sujets du Sultan. Ce sont là, il faut l'avouer, de sérieuses infractions à une théorie qui semble, au premier abord, si respectueuse des droits des souverains orientaux.

Doctrine française en matière de protection des boutriers originaires de l'Oman. — La France n'est nullement obligée de professer les mêmes doctrines en matière de protection que la Grande-Bretagne. Les questions de nationalité sont du domaine de la législation intérieure, et, dans la mesure où des conflits de lois insolubles ne sont pas soulevés, la liberté de chaque Etat reste absolue. Or, dans les colonies françaises les autorités se sont trouvées en présence d'indigènes, peut-être fils ou petit-fils de sujets du Sultan de Mascate, nés eux-mêmes parfois dans l'Imanat et y ayant conservé une résidence, mais qui remplissaient les conditions réglementaires pour obtenir la protection et parfois même la naturalisation française. Les boutriers, qu'on ne l'oublie pas (2), sont des musulmans ayant des habitudes de polygamie et de perpétuels voyageurs : ils ont des familles, des établissements dans les ports où ils relâchent régulièrement. Ils ne rompent presque jamais toutes relations avec leur pays d'origine, bien qu'une nombreuse colonie arabe soit définitivement fixée à Madagascar, particulièrement à Majunga, Diégo-Suarez et dans l'île Sainte-Marie-de-Madagascar. En outre, les nécessités de leur navigation les rappellent parfois dans l'Oman. C'est ainsi que certains des propriétaires de boutres francisés, originaires de l'Oman, bien que possédant leur principal établissement dans une colonie française, et y ayant obtenu, conformément aux règlements locaux, la protection française, reviennent périodiquement dans les mers de l'Oman et restent à Sour pendant trois mois environ, de mai à août, pour se reposer de leurs fatigues ou faire réparer leurs bâtiments.

Faut-il en conclure que ce retour non définitif, tout provisoire, dans leur patrie d'origine leur fait perdre de droit la protection française et doit les priver des titres de navigation français qu'ils ont régulièrement obtenus, d'après l'acte de Bruxelles, puisqu'ils sont protégés français et possesseurs de biens-fonds dans la circonscription territoriale de l'autorité à laquelle ils ont adressé leur demande ?

Le Gouvernement de la République ne le croit pas. Il lui semble que même des indigènes, dans la situation ci-dessus indiquée, peuvent toujours et partout se réclamer de la protection française.

(1) Mémoire français, chap. IV (v. 1906, t. 97, p. 426)

(2) Mémoire français, chap. I (v. 1906, t. 97, p. 410)

Le Mémoire britannique (1) objecte que, si cette théorie était admise, elle impliquerait le droit pour la France de créer spontanément autant de protégés qu'elle le désire à Mascate et que, comme « cette prétention ne repose pas sur un traité signé en particulier avec l'Etat de Mascate, elle doit être également applicable aux sujets de toutes les Puissances européennes dans le territoire de leur souverain ».

C'est pousser *ad absurdum* la théorie de la Partie adverse. Evidemment la France n'a jamais songé à appliquer son système de francisation à l'égard des sujets de Puissances chrétiennes ou civilisées. Mais ce que perd de vue trop aisément le Mémoire britannique, c'est que l'Oman est un pays musulman, un *pays de capitulations*, où l'ordre et la justice sont loin de régner d'une façon permanente.

Le Gouvernement anglais et le Sultan lui-même, d'ailleurs, savent au besoin invoquer cette situation lorsqu'il s'agit de régler des incidents fâcheux, et ils n'hésitent pas alors à se retrancher derrière l'état perpétuel d'anarchie et de guerre entretenu dans le pays, notamment à Sour, par des rivalités de tribus (2). Mais cet état de choses précaire, qu'on est malgré tout, parfois obligé d'avouer, ne légitime-t-il pas *en fait* le maintien justifié en droit de la protection française aux boutriers originaires de l'Oman lorsqu'ils sont de passage ou de résidence temporaire à Sour ou à Mascate ? Serait-il compatible avec la dignité du Gouvernement de la République d'abandonner ses protégés aux rancunes, aux vexations et aux représailles d'agents indigènes voués au régime de l'arbitraire et souvent obligés par leur faiblesse même de subir la loi changeante des passions locales ?

Le traité de 1844 et le droit de protection de la France à Mascate. — D'ailleurs, si la France accorde sa protection, et subséquemment son pavillon, à des boutriers d'origine mascataise installés dans ses colonies, viole-t-elle le traité du 17 novembre 1844, donne-t-elle aux stipulations de cette convention une extension abusive et peut-on lui dénier le droit de continuer à protéger, même dans l'Oman, ses ressortissants ?

Le traité de 1844 accorde la protection française aux sujets du Sultan qui sont au service de Français. Il suffit donc que des Mascatais soient dans cette situation pour échapper à la juridiction de leur souverain et jouir d'une situation privilégiée. Ils n'ont nullement besoin de quitter leurs affaires, leur famille : ils deviennent comme étrangers à leur propre pays, tout en y conservant leur domicile et leur résidence. Or, en négociant le traité de 1844, le Gouvernement français a eu surtout pour préoccupation d'assurer une large protection aux intérêts commerciaux de ses nationaux. Tous les articles du traité en font foi. Par conséquent, lorsqu'on envisage — dans l'article 4, — les indigènes qui sont au service de Français, il faut ranger sous ce titre non pas seulement ceux qui rendent des services domestiques, mais aussi et surtout les employés, les commissionnaires, les agents de transport, tous

(1) Mémoire britannique, Argument, (v. ci-dessous p. 282).

(2) Il y a des indications significatives à ce sujet dans les pièces publiées à l'Appendice n° 32 du Mémoire britannique, p. 81 et 82, et relatives aux incidents survenus à Sour en 1903.

ceux en un mot qui, *bona fide*, rendent des services pour l'extension des relations commerciales dont le traité de 1844 a voulu faciliter le développement,

Cette interprétation a été déjà admise par le Gouvernement britannique à l'occasion des difficultés soulevées par l'application à Zanzibar de ce même traité de 1844. Le 15 février 1900, en effet, le Marquis de Salisbury répondant à M. Cambon qui avait demandé l'assurance que la signification la plus étendue de l'article 4 serait acceptée par le Gouvernement britannique, écrivait : « Je dois déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté accepte les termes français de l'article : « personnes au service de Français », et les considère comme applicables aux personnes pouvant être réputées comme rentrant *bona fide* dans le cadre de cette désignation ».

Si le traité de 1844 admet, dans cette large mesure, la protection de sujets de l'Oman n'ayant aucun domicile hors du pays, aucune attache avec les colonies françaises, il autorise *a fortiori* l'exercice de la protection française sur des individus qui, en fait, sont fréquemment liés par des contrats de service écrits ou verbaux avec les armateurs et les ressortissants français pour des entreprises de cabotage et de navigation, qui possèdent des établissements dans les colonies françaises, contribuent à leur prospérité et y paient des impôts.

Donc, en affirmant son droit de protéger dans l'Oman ses boutriers d'origine mascataise, le Gouvernement de la République applique à la lettre le traité du 17 novembre 1844.

Il est dès lors en mesure d'exiger que toutes les stipulations de cette convention soient respectées par l'autre Partie contractante et notamment celles qui assurent aux protégés français, comme aux Français, le bénéfice du régime des capitulations, c'est-à-dire une situation exceptionnelle et certains privilèges d'exterritorialité. Dans la pensée du Gouvernement de la République, outre les propriétaires de boutres francisés, les membres en ligne directe de leur famille sont appelés à jouir de ces avantages, ainsi qu'il est d'usage dans les pays de capitulations et par analogie avec les dispositions du Règlement de 1863 qui a reconnu l'hérédité de la protection accordée dans le passé.

En ce qui touche la situation juridique des boutres, du capitaine et de l'équipage en cours de voyage, la question semble tout d'abord plus délicate, car aucune disposition du traité de 1844 ne vise expressément les navires français. Mais les Instructions franco-anglaises concertées du 1^{er} juin 1867, la force de la logique et une pratique constante de près d'un demi-siècle autorisent, ainsi qu'il sera démontré, le Gouvernement de la République à revendiquer sans attenter en rien à l'indépendance du Sultan de Mascate, et sans manquer à ses engagements vis-à-vis de la Grande-Bretagne, un droit exclusif de police et de juridiction sur les bâtiments arborant le pavillon français, aussi bien en haute mer que dans les eaux territoriales de l'Oman.

IV. — DU DROIT DE POLICE ET DE JURIDICTION DE LA FRANCE SUR LES NAVIRES EN HAUTE MER, DANS LES EAUX TERRITORIALES DES PAYS DE CAPITULATIONS, ET SPÉCIALEMENT DANS LE PAYS DE L'OMAN.

Droit de police et de juridiction de la France sur des navires en haute mer. — Les garanties offertes en haute mer par le pavillon

français aux navires qui le portent sont reconnues et constatées dans les Instructions confidentielles du 1^{er} juin 1867 (1), concertées entre la France et la Grande-Bretagne.

Dès 1863 (2), le Ministre français de la Marine avait dû signaler au Ministère des Affaires étrangères les procédés arbitraires auxquels avaient trop souvent recours les navires de guerre anglais à la côte orientale d'Afrique.

L'affaire du pillage et de l'incendie, dans les eaux de Zanzibar, en 1861, par les embarcations de la *Lyra*, de boutres arabes, chargés pour le compte de négociants français et qui effectuaient un commerce licite, eût à elle seule suffi pour légitimer ces protestations, car elle avait, à juste titre, provoqué l'irritation de la population arabe de nos colonies.

Les Instructions de 1867. — Les Instructions de 1867 étaient destinées à prévenir le retour de semblables incidents. L'article 2 est ainsi conçu : « A l'abri de l'indépendance de son pavillon national, un navire de commerce naviguant en pleine mer, n'est sujet à aucune juridiction étrangère, qui n'aurait pas été acceptée par un traité. Un bâtiment de guerre ne peut donc visiter, retenir, arrêter et saisir que les navires de commerce qu'il reconnaît avoir la même nationalité que lui ». L'article 5 dispose que, dès qu'un navire marchand a établi sa nationalité en arborant ses couleurs, le bâtiment de guerre étranger ne peut plus prétendre à exercer le moindre contrôle sur lui. Au cas cependant où la présomption de la nationalité, résultant des couleurs qui auraient été arborées, par un navire de commerce, peut être sérieusement mise en doute, le bâtiment de guerre étranger peut recourir à la vérification de cette prétendue nationalité. En outre, il a été entendu (art. 10) que, dans de telles circonstances, le capitaine du bâtiment de guerre agit à ses risques et périls, et (art. 13) qu'une réclamation en indemnité pourra être faite toutes les fois que la vérification du pavillon ne sera pas justifiée par des raisons suffisantes ou n'aura pas été faite d'une manière convenable.

Ainsi les dispositions arrêtées par l'accord du 1^{er} juin 1867 constituent une garantie et une sauvegarde, et le Gouvernement de la République estime à bon droit qu'il n'y a pas le moindre doute sur la légitimité de sa protection, *en haute mer*, sur ses boutres, sans faire de distinction entre les propriétaires, les capitaines et l'équipage. Tous sont également protégés par le pavillon français et à l'abri de toute atteinte de la part de qui que ce soit, contre leurs personnes et leurs biens (3).

Exemples d'infraction aux Instructions de 1867. — Il serait peut-être plus exact de dire : « devraient être à l'abri », car des incidents,

(1) Voir Annexe XV, p. 113. Il est à remarquer que le Mémoire britannique, à l'Appendice n° 17, p. 62, imprime 1887 au lieu de 1867. Cette erreur matérielle existe d'ailleurs dans l'original de la lettre adressée à M. Hanotaux par Sir Ed. Monson, le 31 décembre 1896.

(2) Annexe XVI, p. 119 (non reproduite).

(3) Le Tribunal arbitral prendra connaissance avec intérêt de l'Annexe XVI, B. p. 120 du présent Contre-Mémoire qui indique que la théorie soutenue par la France de son droit de protection en haute mer est entièrement conforme à celle du Comité des Affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis, en 1858.

malheureusement assez nombreux, ont révélé une méconnaissance trop fréquente des Instructions de 1867 par les officiers de la Marine britannique. Si la France n'avait, à maintes reprises, protesté contre des pratiques abusives à l'égard des boutres francisés et exigé le respect de son pavillon, les Instructions concertées fussent devenues bientôt lettre morte.

Et, fait à noter, les réclamations officielles des agents ou du Gouvernement français ont toujours été l'objet d'une enquête qui en a démontré l'exactitude : jamais le Gouvernement britannique n'avait songé jusqu'ici, au profit des boutres francisés, à nier *a priori*, comme il le fait dans son Mémoire (1), l'existence de droits ou privilèges en haute mer. Bien plus, il a, à différentes reprises, rappelé les officiers de sa Marine au respect des Instructions de 1867. En 1881, par exemple, la visite abusive du *Saint-Joseph* et du *Sohora* donna lieu à une protestation du Consul de France à Zanzibar, protestation suivie d'un échange de correspondance significatif entre les Cabinets de Paris et de Londres, et qui se termina par des instructions nouvelles de l'Amiral britannique Gore-Jones à ses officiers pour assurer l'application des dispositions concertées de 1867 (2). En 1889, nouvelle série d'infractions à ces mêmes Instructions ; nouvelles expressions de regrets, nouvelles assurances que des mesures sévères seront prises en vue d'éviter le retour d'incidents de cette nature (3). En 1896, autres difficultés provoquées par les procédés du Commandant Baker, lors de la saisie de deux boutres francisés, *Selama* et *Saad*. Il est démontré qu'en la circonstance, l'officier britannique n'a guère tenu compte des Instructions de 1867 (4).

Ainsi la protection des boutriers francisés n'est pas toujours assurée, même par un accord librement consenti, et qui devrait donner toutes garanties aux Marines des deux pays. L'un des incidents qui viennent d'être cités — celui de 1881 — offre ce caractère particulier qu'il s'est produit dans les eaux territoriales de Zanzibar, à une époque où ce Sultanat n'était pas sous le protectorat britannique et se trouvait, sans contestation possible, à l'égard de la France, dans la situation actuelle de l'Imanat de Mascate. Le Gouvernement britannique n'a pas songé à se prévaloir alors du fait que l'autorité du Sultan était absolue dans les eaux territoriales, en ce qui touche la police des boutres, et qu'il l'exerçait à sa place. Il a donné satisfaction à la plainte dont il était saisi contre les procédés de ses officiers de marine. Peut-être ne s'attachait-il pas, à cette époque, à la même thèse juridique qu'aujourd'hui.

Droit de police et de juridiction de la France sur ses navires dans les eaux territoriales des pays de capitulations et spécialement dans l'Oman. — La question du droit de police et de juridiction dans les eaux territoriales des pays de capitulations présente pour toutes les

(1) Mémoire britannique, Argument.

(2) Voir Annexe XVII, A, B, C, D, E, F, G, H, I, p. 125-138 (v. ci-dessous, p. 373).

(3) Voir Annexe XVIII, A et B, p. 139-140.

(4) Voir Annexe XIX, A, B, p. 146 et 148. Cet incident est visé dans le Mémoire britannique, Appendices Nos 18 et 19, p. 63 et 64.

nations maritimes un intérêt exceptionnel. Elle touche l'un des problèmes les plus controversés, du droit international, celui du *droit de visite*. Le Gouvernement de la République apportera à l'examiner un soin particulier, car il a le devoir de défendre et de maintenir ici la politique traditionnelle de la France.

Thèse britannique. — « Le Sultan de Mascate, affirme le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, possède, ainsi que tout autre Souverain indépendant, un droit de police dans ses eaux territoriales pour imposer ses propres lois et pour assurer l'exécution de ses traités avec les Puissances étrangères. Ce droit souverain comprend celui d'établir des mesures quaranténaires ou de réprimer le trafic des esclaves. En l'absence de conventions spéciales, aucune Puissance étrangère n'a le droit d'exercer un droit quelconque de police dans les eaux du Sultan (1) ».

« Le traité du 17 novembre 1844, est-il ensuite constaté (2), ne contient pas d'abandon des droits de police du Sultan dans ses eaux et ne donne pas à la France le droit d'exercer cette police. Le seul privilège se rapportant aux navires français est celui qui se trouve à l'article 10 du traité, qui leur accorde le traitement de la nation la plus favorisée dans les ports de Mascate, et les termes de cette concession ne contiennent pas le droit de s'affranchir des règlements sanitaires du Sultan ou de se livrer au commerce des esclaves sur le territoire du Sultan ou dans les eaux territoriales.....

« Le texte du traité n'a été développé, modifié ni étendu, sous ce rapport, par aucun usage reconnu ou établi, permettant à la France d'exercer une juridiction parallèle ou exclusive sur les sujets du Sultan dans l'étendue de ses territoires ou dans ses eaux territoriales ».

Qu'au surplus la France n'invoque pas, en l'occurrence, l'Acte de Bruxelles. « L'article 42 de ce traité, ajoute le Mémoire, réserve spécialement à chaque Etat la juridiction dans ses eaux territoriales. En ne ratifiant pas cet article, la France ne s'est pas donné, dans les eaux des autres Etats, des pouvoirs de police plus étendus que ceux des Puissances y ayant adhéré. Mascate n'étant pas partie dans l'Acte de Bruxelles, la France ne peut pas, en vertu des autres articles qu'elle a acceptés, réclamer l'exercice de droits dans les possessions ou eaux territoriales du Sultan, dont les obligations, toujours pleinement reconnues en vue de la suppression du trafic des esclaves, sont définies par les traités avec la Grande-Bretagne et non par l'Acte de Bruxelles (3).....

« Le Sultan de Mascate a, en effet, conclu une série de traités et conventions avec la Grande-Bretagne dans le but d'empêcher ses sujets de se livrer sur mer au commerce des esclaves africains, et de prévenir leur importation dans ses possessions, soit en transit pour les autres parties du monde, soit pour la vente dans l'Oman. Par ces traités, le Sultan a contracté des obligations définies, en ce qui concerne les

(1) Mémoire britannique, Argument p. 23, (v. ci-dessous, p. 280).

(2) Mémoire britannique, Argument, p. 24, 25. (v. ci-dessous, p. 282)

(3) Mémoire britannique, Argument, p. 26. (v. ci-dessous, p. 282, 283)

mesures à prendre dans ses territoires et dans ses eaux territoriales en vue de la suppression de ce commerce (1). »

Ainsi, d'une part, le Sultan de Mascate serait maître absolu dans ses eaux territoriales, en vertu du droit international et de l'article 42 de l'Acte de Bruxelles; d'autre part, la France ne pourrait, sans violer l'indépendance de l'Imanat, revendiquer aucun droit sur ses propres navires dans les eaux territoriales de l'Oman, en raison du silence du Traité de 1844, de ce qu'elle n'a pas ratifié l'article 42 de l'Acte de Bruxelles et du fait qu'à l'égard du Sultan ce dernier accord présente le caractère de *res inter alios acta*.

La Grande-Bretagne, par contre, aurait tous les pouvoirs, puisque le Sultan a contracté des obligations à son égard en vue de la suppression du commerce des esclaves et lui a délégué l'exercice de ses droits de police et de juridiction dans les eaux territoriales de ses Etats.

Le Tribunal arbitral conviendra que cette manière d'interpréter les choses est peu compatible avec l'obligation de maintenir l'équilibre et l'égalité de situation qui doivent résulter de la Déclaration de 1862.

Thèse française. Droits du Sultan dans ses eaux territoriales. — Il n'est pas douteux que le Sultan indépendant de l'Oman possède les droits que lui confère la souveraineté sur ses sujets et dans ses Etats.

La France, respectueuse des traités et de cette indépendance, ne les lui a jamais contestés. Bien plus, elle n'a pas hésité à prêter son concours au Sultan chaque fois que Sa Hautesse y a fait appel pour appliquer des règlements conçus dans un but humanitaire, même lorsqu'ils étaient, dans une certaine mesure, en opposition avec les traités passés avec elle. On peut citer ainsi les dispositions prises pour restreindre dans l'Oman la vente des spiritueux à vil prix dont les musulmans eux-mêmes faisaient une consommation exagérée.

En matière sanitaire, le Gouvernement de la République reconnaît également que le souverain de l'Oman est autorisé à établir des règlements, sous la réserve qu'il n'en résulte aucune perception de taxes à l'égard de ses nationaux ou protégés et que ces règlements, respectueux des traités, soient respectés également par tous.

Il considère toutefois comme irrégulier que l'exécution en doive être exclusivement confiée à des sujets britanniques ayant un caractère officiel et pouvant être enclins à confondre, ainsi que le cas s'est produit lors des incidents qui ont provoqué le présent arbitrage, les intérêts du Gouvernement anglo-indien et la défense de la santé publique.

Mais, contrairement à l'opinion du Gouvernement de S. M. Britannique, nous estimons que si le Sultan de Mascate possède dans ses eaux territoriales un droit de police et de juridiction à l'égard des navires arborant le pavillon rouge mascatais, il n'en possède *aucun* sur les navires, boutres ou autres, qui portent le pavillon tricolore. Ce souverain n'a donc pu, en aucun cas, déléguer à un Etat quelconque, fût-ce à la Grande-Bretagne, des droits qui ne lui ont jamais appartenu et dont il n'aurait pu matériellement assurer l'exercice étant donnée son impuissance sur son propre territoire. S'il a concédé un droit au Gouvernement

(1) Mémoire britannique, Exposé, (v. ci-dessous p. 272).

de S. M. Britannique, il ne saurait s'agir que de celui qu'il possède sur les navires battant le pavillon rouge mascatais.

Opinion de M. Louis Renault. — Le point de vue du Gouvernement de la République a été magistralement exposé dans une consultation donnée, le 4 juin 1893, au Ministère des Affaires étrangères par un jurisconsulte éminent, dont l'autorité en matière de droit international est universellement reconnue, M. Louis Renault, membre de l'Institut de France, membre de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye et professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris (1). Il s'agissait alors du droit de police et de juridiction de la France dans les eaux territoriales du Sultanat de Zanzibar, mis en cause par la Grande-Bretagne seulement après l'établissement de son protectorat sur le Sultanat. Dans sa consultation, M. Louis Renault examine en premier lieu les rapports de la France avec Zanzibar avant le protectorat britannique. Le traité du 17 novembre 1844 ayant été conclu avec l'Iman de Mascate, alors encore Souverain à Zanzibar, l'argumentation en ce qui touche Zanzibar a pleine valeur pour Mascate.

Droits de la France dans les eaux territoriales de Zanzibar et de Mascate. — « Les rapports de la France avec Zanzibar, dit M. Louis Renault, sont réglés d'une manière générale par le traité d'amitié et de commerce du 17 novembre 1844, conclu sans limitation de durée et, par suite, encore en vigueur. Diverses dispositions de ce traité constituent au profit des Français le régime exceptionnel connu sous le nom de *régime des capitulations*, qui consiste essentiellement en ce que les étrangers ne sont pas, comme c'est le droit commun, soumis pleinement à l'action des autorités du pays où ils résident. C'est ainsi que « nul ne » pourra, sous aucun prétexte, *pénétrer dans les maisons, magasins et » autres propriétés, possédés ou occupés par des Français ou par » des personnes* au service des Français, ni les visiter sans le consentement de l'occupant, *à moins que ce ne soit avec l'intervention du » Consul de France* (art. 3 du traité) ». Cette obligation pour la justice et la police locales de s'arrêter devant la maison occupée par un Français et d'obtenir le concours du Consul de France caractérise précisément la situation exceptionnelle faite aux étrangers en pays de capitulations.

» Aucune disposition ne vise expressément le cas de navires français dans les eaux territoriales et n'exclut le droit de police des navires de guerre de l'Iman de Mascate. Mais leur droit de police, spécialement le droit de visite qu'ils prétendraient exercer, d'une part, ne se concilie pas avec l'ensemble des dispositions du traité de 1844 et avec leur esprit manifeste ; d'autre part, il est nettement écarté par une pratique constante et par des faits récents non équivoques.

« Est-il admissible d'abord que la France, qui entendait ne pas laisser ses nationaux, établis à terre, soumis à l'action arbitraire des autorités locales, qui stipulait l'inviolabilité de leur domicile, eût permis à la police zanzibarite de fonctionner librement à bord des navires de

(1) Voir Annexe XX, p. 450. Cette consultation a été, à l'époque, communiquée officieusement à Lord Rosebery par l'Ambassade de France à Londres (non reproduite).

commerce battant pavillon français? Cela serait singulièrement illogique, et cela ne se conçoit guère. Les termes de l'article 3 du traité, rappelés plus haut, sont très larges, puisque nul ne pourra, sous aucun prétexte, pénétrer dans les maisons, magasins et *autres propriétés* possédés ou occupés par des Français. Généralement le droit de l'autorité locale est plus absolu sur le territoire proprement dit que dans les eaux territoriales. Si donc l'action de cette autorité est restreinte en ce qui concerne le territoire, on peut affirmer qu'à plus forte raison elle l'est et doit l'être pour les eaux territoriales ».

L'Acte de Bruxelles et les droits de la France. — Cette interprétation juridique rationnelle du traité de 1844 répond à l'un des arguments du Gouvernement britannique qui ne peut cependant oublier que son traité avec Mascate du 19 mars 1891 s'inspire entièrement des principes sur lesquels repose le régime des capitulations. Quant aux objections tirées de l'Acte de Bruxelles, elles ne semblent pas avoir plus de valeur.

Si l'on affirme dans le Mémoire britannique (1) que, l'Acte de Bruxelles n'existant pas à l'égard du Sultan de Mascate qui ne l'a pas signé, la France ne peut l'invoquer à son profit, pourquoi ce même Mémoire (2) fait-il état de l'article 42 de ce même Acte de Bruxelles pour l'opposer à la France dans cette question des boutriers mascatais?

Et d'ailleurs que signifie le deuxième paragraphe de cet article 42, invoqué bien à tort ici, semble-t-il, par la Partie adverse? Ce paragraphe est ainsi conçu :

« Le présent article n'implique aucun changement à l'état de choses actuel en ce qui concerne la juridiction dans les eaux territoriales ». Faut-il le comprendre comme attribuant une juridiction aux Etats non chrétiens, aux Souverains de pays de capitulations qui ne la possédaient pas auparavant? Nullement. Le sens est clair : on maintient le *statu quo* positif ou négatif.

On dénie, d'autre part, à la France la possibilité de s'être acquis des pouvoirs de police plus étendus que ceux des Puissances ayant ratifié l'Acte de Bruxelles dans son intégralité. Mais la France, en réservant son adhésion aux articles relatifs au droit de visite, n'a fait qu'obéir à sa politique traditionnelle, et elle n'a nullement cherché à se créer une situation privilégiée. Elle n'a pas entendu non plus s'affranchir du devoir qui lui incombait de surveiller les vaisseaux arborant son pavillon. Refusant aux Puissances étrangères, conformément à son droit, la permission de visiter ses bâtiments, elle se devait, elle se doit à elle-même d'exercer la police sur ses navires avec ses propres moyens : et comment lui saurait-on mauvais gré de ne pas laisser pleine liberté à des boutres qu'on suspecte précisément de se livrer souvent à un commerce illicite?

Si la théorie britannique était admise, il en résulterait ce fait que les boutres mascatais francisés, ne pouvant plus être surveillés et visités par la France dans les eaux territoriales de l'Oman, ne le seraient plus par personne ! Ce ne peut-être à cet état de choses que la Grande-Bretagne désire arriver.

(1) Mémoire britannique, Argument p. 26 (ci-dessous, p. 282, 283).

(2) Mémoire britannique, Argument, p. 26 (ci-dessous, p. 282, 283).

Usages reconnus et établis en matière de protection dans les eaux territoriales. — Au surplus, les arguments juridiques ou logiques du Gouvernement de la République trouvent une éclatante confirmation dans ces *usages reconnus et établis* dont le Mémoire britannique conteste l'existence. Il suffit de rappeler des événements encore récents pour donner à cette affirmation toute la force de l'évidence.

Écoutons sur ce point l'avis autorisé de M. Louis Renault, sans oublier toujours que son raisonnement s'applique aussi bien à l'Imanat de Mascate qu'à Zanzibar :

« On peut affirmer sans crainte de contradiction, écrit-il, que jamais les autorités de Zanzibar n'ont exercé ni prétendu exercer le droit de visite sur les navires français qui pénétraient dans leurs eaux territoriales et que ces navires ont été, dans ces eaux comme en pleine mer, soumis exclusivement à la surveillance de leurs navires de guerre. Un usage aussi prolongé est le meilleur commentaire du traité de 1844, et il peut être justement invoqué comme faisant loi, d'autant plus qu'il est en parfaite harmonie avec les dispositions expresses du traité. Dans les rapports des Puissances européennes avec la Turquie, des stipulations des capitulations ont, sur des points nombreux et importants, été étendues ou modifiées par l'usage ».

Les faits corroborent l'argumentation de M. Louis Renault.

Incident du Djamila en 1880. — En 1880, le Sultan de Zanzibar qui soupçonnait de se livrer à la traite le boutre francisé *Djamila*, mouillé sous les fenêtres de son propre palais, — et par conséquent dans ses eaux territoriales, — ne songea pas un instant à le faire visiter par ses agents. Il avertit le Consul de France, M. Ledoulx, dont le Drogman-chancelier opéra *seul*, sans le concours d'aucune autorité locale, la visite du boutre incriminé (1). Les soupçons du Sultan, s'étant trouvés vérifiés, ce fut la Cour de Saint-Denis de la Réunion qui prononça la condamnation. L'exemple est probant, car tous les éléments s'y trouvent réunis : eaux territoriales, opération de police, acte de juridiction, non-intervention des autorités locales et même félicitations officielles du Consul général anglais Kirk et de l'Amiral Gore Jones au Consul de France pour son attitude énergique.

Incident du "London" en 1881. — L'incident du *London* (2), en 1881, indique également que le Gouvernement britannique a reconnu officiellement le droit de police de la France sur les boutres portant le pavillon tricolore dans les eaux territoriales de Zanzibar.

Le commandant du *London*, stationnaire anglais, ayant été tué, ainsi que plusieurs hommes de son équipage, en poursuivant un boutre arabe sous pavillon français et soupçonné d'avoir des esclaves à son bord, le Consul de France et son Chancelier procédèrent aux formalités de l'instruction. Un navire de guerre français fut envoyé de suite pour l'enquête et les officiers britanniques qui, à juste titre, ne se considéraient

(1) Voir Annexe XXI, p. 158 (non reproduite).

(2) Voir Annexe XXII, A, B, C, D, p. 160-163 (non reproduite).

pas comme autorisés à agir sans l'agrément de la France, demandèrent, *à titre provisoire*, la permission de visiter les bâtiments sous pavillon français. Le Gouvernement de la République, par l'organe de M. Léon Gambetta, alors Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères, *refusa cette autorisation* (1).

Affaires de Zanzibar en 1888. — Dans d'autres circonstances mémorables, la situation de fait et de droit de la France dans les eaux territoriales de Zanzibar a été non seulement reconnue par la Grande-Bretagne, mais aussi par l'Allemagne.

Au mois de novembre 1888 (2), à la suite de troubles qui s'étaient produits sur la côte orientale d'Afrique, l'Allemagne demanda à la France l'autorisation de visiter les bâtiments navigant sous pavillon français, afin de prévenir l'introduction d'armes et de munitions dans le pays en insurrection. L'Angleterre, à la même époque, souleva la question de la traite dans cette même région et manifesta le désir de conclure avec la France un accord concédant aux croiseurs français et anglais certains droits de police vis-à-vis des navires des deux pays qui seraient suspectés de se livrer au commerce des esclaves.

Le Gouvernement de la République, fidèle à la politique traditionnelle du pays, déclina la proposition britannique, mais se déclara prêt à admettre le droit de visite *en vue d'arrêter la contrebande de guerre, après l'établissement d'un blocus*, qui fut proclamé le 4 décembre suivant. Il était d'ailleurs spécifié (3) qu'au cas où les visites effectuées amèneraient la découverte d'esclaves à bord de bâtiments français, ces navires seraient remis à l'un des croiseurs ou des agents consulaires français, pour être punis suivant les rigueurs de la loi française.

Concession gracieuse et temporaire de la France en 1889. — Deux mois plus tard (février 1889), la Grande-Bretagne et l'Allemagne manifestaient le désir d'étendre les mesures prises à toute une partie des côtes de l'Afrique orientale. Elles voulaient, dans ce but, visiter les navires passant dans les eaux territoriales et elles s'étaient fait donner par le Sultan le droit d'y visiter les boutres. *Mais cette délégation ne leur parut pas suffisante.* Elles demandèrent, en conséquence, l'autorisation du Gouvernement de la République, qui leur fut accordée *à titre gracieux et temporaire* (4). Dans leur proclamation du 4 mars 1889, les chefs des escadres anglaise et allemande disaient expressément que « leur pouvoir de visiter les boutres arabes avait été étendu, *avec la permission du Gouvernement français*, aux boutres battant pavillon français (5) ».

« On ne pourrait reconnaître plus nettement, constate à ce propos

(1) Voir Annexe XXII, B, p. 161. et Mémoire britannique, Appendice n° 4 p. 40. La suite de l'enquête prouva que le bâtiment coupable n'avait nul droit de prendre le pavillon français (non reproduite).

(2) Voir Annexe XXIII, de A à K, p. 164-181 (non reproduite).

(3) Voir Annexe XXIII, I-1 *in fine*, p. 176 (non reproduite).

(4) Voir Annexe XXIV, A, p. 181 (non reproduite).

(5) Voir Annexe XXIV, B, p. 182 (non reproduite).

M. Louis Renault, dans la consultation ci-dessus mentionnée (1), l'exactitude de la thèse française. Si l'autorisation du Gouvernement de la République était nécessaire, c'est que la délégation du Sultan était insuffisante pour les navires français, et elle était insuffisante, *parce que le Sultan n'ayant pas lui-même le droit de police et de surveillance dont il s'agissait* ne pouvait le déléguer à d'autres. Il est impossible de donner une autre explication de ce qui s'est passé alors, de la permission sollicitée du Gouvernement français et constatée par les Amiraux anglais et allemand. Nous renoncions, à raison des circonstances, à un droit qui nous appartenait, celui de faire seuls la police de nos navires : mais cette renonciation était, par sa nature même, essentiellement révocable ».

Quelques mois après, les Anglais et les Allemands demandaient au Sultan de leur concéder, non plus comme mesure temporaire, mais à perpétuité, le droit de visiter *tous les boutres* dans les eaux territoriales de Zanzibar. L'agent britannique à Zanzibar ayant fait connaître cette demande à notre Consul, celui-ci lui fit observer que le Sultanat étant un pays de capitulations, nous n'avions accordé que *temporairement* le droit de visite aux navires anglais et allemands, et seulement pour témoigner de notre bon vouloir à l'égard de l'œuvre humanitaire des deux Puissances. Sur cette observation, l'agent britannique télégraphia à Londres et fit ensuite modifier les termes du décret du Sultan. D'après ce décret, qui porte la date du 20 septembre 1889, seuls les boutres appartenant aux sujets de Sa Hautesse sont visés dans la délégation accordée aux navires anglais et allemands. Ainsi le Sultan, *d'accord avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne*, interprétait correctement ses rapports avec les Puissances étrangères ; il n'accordait que ce qu'il avait le droit d'accorder, il déléguait le droit qui lui appartenait naturellement sur les navires de ses sujets, et non un droit qu'il n'avait pas à l'égard des navires étrangers, spécialement des navires français.

L'opinion formulée par M. Louis Renault, le 4 juin 1893, à savoir qu'en 1889 la renonciation de la France au droit de police qui lui appartenait exclusivement était *révocable*, a reçu en 1890 une consécration officielle.

Lorsque la situation locale n'a plus semblé nécessiter le blocus et, partant, l'exercice du droit de visite des boutres francisés par l'Allemagne et l'Angleterre, en vue de la répression de la contrebande d'armes, la France a marqué l'intention de retirer l'autorisation qu'elle avait donnée au mois de février 1889 (2).

La Chancellerie Impériale allemande et le Gouvernement britannique lui-même n'ont manifesté aucune surprise et n'ont fait aucune observation (3).

Prétentions britanniques en 1891. — Mais il n'en a pas été de même de la part du Consul général britannique à Zanzibar qui, à la

(1) Voir Annexe XX, p. 152 (non reproduite).

(2) Voir Annexe XXV, A et C, p. 184 et 186 (non reproduite).

(3) Voir Annexe XXV, B et C, p. 185 et 186 (non reproduite).

notification du Consul de France, répondit en affirmant que le droit pour les navires britanniques de visiter les bâtiments de commerce étrangers dans les eaux territoriales de Zanzibar découlait tout naturellement de l'établissement du protectorat anglais sur le Sultanat, protectorat reconnu par la France le 5 août 1890 (1) et en était la conséquence logique.

Le débat s'engagea sur cette prétention, le Gouvernement de la République soutenant qu'elle était en désaccord avec la Déclaration du 5 août 1890 qui stipulait que l'établissement du protectorat « ne pouvait porter atteinte aux droits et immunités dont jouissaient les citoyens français ». Or le droit de police et de juridiction de la France sur ses navires dans les eaux territoriales constituait l'un de ces « droits », la Grande-Bretagne elle-même l'ayant admis en priant le Gouvernement de la République d'y renoncer pendant la durée du blocus.

Argumentation de Lord Salisbury en 1891. — La réponse faite par le Marquis de Salisbury à la thèse soutenue par la France est intéressante, car certains des arguments qu'elle renferme sont repris dans le Mémoire actuellement soumis par le Gouvernement britannique au Tribunal arbitral (2). Il y est dit notamment que le traité de 1844 n'a donné à la France aucun droit de police dans les eaux territoriales de Mascate et de Zanzibar, et qu'en conséquence l'arrangement du 5 août 1890 n'a consacré aucun abandon de cette nature. Lord Salisbury conteste que le non-exercice par le Sultan de Zanzibar de son droit et l'assentiment tacite de ce Prince à la surveillance de la France sur les navires français puissent constituer un abandon d'un droit souverain. Enfin il indique que l'Angleterre ne pouvant accepter l'intervention de navires de guerre étrangers dans les eaux territoriales d'un pays soumis à son protectorat, il en résulterait, si le point de vue de la France était adopté, qu'aucune surveillance quelconque ne serait exercée sur les navires battant pavillon français.

Constatons à ce propos que cette situation, qualifiée d'anormale et d'intolérable, se produirait précisément aujourd'hui à Mascate si la thèse britannique était acceptée par le Tribunal arbitral.

La note de Lord Salisbury ne pouvait clore le débat. Chaque Gouvernement ayant maintenu son argumentation, il était certain que des difficultés nouvelles surgiraient. Elles se produisirent en effet dès 1893, et furent provoquées par l'ordre donné aux officiers de la Marine britannique de faire la police dans les eaux territoriales de Pemba et de Zanzibar, à bord des boutres navigant sous pavillon français (3).

Des échanges de vues commencèrent aussitôt à ce sujet entre les Cabinets de Paris et de Londres, et Lord Rosebery, qui avait succédé au Marquis de Salisbury, exprima le désir que la question fût soumise à un jurisconsulte par le Gouvernement de la République (4).

(1) Mémoire français, Annexe II (non reproduite).

(2) Voir Annexe XXVI, F 1, p. 190.

(3) Voir Annexe XXVII, A. p. 215.

(4) Voir Annexe XXVII, C. p. 226.

C'est à cette occasion que fut donnée la consultation juridique de M. Louis Renault (1), consultation dont le Gouvernement britannique eut officieusement communication.

Situation de la France à Zanzibar après l'établissement du protectorat britannique. — Ainsi que le Tribunal arbitral pourra le constater en se reportant à ce document, le jurisconsulte éminent dont l'avis fait autorité en matière de droit international se prononce nettement, et en fournissant de nombreux exemples à l'appui de son opinion, pour le droit absolu de la France d'exercer seule, *même après la proclamation du protectorat britannique à Zanzibar*, des droits de surveillance et de police sur les navires français et boutres francisés dans les eaux territoriales du Sultanat.

Le Gouvernement de la République considère donc *a fortiori* comme démontré qu'il a les mêmes droits dans les eaux territoriales de Mascate, *Etat non soumis au protectorat britannique*.

Le traité anglo-mascatais du 14 avril 1873. — Que penser maintenant de cette objection du Mémoire britannique, que, par sa revendication, la France attente à l'indépendance du Sultan de Mascate, en lui imposant l'abandon d'un de ses droits de souveraineté et en l'empêchant d'appliquer les conventions qu'il a passées avec la Grande-Bretagne pour la suppression du commerce des esclaves ?

La France n'attente pas à l'indépendance du Sultan de Mascate en lui refusant des droits qui, on l'a vu ne lui appartiennent pas, ne lui ont jamais appartenu, et qu'il est dans l'impossibilité matérielle d'exercer. Elle reconnaît à ce souverain la faculté de déléguer les pouvoirs qu'il possède sur les bâtiments de ses sujets et elle ne met aucun obstacle à l'exécution des conventions que S. H. Seyyid Feysal a conclues à cet égard. Elle n'a pas protesté lorsque l'Italie a obtenu le droit de visiter les boutres battant le pavillon rouge mascatais qui naviguent dans les parages de la mer Rouge, en vue d'empêcher la contrebande d'armes en Erythrée.

Le Gouvernement de la République doit toutefois renouveler les observations qu'il a faites dans son Mémoire (2) sur l'acceptation par la Grande-Bretagne des avantages spéciaux que lui concède le traité du 14 avril 1873, en ce qui touche les navires indigènes mascatais.

Le Gouvernement britannique, en cette circonstance, a porté, à son profit, une atteinte à l'équilibre que la Déclaration du 10 mars 1862 avait entendu consacrer et conserver, et il est dans l'obligation d'admettre que la France serait fondée à exiger de S. H. Seyyid Feysal, quand elle le jugera convenable, la signature d'un traité semblable à celui du 14 avril 1873.

Les arrière-pensées de la Grande-Bretagne. — De l'exposé et de la démonstration qui viennent d'être faits que la France a le droit

(1) Visée ci-dessus p. 252, et publiée comme Annexe XX.

(2) Mémoire français, chap. v.

exclusif d'exercer des droits de police et de juridiction sur les boutres francisés dans les eaux territoriales du Sultanat de Mascate, il résulte que, jusqu'en 1891, le Gouvernement britannique a reconnu comme parfaitement légitimes la base juridique et l'exercice de ce droit. On peut, dès lors, se demander pourquoi il a changé d'attitude tant à Zanzibar qu'à Mascate. L'établissement du protectorat anglais à Zanzibar est une explication en ce qui concerne ce Sultanat. Mais dans l'Oman, aucun fait politique nouveau ne s'est produit, et l'on sait que la Déclaration du 5 août 1890 a au contraire, laissé subsister l'indépendance du Sultanat de Mascate.

Une telle diversité d'attitude ne doit-elle pas s'expliquer par cette arrière-pensée que révèle une lettre écrite par le Gouverneur de Bombay au Gouvernement de l'Inde (1) : « *la délivrance de ces titres de navigation* (il s'agit des patentes françaises) *peut tendre à affaiblir aussi le rôle de l'Angleterre d'exercer la police de la mer* ».

Du droit de visite. — Or la base essentielle de cette police est le *droit de visite*.

Que l'Angleterre obtienne indirectement, à l'occasion des boutres mascatais francisés, ce droit de visite que la France se refuse obstinément à lui reconnaître, et la brèche est ouverte.

Le Mémoire anglais reproduit, à ce point de vue, des pièces significatives. C'est ainsi qu'on voit Lord Salisbury charger l'Ambassadeur de S. M. Britannique à Paris d'exprimer l'espoir qu'à le Cabinet de Londres d'entrer en arrangement avec le Gouvernement français afin de mettre les croiseurs des deux Puissances à même d'exercer respectivement le droit de visite et de détention, lorsqu'il serait nécessaire, sur les navires à voile battant le pavillon de l'un et l'autre pays et naviguant entre la côte orientale d'Afrique et les îles voisines, notamment les Comores et Madagascar (2).

Puis l'Amiral Fremantle suggère l'octroi par la France, aux officiers de la Marine britannique, d'un droit de visite et de surveillance sur les boutres ou embarcations indigènes battant pavillon français (3).

De son côté, le Colonel Euan-Smith, Consul général à Zanzibar, écrit dans ce même sens à Lord Salisbury (4), et le noble Lord lui-même marquait à M. Waddington, Ambassadeur à Londres (5), son regret que le Gouvernement français n'ait pas consenti « depuis un grand nombre d'années » à permettre la visite des bateaux suspects battant pavillon français.

Les insinuations, les ouvertures sont donc réitérées avec une inlassable patience. Mais la France, elle aussi, maintient ses traditions, et il ne s'agit pas pour elle d'une vaine *prétention* lorsqu'elle exige le respect dû à son drapeau. Autant que les régimes qui l'ont précédé au cours du siècle dernier, le Gouvernement de la République a toujours

(1) Mémoire britannique, Annexe 2 de l'Appendice n° 7 (non reproduite).

(2) Mémoire britannique, Appendice n° 4 (non reproduite).

(3) Mémoire britannique, Appendice n° 4, Annexe 2 (non reproduite).

(4) Mémoire britannique, Appendice n° 4, Annexe 4 (non reproduite).

(5) Voir Annexe XXIII, D, (non reproduite).

eu à cœur de sauvegarder la dignité de son pavillon. Il n'a pas oublié que chaque fois que le Roi Louis-Philippe, guidé par des considérations de politique générale, a paru entrer à cet égard dans les vues de la Grande-Bretagne, l'opinion publique française a hautement protesté.

Elle a ainsi obligé le Gouvernement à ne pas ratifier le traité du 20 décembre 1841 et elle a provoqué l'ouverture de négociations, pour le remplacement des conventions franco-anglaises du 30 novembre 1831 et du 22 mars 1833. C'est dans ce but qu'a été conclu le traité du 25 mai 1845, non renouvelé d'ailleurs après une période de dix ans, l'esprit dont il était inspiré ayant paru encore trop contraire à la volonté du pays.

Cette opposition à la reconnaissance d'un droit de visite qu'exercerait la Grande-Bretagne n'a, au surplus, pas été spéciale à la France. Les Etats-Unis sollicités par le Cabinet de Londres de conclure un arrangement pour la répression de la traite, ont refusé pendant très longtemps une concession qu'ils jugeaient attentatoire à leur souveraineté. Le traité du 9 août 1842 stipulait seulement que les commandants des escadres des deux Puissances chargées de réprimer la traite agiraient de concert et coordonneraient leurs efforts après entente préalable (1). Et si des conventions ultérieures (7 avril 1862 et 3 juin 1870) ont accordé certaines satisfactions à la Grande-Bretagne, il faut attribuer ces concessions moins à un changement de doctrine qu'à des préoccupations d'ordre politique.

L'émotion provoquée en France par l'autorisation exceptionnelle de visiter les navires français en 1888-1889 dans les eaux territoriales de Zanzibar, émotion qui trouva alors un écho au sein du Parlement, a prouvé qu'en cette matière les idées n'ont pas changé dans notre pays.

Le refus de ratifier les articles 42-61 de l'Acte de Bruxelles a été la conséquence d'un vote formel de la Chambre des Députés en 1891, après une discussion souvent passionnée où furent invoquées les traditions françaises rappelées au Congrès de Vienne par Talleyrand, le 28 janvier 1815, et si énergiquement défendues au Congrès de Vérone par Montmorency et Chateaubriand.

Le Gouvernement de la République, par essence Gouvernement d'opinion, n'est pas moins ferme dans la défense de la doctrine française. S'il renonçait à son droit exclusif de police et de juridiction sur les navires battant pavillon français dans les eaux territoriales de l'Oman, il froisserait certainement le sentiment national.

V. — DE LA TRAITE DES NÈGRES.

Thèse britannique. Accusations portées contre les boutriers français. — Afin sans doute de justifier son insistance pour obtenir le droit de visite, le Gouvernement britannique a soulevé, dans son Mémoire, la question de la traite des nègres, qui semble ne rentrer qu'indirectement dans le sujet.

(1) Traité entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis du 9 août 1842, art. 8 et 9.

La répression de la traite des esclaves sera impossible et illusoire, prétend-on, tant que la France accordera son pavillon à des bâtiments indigènes et surtout à des boutres mascatais. Ce serait là un grave effet d'une pratique qui a plus d'un demi-siècle d'existence.

A l'appui de sa thèse, le Gouvernement britannique publie, comme Appendices à son Mémoire, de très nombreux documents, et les commente dans l'Exposé et l'Argument. Une rumeur désobligeante, une accusation vague de faits de traite imputables aux boutriers francisés est-elle recueillie de la bouche d'un interprète indigène, d'un Banian, sujet indien intéressé à décrier et à ruiner des rivaux commerciaux, elle s'enfle de bouche en bouche, grossit de rapports en rapports, gagne en précision ce qu'elle perd en exactitude, et on la retrouve invoquée dans l'Exposé du Mémoire, comme chose démontrée et probante.

Exagération et portée réelle des allégations britanniques. — « La France, est-il déclaré (1), a depuis longtemps refusé d'autoriser la visite en haute mer, par des bâtiments de guerre des autres Puissances, des navires battant le pavillon français. Les Arabes qui s'intéressent au commerce des esclaves sont pleinement instruits de cette politique et ont cherché à obtenir le bénéfice du pavillon français par deux moyens : 1^o en le hissant sans aucun droit ; 2^o en se faisant concéder la permission de le hisser par les consuls français dans les eaux orientales ou par les autorités des colonies ou protectorats français.

« L'existence de cet abus du pavillon français par les Asiatiques a été certifiée par l'expérience des officiers de marine qui poursuivaient sur mer la traite, et l'attention du Gouvernement français a été de temps en temps appelée sur cet abus du pavillon français commis par les Arabes trafiquants d'esclaves. »

L'inculpation est précise et grave. Le Mémoire renvoie à des pièces justificatives (2) : examinons-les. Une lettre de Lord Salisbury transmet au comte de Lytton une correspondance fournissant d'amples détails sur « l'abus » auquel donne lieu la protection résultant du pavillon français. Cette correspondance est à lire avec soin : elle renferme notamment (3) une histoire d'interprète nègre grimant dans un arbre, avec trois indigènes, sur la plage de l'île de Pemba et assistant du haut de cet observatoire au débarquement, par un boutre battant pavillon français, de 75 esclaves, ainsi qu'à la vente desdits esclaves dans un endroit situé au centre de l'île. Ce récit, qui a paru invraisemblable au Consul de France à Zanzibar, est transmis à l'Amiral Fremantle, commandant la division navale britannique, et cet officier général, auquel le cas de traite paraît péremptoirement prouvé, en informe les autorités britanniques et approuve le courage de l'interprète.

Le même Amiral croit devoir, au surplus, rapporter qu'un commandant d'un navire de guerre allemand a relaté avoir vu cinq boutres français qu'il *pensait* avoir été des négriers ». D'autre part, une

(1) Mémoire britannique, Exposé (v. ci-dessous, p. 272).

(2) Mémoire britannique, Appendice n° 4 (non reproduit).

(3) Mémoire britannique, Appendice n° 4, Annexe 2 (non reproduit).

« haute autorité indigène » a confié à M. Fremantle « qu'une cargaison de 200 esclaves a été, peu auparavant, *ouvertement débarquée* à Mayotte ».

Enfin l'Amiral a appris que 700 esclaves auraient été débarqués à la côte ouest de Madagascar, probablement (*presumably*) par des boutriers sous pavillon français. « Le cas présent, conclut l'Amiral, est *si clair*, qu'il est impossible de nier plus longtemps les abus que couvre ce pavillon (1) ».

Ainsi, les déclarations d'un interprète, intéressé par l'appât du *prize-money* (2) à voir partout des faits de traite, des confidences d'indigènes ou de pures suppositions se trouvent transformées en de simples affirmations.

Le Mémoire britannique avance encore cette affirmation (3) que la non-ratification par la France de certains articles de l'Acte de Bruxelles visant la visite et la détention de navires suspects ou coupable de traite a déterminé les propriétaires et capitaines des navires indigènes qui désiraient se livrer à la traite à solliciter le pavillon français. Et, plus loin (4), le Gouvernement britannique rappelle que de nombreux rapports des officiers de sa Marine dans la mer des Indes et des Résidents britanniques dans l'Oman et le golfe Persique établissent que les boutriers mascatais font le commerce des esclaves.

Comme dans le cas cité par l'Amiral Fremantle, les interprètes nègres jouent, cette fois encore, le rôle d'accusateurs. C'est un sieur Dahome, interprète de 1^{re} classe, qui assure au Commandant Hoskyns (5) que trente-huit boutres ont changé leur *nationalité* mascataise pour la *nationalité* française au Consulat de Zanzibar et obtenu la permission de porter de soi-disant passagers. Et cette nouvelle donne à l'officier britannique des raisons de croire, *bien qu'il n'en ait aucune preuve*, que la traite se fait entièrement sur ces boutres.

Les Banians sont également des indicateurs très écoutés. Le Major Sadler, Consul britannique à Mascate en 1894, recueille de commerçants indiens habitant Sour l'assurance que tous les esclaves débarqués dans cette ville sont apportés par des boutres battant pavillon français (6), et le nombre de 200 à 300 qu'ils indiquent est jugé très inférieur à la réalité par l'agent britannique. Ces commerçants n'ont pas manqué de constater que les boutres francisés sont au nombre de 25, et ils ont *entendu dire* par les Jinebehs, tribu de Sour, qu'en prenant des titres et pavillons français on pouvait transporter des esclaves avec impunité. Et le Marquis de Dufferin, Ambassadeur de S. M. Britannique à Paris, est chargé de saisir officiellement le Gouvernement de la République de faits aussi peu prouvés et de demander une enquête (7).

(1) Mémoire britannique, Appendice n° 4, Annexe 2 (non reproduite).

(2) Le *prize-money* est la prime accordée aux officiers et aux équipages des navires britanniques qui ont saisi des boutres faisant l'esclavage.

(3) Mémoire britannique, Exposé (v. ci-dessous p. 272).

(4) Mémoire britannique, Exposé (v. ci-dessous p. 275).

(5) Mémoire britannique, Appendice n° 20 (non reproduit).

(6) Mémoire britannique, Appendice n° 14, Annexe 2 du n° 1 (non reproduit).

(7) Mémoire britannique, Appendice n° 14 (non reproduit).

En 1902, le Capitaine Cox profite d'un passage à Sour pour se livrer à des investigations sur les boutriers francisés. Il procède à une série d'épreuves pour établir les noms des protégés français faisant, suppose-t-il, le commerce des esclaves. Il cite une seule déposition, celle d'un Indou, sujet britannique, déposition sans valeur juridique, puisqu'elle n'est pas signée du déposant et qu'elle n'a pas été reçue en présence de témoins qui eussent dû, eux aussi, la signer. Et le rapport aboutit à cette conclusion que le Major Cox *pense* qu'on *peut* accepter comme démontrée l'accusation portée contre les boutriers français (1).

En réalité, aucune des pièces du Mémoire britannique contenant des insinuations ou des affirmations relatives à des actes de traite n'établit de fait patent et indiscutable.

Des accusations aussi vagues et d'un ordre aussi général rappellent celles que formulait, à une certaine époque, la Grande-Bretagne à l'égard des Etats-Unis. Le 24 décembre 1857, Lord Napier, Ministre de S. M. Britannique à Washington, adressait à M. Lewis Cass, Ministre d'Etat, une lettre (2) où tous les griefs reprochés à la France, dans ces dernières années, étaient alors mis à la charge des Etats-Unis : « Les navires qui se livrent à la traite des esclaves, y est-il dit, les seuls qui la fassent avec succès et extension....., ont adopté l'habitude presque universelle d'arborer les couleurs des Etats-Unis pour se ménager un abri contre les recherches des croiseurs anglais ».

La France et la traite des nègres. — La France s'enorgueillit au contraire d'avoir, l'une des premières, dénoncé ce hideux commerce à l'indignation universelle dès que les progrès de la civilisation eurent donné aux Puissances européennes la conscience de la mission qu'elles avaient à remplir. C'est à elle que revient l'honneur d'avoir, l'une des premières également, supprimé l'esclavage dans ses colonies et déclaré qu'elle prendrait tous les moyens en son pouvoir pour l'empêcher dans le reste du monde. Fidèle à ses traditions de générosité et de fraternité, elle a aboli l'esclavage à Madagascar dès sa prise de possession de la grande île africaine, malgré les conséquences redoutables que pouvait avoir pour l'avenir un si profond bouleversement du régime social dans sa nouvelle colonie.

Chacun sait la conscience avec laquelle elle continue sa tâche civilisatrice. On n'ignore pas, d'autre part, que le Bureau international maritime de Zanzibar, institué par l'Acte de Bruxelles, a eu maintes fois à enregistrer des faits caractérisés de traite imputables à des boutres appartenant à des Arabes protégés anglais.

Coopération de la France à la répression de la traite dans l'Oman. — En ce qui concerne l'Oman, le désir de la France de coopérer à la répression de la traite s'est constamment manifesté par des actes.

Déférant au désir du Gouvernement de S. M. la Reine Victoria, le Gouvernement de la République a donné, en 1872, son concours le plus

(1) Mémoire britannique. Appendice 29, Annexe 2 (non reproduite).

(2) Voir Annexe XXXVIII (non reproduite).

absolu et le plus dévoué à la mission confiée à Sir Bartle Frere dans l'Imanat de Mascate et le Sultanat de Zanzibar, en vue d'obtenir la suppression du trafic des esclaves (1). Nous serons heureux, écrivait alors le Comte de Rémusat, Ministre des Affaires étrangères, à M. Gavard, Chargé d'affaires de France à Londres, de contribuer au succès des efforts du Gouvernement britannique, et vous pourrez à l'occasion en renouveler l'assurance à M. le Sous-Secrétaire d'Etat ». La seule réserve que nous faisons était toute naturelle et nécessaire, comme l'avenir l'a prouvé. Si nous souhaitions le succès de la mission de Sir Bartle Frere, ajoutait le Comte de Rémusat, il devait être entendu que « les engagements auxquels les Souverains de Zanzibar et de Mascate seraient sollicités de souscrire ne seraient pas de nature à compromettre l'indépendance de ces deux Etats que l'Angleterre s'est obligée comme nous à respecter et dont le maintien est d'une importance réelle pour nos intérêts dans ces parages ».

Résultat des enquêtes effectuées à la suite des accusations britanniques. A toutes les époques chaque fois que le Cabinet de Londres a informé le Gouvernement de la République d'accusations portées pour faits de traite contre les boutriers francisés, les Ministères des Affaires étrangères et de la Marine ont fait procéder à des enquêtes dont les résultats ont toujours été, sauf quelques rares exceptions, à l'honneur des protégés français. Aux récits du nègre Abdallah communiqué les 9 novembre 1888 à M. René Goblet, Ministre des Affaires étrangères, par Lord Lytton, conformément aux instructions de son Gouvernement (2), M. Lacau, Consul de France, avait répondu par avance (3); M. Goblet profita de l'occasion pour réfuter toutes les allégations des agents britanniques prétendant que la traite était effectuée sous pavillon tricolore (4).

Les imputations du Major Sadler, transmises par Lord Dufferin en février 1895 (5), furent contredites à la fois par les Consuls de France à Zanzibar et Mascate et par le Gouverneur d'Obock (6).

Enfin les résultats de l'enquête du Major Cox à Sour, en 1902, ont été l'objet de la part du consul de France à Mascate d'un examen critique détaillé qui en a prouvé le peu de fondement (7).

On doit naturellement prendre en grande considération les déclarations des officiers de la Marine britannique ainsi que celles des agents de la Grande-Bretagne à Zanzibar, à Mascate et dans le golfe Persique. Mais on ne peut s'empêcher de penser que ces honorables officiers ou fonctionnaires se sont laissés ou se laissent encore trop souvent prendre aux récits intéressés, et par conséquent suspects, des indigènes. En

(1) Voir Annexe XXIX, B (non reproduite).

(2) Mémoire britannique, Appendice n° 4 (non reproduite).

(3) Voir Annexe XXX A. (non reproduite).

(4) Voir Annexe XXX B. (non reproduite).

(5) Mémoire britannique, Appendice n° 14 (non reproduite).

(6) Voir Annexe XXXI (non reproduite).

(7) Voir Annexe XXXII, et Mémoire britannique, Appendice n° 29, Annexe (non reproduite).

1899, notamment, le Major Fagan, Consul britannique à Mascate, a cru pouvoir attacher créance aux assertions d'un nègre, nommé Mbarak ben Barout, qui se prétendait esclave échappé d'un boutre francisé. L'enquête effectuée immédiatement par le Consul de France a démontré, qu'en l'occurrence, la bonne foi de l'agent britannique avait été surprise par un mystificateur (1).

Ces exemples montrent avec qu'elle circonspection il convient d'accueillir des dénonciations de faits de traite. Plutôt que de les considérer *a priori* comme justifiées, les agents britanniques auraient avantage à signaler immédiatement ces faits, d'une façon précise, comme a procédé le Major Fagan en 1899, aux autorités consulaires françaises de leur résidence. En se bornant à en informer leurs supérieurs hiérarchiques, par des rapports reproduits ensuite dans des documents parlementaires, quelques-uns d'entre eux risquent de donner à des incidents insignifiants une importance exagérée et de semer des germes de division entre les agents des deux pays, sans profit réel pour la cause de la civilisation que tous ont le même intérêt à servir.

Mesures de surveillance prises par la France dans l'Oman et à Zanzibar pour la répression de la traite. — Le Gouvernement de la République fait exercer une surveillance constante, et partant efficace, sur les boutres francisés de l'océan indien.

Dès la création d'un Consulat de France à Mascate, des dispositions ont été prises pour qu'un contrôle pût être exercé sur les boutres battant pavillon français et fréquentant les ports de Sour et de Mascate. Une grande embarcation a été mise à la disposition du Consul pour assurer le voyage qu'il lui a été prescrit d'effectuer, au printemps de chaque année, à Sour, afin d'assister à l'arrivée des boutres qu'amène la mousson du Sud-Ouest. Depuis 1896, M. Ottavi et, depuis 1902, M. Laronce, n'ont jamais cherché à se soustraire à cette partie pénible de leur tâche. Leurs rapports, adressés au Ministère des Affaires étrangères, permettent de constater la conscience de leurs investigations et l'efficacité de leur surveillance (2).

A différentes reprises également la Marine française a détaché des bâtiments à Sour. Au cours de leurs croisières dans les parages de l'Oman, les Commandants du *Troude*, de la *Drôme*, du *Catinat* et de l'*Infernet* (3) n'ont fait aucune découverte suspecte.

A Zanzibar, d'autre part, une surveillance aussi complète a toujours eu lieu, lors du départ des boutres, et les mesures les plus propres à empêcher la traite sont prises par les autorités consulaires françaises. De même qu'à Mascate, une attention particulière est apportée à l'embarquement de passagers noirs sur des boutres, francisés, et pendant quelques années même, on a expérimenté un système de contrôle en attachant au poignet de chacun de ces passagers un bracelet en toile, scellé à la cire avec le sceau du Consulat.

L'ensemble de ces dispositions dont le Gouvernement de S. M. Bri-

(1) Voir Annexe XXXIII (non reproduite).

(2) Voir Annexe XXXIV (non reproduite).

(3) Voir Annexe XXXIV et Annexe VIII (non reproduite).

tannique n'a pas manqué d'être informé (1), et les instructions réitérées adressées aux autorités coloniales et consulaires françaises ont eu le plus heureux effet (2).

Sans doute, en matière de traite, on ne saurait affirmer que la cupidité des Arabes, leurs ruses ne déjouent jamais les précautions les plus minutieuses. Le Gouvernement de la République reconnaît lui-même, comme il l'a déjà reconnu dans son mémoire (3), qu'à *diverses reprises* il a dû sévir contre quelques-uns de ses boutriers. Il a appliqué aux coupables le juste châtiment qu'ils avaient mérité, et la sévérité dont il fait preuve en pareilles circonstances est loin d'être, pour les boutriers suspects, un encouragement à arborer le pavillon français. Les condamnations prononcées contre la *Félicité* en 1887, le *Selama* et le *Saad* en 1897 (4), les poursuites engagées dans des cas moins flagrants, constituent des preuves évidentes de la bonne foi des autorités françaises.

Les efforts persistants, le concours loyal et l'activité des agents consulaires de la République ont en outre été, à diverses reprises, appréciés par les représentants de la Grande-Bretagne.

Ainsi, en 1890 (5), Sir Charles Euan-Smith, Agent et Consul général d'Angleterre à Zanzibar, a rendu hommage à « la loyauté ferme et à la bonne foi certaine avec lesquelles les autorités consulaires de France se sont toujours efforcées d'appuyer la politique traditionnelle du Gouvernement de S. M. pour la suppression de la traite ». Dans le Mémoire britannique, plutôt sévère pour la France, on trouve un autre témoignage public plus récent, rendu à la correction d'attitude de l'agent français à Zanzibar (6).

Le Tribunal appréciera ce qu'il convient de retenir d'un des principaux arguments fournis à l'appui de la thèse britannique.

VI. — ATTITUDE DU SULTAN DE MASCATE ET DE LA GRANDE-BRETAGNE

La nécessité de réprimer la traite semble avoir été la cause initiale avouée de la pression exercée par la Grande-Bretagne sur le Sultan de Mascate à propos des boutres francisés.

« En ce qui touche les navires de Sour portant des esclaves dans le golfe sous pavillon français, écrivait, le 1^{er} novembre 1890, au Colonel Ross, le Médecin-major Jayakar, agent britannique à Mascate, on a notoirement su, pendant les trois ou quatre dernières années, qu'ils se livraient en grand à cette pratique, mais le Sultan, *sur mes représentations*, a promis maintenant de saisir une prochaine occasion de solli-

(1) Voir Annexe XXXV, A (non reproduite).

(2) Voir Annexe XXXV, B (non reproduite).

(3) Mémoire français, chap. III.

(4) Voir Annexe XXXVI, A, B, C, D, E (non reproduites).

(5) Voir Annexe XXXVII (non reproduite).

(6) Mémoire britannique, Appendice n° 5, *in fine* (non reproduit).

citer une explication des Cheikhs de Sour; au sujet des circonstances dans lesquelles ces navires ont changé leurs couleurs nationales ».

Ce premier aveu de l'intervention britannique qui vient corroborer les indications détaillées fournies, à cet égard, par le Mémoire français (1) est confirmé peu après. Le 6 avril 1891 (2), le Major Talbot signale et commente, dans un rapport au Gouvernement de l'Inde, « la lenteur » avec laquelle le Sultan se prépare à écrire aux Cheikhs de Sour. Il se plaint de « l'insouciance » de Sa Hautesse pour les obligations qu'elle a contractées, par traité, vis-à-vis de la Grande-Bretagne, en constatant au surplus que, « quant à présent », il ne semble pas y avoir de preuve d'irrégularités suffisantes dans l'octroi du pavillon français aux navires de l'Oman pour justifier une intervention formelle auprès du Gouvernement de la République. Quelques mois plus tard la pression britannique (3) s'accroissant, le Sultan sollicite les conseils du Gouvernement de l'Inde. Elle ne va plus cesser de se manifester, et le Mémoire britannique se charge, à ce point de vue, de combler les lacunes du Mémoire français (4). Il y est fait ainsi mention des « conseils » des agents britanniques.

Enfin une place considérable y est consacrée au récit des événements ayant provoqué, en 1903, l'acceptation de l'arbitrage par la France, ainsi qu'à l'incident survenu à Debaï sur la côte des Pirates, au sujet d'un boutre ayant appartenu à un protégé français décédé (5).

Les affirmations du Gouvernement de la République reçoivent ainsi une confirmation évidente de la part du Gouvernement de Sa Majesté Britannique. Il n'est plus contestable, dans ces conditions, qu'en toutes circonstances, le Sultan de Mascate ait suivi aveuglément les directions que lui donnaient les agents anglo-indiens dans l'obligation où il s'est constamment trouvé de les ménager pour vivre (6).

Cette passivité de sa part est encore confirmée par les conditions mêmes dans lesquelles Sa Hautesse se trouve aujourd'hui *volens nolens* partie au présent arbitrage.

L'immixtion du Major Cox dans l'incident de 1903, l'intervention du médecin du Consulat britannique, chargé de la direction du Service sanitaire de l'Imanat, le recours à une embarcation du navire de S. M. Britannique *Perseus* pour opérer la poursuite des évadés de la quarantaine, la détention des délinquants au Consulat anglais, les interrogatoires de ces indigènes par l'agent anglo-indien, tout démontre la tutelle où est maintenu le souverain indépendant de l'Oman.

Quant à l'affaire de Debaï, elle permet de constater le protectorat réel qu'exerce dans une des parties de l'Imanat le Gouvernement anglo-indien. C'est en effet le Capitaine Grey, Consul britannique à Mascate,

(1) Mémoire français, Chap. II (v. Arch. dipl. 1906, t. 97, p. 413).

(2) Mémoire britannique, Appendice n° 7, Annexe 5.

(3) Mémoire britannique, Appendice n° 11, p. 57, et voir Annexe XXXVIII.

(4) Mémoire britannique, Appendice n° 10, p. 56, Appendice n° 14, Annexe 2 du n° 1, Appendice n° 19.

(5) Mémoire britannique, Appendices n° 31, 32, 33, 34, 35.

(6) Voir Annexes XXXVIII et XXXIX.

qui s'est rendu sur place, d'après des instructions du Cabinet de Londres, pour régler les difficultés provoquées par la perte d'un boutre battant pavillon français.

Le Mémoire britannique reconnaît, d'autre part, la faiblesse de l'autorité de S. H. Seyyid Feysal dans le Sultanat et à Sour en particulier (1). Sur ce point encore les considérations développées dans le Mémoire français gardent toute leur valeur. Tout récemment, l'équipage d'un navire de commerce anglais échoué ayant été massacré à l'île de Masira par des sujets du Sultan, le Gouvernement anglo-indien a jugé nécessaire, pour être certain du châtimement des coupables, de faire accompagner S. H. Seyyid Feysal à Masira par le Consul de S. M. Britannique à Mascate et cet agent, après avoir dirigé l'enquête lui-même, a fait fusiller les Arabes auteurs du crime. Cette intervention de la Grande-Bretagne dans les affaires intérieures de l'Oman ne saurait, d'ailleurs, provoquer les protestations de la France, car elle était indispensable. Mais elle prouve que le Sultan n'est pas en état de faire respecter ses décisions avec ses seules forces.

Reste à savoir s'il est équitable et conforme à l'esprit de la Déclaration du 10 mars 1862 qu'un monopole exclusif du droit de visite et de police dans les eaux territoriales de l'Oman soit reconnu à la Marine britannique.

RÉSUMÉ.

Le Gouvernement de la République se plaît à penser que cet examen approfondi de l'Exposé et de l'Argument du Mémoire britannique et la réfutation qui a été faite de la thèse de la partie adverse détermineront le Tribunal arbitral à écarter purement et simplement les huit Conclusions présentées par le Gouvernement de sa Majesté Britannique.

Il considère comme suffisant, après en avoir discuté les termes d'en signaler aujourd'hui la rigueur injustifiée.

La France se réserve de faire connaître aux arbitres, le moment venu, dans les délais que lui accorde à cet effet le compromis du 13 octobre 1904, ses propres conclusions.

Mais le Tribunal doit déjà en pressentir l'esprit. Il semble démontré que le Gouvernement de la République n'a porté aucune atteinte à la Déclaration franco-anglaise du 10 mars 1862 en accordant des patentes de protection, dans les limites prévues par sa législation intérieure et imposées par l'Acte de Bruxelles, à quelques indigènes originaires de l'Oman ou supposés tels. Il estime n'avoir pas davantage manqué à son engagement précis vis-à-vis de la Grande-Bretagne, en exigeant du Sultan de Mascate le respect du traité du 17 novembre 1844 interprété suivant le régime des capitulations, d'où cet accord découle incontestablement, et en se refusant à tenir compte de protestations imposées, peut-être à l'insu du Cabinet de Londres, par l'ingérence constante et publique du Gouvernement de l'Inde dans les affaires intérieures de l'Oman.

(1) Mémoire britannique, Appendices n^{os} 31, 32 (non reproduits).

Il est fondé à rappeler qu'en matière de protection dans les pays de capitulations des solutions équitables, respectant les droits acquis, ont toujours paru les plus sages et prévalu en toutes circonstances. Il oppose à sa modération conciliante la politique de la Grande-Bretagne dans l'Imanat. Désireux de donner un nouveau témoignage des sentiments qui le guident et de son souci de la vérité, il a fait procéder, tout récemment, à une dernière revision de la liste des propriétaires des boutres mascatais francisés et cette liste définitive ne comprend plus que vingt-six noms (1).

Le Gouvernement de la République a la pleine confiance que le Tribunal arbitral, avec sa haute justice et sa clairvoyance, estimera que, dans les conditions qui viennent d'être exposées, la France n'a porté aucune atteinte à l'indépendance du Sultan de Mascate et à l'équilibre établi par la Déclaration du 10 mars 1862.

Mémoire du Gouvernement Britannique. — The Case on behalf of the government of his britannic majesty and of his highness the Sultan of Muscat.

PREFACE

On the 14th day of October, 1903 (1), a Convention was signed in London by the Representatives of Great Britain and France providing for the settlement by arbitration of certain classes of questions which might arise between the two Governments.

The full text of the Convention is set out in the Appendix to this Case (1).

On the 13th day of October, 1904, a second Agreement was signed in London by the Representatives of Great Britain and France, referring to arbitration, in accordance with Article I of the Convention of the 14th October, 1903, certain difficulties which had arisen as to the scope of a reciprocal Declaration made on the 10th day of March, 1862, by Great Britain and France, whereby the Governments of the said Powers engaged reciprocally to respect the independence of His Highness the Sultan of Muscat. The full text of the said Agreement is as follows:

..... (2)

The accompanying Case, together with the documents, official correspondence, and other evidence on which the Government of Great Britain relies, is delivered pursuant to this Agreement and to the procedure of this Court.

(1) Voir Annexe XI, p. 297, Arch. dipl. 1904, t. 89, p. 276.

(2) Voir Arch. dipl. 1905, t. 94, p. 554.

Introductory statement.

1. His Highness the Sultan of Muscat is an independent Mussulman Sovereign whose dominions comprise that part of the Arabian Peninsula known as Oman.

2. On the 17th November, 1844, a Treaty of Friendship and Commerce was concluded between the Governments of France and Muscat. The ratifications of the Treaty were exchanged on the 6th February, 1846; the Treaty was promulgated by an Ordinance of King Louis Philippe, dated the 22nd July, 1846, and has from that date until the present time remained in full force and effect.

The full text of the Treaty is given in the Appendix to this Case. The following Articles have a special bearing on the questions now in dispute :

ART. 2. — « Les sujets de Son Altesse l'Iman de Mascate pourront, en toute liberté, entrer, résider, commercer et circuler en France, avec leurs marchandises. Les Français jouiront de la même liberté dans les Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate, et les sujets de chacun des deux pays auront réciproquement droit, dans l'autre, à tous les privilèges et avantages qui sont ou pourront être accordés aux sujets des nations les plus favorisées.

ART. 3. — » Les Français auront la faculté d'acheter, de vendre, ou de prendre à bail des terres, maisons, magasins, dans les Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate. Nul ne pourra, sous aucun prétexte, pénétrer dans les maisons, magasins, et autres propriétés, possédés ou occupés par des Français ou par des personnes au service des Français, ni les visiter sans le consentement de l'occupant, à moins que ce ne soit avec l'intervention du Consul de France.

» Les Français ne pourront, sous aucun prétexte, être retenus contre leur volonté dans les Etats du Sultan de Mascate.

ART. 4. — » Les sujets de Son Altesse le Sultan de Mascate qui seront au service des Français jouiront de la même protection que les Français eux-mêmes ; mais, si les sujets de Son Altesse sont convaincus de quelque crime ou infraction punissable par la loi, ils seront congédiés par les Français au service desquels ils se trouveraient, et livrés aux autorités locales.

4. When this Treaty was concluded the dominions of the Sultan of Muscat included the territories of Zanzibar, which became an independent Sultanate in 1856, and in 1890 fell under the Protectorate of Great Britain, in virtue of arrangements made with France and Germany.

5. The Sultan of Muscat has also from time to time concluded Treaties of Friendship and Commerce with Great Britain. The Treaty at present in force was concluded on the 19th August, 1891, and the ratifications were exchanged at Muscat on the 20th February, 1892. The full text of the Treaty is given in the Appendix to this Case. The following Articles appear to be material to the present controversy, as affecting

the application of the most-favoured-nation clause in the French Treaty of 1844 :

ART. 2. — » Subjects of Her Britannic Majesty shall, for the purposes of this Treaty, include subjects of native States in India in alliance with Her Majesty. Such subjects shall enjoy, immediately and unconditionally, throughout the dominions of His Highness the Sultan of Muscat, with respect to commerce, shipping, and the exercise of trade, as in every other respect, all the rights, privileges, immunities, advantages, and protection of whatsoever nature, which are, or hereafter may be, enjoyed by, or accorded to, the subjects or citizens of the most favoured nation.

» They shall, more especially, not be liable to other or more onerous duties, imposts, restrictions, or obligations of whatever description, than those to which subjects or citizens of the most favoured nation now are, or hereafter may be, subjected.

ART. 13. — » Subjects of Her Britannic Majesty shall, as regards their person and property, enjoy within the dominions of His Highness the Sultan of Muscat the rights of extritoriality.

» The authorities of His Highness the Sultan have no right to interfere in disputes with subjects of Her Britannic Majesty amongst themselves or between them and members of other Christian nations; such questions, whether of a civil or criminal nature, shall be decided by the competent Consular authorities. The trial and also the punishment of all offences and crimes of which British subjects may be accused within the dominions of His Highness the Sultan, also the hearing and settlement of all civil questions, claims, or disputes in which they are the defendants, is expressly reserved to the British Consular authorities and Courts, and removed from the jurisdiction of His Highness the Sultan.

» Should disputes arise between subjects of His Highness the Sultan or other non-Christian Power, not represented by Consuls at Muscat, and a subject of Britannic Majesty, in which the British subject is the plaintiff or complainant, the matter shall be brought before and decided by the highest authority of the Sultan, or some person specially delegated by him for this purpose. The proceedings and final decision in such a case shall not, however, be considered legal unless notice has been given and an opportunity afforded for the British Consul or his substitute to attend at the hearing and final decision.

ART. 14. — » Subjects of His Highness the Sultan, or any non-Christian nation, not represented by Consuls at Muscat, who are in the regular service of British subjects within the dominions of His Highness the Sultan of Muscat, shall enjoy the same protection as British subjects themselves.

» Should they be charged with having committed a crime or serious offence punishable by law, they shall, on sufficient evidence being shown to justify further proceedings, be handed over by British employers or by order of the British Consul, to the authorities of His Highness the Sultan for trial and punishment.

ART. 18. — » The houses, dwellings, warehouses, and other premises of British subjects, or of persons actually in their regular service within the dominions of His Highness the Sultan of Muscat, shall not be entered, or searched under any pretext, by the officials of His Highness without the consent of the occupier, unless with the cognizance and assistance of the British Consul or his substitute ».

On the 10th day of March, 1862, the following Declaration was signed in Paris by the Representatives of Great Britain and France : (V. Arch. dipl. 1905, t. 94, p. 557).

Besides the Treaties already mentioned, the Sultan of Muscat has entered into a series of Treaties and Conventions with Great Britain for the purpose of preventing his subjects from engaging in the oversea Slave Trade from Africa, and of preventing the import of African slaves into his dominions either in transit to other parts of the world, or for sale in Oman. By these Treaties the Sultan has entered into definite obligations as to the measures to be undertaken within his territories and territorial waters for the suppressing of such trade.

The European Powers have for many years interested themselves in the suppression of the oversea Slave Trade from Africa to Asia, and that trade has ceased to be carried on by Europeans, and so much of it as still remains is carried on by Asiatics or Africans in native craft.

France has for many years refused to permit the exercise by warships of any other Power of any *droit de visite* on the high seas with regard to ships carrying the French flag. Arabs concerned in the oversea Slave Trade (« traite des noirs ») are fully aware of this policy, and have sought to obtain the benefit of the French flag in two ways : (1) by hoisting it without authority ; (2) by obtaining licence to hoist it from French Consuls in the Eastern seas, or from the authorities in French Colonies or Protectorates.

The existence of this abuse of the French flag by Asiatics has been ascertained by the experience of the naval officers engaged in suppressing the oversea Slave Trade, and the attention of the French Government has been from time to time called to the abuse of the French flag by Arab slave-traders.

In 1890 a Conference of the Powers was held at Brussels for the purpose of concerting measures for the complete suppression of the African Slave Trade, and the Conference resulted in the passing of a General Act on the 2nd July, 1890. A copy of the General Act is annexed to this Case.

The General Act was ratified by France on the 2nd January, 1892, subject to a provisional reservation with a view to a later agreement of Articles 21, 22, 23, and 42 to 61. This partial ratification was coupled with a declaration that Articles 30-41 would be spontaneously applied by the French Government in the territory of Obokh, and, according to necessity, in the Island of Madagascar and the Comoros.

The effect of the partial ratification is to preserve the claim of France to resist any claim to exercise on the high seas the *droit de visite* or to detain vessels under the French flag which are suspected of carrying slaves.

The Sultan of Muscat is not a party to the Brussels Act, but his obligations as to suppression of the Slave Trade are defined by the Treaties already mentioned.

Until the acquisition by France of the Colonies or Protectorates of Obokh, and Tajourah, the Comoros and Madagascar, little opportunity or ground arose for the obtaining of French flags and papers by the owners or skippers of Arab dhows; but when it was found that France had not consented to the provisions of the Brussels Act with reference to the search and detention on the high seas of vessels under her flag which were engaged in the Slave Trade, or guilty of the unauthorized use of a flag, and still maintained her objections to the *visite* of vessels under the French flog, the owners and skippers of native vessels who wished to engage in the Slave Trade, or from any other cause to escape surveillance on the high seas by the war ships of the Signatory Powers, immediately had recourse to French authorities to obtain French flags and papers.

From the conclusion of the Treaty of 1844 until the present time very few French citizens have established themselves in the territories of the Sultan of Muscat, and at the time when the differences to be settled in this arbitration arose there were in Oman very few French citizens outside the Consular establishment, and one citizen of a Christian State not having a Consul at Muscat, who was treated as being under the French Consul, nor were any branches of any French commercial house set up in the Sultan's dominions. Consequently there were very few French citizens to take into their service any subjects of the Sultan.

Notwithstanding the terms of the Treaty of 1844 and the Declaration of 1862, and the provisions of Article 32 of the Brussels Act of 1890, French officials in the Colonies or Protectorates of Obokh, Madagascar, and the Comoros have from time to time granted French ships' papers, and flags to subjects of the Sultan of Muscat, and the same course has been taken by the French Consuls at Aden, Muscat, and Zanzibar. Specimens of the *titres* so granted are included in the Appendix.

The bulk of the Omanis who have thus received French papers belong to the district of Jalani and town of Sur, within the territories and subject to the sovereignty of the Sultan of Muscat. The seafaring men among this population leave Sur with their vessels and voyage to India and Africa, returning at the end of the season and laying no their ships at Sur. Many of the owners of the vessels, having grown old and affluent, are content to send their vessels out under captains, and do not, themselves, leave Sur. Many of these Suris had been, and some still are, engaged in the oversea Slave Trade.

In February 1891 the French Consul at the British port of Aden granted French papers and flags to eight captains or owners who were subjects of the Sultan of Muscat, and resident at Sur. The fact was reported to the British Government, and remonstrances were addressed to the French Government, in reply to which M. Ribot, then French Minister of Foreign Affairs, on the 20th November, 1891, stated that the grant had been made in error, and that he would not fail to take the steps necessary to prevent its recurrence. This statement, made before the qualified and partial ratification by France of the Brussels Act of 1890, was understood by Great Britain to mean that France would no longer grant to Omani Arabs the use of French flags, or *titres de navigation*.

Notwithstanding this statement, the French authorities at Obokh in

1892 granted French papers to dhows whose owners and crews were Suris; and the French Consul at Aden referred to the authorities at Obokh dhow owners who applied to him at Aden for French papers.

The Sultan of Muscat has never admitted that this grant of French flags or papers is warranted by Treaty or usage, nor that the French authorities are entitled to make themselves judges or protectors of any of his subjects who are not actually and *bona fide* in the service of French subjects in his dominions. He expressed his objections so far back as 1891, and in that year Muhammad-bin-Mubarak-bin-Salim, his Wali at Sur, ordered the skippers to cancel their certificates and return them to the French, and this order seems in some cases to have been obeyed.

In March 1891 the Sultan furnished the British Government with a list of thirteen captains of Suri boats carrying French colours.

And the Sultan in that year took counsel with the British Government as to the use of French flags by his subjects, and was advised that the use of the French flag could have no effect as against him, and that he had full authority to punish any of his subjects who might infringe the laws of his country, whatever flag or papers they might have accepted.

In June 1892 the British Government received information that French papers had been granted at Obokh to five large buggalows, all heavily armed and owned and manned by Suris, and on the 14th June made representations to the French Government with respect to these vessels asking for a searching inquiry. This inquiry was made, and in April 1893 M. Develle, then Minister of Foreign Affairs, stated, as the result, that the owners, patrons, or proprietors had declared that they wished to settle in Jibuti, and had obtained concessions of land. The Minister, though expressing himself satisfied with the result of the inquiry, stated that instructions had been given to take the greatest care in verifying the papers of such vessels and in dealing with offences.

It is further to be noted that the Consuls at Muscat and Zanzibar, notwithstanding M. Ribot's admission of error with respect to Aden, have granted French papers in cases where even the formalities required in French Colonies could not be complied with, and it is particularly to be observed that certain of the *titres de navigation* emanating from those places omit any statement of the residence and status of the owner of the vessel, and permit the employment of a foreign crew.

Notwithstanding the objections and representations above stated, from 1892 until the present time, the authorities in the French Colonies and Protectorates of Obokh, Madagascar, and Comoro have made a constant practice of granting French flags and ships' papers to subjects of the Sultan of Muscat, natives of and residing in his dominions, chiefly in Sur. The applicants for the flag and papers are neither of French nationality nor naturalization; they have no authority from their Sultan to change their allegiance, and they have no permanent residence or settlement in French territory, but merely pay fleeting visits thereto for the purpose of renewing their licences.

Some of them have gone through the form of buying houses, or depositing what is considered the value of a house in the Colony or Protectorate. But these transactions are of so doubtful a character that they cannot be held to justify the action of the French colonial authorities in

issuing licences to the Arabs concerned in a manner inconsistent with Articles 30 to 51 of the Brussels Act, and not warranted by the municipal law of France or the Colonies as to the issue of ship's papers or the grant to ships of the French flag ; it might also be fairly argued that the grant of such licences was hardly consistent with international law and comity.

Subjects of the Sultan resident in his dominions who have obtained French flags and papers in the manner above described have used the flag and papers for the purpose of the Slave Trade.

Many reports have been received from British naval officers in the Indian Seas and from the British residents in Oman and on the Persian Gulf which establish this fact. Moreover, on returning to the waters and territory of Muscat these men have claimed.

(1) That the Sultan is not entitled to board or search their vessels, or to exercise any jurisdiction over them ;

(2) That they are not subject to the Sultan's authority while in his territory, but are entitled to be treated as *protégés* of France and to be exempt from his laws as to customs, quarantine, and other matters.

In these contentions they have been on several occasions supported by the French Consul in Muscat and by the French Government.

In 1894 as many as twenty-three dhows, hailing from Sur, and owned and manney by Suris, appear, to have possessed French papers. A list of these vessels, given in the Appendix, was communicated to the French Government on the 9th February, 1895, with a request for an investigation with a view to ascertaining whether the vessels were really registered.

In consequence of this despatch, a French warship, the « Troude », went to Sur to verify the papers of any dhow flying the French flag. The results of this inquiry were not communicated to the Sultan of Muscat or the British Government, but the Commander of the vessel was understood by the British Consul at Muscat to state that the practice of granting to Suri dhows the French flag and papers at Obokh had been stopped.

On the 28th June, 1895. this statement was brought to the attention of the French Government. The French Ambassador in London eventually informed Lord Salisbury on the 16th March, 1897, that there had been a misapprehension, and that there was no intention of discontinuing the practice. In May 1897 the British Government received a Report from the Sultan of Muscat, through the British Consul there, that French papers were being obtained by Suri dhows at the French Consulate in Zanzibar, then a British Protectorate, and on the 4th May, 1897, Commander Hoskyns, of His Majesty's ship « Blonde », which was cruising on the Zanzibar coast for the repression of the Slave Trade, reported that thirty-eight dhows had changed from Muscat to French nationality at the French Consulate at Zanzibar, and had obtained permission to carry passengers.

In May of that year the Sultan of Muscat had addressed to M. Ottavi, the French Consul in Muscat, a protest against the grant by the French authorities in Aden and Africa of French flags to Omanis. To this protest the Consul replied by a statement, the accuracy of which is certainly open to question, that the practice had existed for forty years, and had

been accepted by the Sultan. Further correspondence ensued, the Sultan pressing his protest and the French Consul maintaining his contention that only French officers could interfere with dhows carrying French flags.

In 1899 the Sultan wrote to the then French Consul at Muscat informing him that he did not recognize the right of France to exercise jurisdiction over his subjects residing in or visiting his dominions, whether they were in possession of French papers or not, and that the practice of granting French protection to his subjects at Sur was contrary to the Declaration of 1862 (*ante*, p. 8), and at the same time he also wrote to the head of the Jennebeh tribe at Sur recommending them to return their French flags, and adopt the original red Arab flag.

Following up the policy indicated in His Highness's communication to the French Consul in 1899, the Sultan, in June 1900, paid a visit to Sur, and there conferred with the chief men of Sur and those of his subjects there who held French flags and papers. The result of the Conference was a written undertaking signed by these persons to return any French flags held by them at the beginning of the coming year. This undertaking was formally accepted by the Sultan, who, on the 15th June, 1900, issued a notification warning his subjects against taking flags and papers from foreign Governments whereunder they claimed so-called protection. Four sets of French papers were at once surrendered; copies of these ships' papers surrendered on this occasion are given in the Appendix. Their examination discloses the following facts.

No. A is called a *renouvellement*, which indicates that the applicant, Rashid-bin-Khamis, must have had papers before and let them lapse; otherwise the Consul would have endorsed the papers « *prolongation* » as appears to have been done two years later at Zanzibar.

Moreover, the place of residence is omitted, though its insertion is clearly required by Articles 32 and 34 of the Brussels Act.

No. B contains no proper description of the vessel to distinguish it from the numerous Arab dhows bearing the same common name and of the same tonnage. In this *titre* also the *protégés*' residence is omitted. The proprietor is stated to be also proprietor of the « Saad-el-Kerim », which may refer to another vessel with French papers, but affords no sufficient indication of qualification to hold French papers.

No. C, like No. B, contains no indication of the residence of the ship-owner, and merely states that he is owner of another vessel — the « Saad-al-Kerim ».

No. D describes the owner as resident in a place somewhat illegibly written, but appearing to be Mitsa Mixxote, declared by the owner to be the name of one of the Comoro Islands. His actual residence was at Suweik, a small port on the Batineh coast of Oman.

It is further to be observed that these *titres* were all granted or renewed by French Consuls at Muscat or Zanzibar, and not by the officers of French Colonies or Protectorates; and it is also to be noted that the *titre* permits the employment of a foreign crew, which militates against any contention that the crew can be considered as French *protégés*.

At the time of the Sultan's visit to Sur all the Sûri vessels except one were laid up in harbour for the monsoon season, and though at least

those owned by the persons in the list given in the Appendix No. 14 claimed to sail under the French flag, only fifteen or sixteen had on them any names or numbers as required by Article 34 of the Brussels Act, and on even these vessels the names were not inlaid as required, but so disposed on the quarter that they could be easily removed or erased.

The French *titres* above referred to were sent by the Sultan to M. Ottavi, who declined to receive them, and visited Sur to inquire into the circumstances attending their surrender.

On the 26th June, 1900, M. Cambon, the French Ambassador in London, gave to the British Minister of Foreign Affairs an assurance that no certificates would be recognized which had been granted for the first time to subjects of the Sultan after that date, and that the existing papers would be carefully examined.

On the 11th February, 1902, by the direction of the British Government, the British Consul at Muscat addressed to M. Laronce, then French Consul there, a protest against the assertion of any claim by France « to exercise jurisdiction in Muscat territory and territorial waters over certain born and domiciled Omani subjects of His Highness, to whom French flags and *titres de navigation* had been issued » by officials of the French Government.

This protest was evoked by official communications made by the French Consul on the 14th and 23rd January, 1902, in which he claimed to exercise jurisdiction over certain Omanis on the strength of their possessing French flags and papers.

The text of the correspondence is given in the Appendix.

In the final letter the French Consul wrote.

« Ni moi ni le Commandant Kiesel n'avons l'intention de soumettre des sujets de l'Oman à la juridiction Française: nous revendiquons seulement le droit que nous confère l'Acte de Bruxelles, c'est-à-dire un droit de surveillance et de police sur les boutriers qui portent notre pavillon ».

Upon this statement it is necessary to observe that the Consul places reliance, not upon the Treaty of 1844, upon which his jurisdiction over Omani subjects, so far as it exists, depends, but upon the Act of Brussels, as conferring a right of surveillance and police in the waters and territories of another Powers which is not a party to that Act. And it will be seen on reference to the Brussels Act that Article 42 especially reserves the national jurisdiction in the territorial waters of every State.

As the result of the inquiries and investigations made by the Agents of the French Government, M. Cambon, the French Ambassador in London, made, on the 14th August, 1901, a statement expressing the views of the French Government on the question. This statement was referred to the British Consul at Muscat for report, and the substance of his Report was embodied in a statement made by Lord Lansdowne to M. Cambon on the 16th April, 1902. The exchanges of view which then took place were of an unofficial nature, but it was understood that there was no desire on the part of the French Government to interfere in any way with the Sultan of Muscat.

From that date for a time the controversy rested.

But in the year 1903 two events happened which ultimately revived the controversy and conduced to the present arbitration.

Abdulla-bin-Salem, Chief of the Gafiri Arabs, resident at Sur, was engaged in a tribal war with a section of another Arab tribe. Finding that his opponents were receiving supplies through Sur, the Chief levied a fine on the town, and forbade native vessels to leave until the Headmen had paid the fine.

Mubarak-bin-Hamed Razaiki owned a dhow, for which he had taken out papers in the name of his son, Khamis-bin-Mubarak, and flew the French flag. Both he and his son were residents in Sur, and subjects of the Sultan. To avoid his tribal liability, Mubarak expressed his intention of taking his ship out, and on his persisting some of Abdulla-bin-Salem's men fired on the vessel, and a shot went through the flag.

This incident was made the ground of a claim by the French Consul on the Sultan for an indemnity of 1.500 dols. The claim was challenged by the British Consul, and was withdrawn or postponed.

On the 8th April, 1903, the British mail steamer « Chindwara », from Bombay, arrived off Muscat, having on board, among other passengers, five Arabs, all natives of and residents at Sur. Their names were :

1. *Saeed-bin-Mubarak-bin-Rashid*, of the Faris section of the Jennebeh tribe.

2. *Mosallim-bin-Sultan*, of the Mukanna section of the same tribe,

3. *Abdulla-bin-Khamis-bin-Ali*, of the same section of the same tribe.

4. *Salem-bin-Abdulla-bin-Khamis*, son of No. 3.

5. *Khalfan-bin-Hamed-bin-Muhammed Wad Belan*, of the same section of the same tribe as No. 3.

Bombay being an infected port, the ship was subjected to the quarantine laws of the Sultan of Muscat.

Nos. 1 and 2, who were deck passengers, on landing were sent to Haramal, the Sultan's quarantine station, about 3 miles from Muscat.

Nos. 3, 4, and 5, who were second-class passengers, were not sent to the quarantine station, but were allowed by the Sultan's Health Officer to go on shore, under orders to report daily at the hospital for one week for medical inspection.

No. 4 offered money to Ali Salman, the Sultan's Quarantine Superintendent, not to send Nos. 1 and 2 to the quarantine station.

On the 9th April, Nos. 3, 4, and 5 came to the hospital, and, after, medical inspection, said : « We want to go away to-day », but Ali Salman said to them : « It is impossible ; wait and see if the doctor will let you go a day or two before the time ». On the same evening these three men hired a badan, and sailed away in it without leave at dusk in compaigny with Khamis-bin-Mubarak Razeiki and two askaris, besides the master and crew. The vessel did not fly the French flag, and belonged to Taiwi, a port in Oman, between Muscat and Sur. About 8 p. m, Nos. 1 and 2 escaped from the quarantine station, and joined the badan at Bunder Jisseh, seven miles from Muscat, on the morning of the 10th April. Their escape was reported by the Superintendent of the quarantine station, and led to the discovery that Nos. 3, 4, and 5 had also escaped.

The Sultan, on learning of the breach of quarantine, communicated with his Health Officer and with Major Cox, the British Consul, and the latter, on the joint request of the Sultan and his Health Officer (the Sultan at that date not having any steam-vessel of his own), applied to the captain of His Majesty's ship « Perseus » for the use of a steam-launch to pursue the badan. The launch travelled down the coast with the Superintendent of the quarantine station on board, and ultimately sighted the badan near Ras Abu Daud. The vessel ran ashore, and the five Arabs were arrested on the shore and taken back to Muscat. The crew and the other passengers on the badan were not interfered with.

On the arrival of the five Arabs at Muscat, they were taken before the Health Officer, who resides at the British Consulate, and at the request of the Sultan were detained in the guardroom of the Consulate during the night of the 10th April, and on the 11th April the Sultan wrote to Major Cox thanking him for the capture of the Arabs, and asking for their further detention at the Consulate. On the same day they were handed over to officers of the Sultan and taken back to the quarantine station to complete their term of detention. Before their departure, Major Cox, at the written request of the Sultan, had taken the statements of all five Arabs and of the Sultan's Quarantine Superintendent, which are printed in the Appendix.

On the same day the French Consul, M. Dorville, wrote to Major Cox complaining of the imprisonment by him of three French *protégés* who had contravened the Quarantine Regulations. Major Cox replied that five Suri subjects of the Sultan had broken quarantine, and that M. Dorville should address himself to their Sovereign. M. Dorville, on the same day, claimed from the Sultan release of three of these Arabs (Nos. 3, 4, and 5) as being Suris under French protection. The Sultan replied on the 12th April, stating his intention to punish the five Arabs for breaking quarantine, and repeating his protest against the contention that the French flag covered any of his subjects while on his territory or territorial waters, and saying that he would be content to have the question settled by discussion and decision of Great Britain and France.

On the 15th April the Sultan tried the five Arabs for breaking quarantine and sentenced them to three months' imprisonment.

The Sultan's action was challenged by the French Consul and the Commander of the French war-ship « Infernet », and was supported by the British Government; and after discussion between the British and the French Governments, the questions raised by the incident were ultimately referred to the arbitrament of the Tribunal by the Compromis printed at p. 1 of this Case.

Another matter later in date than the affair of the quarantine-breakers also raises questions which call for the decision of the Tribunal.

Salim-bin-Mahomed, the owner of the dhow referred to in the *titre* referred to as D. on p. 16 of this Case, was, as there stated, résident at Suweik, and was the only holder of a French flag at that place. He died about the year 1902. On being informed of his death, M. Laronce, the French Consul at Muscat, asked the Sultan of Muscat to instruct his Vali at Suweik to see that the effects of the deceased should not be made away with, and thereby afforded ground for inferring that the French

Consular authorities claimed to control or supervise the administration of the estate of the deceased. In 1904 a collision between two dhows occurred in the harbour of Debai, in the territories of the trucial Chief Sheikh Maktoon. The result of the collision was the destruction of a dhow, the « Fath-ul-Khair », bearing the same name as the vessel referred to in the *titre* D. already mentioned. The destroyed vessel bore the French flag, and was owned by Ali-bin-Salim, of Suweik, son of the deceased Salim-bin-Mahomed. Certain questions arose as to the responsibility for the destruction of the vessel, which were settled by an Award of the religious Court of Sultan Maktoon. But the French Consul made representations to the Sultan of Muscat, apparently on the assumption that Ali-bin-Salim was a French *protégé*, and on inquiry it was ascertained that, on the death of his father, Ali-bin-Salim, had succeeded to his father's vessel, and had used the French flag thereon, and that on the destruction of the vessel he had hoisted the French flag on another vessel acquired as a substitute.

On the 11th April, 1903, the Sultan of Muscat requested M. Dorville, then French Consul at Muscat, to furnish him with a list of the names of those persons whom the French Government claimed to protect in the Sultan's territories, explaining in each case upon what the right of the individuals to be considered under French protection was based. This request was refused, but on the 13th May, 1903, at an interview with Lord Lansdowne, M. Cambon, the French Ambassador in London, said that the French Government had been quite ready to fall in with the British suggestion to the effect that a list of persons possessing French flags should be prepared, and that such a list had, in fact, been made out and would have been delivered to the Sultan when the quarantine incident arose.

Up to the date of the filing of this Case such lists have not been delivered, but the French Government have undertaken to include such lists in the Case to be submitted on the part of France, and the British Government reserve their rights as to examining and verifying them. The delivery of such lists would enable His Highness the Sultan to obtain an examination and written explanation of the grounds on which each *titre de navigation* or flag was given, and to indicate to the French Government the cases in which its officers had been induced, by misstatements as to the nationality and real domicile of the flagholder, to grant such *titres* and flags to subjects of the Sultan who had no title to become French *protégés*.

Argument.

The facts above stated indicate the acts by French officials which form the ground of complaint by the Sultan and the British Government. It remains to consider their juridical quality.

The Sultan of Muscat, like every other independent Sovereign, is entitled to police his own territorial waters for the enforcement of his own laws and to secure compliance with his Treaties with foreign

Powers, and this sovereign right includes that of enforcing Quarantine Regulations and suppressing the Slave Trade. In the absence of special Conventions, no foreign Power is entitled to exercise any police powers at all in the Sultan's waters; and the Sultan is further, as an independent Sovereign, entitled to exercise full jurisdiction over all persons within his territory, except so far as by Treaty, usage, or sufferance he has conceded to a foreign State the privilege of extritoriality for its subjects or for persons whom he recognizes as *protégés* of such foreign Power.

Among Christian Powers the privilege of extritoriality is conceded only in favour of the Heads of foreign States, their Diplomatic Representatives, and foreign public vessels.

In the case of Oriental Powers in Asia and Africa, Capitulations and Treaties have been made with Christian Powers, admitting within the territories of such Oriental Powers a special Consular jurisdiction over subjects of the Christian Power there resident, and, *de titre gracieux*, over subjects of other Christian Powers which have no Consuls in the Oriental State, and also to a qualified and varying extent over the subjects of the Oriental Power in the service of subjects of such Christian Power.

The history of the privileges of the latter class has to a very great extent been a history of their abuse, and in the Ottoman Empire—the most considerable of the Mussulmann States—the rights of a Christian Power to take Ottoman subjects under its protection were restricted by Regulations of 1863 and 1865, fully accepted by Christian Powers as constituting the reasonable limits for such protection; and the concurrence of the chief Powers of Europe in this view is fully expressed in Article neuf of the Treaty of Peace between Turkey and Greece of the 22nd November (4th December), 1897, and in the Award made on the 21st March, 1901, with respect to the subject of protection by Greece in the Ottoman Empire.

The rights of France in Muscat, as defined by the Treaty of 1844, are limited to the protection of French citizens there, and of Omani subjects, who are actually in the service of such French citizens, and do not confer on the Consul of France any jurisdiction over any subject of the Sultan who is not actually and *bonâ fide* in French service in Muscat.

By reading the most-favoured-nation clause of the Treaty of 1844 with the terms of the British Treaty of 1891, France may be considered as entitled to include among her *protégés* in Muscat—

1. Inhabitants of territories in Africa or the Indian Seas which are French Protectorates, *bonâ fide* domiciled and subject there and to the extent specified in the Treaties, *bonâ fide* servants of French subjects, provided that such natives were subjects of the protected States at the time when the Protectorate was established, and were domiciled in these States.

2. Subjects of non-Christian Powers, not having, a Consulate in Muscat, who are actually in the service of French citizens in Muscat.

To the extent above stated, and no further, do the Treaties derogate from the recognized rule of international law that one State is not entitled to extend its protection over the subjects of another, except—

1. In its own territories and territorial waters.

2. Elsewhere, with the assent of the Sovereign of the protected person.

The Muscat Treaty of 1844 contains no surrender of the Sultan's right of police over his waters, and grants no right to France to exercise that police. The only privilege with respect to French vessels is that contained in Article dix of the Treaty, which accords them the treatment of the most favoured nation in the ports of Muscat, and the terms of this concession do not involve the right to break the Sultan's Quarantine Regulations or to carry on the Slave Trade in the Sultan's territory or territorial waters.

The qualified grant of extra-territorial rights which is conceded by the Treaty is a concession to the difference between Western and Eastern conceptions of law and justice, and is not in any way intended to enable France to interfere between the Sultan and his own subjects in any case not specifically provided for in the Treaty.

And the text of the Treaty has not been supplemented, varied, or enlarged in this respect by any recognized or established usage, permitting France to exercise either concurrent or exclusive jurisdiction over the Sultan's subjects in his territories or in his territorial waters.

On the 19th May, 1903, the French Ambassador in London stated to Lord Lansdowne « that the Treaty of 1844 was not designed to meet the case of those owners of dhows whose rights, he said, were in many cases anterior to the date of the Treaty; that the French flagholders were altogether outside the Treaty, and that protection was claimed for them not under the Treaty, but because they had been given French papers and were entitled to fly the French flag. ».

It is difficult to comprehend the principle upon which such a claim could be based. It involves an assertion of the right of France spontaneously to create as many *protégés* as it chooses in Muscat by grant of French papers and flags to any foreigner who applies for them, and as it admittedly does not rest on any specific Treaty with Muscat, the claim is equally applicable to the subjects of any European Power in the territories of their natural Sovereign—a contention which no civilised State would for a single moment admit.

In truth the contention seems to be based on a confusion of ideas and a mistaken notion that Christian Powers are entitled in Oriental States to create classes of protected Orientals without reference to any Treaty or Capitulation, and to force on the Rulers of those States, with respect to their own subjects, the municipal laws of France.

It is not admissible in the case of Muscat to base any claim to French protection on the fact that the *protégé* has acquired a domicile on French territory, which is not the equivalent of nationality, or that he has acquired *immeubles* in a French Colony or Protectorate.

The maritime laws of France appear not to contemplate the grant of French papers to vessels unless at least half the vessel is owned by French citizens. And Article XXXII of the Brussels Act cannot be interpreted as extending or giving any wider scope to these laws. That Article recognizes the principle that it would be an abuse to grant the national flag indiscriminately to native vessels, and operates to restrict internationally the right of Powers which have accepted it to

cover by their flag native craft in the Indian Seas, and is obviously aimed at preventing the very mischief created by the practices detailed on pp. 10-14 of this Case. In other words, the aim of the Article was to insure that no native vessel should fly the flag of a Signatory Power unless it satisfied the conditions laid down in the Article, and that native vessels which were not qualified for registration, by reason of the status of their owners as actual subjects or *bonâ fide* « *protégés* » of a Signatory Power, should have to resort to the flag of any of the native States to which their owners belonged. The effect of the action of French officials has been to enable Arabs of independent States or tribes not belonging to any French Colony or Protectorate under cover of the French flag to claim the right to escape on the high seas from search under Article XLII of the Brussels Act, and in the waters, or in the territory, of the State to which they belonged, notwithstanding the saving clause in that Article, to claim extra-territoriality and independence of their own lawful Sovereign, and to defeat his efforts to enforce his own laws and Treaty obligations to suppress their nefarious occupation.

The saving clause in Article XLII of the Brussels Act expresses the universally established rule of international law as to the jurisdiction of a State within its own territorial waters.

It cannot be contended that France, by reserving her assent to the Article, has given herself larger powers of police and surveillance in the waters of other States than would be acquired by those Powers which have accepted Article XLII, and it is to be further noted that Muscat not being a party to the Brussels Act, France cannot, by virtue of the Articles of the Act, which she has accepted, claim the exercise of any rights in the dominions or territorial waters of the Sultan, whose obligations, always fully recognized to suppress the Slave Trade, are defined by the Treaties with Great Britain already referred to, and not by the Brussels Act.

The terms of the second paragraph of Article XXXII of the Act are inconsistent with the practice of granting permits at French Consulates in foreign States because the proof of possession of *immeubles* there referred to clearly relates to *immeubles* within the territory and jurisdiction of the French authority granting the permits which cannot exist in foreign States in which the French only have Consulates.

Assuming, for the purposes of the present Case, that by the grant of French papers to the Omani owner of an Arab dhow the vessel and the recipient of the papers acquire privileges and incur obligations within French waters, and those rights depend solely on French municipal law. No such rights can be recognized in the high seas as *a fortiori* so soon as the vessel and its owner and crew return within the territorial waters of Muscat there is nothing in the recognized rules of international law or in the Treaties which renders the vessel, entitled to privileges as a French vessel, or its owner, captain, and crew entitled to be treated as French *protégés*. Where the title of the Omani owner to fly the French flag is questioned by his Sultan, it is not enough for a French official to assert that the man is a *protégé*, or to show that he or his ship is registered at the Consulate or has French papers. The claim to privilege must be warranted by the facts and brought within the relevant Treaty.

The papers of many of these vessels contain a clause permitting the vessel to be manned by foreigners, which has the effect of displacing any presumption which might otherwise have arisen that the crew of such a vessel under the French flag were Frenchmen, and makes it necessary in each case to show that members of the crew were, independently of the *titre*, either Frenchmen or natives of French Colonies or Protectorates, or in the service of Frenchmen.

Great respect is, of course, due to the declaration of a responsible officer of France with respect to persons claimed as French *protégés*.

But subjects of Oman who claim such a privilege or exemption must prove that they are entitled to it under some Treaty, and when the facts of their birth, nationality, residence, and occupation are perfectly well established, it is impossible that such facts can be countervailed by a declaration that they are registered in the French Consulate or have obtained French papers while outside Oman.

The only result of such a déclaration is to entitle the Sultan to invite France immediately to investigate the circumstances under which her officials have permitted unqualified persons to obtain the semblance of being French citizens or *protégés*, and to have the claimants at once struck off any Consular register on which they appear, and deprived of any French flags or papers which they have wrongfully obtained.

In the case of a claim by a native of a country to be a *protégé* of a foreign Power, the presumption is against such privilege, and the officers of the protecting State, while they may be able to say that they have registered the claimant or done acts purporting to give him protection, must go further, and show in what quality and under what Treaty or principle of international law the claim can be justified. To admit the absolute right of a foreign State to conclude by its declaration the question whether any person was, or was not, its *protégé*, would enable it to transfer to its protection masses of a foreign population residing in their own country, and to create semi-independent communities within the borders of a friendly State. Indeed, this is precisely what has resulted at Sur from the action of French officials in Muscat, and constitutes a grave attack upon the independence of the Sultan of Muscat.

The claim advanced on behalf of the quarantine-breakers — which has directly led to this arbitration is even less justifiable. The men did not arrive at Muscat under the French flag, and did not run away from their quarantine in a vessel flying the French flag. The sole ground of the privilege claimed was that they had at some time sailed in such a vessel or obtained French papers in connection with such a vessel. They were confessedly Suri subjects of the Sultan resident in his dominions. A claim by the subject of a European Power to defy the Quarantine Regulations of his own State on the ground that he owned, or had sailed in, a ship registered in France would at once be scouted as inconsistent with every principle alike of municipal and international law, and in the absence of a Treaty with Muscat specifically varying the ordinary rules of jurisdiction, the claim has no juridical foundation.

Upon the facts and arguments hereinbefore stated, it is submitted on behalf of Great Britain and the Sultan of Muscat that the Tribunal should come to the following.

CONCLUSIONS.

1. No subject of the Sultan of Muscat acquires any right to the status of a French *protégé* under the Treaty of 1844 by the fact that he is the owner, captain, or a member of the crew of a native vessel which has, by whatever means, obtained French papers or flag.

2. By her adhesion to the 32nd Article of the Brussels Act of 1890, France is under an international obligation not to grant French flags or papers to any native vessel unless its owner, at the time of grant, is (a) a French citizen, or is (b) a French *protégé* by reason of his being a subject of a State under French protection.

3. France is equally debarred by the Declaration of 1862 from withdrawing any subject of the Sultan of Muscat from the jurisdiction of the Sultan by the grant of French flags or papers, and the practice which prevailed up to June 1900 of making such grants trenches on the independence of the Sultan.

4. No subject of the Sultan, by accepting French papers or flags, acquires any immunity from the Sultan's jurisdiction in the territories or territorial waters of Oman either for himself or for the crew of any ship commanded or owned by him or for any member of his family or for any of his « employés ».

5. On the death of the owner of a vessel in respect of which a French *titre de navigation* has been granted, no right accrues to his heirs, as such, to treat the vessel as qualified to fly the French flag. The question in each case is one of personal status.

6. A *titre* empowering the flying of the French flag must be granted in respect of a particular vessel, and cannot be used by the holder in respect of any other.

7. France should, with all reasonable dispatch, erase from her marine registers all native vessels owned by subjects of the Sultan of Muscat, and, in co-operation with the Sultan, should take steps to obtain the surrender of all French flags and papers now held by any such subjects.

8. In all cases in which France still claims as subject or *protégé* any owner or captain or sailor of an Omani native vessel, she should, with all reasonable dispatch, furnish to the sultan any proofs on which she claims that such owner or captain or sailor is not a subject of the Sultan, but is a subject or *protégé* of France.

Contre-Mémoire du Gouvernement Britannique. — The Counter-Case on Behalf of the Government of his Britannic Majesty.

I. — PRELIMINARY OBSERVATIONS.

The French Government has taken exception to the appearance of the name of His Highness the Sultan of Muscat on the title page of the British Case as a party to the present arbitration, and to the insertion of the statement at the end of p. 4 of the British Case—that His Majesty's Government were acting at the request of His Highness.

Although they regard this protest as of a purely technical character, His Majesty's Government, in deference to the desire of the French Government, have agreed to treat as deleted the words objected to. But in making this concession His Majesty's Government reserve all their rights under the Anglo French Declaration of 1862, and the Compromis of the 13th October, 1904, to assert in the fullest sense the independence and sovereignty of His Highness the Sultan of Muscat, and to submit evidence and arguments in proof of the allegation that that independence is menaced by the claim of France to take subjects of Muscat under her protection. And it must also be distinctly stated that the arguments in the British Case are presented on behalf of His Highness the Sultan, who has spontaneously expressed his wish to have his case presented by His Majesty's Government.

Finally, His Majesty's Government submit that the whole of their policy has been directed to strengthening and consolidating the position of the Sultan of Muscat as an independent Sovereign; that they have not sought to obtain from him a lease of territory; that they have not attempted in any way to exercise any jurisdiction over his subjects ashore or in the territorial waters of Muscat; and that, in fact, all their dealings with His Highness have been upon the basis of his independence.

II. — GENERAL EXAMINATION OF THE FRENCH CASE.

In dealing with the Case presented to the Tribunal by the French Government, it is some-what difficult to disentangle the relevant from the irrelevant portions of that Case. At the outset it is well to premise that (as stated in the second recital of the Compromis) the assistance of the Tribunal is asked to settle difficulties which have arisen as to the scope of the Declaration of 1862 « in relation to the issue by the French Republic to certain subjects of His Highness the Sultan of Muscat of papers authorizing them to fly the French flag, and also as to the nature of the privileges and immunities claimed by subjects of His Highness, who are owners or masters of dhows and in possession of such papers,

or are members of the crew of such dhows and their families, and especially as to the manner in which such immunities and privileges affect the jurisdiction of His Highness the Sultan over his subjects ».

A very considerable portion of the French Case is taken up with an attack on the supposed policy of Great Britain in the Indian Ocean, and in the Gulf of Oman and the Persian Gulf, and with suggestions that Great Britain has in various ways violated the Declaration of 1862 and the independence of Oman.

His Majesty's Government must protest against the introduction of these accusations into the French Case. They relate entirely to matters of a political rather than of a juridical nature, which are not included in the terms of the Compromis, and it cannot be maintained that they in any degree affect the real issues upon which the decision of the Tribunal is sought. His Majesty's Government are, however, prepared to answer these accusations *seriatim*, notwithstanding their irrelevance, after dealing with those portions of the French Case which are relevant and material.

The Government of His Majesty would also observe that the Declaration of 1862, while it imposes on the High Contracting Parties reciprocal obligations to respect the independence of His Highness the Sultan of Muscat, in no way debars either Party from pursuing its own advantages and furthering the interest of its own subjects trading in the Sultan's dominions, providing that it does not in the pursuance of these objects impair the independence of His Highness; and that so far as *bona fide* trade and commerce is concerned, the interests of both Great Britain and France are safeguarded by the most-favoured-nation clauses in the Treaties of 1844 and 1891 (which are quoted in the British Case, pp. 6-9). The difference in the position of the two countries in Muscat lies mainly in the fact that Great Britain has large trade interests in Oman, and that many traders from India and other parts of the British Empire are settled there. On the other hand, the trade and trade interests of France are small, her subjects there settled are few, and the functions of her Consular Agent appear to be political rather than commercial, not excepting his action with respect to the Omanis, whose possession of French flags and papers has led to this arbitration.

The French version of the course of events which has led to the present dispute is the first, as it is the only, material part of the French Mémoire. It begins with a statement that France has always abstained from interference in the internal affairs of Oman, and has never sought by indirect means or special compacts to evade her promises. But the gist of the British Case and the ground of the complaints made by His Highness the Sultan are that in regard to the important matter of Omani vessels carrying the French flag the action of France has trenched on the independence of the Sultan and on his authority over his own subjects, and that the description of Sür as semi-independent, so far as it is warranted by fact, is a description of the effect produced on the Sultan's independence and authority by the action of France with respect to the seafaring population of that town.

It is as impossible for His Majesty's Government to dissociate themselves from the acts of their Agents in Oman and of the authorities in

India, who are specially intrusted with safeguarding British interest in Arabia and Persia, as it is for the French Government to dissociate themselves from the acts of French officials with reference to the francisation of Omani vessels and the protection of Omanis in Oman from their natural Sovereign. It has already been stated that His Highness sought the advice of Great Britain as to the international correctness of the action of France in the francisation of dhows belonging to his subjects, and having their home port and the real residence of their owners within his territory. It is stated in one part of the French Case that the Sultan's first complaint was made in 1897; and elsewhere, that he began to complain in 1895; but if His Highness did not make his objections directly to France before these dates, his silence was not the result of his own impulse, but of British advice. Between 1892 and 1897, the British Government had understood from certain statements by French Ministers and officials that France was discontinuing wholly or in part the francisation of Süri dhows. But in fact the practice had not ceased, and the consequent evils became so serious in Oman that the Sultan, in May 1897, addressed a protest on this subject to the French Consul at Muscat. It will be seen that this protest was prior to the letter of the British Consul, dated the 18th October, 1897, to which reference is made at p. 6 of the French Case. From May 1897 until 1903 both the Sultan, and the British Government continuously and consistently objected to the French practice as trenching on the sovereign rights of the Sultan, and these protests are given in detail in the British Case, though passed over lightly in the French Case, in which Great Britain is represented as urging the Sultan, on insufficient pretexts and against his will, to attack what are styled the legitimate claims of France.

It will be interesting to compare the full, complete, and exact statement in the British Case with reference to the events of 1903, which led to the present arbitration, with the scanty and indefinite allusions made to it in the French Case, in which the only reference made to these important facts is a statement that three dhow-owners, who were French protégés, were arrested and arbitrarily imprisoned.

III. — ARAB SHIPPING.

His Majesty's Government have no quarrel with the definition of « *boutre* » given in the French Case, but venture to refer the Tribunal to the definition given in Article 31 of the Brussels Act: —

« La qualification de bâtiment indigène s'applique aux navires qui remplissent une des deux conditions suivantes:—

» 1. Présenter les signes extérieurs d'une construction ou d'un gréement indigène;

» 2. Être montés par un équipage dont le capitaine et la majorité des matelots soient originaires d'un des pays baignés par les eaux de l'Océan Indien, de la Mer Rouge, ou du Golfe Persique ».

The Omani dhows in question in this Case all fall within both of the conditions indicated by the Article. These vessels, as stated in the French Case, are largely concerned in oversea trade in the Indian Ocean, and this trade has been carried on for many centuries, probably long before a European vessel visited these seas. But their owners have also from time immemorial been largely concerned in the Slave Trade, which is far more profitable than ordinary and legitimate commerce.

The inhabitants of Sür have had for many years an unenviable but well-earned reputation as the most notorious slave traders in the Indian Ocean, and so lately as 1902 the Portuguese Government captured over 100 of them in Mozambique, with their vessels, and with slaves ready for shipment.

Great Britain has never had any occasion to protest against or interfere with any form of lawful trade, for the policy of Great Britain for generations has been to encourage free trade in all seas and ports, and it is to a very great extent due to her efforts that piracy and slave trading have been reduced to a minimum in the Persian Gulf and Gulf of Oman, and that the trade in these seas has been opened to the lawful commerce of all nations.

It is common ground that numerous Arab families have sought to obtain the benefits of the French flag on the high seas and even in the waters of their own Sovereigns. Their reason for this desire does not arise from any wish to engage in lawful commerce, in which Great Britain is at least as anxious as France to encourage them, being as fully as any nation an advocate of free commerce in all lawful merchandize.

The description given on pp. 9-16 (*Arch. dipl.*, 1906, t. 97, p. 409 et suiv.) of the procedure of the French Consular and Colonial authorities with respect to the grant of the French flag to Arab vessels calls for certain comments.

It is clear from the admitted necessity of issuing and renewing the strongest instructions for greater and greater care in the grant of French papers that France was conscious of the difficulty of ensuring that her flag would not be obtained by unqualified Arabs, and would not be abused if obtained. But the suggestion made that to carry the French flag was the Arab mod of insuring personal security for Arabs, means, if it means anything, that the British authorities were disposed to act oppressively towards vessels under the Arab flag; whereas the sole ground for interference with the French flag on vessels not concerned such vessels was their carrying slaves, and the real motives for carrying in « cabotage » between French ports were that France, in 1845, denounced the Anglo-French Treaties of 1831 and 1833 giving mutual rights of search for detection and suppression of the Slave Trade; that she has since that date continually held out against the grant of such right of search; and that she has thus far failed to ratify the Articles of the Act of Brussels dealing with that subject. The year assigned in the French Case (p. 10. *Arch. dipl. loc. cit.* p. 410) for the earliest *francisation* of an Arab dhow is 1845—the year of the denunciation of the Treaties just referred to. With the denial of the right to search vessels under the French flag came the grant of that flag to a class of vessels most calling for search, and owned by persons who were not French.

It was perfectly natural and proper for France to take steps to control vessels engaged in local trade between her own Colonies, and to adopt measures relaxing to some extent the strictness of her own maritime laws as to the conditions on which vessels might receive French papers. His Majesty's Government quite agree with the French Government that the flag may properly be given to natives of French Colonies or of French Protectorates, and this view has already been expressed at p. 24 of the British Case. Moreover, no question arises (ci-dessus, p. 281) in the present arbitration as to the possession of French papers by Arab vessels outside the territorial waters of Oman: nor does His Majesty's Government ask the Tribunal to deal with the case of any Arabs, except subjects of Muscat, who are found within the territory or the territorial waters of His Highness the Sultan. With reference to Zanzibaris who fly the French flag (French Case p. 15, *Arch. dipl.* t. 97, p. 413), it is not necessary to say more than that such persons appear not to be subjects of the Sultan of Muscat, owing to the severance of Zanzibar from Muscat in 1856, but that their independence of His Highness does not qualify them to become French protégés in Muscat, and that their status in Oman would seem to be that of protégés of Great Britain and subjects of the Sultan of Zanzibar.

In the French Case it is sought to found an argument on the statement that a practice instituted in 1845 was allowed to go on without protest until 1897.

Great Britain has continually sought to induce France to withdraw her flag from Arab vessels; but the objections taken to its use were its abuse for the purposes of the Slave Trade, which have been the subject of innumerable and wellfounded report by British cruisers in the Indian Ocean. It is very likely that in many cases the flag was used without the authority of any French officer, but often slavers had regulars French papers. The French cruisers in the Indian seas were by no means numerous enough to insure adequate surveillance over the many Arabs who chose to hoist French colours; and it is to be observed that while credit is taken at p. 32 (*Arch. dipl.*, t. 97, p. 420), et of the French Case for severe punishment said to have been inflicted in one case of slavetrading under the French flag, no mention is made of the fact that the capture of the vessels in question was not due to French effort, but to the vigilance of a British cruiser off the coast of Oman, that the French officials made a very violent protest against this action, and that the punishment inflicted was very far from severe or deterrent, seeing that sentence was awarded on the 28th August, 1897, and that the captains of the vessels were released on the 18th January, 1898, at the request of the French Consul.

Whatever concessions or usages there may have been in favour of the French practice on the part of the Sultan of Zanzibare before 1890, this does not affect the distinct Sultanate of Muscat, and there does not appear to be any record before 1891 of any protection by France in Oman of any native ship-owners. Before 1891 the objections of Great Britain related to the abuse of the French flag on the high seas, and, naturally, did not apply to its use in the territorial waters of other Powers or in British waters, the flag in such positions being unavailing against the territorial Sovereign. But the passing of the Act of

Brussels in 1890 marks a distinct stage in the question of the francisation of native vessels. The provisions of that Act, which were accepted by France in 1892 (see British Case, pp. 10-14, *Arch. dipl. ci-dessus*, p. 272 et suiv.), imposed a new obligation on France, and appear to make it unnecessary to go into detail as to the legality and regularity of the French practices said to have been in vogue before that date, though all rights to contest such validity are hereby fully reserved.

So far back as 1891 the Sultan found that the use of French flags by his subjects at Sür was interfering with his authority. He consulted the British Government, and but for their dissuasion would have then lodged his protest with the French Government; and, as already stated in the British Case, His Majesty's Government called the attention of the French Minister of Foreign Affairs to the existence of this abuse. Moreover, it will be seen from the document presented at p. 56 of the British Case (No. 10, non reproduit), that the Wali of Sür had, so early as 1891, received orders to require Süri ship captains to return their French flags.

These protest arose immediately out of the policy adopted by France on her partial acceptance of the Brussels Act.

According to the statements in the French Case, instead of taking the opportunity of their qualified adhesion to the Act to clear their registers of Omani vessels, the French Government, in 1894, set to work to register all vessels previously *francisés*, regardless of the question whether they were qualified for registration under the Brussels Act (French Case, p. 13, *Arch. dipl.*, t. 97, p. 411). They sent a Consul to Muscat, and the course of action adopted by him there, presumably on instructions, was no longer to send the vessels annually to a French port where they could be carefully examined, but to make Muscat the home port of the vessels in question. The policy thus adopted intensified the mischief complained of.

At this point it becomes necessary to analyze the reasons given for granting the French flag to Omanis. France claims the position of defendant in this arbitration. The exact object of this course is not clear; it may be to avoid formulating a definite claim, or it may be to compel Great Britain to prove in the first instance the accuracy and justice of the complaints of the Sultan and Great Britain as to the effect of the French policy. But if France is on her defence she must deny, justify, explain, or excuse.

To see how far any of these pleas will avail, one must examine the French contentions. The list in the French Case of owners of Muscat dhows with French flags shows that France does not deny that Omanis have French flags. How is that justified, excused, or explained?

It is faintly suggested that some may have been denationalized, as having definitely settled down in French territory or emigrated *sine animo revertendi*. But the Sultan of Muscat does not allow his subjects to abjure their allegiance—in this respect following the rule which in earlier days prevailed in Europe. While out of his jurisdiction the question whether the *originnaire* of Muscat has ceased to be the Sultan's subject cannot be effectually raised; but on return to his native land the question may arise. It is not stated that any in the lists are

naturalized as Frenchmen; and even if they were, their new nationality would not, without the Sultan's assent, avail them in Oman.

Various excuses for granting French flags to persons who were *originaires* of Oman, or on relations with Oman, are given:—

1. That they had no *statut personnel*, and no country but the sea. This suggestion is disposed of by reference to the facts.

2. That they are polygamous Mussulmans, and have « établissements stables » in the different centres in which they traded.

This plea can hardly have been put forward seriously. It is stated that a good many French protégés created for themselves new families in Oman; the truth being that their real establishment and domicile was in Oman.

3. That they have residence in a French Colony.

By this would seem to be meant possession of a house in the Colony, which, under the Brussels Acts, is a further condition superimposed on those of being a subject or protégé of the State to which the Colony belongs. This point has already been discussed in the British Case, and reference to the *procès-verbal* of the statements made by the quarantine-breakers shows that the residence was colourable only.

The Case the dhow-owners are described as having for the most part a domicile in a French Colony. But a few pages later in the Case the same men are described as having a « port d'attache », which is described as « en effet son domicile ». This last description is utilized to justify the practice set up of registering at Muscat—a foreign port—proprietors who were subjects of, and resident in the State which the foreign port is capital. The words domicile and residence appear in truth to be used in an equivocal sense: either they mean something short of what they mean in international law, or, if used in the full sense, Süris domiciled in Oman, even if naturalized as Frenchmen, are not qualified in international law, or under the Brussels Act, to be registered in Oman as owners of vessels flying the French flag.

The instructions given to French officials (French Case, p. 14, *Arch. dipl.*, t. 97, p. 410) only to renew the papers (« remplacer les titres ») of ships whose home port is where the officials reside, are acceptable as a measure of precaution, but cannot be regarded as justifying the issue of French papers at Muscat by the French Consul to Omanis resident in Muscat and subjects of the Sultan; and the process of such registration cannot be regarded as a mere matter of procedure, since it involves an assertion of a claim to put the Sultan's subjects under a foreign flag in his territory and waters without any capitulation or usage authorizing such a practice. And France admits the need of caution, because of « les déclarations souvent inexactes des indigènes », who undoubtedly get on to the French register by means of misleading statements.

If the lists so often promised by France to His Highness the Sultan and to Great Britain had been delivered without delay, His Highness would have had no difficulty in verifying on the spot the names of the persons included therein as French protégés.

IV. — THE FRENCH LIST OF FLAGHOLDERS.

The list of Omani dhows which have received French papers, printed the French Case, shows that thirty Omanis possess French papers in respect of fifty-six dhows, with crews amounting in all to 1.060 men, and that France claims French protection of the owners and their families, and the crews of their vessels. The whole population of Sür, male and female, does not exceed 10.000, and if to the persons claimed as French protégés are to be added their wives and families, one quarter of the population of Sür will be exempt from the Sultan's jurisdiction.

His Majesty's Government welcome the tardy delivery of this long promised list, as an admission of the correctness of the statements made by the Sultan and the British Consul in Muscat, that a large number of Omanis had received French papers for their ships. They cannot, however, admit that the list supplied is a complete performance of the promise made. No indication whatever is given therein of the qualification in respect of which any of the Arabs named (who are admitted by France to be Omanis) have been allowed to hold French papers or the French flag. It is not stated whether any of the Arabs has his domicil or chief establishment in Oman or in a French Colony or Protectorate, nor whether he is a French subject or in the service of a French subject in Oman or elsewhere, although from the Statement that Muscat is the « port d'attache » of these Arabs, it may be inferred that they are domiciled or resident in Oman.

In view of the small number of Arab personal names, it is difficult to fix the identity of an Arab unless he is described more fully than is done in the French list. The only effective mode of description for purposes of identification is that indicated by His Highness the Sultan in his letter of the 21st March, 1905. But meagre as is the description in the French list, and after allowing for the difficulties in setting down Arab names with accuracy, and the difference between the French and English mod of writing such names, it will be found on comparison of the list given in the French Case, with that of the signatories of the document given to the Sultan at Sür in Jun 1900, that a number of the persons who appear in the French list are Süris, and there resident, and that they promised the Sultan, in June 1900, to surrender their French flags. This they would long since have done but for the pressure put upon them by the French Consul at Muscat, and the Commanders of the French war-ships « Catinat » and « Troude », and it should at this point be distinctly stated that the surrender of these flags was not in any way due to the act of the British Government, but was the result of an interview between the Sultan and his subjects at Sür.

In the Appendix will be found a collection of the list of flagholders named in the British Case, and a partial identification of these men with those appearing in the French list.

The number of vessels—fifty-six—given in the French list, is about

one-third of the dhows which belong to the port of Sür. The French Government admits (p. 14 of the French Case. *Arch. dipl.* t. 97, p. 410) that the French Consul at Muscat has orders to treat Muscat as the « port d'attache » of the vessels in question, and that the « port d'attache » of a dhow owner is in effect his domicil. If this admission is to be interpreted as meaning that the owners of these vessels are domiciled in Oman, the action of France in granting the French flag to them is clearly an infraction of Article 32 of the Brussels Act of 1890, which is obviously intended to authorize the grant of the flag by the authorities in France or in a French possession or Protectorate, and not to authorize the grant by French Consular officers in foreign States; and it is further to be noted that Article permits the grant of the flag only to subjects or protégés, and that none of the Signatory Powers is entitled by grant of its flag to claim as its protégé an Arab not already internationally qualified for such protection.

It is true this contention has at times been advanced by French officials. M. Guy, the French Consul at Zanzibar, on the 7th September, 1902, in a letter to Mr. Cave, the British Resident there, said :—

« Je vous rappellerai donc qu'il a toujours été admis que les boutriers, patrons, et équipage naviguant sous pavillon Français sont protégés Français ».

Mr. Cave replied, on the 15th September, 1902, that he could not for a moment accept this statement, and concluded as follows :—

« By Article 32 of the General Act of the Brussels Conference, to which the French Republic is a party, it is provided that authority to fly the flag of one of the Signatory Powers should only be granted to a native vessel the fitter out or owner of which is either a subject of, or a person protected by the Power in question. I shall be much obliged if you will be so good as to inform me upon what grounds a native of Sür, in Arabia, has been granted the right of sailing under the French flag ».

M. Guy, on the 15th September, 1902, in his reply modified his claim, and restated it as follows :—

« Il est bien certain (et ceci m'amène au point que vous visiez *in fine*) que le propriétaire d'une embarcation naviguant sous pavillon Français devait être (d'après l'Acte de Bruxelles et d'après nos lois) Français, et son patron et ses hommes sont considérés comme étant au service des Français, et doivent par conséquent jouir des avantages que leur accorde le Traité de Mascate ».

The Consul's first claim treated as admitted what had never been admitted, viz., that the persons on Arab vessels under the French flag were French protégés.

The second claim treats as certain that such persons as French protégés because French Law and the Act of Brussels require as a condition precedent to a ship being French that its owner should be French. This is an obvious *petitio principii*, based on a fiction of service to a person assumed to be French, by reason of the flag used, without examination into the right of the ship to use the flag.

It has already been pointed out that the French list merely states the

names of the Omanis without indicating how they became entitled to the French flag. The British Government claim again, as in the British Case, p. 23 (v. ci-dessus, p. 280 et suiv.), that a written explanation should be given of the grounds on which the *titre de navigation* was given to each of the Arabs on the list. They would point out that M. Cambon, on the 25th June, 1900, informed the Marquess of Lansdowne that no new paper of protection would be given, and that existing papers would be carefully examined, so as to exclude those for the grant of which no just cause existed, and also that in the French Case it is stated (p. 14. *Arch. dipl.*, t. 97, p. 410), that the Consuls at Zanzibar and Muscat have received orders (it is not said when) not to grant French papers to any native vessel without first consulting the Ministry of Foreign Affairs. In view of these statements, it may justly be presumed that the materials are available for giving without delay a much more precise account of the Omani dhows than has yet been supplied.

There has not been sufficient time fully to examine in Oman the French list or to test its accuracy, and, as will be seen later, difficulties have been placed in the way of utilizing the short time available. But from the letter of His Highness the Sultan, dated the 21st March, 1905, it appears that of the persons named three are dead:—

Salim-bin-Mahomed Ali Badi (No. 23 on French list);
Salim-bin-Thabet (No. 14);
Abmed-bin-Saeed (No. 22).

Further, independently of the fuller explanation for which His Majesty's Government and His Highness the Sultan are entitled to ask, a comparison of documents in the British Case with the French list makes it possible to give instances of the doubtfulness of the claims of these Omanis to be French protégés.

Of the Arabs named in the four *titres de navigation* set out in the British Case, there appears on the French list—

Rachid-bin-Khamis, No. 8;
Salim-bin-Thabet, No. 14; and
Salim-bin-Mohammed, No. 10.

In the case of each of these men the place of residence was left blank in the *titre*, although the men were clearly resident at Sür, and admitted by the French list to be Omanis, and the *titres* were surrendered to the Sultan at Sür.

The attention of the Tribunal is directed to the Report printed in the British Case that Salim-bin-Thabet was engaged in the Slave Trade, and to the Report of the British Consul at Muscat of the 20th January, 1898, with respect to the case of Salim Mohamed-ab-Badi as a *prête nom* for Arab vessels sailing under a French flag, and to the correspondence with respect to slave running in the Persian Gulf by the same man under French colours.

Passing thence to the Arabs whose breach of quarantine led immediately to the present arbitration (British Case, p. 18. Ci-dessus, p. 278), Abdulla-bin-Khamis-bin-Ali, in his deposition, says:—

« I got my Articles fourteen years ago at Jibuti. I bought a house

there, and a man named Musa-bin-Saleh lives in it. He pays me rental yearly, but at no fixed rate. I have never resided in Jibuti myself. I and my family and my ancestors have all been born and bred in Sür. I visited Jibuti two years ago ».

And yet this man has been *francisé* by the colonial authorities of France: and turning to the case of his son, Salim-bin-Abdulla, we find him stating:—

« I am a French subject, pure and simple. I cannot explain how I became one, but just like the other French subjects in Sür. I have no French papers. My father has....; all I know about the Articles is that they give French protection. My father and my family and I have lived at Sür all our lives, and have never lived anywhere else ».

The statement of the third quarantine-breaker, Khalfan-bin-Muhammed, is equally instructive. His name is not certainly traceable on the French list, but he states that he sails as captain (« nakoda ») in the buggalow of Juma-bin-Saeed, and there is a man of that name who is No. 6 on the French list. Khalfan states:—

« I am a French subject, having flown the French flag for five or six years. I got it at Jibuti, where I own a house. There is do one belonging to me residing in it ».

Subsequently he says:—

« I cannot exactly explain what grounds I have for believing that we are all French protégés. My cousin Juma knows most about it, and he says so. I made a mistake in stating that I share the ownership of a house in Jibuti; it belongs really to my cousin Juma entirely but we are a united family, and look upon it as a family concern. Juma and I were both born and bred in Sür; neither of us nor any of our family have ever lived in Jibuti. As to the house, I have never lived in it, and I cannot say I have seen it. Juma has not been to sea for four or five years ».

Yet Juma appears on the French list as an owner, and is presumably registered as resident in French territory.

If the rest of the Omanis on the French list have no better claims to be on the list than those disclosed in the five cases which have been above discussed, what can be said for the value of that document as affording any person named in it the right to decline the jurisdiction of his natural Sovereign, and what is to be said of the effect on the authority of that Sultan of the belief that his subjects resident in his dominions can acquire immunity from his jurisdiction with the facility, and on the flimsy grounds above disclosed? The manufacture of French subjects in Oman, if conducted on the lines indicated by these five cases, cannot but be a menace to the independence of Sultan Saiyid Feysal.

The summary in Appendix VIII of this Case of the returns from 1900 to 1905 of Arab vessels clearing under the French flag from Bombay for Oman on examination will be found to show that a number of vessels claiming the right to use the French flag have visited Bombay which do not appear in the French list. The inferences to be drawn from this summary are either that the French list is incomplete and needs revision, or that Arabs have at Bombay claimed without authority the right to fly the French flag. It must be added that on receipt of

a full copy of the French list from the British Consul His Highness the Sultan sent a trusted representative to verify its accuracy; but the persons claiming French protection refused to give any information and referred him to the French Consul, a refusal which amounts to a further assertion of their independence of the Sultan and a further illustration of the difficulties created for him by French action.

It was not until the 25th March, 1905, that the French Consul in Muscat made an official communication to His Highness the Sultan, inclosing a list of the boat owners who are under French protection. The Sultan declined to accept the list, claiming the persons thereon named as his subjects. The correspondence and the list supplied to the Sultan by France are printed in Appendix XII, of this Counter Case. It will be seen that that list does not contain the details to be found in the French Case, nor any mention of the vessels claimed to be protected, or of their captains, and apparently it is expected that the Sultan should accept, without demur or examination, the claim of France to protect the persons named therein.

In these circumstances, His Majesty's Government deem it necessary to claim before the Tribunal that the Government of the French Republic should accord the facilities for investigating the French list, which are at present denied, and to contend that on a list, the verification of which has been impeded as above stated, no valid claim can be made to protect the persons therein named or indicated.

V. — THE GEOGRAPHY OF OMAN.

It is suggested in the French Case that, in order to ascertain whether the complaint made against France is well founded, it is necessary to inquire what are the limits of the territory of the Sultan of Muscat, and who are his subjects. An inquiry of the nature suggested is not necessary to enable the Tribunal to deal with the questions involved, because, with very few, if any, exceptions, all the Omani Arabs, whose protection by France has caused the present dispute, are natives of, and resident in, Sür. That place has been part of the Sultan's dominions certainly since 1821, when it was conquered by the then Sultan of Muscat, with British aid, and it is to be observed that, while the bulk of the French Case is filled with suggestions that Great Britain has in various ways interfered with the independence of the Sultan, it is hinted that the Sür tribes have never ceased to proclaim their independence of the Sultan. The French Government do not venture to rest their Case on a distinct declaration or recognition of this alleged independence, which would be a patent breach of the Declaration of 1862, and they fail to indicate, though it is the fact, that the insubordination of these tribesmen is mainly caused by the protection given them by France by the methods of which Great Britain and the Sultan complain.

The maps annexed to the French Case, do not correctly indicate the boundaries of the dominions of the Sultan of Muscat. The statement

made in the French Case, that at the time of the Declaration of 1862 the south coast of Persia, from Bostanah to Djask, and certain islands there named, belonged to the Sultan, is misleading. The predecessors of the present Sultan occupied territory for a good many years on the Persian coast from Bunder Abbas to Lingah with the Island of Kishm, under a Firman of the Shah of Persia, to whom they paid rent or tribute. In 1856 a lease for twenty years was granted at an annual rent. In 1868 a new arrangement was made for eight years, also at a rent, but, on the occasion of civil war in Muscat in 1868, the Shah cancelled the lease, under powers given by the Convention, and resumed occupation of the territory in question, and it will be found on reference to the maps in the French Case that, while Kiepert's map, dated in 1850, marks the territory as if it belonged to Oman, the French official map marks no territory on the Persian coast as belonging to Oman.

Gwadar, which is mentioned in the French Case, is an enclave on the confines of Persia and Beluchistan, which has for over 100 years formed part of the dominions of the Sultan of Muscat, to whom it was granted by the Khan of Kelat. It extends for a radius of one stage (about 10 or 15 miles from the town of Gwadar). In this territory is a station of the Indo-European telegraph, but it has never been occupied by Great Britain. The French Case states that English troops were landed on various occasions, notably in 1896, at Gwadar, for the purpose of repressing disturbances in Beluchistan, without any previous intimation to the Vali or the Sultan. His Majesty's Government have been unable to ascertain on what foundation this assertion is based. It is true that in 1896 a small body of men was landed at Gwadar in order to serve as an escort to Sir T. Holdich's mission for demarcating the Perso-Baluch frontier. The matter was not one of sufficient importance to call for any communication to the Sultan, but due notice had been given by telegraph to the British Native Assistant at the port, and all necessary arrangements were made by him with the authorities.

His Majesty's Government are not aware of other occasions on which British troops have been landed at Gwadar. It is to be noted that in the French Case Dhofar and Gwadar are spoken of together, though they are on different sides of the Gulf of Oman.

Passing now to the dominions of the Sultan of Muscat in Arabia, it is necessary to premise that neither the coast-line nor the Hinterland of his territory has ever been delimited or accurately ascertained. The boundaries of that territory (and particularly the inland boundary) are not relevant to the present controversy, but inasmuch as allegations are made in the French Case with reference to encroachments alleged to have been made on the Sultan's dominions by Great Britain, it is proper to deal with the questions of boundaries so far as is necessary to meet these allegations.

The southern limit on the coast line of Arabia reached by the Sultan's dominions is near Ras Sair or Sajir. At Rakhout ($17^{\circ} 15'$ south by $53^{\circ} 25'$ east), a place near this point, the Sultan's Wali has built a fort. It is situate somewhat to the west of Merbat, the port assigned on the French official map as the southern limit of Oman, and at the western limits of the territory of Dhofar, referred to in the French

Case. The position of Rakhkout, as ascertained by Mr. Bent, the late European traveller who has visited that region, is indicated on the map annexed to this Counter-Case.

From Rakhkout up to and beyond the town of Muscat, the coast-line is continuously and admittedly under the sovereignty of the Sultan of Muscat. Sür, the district in which most of the French protégés reside, is somewhat to the north and west of Ras-el-Hadd, the easternmost point of Arabia. North and west of the town of Muscat the coast-line is under the undoubted dominion of the Sultan, so far as Khor Kalba.

The maps in the French Case also assign to the Sultan all the coast-line of Arabia, from Khor Kalba up to Bahrein, and it is suggested that Great Britain has since 1862 deprived the Sultan of Muscat of his authority over the coast. This suggestion is made in ignorance or disregard of the history of the coast in question. The Island of Bahrein is coloured as part of Oman in Kiepert's map of 1858. In 1779 it was conquered by the Uttoobee tribe, by whom it has ever since been held under allegiance at one time to Muscat, and afterwards successively to the Wahabees, to Turkey, and to Persia, and now it is independent. Great Britain has had Treaties with Bahrein from 1820 to 1861, all of which are prior to the Anglo-French Declaration. Since that date Great Britain has had further Treaties with Bahrein. The peninsula of El Katr, wrongly described as Bahrein in Kiepert's map, has never been subject to Oman, and has always been held by Arab tribes.

Starting from El Odeid, the coast to the south and east up to a point where the mountains come down to the sea between Tibba (Tibat) and Sha'am or Shuam, known as the Pirate coast, has been and is in the hands of six Chiefs. In order to put an end to piracy in the Persian Gulf, and to open it to commerce, Great Britain, so far back as 1806, commenced operations against the Maritime Chiefs of the Pirate coast, and against the Chief of Bahrein. In 1820 Treaties were also concluded with the Chiefs, who are commonly spoken of as the Trucial Chiefs, because of the Treaties of Maritime Truce concluded with them between 1835 and 1853, by which their internecine strife upon the sea was stopped. These Treaties, it will be seen, were made long before the Anglo-French Declaration of 1862, and when they were concluded Muscat had no claim of dominion or suzerainty over any of these Chiefs. Moreover, on reference to Kiepert's map in the French Case (p. 35), there will be found a dotted line round the bulk of the territory occupied by these Chiefs, indicating either an enclave separate from Muscat, or some ground for distinguishing the inclosed mainland and islands from the rest of what is treated as Oman, or (and more probably) indicating that the land and sea within the circle was the land and sea affected by the Maritime Truces concluded with Great Britain; and it may be added that these Treaties, so far from being an abrogation of the authority of the then Sultan of Muscat, were made with his knowledge and approval, when he and Great Britain were co-operating to suppress piracy and the Slave Trade, and to open the Persian Gulf to international commerce.

It is owing to the conjoined efforts of the Sultan and His Majesty's Government and these Treaties that the large traffic under many flags is enabled to pass freely in and out of the Persian Gulf. The Treaties of

1872 made with the Trucial Chiefs, and mentioned in the French Case, were made for the purpose of effectually putting an end to the Slave Trade. Great Britain has been compelled on occasion to intervene in case of infraction of these Treaties. But, in informing the Tribunal of these facts, the British Government are constrained to point out that the territory of the Chiefs in question is no part of the Sultanate, and that the statements about this territory made in the French Case are absolutely irrelevant to the controversy submitted to the Tribunal. In passing from this subject, it should be said that a confusion seems to have arisen between the coast geographically known as Oman and that portion of the coast which politically belongs to the Sultan. Besides the portion of the coast, known as the Pirate coast, which belongs to the Sheikh of Shargah, that Chief claims authority over the coast-line north of Khor Kalba as far as Ras Dibba as being part of the territories of the Joasim tribe. For many years this coast, has been regarded as feudatory of the Sheikh of Shargah, and the coast itself as subject to the Maritime Truce already mentioned. The territory in question has never been under the sovereignty of His Highness the Sultan of Muscat, and it is admitted in the French Case that this piece of coast is under the government of the Sheikh of the Joasim, residing at Ras-el-Kheima.

From Ras Dibba to Tibba (Tibat) the coast forming the promontory of Mussandim is claimed by the Sultan, who has certainly before and since 1864 exercised authority on that coast by his Wali, and in other ways; and his rights on the coast are recognized by the Sheikh of Shargah and the Joasim.

This statement will show that, far from Great Britain having withdrawn the Trucial Chiefs from the dominions of the Sultan, in breach of the Declaration of 1862, it has dealt with them by Treaty for over forty years before that Declaration was made. On this point the contentions of the French Case appear to be based on an insufficient knowledge of the history of the territories in question.

But, before leaving the geographical part of the French Case, it is necessary to deal, under protest, with the suggestion that the British Government are seeking to shut in the Sultan of Muscat, in disregard of obligations to the Ottoman Empire, by a series of Treaties with the tribes of Hadramaut. This allegation is absolutely irrelevant to any question involved.

The Treaties in question, and others, have been made in furtherance of the British policy of suppressing the over-sea Slave Trade, and protecting commerce; but that policy is certainly not based on any British designs against Oman, while, with reference to the Ottoman Empire, it is sufficient to quote the language of the late Mr. Theodore Bent, the latest European traveller who has visited Hadramaut:—

« I may here emphatically say that the southern coast of Arabia has nothing to do with Turkey. From Muscat to Aden there is not a single tribe paying tribute to, or having any communication with, the Ottoman Porte, which was expelled from Southern Arabia in 1630, and has not since that date been able to recover its lost supremacy ».

VI. — BRITISH ACTION IN OMAN.

The argument based by France on the Treaties made by Great Britain with the Sultan of Muscat (1891), the Sheikh of Abu Thabi (1892), and the Sheikhs of Hadramaut (1888) binding these Arab potentates to give Great Britain pre-emption in case of alienation of these territories is illfounded : a Treaty stipulating against alienation of territory or giving a right of pre-emption to the other contracting party is in no sense inconsistent with the independence of the State which gives such pre-emption ; indeed, it tends to preserve and not to destroy the State which enters into the arrangement. France occupies this position as regards the Congo Free State, and China and Turkey are both under obligations not to alienate territory.

In the event of an alienation, Great Britain is to be preferred as purchaser. Other would-be purchasers may dislike the arrangement, but cannot assert that the seller has lost his independence by making the bargain in question. He is under no compulsion to sell, and if the bargain has any specific tendency it is towards maintaining and not diminishing the territory of the Arab Sovereign in question.

Nor can any sound argument against the Sultan's independence be drawn from the fact that Great Britain has agreed to pay him the Zanzibar subsidy. Greece is admittedly an independent State, but Great Britain, France, and Russia make certain contributions to the civil list of the King, and, at the end of the Greco-Turkish war, a financial control was established in the interests of its creditors. The Ottoman Empire cannot be described as not independent, in spite of the financial assistance given to it in 1854 by Great Britain and France, the military assistance given in the Lebanon, and other arrangements which the Sultan has accepted on various occasions. Great Britain is under obligations to pay to France an annual sum with respect to Pondicherry ; but the independence of neither nation is thereby impaired, and the withholding of the subsidy of the occasion of disputes between Great Britain and Muscat is a mere method (only once adopted) of obtaining a settlement of the disputes such as might be adopted by any debtor who has a counter-claim against his creditor.

It is impossible to read without astonishment the suggestions made in the French Case that Great Britain has infringed on the independence of Muscat—

1. By warning Arab Sheikhs of Oman who were in revolt against the Sultan that they must not attack Muscat or Muttra.

2. By assisting the Sultan to put down the rebellion in Dhofar.

In both these instances the action taken by Great Britain was calculated and intended to preserve the sovereignty of the Sultan, and to maintain his dominions intact. Great Britain performed for Sultan Saiyyid Feysal the promise made to his father, Saiyyid Turki, to stop attacks on the capital of Oman. The Sultan's authority over the tribes of the coast and Hinterland has not been exercised with

continuous success. Throughout the first half of the nineteenth century Great Britain often helped the Sultan of Oman to resist the attacks of the Wahibi fanatics from the interior of Arabia ; and even after the final repulse of these attacks, many tribes within the Sultan's dominions are recalcitrant if not rebellious, and attack the coast towns.

The picture drawn in the French Case, of the Sultan « resigning » himself to telling his rebellious subjects that if they attacked Muscat or Muttra they would also have Great Britain to reckon with, is a travesty of the real facts. Is it to be understood that the Sultan was unwillingly coerced into denying himself the pleasure of seeing his capital and chief commercial port besieged, taken, and plundered by the inland tribes, as the completest mode of asserting his independence of Great Britain ? And if (as is stated in the French Case), Arabs have one word for « protection » and « protectorate », what inference is to be drawn as to the action of France in Sür from the repeated use of these terms in the letter from the Arab flagholders.

« Et à présent nous prions le Gouvernement Français de nous donner une protection forte telle que personne ne nous fasse opposition, ni sur terre, ni sur mer, ni dans nos personnes, ni dans notre avoir, ni dans tout ce qui nous concerne. »

In truth it is obvious that the action of the British resident, of which France complained, was based on friendship to the Sultan and desire to maintain his position and from a perfectly justifiable concern for the lives and property of the many natives of India resident in Oman (who are British subjects or protégés within the Anglo-Muscat Treaty of 1891) from injury by attacks of predatory Arabs from the Hinterland of Oman.

Turning now to the Dhofar incident it is to be observed that both Great Britain and France agree that Dhofar is part of Oman. Mr. Theodore Bent, who travelled through that district very shortly before the disturbances in question, at first had an unfriendly reception, which he ascribed to the presence on the beach at Merbat of a large dhow flying French colours which he had reason to believe was conveying a cargo of slaves. He there met Suleeman, the Wali of the Sultan of Muscat, who had been in office for eighteen years. The district was certainly not wholly peaceful, and Mr. Bent's observation of the Wali's acts led him to conclude that his methods were somewhat rigorous. If the person who raised rebellion in Dhofar, Seiyid Fazhil, was, as stated in the French Case, a Turkish Chief, the attitude of the Sultan in opposing his endeavours to seize Dhofar was a natural resistance to an attempt to transfer this very fertile part of the frankincense coast to another sovereignty, and the action of Great Britain in acceding to the Sultan's request for help was the action of a loyal ally assisting the Sultan to preserve his dominions from attack and not, as most unwarrantably suggested, an attempt to establish a Protectorate over Muscat or Dhofar. The British documents quoted in the French Case, and the declaration of the Marquess of Dufferin there referred to, demonstrate the correctness of the British attitude. The stipulation as to future arrangements was a fair and just condition of

assistance directed to preventing recurrence of local outbreaks or the severities of Wali Suleeman, and the result of the British action (which was confined to sending a ship of war to the spot, thus securing a bloodless victory for the Sultan), was, as stated in the French Case the restoration of the authority in Dhofar of the Sultan's Wali, and the suppression of machinations intended to put that district under another authority.

The action of Great Britain in thus assisting the Sultan to maintain his rights in his capital and in outlying parts of his territory may be contrasted with the action of France in making claims of protection, which, if successful, would withdraw over 1.000 of the Süri tribesmen, with their very numerous dependents from the Sultan's jurisdiction, and would result in the creation of an independent Arab community within his dominions.

Yet another allegation by France needs to be dealt with—the suggestion that Great Britain attempted to impose Indian Customs officials, on the Sultan. It is quite true that Great Britain has offered such officials, as a means of securing a better collection of customs than was effected by the system of farming them and of putting an end to the evasion of such customs on the strength of possessing French papers. The proposal, if accepted, would have greatly increased the revenues of the Sultan, but the Sultan did not accept it. It should, however, be stated that the Süris, who have the French flag and rely on French protection, refuse to pay more than a very small portion of the customs due from them, and that the consequent loss to the Sultan on the farm of customs at Sür is very great, as he realizes only 6.000 dollars a-year instead of 50.000. The French Government are, therefore, quite mistaken in saying that the Sultan's customs duties are not impaired by the grant of French flags.

The revenues of the Sultan of Muscat have suffered severely by the habitual evasion by French flagholders at Sür of the whole or part of his lawful customs dues of 5 per cent. In order to lessen the Sultan's loss by this evasion, the Bombay Customs Department prepared, and at regular intervals sent to Muscat, a return of the native craft clearing for Oman. A summary of the returns is appended to this Case. From that summary it will be seen that only 12.023 bags of rice (168 lbs. each) were cleared for Sür, a place of 10.000 inhabitants, which is the chief import and export centre of the Sharkjiyeh and Jalaan districts of Oman, whereas 23.376 bags of rice were cleared for Maseira, an island of 1.000 inhabitants, mainly of the Jennebeh tribe, to which most of the French flagholders belong, and at which the Sultan has no Customs officer.

The *modus operandi* seems to be to pay only on the manifest for Sür, and to land at Sür, without payment, goods cleared for Maseira.

Recent instances of the mode in which this evasion of customs duties is effected are given in Appendix 13.

VII. — THE COALLING STATIONS QUESTION.

His Majesty's Government learned at the end of 1890 that His Highness the Sultan had made an Agreement to grant to France a coaling station at Bundar Jisseh, about 5 miles from Muscat. The arrangement was made with great secrecy. Even M. Delcassé, the French Minister of Foreign Affairs, was unaware of it when his attention was called to it by the British Government, and considerable difficulty was experienced in discovering its terms. It was the conduct of the Sultan in this matter, coupled with his delay in paying his liabilities to Great Britain, which led to the delivery of the Memorandum of the 3rd February, 1899, on which so much stress is laid in the French Case. His Majesty's Government expressed both to His Highness the Sultan and to France the view that the sale or lease of any part of His Highness' dominions to a foreign Power was not only a breach of the Sultan's Agreement with Great Britain of 1891, but was also inconsistent with the Declaration concluded between the British and French Governments in 1862. The Government of the French Republic accepted the British reading of the latter instrument, viz., that neither State might accept any cession or lease of Muscat territory; and it was agreed that France should be free to establish a coal depôt on the same terms as those granted to Great Britain, viz., on sufferance, and such a depôt has been established in Muscat Harbour on a portion of the ground originally allotted to Great Britain for the purpose. The result, therefore, of British action has been to prevent a lease or cession of territory to France in contravention of the Declaration of 1862, which would otherwise have taken place. In other words, the British protest, so far from being a breach of that Declaration, prevented its breach by France.

VIII. — THE ZANZIBAR SUBSIDY.

The Zanzibar subsidy of 40,000 crowns was awarded by Lord Canning in 1861 in settlement of disputes between the sons of Sultan Sayyied as to the partition of his dominions, which, at his death in 1856, included both Muscat and Zanzibar. In 1873, on the conclusion with both Muscat and Zanzibar of Treaties for suppressing the Slave Trade, Great Britain undertook to relieve the Sultan of Zanzibar of all liability for the 40,000 crowns, and guaranteed payment thereof to Sultan Saiyyed Turki, the Sultan of Muscat, « so long as he continued faithfully to fulfill his Treaty engagements and manifest his friendship towards the British Government ». On the death of Sultan Saiyyed Turki in 1888, difficulties arose about the succession owing to the absence of any recognized law on the subject. His Highness Sultan Saiyyed Feysal obtained complete recognition as Sultan in 1890, and from that date until 1899 the subsidy was regularly paid to him upon the same conditions as those upon which it was paid to his predecessor: The obligation of Great Britain is not, as suggested in the French Case, absolute and existing in

favour of every occupant of the Throne at Muscat. It depends on the arrangements made with each Sultan on his accession, and has, in fact, been only once withheld in the circumstances now to be stated.

The rebellion of Abdullah-bin-Saleh (referred to in the French Case) caused serious loss to British - Indian subjects in Oman. The claims for compensation in respect of losses to British subjects, as verified by a Committee of investigation, amounted to 77.894 dollars. The Sultan was required to pay the amount by quarterly instalments in three years, and proceeded to impose a punitive tax on the offending tribes for the purpose.

Loans had also been made by the British Government to the Sultan in 1895 of 60.000 rupees, and in 1897 of 60.000 rupees.

At the time of the delivery to the Sultan of the British Memorandum of the 9th February, 1899 (styled in the French Case an Ultimatum), large sums of money were due from the Sultan in respect of the unpaid balances of the indemnity and the two loans, and in September 1899 the account stood approximately as follows:—

	Rupees.		Rupees.
Amount of arrears of subsidy		Amount of arrears of instal-	
From December 1898 to Sep-		ments due on account of loans	
tember 1899, both inclusive,		for same months at 2.000 ru-	
at 7.200 rupees per mensem .	72.000	pees per mensem	20.000
Deficit	18.000	Further balance due—total liqui-	
		dation of loans, about	36.000
		Balance of indemnity due to	
		British subjects at 130 rupees	
		per 100 dollars, about	30.000
	<hr/>		<hr/>
	90.000		90.000

On the 15th November, 1899, the subsidy for October 1899 was paid to the Sultan; the arrears above mentioned were paid to him, less two quarterly instalments in respect of the arrears of indemnity, and less 5 per cent. interest on the unpaid balance from February 1899, and less the instalments due in respect of loans.

IX. — THE ARAB FLAG.

The plain red flag usually borne by Arab vessels is not peculiar to Oman, but is carried by Arabs irrespective of their political nationality and is regarded by them as the free flag of Islam. A certain amount of confusion arises from the use of the same flag by Arabs owing political allegiance to different Sovereigns, and from its similarity, at a distance, to the flags borne by Turkish or Egyptian vessels.

So far back as 1835, in the Maritime Truces of that year, arrangements were made with the Chiefs of the Pirate coast for the use by their vessels of a distinctive flag. The statement made at p. 37 (*Arch. dipl.* 1906, t. 97, p. 422), of the French Case is irrelevant to the present controversy. The proposal by the British Government, on which an inadversion is there made, would not prejudicially affect any subject of Oman, as the

colour proposed to the Sheikhs for their flag is that affected by Moslems who are descendants of the Prophet, or have made the pilgrimage to Mecca. The proposal to the Sultan of Muscat in February 1899 that he should order his subjects to use a distinctive flag was made to enable the Sultan to avoid the embarrassment which had been, or might be, caused through the use by Muscat subjects of the flag or papers of other Powers, and because such flag would serve to emphasize and preserve the integrity of His Highness' sovereign rights over his own subjects.

X. — THE SLAVE TRADE TREATY OF 1873.

It is somewhat late to challenge in 1905 for the first time as an infraction of the Declaration of 1862, a Treaty made in 1873. Treaties relative to the suppression of the Slave Trade have been in force between Great Britain and Muscat since 1822. The Sultan gave authority to British vessels to search for slaves in Muscat waters so far back as 1850, and this authority was in force when the Declaration of 1862 was signed. The effect of the Treaty is to enable one of the High Contracting Parties to do work which the other has no vessels suitable to undertake, in the policing of Oman waters for the suppression of slavers. And under the Brussels Act, all the adhering Powers except France concede to each other mutual rights of Arab boats bearing their colours even on the high seas—hardly a mutual surrender of independence. Indeed, the Treaty is but one of a series of Treaties made during the last fifty years by Great Britain with the Rulers of the Arabian coasts with the single object of suppressing a nefarious trade—Treaties which have formed the subject of legislation by the British Parliament, with the object of providing a regular adjudication on the character of vessels seized under the provisions of these engagements (1).

No doubt under the Treaty, apart from any special capitulation, British vessels would be entitled to seize any vessel found in Muscat waters carrying slaves, irrespective of her flag; and in the case of the dhows referred to in the French Case (p. 32. *Arch. dipl.*, t. 97, p. 420), the vessels were only handed over the French authorities because the Captain of the British cruiser which captured them was under the impression, subsequently found to be erroneous, that the place of seizure was on the high seas, and not in the territorial waters of His Highness the Sultan.

And it may be of interest to the Tribunal to be referred to a decision of the highest British Court in which the seizure made by a British cruiser under the authority of His Highness the Sultan of a British ship engaged in the trade of gun-running forbidden by His Highness' Decree was held legal on the ground of the independence of the Sultan and his legislative competence to make the Decree in question.

(1) See also « The Slave Trade (East African Courts) Act, 1873 », 36 et 37 Vict., cap. 59, in which is contained a recital that by various Treaties Her Majesty is empowered to exercise jurisdiction within the dominions of the Imam of Muscat in regard to vessels captured on suspicion of being engaged in the Slave Trade, and « The Slave Trade Act, 1873 » (36 et 37 Vict., cap. 88), which repeals and supercedes the Statutes 11 et 12 Vict., cap. 128, and 12 et 13 Vict., cap. 84.

XI. — THE LOUWATIA.

The Louwatia, with respect to whom a complaint is made against Great Britain (French Case, p. 45, *Arch. dipl.*, t. 97, p. 426) are more usually known in India as Khojas. These Khojas are a Mohammedan sect of Indian origin, whose religious head in India is His Highness the Agha Khan.

Many of them migrated to Muscat from Hyderabad, in Sind and Katiawar, and they form distinct communities in Oman, and are known there as Hyderabadis or Louwatras. About 1.000 are in Muscat, and in Muttra they occupy a separate fortified quarter containing about 500 houses, into which no stranger is allowed to enter.

It is well known to persons familiar with the East that races and faiths do not tend easily to commingle as they do in the West.

The Khojas who migrated from India Before the British annexation of Sind in 1843, and their descendants have always been considered as subjects of the Sultan, and those who migrated later, with their descendants, have been considered as British subjects. Some of the Khojas who migrated from Cutch and other native States of India are treated as British protégés under Art. 2 of the Anglo-Muscat Treaty of 1891 (Voir ci-dessous p. 364), which continues an arrangement to the like effect made in 1873 with the then Sultan of Muscat. These facts explain the diversity of status among the Khojas on which France makes comment.

There is no reason to suppose that Col. Miles issued any notification to the Khojas as suggested in the French Case, p. 45 (*Arch. dipl.*, t. 97, p. 426).

Public notices were, as a matter of ordinary routine, posted by the British Consul, inviting *British subjects* resident in Oman to register themselves at the British Consulate. An example is given in Appendix X.

The Khojas are often in pecuniary difficulties, and occasionally to evade the jurisdiction of a British Court, some of those who fall into the category of British subjects, claim to be subjects of the Sultan. Abdul Hussin-bin-Fadl mentioned in the French Case was an old man who had always claimed British protection, but suddenly claimed to throw off his nationality, and this claim the British Consul rejected, on the knowledge that it was made to evade a suit pending against the man in the High Court of Bombay.

XII. — ZANZIBAR.

The reference in the French Case (p. 5, *Arch. dipl.*, t. 97, p. 407) to the British Protectorate of Zanzibar is wholly irrelevant to the questions in controversy before the Tribunal. Zanzibar and Muscat ceased in 1856 to be under the same Sovereign. The reciprocal Declaration of 1862 as to respecting the independence of Muscat and Zanzibar applied to these States as separate entities, and the Anglo-French Declaration of the 5th August, 1890, which followed on the assumption by Great Britain, of a Protectorate over Zanzibar, while constituting an acceptance by France of that Protectorate (in consideration of getting a free hand

in Madagascar), and a modification of the Declaration of 1862, so far as concerned Zanzibar, had no connection whatever with Muscat; and the Declaration of 1890 contains no reference to Muscat and not stipulation affecting that State, but deals solely with the results of the new situation created by the Protectorate of Great Britain over a State which had for thirtyfour years ceased to be part of the Sultanate of Oman. Great Britain has not sought in any way to alter the situation created at Muscat by the Declaration of 1862, and the present controversy has arisen out of the action of France in a manner inconsistent with the obligations with regard to Muscat imposed upon her by that Declaration.

It is quite true that disputes have arisen with respect to the rights of France in Zanzibar, somewhat similar to those submitted to the Tribunal in respect to Muscat, and that France has made claims there with regard to the protection of Zanzibari and other Arabs and their vessels, which were rejected as inadmissible by Great Britain; but these disputes have been settled by an arrangement made the 13th May, 1904, which limits French protection to persons who are *originaires* of countries under French protection or are *bonâ fide* in French service. If France were prepared to make a similar arrangement as to Oman, she would then be limiting her protection within the terms of the Treaty of the 17th November, 1844, and abandoning her present ill-founded claim to protect *originaires* of Oman who are not *bonâ fide* in French service.

CONCLUSION.

In conclusion, His Majesty's Government submit with confidence to the Tribunal that nothing in the French Case displaces the statements or contentions contained in the British Case, and that upon consideration of the statements and contentions of both Parties to the arbitration it is clearly proved that the French practice of francisation of Omani dhows exists, that its effect is seriously to impair the authority of the Sultan over his own subjects in his own dominions, and that his well-founded protests have been disregarded and his independence threatened by persistence in a practice which has no warrant either in international law or under the municipal laws of France.

His Majesty's Government, on their own behalf and on behalf of the Sultan of Muscat, desire to repeat the protest which they have already made against the introduction into the French Case of the matters dealt with in Parts V, VI, X, XI, and XII of this Counter-Case. They are absolutely irrelevant to the inquiry before the Tribunal, which relates solely to the action of France with regard to those who are admittedly subjects of the Sultan of Muscat. His Majesty's Government have adverted to them only because they did not think it right that erroneous statements with regard to their action in Muscat should be allowed to pass without correction.

Conclusions pour le Gouvernement de la République française.

CONCLUSIONS

POUR : le Gouvernement DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CONTRE : le Gouvernement DE S. M. BRITANNIQUE.

PLAISE AU TRIBUNAL,

Attendu que par une Déclaration échangée entre la France et la Grande-Bretagne, le 10 mars 1862, il a été convenu ce qui suit :

» Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du
» Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, prenant en consi-
» dération l'importance qui s'attache au maintien de l'indépendance du
» Sultan de Mascate, d'une part, et du Sultan de Zanzibar, de l'autre,
» ont jugé convenable de s'engager réciproquement à respecter l'indé-
» pendance de ces deux Princes.

» Les soussignés, Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté
» l'Empereur des Français et Ambassadeur extraordinaire de Sa
» Majesté Britannique près la Cour de France, étant munis de pouvoirs
» à cet effet, déclarent, en conséquence, par le présent acte, que leurs
» dites Majestés prennent réciproquement l'engagement indiqué
» ci-dessus.

» En foi de quoi les soussignés ont signé en double la présente
» Déclaration et y ont apposé le cachet de leurs armes ».

Fait à Paris, le 10 mars 1862.

THOUVENEL.

COWLEY.

Attendu qu'un désaccord s'est produit entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, d'autre part, sur le sens et la portée de cette Déclaration en ce qui touche les boutriers mascatais français ;

Que par un compromis signé à Londres, le 13 octobre 1904, les Hautes Parties Contractantes ont décidé de soumettre en dernier ressort au présent Tribunal d'arbitrage le règlement de ces difficultés ;

Attendu que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique considère que la délivrance à certains sujets (ou supposés tels) de Sa Hautesse le Sultan de Mascate de pièces les autorisant à arborer le pavillon français et que les privilèges et immunités revendiqués par les possesseurs de ces pièces, affectent l'indépendance de Sa Hautesse le Sultan de Mascate et le droit de juridiction de ce Prince sur ses sujets ;

Attendu que le Gouvernement de la République française soutient, au contraire, qu'on ne saurait légitimement produire une telle affirmation, et, qu'au surplus, la France se borne à faire usage de droits lui appartenant ou à elle conférés par les traités ;

Attendu, en effet, que les autorités consulaires françaises se sont abstenues, en principe, de délivrer elles-mêmes des patentes de pro-

tection à des indigènes originaires de l'Oman, et qu'elles n'ont négligé aucun de leurs devoirs de surveillance ou de contrôle sur les boutriers porteurs de titres de navigation français ;

Que si, en 1891, des infractions à ces règles ont été constatées à Aden, des mesures ont été immédiatement prises par le Gouvernement de la République pour y mettre fin ;

Attendu que le traité du 17 novembre 1844 ne contient aucune clause qui interdise à la France d'accorder sa protection à des Mascatais remplissant dans ses colonies les conditions exigées par les lois, décrets ou règlements en vigueur ;

Qu'au surplus l'article 4 de ce traité confère à la France des droits de protection à l'égard des sujets Mascatais domiciliés exclusivement dans l'Oman ;

Attendu que les autorités coloniales françaises ont agi dans la limite de leurs pouvoirs et se sont conformées à la législation et aux instructions en vigueur en délivrant des patentes de protection et des titres de navigation à des indigènes originaires de l'Oman, propriétaires de biens fonds dans leurs circonscriptions territoriales, y ayant un domicile ou un établissement et y acquittant des contributions ;

Que si les pouvoirs des agents français ont été parfois contestés, il est à rappeler que la Grande-Bretagne exerce elle-même, dans l'Oman, une protection sur des indigènes, les Louwatia, et que cette protection a été, à diverses reprises, contestée par les Sultans de Mascate comme s'étendant à des individus mal fondés en droit pour en bénéficier ou dont les titres à cette protection sont parfois discutables ;

Attendu qu'aucune preuve décisive n'est apportée d'une violation par la France des stipulations de l'Acte de Bruxelles du 2 juillet 1890 ;

Qu'on ne saurait invoquer les dispositions de l'article 42 de cet Acte qui n'ont pas été ratifiées par la France ;

Qu'au surplus ces dispositions ne modifient en rien la juridiction dans les eaux territoriales et maintiennent le *statu quo* ;

Attendu qu'on ne peut reconnaître, en pays de capitulations, à l'autorité locale un droit de police et de visite dans les eaux territoriales sur les navires battant pavillon étranger ;

Qu'un tel droit exercé sur des navires français par l'autorité locale dans les eaux territoriales de l'Oman ne se concilierait pas avec l'ensemble des dispositions du traité de 1844 et avec leur esprit manifeste ;

Qu'au surplus ce droit a été nettement écarté par une pratique constante et des faits récents non équivoques ;

Que la France ne l'a jamais admis, en ce qui la concerne, dans les eaux territoriales du Sultanat de Zanzibar soumis, comme l'Imanat de Mascate, aux stipulations du traité du 17 novembre 1844 ;

Que l'exercice exclusif de ce droit a été reconnu à la France par la Grande-Bretagne elle-même et par l'Allemagne, en 1888-1889, dans les eaux territoriales du Sultanat de Zanzibar lié à l'égard de la France, comme l'Imanat de Mascate, par le même traité du 17 novembre 1844 ;

Attendu que la France ne porte aucune atteinte à l'indépendance du Sultan de Mascate et à la souveraineté de ce Prince sur ses sujets, en revendiquant, sur le territoire et dans les eaux territoriales de l'Oman, un droit de protection à l'égard d'indigènes qui n'ont jamais donné,

sauf quelques exceptions blâmables, de motifs de plainte ou de mécontentement à l'autorité locale ;

Que les boutriers francisés d'origine mascataise n'ont jamais été encouragés par le fait de la protection française à se soustraire au paiement des droits de douane ;

Que les affirmations de la partie adverse à ce sujet ne sont appuyées d'aucun document probant ;

Que les agents consulaires français n'ont, au contraire, jamais négligé d'exiger des protégés français, quels qu'ils fussent, le respect des règlements douaniers en vigueur dans l'Oman ;

Qu'on ne saurait rendre responsables les protégés français résidant à Sour de l'échec de toutes les tentatives faites par le Sultan d'établir un service de douane dans ce port ;

Que les boutriers francisés d'origine mascataise n'ont jamais méconnu les règlements sanitaires édictés par le Sultan ;

Que si une exception a pu se produire à cet égard, en 1903, les délinquants n'ont obéi qu'à des préoccupations d'ordre personnel en s'échappant de la quarantaine de Mascate et qu'on ne saurait tirer argument de cette faute individuelle pour accuser tous les protégés français dans l'Oman de vouloir se soustraire aux édits sanitaires du Sultan et de méconnaître les droits de l'autorité locale en cette matière ;

Que le Gouvernement de la République en réclamant ses protégés coupables d'infractions aux règles de la quarantaine, n'a jamais entendu leur épargner le châtimement qu'ils méritaient et qu'il a seulement revendiqué le droit de les punir lui-même ;

Attendu qu'il ne peut être contesté que l'interdiction faite par le Sultan de Mascate à ses sujets de solliciter ou d'accepter des titres de navigation et des pavillons de puissances étrangères ne date que du 15 juin 1900, suivant les termes mêmes de la proclamation du Sultan ;

Que, jusqu'à cette époque, et depuis 1895 seulement, le Sultan de Mascate s'est borné à des protestations contre la délivrance de titres de navigation français à des indigènes qu'il revendiquait comme ses sujets ;

Attendu qu'il a notoirement cédé, en adoptant cette attitude, à des injonctions impératives des agents du Gouvernement britannique, difficilement conciliables avec la Déclaration du 10 mars 1862 ;

Que cette pression a été exercée au moyen d'une suspension de paiement de la redevance zanzibarite, moyen qui paraît absolument illicite ;

Qu'il résulte des termes mêmes de la sentence arbitrale rendue le 2 avril 1861 par Lord Canning, Vice-Roi des Indes, que la redevance zanzibarite n'a jamais été « considérée comme simplement personnelle » au premier bénéficiaire, « qu'elle doit s'étendre aux successeurs des parties en cause en 1861 », et « doit être tenue pour un arrangement « définitif et permanent compensant le souverain de Mascate de « l'abandon de toutes ses prétentions sur Zanzibar et corrigeant l'inégalité des deux héritages laissés par Seyyid Saïd » ;

Qu'en se substituant, en 1883, au Sultan de Zanzibar pour le paiement de la redevance zanzibarite le Gouvernement britannique n'a pu modifier le caractère de la sentence arbitrale de Lord Canning,

Qu'en soutenant son droit de faire dépendre le versement de la redevance zanzibarite au Sultan de Mascate de l'attitude politique et

des dispositions personnelles de ce prince à son égard, le Gouvernement britannique prétend conserver un moyen d'action inconciliable avec la Déclaration du 10 mars 1862 sur le souverain indépendant de l'Oman dont la situation matérielle est précaire;

Attendu que la Grande-Bretagne invoque la nécessité de réprimer la traite comme prétexte pour justifier son intervention dans la question des boutriers francisés;

Qu'aucune de ses affirmations relatives à de prétendus abus provenant, dans cet ordre d'idées, de l'octroi du pavillon français à des boutriers d'origine mascataise ne se trouve établie par des faits précis;

Attendu, au contraire, que le désir de la France de coopérer à la répression de la traite s'est toujours manifesté par ses actes;

Que le Gouvernement de la République fait exercer, dans l'océan Indien, une surveillance constante et efficace sur les boutres francisés;

Qu'il n'a jamais manqué à ses devoirs de répression lorsque des faits de traite imputables à des boutriers francisés ont été dûment établis;

Attendu que, si la recherche du pavillon français par les boutriers s'explique par des abus de pouvoir dont ils ont été assez souvent victimes en haute mer, il n'a pourtant jamais été dans les intentions du Gouvernement de la République de ne pas entourer l'octroi de son pavillon de toutes garanties essentielles;

Que ce Gouvernement a maintes fois déclaré vouloir restreindre le nombre des individus auxquels le pavillon français pourrait être accordé dans les colonies françaises;

Que, par suite des mesures qu'il a déjà prises, le nombre des protégés français, au titre des boutriers, tend à diminuer plutôt qu'à augmenter, et que, dans l'avenir, ils ne pourront, pas plus que dans le présent, constituer une menace pour l'indépendance du Sultan;

Attendu qu'on ne saurait légitimement prétendre, d'après les faits, que la politique suivie par la France dans l'Oman tende à restreindre l'autorité du Sultan de Mascate sur ses sujets et porte atteinte à son indépendance;

Qu'il paraît, au contraire, que l'attitude des agents anglo-indiens dans l'Oman a été trop souvent contraire à l'esprit de la Déclaration du 10 mars 1862;

PAR CES MOTIFS,

Dire et juger :

1^o Que la France n'a porté aucune atteinte à la Déclaration franco-anglaise du 10 mars 1862 en accordant à quelques indigènes originaires de l'Oman, ou supposés tels, des patentes de protection, dans les limites prévues par sa législation intérieure et imposées par l'Acte de Bruxelles;

2^o Que la France n'a pas davantage manqué à son engagement précis vis-à-vis de la Grande-Bretagne en exigeant du Sultan de Mascate le respect du traité du 17 novembre 1844 interprété suivant le régime des capitulations d'où cet accord découle incontestablement;

3^o Que la France est fondée à revendiquer, en ce qui concerne les

boutriers mascatais francisés, le maintien du *statu quo* conformément à tous les précédents et usages établis dans les cas litigieux relatifs à la protection des indigènes ;

ET LE TRIBUNAL FERA JUSTICE.

Pour le Gouvernement de la République française :

Maurice HERBETTE, *Agent.*

R. LARONCE, *Secrétaire de la Délégation.*

Conclusions pour le Gouvernement anglais. — Argument on behalf of the government of his Britannic Majesty.

PREFACE.

The Tribunal is now in possession of the Cases and Counter-Cases containing the statements of the Parties to the present controversy, and of the facts and documents upon which the Parties base their respective contentions.

The object of the present Argument will be to lay before the Tribunal, as briefly as is consistent with clearness, what in the view of His Majesty's Government are the proper conclusions to be drawn, with respect to the matter included in the « Compromis », from the statements and documents submitted, and to indicate the irrelevancy, for the solution of the questions in controversy, of a very great portion of the contents of the French « Mémoire » and « Contre-Mémoire ».

It is to be observed at the outset that France, by adopting the rôle of defendant in a case in which she is claiming immunity and exceptional treatment for Arabs in the dominions of their natural Sovereign, has reserved for the « Contre-Mémoire » a great part of her own affirmative case, and that the « Contre-Mémoire », like the « Mémoire », is very largely taken up by statements with reference to Great Britain which have nothing to do with the points in dispute, and serve only to distract the attention of the Arbitrators from the points really at issue.

It appears to His Majesty's Government that the relevant matters of fact involved in the Case fall within a very small compass, and that for the solution of questions mainly, if not solely, of a juridical character, it is unnecessary and improper to enter into speculations or to make allegations as to the diplomatic action or political situation of either of the two Governments concerned. His Majesty's Government submit that France does not assist her case by the manner in which motives are imputed to Great Britain or to the British authorities in India (« Contre - Mémoire », p. 51, ci-dessus, p. 258). His Majesty's Government do not propose to recriminate by any inquiry into the policy of France with respect to the coast of Arabia, and are content to examine the acts and claims of France with respect to the Treaty of 1844, the Declaration of 1862, and

the Brussels Act of 1890, by reference to the conventional rights and duties arising from these documents and to the rules of international law. They will confine themselves to the task of laying before the Tribunal what would appear, according to international law and the terms of those documents, to be the due appreciation of the correctness and effect of these claims.

It is stated in the Preface to the French « Contre-Mémoire » that the French « Mémoire » —

« a démontré enfin que la France n'a jamais cessé dans ses rapports avec l'Imanat d'observer l'esprit, comme la lettre, de la Déclaration du 10 mars 1862. Cette dernière question est en réalité la seule qui devait être soumise au présent arbitrage ».

It as already been pointed out in the British Counter-Case that the « Compromis » submits to the Tribunal no such general question as above stated. On perusal of the terms of the « Compromis » and of M. Cambon's letter printed in the French « Contre-Mémoire », it will be clearly seen that no general inquiry is intended as to whether Great Britain or France have respected the mutual Declaration of 1862, but a particular inquiry as to whether the grant by France of her flag to subjects of the Sultan is consistent with the Declaration, and as a necessary incident of such inquiry, to ascertain what immunities France claims to attach, within the Sultanate of Muscat, to the possession of the French flag by the Sultan's subjects.

In view of the too frequent digressions from the true issue in the French « Mémoire » and « Contre-Mémoire », His Majesty's Government cannot refrain from pressing urgently on the Tribunal the true nature of the issues submitted and the desirability of confining the arguments and conclusions to these issues.

PRELIMINARY OBSERVATIONS.

Before passing to the facts and arguments, it is unfortunately again necessary to dispose of certain preliminary allegations which appear to impugn the good faith of Great Britain.

The « Contre-Mémoire » deals with the question of the appearance of the name of His Highness the Sultan as a party to the British Case. In the British Counter-Case Great Britain has, in deference to French wishes, deleted the Sultan's name as a party. But it has been pointed out in the Counter-Case and in the correspondence that the French objection is purely technical, and that His Highness has, in fact, invoked the good offices of Great Britain. The position assumed by Great Britain, and objected to by France, is not that of legal guardian of the Sultan, but of a friendly Power selected and requested to lay before the Tribunal the Sultan's experience of the effect on his authority of the action of France with respect to his subjects. His Majesty's Government are confident that, on perusal of these documents, the Tribunal will be satisfied of the correctness of the attitude assumed by Great Britain, and that the statement made on p. 4 (*Arch. dipl. ci-dessus*, p. 234), of the French « Contre-Mémoire » as to the tardiness

of the Sultan's assent is erroneous, and that his assent was given so far back as 1903. Whether the Sultan is or not formally a party to the arbitration, it is essential for the Tribunal to determine the extent to which France is entitled to confer immunity on the Sultan's subjects from the jurisdiction of their natural Sovereign within his own territory.

It is suggested in the French « Contre-Mémoire » that the British Case is, both in substance and in form, incompatible with the Declaration of 1862.

It is difficult to see how such a contention can seriously be advanced. To admit its accuracy would be to read the Declaration as precluding Great Britain from ever questioning the propriety of any act done by France as to Oman. If the Sultan happens to agree with one of the two Parties to the Declaration of 1862 that the other is attacking his independence, is it to be said that to support the Sultan in his opinion is to violate his independence? If, finding that his jurisdiction over his subjects is impaired by the action of one of the two Powers, he consults the other, is the giving of advice on such consultation a breach of his independence? May he only consult the country against which he feels that he has ground for complaint? In the same breath France objects that the Sultan's protests were due to British influence, and that the Sultan has no *locus standi* to make any objection at all as to acts affecting his authority over his own subjects.

France suggests, and makes it a ground of complaint, that the Sultan would not have objected to the protection of his subjects by France but for the intervention of Great Britain. But if the effect of this action of France is what Great Britain contends before the Tribunal, Great Britain had an undoubted right to complain to France of the breach of the Declaration of 1862, and it is difficult to see how France, after consenting to refer the matter of substance, should take refuge in points of form calculated to have no effect except to retard or prevent the decision of the points of substance.

Further, if Great Britain is entitled, by virtue of the Declaration of 1862, to complain of infraction of the Sultan's independence, the Sultan is equally entitled, as an independent Sovereign, to complain, even apart from that Declaration, of interference by France with his jurisdiction over his own subjects. The contention that the Declaration of 1862 is as to the Sultan *res inter alios acta*, and that he had never been asked to adhere to this Declaration, may be met at once by pointing out that an attack on the Sultan's independence is not *res inter alios acta* either for the Sultan or for the other Party to the Declaration of 1862, and a significant commentary on the French declarations is to be found in the letter of M. Ottavi of the 2nd January, 1895, in which he says:—

« Heureusement, Seyyid Feysal, devant l'absence d'une note écrite, qu'il aurait demandée aux Anglais pour se couvrir, n'aurait guère osé intervenir d'une manière efficace, et se serait borné à faire dresser chaque année la liste de nos boutriers ».

And the untaded and unsigned letter, printed at p. 290 of the French « Contre-Mémoire », which is not on record in the British Consular archives, if authentic and correctly translated, also indicates that the Sultan thought it dangerous to remonstrate with France.

Of course, without the support of one of the Parties to the Declaration, the Sultan was not in a position to resist infractions of his independence by the other. The same observations apply as to the rights of France in case of any appearance of attack by Great Britain on the Sultan's independence.

His Majesty's Government must demur to the accuracy of the statement (at p. 4 of the « Contre-Mémoire »; ci-dessus, p. 234), that Great Britain has concerned herself more with the relations which exist, or should exist, between the French Republic and the Sultan of Muscat than with the question submitted to the Tribunal.

His Majesty's Government are confident that, on perusal of the British Case and Counter-Case, the Tribunal will be satisfied that Great Britain has confined herself to the statement of the facts with relation to French protection of Omani vessels, and its effect on the jurisdiction and independence of the Sultan, whereas the French Case and Counter-Case are concerned largely, if not mainly, with imputations on the policy and motives of Great Britain, and with matters foreign to the only material question in controversy.

His Majesty's Government, therefore, while not contending that the Sultan should be separately represented before the Tribunal, submit with confidence that for the due determination of the Case it is necessary to hear and consider what has passed between the Sultan and France with respect to French claims of protection.

In the French « Contre-Mémoire » (p. 7, v. ci-dessus, page 236), the reasons for the reference by Great Britain to the Franco-Muscat Treaty of 1844 are misunderstood. By reason of the most-favoured-nation clause in the Treaty of 1844 and the Anglo-Muscat Treaty of 1891, it is necessary for the European Parties to each Treaty to refer to the other Treaty in order to ascertain the full extent of the privileges conferred by it, since both Great Britain and France are entitled to the most-favoured-nation treatment. Consequently the Treaty of 1844, though technically *res inter alios acta*, is, by the effect of the clause in question, made material and relevant for the elucidation of the present controversy, and shows that the two Parties to the Declaration of 1862 stand on an equal footing as to extraterritoriality in Oman.

But it is also essentially material as being apart from any question of subsequently developed usage, the conventional measure of French rights and privileges in Oman, which is a fact, recognized by France in the contentions based on its terms (« Contre-Mémoire », p. 39, ci-dessus p. 252); and it is difficult to understand the suggestion made at page 7 (v. ci-dessus p. 236), of the « Contre-Mémoire », that the mere fact of referring to this Treaty or discussing its terms gives an impression

that His Majesty's Government claim to exercise a virtual protectorate, and constitutes a fresh attack on the Declaration of 1862. In approaching a juridical or quasi-juridical question, it is usual to lay before the Tribunal the material which may assist towards its solution. And in dealing with the position of Great Britain and France in Muscat, it is surely not irrelevant to point out the extent to which, at the time of the Declaration of 1862, France had extra-territorial jurisdiction in Oman, and that by the new Treaty of 1891, replacing the older Treaty of 1839, Great Britain acquires no extra-territorial rights which do not equally and automatically accrue in favour of France.

Comment is made as to the propriety of the inclusion in the British Case of a statement unofficially communicated by M. Cambon to Lord Lansdowne on the 14th August, 1901. This statement seems to have been a summary of information received from French officials; and His Majesty's Government, with a view to elucidate the questions raised therein, obtained from British officials, and communicated to the French Government, the information and observations contained in the documents printed at pp. 75-78 of the British Case (non reproduits dans les *Arch. dipl.*)

It is expressly stated that M. Cambon's communications with Lord Lansdowne were not official. His Majesty's Government made their inquiries and communicated their result in the hope of settling at once the questions which have led to this arbitration. They consider the inclusion of M. Cambon's statement as essential to the proper understanding of the British documents and reports which follow it, but do not of course claim that it in any way restricts the freedom of France in the arbitration to rest her case upon a different basis.

The British Memorandum was referred to the French Consul at Muscat for his observations, and they are included in the French « Contre-Mémoire ».

THE SULTAN'S NOTIFICATIONS.

At p. 10 (ci-dessus, p. 237), of the French « Contre-Mémoire » a suggestion is made that the translation in the British Case of the Sultan's notification to his subjects of the 15th June, 1900, is seriously inaccurate, in that it is said to omit words occurring in the original.

The complaint made in the « Contre-Mémoire » is in the following words:—

« Les mots à partir d'aujourd'hui (en Arabe « *min hazal ioum* ») et le dernier paragraphe ainsi conçu : *qu'il soit bien clair pour vous que cet avis a cours à partir du 16 Safar*, ne figurent pas dans le texte publié au Mémoire Britannique ».

The British translation (except as to the date, which, by a clerical error, was given as 14 Safar instead of 16 Safar) is an accurate rendering of the notification officially supplied to the British Consul by the Sultan, printed in the Appendix, which will be produced to the Tribunal. The words « *min hazal ioum* » and the final paragraph referred to, the omission of which is complained of, do not occur in this document. The copy supplied to the American Consulate is substantially identical in form with that supplied to the British Consulate, and, in response to inquiries by the British Consul at Muscat, His Highness the Sultan has stated that the Arabic text is a correct copy, corresponding to that which was promulgated among his subjects.

The French translation of the document, as printed at p. 84 of the French « Contre-Mémoire », and a correct English translation are subjoined in parallel columns:—

French Version.

« (Après les formules d'usage).
» J'avertis mes sujets parce qu'ils

Correct English Translation.

« (After compliments.)
« I have noticed [seen] my sub-

ne comprennent pas la valeur de l'acte de prendre des pavillons et des patentes d'une Puissance étrangère ni l'acte d'en faire usage alors que leur protection est douteuse. Ce qui a eu lieu dans le passé ne doit pas se reproduire dans l'avenir.

» Comprenez donc que ces actes sont contraires aux droits ainsi qu'à la conduite des sujets ; et que je ne permets pas de les prendre à partir d'aujourd'hui sans permission et autorisation écrite de ma part, conformément au Traité en vigueur entre moi et les Puissances étrangères, et ce afin que nul n'en ignore. Salut !

» Fait le 16 Safar, 1318 (15 Juin, 1900).

» Qu'il soit bien clair pour vous que cet avis a cours à partir du 16 Safar ; les patentes au sujet des dates desquelles il y aura doute seront examinées d'accord avec la Puissance qui les aura délivrées. Salut ! »

jects by reason of their want of understanding [engaged] in the taking of flags and articles from the foreing Government and by reason of these two things (*i. e.*, flags and articles) having donned the doubtful disguise of their protection (*i. e.*, protection of the flags and articles).

« Well, this has happened for them in the past, but it is not going to be in the future like this.

« You must accordingly understand that this is contrary to the rights and usage [practice] of subjects. You must therefore know that I do not recognize in my territories flags and articles, and I will not *pardon* to whoever takes them after to-day without leave or permission from me in writing, in accordance with the Treaty current between myself and foreign Powers. May it not be hidden from you, and salaams.

« Written on 16th Safar, 1318.

« Lef it become clear to you that this notification comes into force from the 16th Safar, and as to the articles in the case, of which there is doubt in the matter of the date on which they were taken, there will be an investigation into it with the Government from which they have been taken, and salaams.

NOTE. — This last paragraph does not occur in the document as supplied by the Sultan to the British and American Consulates.

According to the view of His Majesty's Government, the notification, read by the light of the events which immediately preceded it, is in no sense a recognition of *titres* granted prior to its issue.

Immediately before the issue of the notification the Sultan had visited Sür, and had there received and accepted the agreement by the Süris to surrender all French flags held by them. The documents by which this was carried out are printed at pp. 68 and 69 of the British Case (non reproduits dans les *Arch. dipl.*), and it is clear from those documents and from the terms of the notification itself, that the Sultan treated the acceptance of the articles and flags as inconsistent with the allegiance of his subjects to him.

THE MASIRA INCIDENT.

At the end of the French Counter-Case the Masira incident is treated as if it constituted a violation by Great Britain of the Sultan's independence and of the obligations created by the Declaration of 1862. This incident, consisting in the murder of the crew of a British merchant ship wrecked on the Island of Masira, was naturally of a character to call for the close attention of the British Consul. The Consul did go to the island, but the offenders were dealt with by the Sultan himself, and were executed by his men, the British Consul attending, at the Sultan's request. The British Consul held no official inquiry in the island, and confined himself to making inquiries of some of the accused, with a view to establishing the identity of the victims of the massacre.

THE SLAVE TRADE.

It is quite true, as stated in the French « Contre-Mémoire », that the Slave Trade only indirectly concerns the present controversy. But the effect of the French action as to the Brussels Act and of the French claims in Oman is to impede its complete suppression by the Signatory Powers, and also to impede the due execution of the Sultan's arrangements for the suppression of the trade in Muscat waters, by creating a class of native vessels which, according to the French claim, can be policed in these waters only by French war-ships.

M. Ottavi, in his letter of the 19th June, 1895, comments on—
« cette singulière recrudescence d'importation de nègres qui se concentrerait tout entière sur le point du Sultanat de Mascate, où nous avons le plus d'intérêts ».

The singularity on which comment is made disappears when the facts are considered. They have already been stated, but apparently need reiteration. The part of Muscat where, according to M. Ottavi, the interests of France are largest, happens also to be that occupied by tribes of Arabs who have taken advantage of their geographical position from time immemorial to engage in the Slave Trade. M. Ottavi himself gives an instance of the importation of slaves into Sür. It has already been stated in the British Counter-Case that over 100 of these Süris were in 1902 captured in Mozambique while engaged in shipping slaves, and this capture is referred to in M. Kiésel's report of the 13th June, 1902. The statement of M. Ottavi that Süris have been offered the British flag is wholly unfounded. The Süris do not love the British flag, because they have experience of the vigilance of British cruisers for the suppression of their slaving on the high seas and in territorial waters under the Treaty of 1873.

The interest which France has in Sür appears to be the protection of the residents of that place who have French flags, and whose status is the chief matter of controversy before the Tribunal.

It is unfortunate that there is a direct conflict between the reports of British naval officers and Consuls and the officers and Consuls of

France, as to whether the French flag is used to cover the carriage of slaves into Oman or the Persian Gulf. Each Party naturally believes its own officers, and it is for the Tribunal to decide between the two in any points of divergence which relevant to this inquiry.

The French reports made in 1895 strongly contest the allegations of Major Sadler, the British Consul at Muscat. But His Majesty's Government venture to submit that it will be impossible seriously to dispute the facts stated in the British Counter-Case as to the running of slaves by one Salim-ul-Badi under French colours, and it is certainly indisputable that two Omani vessels under the French flag were captured by a British cruiser in 1896 near the coast of Oman with slaves on board, and were tried and condemned by a French Court. There are other instances of condemnation in the French « Contre-Mémoire » which, while they evidence the activity and loyalty of French officials, also demonstrate that Arab slavers do cover the Slave Trade with the French flag; and the note of M. Kiésel indicates that at a period after 1890, when Madagascar was occupied, the French naval police was relaxed, and that even in 1902 only three vessels were employed to police the ocean between Africa and Arabia. His Majesty's Government would add that in 1898 one Salim-bin-Seif was caught shipping slaves in vessels flying the French flag at Pemba or Zanzibar, and was claimed by M. Laronce, the French Consul, as a French protégé, and the fact that he was tried in Zanzibar and convicted and his claim to French protection overruled by the Courts, led to considerable discussion between His Majesty's Government and that of the French Republic. Into the merits of the controversy it is needless to enter. The important fact is that Salim was in 1898 running slaves under the French flag, and was stated by France to be of Süri descent.

There is clearly a great desire to get Arab vessels under the French flag. It is stated in the French Counter-Case, that if all applications made had been granted, there would be hundreds of Omani vessels under the French flag, and that but for strict administration many more flags would be granted in French Somaliland.

The statement of the « Contre-Mémoire » that the International Bureau at Zanzibar has often had to register slave trading by vessels belonging to Arab protégés of Great Britain must be based on some mistake. Examination of the Reports of the Bureau discloses only one case of slave-running under the British flag. The vessel in question was captured by a British cruiser, and the number and activity of the British public vessels employed to prevent slave-running make it very dangerous to attempt to carry on the trade under the British flag.

It is to be noted that the Report of the International Bureau for 1899 states that there had been during the year a real recrudescence of attempts to carry on the Slave Trade with the object of meeting the demand for slaves in the Red Sea and Persian Gulf, and that in 1900 the Slave Trade was still going on (State Papers, vol. XCIV. p. 754). In each of these years a French vessel had been seized with slaves on board.

It is attempted to discredit the evidence adduced in support of the British allegations that slave trading still continues from Africa and

Arabia to the Persian Gulf, and that the French flag is used at times to cover it. The two Governments naturally rely in the main on the reports which they receive from their officials. The French contention seems to be that no African or Indian in British service is to be believed in any statement which he makes, and that British sailors are induced by desire for the bounties (described in the « Contre-Mémoire » a prizemoney) to make imaginative reports. These bounties, be it said, are only awarded after judicial condemnation for slave trading, and inconsiderate or irregular seizure brings reprimand, and not reward. (See « The Slave Trade Act, 1873 », 36 and 37 Vict., cap. 88, sections 11-16). It is inevitable that in African and Asiatic waters and territories some resort must be made to the evidence of natives ; but even allowing a reasonable discount for Oriental inaccuracy. His Majesty's Government submit that the statements on the subject of slave dealing made by Orientals contained in the British Case must carry considerable weight more especially when all that France has to oppose to them is the statements of other Orientals, the Arabs in question, who have a far more direct interest to deny, than the British witnesses have to affirm, the facts in controversy.

Great Britain is justified in drawing attention to the international inconvenience caused to the Signatories of the Brussels Act by the refusal of France to ratify Article XLII, and it would seem that the French Commanders of war-ships engaged in suppressing the Slave Trade have found it necessary to point this out to their Government. M. Martel, Commander of the « Drôme », in his report of the 10th December, 1900, says that the refusal to accept the provisions of Article XLII makes it necessary to insist on the importance of enforcing Article XXXIV of the Act as to having the name of the vessel cut in latin characters on the stern, and the marking of the sail with the letter of the « port d'attache », and the registernumber of the vessel. It has been pointed out in the British Case that the dhows which were at Sür at the date of the Sultan's visit in June 1900 had not complied with this Article XXXIV. M. Chautemps, Minister of the Colonies, says, in his letter of the 9th July, 1895 :—

« Il n'est pas impossible, néanmoins, que des boutres de contrebande arborent illégalement notre pavillon pour se livrer à la traite avec plus de facilité ».

And Commander Kiésel, in his note of the 13th June, 1902, in speaking of the Mozambique coast, says :—

« Sur cette côte, d'ailleurs, il y a lieu d'être très actif et très prudent, parce que les boutres arborent le pavillon qu'ils jugent le plus avantageux à l'instant présent. Comme le Portugal y a en permanence un croiseur et plusieurs canonnières, l'Angleterre y en a permanence des bâtiments, le pavillon français est commode, quand le croiseur français n'y est pas ».

If Article XLII applied to vessels under the French flag, the abuse of the flag above referred to would be impossible. But the admission of M. Kiésel fully supports the statement made at p. 11 of the British Case, that Arabs who engage in the Slave Trade are fully aware of the gap created by the non-adhesion of France in the meshes of

the net which would otherwise completely envelop their nefarious traffic, and the anxiety of France to inform all the world that the « droit de visite » does not exist as to vessels flying her flag on the high seas has not failed of its effect on those who seek to avoid the surveillance of an international police. They prefer the chance of an occasional visit from the French cruisers, who, until very lately, if not even now, are very few in number for the extent of sea which they have to patrol.

The observations made as to the credulity of the British Consul at Muscat in 1899 in the case of Mbarak-ben-Baroul are not justified by the documents on which they purport to be based. These documents show that the native in question escaped or deserted from a dhow flying the French flag and took refuge on His Majesty's ship « Pigeon », stating that he was in slavery and demanding freedom. He was taken to the British Consulate and at once sent on to the French Consulate and placed at the disposal of the French Consul, the British Consul making no examination as to his statements and expressing no opinion whatever as to the truth of the man's statements or the justice of claim, but merely sending him to the person whose business it was to verify the allegations made.

THE QUESTIONS OF FACT INVOLVED.

The facts relating to the present controversy are not numerous or complicated.

No attempt is made by France to deny the accuracy of the British account of the incident of the quarantine-breakers, or to suggest that any one of these men was on a vessel under the French flag when sent to quarantine, or when he escaped or when he was recaptured. Under these circumstances Consular jurisdiction over the men seems to have been claimed under the Treaty of 1844; at least no other ground is suggested. Nor again is any attempt made to contradict the substance of the British account of the incidents of Suweik and Debai. The former case was a claim to deal with the succession to Salim-bin-Mahommed which must have been a question of purely Mahommedan law affecting a native of Suweik. The second related to the use of the French flag by the son of the above Salim. If new papers had been given to the son after the death of the father in 1902, there would have been a breach of M. Cambon's undertaking of the 26th June, 1900.

Since the delivery of the British Counter-Case a report has been received from Zanzibar that an Arab, who seems to be the Ali-bin-Salem. (No. 17 on the revised French list), has come under suspicion of slave-trading, and has been deprived of his French papers by M. Ottavi, the French Consul at Zanzibar.

The references in the French « Contre-Mémoire » to the Debai incident make it expedient to restate that incident in somewhat greater detail. Debai is on the Pirate Coast, and is not part of the dominions of the Sultan of the Muscat, and its Chief is one of the Trucial Chiefs referred to in the British Counter-Case. The representations made by the French Consul to the Sultan of Muscat seem to have

been made in the belief that the Chief of Debai was a dependent or feudatory of the Sultan of Muscat, which is not the case. The French Consul, also, on the 24th March, 1904, wrote direct to the Chief of Debai the letter of which a copy is annexed. The action of the British Consul at Muscat, with reference to the Debai case, can in no sense be construed as indicating the exercise of any protectorate over Muscat. On being consulted by the Sultan as to the French Consul's communication, the British Consul gave it as his opinion that as the man alleged to have been wronged at Debai was one of the Sultan's subjects resident at Suweik, in Oman, the claim on the Chief of Debai ought to be made by the Sultan, and not through the French Consul.

The first question of fact is whether France has granted to subjects of the Sultan French flags and papers. The recital of the « Compromis » constitutes an admission by France that France has granted French flags and papers to certain Muscat ship-owners. This admission is supplemented by the inclusion in the French « Mémoire » and « Contre-Mémoire » of two lists, headed « Propriétaires de Boutres mascatais francisés ». The Tribunal is not asked to decide anything except as to dhows owned by subjects of the Sultan and flying the French flag or furnished with French papers, and as to the families of such persons, and as to the captains and crews of such vessels, and perhaps also the families of these latter persons. It is for France to show that persons falling within these categories have been lawfully transferred from their natural allegiance to that of France, or have lawfully been brought under French protection either before or by means of the *francisation* which is alleged to have taken place. His Majesty's Government have no doubt that if any such persons have, by false statements or fraudulent devices, imposed upon French officials and improperly obtained *francisation*, the Government of the French Republic, on ascertaining the truth, would not hesitate to strip them of the privileges which have been thus improperly obtained; and His Majesty's Government submit with confidence that they have established that the Süris in question are *originaires* of Oman, and are not settlers or residents in French Colonies, but sailors whose home is in Oman, paying business visits only to various ports in the Indian Ocean.

If the French contention were right, it would be open to contend that the French fishermen who annually, for long periods, visit Iceland or the Newfoundland banks, and only return home for the winter, have not their domicile in France.

It is not clear whether France contests the accuracy of the statement that the Signatories to the undertaking given in June 1900 to the Sultan at Sür are natives of, and resident in, Oman. The letters of some of these men contain various allegations as to visits to French Colonies and having been in French service; but these assertions made with the object of obtaining French protection cannot be accepted in the absence of corroborative evidence.

It appears to be admitted by France in the recital of the « Compromis », and in the two lists of dhow-owners, that Omanis are in possession of French flags and papers. These lists have already been criticised in the British Counter-Case, and the identity of the persons specified therein to some extent ascertained. The revised list in the

French « Contre-Mémoire » differs from that in the original Case by omitting four names :—

Selim-ben-Râchid (No. 20 in first list) ;

Selim-Bouheti (No. 21 ») ;

Selim Mohammed Libadi (No. 23 in the first list, the man whose doings are described somewhat fully in the British Counter-Case, p. 47) ; and

Salim-bin-Mohammed Wad Taheb (No. 27 in the first list) ;

by ascribing to Ali-bin-Salim-bin-Rachid (No. 2) a second vessel, and by ascribing to Ali-bin-Salim Wad Tahed (No. 17) four vessels which in the first list were ascribed to Salim-bin-Mohammed Wad Taheb.

From the Report printed in Appendix No. 3, it would seem that the French titre and flag of one of the four vessels — the Fath-el-Kheir — has very recently been taken away by the French Consul at Zanzibar.

No details whatever are given as to the grounds on which the dhow-owners on the lists were placed there, nor where, nor why these Arabs got French papers.

Instead of giving this information, it is contended that—

« la France ne saurait reconnaître au Sultan de Mascate l'exercice d'un contrôle sur l'octroi du pavillon tricolore dans les Colonies françaises ; cette pratique étant basée sur le droit interne de l'Etat français ».

This contention evades the question in dispute. It is not necessary to inquire as to the municipal law of France with respect to the grant of the French flag to ships, so long as the ships in question remain in French waters. Nor is it necessary to inquire as to the effect on the high seas or in the waters of third Powers of the French law as to the grant of the French flag. What the Tribunal has to consider is whether France can, under cover of her municipal law, give to subjects of another Power in the territories and waters of that Power an extra-territorial and privileged position and exemption from the laws of their natural Sovereign. According to the view of His Majesty's Government, the contention of France is that the municipal law as to the grant of flags is to prevail outside her own territory over international law and the municipal law of other States. And after thus disposing of the claim of the Sultan to information as to the reasons for withdrawing his subjects from his jurisdiction, it is further suggested that Great Britain is guilty of a *petitio principii* in treating as settled *a priori* in favour of the Sultan the question of the *statut personnel* of all the dhow-owners who are *originaires d'Oman ou supposés tels* and who have obtained French papers, and France not only makes express reserve against the British view, but also appears to deny any obligation to give any written explanation of the grounds on which each *titre* was granted.

What, according to the French view, is the *statut personnel* of a Moslem Arab born and residing in Oman, who has wives in the various ports to which he takes his ship in the sailing season, and who flies the French flag ?

Is his right to marry, or the transmission of his property, determined by the « Code Napoléon » or by the Koran ? Does he retain his *statut*

personnel as an Omani Arab, with a right to decline the jurisdiction of the Court best competent to determine the appropriate prescriptions of the Mohammedan law ?

The natural and ordinary presumption as to a person who is *originaire* of a particular State is that he is the subject of the Sovereign of that State. Where he is not only an *originaire*, but also ordinarily resident in that State, the presumption is strengthened. And if any State claims that a person born and ordinarily resident in another State is a subject or protégé of the first State, it is in accordance with all rules of law and justice that the claiming State should furnish proof of the grounds of its claim. It is true that under certain conditions in modern times what is termed « double nationality » arises. For instance, a Frenchman duly naturalized in the United States may, nevertheless, continue to be a French citizen if he has not satisfied his obligations under French military law or other laws. In such a case the United States, though always ready and constitutionally bound to afford the amplest protection to its citizens throughout the world, recognizes that a Frenchman naturalized in America under the conditions indicated has no claim to American protection in France. The same principle is recognized by the British Naturalization Act, 1870.

When an *originaire* of any State is claimed as citizen or protégé of another, it is juridically impossible to suppose that the Sovereign is bound to accept the mere statement of the Agents of the other Power that the person claimed is its subject. In an ordinary European State such a claim would, of course, not have much effect, since the system of extritoriality is not there recognized ; but in a State in which extritoriality, or immunity from local jurisdiction, is recognized by Treaty or usage, it is essential, to prevent abuse, that the person claiming immunity from the local authorities, or the power who claims it for him should prove that he falls within one of the categories of privileged persons. To hold otherwise would be to allow the claiming Power to be its own judge on controverted questions of fact and law and of the interpretation of Treaties. In this Arbitration it devolves on France to lay before the Arbitrators the grounds on which she seeks to withdraw from the Sultan those of his subjects whose names appear on the lists already referred to, or others of his subjects who, though not on the lists, may be *in consimili casu*.

The knowledge of the grounds for granting *francisation* or French flags to such vessels or persons is peculiarly within the reach of France, and is not accessible to Great Britain nor to the Sultan of Muscat. It is stated that registers exist at Muscat of all Arab vessels which have been *francisés* and of their owners and captains. It is known that *titres* are granted to their vessels. The copies of such *titres* which have reached His Majesty's Government indicate that if these *titres* are properly filled in, abundant indications will be afforded of the place where the proprietor is said to reside, where his vessel was *francisé* and the like, although, as has been pointed out in the British Case, in certain of these *titres* most essential information, viz., as to the residence of the proprietors, has been omitted.

France seems also to object that Great Britain is not entitled (« qualifiée ») to verify the list of French dhow owners, because this would

involve a critical examination of French municipal legislation. Great Britain has no interest in, and makes no claim to examine into, French municipal legislation; and is content to take the statement of France as to what such legislation is. But as already stated, when France seeks to give extraterritorial effect or international validity to her municipal legislation, then the right of foreign Powers arises to question the validity and effect of such legislation outside its proper bounds.

The French arguments as to making domicile a ground for claiming an *originaire* of Muscat as a French protégé in Muscat have already been dealt with in the British Counter-Case. It is enough to refer the Tribunal to these arguments and to add the following remarks:—

1. Domicile is not equivalent to nationality.

2. Domicile may give certain rights in the country in which it is acquired, and may alter the *statut personnel* or the descent of property by virtue of the rule *mobilia sequuntur personam*, but it gives no title to protection as a national in other countries, least of all in that of origin.

3. It lies with those who assert that the domicile of origin has been lost to prove the assertion. France has not adduced any evidence at all that any of the dhow-owners of Muscat origin have acquired a domicile in any French possession. The Tribunal is, on this point, referred to the latest judicial exposition of the subject in the English Courts (*Winans v. Attorney-General*, Law Reports, 1904, Appeal Cases, p. 287) — a case in which the liability to taxation of the personal estate of a deceased American subject depended on whether he had become domiciled in the United Kingdom.

RIGHTS OF POLICE AND JURISDICTION IN TERRITORIAL WATERS.

It is not easy to see what bearing this question has upon the point submitted for decision in this Arbitration, but as it is very fully discussed in the French « Contre-Mémoire », His Majesty's Government think it right to make some observations upon it.

Perusal of the French « Contre-Mémoire » discloses a tendency to confusion between three very distinct questions:—

1. The « droit de visite », or right of search on the high seas;
2. The police powers of territorial Sovereigns in their own waters; and
3. The extent to which a Power can exercise supervision or jurisdiction over its own vessels in the waters of another Power by permission of that Power.

The question of the « droit de visite » has only an incidental bearing upon the present controversy. It is well known to all students of international law that France, for many years, whether from national sentiment, as suggested in the « Contre-Mémoire », or from particular theories of international law, has been resolutely opposed to granting to any other Power the right to search vessels carrying the French flag

on the high seas, and that the naval instructions of 1867 (1) mark the utmost limit of French concessions to Great Britain on this point. Other Powers which have taken the French view have, by adherence to the Brussels Act, assented to the search of certain vessels under their flag found in the Indian Ocean, and to that extent have granted the « droit de visite ».

It is asserted that British officers have on occasion shown an excess of zeal or have gone beyond the instructions of 1867. Whether they have done so is wholly immaterial to the present case, and His Majesty's Government do not think it necessary to discuss each case in detail, and are content to point out that Article 13 of the instructions indicates the remedy to be pursued.

Not content with a wholly unnecessary elaboration of French policy as to the « droit de visite », the « Contre-Mémoire » under some misunderstanding puts forward the supposition that Great Britain denies or questions the rights and privileges of the French flag on the high seas.

As between Great Britain and France, the question of the « droit de visite » has passed from the stage of international controversy to that of convention by the régime agreed on in the Joint Instructions of 1867. As to other Powers which have acceded to the Brussels Act, the « droit de visite » in the Indian seas is mutually conceded by the Brussels Act. His Majesty's Government can well conceive that a Power to whose subjects France has granted French papers and quasi-protection in the manner adopted as to Omanis might claim as against France to defeat such usurpation by search even on the high seas of such vessels ; but it is not necessary to deal with any such contention in the present case. Before leaving this subject, it is, however, desirable to explain to the Tribunal that the desire of Great Britain that there should be a mutual right of search over native vessels in seas frequented by slavers — a desire which has been accomplished by the accession of almost every Power except France to such an arrangement — was to secure an effective international police of the infested seas instead of the isolated and ineffective national system which France prefers. Nothing was further from the desire of Great Britain than, as is suggested in the French « Contre-Mémoire », to destroy the influence of France in these seas.

In conclusion, His Majesty's Government must protest against the wholly gratuitous introduction of two documents relating to questions which arose between Great Britain and the United States in 1857 and 1858 as to vessels suspected of fraudulently using the American flag. The full text of the correspondence is to be found in the British « State Papers », vol. XLVIII, pp. 1244-1250, and vol. XLIX, p. 1103, *et seq.*, and no doubt also in the American diplomatic correspondence. Great Britain and the United States were in perfect accord as to the necessity of stopping the oversea traffic in slaves under the American flag, and as to the accuracy of many, if not all, of the British statements. The only difference between the two Powers was as to the nature of the *visite* which a British vessel might make to a vessel on the high seas flying

(1) Described by a clerical error as of 1887 in the British Case.

American colours, and the United States were so far convinced that their laws and surveillance were insufficient that more cruisers were detailed to suppress the abuse of the flag, and that a Bill was submitted to Congress to strengthen the law against slave trading. The Tribunal will also remember that the United States, in 1892, adhered to the Brussels Act.

The right of police in territorial waters is wholly distinct from the « droit de visite ». The latter applies only to the high seas — the highway of nations. But it seems to be as fully admitted as any doctrine of international law that a public vessel of one State has no right to exercise police powers even over the merchant vessels of its own State in the territorial waters of another State. To quote the opinion of Mr. Nelson, Attorney-General of the United States, given in 1843 in the case of the schooner « Ariel ». —

« It is quite clear that the seizure of an American vessel by another, also American, within the jurisdiction of a foreign Government for an infringement of American revenue or navigation laws is a violation of the territorial authority of the foreign Government ».

Opinions to the same effect could be multiplied, but it is enough to say that it is an essential element in the conception of independent sovereignty that no foreign Power should, without the consent of the Sovereign, exercise within his territory or waters any coercive jurisdiction over any person.

It is, of course, within the competence of the territorial Sovereign expressly to grant or to acquiesce in the exercise within his waters by the public vessels of another State of powers of surveillance or police over merchant vessels flying the flag of that State, and much of the French Case is taken up by an attempt to prove that this concession has been made to France by the Sultan of Muscat, or that this power has been, by Treaty, or acquiescence, or otherwise, acquired by France.

France claims that in the waters of Oman she has acquired in some such way the sole right of surveillance or police over vessels flying the French flag, and that the territorial authority of the Sultan is excluded. Her contentions have somewhat shifted on this point.

In March 1902 the French Consul wrote to the Sultan that France only claimed the right of surveillance and police conferred by the Brussels Act over vessels flying the French flag. It has already been pointed out in the British Case that the Sultan is not a Signatory to that Act, and that it does not give to any Power any right of surveillance or police in the waters of another Power, though it does give to the Powers which have adhered to Article 42 a mutual right of search on the high seas.

In 1903 M. Cambon stated to Lord Lansdowne that the Treaty of 1844 was not designed to meet the case of the dhow owners, that their rights were in many cases anterior to the Treaty, that the French flag holders were altogether outside the Treaty, and that protection was claimed for them not under the Treaty, but because they had been given French papers, and were entitled to fly the French flag. This contention has already been stated and criticised in the British Case.

But France has now abandoned the contentions of M. Laronce and M. Cambon, and in the « Contre-Mémoire » for the first time takes up

the position that she is entitled under the Treaty of 1844 to the exclusive right of police in Muscat waters over vessels flying the French flag.

The arguments in support of this contention are, for the most part, contained in the opinion of M. Renault. *In limine*, His Majesty's Government venture to point out that, eminent as is the reputation of M. Renault, his opinion can have no other effect on this arbitration than that of an advocate consulted by one of the High Parties to the arbitration, and that the case submitted to him for his opinion is not included in the « Contre-Mémoire ».

Great Britain contends: 1) that France cannot rely on the Brussels Act to justify the exercise of police powers in those waters, because the Sultan is not a party to that Act, and because that Act specially reserves the rights of the territorial Sovereign as to vessels in his waters; 2) that the Sultan has done no act to surrender or delegate to France his authority in his own waters.

1. It is difficult to see how France can juridically meet the first of these contentions. Indeed, she endeavours to do so mainly by suggesting that the Slave Trade Treaties between Great Britain and Muscat upset the balance and equality which ought to result from the Declaration of 1862. This contention has already been disposed of in the British Counter-Case.

2. But the second contention is that which the weight of M. Renault's opinion is directed to meet.

France admits that the Sultan of Muscat —

« possède les droits que lui confère la souveraineté sur ses sujets et dans ses Etats » ;

and includes in this admission the right to make Quarantine Regulations, but makes a grievance of the fact that the Sultan, in enforcing the Regulations, has utilized the services of British subjects, forgetting that if the right exists it is for the Sultan to decide on the executive agents to be chosen. After these admissions and this complaint, a distinct and definite proposition is enunciated : —

« Si le Sultan de Mascate possède dans ses eaux territoriales un droit de police et de juridiction à l'égard des navires arborant le pavillon rouge Mascatais, il n'en possède aucun sur les navires, boutres, ou autres qui portent le pavillon tricolore ».

To prove this proposition it is argued that ships flying the French flag fall within the words of the Treaty of 1844, Article III.

Examination of that Article, which is printed at p. 6 (ci-dessous p. 270) of the British Case, will show that it begins by granting permission to Frenchmen to buy, sell, or take on lease lands, houses, and shops in Oman, and prohibits entry, on any pretext, into the houses, shops, and other properties (« autres propriétés ») possessed or occupied by Frenchmen or persons in French service. It is perfectly clear from the context that the Article relates to « immeubles », and gives « aux français » a right to acquire them, and that in the second place it provides against violation of the domicile of « français » who have acquired such « immeubles », and of persons in their service. Nothing in the Article can be reasonably extended to ships, and though M. Renault so contends, he does so faintly, saying that if the action of

the territorial Sovereign is restricted on land, « on peut affirmer qu'à plus forte raison elle l'est, et doit l'être, pour les eaux territoriales ». This amounts to reading into a document, on theoretical grounds, words which do not occur in it and are in no way necessary for its correct interpretation.

The Treaty is not silent about French ships, but its articles do not contain any express provision as to French vessels in territorial waters, or excluding the right of police by the Sultan, and do not give any colour to any theory of exemption from visit. Such an exemption would be inconsistent with the right to enforce the Revenue Customs, and quarantine laws of Oman, for which purposes it is essential to board and examine vessels entering at Oman ports; and it can hardly be regarded as a necessary part of a Treaty to facilitate commerce that smuggling by the ships of a foreign State or disregard of quarantine should be made easy.

M. Renault, after dealing somewhat lightly with the exact wording of the Treaty of 1844, devotes a part of his opinions to arguments based partly on views of French national policy or the manifest intention (« esprit manifeste ») of the Treaty, but mainly on allegations of established usage, which, in his view, interpret or supplement the Treaty in a manner harmonizing with the French contentions. The statements of facts and the diplomatic documents to which he refers relate wholly and solely to Zanzibar, and not a single fact is stated with reference to the express or tacit admission in Oman of the existence in favour of France of the exclusive right of surveillance over French vessels in Oman waters.

The French Treaty of 1844 applied to Oman and Zanzibar as a single State for twelve years, until the separation of the two territories into distinct States in 1856. Thenceforth it was recognized by the Sovereigns of the two States as applying to each State separately. Nothing that happened between France and Zanzibar between 1856 and 1905 can be construed as binding the Sultan of Muscat either as matter of usage, concession, or interpretation of the Treaty. The earlier Colonies in the Indian Ocean possessed by France were near Zanzibar and far from Muscat, and France had so little concern with Oman that it was not until 1894 that she installed a Vice-Consul there, or instituted any Court in which any person claiming to be her protégé could be dealt with judicially. Nor is there any trace in the French « Mémoire » or « Contre-Mémoire » of any grant of French flags to Muscat vessels before 1891, or of any exercise by France of rights of police in Oman waters before that date.

It is unnecessary to deal in detail with the various controversies which have arisen between Great Britain and France as to the territory and waters of Zanzibar, because they have, fortunately, been terminated by the arrangement evidenced by the letters of the 13th and 18th May, 1904.

But His Majesty's Government cannot be considered as admitting that the contentions of France with respect to Zanzibar were juridically well-founded, although in a spirit of amity an adjustment has, in the case of Zanzibar, been effected which satisfies the aspirations of both Powers and meets the needs of the situation.

M. Renault's arguments as to the effect on the *statu quo ante* of the

establishment of a Protectorate relate only to Zanzibar, and in no way affect Oman, which is not a Protectorate.

Before passing from this part of the Case, it is perhaps well again to point out that the main point in controversy is not whether France has any power to police in Oman waters vessels admittedly French, but whether France by permitting the use of her flag to persons who are not her subjects nor her protégés, nor within the immunities given by the Treaty of 1874, can extend to such persons any immunities she may possess in Oman. Even assuming that France had acquired some modified rights in Oman waters over vessels admittedly French, this is a very different thing from the claim of exclusive police in the Sultan's waters by French officials over any Arab dhow which flies the French flag. Still more does it differ from the claim which has hitherto been coupled with it that the owner and crews of such vessels and their families shall be exempt when ashore from the Sultan's jurisdiction.

The true international rule on this subjects is well stated in the decision of the United States' Supreme Court.

THE CAPITULATIONS AND EXTERRITORIALITY.

A considerable portion of the French Counter-Case is taken up by arguments that the « régime des Capitulations » applies to Muscat. These arguments, except so far as they are based on Treaties with the Sultan, or established usage in his dominions are an attempt to import into the relations of France with Oman usages which may exist between France and other Oriental States.

It is acknowledged that Capitulations and Treaties or Conventions creating extrterritoriality are exceptional and contrary to the ordinary rules of public international law, and that the exceptions arise from particular sanctioning documents or concessions from the Sovereign of the country to which they apply. As a general rule, therefore, in order to ascertain to what extent the territorial Sovereign is excluded from jurisdiction over the subjects or protégés of another Power, it is necessary to examine the Treaties, and, if need be, the usage in force between the territorial Sovereign and the other Power concerned, and it is rarely, if ever, of value to refer to the Capitulations existing with other Powers.

Although, where several Powers have with an Oriental State Treaties giving extrterritorial jurisdiction couched in somewhat different terms, but containing a most-favoured-nation clause, it may, as in the present case, be necessary to examine all such Treaties in order to determine the exact limits of the extra-territorial jurisdiction conceded, it is never admissible to contend that because one Oriental Power has conceded a particular and wide extrterritorial jurisdiction, a similar concession should be read into Capitulations made with another Oriental Power; nor can any argument be drawn from usage in the

case of one Oriental Power to establish the existence of any such usage in the case of another Power (1).

The Ottoman Regulations of 1863 and 1865, referred to both in the British and the French Cases, are relevant only as showing the determination of the Porte to put an end to the abuses of protection which then existed, and of the admission of the European Powers that the attitude of the Porte was consistent both with its territorial sovereignty and with international law, and the fact that these laws were not made retrospective is of no probative value in the present case, in which the question is whether certain persons are or are not now properly claimed by France as protégés.

It may be observed that, under the Ottoman Law of Nationality, a native of the Ottoman Empire is presumed to be an Ottoman subject unless he can prove to the contrary, the *onus probandi* lying not on the territorial authority, but on the person claiming the privilege of exemption from its jurisdiction, and the international Award between Greece and Turkey, set out in the British Case, is an even stronger and more authoritative international recognition of the limits which should be placed on extra-territorial jurisdiction in Oriental States.

As a matter of negotiation, distinct from a question of fact or of international or municipal law, the recognition of the claim of a certain limited number of persons to be protégés of the claiming Power might be conceded as a means for determining a controversy, but such concession would be the price of peace, and not an admission of the justice of the claim, and it was as a matter of negotiation that the Porte made the concession in question, and not in affirmation of any rule of international law.

It may be added that in the long history of the Capitulations in Turkey very many Treaties had been made, and very many usages and abuses had grown up in the course of centuries; while as between Muscat and France the extra-territorial rights granted to France in Oman, whatever they may be, cannot be dated back beyond 1844. And while the situation in Turkey was complicated by the presence of a very large Christian population of numerous sects (each sect allowed by the Porte in many matters to be governed by the laws of its Church), perpetually invoking the sympathy and protection of France or Russia or some other European Power, the population of Oman is in the main Arab and Moslem, with very few Europeans or Christians, and only a few small communities professing some non-Moslem Eastern religion; and the persons whom France seeks to protect (unlike the Banians and Louwatias) are Arabs marked off from the rest of the Arab population of Oman only by the fact of the claim to French protection. The chief reason for the existence of extraterritoriality is the difference between Oriental and European usages; and in the case of the Süri Arabs the *raison d'être* of a claim of extraterritoriality is excluded by the facts of their origin, race, religion, and residence.

(1) « En thèse générale, il faut reconnaître qu'en pareille matière il peut y avoir des questions d'espèce suivant la nature des Protectorats, et, encore, suivant les engagements des protégés et des protecteurs envers les autres nations ». — M. Barbey, « Contre-Mémoire ».

Having thus indicated the contention of His Majesty's Government that Capitulations with Turkey do not afford any sound foundation for any argument in favour of France in the case of Muscat, it is necessary, before dealing with that part of the French Case which is based on the French interpretation of the Treaty of 1844, to dispose of certain references made to alleged inconsistency between the British contentions and British practice.

1. The position of the Khojas or Louwatias has been fully explained in the British Counter-Case. That explanation clearly shows that these persons, so far from being all incontestably subjects of the Sultan, form a distinct community of Indian origin, and under British protection if they choose to claim it; and that British officials have never gone beyond denying to a Khoja the right to abjure British protection merely as a mean of evading his just debts.

2. In Persia Great Britain protects her Indian subjects settled there and their descendants to a limited extent, but this right of protection has never been exercised in a way inconsistent with the law of Persia.

The British view as to Persia is best expressed in the following extract from a despatch by Lord John Russell to Mr. Alison :—

« Considering the question apart from all questions of usage, policy, or expediency, but exclusively and strictly with reference to the principles of international law prevailing amongst Christian nations, I have to state to you that a child of a Persian father born in the Queen's dominions and returning to Persia will not, whilst in Persia, be entitled to British protection if (as stated) the law of Persia considers him a Persian subject by reason of his Persian descent; and on this principle Syad Abdullah could not, whilst he remained in Persia, claim, or be claimed to be, treated there as a British subject. Although, therefore, this would be the correct rule of international law, yet, as it has not hitherto been acted on in Persia, I think it very inexpedient that it should now be made a rule of English procedure there unless it is also made common to all other European nations, and especially France and Russia ».

3. Great Britain does not protect Chinese subjects in Siam either with or without a condition as to three years' residence there. In the year 1895 the question of such protection was discussed between the British and Chinese Governments at a time when it was supposed that Japanese in Siam were to be protected by France. But Japan abandoned the idea of putting her subjects in Siam under French protection; and Great Britain never undertook the protection of the Chinese, which, be it said, in the absence of any Treaty between China and Siam granting extra-territoriality, would, if undertaken, not have ousted the jurisdiction of the Siamese Courts. This disposes of the unfounded statement made in the French « Contre-Mémoire » :—

« Au Siam elle admet l'inscription à sa Légation de Chinois qui ne sont pas nés sur un territoire britannique ou placé sous le protectorat anglais, mais qui résident depuis au moins trois ans à Bangkok. Ces Chinois sont alors considérés comme protégés britanniques, et ils ont même obtenu que la protection qu'ils jouissent au Siam leur soit continuée quand ils se rendent en Chine ».

It will be, perhaps, more satisfactory to the Tribunal to know exactly what persons Great Britain does protect in Siam. The matter is governed by the Anglo-Siamese Agreement of the 29th November, 1899 (1), which is in the followings terms :—

« *Agreement between the United Kingdom and Siam relative to the Registration of British Subjects in Siam.*

» Signed at Bangkok, November 29, 1899 (1).

» The Governments of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and of His Majesty the King of Siam, recognizing the necessity of having a satisfactory arrangement for the registration of British subjects in Siam, the Undersigned, Her Britannic Majesty's Minister Resident and His Siamese Majesty's Minister for Foreign Affairs duly authorized to that effect, have agreed as follows :—

» I. — The registration according to Article V of the Treaty of April 18, 1855, (2), of British subjects residing in Siam, shall comprise the following categories :

» (1) All British natural born or naturalized subjects, other than those of Asiatic descent.

» (2) All children and grandchildren born in Siam of persons entitled to be registered under the first category, who are entitled to the status of British subjects in contemplation of English law.

» Neither great-grandchildren nor illegitimate children born in Siam of persons mentioned in the first category are entitled to be registered.

» (3) All persons of Asiatic descent, born within the Queen's dominions, or naturalized within the United Kingdom, or born within the territory of any Prince or State in India under the suzerainty of, or in alliance with, the Queen.

» Except natives of Upper Burmah or the British Shan States who became domiciled in Siam before January 1st, 1886.

» (4) All children born in Siam of persons entitled to be registered under the third category.

» No grandchildren born in Siam of persons mentioned in the third category are entitled to be registered for protection in Siam.

» (5) The wives and widows of any persons who are entitled to be registered under the foregoing categories.

» II. — The lists of such registration shall be open to the inspection of a properly authorized Representative of the Siamese Government on proper notice being given.

» III. — If any question arises as to the right of any person to hold a British certificate of registration or as to the validity of the certificate itself, a joint inquiry shall be held by the British and Siamese autho-

(1) Voir texte original *Arch. dipl.* 1901-02, vol. II, nos 4-5-6, p. 128; traduction française, p. 129.

(2) Hertslet's *Commercial Treaties*, vol. X, p. 557. — *Archives diplomatiques*, 1901-02, vol. II, nos 4-5-6, p. 128.

rities and decided according to the conditions laid down in this Agreement, upon evidence to be adduced by the holder of the certificate, in the usual way.

» IV. — Should any action, civil or criminal, be pending while such inquiry is going on, it shall be determined conjointly in what Court the case shall be heard.

» V. — If the person in respect of whom the inquiry is held come within the conditions for registration laid down in Article I, he may, if not yet registered forthwith be registered as a British subject and provided with a certificate of registration at Her Britannic Majesty's Consulate; otherwise he shall be recognized as falling under Siamese jurisdiction, and, if already on the lists of Her Britannic Majesty's Consulate, his name shall be erased.

» In witness whereof the Undersigned have signed the same in duplicate and have affixed thereto their seals at Bangkok, on the 29th day of November, 1899, of the Christian era, corresponding to the 118th year of Ratanakosindr.

(Seal).

(Signed) « George GREVILLE.

(Seal).

(Signed) « DEVAWONGSE VAROPRAKAR ».

On reference to the 1st Article, it will be seen that persons of Asiatic descent are not entitled to be registered as British subjects in Siam unless—

- (1). Born within His Majesty's dominions;
- (2). Naturalized in the United Kingdom.
- (3). Born within the territory of feudatory or allied Princes or States in British India.

The fact of registration is not conclusive (see Article 3), and provision is made for settling by joint inquiry the right of any person to hold a certificate of registration, and the burden of proof of the validity of the certificate, is thrown on the holder.

Great Britain is fully aware of the difficulties created by what is termed « double nationality », and it is specifically provided by « The Naturalization Act, 1870 », 33 and 34 Vict., cap. 14, sec. 7, para. 3, that—

« An alien to whom a certificate of naturalization is granted shall not, when he was within the limits of the foreign State of which he was a subject previously to obtaining his certificate of naturalization, be deemed to be a British subject unless he has ceased to be a subject of that State in pursuance of the laws thereof or in pursuance of a Treaty to that effect ».

This legislation is in strict accordance with modern views as to nationality, recognizing the authority of the original Sovereign in his own territory, and claiming to protect the naturalized persons only in countries of which he has never been a subject.

In Oman Great Britain has never claimed to protect native Arabs unless they were *bonâ fide* in the service of British subjects, and in the case of one Ali-bin-Juma, who obtained naturalization in India, the British Consul, on finding that he was an *originaire* of Oman, struck him off the register of British subjects.

FRENCH PRACTICE AS TO « *FRANCISATION* »

In the French « *Contre-Mémoire* » it is said to be quite inaccurate to make, in general and categorical terms, the allegation that French Consuls give protection papers to dhow-owners. His Majesty's Government are not concerned to allege or prove that all French Consuls are authorized so to act, and are content to indicate the particular instances in which they have done so. But it is a mistake to say that Great Britain has only given a single instance as to one port of the grant by French Consuls of French papers, namely, at Aden. The first instance, it is true, is that of the grant of French papers to Süri vessels by the French Consul at Aden. This action is admitted by France to have been irregular. His Majesty's Government were for some years under the impression that M. Ribot's admission of irregularity was meant to apply to all cases of grant by French Consuls to Süri vessels, and in the British Case reference was made to M. Ribot's statement, not to impugn its correctness or propriety, but to explain that upon a misunderstanding as to its exact effect Great Britain during some years refrained from protest, which would certainly have been made had its true meaning been understood.

It is also clear that the French Consul at Zanzibar has in many cases granted, and not merely renewed or prolonged, *titres de navigation*. This is admitted in the French Case, and in many of the annexed documents particularly in the report of M. Labosse of 22nd May, 1895.

It is difficult to understand where the wessels at Sür can have obtained the French papers of which they are in possession. The two lists supplied give no indication. The documents contained in the French Counter-Case appear to show—

(a) That at Mayotte no *titre* has been issued for six years, and that they are issued there only to Frenchmen or French *subjects*.

(b) That in French Somaliland it is quite the exception to grant to a dhow the right to fly the French flag; and that before grant id is required that the vessel should—

1. Belong to a French Company; or
2. Belong to natives (*indigènes*) permanently résident (« établis à demeure ») in that territory and possessing realty there.

(c) That in Madagascar, the Departement concerned, has always refused the French flag to foreigners vessels.

It is said no to be a regular practice to grant *titres* at French Consulates, and it may be presumed that the practice of granting them at the French Consulate in Zanzibar, which is admitted to have prevailed at one time, has now been discontinued.

Where, then, are the *titres* in question granted? The natural and obvious conclusion would seem to be that they are granted at Muscat, and it is submitted that this conclusion must prevail in the absence of more definite explanations by France as to the origin of these grants.

In his letter of the 19th June, 1895, M. Ottavi says that no dhow had been registered (« inscrit ») at Muscat, and that all that he knew on the subject was that the Vali of Sür had told him there were in Sür thirty dhows *francisés*. M. Ottavi also said that the British list submitted to him must be verified at Majungua (in Madagascar), Obokh, and Mayotte, and perhaps at Zanzibar, (« Contre-Mémoire »). It is also stated in the French « Contre-Mémoire » that the French Consul, since he took up his post at Muscat, has made it a rule not to grant *titres* at Muscat or at Sür. It is difficult to reconcile this statement, which is made in a report dated the 30th June, 1897, with the two *titres* printed in British Case, the first dated in 1898, the second 1899, both issued at Muscat, and Signed by M. Ottavi, who himself made the report in question. The inference appears to be that *titres* have been granted at Muscat in the first instance, and it seems not to be denied that a practice has prevailed of renewing there *titres* which had originally been granted elsewhere.

It is not easy to make out, from the statements in the French « Mémoire » and « Contre-Mémoire », what is the law under which it is claimed that French Consuls may grant or renew *titres* to native vessels.

It was stated in the British Case that the maritime law of France does not contemplate the grant of French papers unless at least half the vessel is owned by French citizens. In the French « Contre-Mémoire » it is said that this law does not apply to the Colonies, and certain of the laws said to apply to them are given in an Appendix. This statement does not quite accord with the opinion expressed by M. Guy, French Consul at Zanzibar, and quoted in the British Counter-Case. But assuming M. Guy to be wrong and the statement in the « Contre-Mémoire » to be accurate, neither Zanzibar nor Muscat is a French Colony; and the authority of the Consul, if it exists, must be derived from some general administrative discretion, or from some particular instructions given to him which have not been included in the French « Mémoire » or « Contre-Mémoire, » or from some law which has not been disclosed. But the Tribunal will find that the *titre* granted at Aden in 1891 contains a reference to the Law of 27 Vendémiaire, an II, which is the foundation of the French maritime law and under which half the vessel must be owned by French citizens. It has already been pointed out that Article 32 of the Brussels Act affords no warrant for the grant of *titres* to native vessels by Consular officers, because the conditions precedent to such grant can be satisfied only in a Colony or Protectorate of the Power which grants the *titre*. Until copies of the *titres* granted to Süri Arabs now in question are produced, it is not possible to know the statements as to the residence of the owner upon which they were granted. These statements would, in any case, require verification.

The grant of protection to individuals is closely linked with the *francisisation* of vessels. France appears to contend that the latter

turns the captain and crew and their families into French protégés *in globo*, and that the former has a like effect as to the individual and his descendants. It is not possible to trace in the French « Mémoire » or « Contre-Mémoire » any distinct allegation that any of the Omanis in question are French, either as citizens born or as naturalized in French territory. It is contended in the French « Mémoire » and « Contre-Mémoire » that the terms of Article IV of the Treaty of 1844 include not only domestic servants, but also—

« les employés, les commissaires, les agents de transport, tous ceux enfin, en un mot, qui rendent *bonâ fide* des services pour l'extension des relations commerciales dont le Traité de 1844 a voulu faciliter le développement ».

The contention is obviously wrong. The phrase « au service » clearly implies engagement in the capacity of a clerk or domestic or some subordinate capacity; and it cannot include all persons with whom Frenchmen happen to have contracts of a commercial nature.

In order to ascertain whether any one of the « boutriers originaires de Mascate » is entitled to French protection in Muscat, the following preliminary questions must be asked:—

1. Has he been naturalized in French possession under the Decree printed at p. 76 (1), of the French « Mémoire »? or:

2. Was he born in a French possession of a father permanently established there at the date of the birth? or.

3. Is he *bonâ fide* in the service of a French citizen?

It would be very difficult for Süri sailors to satisfy the conditions of three years' unbroken residence in a French Colony required by the Decree above cited. But even if the answer to questions 1 or 2 were « Yes », it would not conclude the matter, for, as has already been pointed out, naturalization abroad is not binding on the State of origin, unless by the laws or the tacit assent of that State the right to alter allegiance is admitted, nor is birth in French territory of foreign parents conclusive of French nationality, and return to and settlement in the country of the father's origin would be a sufficient election not to rely on the accident of birth.

France has not supplied, and says that she is not bound to supply, any information whatever as to any of her alleged protégés which would enable the Tribunal to answer any of the above questions. But if the information cannot be supplied her claim to protect fails, and her past interference with the Sultan's authority over such persons stands confessed as an unwarranted interference with his territorial jurisdiction.

THE EFFECT OF « FRANCISATION »

It is now proposed to consider what France claims to be the result, in Oman, of the *francisation* of an Arab dhow owned by an Omani. Consideration has already been given to the French claim of exclusive or concurrent rights to police vessels flying the French flag in Oman waters. But it is also necessary to deal with the effect claimed on land.

(1) V. *Arch. dipl.* 1897, t. 61, p. 307.

It is submitted that it is clear beyond all controversy that a grant to a vessel of the right to fly the French flag confers on the owner, master, and crew when on shore no immunity whatever from the jurisdiction of the local Sovereign.

It is impossible to allow the claim which appears to be put forward by France that the owners and master and crew of any dhow under the French flag are entitled to the same extritoriality as Frenchmen, and that this privilege extends to the members of their family in direct line.

No authority for any such claim has been put forward ; it is opposed to every principle of law.

CONCLUSION.

The facts disclosed in the former documents have now been reviewed, and the conclusions to be drawn therefrom with respect to the French claims have been discussed. His Majesty's Government refrained from contradicting in minute detail all the allegations contained in the French documents, the majority of which appear to them to be irrelevant to the questions at issue, but they are fully prepared to elucidate, by oral or written statement or arguments, or production of further documents, any points as to which the Tribunal may require more light.

They venture to submit that the statements and arguments for the British Case and Counter-Case have not been met in any way by those in the French « Mémoire » and « Contre-Mémoire », and that they are amply justified in maintaining that the claim of France to protect 1,000 Omani Arabs and their families in their native country from their natural Sovereign is unwarranted by Treaty, usage, or international law, and amounts to an attack on the independence of the Sultan, which is inconsistent with the obligations of France both towards the Sultan and Great Britain.

His Majesty's Government submit that a review of all the evidence and documents establishes the correctness of the following propositions, which are the same as those set out in the original British Case :—

« 1. No subject of the Sultan of Muscat acquires any right to the status of a French protégé under the Treaty of 1844 by the fact that he is the owner, captain, or a member of the crew of a native vessel which has, by whatever means, obtained French papers or flag.

» 2. By her adhesion to the 32nd Article of the Brussels Act of 1890, France is under an international obligation not to grant French flags or papers to any native vessel unless its owner, at the time of grant, is (a) a French citizen, or is (b) a French protégé by reason of his being a subject of a State under French protection.

» 3. France is equally debarred by the Declaration of 1862 from withdrawing any subject of the Sultan of Muscat from the jurisdiction of the Sultan by the grant of French flags or papers, and the practice which prevailed up to June 1900 of making such grants trenches on the independence of the Sultan.

» 4. No subject of the Sultan, by accepting French papers or flags, acquires any immunity from the Sultan's jurisdiction in the territories or territorial waters of Oman either for himself or for the crew of any

ship commanded or owned by him, or for any member of his family or for any of his employés.

» 5. On the death of the owner of a vessel in respect of which a French *titre de navigation* has been granted, no right accrues to his heirs, as such, to treat the vessel as qualified to fly the French flag. The question in each case is one of personal status.

» 6. A *titre* empowering the flying of the French flag must be granted in respect of a particular vessel, and cannot be used by the holder in respect of any other.

» 7. France should, with all reasonable dispatch, erase from her marine registers all native vessels owned by subjects of the Sultan of Muscat, and, in co-operation with the Sultan, should take steps to obtain the surrender of all French flags and papers now held by any such subjects.

» 8. In all cases in which France still claims as subject or protégé any owner or captain or sailor of an Omani native vessel, she should, with all reasonable dispatch, furnish to the Sultan any proofs on which she claims that such owner or captain or sailor is not a subject of the Sultan, but is a subject or protégé of France ».

Conclusions complémentaires présentées au nom du Gouvernement de la République française.

Guidé par le souci de respecter scrupuleusement la procédure arbitrale telle qu'elle a été réglée par le Compromis du 13 octobre 1904, le Gouvernement de la République s'est abstenu dans ses Conclusions de continuer la controverse et d'ouvrir une discussion sur le Contre-Mémoire du Gouvernement de S. M. Britannique.

Conformément aux précédents établis en matière d'arbitrage, il a considéré les *Conclusions* comme devant n'être qu'un résumé, sous une forme juridique, des propositions qu'il soutient. Cette attitude n'a pas été celle de la Partie adverse.

Ainsi que le Tribunal a pu le constater en en prenant connaissance, les Conclusions britanniques constituent en réalité un nouveau Contre-Mémoire introduisant même des arguments et des faits nouveaux, notamment en ce qui touche le traité franco-mascatais du 17 novembre 1844, et dans lequel les arguments du Contre-Mémoire français sont en outre soumis à une critique approfondie.

Il y a là un fait nouveau, en présence duquel le Gouvernement de la République se voit dans la nécessité de solliciter de la haute équité du Tribunal la faculté de compléter sa défense et d'examiner sommairement, à son tour, les documents présentés par le Gouvernement britannique les 1^{er} mai et 10 juillet derniers.

La réplique de la France, aussi brève et aussi précise que possible, ne contiendra d'ailleurs aucun argument de nature à prolonger une discussion qui devait être close par les Contre-Mémoires: elle sera

limitée à la réfutation de certaines affirmations ou prétentions auxquelles le Gouvernement de la République semblerait donner son adhésion en gardant le silence et qui sont particulièrement essentielles.

L'agent du Gouvernement français se tiendra d'ailleurs à la disposition du Tribunal pour lui fournir toutes les explications complémentaires qui pourraient être jugées nécessaires.

INTERVENTION ABUSIVE DU SULTAN DE MASCATE DANS L'ARBITRAGE.

Il est inexact de prétendre que le Sultan ait spontanément chargé la Grande-Bretagne de le représenter ou du moins c'est jouer sur les mots.

Il résulte en effet du Contre-Mémoire anglais qu'on a provoqué l'intervention de Seyyid Feysal. Le 29 juillet 1903, le Secrétaire d'Etat pour l'Inde a écrit au Vice-Roi : « La question des privilèges des détenteurs de pavillons français sera traitée devant le Tribunal, *au nom du Sultan*, par le Gouvernement britannique qui fera bon accueil à l'assistance de quiconque sera envoyé, comme le Sultan le désirera, pour donner des informations et faire des suggestions ».

Cette tentative n'ayant pas eu de succès, on la renouvela au cours de l'année 1904 et au début de 1905, car le 19 mars 1905 (Appendice 1, pièce n° 2), le Sultan écrivait au Major Cox : « Votre Honneur m'a demandé, au nom de votre Gouvernement, *il y a huit mois, si je désirais envoyer quelqu'un pour me représenter au Tribunal arbitral de La Haye... Vous venez de me poser maintenant la même question.* Je vous répète que je n'ai aucun homme d'expérience à ma disposition qu'il me soit possible d'envoyer et j'espère que Votre Haut Gouvernement sera assez bon pour me représenter et s'efforcer de gagner mon procès ».

Ainsi il résulte de documents publiés par le Gouvernement de S. M. Britannique lui-même que le Gouvernement de la République était parfaitement fondé à se plaindre, dans son Contre-Mémoire, du fait que la Grande-Bretagne mettait en avant le Sultan malgré l'entente contraire intervenue en mai 1903, et à adresser une protestation à ce sujet au Cabinet de Londres. Cette protestation n'a pas un caractère purement technique : elle est justifiée en droit, comme il a été démontré dans le Contre-Mémoire français, et la France ne peut qu'être surprise qu'après s'être engagée officiellement à faire disparaître, à l'avenir, le nom du Sultan de Mascate, le Gouvernement britannique écrive dans la conclusion de son Contre-Mémoire : « *Le Gouvernement de Sa Majesté en son nom et au nom du Sultan de Mascate désire, etc.*

PUBLICATION DE PIÈCES NON OFFICIELLES.

L'explication donnée pour justifier la publication de la note remise, à titre privé, par M. Cambon, le 14 août 1901, est le besoin que la Grande-Bretagne en avait pour son argumentation.

Puisque, à cette occasion, on reconnaît à la France la liberté de

s'appuyer sur les documents qu'elle juge convenable, pourquoi s'étonne-t-on et se plaint-on de la façon dont le Gouvernement de la République conçoit la défense de ses intérêts ?

On proteste contre l'introduction d'arguments ou de faits qu'on assure être étrangers à la cause. On ne cesse de parler des digressions du Mémoire et du Contre-Mémoire français. On s'élève contre le caractère politique donné à l'affaire par la France qui discute l'attitude générale de la Grande-Bretagne dans l'Oman.

Pourquoi ces plaintes ? La France n'est-elle pas libre, elle aussi, de diriger la discussion à son gré ? D'ailleurs la Déclaration du 10 mars 1862 qu'il s'agit d'interpréter n'est-elle pas un arrangement de caractère essentiellement politique ? Le Gouvernement de S. M. Britannique n'a pas hésité, de son côté, à soulever la question de la traite, étrangère au débat, à seule fin d'impressionner le Tribunal.

LA NOTIFICATION DU SULTAN POUR INTERDIRE A L'AVENIR L'OCTROI DES PAVILLONS ETRANGERS

La constatation faite par le Contre-Mémoire français de la divergence des textes publiés dans les Mémoires des deux Parties de l'édit adressé par le Sultan, en 1900, au sujet des titres de navigation étrangers, n'a pas laissé le Gouvernement britannique indifférent.

Il est répondu dans l'Argument anglais que la version insérée dans le Mémoire du Gouvernement britannique est conforme, sauf une erreur de date, provenant d'une faute de copie, au texte qui a été communiqué à l'époque aux Consuls d'Angleterre et des Etats-Unis à Mascate, et qu'au surplus, le Sultan interrogé en a reconnu l'exactitude.

Le Gouvernement de S. M. Britannique ajoute qu'il ne peut, en tout état de cause, considérer ce document comme entraînant la reconnaissance des patentes de navigation antérieurement accordées aux Arabes originaires de l'Oman.

Le Gouvernement de la République ne peut que maintenir ses affirmations sur l'authenticité de la version qu'il a présentée.

Ce texte qu'il a publié, sans commettre aucune erreur de date, en français dans son Mémoire et en arabe dans son Contre-Mémoire a été communiqué à son Consul le 15 juin 1900 et affiché seulement le 6 août de la même année avec la date du 15 juin, soit le 16 safar.

D'après le rapport de l'agent français, il n'y a eu aucune différence entre le texte affiché et celui qui lui a été communiqué.

Il paraît possible, toutefois, que le Sultan, d'ailleurs absent de Mascate lors de la promulgation de l'édit, justement inquiet des suites que risquait d'entraîner l'abus de pouvoir qu'il venait de commettre, peu de jours auparavant, sur les boutriers francisés, en essayant, à l'instigation et avec l'appui moral du Consul britannique, de leur retirer de gré ou de force leurs titres de navigation, ait voulu, par l'adjonction d'une formule conciliante et respectant le *statu quo ante*, se soustraire aux légitimes représentations du Gouvernement de la République (1).

(1) A noter que le « Troude » n'est pas venu à cette occasion ; il est venu en 1895

Désireux, d'autre part, de ne pas exciter le mécontentement de l'agent anglo-indien, il a peut-être jugé opportun de supprimer les mots et le paragraphe conciliants dans la copie qu'il a adressée aux Consuls d'Angleterre et d'Amérique. C'est dans le même ordre d'idées qu'il a dû se placer en reconnaissant ultérieurement l'exactitude de la version britannique à une date qui n'est, d'ailleurs, pas indiquée et dans des conditions qui échappent aujourd'hui à tout contrôle. Il est probable qu'il se serait prononcé en faveur de la version française si une question lui avait été adressée à ce sujet par le Consul de France.

Fidèle à son point de vue, le Gouvernement de la République n'a voulu effectuer à ce sujet aucune démarche qui pût être envisagée comme une mise en cause du souverain de l'Oman dans le présent arbitrage.

En tous cas il est évident que le seul texte que puisse connaître la France, et qui puisse être invoqué dans ses rapports avec l'Imanat, est celui que le Sultan lui a fait communiquer officiellement.

LES PROTESTATIONS DU SULTAN.

Le Gouvernement de S. M. Britannique signale dans son Mémoire et dans son Contre-Mémoire, des protestations du Sultan de Mascate formulées en 1891 contre la francisation de boutres mascatais. Le Gouvernement de la République déclare n'en avoir eu connaissance que par les documents britanniques et il est cependant représenté à Mascate par un agent depuis 1894. Rien ne prouve, d'ailleurs, que le souverain de l'Oman n'avait pas reçu, dès 1891, de la part d'un agent anglo-indien zélé, l'avis discret et verbal de soulever un incident. La lettre du Colonel Mockler, publiée dans le Contre-Mémoire français (Annexe XXXVIII), semblerait le faire croire.

La France n'a été informée qu'en 1895 de l'attitude nouvelle de S. H. Seyyid Feysal, et c'est en 1897, sur les suggestions du Major Fagan, que le Sultan a fait valoir, pour la première fois, l'argument que la francisation de boutres mascatais constituait une atteinte à son indépendance. Ces deux points sont établis dans le Mémoire français. Quoi qu'en prétende le Contre-Mémoire britannique, il n'y a aucune contradiction entre ces affirmations.

La France ne cherche nullement, d'autre part, à dissimuler l'existence de protestations du Sultan en mai 1897, cinq mois avant que le Major Fagan lui ait écrit à ce sujet, puisqu'elle cite elle-même, dans son Mémoire, les commentaires dont S. H. Seyyid Feysal a accompagné sa démarche.

MISE EN DISCUSSION DU TRAITÉ FRANCO-MASCATAIS

DU 17 NOVEMBRE 1844.

Pour la première fois, dans son Argument, la Grande-Bretagne

se regarde comme fondée à mettre en discussion le traité franco-mascatais du 17 novembre 1844, parce qu'il contient, comme le traité anglo-mascatais du 19 mars 1891, la clause de la nation la plus favorisée et qu'une comparaison des textes est nécessaire afin de préciser la portée réelle des avantages concédés par le Sultan de Mascate. Elle est obligée, toutefois, de reconnaître que ce traité de 1844 est bien *res inter alios acta*.

Mais si le Gouvernement britannique estime que cette convention accorde des droits plus étendus à la France que ceux conférés par le traité de 1891, il est parfaitement libre de les réclamer, pour son compte, du Sultan de Mascate, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée. Il ne lui appartient pas, au contraire, de diminuer les droits de la France pour les rendre équivalents aux siens propres, tels qu'ils découlent du traité de 1891, et il n'a nul besoin de mêler à la question en litige le traité de 1844.

FRANCISATION DE BOUTRES INDIGÈNES.

Le Mémoire et le Contre-Mémoire français ont suffisamment développé et précisé les conditions dans lesquelles s'opère la francisation de boutres indigènes par les autorités coloniales, seules qualifiées à cet effet, pour que des indications complémentaires soient fournies à ce sujet au Tribunal.

Mais le Gouvernement de la République a l'honneur de signaler aux Arbitres le fait que les autorités britanniques de l'East Africa Protectorate délivrent elles-mêmes des titres de navigation, sous pavillon zanzibarite, à des indigènes en résidence à Sour. Il tient à la disposition du Tribunal deux de ces titres remis le 2 mai dernier à Lamou, l'un au nommé Mohammed ben Abdallah ben Sultan, propriétaire du *Fath el Mouaïn*, qui est porté sous le numéro 1 de la liste du Contre-Mémoire français, l'autre au nommé Mohammed ben Selim, propriétaire du boutre *Khadra* à qui la qualité de protégé français a été reconnue par la Grande-Bretagne à la suite de l'accord intervenu les 13-18 mai 1904, entre le Marquis de Lansdowne et M. Cambon au sujet des boutres zanzibarites.

DROITS DE POLICE ET DE JURIDICTION DANS LES EAUX TERRITORIALES.

L'Angleterre suppose reconnue comme fondée l'objection tirée de l'article 42 de l'Acte de Bruxelles qui réserve à chaque pays l'exercice de ses droits de police et juridiction dans ses eaux territoriales.

Le Gouvernement de la République rappelle au Tribunal que son Contre-Mémoire contient sa réponse, et qu'il a exposé que le deuxième paragraphe de l'article 42 a maintenu purement et simplement, en la matière, le *statu quo* positif ou négatif.

Quant au traité de 1873, invoqué également à nouveau par la Grande-Bretagne dans l'Argument, en se référant au Contre-Mémoire le Gouvernement de la République ne peut que maintenir les observations formulées dans son Contre-Mémoire, et dans son Mémoire, car il ne saurait admettre qu'on lui oppose une sorte de prescription. L'avis d'une Cour britannique ne saurait justifier, à ses yeux, le droit du Gouvernement anglais de se substituer au Sultan de Mascate pour la visite des navires étrangers dans les eaux territoriales du Sultanat.

En ce qui concerne la consultation de M. Louis Renault, donnée en 1893, et non pour les besoins de la cause actuelle, le Gouvernement de la République estime nécessaire de relever spécialement une des raisons alléguées contre le point de vue du jurisconsulte français.

Il est dit dans l'Argument anglais : « Le traité français de 1844 s'appliqua à l'Oman et à Zanzibar comme formant un Etat unique, pendant douze ans, jusqu'à la séparation des deux territoires en Etats distincts en 1856. Depuis lors ce traité fut reconnu par les souverains des deux Etats comme s'appliquant à chaque Etat séparément. Rien de ce qui eut lieu entre la France et Zanzibar, de 1856 à 1905, ne peut être interprété comme liant le Sultan de Mascate soit en tant qu'usage, concession ou interprétation du traité ».

Ainsi, d'après la Grande-Bretagne, le traité de 1844 semblerait avoir subi, en ce qui touche Zanzibar des modifications depuis 1856. Or il n'en a rien été et depuis cette date jusqu'à l'établissement du protectorat britannique à Zanzibar en 1890, le traité de 1844 a eu ses pleins effets à Zanzibar, sans aucune extension exceptionnelle de fait. Il a été appliqué, comme il convenait, dans sa lettre et dans son esprit. Il ne s'agit donc pas d'une interprétation spéciale à Zanzibar qui puisse être discutée par le Sultan de Mascate. Le traité de 1844 doit être exécuté à Mascate dans les mêmes conditions qu'à Zanzibar, et on peut même dire *a fortiori* puisqu'il porte la signature de l'Iman de Mascate, et il est impossible d'arguer que la séparation de l'Imanat en deux Etats ait pu affaiblir la portée du traité quant à Mascate. En réalité les divers souverains de l'Oman n'ont jamais essayé d'exercer la police dans leurs eaux territoriales sur les navires battant pavillon français et ils ont ainsi strictement exécuté les obligations contractées par leur prédécesseur à l'égard de la France le 17 novembre 1844.

Le Tribunal sera sans doute d'avis que la reconnaissance faite, à Zanzibar par l'Angleterre et l'Allemagne, en 1888-1889, de son droit exclusif de police sur les bâtiments arborant le pavillon tricolore, a pleine valeur dans l'Oman.

LES CAPITULATIONS ET L'EXTERRITORIALITÉ.

L'Argument britannique déclare comme admis que les capitulations, les traités ou les conventions créant l'exterritorialité, sont exceptionnels et contraires aux règles ordinaires du droit international public et que les exceptions proviennent de documents particuliers qui les sanctionnent ou de concessions du souverain du pays auquel elles s'appliquent.

Cette théorie ne saurait être acceptée. Lorsqu'il existe entre les peuples, comme le fait se produit entre les nations occidentales et les pays orientaux, des différences absolues sous le rapport de la religion, des mœurs, des lois et des coutumes, il est indispensable qu'il y ait des garanties exceptionnelles pour la sécurité des personnes et des biens.

Cette nécessité a créé une situation spéciale dans tous les pays musulmans notamment, et il en résulte virtuellement un régime particulier, un fonds commun d'immunités et de privilèges, qu'on désigne sous le nom de régime des capitulations. Les pays où il est établi sont les pays de capitulations. De très anciens usages, ayant acquis pour ainsi dire force de loi, ont précisé peu à peu cette situation exceptionnelle et des traités, des conventions ou des *capitulations*, lui ont parfois donné une consécration officielle et publique. En l'absence de cette consécration, il est toujours admis cependant que les sujets des Puissances chrétiennes ne sont pas abandonnés au bon plaisir des autorités locales et que des traités formels ne sont pas indispensables pour assurer le bénéfice du régime des capitulations. Ainsi la Russie, la Belgique, par exemple, n'ont pas de traité de commerce avec le Sultan de Mascate. Personne néanmoins ne songerait, en cas d'incident à abandonner un Russe ou un Belge dans l'Imanat au même traitement qu'un indigène. Dans cet ordre d'idées, un fait assez récent prouve le bien fondé de cette affirmation.

Au mois de février dernier une barque portugaise, l'*Aurora* était saisie en flagrant délit de contrebande d'armes par des agents marocains. Elle fut conduite dans la rade de Tanger et gardée par des soldats marocains. Le Ministre du Portugal, dont le pays n'est liée avec le Maroc par aucun traité spécial, demanda que le bateau lui fût remis et fit valoir que sa Légation était compétente pour instruire et juger seule le délit de contrebande. Cette réclamation était basée *sur le régime résultant de l'ensemble des traités passés par les Puissances avec le Maroc et dont, en fait, toutes les Puissances ont le bénéfice*. Le représentant du Portugal invoquait notamment les dispositions du traité anglo-marocain de 1856 et du traité hispano-marocain de 1861. Satisfaction lui fut accordée; la barque fut restituée par les autorités marocaines et l'affaire fut déférée au Tribunal de la Légation pour être jugée conformément aux lois portugaises.

Rien ne saurait mieux confirmer la thèse du Gouvernement de la République qui estime que le traité du 17 novembre 1844 a seulement mis en relief certains points du régime des capitulations et n'a pas inauguré un régime nouveau pour les Français déjà en possession, virtuellement, ainsi que tous les ressortissants des Etats Européens en Orient, de droits exceptionnels. Cette convention a constaté, en les précisant, certaines immunités ou privilèges et confirmé officiellement en fait que l'Imanat est un pays de capitulations.

Il s'ensuit qu'il ne faut pas s'attacher exclusivement en les appliquant, à la lettre pure des articles du traité, mais qu'il convient de le compléter par l'esprit dans lequel il a été conclu et selon l'expression consacrée en pareille matière, *par les usages établis*.

M. Louis Renault n'a pas soutenu autre chose dans son argumentation et c'est ce que le Gouvernement de la République soutient avec lui.

REDEVANCE ZANZIBARITE.

Dans son Contre-Mémoire, le Gouvernement britannique manifeste de l'étonnement d'être accusé d'attenter à l'indépendance du Sultan à l'occasion du service de la redevance zanzibarite. Il voit dans les constatations du Gouvernement de la République à ce sujet une réclamation reconventionnelle analogue à celle d'un débiteur contre son créancier.

La France, en agissant ainsi, n'a usé, à titre de réciprocité, que du droit qui lui est reconnu par la Grande-Bretagne elle-même dans le passage de l'Argument où il est dit : « Naturellement, sans l'appui de l'une des Parties à la Déclaration du 10 mars 1862, le Sultan n'est pas à même de résister aux atteintes portées à son indépendance par l'autre Partie. Les mêmes observations s'appliquent aux droits de la France dans le cas où il y aurait apparence d'une attaque de la Grande-Bretagne contre l'indépendance du Sultan ».

Il s'agit bien d'ailleurs d'une question liée intimement à la controverse. La France prouve que les protestations du Sultan contre la francisation des boutriers mascatais, ou supposés tels, lui ont été à maintes reprises imposées par les agents britanniques qui, pour exercer une pression sur lui, ont supprimé temporairement une partie indispensable de ses revenus. Est-ce donc s'écarter du sujet ?

Que répond la Grande-Bretagne ? Elle déclare que le fait de subventionner le Sultan de Mascate n'est pas porter une atteinte à l'indépendance de ce prince, et elle cite divers exemples qui lui semblent analogues. Puis elle cherche à établir que la suppression de la redevance, en 1899, a été indépendante de la question des boutres francisés ; enfin elle affirme que l'obligation de payer cette redevance n'est pas absolue et n'existe pas en faveur de tout occupant du trône de Mascate, elle résulterait des arrangements conclus avec chaque Sultan à son avènement.

A cette thèse, le Gouvernement de la République répond qu'il n'a jamais affirmé qu'en payant la redevance zanzibarite la Grande-Bretagne violât la Déclaration de 1862 ; c'est le fait de la supprimer qui est un moyen de pression sur le Sultan et qui affecte son indépendance. La distinction est importante.

Il est d'ailleurs évident qu'il n'y a aucune assimilation possible entre le Roi de Grèce et le Sultan de l'Oman, comme le prétend le Gouvernement britannique. Le premier règne sur un Etat chrétien, organisé ; il touche une liste civile en dehors de l'allocation supplémentaire qui lui a été attribuée par la France, la Grande-Bretagne et la Russie, et si cette allocation supplémentaire lui était supprimée, il pourrait néanmoins vivre.

Le contrôle financier hellénique n'a également rien à faire ici : ce n'est pas une mesure prise en faveur du Roi ou de la Grèce, c'est une garantie pour les étrangers porteurs de fonds helléniques. Quel rapport y a-t-il avec la redevance zanzibarite ? L'exemple de Pondichéry n'est pas plus décisif.

Quant aux motifs allégués pour la suspension effectuée, en 1899, ils peuvent avoir une certaine valeur, mais ce qui est certain, c'est qu'ils

n'ont été invoqués dans l'ultimatum du 9 février qu'à l'occasion de l'affaire des boutres, et pour amener le Sultan à protester, ce qu'il n'a fait que par intimidation.

Enfin le Gouvernement de la République ne peut admettre le droit que revendique la Grande-Bretagne de faire dépendre la redevance zanzibarite d'un arrangement à conclure avec chaque Sultan, et il appuie sa protestation formelle sur les termes mêmes de la sentence de Lord Canning.

SENTENCE ARBITRALE DE LORD CANNING COMMUNIQUÉE SOUS
FORME DE LETTRE A SEYYID MADJID, SULTAN DE ZANZIBAR, ET
A SEYYID THOUWEYNI, SULTAN DE MASCATE.

Beloved and Esteemed Friend,

I address Your Highness on the subject of the unhappy differences which have arisen between Yourself and your Highness's brother the Imam of Muscat, and for the settlement of which Your Highness has engaged to accept the arbitration of the Viceroy and Governor General of India.

Having regard to the friendly relations which have always existed between the Government of H. M. the Queen and the Government of Oman and Zanzibar, and desiring to prevent war between kinsmen, I accepted the charge of arbitration between You, and in order to obtain the fullest Knowledge of all the points in dispute, I directed the Government of Bombay to send an officer to Muscat and Zanzibar to make the necessary enquiries. Brigadier Coghlan was selected for this purpose, and officer in whose judgement, intelligence and impartiality the Government of India reposes the utmost confidence.

Brigadier Coghlan has submitted a full and clear report of all the questions at issue between Your Highness and your brother.

I have given my most careful attention to each of these questions.

The terms of my decision are as follows :

1st That His Highness Seyyid Madjid be declared ruler of Zanzibar and the African dominions of his late Highness Seyyid Saïd.

2nd That the ruler of Zanzibar pay annually to the ruler of Muscat a subsidy of 40.000 crowns.

3rd That His Highness Seyyid Madjid pay to His Highness Seyyid Thouweyni the arrears of subsidy for two years or 80.000 crowns.

I am satisfied that these terms are just and honourable to both of you ; and as you have deliberately and solemnly accepted my arbitration, I shall expect that you will cheerfully and faithfully abide by them, and that they will be carried out without unnecessary delay.

The annual payment of 40.000 crowns is not to be understood as a recognition of the dependence of Zanzibar upon Muscat, neither is it to be considered as merely personal between Your Highness and your brother Seyyid Thouweyni. It is to extend to your respective successors, and is to be held to be a final and permanent arrangement, compensating the ruler of Muscat for the abandonment of all claims upon Zanzibar and adjusting the inequality between the two inheritances

derived from your father, His late Highness Seyyid Saïd, the venerated friend of the British Government, which two inheritances are to be henceforward distinct and separate.

I am, Your Highness' sincere friend and well wisher.

(Sd.) CANNING.

Fort William, the 2nd April 1861.

TRADUCTION.

Bien aimé et estimé ami,

Je m'adresse à Votre Hautesse au sujet du malheureux différend qui s'est élevé entre vous-même et le frère de votre Hautesse, qui gouverne Zanzibar, et pour le règlement duquel Votre Hautesse s'est engagée à accepter l'arbitrage du Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde. Par égard pour les relations de Sa Majesté la Reine et le Gouvernement d'Oman et désireux de prévenir une guerre entre parents, j'ai accepté la charge d'arbitre entre vous, et, afin d'acquérir la plus entière connaissance de tous les points en litige, j'ai ordonné au Gouvernement de Bombay d'envoyer un officier à Mascate et à Zanzibar pour faire les enquêtes nécessaires. On a choisi dans ce dessein le Général de brigade Coghlan, officier dont le jugement, l'intelligence et l'impartialité inspirent au Gouvernement la plus entière confiance.

Le Général de brigade Coghlan a soumis un rapport clair et complet de toutes les questions à régler entre Votre Hautesse et votre frère. J'ai donné ma plus scrupuleuse attention à chacune de ces questions.

Les termes de ma décision sont ce qui suit :

1^o Que Sa Hautesse Seyyid Madjid soit reconnu souverain de Zanzibar et des possessions africaines de sa défunte Hautesse Seyyid Saïd.

2^o Que le souverain de Zanzibar paye annuellement au souverain de Mascate un subside de 40.000 couronnes.

3^o Que sa Hautesse Seyyid Madjid paye à sa Hautesse Thouéni les arriérés du subside pour deux années, soit 80.000 couronnes.

Je suis content que ces clauses soient justes et honorables pour tous deux, et comme vous avez délibérément et solennellement accepté mon arbitrage, je m'attends à ce que vous les acceptiez joyeusement et fidèlement, et qu'elles soient mises à exécution sans délai inutile.

Le paiement annuel de 40.000 couronnes ne doit pas être compris comme une reconnaissance de la dépendance de Zanzibar envers Mascate *et il ne doit pas non plus être considéré comme simplement personnel à Votre Hautesse et à votre frère Seyyid Thouéni. Il devra s'étendre à vos successeurs respectifs, et être tenu pour un arrangement définitif et permanent compensant le souverain de Mascate de l'abandon de toutes ses prétentions sur Zanzibar et corrigeant l'inégalité des deux héritages laissés par votre père, Sa défunte Hautesse Seyyid Saïd le vénéré ami du Gouvernement anglais, lesquels deux héritages doivent être, à partir de maintenant, distincts et séparés.*

Je suis de Votre Hautesse l'ami sincère et celui qui fait pour Elle les meilleurs vœux.

Signé CANNING.

Fort William, le 2 avril 1861.

TRAITÉ.

Tout en reconnaissant que la traite ne rentre pas dans l'affaire soumise au Tribunal, le Contre-Mémoire, et l'Argument britannique l'abordent dans les plus grands détails. Comment, dès lors, peut-on légitimement se plaindre des « digressions » des documents français et accuser le Gouvernement de la République de déplacer sur ce point la question ? Le but poursuivi est clair : il est de persuader au Tribunal que la France, par son refus d'admettre le droit de visite, et par la délivrance de son pavillon qui supprime le contrôle des officiers de la marine britannique, est responsable de la persistance d'un trafic criminel. Le Contre-Mémoire français a longuement traité le sujet : le Tribunal a remarqué que les deux derniers documents anglais n'apportent qu'un fait nouveau (Argument p. 15). Il s'agirait du retrait récent à Zanzibar des papiers français au boutre du nommé Aliben Salem, soupçonné de traite. D'après les informations fournies à ce sujet par le Consul de France à Zanzibar, les papiers français ont été retirés au boutre indiqué parce qu'il n'était pas retourné à son port d'attache depuis quelque temps.

Cette mesure, inspirée par des sentiments conciliants et prise à la suite d'une entente amicale et confidentielle entre les agents de France et d'Angleterre, était destinée à permettre la visite du bâtiment suspecté de fait de traite par un croiseur britannique et il a été convenu avec le gérant de l'agence anglaise qu'il n'en serait pas fait officiellement état. Elle ne disqualifiait d'ailleurs pas nécessairement le boutre incriminé.

Cet incident peut au moins prouver le bon vouloir des agents français lorsqu'il s'agit de réprimer la traite.

Enfin deux autres points de l'Argument de la Grande-Bretagne sont à souligner.

Tout d'abord le Gouvernement britannique reconnaît que des faits de traite peuvent se produire sous son pavillon, en dépit de la surveillance de ses navires, puisqu'elle en cite un. Elle admet ensuite qu'il faut accueillir avec réserve les déclarations intéressées de ses interprètes ou agents indigènes et ne nie pas l'existence de la prime accordée, dans les cas de traite prouvés, aux indicateurs.

Le Gouvernement de la République n'avait pas affirmé autre chose. Il ne peut, dès lors, que renouveler ses protestation et réserves, et il laisse aux Arbitres le soin de juger entre les déclarations d'officiers ou Consuls français et celles d'indigènes suspects.

DÉPÔT DE CHARBON DE MASCATE.

Le Gouvernement de la Grande-Bretagne vise, dans son Contre-Mémoire, la question du dépôt français de charbon à Mascate, et l'envisage comme une atteinte portée par la France à l'indépendance du Sultan.

L'exposé complet des faits permettra au Tribunal de juger si cette accusation est fondée.

En 1898, le Sultan, frappé sans doute de l'inégalité de traitement qui

existait entre la France et la Grande-Bretagne dans ses Etats, en ce qui touchait la faculté d'avoir un emplacement pour le charbon, offrit spontanément à la France, suivant l'esprit de la Déclaration de 1862, de la traiter comme l'Angleterre, qui possédait déjà un dépôt de combustible dans la baie de Makallé. L'endroit n'étant pas déterminé, le choix de la France se porta d'abord sur Bender Jisseh, à cinq milles de Mascate. Il ne s'agissait en aucune façon d'une location à bail et encore moins d'une cession de territoire, les déclarations de notre Ambassadeur au Foreign Office ne laissaient d'ailleurs aucun doute à ce sujet. Cette gracieuseté du Sultan ne constituait pas non plus une atteinte à la Déclaration de 1862, puisque, s'il en eût été ainsi, pareille atteinte aurait été déjà portée par l'Angleterre elle-même, lorsqu'elle avait obtenu, quinze ans auparavant, le dépôt de charbon de Makallé. C'est en février 1899, seulement, que le résident anglais de Bender Bouchir, agissant sur des ordres venus de l'Inde, arriva à Mascate, à bord d'un navire de guerre britannique, deux autres se trouvant déjà sur rade, et notifia au Sultan un véritable ultimatum, donnant à Seyyid Feysal quarante-huit heures pour annuler notre concession et déclarer que les Arabes sous notre pavillon étaient des rebelles.

Le Gouvernement britannique, interrogé sur ces incidents par l'Ambassadeur de France à Londres, déclara, par l'organe de Lord Salisbury, que *cette affaire relevait du Gouvernement de l'Inde*.

Une menace de bombardement envoyée au Sultan par le Contre-Amiral, commandant la station de la mer des Indes, appuyait d'ailleurs l'ultimatum du résident britannique.

Le Sultan céda à la force et retira purement et simplement la concession qu'il avait accordée à la France.

Après de longues et laborieuses négociations entre Paris et Londres la question fut réglée, et l'Angleterre reconnut à la France le droit de posséder dans l'Imanat un dépôt de charbon dans les mêmes conditions qu'elle.

Il résulte de ces indications, qu'en cette circonstance, l'attitude de la France a été parfaitement correcte et qu'elle ne justifie aucunement la protestation britannique et la manière d'agir du Gouvernement de l'Inde vis-à-vis du Sultan.

GÉOGRAPHIE DE L'OMAN.

L'étude géographique de l'Imanat de Mascate et de ses limites qui a trouvé place dans le Mémoire français ne paraît pas avoir été superflue, quoiqu'on en dise dans le Contre-Mémoire britannique. Elle a provoqué des explications intéressantes sur les vues de la Grande-Bretagne à ce sujet et des déclarations de désintéressement dont on doit prendre acte. N'est-il pas affirmé, notamment dans l'Argument anglais, que Debaï ne fait pas partie des possessions du Sultan de Mascate, alors que la France s'est adressée à Seyyid Feysal, qu'elle considère comme le suzerain du cheikh de ce point de la côte des Pirates, pour obtenir satisfaction dans une affaire de boutres? Le point de vue français est d'ailleurs partagé par S. H. Seyyid Feysal, qui a déclaré au Consul de France à Mascate que Debaï était partie intégrante de ses Etats.

Il reste acquis que le Gouvernement de S. M. Britannique est moins respectueux de l'intégrité des Etats du souverain de l'Oman que le Gouvernement de la République.

TRAITÉ SECRET DE 1891
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IMANAT DE MASCATE.

Le Gouvernement britannique proteste de la pureté de ses intentions et déclare qu'un traité donnant un droit de préemption n'est pas incompatible avec l'indépendance des deux Etats qui le signent. Il invoque l'exemple de l'Etat du Congo, de la Chine et de la Turquie. On peut, dès lors, se demander pourquoi la Grande-Bretagne fait mystère du traité du 20 mars 1891, pourquoi elle ne l'a pas publié, pourquoi elle n'en a pas donné connaissance au Tribunal et à la France ? Une telle communication couperait court à tous les commentaires et à toutes les suppositions, et l'on n'aurait pas besoin de chercher des arguments dans des situations telles que celle de la Chine et de la Turquie.

PLAISE AU TRIBUNAL

PAR CES MOTIFS,

Dire et juger :

1^o Que la France n'a porté aucune atteinte à la Déclaration franco-anglaise du 10 mars 1862 en accordant à quelques indigènes originaires de l'Oman, ou supposés tels, des patentes de protection, dans les limites prévues par sa législation intérieure et imposées par l'Acte de Bruxelles ;

2^o Que la France n'a pas davantage manqué à son engagement précis vis-à-vis de la Grande-Bretagne en exigeant du Sultan de Mascate le respect du traité du 17 novembre 1844, interprété suivant le régime des capitulations d'où cet accord découle incontestablement ;

3^o Que la France est fondée à revendiquer, en ce qui touche les boutriers mascatais francisés, le maintien du *statu quo* conformément à tous les précédents et usages établis dans les cas litigieux relatifs à la protection des indigènes ;

ET LE TRIBUNAL FERA JUSTICE.

Pour le Gouvernement de la République française :

MAURICE HERBETTE, Agent.

R. LARONCE, Secrétaire de la Délégation.

Réplique du Gouvernement Britannique. — Reply on Behalf of the Government of his Britannic Majesty to the Supplementary Conclusions presented on Behalf of the Government of the French Republic and admitted by the Tribunal on July 25, 1905,

His Majesty's Government at the outset venture to point out to the Tribunal that the criticism made in the French « Supplementary Conclusions » on the form of the British Argument is founded on a mistake. That Argument is framed in strict accord with the third paragraph of the English text of the « Compromis », and with the precedents of the British Arguments in numerous cases of arbitration, among which reference may be made to the arbitrations as to the Alabama Claims (1872), the Behring Sea Seal Fisheries (1893), the Venezuelan Boundary (1899), and the British Guiana and Brazil Boundary (1904).

In exercising the right of reply granted by the Tribunal on the 25th July, 1905, His Majesty's Government will confine themselves strictly to the points raised in the French « Supplementary Conclusions », so far as they seem to require any reply.

INTERVENTION OF THE SULTAN IN THE ARBITRATION.

In the « Conclusions Complémentaires » an attempt has been made to show that the Sultan has been unwillingly dragged into the present case.

Careful examination of the documents on which the French objections are made, which are printed in the British Counter-Case, will show that before the conclusion of the « Compromis » in October 1904, Great Britain and the Sultan were perfectly in accord as to the presentation of arguments as to French Immunities in Oman, and that the letter of the 29th July, 1903, so far from being an unsuccessful attempt, embodied an accepted arrangement, while the letter of the 19th March, 1905, is merely an indication that the Sultan had not at his disposal any Agent competent to argue the Case at The Hague, and (to quote his own words) « requested that His Majesty's Government would represent me and endeavour to gain my object (« et s'efforcer de gagner mon procès ») ».

PUBLICATION OF UNOFFICIAL DOCUMENTS.

His Majesty's Government, upon the statements made under this head in the « Conclusions Complémentaires », have only to observe that no more has been done than to call the attention of the Tribunal to what appears to His Majesty's Government to be the irrelevancy of a great many of the French allegations and arguments. The document of the 14th August, 1901, given to Lord Lansdowne by M. Cambon, whatever its value, is, at any rate, directly relevant to the British Case.

But the discussion of general British policy in Oman appears to His Majesty's Government not to be in issue under the « Compromis », and whether the Agreement of 1862 be a diplomatic or a political document, there appears to be nothing in the « Compromis » which would justify an elaborate review of British policy in the Persin Gaulf.

THE SULTAN'S NOTIFICATION

The British Argument has established that the parties were using different texts of the same notifications. It is common ground between the parties that the two texts speak prospectively, and the only issue between them on the notification is whether they constitute a recognition by the Sultan that the Suris, who had already agreed to surrender to him, or had surrendered to him their French *titres*, were still to be recognized as entitled to use them. The British contentions have been summarized in the British Argument, and are, it is submitted, not touched by any of the observations made in the « Conclusions Complémentaires ».

THE SULTAN'S PROTESTS.

It will be seen from the British Case that the arrest of the men who broke quarantine which immediately led to the present « Compromis », was made without any idea that the persons in question claimed French protection, and that it was that claim which led to the arbitration. The undated letter *to* (not « *from* ») Colonel Mockler, on which France relies, has already been discussed in the British Argument, and in no way justifies the interpretation put upon it. His Majesty's Government call attention to the admission that France has been aware since 1895, — *i. e.*, immediately after establishing a Vice-Consul at Muscat, — of the Sultan's attitude, but venture to suggest that, in view of the facts and documents set out in the British Case, it cannot be described as a new attitude even at that time.

IMPORTATION INTO THE CONTROVERSY OF THE TREATY OF NOVEMBER 17, 1844.

France is in error in suggesting that the reference in the British Argument to the Treaty between France and Muscat of the 17th November, 1844, is in any sense a *fait nouveau*.

That Treaty is referred to in the British Case, and an argument is founded on it on p. 24 (*ci-dessus*, p. 281). In the French « Contre-Mémoire » it is contended that this Treaty is *res inter alios acta*, and the references to the Treaty in the British Argument are made in response to the contentions of the French « Contre-Mémoire », and are merely directed to establishing that it is impossible to consider adequately the matters submitted to the Tribunal without examining the terms of the Treaty.

There seems also to be a misunderstanding on the part of France as

to the nature of the British argument with reference to the interpretation of the Treaty of the 17th November, 1844. His Majesty's Government have distinctly recognized that the most-favoured-nation clauses in the Treaties of 1844 and 1891 put France and Great Britain on an equality. With respect to the persons who may claim extritoriality, whichever Treaty gives the wider immunity establishes the measure of the privileges both of Great Britain and of France. Great Britain makes no attempt to diminish the rights of France under the Treaty of 1844, and merely indicates that these rights may be extended by the most-favoured-nation clause of the Treaty of 1891.

« FRANCISATION » OF NATIVE VESSELS.

His Majesty's Government protest against the new matter introduced in the « Conclusions Complémentaires » under this heading. The charge advanced against the British authorities in the East Africa Protectorate is absolutely irrelevant to the question under what condition and in what circumstances *francisation* has been accorded by French Colonial authorities to native boats, and its introduction cannot be palliated by the reservation in the French » Mémoire « and « Contre-Mémoire » of the right to supply « indications complémentaires » to the Tribunal on the subject.

His Majesty's Government have learned with great surprise that the French Government offer to produce to the Tribunal two licences to fly the Zanzibar flag granted by British authorities in the East African Protectorate to natives residing at Sûr. His Majesty's Government are quite unaware of the existence of any such documents, and assert that no such practice prevails in the case of any British authorities in East Africa. If the licenses in question are produced to His Majesty's Government the circumstances will be strictly inquired into, and if it is found that such licenses were issued by any British official under circumstances in any way similar to those under which the French Colonial authorities have granted licenses to Suris, measures will promptly be taken to mark the sense of His Majesty's Government of the impropriety of any such conduct. In the meantime His Majesty's Government are unable to accept the assertion made in the « Conclusions Complémentaires » that such licenses have been issued, and protest against the attempt now made at the last moment to involve the Tribunal in an irrelevant inquiry of this sort.

The statement made under this head is an absolutely new fact.

RIGHTS OF POLICE AND JURISDICTION IN TERRITORIAL WATERS.

The British arguments founded on Article 42 of the Brussels Act were (1) that this Article does not give, even to the Powers which ratify it, any power of police in the waters of other ratifying Powers, and fully recognizes and preserves, as a rule of international law, the territorial sovereignty of these Powers, and (2) that as neither France nor

Muscat was a party to the Article, France could not be justified by the Brussels Act in making the claim to police or surveillance in Muscat waters which was made in 1902.

His Majesty's Government made no direct reference in the Argument to the Anglo-Muscat Treaty of 1873, having already dealt fully with that Treaty in the British Counter-Case. In the Counter-Case it was necessary to deal with the contentions of the French « Mémoire », as to the character and effect of his Treaty. His Majesty's Government see no ground for withdrawing the observations made as to the tardiness of the French objections in this Treaty, and without entering into the technical question of « prescription » mentioned in the « Conclusions Complémentaires », submit that the fact that these objections were first put forward in this Case in 1905 affords a very strong argument against their soundness.

His Majesty's Government repeat that whatever rights of search in Muscat waters Great Britain may have are conventional, and depend on the Treaties with Muscat now in force, including that of 1873. France appears to have misunderstood the English decision in the case of *Carr v. Francis Times and Co.*, quoted in the British Counter-Case, and reported in the « Law Reports (1902) Appeal Cases ». That decision, reference to the text of which is invited, shows that the British authorities, in order to exercise the right to seize a British vessel in Muscat waters, obtained the authority of the Sultan.

In view of the comments made in the « Conclusions Complémentaires » on the British Argument, with reference to the Treaty of 1844, it is perhaps desirable to indicate again the exact nature of that argument.

It was directed to the opinion of M. Renault, on which France so much relies. So far as concerns the interpretation of the terms of a written document, that interpretation must be the same both for Muscat and Zanzibar. But in so far as M. Renault expressed an opinion that usage or concession had given to France in Zanzibar waters exclusive right of police over vessels under the French flag not expressly given by the Treaty, it became necessary to indicate that proof of usage or concession by the Sultan of Zanzibar since 1856 was *res inter alios acta*, so far as the Sultan of Muscat is concerned, and in no sense established that the Sultan of Muscat had acquiesced in any such usage, or made any such concession.

And His Majesty's Government would observe, as to the statements of the « Conclusions Complémentaires », that the documents already before the Court do not indicate any exercise of rights of police by France in Oman waters before 1891, and that since that date disputes have been pending as to the matters now before the Tribunal for solution, and that there is no sign of acquiescence by the Sultan in the justice of the French claims.

His Majesty's Government would also say, in conclusion, that they certainly do not accept the French contention that the arrangements between France on the one side, and Great Britain and Germany on the other side as to jurisdiction in Zanzibar waters, have any effect whatever in Oman.

CAPITULATIONS AND EXTERRITORIALITY.

His Majesty's Government cannot accept the theory propounded under this head of the « Conclusions Complémentaires », that there is as between Christian and Mahommedan States any « régime des Capitulations » apart from agreement. No Power has or can have any jurisdiction within the territory of another Power, except by the consent of the latter. That consent may be evidenced by formal Treaties or Capitulations or by long continued usage, but the principle is the same in both cases. Any such powers can be exercised in the very nature of things only with the consent of the Government of the country in which they are claimed.

The extent of the privilèges of this nature enjoyed by foreign Powers differs greatly in different countries. There is no such thing as a general usage as to a « régime des Capitulations ». The « régime des Capitulations » can have reference only to the terms which have been conceded by the Government of each particular country in which it is claimed.

It is contended in the penultimate paragraph of the « Conclusions Complémentaires » under this head that reference may be made to « usages établis » for the purpose of ascertaining the rights of exterritoriality enjoyed by an occidental Power within the dominions of an oriental Power. This is true if it refers to the usages which have grown up in that particular country in favour of the Power claiming the immunities; but is absolutely fallacious if it is meant to refer to a general body of usages capable of application to all such countries.

His Majesty's Government would also remind the Tribunal that France invokes her theory of Capitulations in order to justify protection not of Christian Europeans, but of Mussulman Omanis.

The incident with reference to the Portuguese barque the « Aurora », which was engaged in carrying contraband into Morocco appears to be quite irrelevant to the matters under discussion, and it amounts merely to this, that the Government of Morocco conceded to the Portuguese Government the same treatment of its subjects as would have been extended to the subjects of any other European nation.

But it may be observed that, according to the statement of the Case on p. 26 of the « Conclusions Complémentaires », Portugal based her claim upon consent as evidenced by usage. « Cette réclamation était basée sur le régime résultant de l'ensemble des Traités passés par les Puissances avec le Maroc et dont, en fait, toutes les Puissances ont le bénéfice ».

THE ZANZIBAR SUBSIDY.

There appears to be nothing under this head calling for especial notice, and His Majesty's Government are content to refer the Tribunal to what has already been said in the British Counter-Case, and to the standard work on Muscat, « Aitchison's Treaties », vol. XI, pp. 48, 72.

Such liability to pay the subsidy as present devolves on Great Britain

does not, except as to amount, depend on Lord Canning's Award, under which the Sultan of Zanzibar is the debtor, but depends on the terms on which the British Government undertook to pay the subsidy to the Sultan of Muscat, when in 1873 the Sultan of Zanzibar refused to continue it.

THE SLAVE TRADE, THE COALING STATION QUESTION,
OMAN GEOGRAPHY AND THE SECRET TREATY OF 1891.

There is nothing in the « Conclusions Complémentaires » under these heads which calls for any further notice.

ANNEXES.

I.

Ordonnance du Roi des Français, qui prescrit la Publication du Traité d'Amitié et de Commerce conclu, le 17 Novembre 1844, entre la France et l'Iman de Mascate. — Neuilly, le 22 Juillet 1846.

Au Palais de Neuilly, le 22 Juillet 1846.

Louis-Philippe, Roi des Français, à tous présents et à venir, salut.

Savoir faisons que, entre nous et l'Iman de Mascate, il a été conclu à Zanzibar, le 17 Novembre 1844, un Traité d'Amitié et de Commerce, dont les Ratifications ont été respectivement échangées le 4 Février 1846, et dont la teneur suit :

TRAITÉ.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Son Altesse le Sultan de Mascate et dépendances, voulant établir sur des bases stables les rapports de bonne harmonie qui existent entre eux, et favoriser le développement des relations commerciales entre leurs Etats respectifs, ont résolu de conclure un Traité d'Amitié et de Commerce.

Sa Majesté l'Empereur des Français a nommé à cet effet, pour son Plénipotentiaire, le Sieur Romain Desfossés, Capitaine de Vaisseau, commandant la station navale de Bourbon et de Madagascar.

Son Altesse le Sultan de Mascate a décidé qu'elle négocierait elle-même, directement et sans intermédiaire, avec le Plénipotentiaire Français.

Le Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français, après avoir présenté à Son Altesse l'Iman de Mascate les Pleins Pouvoirs

qui lui ont été confiés, lesquels ont été trouvés en bonne et due forme, a arrêté avec Elle les Articles qui suivent :

ARTICLE I.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre Sa Majesté l'Empereur des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et Son Altesse l'Iman de Mascate, ses héritiers et successeurs, d'autre part, et entre les sujets des deux Etats, sans exception de personnes ni de lieux.

ARTICLE II.

Les sujets de Son Altesse l'Iman de Mascate pourront, en toute liberté, entrer, résider, commercer, et circuler en France, avec leurs marchandises. Les Français jouiront de la même liberté dans les Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate, et les sujets de chacun des deux pays auront réciproquement droit, dans l'autre, à tous les privilèges et avantages qui sont ou pourront être accordés aux sujets des nations les plus favorisées.

ARTICLE III.

Les Français auront la faculté d'acheter, de vendre, ou de prendre à bail des terres, maisons, magasins, dans les Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate. Nul ne pourra, sous aucun prétexte, pénétrer dans les maisons, magasins et autres propriétés, possédés ou occupés par des Français ou par des personnes au service des Français, ni les visiter sans le consentement de l'occupant, à moins que ce ne soit avec l'intervention du Consul de France.

Les Français ne pourront, sous aucun prétexte, être retenus contre leur volonté dans les Etats du Sultan de Mascate.

ARTICLE IV.

Les sujets de Son Altesse le Sultan de Mascate qui seront au service des Français jouiront de la même protection que les Français eux-mêmes ; mais, si les sujets de Son Altesse sont convaincus de quelque crime ou infraction punissable par la loi, ils seront congédiés par les Français au service desquels ils se trouveraient, et livrés aux autorités locales.

ARTICLE V.

Les Hautes Parties Contractantes se reconnaissent réciproquement le droit de nommer des Consuls et Agents Consulaires pour résider

dans leurs Etats respectifs. Toutefois, ces agents ne devront entrer en fonctions qu'avec l'exequatur du Souverain dans les Etats duquel ils résident. Ces agents jouiront des mêmes droits et prérogatives que ceux de la nation la plus favorisée.

Les Consuls et Agents Consulaires Français pourront arborer le pavillon Français sur leur habitation.

ARTICLE VI.

Les autorités relevant de Son Altesse le Sultan de Mascate n'interviendront point dans les contestations entre Français ou entre des Français et des sujets d'autres nations Chrétiennes. Dans les différends entre un sujet de Son Altesse et un Français, la plainte, si elle est portée par le premier, ressortira du Consul Français, qui prononcera le jugement; mais, si la plainte est portée par un Français contre quelqu'un des sujets de Son Altesse, ou de toute autre Puissance Musulmane, la cause sera jugée par Son Altesse le Sultan de Mascate, ou par telle personne qu'il désignera. Dans ce cas, il ne pourra être procédé au jugement qu'en présence du Consul de France ou d'une personne désignée par lui pour assister à la procédure. Dans les différends entre un Français et un sujet de Son Altesse le Sultan de Mascate, la déposition d'un individu convaincu de faux témoignage dans une occasion précédente sera récusée, soit que la cause se trouve appelée devant le Consul de France, soit qu'elle soit soumise à Son Altesse le Sultan ou à son représentant.

ARTICLE VII.

Les biens d'un Français décédé dans les Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate, ou d'un sujet de Son Altesse décédé en France, seront remis aux héritiers ou exécuteurs testamentaires, ou, à leur défaut, au Consul ou Agent Consulaire de la nation à laquelle appartenait le décédé.

ARTICLE VIII.

Si un Français fait faillite dans les Etats du Sultan, le Consul de France prendra possession de tous les biens du failli et les remettra à ses créanciers pour être partagés entre eux. Cela fait, le failli aura droit à une décharge complète de ses créanciers. Il ne saurait être ultérieurement tenu de combler son déficit, et l'on ne pourra considérer les biens qu'il acquerra par la suite comme susceptibles d'être détournés à cet effet; mais le Consul de France ne négligera aucun moyen d'opérer, dans l'intérêt des créanciers, la saisie de tout ce qui appartiendra au failli dans d'autres pays, et de constater qu'il a fait l'abandon sans réserve de tout ce qu'il possédait au moment où il a été déclaré insolvable.

ARTICLE IX.

Si un sujet de Son Altesse le Sultan de Mascate refuse ou élude le paiement d'une dette envers un Français, les autorités relevant de Son Altesse donneront au créancier toute aide et facilité pour recouvrer ce qui lui est dû ; et de même le Consul de France donnera toute assistance aux sujets de Son Altesse pour recouvrer les dettes qu'ils auront à réclamer des Français.

ARTICLE X.

Le droit à percevoir sur les marchandises apportées par navires Français dans les Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate n'excédera point 5 pour cent de la valeur ; et si les marchandises importées par quelque autre nation étaient admises à un droit inférieur, le bénéfice de cette réduction est garanti aux produits similaires importés par navires Français. Moyennant l'acquittement de ce droit unique, les navires Français et leurs cargaisons seront affranchis de toutes taxes d'importation, d'exportation, de tonnage, de licence, de pilotage, d'ancrage, et de toute autre taxe quelconque, soit à l'entrée, soit à la sortie. Il ne sera exigé aucun droit sur la partie de la cargaison qui ne sera point débarquée, et si ces marchandises sont ensuite transportées sur un autre point des Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate, elles n'y seront soumises à aucun droit additionnel ou plus élevé. Après le paiement du droit ci-dessus mentionné, les marchandises pourront être vendues en gros ou en détail, sans acquitter de nouveaux droits.

Aucune taxe quelconque ne sera exigée des navires Français qui entreront dans les ports des Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate pour se réparer, faire des vivres, ou connaître l'état du marché.

Les navires Français jouiront de plein droit, dans les ports dépendant de Son Altesse le Sultan de Mascate, de tous privilèges et immunités accordés à ceux de la nation la plus favorisée.

ARTICLE XI.

Aucun article quelconque de commerce ne sera prohibé, soit à l'importation, soit à l'exportation dans les Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate ; le commerce y sera parfaitement libre et ne sera soumis qu'au seul droit d'importation autorisé par l'Article précédent et à aucun autre. Les Français auront l'entière liberté d'acheter, de vendre, à qui bon leur semblera, dans toute l'étendue des domaines de Son Altesse, et cette liberté ne pourra être entravée par aucun monopole ou privilège exclusif de vente ou d'achat.

Toutefois, la France s'abstiendra de faire le commerce de l'ivoire et de la gomme copale à la côte Orientale d'Afrique, depuis le port de Tangate, situé par 4°30' latitude sud, jusqu'au port de Quiloa, situé par

7° au sud de l'équateur, ces deux ports inclus, jusqu'à ce que l'Angleterre, ou les Etats-Unis d'Amérique, ou toute autre nation Chrétienne aient la faculté de s'y livrer.

ARTICLE XII.

S'il s'élève quelque contestation sur la valeur des marchandises importées dans les Etats du Sultan de Mascate, et sur lesquelles le droit de 5 pour cent doit être perçu, la douane aura le droit de demander la vingtième partie des marchandises en nature au lieu du paiement de 5 pour cent, et le négociant sera tenu de livrer le vingtième ainsi réclamé, toutes les fois que la nature des marchandises rendra praticable ce mode de paiement; mais le négociant qui aura acquitté ce droit n'aura plus rien à payer à la douane pour les dix-neuf autres vingtièmes de ses marchandises, dans quelque partie des Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate qu'il lui convienne de les transporter; si la douane se refuse à prélever le droit du vingtième, ou si les marchandises ne comportent point ce fractionnement, le point en litige sera soumis à deux personnes compétentes, choisies, l'une par le Chef de la Douane, l'autre par le négociant, lesquelles évalueront les marchandises. Si les arbitres diffèrent d'opinion, ils nommeront un tiers arbitre, dont la décision sera définitive, et le droit sera prélevé d'après la valeur ainsi établie.

ARTICLE XIII.

Il ne sera point permis à un négociant Français de mettre ses marchandises en vente pendant les trois jours qui suivront leur arrivée, à moins qu'avant l'expiration de ce délai le négociant et le Chef de la Douane ne soient tombés d'accord sur la valeur des marchandises. Si, dans l'espace de ces trois jours, le Chef de la Douane n'a point accepté l'un des deux moyens indiqués pour la perception du droit, les autorités dépendant de Son Altesse le Sultan de Mascate devront, sur la demande qui leur en sera faite, obliger la douane à adopter l'un ou l'autre de ces deux modes.

ARTICLE XIV.

Si Sa Majesté l'Empereur des Français ou Son Altesse le Sultan de Mascate se trouvaient en guerre avec un autre pays, les sujets Français et ceux de Son Altesse le Sultan pourraient, néanmoins, se rendre dans ce pays, en passant par les Etats respectifs des deux Puissances, avec des marchandises de tout genre, excepté des munitions de guerre; mais ils ne pourront entrer dans aucun port ou place assiégée ou soumise à un blocus effectif.

ARTICLE XV.

Si un navire Français en détresse entre dans un port dépendant de Son Altesse le Sultan de Mascate, les autorités locales lui donneront toutes facilités pour se réparer, se ravitailler, et continuer son voyage.

Si un bâtiment sous pavillon Français fait naufrage sur les côtes des Etats de Son Altesse, les naufragés seront accueillis avec bienveillance et secourus ; les autorités locales donneront tous leurs soins au sauvetage, et les objets sauvés seront exactement remis aux propriétaires ou au Consul Français. La même assistance et la même protection sont assurées aux navires des sujets du Sultan de Mascate qui feraient naufrage sur les côtes de France.

ARTICLE XVI.

Si des navires Français étaient pris par des pirates autres que des Chrétiens, et conduits dans les Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate, l'équipage et les passagers de ces bâtiments seraient remis, ainsi que leurs cargaisons, entre les mains du Consul ou de l'Agent Consulaire de France.

ARTICLE XVII.

Les Français auront la faculté de former, soit à Zanzibar, soit sur tout autre point des Etats de Son Altesse le Sultan de Mascate, des dépôts ou magasins d'approvisionnements de quelque nature que ce soit.

ARTICLE XVIII.

Toute Convention négociée ou stipulée antérieurement au présent Traité est de nulle valeur.

ARTICLE XIX.

La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications seront échangées à Mascate ou à Zanzibar aussitôt que possible, et, au plus tard, dans l'espace de quinze mois, à dater du jour de la signature.

Fait à Zanzibar, le 17 Novembre 1844.

(L. S.)
(L. S.)

ROMAIN DESFOSSÉS.
SEID.

Mandons et ordonnons qu'en conséquence les présentes lettres, revêtues du sceau de l'Etat, soient publiées partout où besoin sera, et insérées au Bulletin des Lois, afin qu'elles soient notoires à tous et à chacun.

Notre Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat au Département de Justice et des Cultes, et notre Ministre Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de surveiller ladite publication.

Donné en notre Palais de Neuilly, le 22^e jour du mois de Juillet de l'an 1846.

(Signé) LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le Ministre et Secrétaire d'Etat au Département
des Affaires Etrangères,

(Signé) GUIZOT.

II.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation
entre la Grande-Bretagne et Mascate du 19 mars 1891.

(TEXTE ORIGINAL ANGLAIS).

Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation between
Great Britain and Muskat.

[Signed at Muskat, March 19, 1891].

Ratifications exchanged at Muskat, February 20, 1892.

HER Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Highness the Seyyid Feysal-bin-Turki-bin-Saeed, Sultan of Muskat and Oman, being desirous to confirm and strengthen the friendly relations which now subsist between the two countries, and to promote and extend their commercial relations, have named as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty for this purpose, that is to say :

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, Colonel Edward Charles Ross, Companion of the Star of India, Her Britannic Majesty's Political Resident in the Persian Gulf ;

And His Highness the Sultan of Muskat, in person ;

Who have agreed upon and concluded the following Articles : —

ARTICLE I.

The Treaty concluded between the British Government and Sultan Seyyid Saced-bin-Sultan of Muskat and Oman on the 31 st May, 1839 (17 Rabia 1 st, 1255), is hereby cancelled and declared void, and the present Treaty, when ratified, shall be substituted for it.

ARTICLE II.

Subjects of Her Britannic Majesty shall, for the purposes of this Treaty, include subjects of native States in India in alliance with Her Majesty. Such subjects shall enjoy, immediately and unconditionally, throughout the dominions of His Highness the Sultan of Muskat, with respect to commerce, shipping, and the exercise of trade, as in every other respect, all the rights, privileges, immunities, advantages, and protection of whatsoever nature, which are, or hereafter may be, enjoyed by, or accorded to, the subjects or citizens of the most favoured nation.

They shall, more especially, not be liable to other or more onerous duties, imposts, restrictions, or obligations of whatever description, than those to which subjects or citizens of the most favoured nation now are, or hereafter may be, subjected.

ARTICLE III.

The two High Contracting Parties acknowledge reciprocally to each other the right of appointing Consuls to reside in each other's dominions wherever the interests of commerce may require the presence of such officers; and such Consuls shall at all times be placed, in the country in which they reside, on the footing of the Consuls of the most favoured nations. Each of the High Contracting Parties further agree to permit his own subjects to be appointed to Consular offices by the other Contracting Party, provided always that the persons so appointed shall not begin to act without the previous approbation of the Sovereign whose subjects they may be. The public functionaries of either Government residing in the dominions of the other, shall enjoy the same privileges, immunities, and exemptions which are enjoyed within the same dominions by similar public functionaries of other countries.

ARTICLE IV.

There shall be perfect freedom of commerce and navigation between the High Contracting Parties; each shall allow the subjects of the other to enter all ports, creeks, and rivers with their vessels and cargoes, also to travel, reside, pursue commerce and trade, whether

wholesale or retail, in each other's dominions, and therein to hire, purchase, and possess houses, warehouses, shops, stores, and lands. British subjects shall everywhere be freely permitted, whether personally or by agent, to bargain for, buy, barter, and sell all kinds of goods, articles of import, or native production, whether intended for sale within the dominions of His Highness or for export, and to arrange with the owner or his agent regarding the price of all such goods and produce without interference of any sort on the part of the authorities of His Highness.

His Highness the Sultan of Muskat binds himself not allow or recognize the establishment of any kind of monopoly or exclusive privilege of trade within his dominions to any Government, Association, or individual.

ARTICLE V.

Subjects of Her Britannic Majesty shall be permitted, throughout the dominions of His Highness the Sultan, to acquire by gift, purchase, intestate succession, or under will, or any other legal manner, land, houses, and property of every description, whether movable or immovable, to possess the same, and freely to dispose thereof by sale, barter, donation, or otherwise.

ARTICLE VI.

His Highness the Sultan shall be permitted to levy a duty of entry not exceeding 5 per cent. on the value of all goods and merchandize, of whatever description, imported by sea from foreign countries into His Highness, dominions. This duty shall be paid at that port in His Highness, dominions where the goods are first landed, and, on payment thereof, such goods shall thereafter be exempt, within the Sultan's dominions, from all other customs duties or taxes, levied by, or on behalf of, the Government of His Highness the Sultan, by whatever names these may be designated, and no higher import duty shall be claimed from British subjects than that which is paid by subjects or citizens of the most favoured nation.

This duty, once paid, shall cover, from all other charges on the part of His Highness the Sultan, goods of whatever description coming from foreign countries by sea, whether these are intended for local consumption or for transmission elsewhere in bulk or otherwise, and whether they remain in the state in which they are imported or have been manufactured.

There shall, however, be exempted from payment of all duty the following, namely:—

1. All goods and merchandise which, being destined for a foreign port, are transhipped from one vessel to another in any of the ports of His Highness the Sultan of Muskat, or which have been for this purpose provisionally landed and deposited in any of the Sultan's custom-

houses to await the arrival of a vessel in which to be reshipped abroad. But goods and merchandize so landed shall be exempted only, provided that the consignee or his agent shall have, on the arrival of the ship, handed over the said goods to be kept under Customs seal, and declared them as landed for transhipment, designating at the same time the foreign port of destination, and also provided that the said goods are actually shipped for the said foreign port as originally declared, within a period not exceeding six months after their first landing, and without having, in the interval, changed owners.

2. All goods and merchandize which, not being consigned to a port within the dominions of the Sultan, have been inadvertently landed, provided that such goods are reshipped within a month of being so landed and transported abroad. Should, however, such goods or merchandize, here spoken of, be opened or removed from the custody of the Customs authorities, the full duty shall then be payable on the same.

3. Coals, naval provisions, stores, and fittings, the property of Her Majesty's Government, landed in the dominions of His Highness for the use of the ships of Her Majesty's navy.

4. All goods and merchandize transhipped or landed for the repair of damage caused by stress of weather or other disaster at sea, provided the cargo so discharged shall be reshipped and taken away on board of the same vessel, or if the latter shall have been condemned, or her departure delayed, in any other manner.

ARTICLE VII.

No article whatever shall be prohibited from being imported into or exported from the territories of His Highness the Sultan of Muskat, and no export duties are to be levied on goods exported from those territories except with the consent of the Government of Her Britannic Majesty, such consent being subject to the conditions that may be laid down in the notifications intimating the same.

ARTICLE VIII.

It is agreed and understood by the High Contracting Parties that, in the event of an arrangement being entered into hereafter between His Highness and the Powers having Treaty relations with Muskat, and to which Great Britain shall be a consenting party, whereby vessels entering the port of Muskat shall be charged with shipping, tonnage, or harbour dues, such dues to be administered under the control of a special Board for the improvement of the harbour and construction and maintenance of light-houses, &c.; nothing in the aforementioned provisions shall be construed so as to exempt British vessels from payment of such shipping, harbour, or tonnage dues as may hereafter be agreed upon.

ARTICLE IX.

It shall be at the option of the British subject in each case to pay the percentage duties stipulated in Article VI, either in cash, or, if the nature of the goods allows of it, in kind, by giving up an equivalent amount of the goods or produce.

In the event of payment being made in cash, the value of the merchandise, goods, or produce on which duty is to be levied, shall be fixed according to the ready-money market price ruling at the time when the duty is levied. In the case of foreign imports, the value shall be fixed according to the market price at Muskat, and in that of native goods and produce by the market price at the place where the merchant shall choose to pay the duty.

In the event of any dispute arising between a British subject and the Custom-house authorities regarding the value of such goods, this shall be determined by reference to two experts, each party nominating one, and the value so ascertained shall be decisive. Should, however, these experts not be able to agree, they shall choose an umpire, whose decision is to be considered final.

ARTICLE X.

His Highness the Sultan of Muskat engages by the present Treaty to provide and give orders to his officials that the movement of goods in transit shall not be obstructed or delayed in a vexatious manner by unnecessary Customs formalities and Regulations, and that every facility will be given for their transport.

ARTICLE XI.

British vessels entering a port in the dominions of His Highness the Sultan of Muskat, in distress, shall receive from the local authorities all necessary aid to enable them to revictual and refit so as to proceed on their voyage.

Should a British vessel be wrecked off the coast of His Highness' dominions, the authorities of His Highness shall render all assistance in their power to the distressed vessel, in order to save the ship, her cargo, and those on board; they shall also give aid and protection to persons saved, and shall assist them in reaching the nearest British Consulate; they shall further take every possible care that the goods so recovered are safely stored, and kept for the purpose of being handed over to the owner, captain, agent of the ship, or British Consul, subject always to rights of salvage.

His Highness' authorities shall further see that the British Consulate is at once informed of such disaster having occurred.

Should a British vessel, wrecked on the coast of His Highness, dominions, be plundered, the authorities of His Highness shall, as soon

as they come to know thereof, render prompt assistance and take measures to pursue and punish the robbers, and recover the stolen property. Likewise, should a vessel of His Highness the Sultan of Muskat, or of one of his subjects, enter a British port in distress, or be wrecked off the coast of Her Majesty's dominions, the like help and assistance shall be rendered by the British authorities.

ARTICLE XII.

Should sailors or others belonging to a British ship of war or merchant-vessel desert and take refuge on shore or on board of any of His Highness' ships, the authorities of His Highness the Sultan of Muskat shall, upon request of a Consular official, or, in his absence, of the captain of the ship, take the necessary steps in order to have them arrested and delivered over to the Consular official or to the captain.

In this, however, the Consular officer and captain shall render every assistance.

ARTICLE XIII.

Subjects of Her Britannic Majesty shall, as regards their person and property, enjoy within the dominions of His Highness the Sultan of Muskat the rights of extritoriality.

The authorities of His Highness the Sultan have no right to interfere in disputes with subjects of Her Britannic Majesty amongst themselves, or between them and members of other Christian nations; such questions, whether of a civil or criminal nature, shall be decided by the competent Consular authorities. The trial and also the punishment of all offences and crimes of which British subjects may be accused within the dominions of His Highness the Sultan, also the hearing and settlement of all civil questions, claims, or disputes in which they are the defendants is expressly reserved to the British Consular authorities and Courts, and removed from the jurisdiction of His Highness the Sultan.

Should disputes arise between subjects of His Highness the Sultan or other non-Christian Power, not represented by Consuls at Muskat, and a subject of Her Britannic Majesty, in which the British subject is the plaintiff or complainant, the matter shall be brought before and decided by the highest authority of the Sultan, or some person specially delegated by him for this purpose. The proceedings and final decision in such a case shall not, however, be considered legal unless notice has been given and an opportunity afforded for the British Consul or his substitute to attend at the hearing and final decision.

ARTICLE XIV.

Subjects of His Highness the Sultan, or any non-Christian nation, not represented by Consuls at Muskat, who are in the regular service

of British subjects within the dominions of His Highness the Sultan of Muskat, shall enjoy the same protection as British subjects themselves.

Should they be charged with having committed a crime or serious offence punishable by law, they shall, on sufficient evidence being shown to justify further proceedings, be handed over by British employers, or by order of the British Consul, to the authorities of His Highness the Sultan for trial and punishment.

ARTICLE XV.

Should a subject of Her Majesty residing in the dominions of His Highness the Sultan of Muskat be adjudicated bankrupt, the British Consul shall take possession of, recover, and realize all available property and assets of such bankrupt, to be dealt with and distributed according to the provisions of English Bankruptcy Law.

ARTICLE XVI.

Should a subject of His Highness the Sultan of Muskat resist or evade payment of the just and rightful claims of a British subject, the authorities of His Highness the Sultan shall afford to the British creditor every aid and facility in recovering the amount due to him. In like manner the British Consul shall afford every aid and facility to subjects of His Highness the Sultan of Muskat, in recovering debts justly due to them from a British subject.

ARTICLE XVII.

Should a British subject die within the dominions His Highness the Sultan of Muskat, or dying elsewhere leave property therein, movable or immovable, the British Consul shall be authorized to collect, realize, and take possession of the estate of the deceased, to be disposed of according to the provisions of English law.

ARTICLE XVIII.

The houses, dwellings, warehouses, and other premises of British subjects, or of persons actually in their regular service within the dominions of His Highness the Sultan of Muskat, shall not be entered, or searched under any pretext, by the officials of His Highness without the consent of the occupier, unless with the cognizance and assistance of the British Consul or his substitute.

ARTICLE XIX.

It is hereby agreed between the two High Contracting Parties that, in the event of an agreement being hereafter arrived at between His

Highness the Sultan of Muskat and the various Powers with which His Highness shall be in Treaty relations, including Great Britain, which must be a consenting party, whereby the residents of a district or town shall, without distinction of nationality, be made subject to the payment of local taxes, for municipal and sanitary purposes, the same to be fixed and administered by or under the control of a special Board, nothing contained in this Treaty shall be understood so as to exempt British residents from the payment of such taxes.

ARTICLE XX.

Subjects of the two High Contracting Parties shall, within the dominions of each other, enjoy freedom of conscience and religious toleration, the free and public exercise of all forms of religion, and the right to build edifices for religious worship.

ARTICLE XXI.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to all the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty so far as the laws permit, excepting to those hereinafter named, that is to say, except to—

The Dominion of Canada.
Newfoundland.
The Cape of Good Hope.
Natal.
New South Wales.
Victoria.
Queensland.
Tasmania.
South Australia.
Western Australia.
New Zealand.

Provided always that the stipulations of the present Treaty shall be made applicable to any of the above-named Colonies or foreign possessions, on whose behalf notice to that effect shall have been given by Her Britannic Majesty's Representative in Muskat to His Highness the Sultan within two years from the date of exchange of the ratifications of the present Treaty.

ARTICLE XXII.

The present Treaty has been executed in quadruplicate, two copies being written in English and two in Arabic. These are understood to be of similar import and signification; in the event, however, of doubt hereafter arising as to the proper interpretation of the English or Arabic text of one or other of the Treaty stipulations, the English text shall be considered decisive. The Treaty shall come into operation within one month after the date when the ratifications may take place.

ARTICLE XXIII.

After the lapse of twelve years from the date on which this Treaty shall come into force, and on twelve months' notice given by either party, this Treaty shall be subject to revision by Plenipotentiaries appointed on both sides for this purpose, who shall be empowered to decide on and adopt such amendments as experience shall prove to be desirable.

In witness whereof Colonel Edward Charles Ross, C. S. L., on behalf of Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, and Empress of India, and His Highness Seyyed Feysal-bin-Turki, Sultan of Muskat, on his own behalf, have signed the same and affixed thereto their respective seals.

Done at Muskat, this 19th day of March, 1891, corresponding to the 8th Shaaban of the year 1308 Hijreea.

(Signed) EDWARD CHARLES ROSS, *Colonel,*
Political Resident in the Persian Gulf.

(Signature in Arabic of His Highness the
Sultan of Muskat).

 PROTOCOL.

The Undersigned, in proceeding to the exchange of ratifications of the Treaty signed at Muskat on the 19th March, 1891, between Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, Empress of India, and His Highness Seyyed Feysal-bin-Turki, Sultan of Muskat, have agreed to the present Protocol, which shall have the same force and validity as if it had been inserted in the body of the Treaty itself.

It is agreed that under Article XXIII of the said Treaty either of the High Contracting Parties shall be at liberty, after the expiration of twelve years from the date on which the Treaty has come into force, to terminate the said Treaty at any time on giving twelve months' notice.

In witness whereof the Undersigned, duly authorized for the purpose, have signed the present Protocol, in quadruplicate, and have affixed thereto their seals.

Done at Muskat, on the 20th day of February, 1892.

(Signed) A. C. TALBOT, *Lieutenant-Colonel,*
Political Resident, Persian Gulf.

(L.S.)

(Signature in Arabic of His Highness the
Sultan of Muskat.)

(L.S.)

LIST OF BRITISH COLONIES WHICH ACCEDED TO THE TREATY UNDER

ARTICLE XXI : —

- | | |
|----------------------|---------------------|
| 1. NATAL..... | October 23, 1892 |
| 2. QUEENSLAND | } December 15, 1892 |
| 3. NEWFOUNDLAND..... | |
| 4. CANADA..... | April 11, 1893. |
-

THE FOLLOWING COLONIES HAVE NOT ACCEDED TO THE TREATY : —

1. CAPE OF GOOD HOPE.
 2. VICTORIA.
 3. TASMANIA.
 4. WESTERN AUSTRALIA.
 5. NEW ZEALAND.
 6. NEW SOUTH WALES.
 7. SOUTH AUSTRALIA.
-

III.

Instructions confidentielles concertées entre la France et l'Angleterre pour la vérification du pavillon des navires suspects.

(1^{er} juin 1867).

(TEXTE FRANÇAIS).

1. L'abrogation du traité passé avec la Grande-Bretagne pour la suppression de la traite a fait sentir aux deux Gouvernements français et anglais la nécessité d'un arrangement provisoire relativement à la visite des navires marchands soupçonnés d'arborer indûment le pavillon anglais.

2. A l'abri de l'indépendance de son pavillon national, un navire de commerce naviguant en pleine mer n'est sujet à aucune juridiction étrangère qui n'aurait pas été acceptée par un traité. Un bâtiment de guerre ne peut donc visiter, retenir, arrêter et saisir que les navires de commerce qu'il reconnaît avoir la même nationalité que lui.

3. Le pavillon d'un navire étant, *de prime abord*, la marque distinctive de sa nationalité, et par conséquent de la juridiction de laquelle il relève, il est naturel qu'un navire de commerce, passant en pleine mer en vue d'un bâtiment de guerre, hisse son pavillon pour

faire connaître sa nationalité ; dès que le bâtiment de guerre s'est fait reconnaître en arborant ses couleurs et ses marques distinctives, le navire marchand doit donc également hisser son pavillon de nation.

4. S'il néglige de le faire, les deux Gouvernements admettent qu'on peut lui donner un avertissement en tirant d'abord un coup de canon à poudre, et si celui-ci reste sans effet, un second avertissement en tirant un coup de canon chargé à boulet mais pointé de manière à ne pas l'atteindre.

5. Dès qu'en arborant ses couleurs le navire marchand a établi sa nationalité, le bâtiment de guerre étranger ne peut plus prétendre à exercer le moindre contrôle sur lui. Tout au plus peut-il, dans certains cas, user du droit de le faire raisonner, c'est-à-dire de l'inviter à répondre à des questions faites au porte-voix ou autrement, sans toutefois contrarier sa route. Si cependant la présomption de nationalité résultant des couleurs qui auraient été arborées par un navire de commerce peut être sérieusement mise en doute, soit par suite de renseignements positifs, soit par suite d'indices de nature à faire croire que ce navire n'appartient pas à la nation dont il a pris les couleurs, le bâtiment de guerre étranger peut recourir à la vérification de cette prétendue nationalité.

6. Un canot pourra dans ce but être envoyé à bord du navire suspect, après qu'on l'aura hélé pour lui donner avis de cette intention. La vérification consistera dans l'examen des papiers constatant la nationalité du navire. Rien ne pourra être réclamé de plus que la présentation de ces pièces. Les papiers à produire par les navires marchands seront, pour les Anglais, le *certificate of registry* et les *ship's articles*, et pour les Français, l'*acte de francisation* et le *congé*. L'officier chargé de la vérification devra toujours être un officier de vaisseau, s'il y en a un à bord, et se présenter en uniforme. Il devra procéder avec tous les égards et tous les ménagements possibles.

7. Toute enquête sur la nature du chargement, sur les opérations commerciales desdits navires, sur un autre fait, en un mot, que leur nationalité, toute recherche, toute visite est absolument interdite.

8. Avant que l'officier du croiseur quitte le navire, un *procès-verbal* sera dressé contradictoirement, ou seront relatées toutes les circonstances de la vérification. Ce *procès-verbal* sera signé par l'officier du croiseur et par le capitaine du navire marchand, qui en garderont chacun un double. S'il n'y a pas entente pour une rédaction commune, l'officier du croiseur et le capitaine marchand feront, chacun de leur côté, leur *procès-verbal*, et en remettront une copie certifiée à la partie adverse.

9. Hors le cas de légitime suspicion de fraude, il ne devra d'ailleurs jamais être nécessaire que le commandant d'un bâtiment de guerre étranger ait à envoyer à bord d'un navire marchand, tant sont nombreux les indices qui, abstraction faite des couleurs, révèlent à l'œil exercé d'un marin la nationalité d'un navire.

10. Dans tous les cas, il est bien entendu que le capitaine d'un

bâtiment de guerre qui se décide à envoyer à bord d'un navire de commerce, le fait toujours à ses propres risques et périls et demeure responsable de toutes les conséquences de son acte.

11. Le commandant d'un bâtiment de guerre qui aura eu recours à cette mesure devra, dans tous les cas, en faire l'objet d'un rapport à son Gouvernement et l'informer des motifs évidents qui l'ont fait agir. Communication de ce rapport et des motifs qui auront provoqué cette constatation sera officiellement donnée au Gouvernement auquel appartient le navire qui aura été soumis à la vérification de son pavillon.

12. Lorsqu'après l'examen des papiers de bord, un navire marchand soupçonné de fraude sera détenu par un croiseur étranger, il devra être conduit le plus tôt possible dans un port ou à une autorité de la nation dont il a arboré les couleurs, de telle manière que la sincérité du pavillon soit constatée par les autorités de la Puissance à laquelle appartient ce pavillon. S'il y a abus reconnu, le navire en fraude reste naturellement à la disposition du capteur. Dans le cas contraire, il pourra y avoir lieu à indemnité comme dans les circonstances prévues à l'article 13.

13. Toutes les fois que la vérification du pavillon ne sera pas justifiée par des raisons suffisantes ou n'aura pas été faite d'une manière convenable, une réclamation en indemnité pourra être faite.

14. Bien que les instructions qui précèdent s'appliquent particulièrement aux navires sous pavillon anglais, et qu'elles aient pour but de prévenir toute mésintelligence entre les Gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne, il est bien entendu qu'elles doivent s'appliquer également aux navires de toutes les nations avec lesquelles le Gouvernement de l'Empereur est en paix.

Paris, le 1^{er} juin 1867.

(TEXTE ANGLAIS).

1. The treaty with France for the suppression of the slave trade having been abrogated, I am commanded by my Lords Commissioners of the Admiralty to acquaint you that, under an arrangement which has been adopted provisionally between the british and french Governments, their Lordships desire that all Commanding Officers of Her Majesty's ships will strictly attend to the following regulations with regard to visiting merchant-vessels suspected of fraudulently assuming the French flag.

2. In virtue of the independence of national flags, a merchant-vessel navigating the high seas is not subject to any foreign jurisdiction which shall not have been accepted by treaty. A ship of war can therefore visit, detain, arrest, or seize, only such merchant-vessels as are recognized to belong to her own nation.

3. The colours of a vessel being *prima facie* the distinctive mark of her nationality, and consequently of the jurisdiction to which she is subject, it is natural that a merchant-vessel on the high seas, passing within view of a ship of war should hoist her flag in declaration of her nationality. So soon, therefore, as the ship of war has made herself known by the display of her own colours, the merchant-vessel should also hoist her national flag.

4. Should the merchant-vessel neglect to do so, it is admitted by the two Governments that a warning may be given to her; first, by firing a blank gun, and should that be without effect, it may be enforced by a second gun, shotted, but pointed in such a manner as to ensure that she is not struck by the shot.

5. Immediately that the merchant-vessel has, by hoisting her colours, announced her nationality, the foreign ship of war can not longer pretend to exercise the least control over her. At most, in certain cases, she may exercise the right to speak with her, and demand answers to questions addressed to her through a speaking-trumpet, or otherwise, but without obliging her to alter or impede her course. When, however, the presumption of nationality resulting from the colours which may have been shown by a merchant-vessel may be seriously thrown in doubt, either from positive information, or from indications of a nature to create a belief that the vessel does not belong to the nation whose colours she has assumed, the foreign ship of war may have recourse to the verification of her assumed nationality.

6. A boat may, for this purpose, be sent to the suspected vessel, after she has been first hailed to give notice of the intention. The verification shall consist in an examination of the papers establishing the nationality of the vessel. Nothing can be claimed beyond the exhibition of those documents. The papers to be produced by the merchant-vessels shall be, for english vessels *the certificate of registry* and the *ship's articles*, and for french vessels the *acte de francisation* and the *congé*. The officer charged with the duty of verification should always be a commissioned officer, if there is such an officer on board, and should be in uniform. He should proceed with all possible courtesy and consideration.

7. Any inquiry into the nature of the cargo, or the commercial operations of the vessel, or, in short, into any other fact besides that of her nationality, is prohibited. Any search or inspection whatever is absolutely forbidden.

8. Before the officer of the cruiser quits the vessel, a written statement (*procès-verbal*) shall be prepared by the officer of the cruiser and the master of the merchant-vessel wherein shall be stated all circumstances attending the verification. It shall be signed by both parties, each of whom is to keep a copy thereof. If there should be any difference of opinion as to its terms, the officer of the cruiser and the master of the merchant-vessel are each to prepare a statement and furnish each other with a certified copy.

9. Except in the case of legitimate suspicion of fraud, it should never be necessary for the commander of a foreign ship of war to send on board a marchant-vessel; so numerous are the indications which, apart from the colours, are sufficient to show to the practised eye of a seamam the nationality of a vessel.

10. In every case it is to be clearly understood that the captain of a ship of war who determines to board a merchant-vessel must do so at his own risk and peril, and must remain responsible for all the consequences which may result from his own act.

11. The commander of a ship of war who may have recourse to that measure should in all cases report the fact to his own Government and should explain the reasons for his having so acted. A communication of such report and of the reasons which may have led to the verification, shall be given officially to the Government to which the vessel may belong which shall have been subjected to such verification of her flag.

12. If, after examination of her papers, all merchant-vessel suspected of fraud shall be detained by a foreign cruizer, she must, as soon as possible, be taken into a port or to an authority of the nationality claimed, in order that the right to her flag may be verified by the authorities of the nation to which that flag belongs. If the claim is recognized to be fraudulent, the vessel will, of course, remain at the disposal of the captor. In the contrary case a claim may be made for indemnification as under the circumstances defined in article 13.

13. In all cases in which the verification of the flag shall not be justified by sufficient reasons, or shall not have been made in a proper manner, a claim may be made for indemnification.

14. You will clearly understand that the foregoing instructions have reference only to vessels navigating under the french flag, and are intended to prevent misunderstanding between the british and french Governments, but cannot affect the vessels of other nations with whom Great Britain has treaties for the suppression of the slave trade, or deprive Her Majesty of the right to seize and detain vessels engaged in the slave trade, when not entitled to the protection of any national flag.

London, 1st June 1867.

TABLE DES MATIÈRES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Du Tome 100 (Vol. IV de 1906, N^{os} 10-11-12).

		Pages.
1844		
Novembre.....	17. <i>France, Mascate.</i> — Traité d'amitié et de commerce.....	358
1867		
Juin.....	1. <i>France, Grande-Bretagne.</i> — Instructions confidentielles pour la vérification du pavillon.....	373
1891		
Mars.....	19. <i>Grande-Bretagne, Mascate.</i> — Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	364
1903		
Juillet.....	18. <i>Danemark, Paraguay.</i> — Traité d'amitié et convention consulaire. — Texte original.....	116
	Traduction.....	126
1904		
Août.....	23. <i>Belgique, Luxembourg.</i> — Convention concernant la délimitation de la frontière Belge-Luxembourgeoise entre Tintange et Bigonville d'une part, et entre Villers-la-Bonne-Eau et Harlange, d'autre part, ainsi que les cessions réciproques de territoire.....	106
Octobre.....	8. (25 septembre). <i>Allemagne, Roumanie.</i> — Convention de commerce additionnelle au traité de commerce, de douane et de navigation du 21 octobre 1893.....	5
—	8. <i>Russie, Luxembourg.</i> — Voir 30 octobre.	
—	16/29. <i>Russie, Grande-Bretagne.</i> — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste.....	158
—	17. <i>Russie, Luxembourg.</i> — V. 30 octobre.	
—	27. <i>Belgique, Pays-Bas.</i> — Convention pour l'amélioration de l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures.....	110
— ...	30 (17). <i>Russie Luxembourg.</i> — Arrangement concernant l'échange des mandats-poste.....	163
Novembre	19. <i>Belgique, Etats-Unis.</i> — Convention concernant l'échange réciproque des colis-postaux.....	94
—	25. <i>Russie, Italie.</i> — Convention concernant l'échange des mandats-poste.....	168
—	16/29. <i>Allemagne, Serbie.</i> — Convention additionnelle au traité de commerce et de douane du 2/19 août 1892.	
	Texte allemand.....	51
	Traduction française.....	27

		Pages.
Décembre...	16/29. Suisse, Roumanie. — Convention additionnelle à la convention de commerce entre la Suisse et la Roumanie....	230
Décembre.....	21. Russie, Perse. — V. janvier 3, 1905.	

1905

	<i>Affaires de Mascate (France-Grande-Bretagne). — Contre-Mémoire présenté par le Gouvernement de la République française.....</i>	233
	— Mémoire du Gouvernement britannique.....	269
	— Contre-Mémoire du Gouvernement britannique.....	286
	— Conclusions pour le Gouvernement de la République française.....	309
	— Conclusions pour le Gouvernement britannique.....	313
	— Conclusions complémentaires présentées au nom du Gouvernement de la République française.....	340
	— Réplique du Gouvernement britannique.....	353
Janvier.....	3. Russie, Perse. — Convention relative à l'échange des colis-postaux.....	174
Février.....	5. Russie, Perse. — V. Janvier 3, 1905.	
—	23. Bulgarie, Russie. — Traité de commerce et de navigation.	142
—	18. Russie, Perse. — V. Janvier 3, 1905.	
Mars	23. Belgique, Pays-Bas. — Convention concernant les limites entre la Belgique et les Pays-Bas.....	114
Avril.....	5. Belgique, Pays-Bas. — Convention en vue de l'amélioration de l'éclairage de l'Escaut et de ses embouchures.	109
—	15. Belgique, Luxembourg. — Convention relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail.	107
Août.....	30. Belgique, Bolivie. — Dénonciation du traité d'amitié, de commerce et de navigation du 1 ^{er} août 1860.....	93
Septembre....	24. Belgique, Bulgarie. — Etablissement du traitement de la nation la plus favorisée dans les relations commerciales.	94
Novembre	8. Belgique, France. — Convention rétablissant la ligne frontière entre les communes belges de l'Escaillère et de Rièzès et les communes françaises de Regniowez et de la Neuville-aux-Tourneurs.....	105
Décembre	6. Allemagne, Russie. — Convention sur les chemins de fer. Varsovie-Kalisch et Skalmierziece-Ostrowo.....	131
	Lublinitz-Herby et Herby-Czenstochow.....	137

1906

Janvier	18. Italie, Suisse. — Convention réglant le service de police à la gare internationale de Domodossola.....	192
—	(Cf. pages 176 et 200).	
—	18. Italie, Suisse. — Convention réglant les services télégraphiques et téléphoniques à la gare internationale de Domodossola.....	190
—	(Cf. pages 176 et 200).	
Février	12. Autriche-Hongrie, Belgique. — Traité de commerce et de navigation	77
—	19. Italie, Suisse. — Conventions entre l'Administration des chemins de fer italiens et l'Administration des chemins de fer fédéraux suisses pour l'exploitation de la gare internationale de Domodossola et pour l'échange du matériel roulant.....	201
—	(Cf. pages 176 et 200).	
—	19. Italie, Suisse. — Convention entre l'Administration des chemins de fer italiens de l'Etat et l'Administration des chemins de fer fédéraux suisses, pour l'exploitation de la ligne dès la gare internationale de Domodossola jusqu'à l'aiguille d'entrée, côté nord, de la gare d'Iselle.....	214
—	(Cf. pages 176 et 200).	

		Pages.
Mars	19. <i>Italie, Suisse.</i> — Message du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale concernant l'approbation des conventions pour la gare internationale de Domodossola et l'exploitation de la section Domodossola-Iselle.....	224
—	(Cf. pages 176 et 200).	
—	24. <i>Italie, Suisse.</i> — Convention réglant le service postal sur la ligne du Simplon entre Brigue et Domodossola et dans la gare internationale de Domodossola.....	177
—	(Cf. pages 176 et 200.)	
—	24. <i>Italie, Suisse.</i> — Convention réglant le service des douanes sur la ligne de chemin de fer du Simplon entre Brigue et Domodossola.....	183
—	(Cf. pages 176 et 200).	
—	24. <i>Italie, Suisse.</i> — Convention réglant le service de police sanitaire (épidémies, épizooties) à la gare internationale de Domodossola.....	195
—	(Cf. pages 176 et 200),	
—	29. <i>Italie, Suisse.</i> — Arrêté fédéral approuvant les conventions conclues entre la Direction générale des chemins de fer fédéraux et la Direction générale des chemins de fer italiens de l'État pour la gare internationale de Domodossola et l'exploitation de la section Domodossola-Iselle.....	200
—	(Cf. pages 176 et 200).	
Août	16/23. <i>Danemark, Russie.</i> — Convention concernant l'échange des mandats-poste.....	149

Les Tables analytiques des matières de l'année 1906 seront distribuées aux abonnés sous forme de fascicule séparé dans le courant de l'année 1907.

POUR PARAÎTRE AVEC LES TABLES ANALYTIQUES :

ANNUAIRE INTERNATIONAL

Années 1905-1906.

Un fort volume in-8° comprenant la chronique analytique et chronologique, avec indication des sources et de la bibliographie des principaux événements de la communauté internationale des États pendant les années 1905-1906.

Distribué gratuitement aux abonnés de 1906-1907.

Le Gérant : A. LEQUEUX.